

# Du grain à moudre

Genre, développement rural  
et alimentation

Dirigé par  
Christine Verschuur

---

Les Actes des colloques genre  
de l'Institut de hautes études internationales et du développement  
Collection Yvonne Preiswerk

---

 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
  
Direction du développement  
et de la coopération DDC



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA  
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL  
AND DEVELOPMENT STUDIES

---

Genève, Berne, 2011

THE  
GRADUATE  
INSTITUTE  
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES  
ÉTUDES INTERNATIONALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE  
OF INTERNATIONAL AND  
DEVELOPMENT STUDIES

NOUVELLE ÉDITION  
GENRE ET DÉVELOPPEMENT | RENCONTRES

---

# Du grain à moudre

*Genre, développement rural et alimentation*

**Christine Verschuur (dir.)**

---

DOI : 10.4000/books.iheid.6740  
Éditeur : Graduate Institute Publications  
Année d'édition : 2011  
Date de mise en ligne : 16 avril 2017  
Collection : Genre et développement. Rencontres  
ISBN électronique : 9782940503834



<http://books.openedition.org>

## Édition imprimée

ISBN : 9782940415779  
Nombre de pages : 480

## Référence électronique

VERSCHUUR, Christine (dir.). *Du grain à moudre : Genre, développement rural et alimentation*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2011 (généré le 23 avril 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/6740>>. ISBN : 9782940503834. DOI : 10.4000/books.iheid.6740.

---

© Graduate Institute Publications, 2011  
Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé - CC BY-NC-ND 3.0

---

# Du grain à moudre

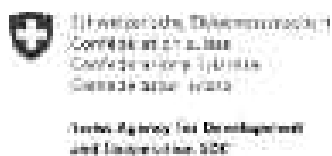
## Genre, développement rural et alimentation

Dirigé par  
Christine Verschuur

---

Les Actes des colloques genre  
de l'Institut de hautes études internationales et du développement  
Collection Yvonne Preiswerk

---



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA  
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL  
AND DEVELOPMENT STUDIES

---

Genève, Berne 2011

**Institut de hautes études internationales  
et du développement (IHEID)**

Case postale 136

CH - 1211 Genève 21

<http://graduateinstitute.ch>

**Pôle genre et développement de l'Institut**

<http://graduateinstitute.ch/genre> ou [www.genre-dev.org](http://www.genre-dev.org)

**Service des Publications**

[publications@graduateinstitute.ch](mailto:publications@graduateinstitute.ch)

ISBN 978-2-940415-77-9

Cet ouvrage prolonge le colloque international

## **Du grain à moudre**

### **Genre, développement rural et alimentation**

qui s'est tenu les 28 et 29 octobre 2010 à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève grâce au soutien logistique et financier de :

- La Commission nationale suisse pour l'UNESCO, Berne
- La Direction pour le développement et la coopération du Département fédéral des affaires étrangères (DDC), Berne
- L'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

Qu'ils soient ici remerciés ainsi que toutes les personnes qui ont participé à la réussite de ce colloque.

Les points de vue exprimés dans ces textes n'engagent que leurs auteur-es et ne correspondent pas nécessairement à l'opinion de la Commission suisse pour l'UNESCO.

## **Dans la même collection**

« FEMMES, VILLES ET ENVIRONNEMENT », textes réunis par Éveline Preiswerk et Isabelle Milbert, Genève : IUED/DDC/Unesco, 1995, 229 p. (épuisé)

« CRÉATIVITÉ, FEMMES ET DÉVELOPPEMENT », textes réunis par Éveline Preiswerk, avec la collab. de Marie Thorndahl, Genève : IUED/DDC/Unesco, 1997, 265 p. (épuisé)

« LES SILENCES PUDIQUES DE L'ÉCONOMIE. ÉCONOMIE ET RAPPORTS SOCIAUX ENTRE HOMMES ET FEMMES », textes réunis par Éveline Preiswerk, avec la collab. de Anne Zwahlen, Genève : IUED/DDC/Unesco, 1998, 281 p. (épuisé)

« TANT QU'ON A LA SANTÉ. LES DÉTERMINANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DE LA SANTÉ DANS LES RELATIONS SOCIALES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES », textes réunis par Éveline Preiswerk, avec la collab. de Mary-Josée Burnier, Genève : IUED/DDC/Unesco, 1999, 279 p. (épuisé)

« QUEL GENRE D'HOMME ? CONSTRUCTION SOCIALE DE LA MASCULINITÉ, RELATIONS DE GENRE ET DÉVELOPPEMENT », textes réunis par Christine Verschuur, coll. Éveline Preiswerk, Genève : IUED/DDC/Unesco, 2000, 190 p. (épuisé)

« HOMMES ARMÉS, FEMMES AGUERRIES. RAPPORTS DE GENRE EN SITUATIONS DE CONFLIT ARMÉ », textes réunis par Fenneke Reysoo, coll. Éveline Preiswerk, Genève : IUED/DDC/Unesco, 2001, 250 p.

« ÉCONOMIE MONDIALISÉE ET IDENTITÉS DE GENRE », textes réunis par Fenneke Reysoo, coll. Éveline Preiswerk, Genève : IUED/DDC/Unesco, 2002, 250 p.

« ON M'APPELLE À RÉGNER. MONDIALISATION, POUVOIRS ET RAPPORTS DE GENRE », textes réunis par Fenneke Reysoo et Christine Verschuur, coll. Éveline Preiswerk, Genève : IUED/DDC/Unesco, 2003, 258 p.

« FEMMES EN MOUVEMENT. GENRE, MIGRATIONS ET NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL », textes réunis par Fenneke Reysoo et Christine Verschuur. Coll. Éveline Preiswerk. Genève : IUED/DDC/Unesco, 2004, 284 p.

«DES BRÈCHES DANS LA VILLE. ORGANISATIONS URBAINES, ENVIRONNEMENT ET TRANSFORMATIONS DES RAPPORTS DE GENRE», textes réunis par Christine Verschuur et François Hainard. Coll. ' vonne Preiswerk. Genève: IUED/DDC/ Unesco, 2006, 294 p.

«VENTS D'EST, VENTS D'OUEST. MOUVEMENTS DE FEMMES ET FÉMINISMES ANTICOLONIAUX», dirigé par Christine Verschuur. Coll. ' vonne Preiswerk. Genève: IHEID/DDC/ Unesco, 2009, 256 p.

Les Actes des colloques genre – Collection ' vonne Preiswerk sont disponibles gratuitement au service des Publications de l'IHEID et accessibles en ligne sur le site Internet du Pôle genre et développement de l'IHEID : <http://graduateinstitute.ch/genre/accueil/ressources/actes.html>

Le colloque « **Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation** » qui s'est tenu les 28 et 29 octobre 2010 à l'IHEID a été organisé sous la responsabilité de Christine Verschuur, responsable du Pôle genre et développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement, avec la collaboration de nombreuses personnes, dont l'équipe du Pôle genre de l'IHEID. Nous remercions particulièrement Anais Bertrand-Dansereau, assistante pour la préparation du colloque et Emmanuelle Chauvet, assistante du Pôle genre, ainsi que le comité scientifique.

Ce colloque est le treizième colloque international genre et développement organisé à Genève depuis 1994 sur la problématique des inégalités de genre dans le développement.

### **Ont contribué à la réalisation de ce colloque :**

*Les membres du comité scientifique :*

- Elisabeth Prügl, IHEID
- Christine Verschuur, IHEID
- Fenneke Reysoo, IHEID
- Jean-Luc Maurer, IHEID
- Isabelle Hillenkamp, IHEID
- Annemarie Sancar, Direction pour le développement et la coopération suisse
- Hélène Guétat-Bernard, Universités de Toulouse et Lyon 3
- Suzanne Lerch, Espace Femmes International, Genève

*Les intervenantes et intervenants*

*(dans l'ordre de leur intervention au colloque) :*

- Elisabeth Prügl, Directrice adjointe de l'IHEID
- Christine Verschuur, IHEID
- Marcel Mazoyer, Université Paris XI, AgroParisTech et IEDES, Paris
- Shahra Razavi, UNRISD, Genève
- Barbara Harriss-White, Queen Elisabeth House, Oxford University
- Marie Monimart, International Institute for Environment and Development, Londres
- Carine Pionetti, Chercheure indépendante



- Hélène Guétat-Bernard, Universités de Toulouse et Lyon 3
- Marcela Villarreal, Food and Agriculture Organization, Rome
- Magdalena León, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá
- Nitya Rao, University of East Anglia, Norwich
- Cherryl Walker, Stellenbosch University
- Leonilde Servolo de Medeiros, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro
- Sabine Pallas, International Land Coalition, Rome
- Alix Morales, Asociación de mujeres campesinas de Inzá (Colombie)
- Sandra Uwantege Hart, étudiante à l'IHEID
- Jemaiyo Chabeda, étudiante à l'IHEID
- Nandini Gunewardena, University of California Los Angeles
- Christophe Golay, Académie de droit international humanitaire et de droits humains et IHEID

*Les modératrices et le modérateur (dans l'ordre de leur intervention) :*

- Christine Verschuur, IHEID
- Annemarie Sancar, Direction pour le développement et la coopération suisse
- Fenneke Reysoo, IHEID
- Jean-Luc Maurer, IHEID

*Le comité d'organisation*

- Anaïs Bertrand-Dansereau, assistante pour le colloque
- Emmanuelle Chauvet, assistante du Pôle genre et développement, IHEID

*Que soient également remerciés pour leur précieuse collaboration :*

- Isabelle Hillenkamp, recherche bibliographique et rédaction du *working paper*
- Isabelle Vuillemin-Raval, bibliothèque de l'IHEID
- Catherine Fragnière, service des Publications de l'IHEID
- Anaïs Bertrand-Dansereau pour la relecture de textes en anglais
- Emmanuelle Chauvet pour la relecture des textes en français
- Luisa Cruz Hefti pour la relecture des textes en espagnol

- Marlyne Sahakian pour la relecture de textes en anglais
- Atelier Françoise Ujhazi pour la mise en pages des Actes du colloque
- L'équipe des étudiant-es de l'IHEID qui ont collaboré à l'organisation du colloque
- L'équipe des traducteurs interprètes: Naima Ezana, Élodie Flachaire, David Morris Hamilton-Ely, Casilda Regueiro, Nathalie Stitzel et Pamela Valdes
- L'association Espace Femmes International (Genève).

# Table des matières

Preface <i>Elisabeth Prügl</i>	p. 11
Changements agraires et des rapports de genre <i>Christine Verschuur</i>	p. 15
La fracture alimentaire et agricole mondiale: état des lieux, causes, perspectives, propositions d'action <i>Marcel Mazoyer et Laurence Roudart</i>	p. 29
Agrarian debates and gender relations: "Now you see them, now you don't" <i>Shahra Razavi</i>	p. 47
Commodification and masculinisation in post-harvest systems for rice in South Asia <i>Barbara Harriss-White</i>	p. 59
Gender and hunger in the context of the recent crises: underlying factors <i>Marcela Villarreal</i>	p. 101
Sahel: sécheresses, crises alimentaires et déféminisation des systèmes agraires <i>Marie Monimart</i>	p. 133
Women farmers, crop diversity and seed politics in semi-arid India <i>Carine Pionetti</i>	p. 153
Culture du café et transformations des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun <i>Hélène Guétat-Bernard</i>	p. 167
La desigualdad de género en la propiedad de la tierra en América Latina <i>Magdalena León</i>	p. 189

Gender, land and resource rights in India <i>Nitya Rao</i>	p. 209
Women's land rights, agrarian change and gender transformation in post-apartheid South Africa <i>Cherryl Walker</i>	p. 247
Women's land rights and women's empowerment: one and the same? <i>Sabine Pallas</i>	p. 269
The political participation of women in the countryside in Brazil: Reflections on forms of organisation and demands <i>Leonilde Servolo de Medeiros</i>	p. 291
"Sugar coating": the gender of structural violence in Sri Lanka's sugarcane economy <i>Nandini Gunewardena</i>	p. 315
Soberanía alimentaria. Experiencia de resistencia de las mujeres campesinas de Inzá Tierradentro Colombia <i>Alix Morales</i>	p. 331
Deux approches pour lutter contre la faim et la discrimination contre les femmes: le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire <i>Christophe Golay</i>	p. 341
Women only: violence and gendered entitlements in post-quake food distributions in Port-au-Prince, Haiti <i>Sandra Uwantege Hart</i>	p. 361
Genre, systèmes agraires et vulnérabilités alimentaires: une analyse nécessaire <i>Isabelle Hillenkamp</i>	p. 367
Biographies des intervenant-es	p. 445
Biographies of Speakers	p. 463

## **Preface**

**Elisabeth Prügl**

Agriculture is an important source of employment for women around the world. In most countries, women are as likely to work in agriculture as men; and in many countries, they exceed men in the agricultural labor force. According to the FAO (2011), women comprise 43% of the agricultural labor force in developing countries, ranging from a low of 20% in Latin America to 50% in Eastern Asia and sub-Saharan Africa.

While farming is thus a central source of livelihood for women, less than 6% of foreign aid for agriculture goes to them, as indicated by Michelle Bachelet, Executive Director of UN Women at the 2011 World Economic Forum (UN Women 2011). Gender also receives virtually no attention in the intense negotiations on agriculture of the Doha Round. This is particularly astonishing, given that an understanding of the unequal impact of development on women originated with an analysis of women in agriculture – and Ester Boserup's seminal book in particular. As she demonstrated, applying gender-neutral policies to conditions saturated with gender yields highly unequal outcomes. Yet, when it comes to agriculture, international policies seem almost immune to feminist interventions.

While the continuing neglect of women in international agricultural policies is disturbing, women farmers have made considerable gains on key issues. Perhaps most important is an issue now often taken for granted, i.e. the recognition of women farmers as farmers. Characterisations of women farmers as housewives or as non-working still circulate amply, but they no longer go unchallenged. Women farmers around the world are now struggling to change laws so they

correspond to their status as economically active – from gaining equal access to land and credit, to equal treatment in cooperatives and farming associations.

Feminist researchers have long played a role in making visible to policy-makers the work of women farmers, their unequal treatment, and their potential for helping alleviate world hunger. The conference at the Graduate Institute in October 2010 was part of this effort – documenting the impact of new developments in agriculture on women farmers and recording the realities of their lives. The conference included academics from different regions of the world, in addition to social movements representatives and practitioners (gender experts) in international organisations, generating a vibrant exchange and proliferating fresh insights.

This collection of papers reflects the lively discussions at the conference. It builds on almost ten years of work by the Graduate Institute's Pôle genre et développement to strengthen the links between social science research and the elaboration of development policies. The international conferences on gender and development issues, organised since 1995 at the Institute, with the financial support of the Swiss Agency for Development and Cooperation, provide a space for reflection on the relationship between academic theories, development practices, and problems on the ground. The conference proceedings – like the ones published here – are an important summary of the ideas generated, advancing topical debates and functioning as a reservoir of knowledge not only for an audience outside of the Institute, but also for our own students and faculty. It contributes in this way to the transversal inclusion of a gender perspective in teaching and research activities at the Institute, which is part of the Pôle genre et développement's mission.

The authors of this collection are to be congratulated for their high quality contributions. The papers presented here provide new perspectives on the situation of women farmers around the world, and will hopefully become part of a wave of renewed awareness around the importance of agriculture for generating sustainable and equitable development, and of the central role of women farmers in achieving such an outcome.

## References

FAO. 2011. *The state of food and agriculture 2010-11. Women in agriculture: Closing the gender gap for development*. Rome: FAO.

UN Women, 2011. Michelle Bachelet to make economic, political and social case for women at the World Economic Forum. Website of UN Women at <http://www.unwomen.org/2011/01/michelle-bachelet-at-the-world-economic-forum-to-make-economic-political-and-social-case-for-women/>





# **Changements agraires et des rapports de genre**

**Christine Verschuur**

Une fois de plus, le Niger est confronté à une crise alimentaire, épreuve malheureusement familière dans ce vaste pays désertique au taux de natalité explosif et à l'agriculture rudimentaire. En 2009, l'absence de pluies – 70% de précipitations en moins par rapport aux normales saisonnières – a fortement compromis les récoltes. Désormais, 7,5 millions de personnes, la moitié de la population, sont confrontées à la disette – comme en 2005, en 1985 et en 1974. (*New York Times* cité dans *Courrier International* 2010)

Pour ce journaliste du *New York Times*, la faim serait donc imputable au manque de pluies, à la démographie et à l'agriculture «rudimentaire» dans ce pays. Il est pourtant reconnu depuis longtemps, dans la littérature spécialisée, que le déficit alimentaire est en grande partie une conséquence des transformations des systèmes agraires liées au développement du marché des produits agricoles. Le titre d'un ouvrage paru lors de la grande famine de 1972 au Sahel était évocateur : *Qui se nourrit de la famine en Afrique?* Près de 40 ans ont passé, les disettes se répètent.

Les émeutes de la faim en 2007 et 2008 et, peu avant ce colloque, en 2010 au Mozambique, ont peut-être permis de remettre cette question au cœur des priorités.

Verschuur, C. 2011. Changements agraires et des rapports de genre. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 15-28. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

*Du grain à moudre...* Cet ouvrage se propose de donner matière à réfléchir sur cette profonde injustice, la persistance de la faim dans le monde, et de s'interroger sur les apports des études féministes aux questions agraires.

Un milliard de personnes souffraient de la faim en 2010. Pourtant, les ressources naturelles et techniques sont suffisantes pour assurer une alimentation correcte de l'humanité, aujourd'hui avec 6 milliards d'habitants, ou en 2050 avec 9 milliards de personnes (Mazoyer et Roudart 2006).

Relevons un double paradoxe. Le premier est que 80% des personnes sous-alimentées vivent en milieu rural, selon la FAO. Parmi la population rurale, qui constitue la moitié de la population mondiale, 80% appartiennent à des familles paysannes (50% de petits agriculteurs, 20% d'ouvriers agricoles et paysans sans terre, 10% d'éleveurs nomades, de pêcheurs, ou d'exploitants de ressources forestières). Quelque 70% des gens qui ont faim dans le monde appartiennent donc à des familles paysannes (Mazoyer et Roudart 2006)! Le deuxième paradoxe est que, parmi les personnes sous-alimentées, 60% sont des femmes, alors que ce sont justement elles qui ont la responsabilité de nourrir leurs proches.

Comment expliquer les disettes régulières, comment expliquer que l'on dénombre, en 2010, un milliard de personnes sous-alimentées, comment expliquer ces inégalités d'accès à l'alimentation? Nous observons une double crise, celle de la reproduction sociale et celle des systèmes agraires.

Les études de développement agricole et rural ont interrogé les tensions dans les systèmes agraires, entre différentes voies de développement agricole, exploré les modèles de modernisation agricoles, la libéralisation des marchés agricoles et les transformations agraires liées à la mondialisation, les politiques ayant mené aux dépendances alimentaires. Il y a cependant des angles morts dans ces analyses, que cet ouvrage voudrait tenter d'éclairer: un certain aveuglement à cette catégorie d'analyse qu'est le genre et encore beaucoup d'invisibilité des paysannes et ouvrières agricoles.

Certes, le fait que les femmes contribuent de manière importante à la production et au travail agricole est maintenant reconnu, et ce depuis le travail de Boserup (Boserup 1970; FAO 2011); certaines des contraintes auxquelles les paysannes doivent faire face – et en particulier l'accès inégal à la terre – également. Cependant, les apports des études de genre à l'analyse du développement rural vont bien au-delà de la mise en évidence du rôle ou des besoins spécifiques des femmes paysannes.

Cet ouvrage a pour objectif d'éclairer les apports des études féministes aux études de développement rural et agricole. Les contributions tentent de rendre compte des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, de la manière dont les rapports sociaux de genre s'inscrivent et s'articulent dans les systèmes agraires, dans les politiques agricoles, de montrer comment les développements actuels renforcent les inégalités de genre. L'analyse des rapports sociaux de genre permet de comprendre l'articulation de la crise des systèmes agraires et de la crise de la reproduction sociale.

### **La crise des systèmes agraires et la crise de la reproduction sociale**

La crise des systèmes agraires est liée au processus de modernisation qui s'est produit au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Pour la comprendre, il faut la situer historiquement, analyser les changements dans les systèmes de production et les rapports sociaux de genre.

Les systèmes de production agraires précoloniaux permettaient de produire des surplus agricoles. Ainsi, en Amérique latine, « des techniques complexes d'irrigation (comme au Mexique), de culture en terrasses (chez les Incas) ou d'horticulture intensive (comme au Venezuela et chez certains peuples amazoniens), permettaient de produire des surplus considérables » (Stavenhagen 1974, 6). Ailleurs, au Ghana précolonial, des études ont montré qu'il y avait toujours un surplus agricole potentiel :

En fait – dit-il – les cultivateurs ouest africains utilisaient en même temps une variété de techniques allant de la culture intensive à longueur d'année de petits lopins de terres entourant leurs concessions avec usage d'engrais, à la culture extensive en jachère qui nécessite beaucoup de terres et peu de main-d'œuvre. Ils étaient capables lorsqu'ils le voulaient, de produire facilement à tout moment, un surplus pour le marché. (Hymer 1969 cité par Stavenhagen 1974, 6)

Critiquant la vision passive que certains pouvaient avoir des sociétés africaines précoloniales, Amselle a analysé « leur rôle actif comme productrices de biens échangeables, sur leur spécialisation et sur le développement inégal précolonial qui résulte de cette orientation » (Amselle 1980, 157). Il défend l'idée qu'il existait une petite production marchande précoloniale en Afrique de l'Ouest.

Durant l'administration coloniale, les systèmes de production agraires ont été bouleversés, avec le développement de l'économie des plantations, l'introduction des cultures de rente pour l'exportation (coton, arachide, riz, sucre...). Le travail, les terres, les moyens de production ont été accaparés par cette forme de production, au détriment de la production vivrière qui a été systématiquement découragée.

L'agriculture vivrière dans les pays colonisés était généralement considérée comme arriérée et primitive. Pourtant, un expert agricole britannique travaillant aux Indes, M.Voelker, pouvait écrire en 1890 :

On ne trouvera nulle part ailleurs qu'aux Indes un meilleur exemple de terres scrupuleusement entretenues, débarrassées des mauvaises herbes, une telle ingéniosité dans les techniques d'irrigation, une telle connaissance des sols et de leurs possibilités, un savoir aussi exact des époques propices aux semailles et aux moissons. Il est merveilleux de constater la grande expérience qu'ont les paysans de la rotation des cultures, des techniques de polyculture et de jachère... pour ma part, je n'ai jamais vu une façon plus parfaite de mettre des terres en valeur (cité par Moore Lappé et Collins 1977, 122).

Les formes de production paysannes étaient articulées avec les économies de plantation, nécessaires à leur développement.

Après les décolonisations, les tendances apparues durant la période coloniale pour renforcer le capitalisme agraire se sont poursuivies et la production vivrière a continué à être découragée, sans pour autant disparaître car elle restait nécessaire. Beaucoup de pays ont été confrontés à une baisse de la production des denrées alimentaires et ont alors dû les importer.

En Amérique latine, où l'inégalité de la structure agraire était reconnue comme un obstacle au développement agricole, les politiques de réforme agraire ne se sont pas réalisées. La modernisation de l'agriculture qui a été introduite n'a profité qu'à un petit groupe d'agriculteurs privilégiés, même dans des pays qui avaient entrepris une réforme agraire comme le Mexique. Les partisans de la modernisation ont soutenu les grandes propriétés aux dépens des petites propriétés et de l'économie paysanne.

Dans certains pays du Sud, principalement en Asie, la révolution verte a permis aux agriculteurs qui en avaient les moyens, soutenus par des politiques publiques, d'augmenter fortement le rendement du riz, de 2 tonnes à l'hectare il y a 50 ans à 10 tonnes par récolte aujourd'hui, ou même jus-

qu'à 30 tonnes quand les aménagements hydrauliques permettent de faire 3 récoltes dans l'année.

Ces développements n'ont pas concerné les agriculteurs trop pauvres pour accéder aux moyens de production nécessaires à ces changements, et ils ont en particulier échappé aux agricultrices qui ont été systématiquement défavorisées. Des centaines de millions de paysans et de paysannes sont ainsi restés à l'écart de ces développements et l'écart de productivité brute du travail entre les agricultures du monde a été multiplié par 200 (Mazoyer et Roudart 2006).

En effet, dans les pays développés, les révolutions agricoles au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont, avec l'appui de politiques publiques favorables, fait passer le rendement de 1 tonne par hectare à 10 tonnes par hectare dans certaines régions. Cela s'est accompagné d'une concentration croissante des exploitations agricoles, puisque plus des trois quarts des exploitations y existant au début du XX<sup>e</sup> siècle ont maintenant disparu (Mazoyer 2005).

Pourtant, la productivité par surface est souvent plus élevée dans les exploitations plus petites que dans les grandes, tant dans les pays occidentaux que dans les autres (Moore Lappé et Collins 1977, 214). En effet, là sont souvent mises en œuvre les connaissances fines des agro-systèmes et des pratiques culturales intensives. Cependant, les recherches agronomiques ne se sont jusqu'à présent guère penchées sur ces savoirs et savoir-faire.

Les politiques de développement agricole ont ainsi, dans ces diverses périodes historiques et dans la plupart des pays, systématiquement négligé la petite production paysanne au profit des grandes entreprises agricoles, même lorsque ces voies paysannes étaient affirmées comme une priorité au niveau politique (voir par exemple, pour le Mozambique, Meillassoux et Verschuur 1985). Elles ont en particulier négligé le soutien aux agricultrices dans la petite production paysanne, lesquelles sont confrontées à des difficultés spécifiques, notamment d'accès à la terre et aux moyens de production, de manque de temps et de force de travail disponible pour l'agriculture vivrière (FAO 2011).

La libéralisation du marché agricole à partir des années 1980 – ouverture commerciale, réduction des politiques de soutien à l'agriculture paysanne, nouvel essor de l'agro-industrie – a approfondi les écarts et la crise des systèmes agraires ainsi que les inégalités de genre sans pour autant résoudre le problème de la sous-alimentation.

Si le marché de la production vivrière de base ne concerne qu'une petite part de la production mondiale (15% des céréales), il est approvisionné principalement par les agriculteurs les plus compétitifs. La plupart des agriculteurs américains et européens, qui ont des niveaux de productivité très élevés, ne pourraient pas continuer à exporter et approvisionner leurs marchés intérieurs s'ils ne recevaient des aides publiques très importantes car le prix international des céréales est en dessous des coûts de production. Mais le prix est également très inférieur aux coûts de production des centaines de millions de petits paysans pratiquant une agriculture manuelle. Avec de longues périodes de baisse des prix, des dizaines de millions de paysans et de paysannes pauvres sont obligés de cesser leurs activités et la production de ceux qui restent est découragée.

La baisse des prix touche aussi les cultures destinées à rapporter un revenu monétaire. Avec la baisse de ces revenus monétaires, il devient difficile pour les paysans et paysannes pauvres de faire les achats nécessaires à la production agricole et à l'achat des biens de consommation indispensables. Ils se trouvent obligés de vendre leurs moyens de production, leur terre, de s'engager comme ouvriers agricoles, de s'endetter, de migrer. Par ailleurs, lorsque les stocks mondiaux baissent, la spéculation sur les achats de céréales provoque des augmentations de prix. Dans ces courtes périodes de très hauts prix, l'aide alimentaire se fait rare, les pays pauvres ont du mal à s'approvisionner, le nombre de sous-alimentés augmente.

Ni l'aide alimentaire, ni les échanges, pour nécessaires qu'ils soient, ne peuvent venir à bout de cette immense sous-consommation [alimentaire]. Pour cela, il n'est pas d'autre voie que de renverser les processus d'appauvrissement qui empêchent une bonne partie des êtres humains, principalement des paysans, d'accroître leurs revenus et leurs ressources. (Mazoyer et Roudart dans cet ouvrage)

La paupérisation paysanne pousse les hommes à occuper des emplois ouvriers agricoles et non agricoles, à migrer. L'agriculture paysanne dévalorisée repose donc de manière croissante sur le travail des paysannes. Les bas prix des productions vivrières permettent de maintenir les salaires bas. La paupérisation pousse également les paysannes à s'engager en tant qu'ouvrières agricoles, saisonnières, mal rémunérées. Ce système repose ainsi en bonne partie sur l'accroissement de l'exploitation des femmes paysannes. La dévalorisation et la fragilisation de l'agriculture paysanne conduisent à une crise du système de production, avec des tensions dans

l'articulation entre ces deux formes de production agricoles, paysanne et agro-industrielle, et à une crise de la reproduction sociale.

### **En quoi les études genre contribuent-elles à la compréhension des questions agraires ?**

Analyser les questions agraires et de développement rural sous le prisme du genre demande que certaines catégories d'analyse soient remises en question; que les rapports sociaux entre hommes et femmes soient au cœur de l'analyse; que l'organisation sociale, économique et politique du travail de reproduction – qui comprend la production de subsistance – soit repensée.

Revisiter les questions agraires en y intégrant la catégorie d'analyse du genre implique de remettre en question les présupposés ou de prendre en compte les constats suivants :

1. La catégorie de « paysans », loin de constituer une catégorie neutre, est traversée par des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, selon les appartenances de classe et de race, selon l'âge. La division sexuelle du travail, utilisée par les études féministes comme une catégorie analytique, permet d'analyser ces rapports de pouvoir.
2. Les femmes et les hommes occupent, dans les systèmes de production agraires, des places différentes. Les paysannes, qui fournissent une part substantielle du travail agricole, réalisent des travaux différents, elles n'ont pas le même accès à la terre, aux moyens de production, au travail des autres; elles ne pratiquent pas nécessairement les mêmes cultures, ni les mêmes techniques. Leur travail n'est pas valorisé ou rémunéré de la même manière. Cela peut s'observer tant dans les systèmes de production paysanne où l'échange de travail entre hommes et femmes est inégal, par exemple dans les *suraforo* – les champs des femmes – ou les *juraforo* – champs du chef de famille – en pays bambara au Mali (Verschuur 1989, 70), que dans les grandes entreprises agricoles où les ouvrières agricoles obtiennent des salaires moins élevés que les hommes. Les études de genre ont contribué à expliquer la place subordonnée que les femmes occupent de manière structurelle dans les systèmes agraires (Benarúa et Sen 2001).
3. Les inégalités structurelles de genre dans les systèmes agraires, préexistant aux politiques de modernisation et de libéralisation, ont tendance à

s'aggraver avec celles-ci. Les recherches sur les questions rurales ont longtemps ignoré les effets différenciés des politiques de modernisation agricole sur les hommes et les femmes. Dans les programmes de modernisation agricole, les paysans les plus aisés ont été les premiers bénéficiaires des terres aménagées, des technologies, de l'accès aux nouvelles cultures. Les paysans pauvres, et les femmes paysannes tout particulièrement, ont été écartés de l'accès à ces changements.

4. L'analyse des rapports sociaux de genre dans les systèmes de production a permis de reconnaître que les paysannes sont loin de pratiquer une agriculture «rudimentaire», comme le considérait le journaliste du *New York Times*. Des études ont au contraire montré que les paysannes ont des connaissances fines de leur écosystème, gèrent les semences avec intelligence, ont des pratiques culturelles adaptées. Ainsi, les politiques de monoculture se sont développées au détriment des cultures associées, si bien maîtrisées par les paysannes, et dont on reconnaît maintenant mieux l'intérêt. Les logiques d'action des paysannes tiennent compte de leurs très fortes contraintes – climatiques, d'éloignement des terres, etc. – et en particulier la contrainte forte de leur temps de travail disponible. Cette situation était auparavant très peu documentée et analysée.
5. Les paysannes ne sont pas confinées à la sphère domestique et de production vivrière, elles ne sont pas absentes du marché. Au contraire, elles vendent une partie de leur production vivrière, ou de nouvelles cultures de rentes, ou encore leur force de travail, en tant qu'ouvrière agricole ou dans des activités informelles, et ce de manière croissante (Agarwal 2001 ; Butler et Santos 2001 ; Deere 2005 ; Razavi 2009). Dans l'agro-industrie, les inégalités de genre sont importantes (les femmes réalisent des tâches moins valorisées, mal rémunérées, dans de mauvaises conditions de travail). Des inégalités croissantes – entre femmes aussi – accompagnent cette insertion dans le marché.
6. La reconnaissance du travail reproductif et de la manière dont il s'articule avec le travail productif est peut-être un des apports les plus importants des études de genre pour comprendre les transformations agraires, les inégalités et la crise de la reproduction sociale, dont la sous-alimentation et les famines ne sont qu'une des manifestations. Le travail reproductif, tant au niveau domestique que dans l'environnement proche, qui comprend le travail de préparation des repas, la recherche de foin, de bois et d'eau, les soins aux enfants et aux



autres personnes dépendantes, etc., a une ampleur considérable en milieu rural où les services sont faiblement développés. L'inégal partage du travail reproductif entre hommes et femmes, la faible possibilité de prise en charge de ces tâches par le marché et le manque d'offre par des structures publiques signifient que ce travail repose en très grande partie sur les femmes. Elles n'ont, pour beaucoup, pas la possibilité d'obtenir de l'aide en force de travail. Les femmes en milieu rural, et en particulier les paysannes pauvres, ont une charge de travail très lourde et des contraintes de temps disponible très importantes.

Le travail dans l'agriculture vivrière participe du travail de reproduction sociale. Or, comme nous l'avons dit, la recherche agronomique s'est longtemps désintéressée de l'agriculture vivrière. Cette ignorance des connaissances, pratiques et cultures des paysannes et de l'agriculture vivrière (même si des hommes aussi pratiquent les cultures vivrières) participe de la hiérarchisation de ce qui est associé au masculin ou au féminin, le domaine féminin étant moins valorisé, associé au « traditionnel », à ce qui est plus « rudimentaire », faible, subordonné.

L'agriculture vivrière, parce qu'elle n'est pas incluse de façon organique dans le processus de production et de circulation du secteur capitaliste, parce qu'elle est le lieu d'une surexploitation du travail, parce qu'elle ne peut donc être aidée sans que disparaisse le bénéfice de cette surexploitation, l'agriculture vivrière est vouée, malgré son importante décisive dans le développement, à une crise permanente et de plus en plus profonde. Elle se maintient et continue à contribuer aux approvisionnements de populations, malgré les mauvaises conditions de son développement, parce qu'elle reste le support de structures sociales qui permettent la reproduction de la force de travail et qui assurent la sécurité sociale de la majorité de la population. [...] L'introduction progressive des capitaux (machines, outillage, engrais, etc.) ou du salariat place les exploitations qui en font l'expérience en situation défavorable, à la fois par rapport aux communautés domestiques – qui continuent à vendre leur production au-dessous de leur coût – et par rapport à la concurrence des productions importées provenant d'une agriculture à haute productivité ou subventionnés. (Comité d'information Sahel 1975, 36-37)

Pour expliquer comment l'agriculture vivrière « reste le support de structures sociales qui permettent la reproduction de la force de travail et qui assurent la sécurité sociale de la majorité de sa population », l'économie politique agraire doit prendre en considération le travail reproductif,

majoritairement féminin et non rémunéré. Or, comme le dit Razavi, «the political economy of agrarian change never seriously considered the relations between the largely feminised unpaid reproductive sphere and the more visible labour and commodities that entered the circuits of accumulation» (Razavi 2009, 198).

*Femmes, greniers et capitaux...* Ce titre de l'ouvrage de Meillassoux en 1975 défendait notamment l'argument selon lequel l'économie domestique appartient à la sphère de circulation du capitalisme qu'elle approvisionne en force de travail et en denrées, mais reste en dehors de la sphère de production capitaliste. C'est en maintenant ces liens organiques entre économies capitaliste et domestique que la première assure sa croissance et sa prospérité. Pour maintenir cette articulation, il est essentiel de préserver l'économie domestique, pour continuer à lui soustraire sa substance, sans la détruire, pour alimenter l'autre.

Or, c'est justement à travers la constitution d'identités et de rapports de genre inégaux – qui garantissent notamment que le travail reproductif soit «naturellement» pris en charge principalement par les femmes, sans que ce travail ne soit visible ni rémunéré à sa juste valeur – que l'on peut expliquer comment est préservée l'économie domestique et comment est maintenu ce lien organique entre l'économie domestique et l'économie capitaliste.

Jusqu'à quel point les politiques néo-libérales ont-elles transformé la sphère de production où dominent les rapports de production de type domestique, en la «marchandisant»? Cette marchandisation n'est-elle pas en train de fissurer le lien organique entre économies domestique et capitaliste? La fragilisation de l'agriculture vivrière et les prix alimentaires élevés provoquent une crise de la reproduction sociale. L'accès à la terre pour les femmes, l'accès aux «micro»-crédits, etc., doivent-ils être analysés comme des stratégies pour maintenir cette sphère où prédominent des rapports de production domestiques? Est-ce une manière de conserver la reproduction sociale à bas coûts, en maintenant le travail (féminin) agricole et reproductif partiellement en dehors de la sphère de production capitaliste? Comment interpréter cet intérêt, sur la scène internationale, pour la reconnaissance de ces droits, droits pour lesquels les organisations de femmes luttent depuis longtemps?

La féminisation de l'agriculture, constatée dans diverses régions du monde, participe de la dévalorisation de la production agricole sous l'effet de la libéralisation et, loin de signifier un *empowerment* des paysannes, elle est

plutôt le résultat d'un manque d'accès à d'autres options plus valorisées, liées à la diversification des emplois agricoles et dont les hommes se saisissent. La féminisation de l'agriculture représente un accroissement de la charge de travail des paysannes, une dégradation des conditions de travail et de très faibles rémunérations du travail. Elle incarne cette nécessité de maintenir le travail reproductif partiellement en dehors de l'économie capitaliste.

En dehors de la reconnaissance légitime des droits à la terre, aux semences, à l'alimentation, au pouvoir de décision sur la production agricole, etc., se pose la question du droit à une rémunération juste du travail. La question de la valeur du travail féminin, et en particulier le travail reproductif, constitue un vaste champ de recherche. Le travail productif agricole féminin réalisé dans le cadre des rapports de production de type domestique doit être conceptualisé comme partie prenante du travail reproductif. L'économie politique du travail reproductif et ses transformations, sa marchandisation, la nouvelle division internationale du travail – y compris du travail reproductif –, concerne ainsi également le travail agricole et en milieu rural. En incorporant leur travail dans des cultures de rente ou en vendant leurs productions vivrières ou leur force de travail en tant qu'ouvrières dans l'agro-industrie, les femmes s'inscrivent-elles dans de nouvelles configurations de genre? Les hiérarchies de genre dans le marché du travail rural, les différentes formes de travail féminin, trop souvent considéré d'«appoint» (*pocket money*) (Whitehead et Kabeer 2001), constituent d'autres champs de recherche importants sur les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

Les transformations rapides du monde rural, la persistance ou l'approfondissement de rapports sociaux et de genre inégaux, font apparaître des moments et lieux de résistance, de nouvelles stratégies.

Loin d'être des victimes et de subir, les paysannes réagissent, s'organisent dans des structures économiques locales, occupent des espaces auparavant masculins (cultures de rente), luttent pour leurs droits en tant qu'ouvrières agricoles, s'engagent dans des associations, des mouvements sociaux, des occupations de terre. Des organisations proposent la voie de la souveraineté alimentaire (comme la Via Campesina), réclamant une voie paysanne de développement agricole et des changements dans les rapports sociaux. Si la participation des femmes aux mouvements sociaux en milieu rural n'a pas *per se* garanti que les intérêts de genre soient pris en compte ou que les rapports de genre soient transformés dans le sens de plus d'égalité (Agarwal 1994), les paysannes sont plus visibles, reconnaissent les

différences entre elles et bousculent les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

Les réflexions présentées brièvement dans cet article sont développées et illustrées par de multiples exemples et études de cas dans un *working paper* publié dans ce même ouvrage, préparé avec Isabelle Hillenkamp, qui en a assuré la rédaction. Nos travaux antérieurs en développement rural (Verschuur 1986; Meillassoux et Verschuur 1985) et une recherche bibliographique actualisée ont servi de base à l'élaboration de ce *working paper*. Celui-ci a nourri notre réflexion pour préparer le colloque qui s'est tenu en octobre 2010 à l'Institut de hautes études internationales et du développement, intitulé *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. Cet ouvrage publie les contributions des intervenantes et intervenants de ce colloque.

Le colloque a abordé quatre champs de réflexion :

- la crise des systèmes agraires avec la libéralisation agricole, l'articulation du travail reproductif et productif dans les systèmes de production agricoles ;
- les logiques d'action des paysannes, les rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les systèmes de production agricole, les transformations du travail en milieu rural, l'insertion des femmes en tant qu'ouvrières agricoles ;
- le champ de recherche autour de la question de l'accès des femmes à la terre ;
- les luttes des paysannes et les enjeux liés au droit à l'alimentation.

Les articles des intervenant-es dans ces divers champs de réflexion contribuent à répondre aux questions suivantes : une analyse de genre des questions et changements agraires nous permet-elle de repenser l'organisation politique, économique et sociale du travail agricole et reproductif ? En quoi l'analyse des tensions dans l'articulation des divers rapports sociaux de production et de reproduction – au cœur du système de reproduction des inégalités sociales –, nous aide-t-elle à comprendre les crises des systèmes agraires et la crise de la reproduction sociale, dont la faim est la manifestation la plus criante ?

Cet ouvrage montre non seulement combien le genre, en tant que catégorie d'analyse, est nécessaire pour comprendre les problèmes de société mais aussi que le champ de recherche genre et développement rural/agricole est maintenant bien défriché.

## Références bibliographiques

- Agarwal, B. 1994. *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2001. Les femmes et la modernisation de l'agriculture en Asie et en Afrique. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 153-168. Paris: L'Harmattan.
- Amselle, J.-L. 1980. Autosubsistance, petite production marchande et chaînes de sociétés. *Cahiers d'Études Africaines*. 20 (77/78) : 155-160.
- Benaría, L. et G. Sen. 2001. Accumulation, reproduction et rôle des femmes dans le développement économique: Ester Boserup revisitée. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 97-119. Paris: L'Harmattan.
- Bisilliat, J. 1985. Synthèse des travaux (à partir des débats). In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985*. (Dir.) J. Bisilliat et G. Courade. 23-33. Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- Boserup, E. 1970. *Woman's role in economic development*. London: Earthscan Publications.
- . 1983. *La femme face au développement économique*. Paris: PUF.
- Butler, F. C. et B. Santos. 2001. Les femmes dans l'agriculture en Amérique latine. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 171-180. Paris: L'Harmattan.
- Comité d'information Sahel. 1975. *Qui se nourrit de la famine en Afrique? Le dossier politique de la faim au Sahel*. Paris: François Maspero.
- Courrier International*. 2010. La famine tue encore, mais n'est plus un tabou. N° 1019, 12 mai.
- Deere, C. D. 2005. *The feminisation of agriculture? Economic restructuring in rural Latin America*. Occasional paper 1. Genève: UNRISD.
- FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome: FAO.
- Hymer, S. 1969. *Economic forms in pre-colonial Ghana*. Discussion Paper n° 79. New Haven: Yale University, Economic Growth Center.
- Mazoyer, M. 2006. Développement agricole inégal et sous-alimentation paysanne. In *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 15-35. Paris: Universalis.
- Mazoyer, M. et L. Roudart. 1998. *Histoire des agricultures du monde*. Paris: Le Seuil.

- (Dir.). 2006. *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. Paris: Universalis.
- Meillassoux, C. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris: François Maspero.
- Meillassoux, C. et C. Verschuur. 1985. Les paysans ignorés du Mozambique. *Le Monde diplomatique*. Octobre.
- Moore Lappé, F. et J. Collins. 1977. *L'industrie de la faim. Par-delà le mythe de la pénurie*. Québec: Éditions de L'Étincelle.
- Razavi, S. 2002. Introduction. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 1-34. Bloomfield: Kumarian Press.
- (Dir.) 2002. *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. Bloomfield: Kumarian Press.
- . 2009. Engendering the political economy of agrarian change. *Journal of Peasant Studies*. 36 (1): 197-226.
- Stavenhagen, R. 1974. Structures agraires et sous-développement en Afrique et en Amérique latine. *L'homme et la société*. N°33-34: 37-53. Paris: Éditions Anthropos.
- Verschuur, C. 1989. *Enfants et femmes au Mali*. Paris: L'Harmattan.
- Verschuur, C., M. Correa Lima, P. Lamy et G. Velasquez. 1986. *Mozambique: dix ans de solitude*. Paris: L'Harmattan.
- .

# **La fracture alimentaire et agricole mondiale: état des lieux, causes, perspectives, propositions d'action<sup>1</sup>**

**Marcel Mazoyer<sup>2</sup> et Laurence Roudart<sup>3</sup>**

Les émeutes de la faim de 2007 et 2008, ainsi que les effets de la crise économique en cours qui ont fait basculer dans la sous-alimentation chronique plus de 200 millions de personnes supplémentaires, ont remis à l'ordre du jour la question de la faim dans le monde. Ces phénomènes ont fait suite à une très forte hausse des prix des denrées vivrières, la deuxième depuis la Seconde guerre mondiale, car une hausse analogue, plus forte encore, avait eu lieu au début des années 1970. Pour autant, ces événements s'inscrivent dans un contexte de très forte baisse tendancielle, sur le long terme, des prix agricoles réels. Une baisse qui est elle-même à l'origine d'une bonne partie de la sous-alimentation massive, chronique, silencieuse, qui affecte depuis plusieurs décennies de 800 à 900 millions de personnes, parmi lesquelles une majorité d'agriculteurs.

<sup>1</sup> Certaines sections de ce texte sont issues de l'article « Histoire des agricultures » et reproduites ici avec l'aimable autorisation de *Encyclopaedia universalis*.

<sup>2</sup> Professeur émérite, AgroParisTech et Université Paris XI, IEDES

<sup>3</sup> Professeure, Université libre de Bruxelles

Mazoyer, M. et L. Roudart. 2011. La fracture alimentaire et agricole mondiale: état des lieux, causes, perspectives, propositions d'action. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 29-46. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

Or, si les ressources naturelles de la planète sont à l'évidence limitées et déjà largement utilisées, et si certaines techniques doivent être corrigées de leurs excès pour être durables, il reste que ces ressources naturelles et techniques sont suffisantes pour assurer une alimentation correcte de l'humanité, aujourd'hui avec près de 6 milliards de personnes, et aussi à l'horizon 2050 avec 9 milliards. La réalisation d'un tel objectif dépend donc fondamentalement de la capacité politique des humains à s'organiser pour rendre économiquement viable ce qui est écologiquement possible et techniquement réalisable.

Dans cet article, nous ferons le point sur la fracture alimentaire et agricole mondiale, analyserons les causes de la pauvreté paysanne de masse, envisagerons des perspectives agricoles et alimentaires à l'horizon 2050, et présenterons des propositions d'action en vue de la réalisation du droit à l'alimentation.

## **La fracture alimentaire et agricole mondiale : état des lieux**

### ***Déséquilibres alimentaires***

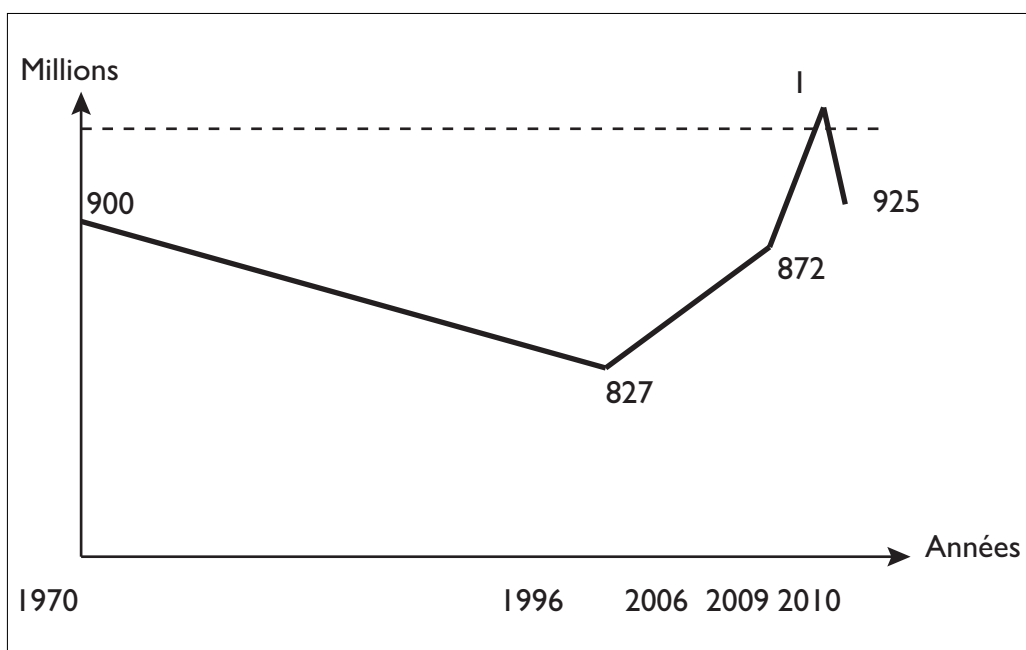
Sur les près de 6,9 milliards d'humains qui peuplent la planète, moins de 2 milliards (la quasi totalité des habitants des pays développés et une minorité de ceux des pays en développement) disposent d'un revenu assez élevé pour ne pas se priver de nourriture. Au point que plusieurs centaines de millions d'entre eux sont en surpoids, voire souffrent d'obésité ou d'autres maladies dues à des excès alimentaires. Près de 2 milliards (dans les pays en développement principalement) disposent d'un revenu suffisant pour se nourrir convenablement sans plus. Mais environ 3 milliards, dans les pays en développement surtout, se privent plus ou moins de nourriture, faute d'un revenu suffisant.

Parmi ces 3 milliards de personnes, environ 2 milliards souffrent de malnutrition, du fait de carences en minéraux ou en vitamines, qui provoquent des maladies très invalidantes, comme l'anémie par carence en fer, comme le goitre thyroïdien ou l'arriération mentale par carence en iode, comme la baisse des défenses immunitaires et les troubles de la vue pouvant aller jusqu'à la cécité par carence en vitamine A... Ajoutons que plus de 100 millions d'habitants des pays en développement sont obèses, principalement des citadins qui consomment trop d'aliments sucrés, gras, et manquent d'activité physique. Et, d'après les



estimations publiées par la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, autrement dit ayant faim presque tous les jours, qui était d'environ 900 millions en 1970, qui avait lentement baissé à 830 millions en 1996, et qui était remonté à 870 millions en 2006, est brusquement monté à plus de 1 milliard en 2008, du fait de l'explosion des prix alimentaires et de la crise. Il a de nouveau baissé à environ 925 millions en 2010, dont 578 millions en Asie, en Inde et en Chine principalement, 239 millions en Afrique subsaharienne, 53 millions en Amérique latine et Caraïbes, 37 millions Afrique du Nord et Proche-Orient, et 19 millions dans les pays développés (voir figure 1).

Figure 1 : Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde



À quoi il faut ajouter que 9 millions de personnes meurent effectivement de faim chaque année. Notons aussi qu'une partie de la malnutrition dans les pays en développement provient non pas de rations alimentaires inadéquates, mais de mauvaises conditions de santé ou d'hygiène, elles-mêmes liées à la pauvreté (parasitoses intestinales, non accès à l'eau potable, absence d'installations sanitaires...).

Et soulignons que, d'après le groupe de travail sur la faim du Projet du millénaire des Nations unies, 20% des sous-alimentés vivent en milieu urbain, et 80% en milieu rural. Parmi ceux-ci, 50% appartiennent

à des foyers de petits agriculteurs, 10% à des familles d'éleveurs nomades, de pêcheurs ou d'exploitants de ressources forestières, et 20% à des ménages d'ouvriers agricoles ou autres ruraux sans terre. Quelque 70% des gens qui ont faim dans le monde appartiennent donc à des familles paysannes. Cette situation est paradoxale en apparence seulement.

### **Inégalités agricoles**

Malgré un exode rural massif à l'échelle du monde, les ruraux et les agriculteurs sont encore très nombreux: la population rurale s'élève à 3,4 milliards de personnes, soit un peu plus de 50% de la population mondiale; la population agricole totale (active et non active) se monte à 2,8 milliards de personnes, soit un peu plus de 40% de cette même population mondiale; quant à la population agricole active, elle compte 1,38 milliard de personnes, soit 42% de la population active du monde (FAOSTAT).

Or, pour ces 1,38 milliard de personnes, travaillant à plein temps ou à temps partiel dans l'agriculture (soit l'équivalent d'environ 750 millions d'unités de travail agricole à plein temps), on ne compte dans le monde que 28 millions de tracteurs, soit 2% du nombre des actifs agricoles, et 250 millions d'animaux de travail, soit 18% du nombre des actifs agricoles. Cela signifie qu'environ un milliard de paysans travaillent quasi-exclusivement avec des outils manuels (bêche, houe, machette, faucille...) et ne peuvent guère cultiver plus de 1 hectare par travailleur. Parmi eux, la moitié à peu près utilise couramment des intrants efficaces (semences sélectionnées, engrais minéraux, pesticides), tandis que l'autre moitié, soit environ 500 millions de personnes, n'en utilisent pratiquement pas et ne peuvent donc guère produire plus de 1 tonne d'équivalent-céréales<sup>4</sup> par hectare.

Encore faut-il ajouter que dans de nombreux pays d'Amérique latine, du Sud de l'Afrique ou d'Europe de l'Est, beaucoup de paysans sont toujours privés de terre par de grands domaines de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'hectares. Disposant d'une superficie trop faible pour couvrir les besoins alimentaires de leurs familles, ils sont obligés d'aller chercher du travail au jour le jour dans les grands

<sup>4</sup> L'équivalent-céréale est la quantité de denrée agricole considérée ayant la même valeur qu'une tonne de céréales.

domaines, contre des salaires allant de 1 à 5 dollars la journée selon les pays, les saisons et les régions.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la pauvreté paysanne soit massive.

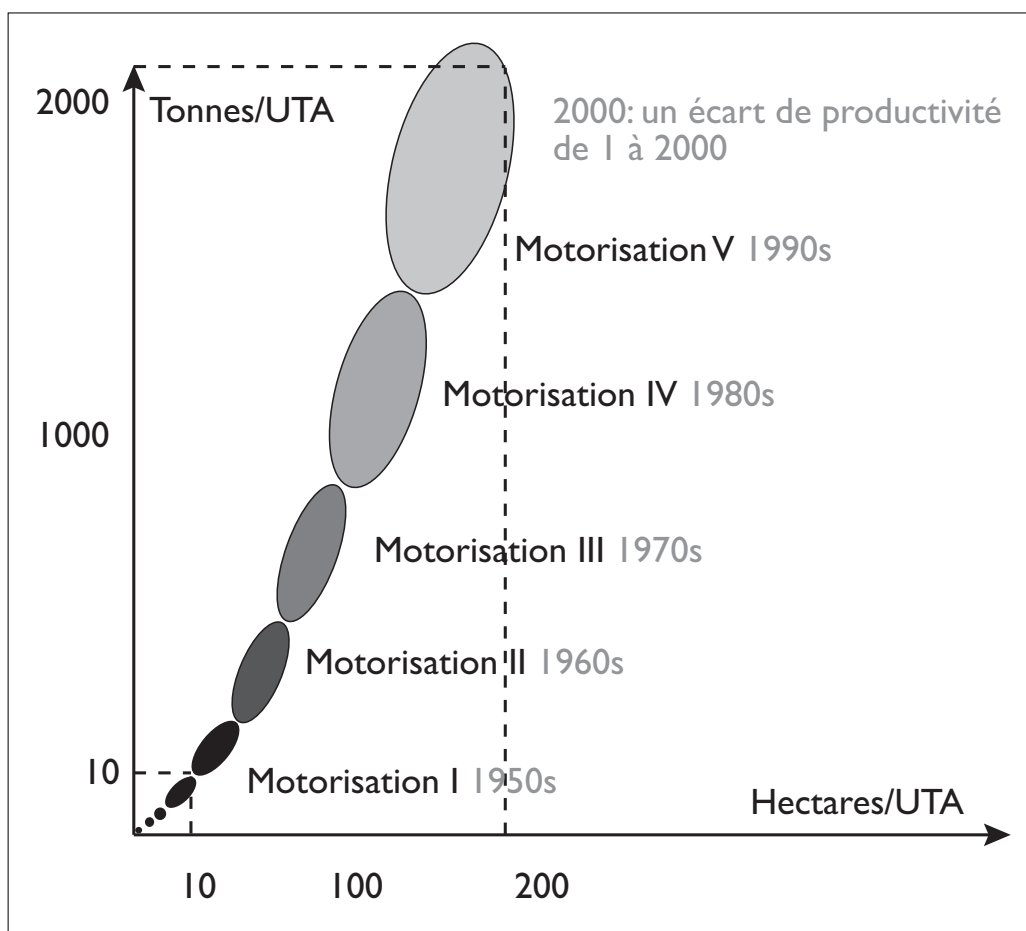
### **Les causes de la pauvreté paysanne de masse**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'écart de productivité du travail entre les agricultures les moins performantes du monde et les agricultures les plus performantes était relativement faible: il allait de 1 tonne d'équivalent-céréales par travailleur et par an en culture manuelle (1 hectare / travailleur x 1 tonne / hectare) à 10 tonnes en culture à traction animale mécanisée (10 hectares / travailleur x 1 tonne / hectare).

### **Révolutions agricoles**

Depuis lors, au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et dans les pays développés principalement, un nombre toujours plus réduit d'exploitations familiales a réussi, avec l'appui de politiques publiques favorables, à franchir toutes les étapes de la révolution agricole contemporaine: tous les dix ans, la puissance des tracteurs et la superficie maximale cultivable par un travailleur ont presque doublé, pour dépasser aujourd'hui 200 hectares par travailleur en culture céréalière; tous les dix ans, grâce aux semences sélectionnées, aux engrais minéraux et aux pesticides, le rendement maximum a augmenté de plus de 1 tonne par hectare, pour dépasser actuellement 10 tonnes par hectare dans certaines régions. C'est ainsi que les agriculteurs les mieux équipés et les plus productifs du monde peuvent aujourd'hui produire de l'ordre de 2000 tonnes d'équivalent-céréales par travailleur et par an: plus de 200 hectares/travailleur x plus de 10 tonnes/hectare, voir figure 2 (Mazoyer et Roudart 2002; 2008).

Figure 2: Le développement des inégalités de productivité en culture céréalière à l'échelle mondiale au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle



UTA: Unité travailleur agricole, soit l'équivalent d'un travailleur à temps plein.

Source: Mazoyer et Roudart 2002.

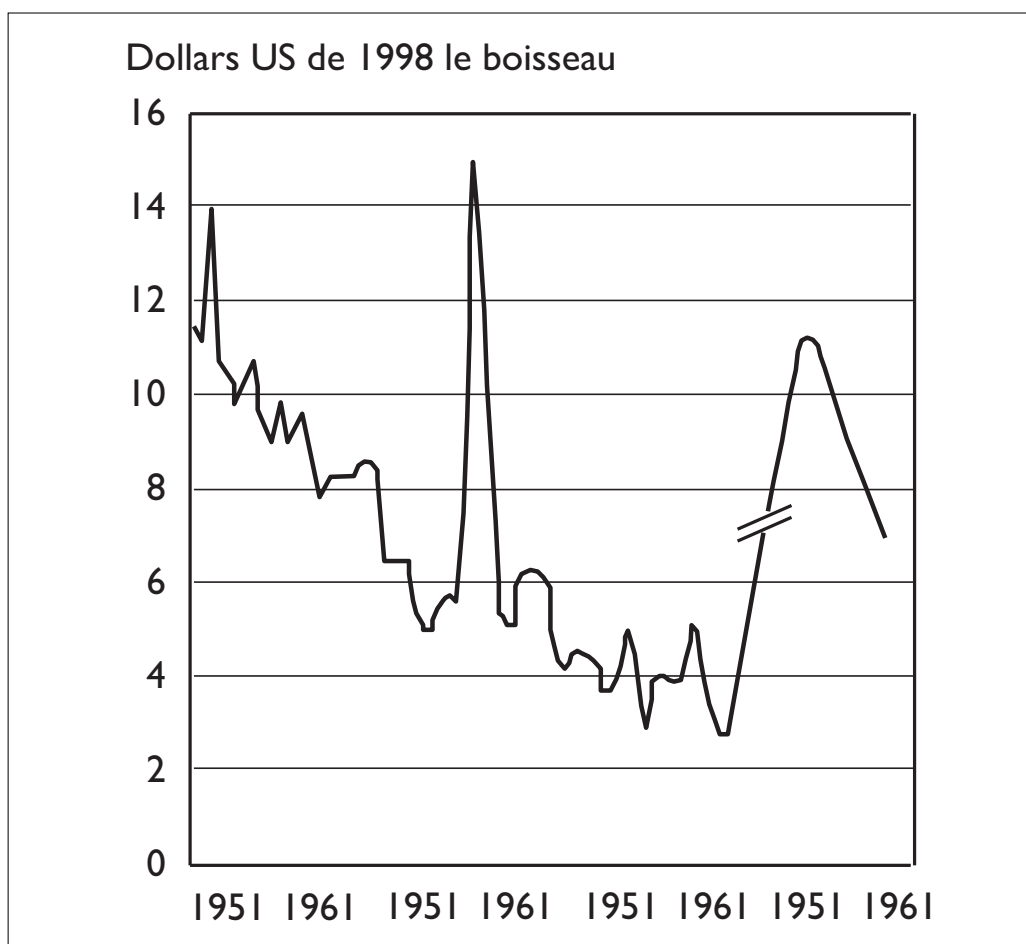
À partir des années 1960, dans des pays en développement d'Asie principalement (Inde, Indonésie, Corée, Taïwan...), les agriculteurs qui en avaient les moyens, et qui furent là aussi soutenus par des politiques publiques, se sont lancés dans la révolution verte, une variante de la révolution agricole contemporaine généralement dépourvue de grande motorisation-mécanisation. Grâce aux semences sélectionnées à haut rendement potentiel, aux engrais minéraux et aux pesticides, le rendement du riz, qui dépassait rarement 2 tonnes à l'hectare il y a

cinquante ans, peut avoisiner aujourd'hui 10 tonnes en une seule récolte. Et la production par hectare et par an peut même approcher les 20 ou 30 tonnes quand les aménagements hydrauliques permettent de faire 2 ou 3 récoltes dans l'année.

De plus, à partir du milieu des années 1970, des investisseurs de toutes sortes (entrepreneurs, grands propriétaires, firmes agro-alimentaires, fonds d'investissement...) ont tiré parti de l'expérience acquise en matière de révolution agricole contemporaine et de révolution verte par les agriculteurs familiaux du Nord et du Sud, et des hauts prix agricoles du moment (figure 3), pour délocaliser la révolution agricole contemporaine dans de grands domaines agricoles, de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'hectares, en Amérique latine (Argentine, Brésil...), en Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe...) et en Asie (Philippines, Indonésie...). Enfin, depuis les années 1990, de tels investisseurs s'engagent aussi dans la modernisation rapide d'anciens grands domaines d'État ou collectifs en Europe centrale et orientale (Ukraine, Russie...).

Ces développements successifs sont très impressionnants, mais ils n'ont pas concerné de vastes régions enclavées ou accidentées d'Afrique subsaharienne, d'Asie centrale et d'Amérique latine, non plus que, dans les régions concernées, de nombreux agriculteurs trop pauvres pour accéder aux moyens de production correspondants. En définitive, des centaines de millions de paysans sont restés à l'écart de ces développements, et l'écart de productivité brute du travail entre les agricultures du monde a été multiplié par 200 : il va aujourd'hui de 1 tonne d'équivalent-céréales par travailleur et par an (pour plusieurs centaines de millions d'agriculteurs travaillant toujours en culture manuelle sans intrant efficace), à 2000 tonnes (pour moins d'un million d'agriculteurs utilisant les machines les plus puissantes et les intrants les plus efficaces).

Figure 3 : Baisse tendancielle et explosions périodiques du prix réel du blé sur le marché de Chicago



Source: Momagri 2008.

### **La forte baisse tendancielle des prix agricoles réels**

Dans les pays où ces révolutions ont le plus progressé, les gains de productivité agricole ont largement dépassé ceux des autres secteurs économiques, de sorte que les coûts de production et les prix réels des denrées agricoles ont très fortement baissé. Ainsi, dans les pays développés, les prix réels des produits de base (céréales, oléoprotéagineux, viandes, lait...) ont été divisés par trois à quatre au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Et aujourd'hui, les coûts de production du blé par exemple sont de l'ordre de 100 à 150 dollars la tonne en Australie, au Canada, aux États-Unis, et de 150 à 250 dollars la tonne en Europe de l'Ouest.

Mais les coûts de production sont bien plus faibles encore dans les grands domaines modernisés de certains pays en développement ou en transition. Là en effet, les niveaux de productivité sont aussi élevés que dans les exploitations familiales les mieux situées et les plus équipées d'Amérique du Nord et d'Europe, tandis que les salaires ne dépassent pas quelques dizaines de dollars par mois, les prix des machines et des intrants fabriqués sur place sont relativement bas, les charges fiscales et foncières sont souvent très faibles et les monnaies locales éventuellement sous-évaluées. Ainsi, dans ce genre d'entreprises agricoles en Argentine ou en Ukraine par exemple, les coûts de production du blé s'établissent entre 50 et 100 dollars la tonne: les coûts les plus bas du monde, qui défient toute concurrence.

Au fil de ces grandes transformations agricoles, les pays développés ont dégagé des excédents exportables en quantités croissantes, à des prix décroissants. Certains pays de révolution verte (Thaïlande, Vietnam...) et ceux comportant des grands domaines modernisés sont aussi devenus exportateurs, mais dans des conditions bien différentes: la pauvreté limitant les débouchés intérieurs, la sous-alimentation y est toujours très répandue.

### ***Des prix internationaux inférieurs aux coûts de production de la majorité des agriculteurs***

Pour autant, les marchés internationaux de denrées vivrières de base ne concernent qu'une petite partie de la production mondiale: environ 10% en volume tous produits confondus, 15% pour les céréales, 27% pour le sucre, 5% pour les légumes... Or, sur ces marchés, approvisionnés par moins de 15%, 27% ou 5% des producteurs les plus compétitifs, les prix internationaux s'établissent au cours des longues périodes d'excédents croissants à prix décroissants à des niveaux très inférieurs aux prix de revient de la très grande majorité des agriculteurs du monde (plus de 85%, 73% ou 95% selon le cas). Pour les céréales par exemple, dont le volume d'échange international est d'environ 15% de la production mondiale, le prix international *tendanciel* s'établit actuellement autour de 100 dollars la tonne, soit de quoi couvrir les coûts de production d'environ 15% seulement des céréales récoltées dans le monde. Ce prix est même inférieur aux coûts de production de la plupart des agriculteurs américains et européens, qui ne pourraient pas continuer à exporter et approvisionner leurs marchés intérieurs s'ils ne

recevaient pas les uns et les autres des aides publiques très importantes leur permettant de compenser la différence entre leurs coûts de production et le prix international, ce qui contribue d'ailleurs aussi à maintenir ce prix à bas niveau. A fortiori, ce prix est très inférieur aux coûts de production des centaines de millions de paysans produisant autour d'une tonne de céréales par an, coûts que l'on peut estimer à 365 dollars la tonne si l'on admet l'idée que leur revenu doit être d'au moins 1 dollar par jour.

### **Longues périodes de baisse, et courtes périodes d'explosion, des prix internationaux**

De plus, les prix sur les marchés internationaux de denrées vivrières de base sont très fluctuants, à court et à long terme (figure 3). Les longues périodes de baisse des prix poussent à la cessation d'activité des dizaines de millions de paysans pauvres et découragent la production de ceux qui restent; la production ne suit plus la consommation qui continue d'augmenter régulièrement. En 1971 et en 2006, par exemple, les stocks de céréales étaient tombés, avant la nouvelle récolte, à moins de 60 jours de consommation. Craignant la rupture des stocks, les grandes firmes de commerce des grains précipitèrent leurs achats et il s'ensuivit une très forte hausse des prix internationaux, qui fut encore amplifiée par l'afflux de capitaux spéculatifs jouant la hausse des cours, qui ont triplé en quelques semaines. Mais, dès que des spéculateurs voulant réaliser leurs gains ne peuvent revendre plus cher qu'il n'ont payé, les revendeurs se précipitent et les cours s'effondrent plus vite encore qu'ils n'étaient montés.

Dans ces courtes périodes de très hauts prix, l'aide alimentaire se fait rare, les pays pauvres ont du mal à s'approvisionner, les sous-alimentés s'y font plus nombreux. D'un autre côté, les investisseurs et les producteurs compétitifs investissent massivement en terre et en matériel, et conquièrent les parts de marchés précédemment perdues par les paysans ruinés. Partant, en quelques années, les prix retombent à leur niveau antérieur, puis repartent à la baisse au rythme des investissements et des réductions de coûts des plus compétitifs.

La courbe du prix réel du blé sur le marché de Chicago, qui sert de référence sur les marchés internationaux, illustre bien ce mode de fonctionnement: les longues périodes de baisse des prix (1949-1971, 1975-2006) alternent avec de courtes périodes de hauts prix (1972-



1974, 2007-2008). Ajoutons que, au-delà de ces grandes fluctuations, les prix agricoles sont encore animés de fortes variations inter-annuelles ou saisonnières dues au fait que l'offre de produits agricoles est instable, parce que la réponse de la demande à une variation annuelle de prix est faible ou nulle, tandis que la réponse de l'offre est toujours excessive et en retard d'une saison; sans compter les effets amplificateurs ou perturbateurs des variations de l'offre dues aux facteurs exogènes (accidents climatiques, biologiques, politiques...).

### ***Blocage du développement et appauvrissement pour la majorité des agriculteurs***

Dans les pays de révolution agricole contemporaine et de révolution verte, la baisse des prix agricoles réels a entraîné une diminution importante du revenu des petites et moyennes exploitations qui n'avaient pas investi et progressé suffisamment en productivité pour en compenser les effets. Ainsi, dans les pays développés, plus des trois quarts des exploitations existant au début du XX<sup>e</sup> siècle ont disparu.

De plus, dans les pays en développement, au fur et à mesure de la facilitation et de la baisse des coûts des transports, au fur et à mesure aussi de la libéralisation du commerce extérieur et des politiques agricoles, des couches toujours renouvelées de paysans travaillant en culture manuelle ont subi la concurrence de produits provenant d'autres pays. C'est ainsi que la baisse des prix n'a pas concerné seulement les denrées vivrières de base; elle a aussi touché les cultures destinées à rapporter un revenu monétaire, qui ont été concurrencées soit par des cultures à bas coûts de production (coton par exemple), soit par des produits industriels de remplacement (caoutchouc synthétique contre hévéaculture, textiles synthétiques contre coton...).

Confrontés à la baisse des prix de leurs produits, les paysans les moins productifs se sont retrouvés dans l'incapacité d'acheter des outils plus performants, et même des intrants efficaces: leur développement a donc été bloqué. La baisse des prix se poursuivant, leur revenu monétaire est devenu insuffisant pour, tout à la fois, renouveler leur outillage et acheter les quelques biens de consommation indispensables. Ils ont alors basculé dans la décapitalisation, la sous-consommation, y compris alimentaire, et l'endettement, puis dans l'exode vers les bidonvilles. À moins de se livrer à des cultures illégales (coca, pavot, chanvre...).

## **Perspectives agricoles et alimentaires à l'horizon 2050**

Selon le scénario moyen des projections démographiques des Nations unies, la population mondiale pourrait atteindre 9,15 milliards en 2050, 9,2 milliards en 2075, puis évoluer vers 9 milliards (Nations unies 2009 ; 2004). Les besoins en kilocalories d'origine végétale<sup>5</sup> pour nourrir tout juste correctement la population mondiale doubleront environ d'ici 2050 par rapport à leur niveau de 1995. Ils seront multipliés par quelque 1,8 en Amérique latine/Caràibes, 2,2 en Asie et 4,9 en Afrique. En revanche, dans les pays développés, ces besoins pourraient légèrement baisser (Colomb 1999).

Le doublement de la production agricole végétale à l'échelle mondiale représente une augmentation de la production bien plus importante encore que celle qui eut lieu au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Or, du fait de la raréfaction et du renchérissement probables du pétrole et d'autres matières premières non renouvelables, l'agriculture devra de plus fournir en quantités croissantes des matériaux pour des textiles, des bois d'ameublement et de construction, de la pâte à papier, et probablement aussi des agrocarburants.

Pour évaluer si cela est faisable, il faut examiner dans quelle mesure il est possible d'étendre les superficies cultivées, d'accroître les rendements et d'augmenter le nombre de récoltes sur les terrains utilisés pour les cultures, tout cela de manière durable.

### **Disponibilités en terres cultivables**

L'étude de la FAO et de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) intitulée *Global agro-ecological zones assessment* (Fischer et al. 2002) fait le point sur les étendues de divers types de terres dans les différentes régions du monde. Selon cette étude, un tiers seulement des terres cultivables du monde sont effectivement cultivées, soit 1,5 milliard d'hectares sur 4,2 milliards. Cette proportion est particulièrement faible en Amérique latine (15%) et en Afrique (20%). Elle est plus élevée dans les pays développés (50%) et surtout en Asie (80%).

<sup>5</sup> Il faut plusieurs kilocalories végétales pour produire une kilocalorie animale (7 est un ordre de grandeur fréquemment retenu).

À partir de cette étude, on peut calculer qu'à l'échelle mondiale, il serait possible d'accroître de 70% les superficies cultivées, cela en préservant toutes les forêts ainsi que les terres considérées comme marginalement cultivables, et tout en réservant les terrains nécessaires aux habitations et aux infrastructures. Et il serait possible de doubler les superficies cultivées en mettant en valeur toutes les terres marginalement cultivables (toujours en préservant toutes les forêts et les terrains construits). Il serait même possible de multiplier par 2,6 les superficies cultivées, à condition de mettre en culture le quart des forêts.

Ces chiffres, combinés aux estimations des besoins alimentaires, indiquent que l'on pourrait vraisemblablement nourrir correctement toute l'humanité en 2050, et au-delà, en étendant les superficies cultivées et en conservant le même niveau moyen de production agricole par hectare. Mais, si cette hypothèse est envisageable en Amérique latine et dans l'ensemble des pays développés, elle est peu plausible en Asie ou en Afrique, où les besoins alimentaires augmenteront beaucoup plus que les possibilités d'accroissement des superficies cultivées. Il sera donc nécessaire d'accroître aussi la production par hectare cultivé, et le commerce international.

### **Rendements et production globale accessibles**

La production obtenue sur un hectare de terre cultivée dépend de la fertilité intrinsèque de celle-ci (sol, climat), du niveau d'utilisation des intrants productifs (semences plus ou moins sélectionnées, engrais minéraux ou autres, pesticides), de l'utilisation éventuelle de l'irrigation, et du nombre de récoltes effectuées chaque année<sup>6</sup>.

Nous avons construit un scénario de développement agricole durable fondé sur des hypothèses modestes d'évolution de la production agricole moyenne par hectare. Considérons tout d'abord la moitié des superficies cultivées du monde où les rendements agricoles actuels sont les plus élevés : en supposant que les niveaux d'utilisation des intrants et les rendements baisseront là où ils sont les plus élevés, tandis qu'ils augmenteront à un niveau soutenable là où ils sont plus

<sup>6</sup> Ce nombre est proche de 1 en moyenne dans le monde, mais il varie de moins de 1/10 dans certains systèmes de culture sur abattis-brûlis en milieu boisé, à plus de 3 dans certains systèmes d'hydriculture.

faibles, il est plausible de penser que *la production moyenne par hectare sur cette première moitié des terres cultivées pourra être maintenue, sans plus*. Considérons ensuite la seconde moitié des superficies cultivées du monde, où les rendements agricoles actuels sont en moyenne trois fois moindres que sur la première moitié: en supposant que les niveaux d'utilisation d'intrants présentement très faibles augmentent à un niveau raisonnable, il est plausible de penser que *la production moyenne par hectare sur cette seconde moitié des terres cultivées doublera*. Ces hypothèses sont modestes: elles tiennent compte du fait que l'extension des superficies cultivées se fera sur des terres généralement moins convenables que celles qui sont déjà cultivées. Combinées à l'hypothèse très restrictive d'une multiplication par 1,7 de la superficie cultivée dans le monde, le scénario ainsi construit aboutit à plus que doubler la production agricole globale, un accroissement supérieur donc à celui des besoins alimentaires de l'humanité d'ici à 2050 et au-delà.

Un tel scénario peut passer par la correction des excès connus (pollution par les intrants, salinisation...) de la révolution agricole contemporaine et de la révolution verte, et par l'extension de ces deux types d'agricultures ainsi corrigés sur les terres déjà cultivées et sur celles qui pourront être mises en culture au cours des prochaines décennies. Il peut aussi passer par le développement de ce que certains auteurs appellent la révolution doublement verte (Conway 1997; Griffon 2006): il s'agit d'accroître les rendements partout où cela est possible sans dommage pour l'environnement, en utilisant des techniques accessibles aux producteurs pauvres et en tirant parti au mieux des fonctionnalités écologiques naturelles des écosystèmes: fertilisation par des microorganismes, ou par des matières organiques; associations de cultures et d'élevages... Des écosystèmes cultivés de ce genre existent déjà dans plusieurs régions agricoles très peuplées du monde: certains deltas d'Asie du Sud-Est, les alentours de Pondichéry en Inde, Rwanda, Burundi, Yucatan, Haïti... Ils associent étroitement, sur une même parcelle, des cultures annuelles, l'arboriculture, l'élevage et même la pisciculture, produisant ainsi de très fortes quantités de biomasse utile par unité de surface.

Pour ce qui est des effets des changements climatiques, le réchauffement pourrait entraîner à long terme une extension des superficies cultivables à l'échelle du monde. Mais, alors que les pays développés

gagneraient des superficies cultivables (au Nord du Canada et en Sibérie notamment), certains pays en développement (Brésil, Inde, Chine du Sud, Afrique de l'Ouest...) en perdraient dans les régions intertropicales. Par ailleurs, l'augmentation de la teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone pourrait activer la photosynthèse et provoquer des accroissements de production végétale. Mais de tels accroissements sont difficiles à évaluer, tout comme le sont a contrario les pertes qui résulteraient des possibles dérèglements climatiques, au point qu'on ne sait pas si les changements climatiques accroîtront ou réduiront la production accessible.

Au terme de cette analyse, il apparaît que les superficies cultivables et les rendements atteignables avec les techniques connues, dûment corrigées, sont vraisemblablement suffisants pour produire durablement de quoi nourrir convenablement toute l'humanité à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.

Mais, comme la production agricole devra aussi répondre à des besoins non alimentaires croissants, il faudra autant que possible étendre les cultures et pousser les rendements, de manière durable. Toutes les agricultures du monde, y compris les moins bien situées et les moins équipées, appauvries par les plus compétitives, devront donc concourir à ce résultat. Cela suppose que des politiques économiques et sociales de développement agricole durable soient mises en place, à l'échelle internationale et dans les pays.

## **Propositions d'action en vue de la réalisation du droit à l'alimentation**

### ***L'aide alimentaire et le commerce, aussi nécessaires qu'insuffisants***

Actuellement, la quantité de production végétale supplémentaire qui serait nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires non satisfaits de l'humanité représente 30% environ de la consommation alimentaire humaine mondiale. C'est plus de 100 fois le volume de l'aide alimentaire, et près de 2 fois le volume des échanges agricoles internationaux. Cela signifie que ni l'aide alimentaire, ni les échanges, pour nécessaires qu'ils soient, ne peuvent venir à bout de cette immense sous-consommation. Pour cela, il n'est pas d'autre voie que de renverser les processus d'appauvrissement qui empêchent une bonne partie

des êtres humains, principalement des paysans, d'accroître leurs revenus et leurs ressources.

### **Prix agricoles rémunérateurs et stabilisés**

Les prix payés aux agriculteurs pour leurs produits ayant un effet direct sur leurs revenus, il apparaît nécessaire en premier lieu de garantir à tous les paysans, et surtout aux plus mal équipés et mal situés, des prix suffisamment élevés et stables pour qu'ils puissent couvrir leurs coûts de production, vivre correctement de leur travail, investir et progresser en productivité et en compétitivité. À cette fin, on peut penser à établir à l'échelle internationale de grands marchés communs agricoles régionaux, regroupant des pays ayant des niveaux moyens de productivité agricole du même ordre de grandeur (Afrique de l'Ouest, Asie du Sud, Asie de l'Est, Europe de l'Ouest, Amérique du Nord...), et à protéger ces marchés communs contre toute importation agricole à bas prix par des droits de douane variables. On peut aussi penser à négocier, produit par produit, des accords internationaux fixant des fourchettes pour le prix d'achat et la quantité exportable consentis à chaque pays. Une telle politique internationale devrait être relayée par des politiques nationales de stabilisation des prix agricoles locaux, et de taxation des producteurs en fonction de la quantité et de la qualité des terres cultivées, les hauts prix agricoles bénéficiant plus aux grands qu'aux petits producteurs.

### **Accès à l'alimentation**

Le relèvement des prix agricoles devrait toutefois être suffisamment progressif pour limiter ses effets négatifs sur les acheteurs pauvres. Malgré cela, il sera sans doute nécessaire d'instaurer des politiques alimentaires transitoires, fondées non pas sur des produits à bas prix, mais sur le soutien du pouvoir d'achat alimentaire des pauvres. Pour cela, on pourra utiliser par exemple des bons d'achat alimentaires, financés par les budgets des États ou par l'aide internationale, distribués gratuitement à ceux qui en ont besoin (à l'instar du programme de coupons alimentaires *Food Stamp Program* des États-Unis).

### **Accès aux facteurs de production**

Pour promouvoir un développement agricole durable, il sera aussi nécessaire de procéder à des réformes agraires, afin de garantir aux

actuels paysans sans terre et minifundistes un accès durable à l'usage et à l'usufruit de terres en quantités suffisantes pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Pour les bénéficiaires de ces réformes et les autres paysans pauvres, il faudra également organiser l'accès au crédit, aux intrants, aux matériels productifs, à l'eau d'irrigation le cas échéant, aux infrastructures de transport et de communication. L'accès aux savoirs aussi devra être repensé, avec des politiques de recherche, de formation et de vulgarisation appropriées aux régions et aux catégories de producteurs désavantagés. Enfin, des investissements financiers et en travail seront nécessaires pour réhabiliter certaines zones écologiquement très dégradées.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, après dix mille ans d'évolution et de différenciation, les agricultures du monde occupent des lieux écologiquement très variés. Elles ont des niveaux d'utilisation des intrants et de rendement de la terre très contrastés, des niveaux d'équipement, de productivité du travail et des coûts de revient plus inégaux encore. Au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la mise en concurrence des produits de ces différentes agricultures a bloqué le développement puis appauvri jusqu'à la ruine et à l'exode des dizaines de millions de paysans. Pourtant, à l'horizon de 2050 et au-delà, toutes les agricultures du monde seront nécessaires pour répondre aux besoins, alimentaires et autres, de plus de neuf milliards d'humains. Un tel objectif est accessible d'un point de vue écologique et technique. Son accomplissement dépendra fondamentalement de la capacité politique des humains à s'organiser pour rendre économiquement viable ce qui est écologiquement possible, techniquement réalisable et socialement souhaitable.

## Bibliographie

- Banque mondiale. 2007. *L'agriculture au service du développement. Rapport sur le développement dans le monde 2008*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Boussard, J.-M., F. Gérard et M.-G. Piketty. 2005. *Libéraliser l'agriculture mondiale? Théories, modèles et réalités*. Montpellier: CIRAD.
- International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. 2008. *Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement*. Accessible en ligne sur <http://www.agassessment.org>.

- Collomb, P. 1999. *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*. Rome: FAO. Paris: Economica.
- Conway, G. 1997. *The doubly Green Revolution. Food for all In the twenty-first century*. Londres: Penguin Books.
- FAO. Divers numéros annuels. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome: FAO.
- Fischer, G., H. van Velthuisen, M. Shah et F. Nachtergaele. 2002. *Global agro-ecological zones assessment for agriculture in the 21st century: Methodology and results*. Laxenburg: IIASA.
- Griffon, M. 2006. *Nourrir la planète*. Paris: Odile Jacob.
- Groupe de travail intergouvernemental sur le droit à l'alimentation. 2005. *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome: FAO.
- Mazoyer, M. et L. Roudart. 2002. *Histoire des agricultures du monde*. Paris: Éditions du Seuil.
- Mazoyer, M. et L. Roudart. 2008. Histoire des agricultures. In *Encyclopaedia universalis*. Paris: Encyclopedia Universalis.
- Momagri. 2008. <http://www.momagri.org>
- Nations unies. 2004. *World population to 2300*. New York: Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.
- Nations unies. 2005. *Halving hunger: It can be done*. New York: Nations unies, Projet du millénaire, Groupe de travail sur la faim.
- Nations unies. 2009. *World population prospects. The 2008 revision*. New York: Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.
- Roudart, L. 2008. Politiques agricoles et négociations internationales. In *Encyclopaedia universalis*. Paris: Encyclopedia Universalis.
- Roudart, L. 2008. Sous-alimentation et malnutrition dans le monde. In *Encyclopaedia universalis*. Paris: Encyclopedia Universalis.



# **Agrarian debates and gender relations: “Now you see them, now you don’t”**

**Shahra Razavi**

## **Introduction: beyond a “missing gender dimension”**

If there is one area where *both* mainstream approaches and gender analyses have a long history of reflection, research and advocacy, it is on the themes of this conference: gender, rural development and food. One could even argue that what became known as GAD or “gender and development” as a field of critical enquiry was conceived, born and raised in the context of debates on agrarian change, smallholder production and food security. Considering all of the literature on agricultural projects that, in Myra Buvinic’s words, “mis-behaved” in Burkina Faso and in the Gambia, and stories of family farming and peasant resistance in China and Vietnam on which many of us were raised, certainly there must have been quite extensive cross-fertilisation between gender analyses and mainstream analyses where agricultural topics are concerned.

This article is not solely concerned with a “missing gender dimension”, which can easily be added into the existing analyses of agrarian change. Rather, taking gender analysis seriously means re-thinking some of the core assumptions in the bodies of literature that address the various dimensions of agricultural issues, which I will consider later in this article. What we seem to have are essentially parallel bodies of

Razavi, S. 2011. Agrarian debates and gender relations: “Now you see them, now you don’t”. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 47-58. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l’UNESCO; Genève: IHEID.

thought or parallel conversations – by political economists of agrarian change or neo-classical economists, on the one hand, and gender analysts on the other – with some fleeting moments of intersection – hence the title of this article: “Agrarian debates and gender relations: Now you see them, now you don’t”.

### **The limits of commodification and finer reading of the non-commodified sphere**

The first set of issues concerns commodification (or commoditisation as some prefer to call it) under capitalist relations of production, and its limits. A note on terminology, commodification “takes place when economic value is assigned to something not previously considered in economic terms. So commodification refers to the expansion of market trade to previously non-market areas, and to the treatment of things as if they were a tradable commodity”.

The dynamics and impacts, not least environmental, of globalisation as it effects on international food regimes, and the problems and prospects of “peasants”/small farmers, are the subject of topical interest these days – in the academically inclined pages of journals, in more popular publications, as well as on the streets in the social movements that claim to be promoting “alter-globalisation” (e.g., Via Campesina among others). The more academically inclined arguments are often invoked by agrarian ecologists and their more radical populist wing committed to supporting rural peasant and farmer movements. They define their political project as one that is opposed to globalisation (at least its neo-liberal variant) and as post-neoliberal.

Jan Douwe van der Ploeg (2010) and Philip McMichael (2009) for example have separately argued that farming is increasingly being restructured in a “peasant-like way”. According to these authors – moving along the lines of the modernisation script – continued scale enlargement, specialisation, intensification based on increased input use, and the introduction of Genetically Modified Organisms, among other factors, is unattractive and often materially impossible. Food production in particular, they argue, can no longer be reproduced through the food and agrarian markets alone: “prices are too low, costs are too high, regulatory schemes are too suffocating, markets too turbulent, and banks too restrictive” (van der Ploeg 2010, 23).

Van der Ploeg further argues that there is a rebalancing of commodity and non-commodity relations taking place. The peasantry is reconstituting itself. "Farm units are actively pursuing de-commodification on the upstream side, while a seemingly opposite tendency is observable on the downstream side, where the range of deliverable commodities is enlarged with non-commodities, such as hospitality, nature, landscape, local provisioning and care, being turned into commodities" (2010, 19). However, the paradox, he argues, is only on the surface. "The changes on the output side of the farms are intended to resist and partially escape the control that food empires exert over them and are congruous with increasing self-provisioning on the input side that aims to reconfigure relations with food empires. Both tendencies are driven by peasant resistance and both aim for greater autonomy and improved co-production" (20). Therefore, "self-provisioning of food by peasants is now often a purposeful and knowledgeable choice, the more so since it intertwines with the construction of autonomy and the need for fine-tuning the labour and production process" (7).

Engaging in a detailed critique of this perspective is beyond the scope of this article. Henry Bernstein has quite effectively pointed out what he calls the "lack of an adequate political economy" in this literature. Most problematic of all, as he argues, is the tendency to present farming populations everywhere as a single social category. There are sometimes fleeting references to differences between North and South, differences of market conditions, of gender relations, and so forth, but "this tends to be gestural in the absence of any deeper theorisation and more systematic empirical investigation of the conditions in which farming and agriculture are constituted by specific forms and dynamics of the capital-labour relations" (2009, 75). The question of class and other forms of social differentiation tends to be "subordinate to what all farmers (family farmers) have in common: first, exploitation by capital (food empires); and second, a special relation with and respect for nature" (75).

While this is a valuable critique, I would like to raise a more specific problem that I see in this literature from a gender perspective. First, despite all the talk of reproduction and de-commodification, the literature on "the peasant way" completely ignores the great amount of uncommodified work that is carried out in all farming households (as in

non-farming households) and largely by women: the unpaid (non-commodified) forms of provisioning on a day-to-day basis – the washing, cleaning, cooking, feeding and caring of young, old, infirm and able-bodied alike – that reproduces labour on a day-to-day and generational basis, whether labeled as “labour reproduction” or unpaid provisioning of household needs. This work has been invisible to political economists of agrarian change (see Razavi 2009) and continues to be invisible in the literature that calls for the resurrection of a “new peasant way”.

Second, all the more interesting is these author’s views on non-commodified circuits of reproduction as spheres of autonomy and resistance to capital (somewhat similar to the communitarian view of the family and community). Feminists have a far more ambivalent view of the non-commodified sphere. On the one hand, they recognise the value of non-commodified work as the rock-bottom foundation of capital accumulation and all that goes on in the paid economy and in exchange systems. They would also agree with some of the authors contributing to the “new agrarian debate” in that non-commodified forms of work have expanded under current conditions of crisis and neoliberal restructuring – as costs of social reproduction have been shifted from capital/state to society/family. They would also agree that there are strong arguments for thinking that complete commodification is neither possible nor necessarily desirable. Livelihoods depend not only on money wages, but also on the unpaid work that reproduces the labour force over time and across generations.

On the other hand, gender analysts would be very skeptical about seeing the non-commodified sphere as a one of autonomy and resistance to capital. Freedom from capital does not mean freedom from oppression – the unpaid economy has its hierarchies and can be very oppressive and exploitative. Diane Elson captures this contradictory picture very well when she says: “Like paid work, unpaid work has its satisfactions and dissatisfactions. The fact that much unpaid work, especially unpaid care work, is done for love, does not mean that we always love doing it. But the fact that unpaid work is frequently burdensome, does not mean that the best policy is to reduce it to zero” (2005, 2). In other words, while being the foundation of capitalist accumulation and essential to human well-being and flourishing, the non-commodified sphere of reproduction also has its own dynamics which can be experienced as repressive and exploitative.

Gender analysis (like political economy analysis of agrarian change) would suggest much greater precision both in characterising “farming populations” (rather than lumping them all under one single category of “peasants” or “farmers”). In addition, it would call for far greater specification as to what the alternative systems of production (or reproduction) are that will characterise the “peasant way” and generate the basis for a future post-capitalist, ecologically-friendly social order.

### **Private property rights towards formalised land tenure systems**

Let me now turn to a second theme that has been emerging from the opposite end of the political spectrum: a technocratic preoccupation with private property rights in land and the need to formalise and modernise land tenure systems through titling and registration. Gender analyses of land tenure institutions have a long history of exposing the complex ways in which laws, customs, social norms, and power relations conspire to construct women as gendered subjects, sometimes excluding them from the ownership and control of property (especially immovable property like arable land) in some regions, or including them on terms that may be very different from those extended to men. The issue has been most extensively researched in South Asia by Bina Agarwal (1994) and in Latin America by Carmen Diana Deere and Magdalena León (2001).

Some of this work, however, has been taken up in policy and advocacy circles to make a rather simplistic argument that explains in a blanket fashion rural women’s poverty in terms of their lack of access to land (World Bank 2001).

The recent policy interest in land rights can be seen as part of a broader turn to “institutions”. The focus on institutions has been a central feature of the “good governance” agenda that was put forth by the World Bank in the early to mid 1990s. The idea here was to go beyond “shock therapy” stabilisation and the rolling back of the state that had dominated the World Bank’s approach in the 1980s. The goal of this “post-Washington agenda” was to respond to social concerns and to take a more serious look at institutions that underpinned markets.

These “governance reforms”, as they are often called, occupied a central place in multilateral and bilateral development strategies and their lending practices in the post-1990 period. Ostensibly their aim was to make institutions more efficient and accountable. The enforcement of property rights, “rule of law” and other elements were intended to facilitate the interaction between economic agents and the state, and be “market-enhancing”. In sub-Saharan Africa, for example, the overwhelming emphasis and the bulk of investment under the rule of law rubric has gone into creating a suitable legal and institutional environment for the market, through reforms in areas such as commercial codes, bankruptcy, banking, tax and property laws including intellectual property, freedom of information and so forth. The assumption has been that by promoting technocratic institutional change – or “institutional monocropping” as Peter Evans (2008) would call it – a country’s economic performance would be enhanced.

The emphasis on secure private property rights in land, especially for women, has been given further impetus through various World Bank publications, including the 2001 policy report on gender (*Engendering development through gender equality in rights, resources and voice*) and the 2003 policy research report on land (*Land policies for growth and poverty reduction*), and more recently, the work of the UN Commission on Legal Empowerment of the Poor (CLEP, 2008) which was influenced by the ideas of Hernando de Soto who also acted as one of its co-chairs (see contributions by Naresh Singh, Ben Cousins and Willem Assies for different perspectives on the work of CLEP in CLEP 2008). The work of de Soto is well known for having advocated strongly in favour of the formalisation and legal recognition of the assets owned by the poor so that they can become “live capital” (i.e. so that they have market value and can be used as collateral), and at least in the work of the UN Commission, women were frequently mentioned as an important target of reform.

There are continuing debates about the strategic significance and transformative potential of individual rights to land for women in South Asia, as discussed by Nitya Rao in her contribution to this book. There are also questions about the relevancy of that argument for other regional contexts, especially rural sub-Saharan Africa where women’s farming is often constrained *not* because they are prevented from accessing land, but because they lack capital or regular non-

agricultural income to hire labour, purchase inputs and access marketing channels (Whitehead 2001 ; O’Laughlin 2008). The case study on Mozambique of land lying fallow while women (and men) seek casual wage work in nearby plantations because they do not have the resources to work the land (Sender, Oya and Cramer 2006) is also relevant here.

For sub-Saharan Africa, Lastarria-Cornhiel’s (1997) examination of the continent-wide evidence on the transformation of land tenure systems shows that these have tended to weaken women’s already tenuous claims to land while other groups (community leaders and male household heads) have been able to strengthen their control over land to the detriment of women and some minority groups. It is of course important not to homogenise women as a social group: there are always groups of women, for example urban women in formal employment or women in peri-urban areas, who may be growing food for city markets, and who might have accumulated enough resources to purchase land in their own name with full property rights. But efforts to superimpose western constructs of absolute and exclusive land rights on the more inclusive African systems of relative and “nested” rights, is seen by some as deeply problematic. While in the more socially embedded local level management systems a number of persons and community groups hold different rights to a piece of land, with formalisation and privatisation most of those rights were brought together and claimed by one person. In this process, women have tended to lose out. The fact that women enter the market system with no property, little cash income, minimal political power, and a family to maintain, works to their disadvantage.

The conclusion drawn by Whitehead and Tsikata’s (2003) comprehensive review of the gender and land literature for sub-Saharan Africa is also sobering, namely that in “the development of private property regimes of any kind, sub-Saharan African women tend to lose the rights they once had... either because their opportunities to buy land are very limited, or because local-level authorities practice gender discrimination” (79). It has become even more important to underline this statement given the extent to which policy documents across the political spectrum advocate a blanket policy mix of private property rights and land-titling not only as a mechanism to encourage capital investment and foster a more efficient land market, but also as

a solution to women's weak and tenuous place within land tenure institutions (World Bank 2003).

Such evidence, though far from conclusive, nevertheless seems to suggest that gender advocates should have serious reservations about land markets, both formal and informal, as a mechanism for women's inclusion. Yet women's rights advocates do not seem to adopt a *uniformly* critical stance *vis-à-vis* land markets. In the context of recent policy efforts to liberalise land tenure institutions in Tanzania, for example, while some women's rights advocacy groups were deeply skeptical of the liberalisation agenda, given the adverse implications of private property regimes for resource-constrained women, others did not share this dim view of land markets (Manji 1998; Tsikata 2003). In fact, some of the most influential gender advocacy groups supported the liberalisation of land markets and land titling because they perceived them as opportunities for women to purchase land on their own account and have it registered in their own name to be inherited by their descendents.

Further probing into the positions taken by women's rights advocates in such debates would lead to the recognition of their genuine concern for how so-called "customary practices" have worked in practice to undermine, rather than enhance, women's tenure security. The tribal authorities or chieftancies that have been re-invigorated in recent years may be neither traditional nor consistent with the "indigenous norms and structures" that have shaped land management practices on the ground. Many of these authorities, as the South African legal expert Annika Classens (2005) warns, are the custodians and witnesses of the discriminatory status quo. Reflecting a similar discontent, Aili Mari Tripp claims that in Uganda "[p]urchasing land has, in effect, become a way of circumventing the traditional authorities" (2004, 4). Other women's rights advocates point out that liberalisation of land, whatever its risks and merits, is already underway and hence women should seek to gain a place in the emerging markets. This kind of position, rather than being simply a reflection of the middle class interests of women's advocacy groups, as Abreena Manji (1998) claims, seems to be a response to the constraints within which they are operating. Yet it is also a response that is shaped by the particular worldviews that these networks share – a largely legalistic one.



Criticising and circumventing the traditional authorities and councils should not lead to the oversimplified view that land markets are a gender-neutral terrain, and that the main constraints women face is lack of information about their legal rights (hence, the emphasis by many of these groups on “legal literacy”). This is a very “lawyer-like/legalistic” view of land which ignores both the general structures of constraint (global, national, local) within which smallholder agriculture in developing countries operates today, and the gender-specific constraints that women smallholders face.

### **Labour markets and their regulation**

One area of cross-fertilisation between the agrarian policy economy literature and gender studies has been around labour markets and women as a particularly exploited segment of the rural labour force (evident in the *Journal of Peasant Studies*’ 1999 special issue on rural labour relations in India).

Unequal power relations of gender pervade both public (i.e., markets and states) and private institutions (i.e., family, households and community). Yet the World Bank (2001, 2006) continues to portray markets as essentially benign and gender-neutral. Gender equality, inequality and difference are only recognised as and when they operate within the institutions of the domestic or private sphere. Land markets, as discussed above, have been enthusiastically proposed as a solution for women smallholders in Africa and elsewhere (World Bank 2001). At the same time, very little is said about the extremely low wages of women agricultural labourers and the discrimination to which they are subject – whether they are employed by agribusiness and other large-scale operations to produce flowers, exotic fruits or cotton seeds for the export markets, or work as seasonal wage workers in smallholder farming producing food crops for domestic markets. The long tradition of feminist (and other heterodox) work that has analysed labour markets as *social* and gendered institutions is thus effectively brushed aside. In short, there is little recognition of the ways in which “gender inequality is not only weakened but also recreated and sustained by capitalist development... that a considerable degree of inequality is ‘hard-wired’ into the functioning of capitalist economies” (Elson 2009, 39).

What are we to make of the fact that a large and growing part of the economy and of labour operates beyond the regulatory reach of the state, in what is frequently referred to as the informal economy? As Barbara Harriss-White (2010) rightly observes, the absence of state regulation in the informal economy does not mean that there is no regulation; in practice economic “deregulation” has gone hand-in-hand with formal re-regulation since no market exists in a regulatory vacuum. Effectively then deregulation has meant greater freedom for business and markets *from* organised labour. At the same time the social institutions of gender, caste and other forms of identity operate as critical *social regulators* in this growing part of the economy.

Social regulation creates a regulative order in markets while also shaping many practices of well-being and security. But it is a highly hierarchical and discriminatory order, policed by local elites and “strongmen” (often in collusion with party bosses and local level state bureaucrats). For women and in many contexts, this translates to discriminatory wages, provision of minimal standards of decency and safety at work, and no access to social security. This is compounded by the fact that, at the same time, there has been a tendency towards the so-called “functional distribution of income” (i.e. the ratio of wages to profits) in favour of capital (UNRISD 2010, 63). The “distress” character of women’s labour market engagement – the fact that women often engage in casual wage labour or other income-generating activities off-farm when needs have to be met urgently (for example when a debt has to be repaid or medical expenses have to be covered, or when another breadwinner falls ill) – has been identified as a key factor that leads to what is sometimes called the “low reserve price” of their labour.

The neoliberal argument was that growth in itself would “lift all boats” – but in practice labour informality has grown and the relative share of wages has fallen even in contexts where growth rates are high, such as in India and China. An argument was also sometimes made that formal labour and their unions represented a “labour aristocracy” (and as feminists some of us had some sympathy for this argument, seeing how male-dominated some unions were). Some of that labour aristocracy now shares the plight of informally employed workers, summed up by the Indian National Commission for Enter-

prises in the Unorganised Sector as the “absence of job security, income security and social security”.

Upsetting this “order”, as Barbara Harriss-White, has argued, is therefore a hugely political project – however much we try to sanitise it and make it palatable by using headings such as “decent work”, “inclusive growth”, “inclusive markets” or other scenarios that promise to be “win-win”. There is a tendency in the international research and policy circles to focus on normative prescriptions related to policy and institutional reform without examining the politics of change. ‘et real change will mean that there will be both winners and losers. And the prospects of such change depend crucially on the alignment of social forces and the types of collective action that promote and sustain a particular policy approach.

## References

- Agarwal, B. 1994. *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bernstein, H. 2009. V.I. Lenin and A.V. Chayanov: Looking back, looking forward. *Journal of Peasant Studies*. 36(1): 55-81.
- Claassens, A. 2005. The Communal land rights act and women: Does the act remedy or entrench discrimination and the distortion of the customary? Occasional Paper No. 28, Cape Town: University of Western Cape, Programme for Land and Agrarian Studies.
- Commission on the Legal Empowerment of the Poor. 2008. *Making the law work for everyone. Report on the Commission on the Legal Empowerment of the Poor, CLEP*. New York: UNDP.
- Deere, C. D. and M. León. 2001. *Empowering women: Land and property rights in Latin America*. Pittsburgh, PA: University of Pittsburgh Press.
- Elson, D. 2009. Gender equality and economic growth in the World Bank World Development Report 2006. *Feminist Economics*. 15(3): 35-59.
- . 2005. Unpaid work, the Millennium Development Goals, and capital accumulation. Paper presented at the conference on *Unpaid work and the economy: Gender, poverty and the Millennium Development Goals*. United Nations Development Programme and Levy Economics Institute of Bard College, Annandale-on-Hudson, New York, 1-3 October.
- Evans, P. 2008. Is an alternative globalisation possible. *Politics and Society*. 36(2): 271-305.
- Harriss-White, B. 2010. Work and well-being in informal economies: The regulative roles of institutions of identity and the state. *World Development*. 38(2): 170-183.
- Lastarria-Cornhiel, S. 1997. Impact of privatization on gender and property rights in Africa. *World Development*. 25(8): 1317-1333.

- Manji, A. 1998. Gender and the politics of the land reform processes in Tanzania. *Journal of Modern African Studies*. 36(4): 645-667.
- McMichael, P. 2009. A food regime genealogy. *Journal of Peasant Studies*. 36(1): 139-169.
- O'Laughlin, B. 2008. Gender justice, land and the agrarian question in Southern Africa. In *Peasants and globalisation*. (Eds.) H. Akram-Lodhi and C. Kay. New York: Routledge.
- Razavi, S. 2009. Engendering the political economy of agrarian change. *Journal of Peasant Studies*. 36(1): 197-226.
- . 2007. Liberalization and the debates on women's access to land. *Third World Quarterly*. 28(8): 1479-1500.
- Sender, J., C. Oya and C. Cramer. 2006. Women working for wages: Putting flesh on the bones of a rural labour market survey in Mozambique. *Journal of Southern African Studies*. 32(2): 313-333.
- Tripp, A. M. 2004. Women's movements, customary law, and land rights in Africa: The case of Uganda. *African Studies Quarterly*. 7(4): 1-19.
- Tsikata, D. 2003. Securing women's interests within land tenure reforms: Recent debates in Tanzania. *Journal of Agrarian Change*. 3(1&2): 149-183.
- Van der Ploeg, J. D. 2009. The peasantries of the twenty-first century: the commoditization debate revisited. *Journal of Peasant Studies*. 37(1): 1-30.
- UNRISD. 2010. *Combating poverty and inequality: Structural change, social policy and politics*. Geneva: UNRISD.
- Whitehead, A. 2001. Trade, trade liberalization and rural poverty in low-income Africa: A gendered account. Background Paper for the UNCTAD 2001 *Least Developed Countries Report*. Geneva: UNCTAD.
- Whitehead, A. and D. Tsikata. 2003. Policy discourses on women's land rights in sub-Saharan Africa: The implications of the return to the customary. *Journal of Agrarian Change*. 3(1 & 2): 67-112.
- World Bank. 2001. *Engendering development through gender equality in rights, resources and voice*. New York: Oxford University Press.
- . 2003. *Land policies for growth and poverty reduction*. A World Bank policy research report. Washington D.C.: World Bank.
- . 2006. *World Development Report 2006: Equity and Development*. Washington D.C.: World Bank.

# **Commodification and masculinisation in post-harvest systems for rice in South Asia<sup>1</sup>**

**Barbara Harriss-White**

## **Introduction**

For forty years the production of rice worldwide grew at rates greater than that of population. Rice production more than doubled – from about 265 million tonnes in 1961 to about 560 in 2001 (Rai 2003). When the output of a product that has been the basis of direct use for subsistence and social reproduction – as rice has been in Asia – expands, the marketed surplus rises disproportionately to the growth rate of production. Post-harvest activities that were part and parcel of

<sup>1</sup> This is a reworked and updated version of the paper “Commercialisation, commodification and gender relations in post-harvest system for rice in South Asia” which was first published in *Economic and Political Weekly* (June 18<sup>th</sup> 2005, 2530-42). I am very grateful to Maitreyi Krishna Raj and Mina Swaminathan for their comments then. And to Christine Verschuur and Marie Monimart at the stimulating conference *Du grain à moudre*. I am grateful to Ursula Huws for her engaged response to the original draft, and to P.K. Ghosh and Dr Rupinder Kaur for the field research they carried out under the joint NCAER/Queen Elizabeth House, Oxford, research project on Trade liberalisation and India’s informal sector which helped me update the analysis of rice processing.

Harriss-White, B. 2011. Commodification and masculinisation in post-harvest systems for rice in South Asia. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 59-99. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l’UNESCO; Genève: IHEID.

the reproductive activity of household labour (in the hands and under the feet of women – even if under the control of men) then also become commercialised. They move from being a set of crafts to being mass-produced. Firms expand in number and labour markets sprout up as firms become differentiated in size, scale and activity<sup>2</sup>. Food security comes to depend on the market, as well as on the social and political structures in which all markets are embedded.

Gender relations pervade these regulative social structures. While the gender division of tasks in rice production in South Asia is quite diverse (Mencher and Saradmoni 1982; Kapadia 1993; Jackson and Palmer-Jones 1998; Jackson 1999), that of the post-harvest system appears to be much less so. One of the strongest patterns in the post-harvest system takes the form of a trend in post-harvest female livelihoods: while the absolute number of these may be decreasing, static or increasing, their proportion relative to those of men is declining over time. Men dominate control over commercial assets and technological change displaces female labour disproportionately to that of men (Harriss-White 2004a).

This essay is a reflection on the process of masculinisation of the markets and the post-harvest system for rice. It is a social process that was first described and modelled in general terms and descriptively as early as 1972 by the Danish economist Ester Boserup. She even gave it a name: productive deprivation. The essay has two parts. In the first, Boserup's argument is developed from an analytical perspective that combines class, caste and gender, and then tested against four regional cases. In the second part, a counter-theory of commodification pioneered by Ursula Huws is developed for the class-differentiated rice markets of South Asia. We find first that Boserup's "productive deprivation" is a class-specific process and that masculinisation co-exists with a high level of female economic participation. Second, we find that the process of proliferation of markets and commodities is instituted in ways which have perpetuated petty scales of production and unwaged women's work in conditions of economic and social insecurity.

<sup>2</sup> A rice marketing firm may do one or a combination of the following activities: buy, sell and broker, store, transport and process, and finance production, trade and post-harvest processing. Instead of being patterned, the activity profile of firms studied so far in India show tendencies towards complexity, diversity and uniqueness (Harriss-White 1996).

### **Ester Boserup: commercialisation, productive deprivation, class and technological change**

Economic and social development unavoidably entails the disintegration of the division of labour among the two sexes traditionally established in the village. With modernisation of agriculture and with migration to the towns, a new sex pattern of productive work must emerge, for better or worse. The obvious danger is, however, that in the course of this transition women will be deprived of their productive functions, and the whole process of growth will thereby be retarded (Boserup 1989, 5).

The process of deprivation proceeds from the agriculturalisation of the peasantry and the stripping of crafts from the work of agricultural households. As craft production becomes specialised, it increases in scale, production being organised either in households (according to household divisions of task and authority) or through male wage labour. As the division of labour deepens and exchange becomes fundamental to social reproduction so tasks are progressively defined by categories of worker, in which skilled categories are dominated by men (Boserup 1989, 69-76). Boserup then turns her attention to towns. South Asian towns are male domains, either through selective male migration, because of the seclusion of women, or both. The prospects for women's work in towns is related to the rural gender division of labour in the non-farm economy; while in northern India "men even do the shopping" (86), in the south, in what she recognises as the "semi-male town", retail trade may be in the hands of women. However, "to most Hindus the idea of female participation in trade is an abomination" (87)<sup>3</sup> and "modern sector" bureaucracy, industry and markets are dominated by men. Even in South India, she observed a "deepening cultural resistance to women's participation in trade" (98). Female work is then confined to un-secluded women from the lowest castes who provide artisanal, home-based, petty production as well as a variety of services. Boserup shows convincingly that women are progressively marginalised from wage work in factories and that female activity rates decline with development (192)<sup>4</sup>. Both demand and supply factors play

<sup>3</sup> By this, even then Boserup must have meant upper caste Hindus.

<sup>4</sup> This process of marginalisation continues to this day (Hensman 2001), despite the rise in female employment in South Asian export processing zones.

their role in this. Employment regulations for women increase their cost while the inflexibility of modern industrial discipline is incompatible with the rearing of children (110-17)<sup>5</sup>. She reaches a powerful conclusion: "If women are hired at all... it is usually for the unskilled, low-wage jobs, men holding skilled jobs. Thus the roles assigned to men and women even in the modern sector indicate a widening difference between the productivity and earnings of each" (139-40).

Boserup did bring broad brush global evidence to bear on her thesis. But neither her theory nor her evidence enabled the process of productive deprivation to be related to class formation. This is our first task here. Given the spectacular growth of female employment in the Indian service sector, to test for productive deprivation within a single commodity-branch of the Indian economy might be considered inappropriately restrictive. *Set rice* is the most important agricultural commodity and a fundamental part of India's agrarian structure, food culture and food security. The steps involved in the marketing, processing, storage and transport of rice are set out in Appendix I (which is heavily derivative of Kaur 2004). There is rather little evidence about the gendering of the rice markets of India. What exists is not continuous in time, it is patchy in space and the product of individualistic research methodologies. It can however be used to explore Boserup's argument about masculinisation and productive deprivation. First, the class positioning of women will be examined using evidence for Tamil Nadu and West Bengal in the 1980s and 1990s (Harriss 1993; Harriss-White 1996; 1999). Second, the impact of technical change on such institutional arrangements will be explored with evidence from Bangladesh in the late 1970s, Tamil Nadu in the 1980s, and West Bengal and Punjab in the current era (Harriss 1979; Harriss-White forthcoming; Ghosh and Sudarshan 2004; Kaur 2004).

<sup>5</sup> Demand disincentives include rules on maternity benefits, child care and equal pay. Supply disincentives include fixed working hours and the location of sites. Pearson (1994, 339-58) comments critically that employment regulations do not act as disincentives where they have no reach in the vast informal sectors of developing economics. Nor are sites and times a constraint under flexible production.



**Female participation and class positions towards the end of the 20th century**

The emergence of classes of employers and employees, of capital and labour, does not happen in a vacuum. Far from it. Not only are grain markets strongly regulated through gender relations but they are also structured through other aspects of identity, such as caste and religion. These aspects of culture are reworked as regulators of economic behaviour, a process Kate Meagher has labelled “identity economics” (Meagher 2010). Thus, women participate in paddy-rice markets in four ways, according to their caste and class position.

- Women from pauperised, female, female-headed and/or low caste petty producing and trading households are confined to: seasonal operation, subsistence orientation, particular stages and activities within the post-harvest system (especially processing and retailing), localised territorial linkages, weekly marketplace sites and unlicensed and/or illegal transactions in cash rather than on credit. Their participation is conditioned by the life cycle and when children are no longer dependent, this activity is abandoned. They experience marketplaces as physically dirty and ritually polluting places; so they regard non-participation as “development”.
- Low caste, female casual wage workers from the assetless class form the largest sub-stratum of labour in grain milling and pre-milling processing. In South India, marketing systems rest on the backs of these women, who form from 40 to 60% of the labour force (Harriss-White 1996, 266). The average mill employs 15 such women, but up to 70 have been encountered<sup>6</sup>. Out-caste women are allowed to turn paddy on the large sun-drying yards surrounding the rice mills, as the kernel is still protected from ritual pollution by its husk. Women are debarred from being mill mechanics and it is unusual to find them handling heavy consignments of scalding paddy during the parboiling process. Female coolie<sup>7</sup> is prevalently but incorrectly regarded by mill owners as a household supplement for their employees. Wage differentials are sharp, from

<sup>6</sup> The female casual labour force can number up to 700 in cotton ginning and wholesaling firms (see Harriss-White 1996, chapter 7).

<sup>7</sup> “Coolie” in Tamil means wages for casual labour.

two thirds to a half that of male wages in rice mills, and in no way reflect gendered productivity<sup>8</sup>. Female mill work is almost everywhere deliberately casualised. The sexual harassment of the mill workforce by management is not unknown.

- In smaller family firms (of “backward” or higher castes), unwaged female family members have provided that part of labour which takes the form of prepared food<sup>9</sup>. The female family labour of a rice milling and trading firm will almost certainly “subsidise” some of the costs of reproduction of their male labour-force. This means that the social reproduction of male labour across the generations is not entirely born by female labour within working class households but extends to the women of some small family businesses as well.
- A typical milling and trading firm is owned by the males of a joint family, and practises a diversity of trading and transformation activities. As a consequence, there is a complex of patriarchal relations between male family labour, together with the hiring of a permanent male labour force and casual labour of both sexes<sup>10</sup>. Women in large milling and trading firm-families are used for the caste-based reproduction and expansion of firms, first by means of their

<sup>8</sup> In any case this would be almost impossible to measure accurately since the division of tasks in milling is sex-sequential.

<sup>9</sup> With the commercialisation of labour, however, the practice of payment in tea and meals is dying, or itself being commercialised.

<sup>10</sup> Male family labour (up to 13 members have been encountered) whose work is loosely specified, may work part-time or seasonally, or as part of a multiple occupational profile. Permanent workers (averaging 3 but up to 7, whose task specification may be quite refined but whose terms and conditions are varied) may work at the simultaneous performance of more than one activity within the firm and also on their own account. Rates of pay are unsystematised, and accentuated by both patronage and debt bondage. Male casual labour (averaging 9, but sometimes up to 40) may be permanently attached to a trading firm but employed on a daily, weekly, seasonal, group contract or piece rate basis for manual work. While tasks are highly specified, contracts, terms and conditions, and rates of pay vary greatly. Lastly, male child labour is used at key points in the grain marketing system (messages, carrying food and drink for negotiations, cleaning), and may be paid secure though very low wages. For some children, such work is an apprenticeship – though there is no reason why such apprenticeships should replace formal school, because the children of rich traders participate in both activities (Harriss-White 1996).

dowries on marriage and second (but rarely) through the practice of fictitious (*benami*) registration of a trading company in a woman's name, generally for the purposes of tax avoidance. In the first case, the higher education of such women is a good example of the economic inefficiency of gender institutions. For such women, education is a status good and leads to neither economic participation nor control over assets and over major economic decisions<sup>11</sup>. Women are positioned according to a paradigm of service and subordination in which their piety is factored into a business family's reputation<sup>12</sup>. The prevalent lack of ownership or control over property, or over any collateral which determine creditworthiness, makes the economic role of women belonging to the accumulating oligopolies an indirect one, in contrast to the role of poor women in petty trade and the casual labour force.

- In sum: While a model of women as labour and men as owning assets is altogether too simple, women shape the economic returns of rice milling through their compliance with norms of seclusion: their work is symbolic but has real effects. It is clear that women in business families do indeed experience the productive deprivation of which Boserup wrote. But the relevance of Boserup's theory of productive deprivation is confined to this specific class of woman. In almost the entire post-Independence period – and with few exceptions throughout the subcontinent – India's rice markets have depended on low caste female toil while higher (business) caste men control economic assets, income and profit.

### **Masculinisation**

The gender division of tasks is a social institution and masculinisation is thus an example of institutional change. Institutional change is argued by institutional economists such as Douglass North (1992) to be driven by changes in relative prices, in technological change (or transfers), or both. Partha Dasgupta (1993) has developed a gendered account of technological and institutional change. Like Ester Boserup,

<sup>11</sup> Female education leads to the lowering of birth rates, though not to reduced gender discrimination in regions of South Asia where this is practised (Dasgupta 1987; Jeffery and Jeffery 1998). But it is primary rather than tertiary education which achieves this result.

<sup>12</sup> See for example Laidlaw's 1995 study of Jain families.

he sees productivity increases focused on “male activity”: the gender differential in productivity will thus widen over time. He predicts:

Where household demand for goods and services reflects male concerns, we would expect technological inventions in farm equipment and techniques of production to be forthcoming in response. Where cultivation is a male activity... we would not observe much in the way of process innovation in threshing, winnowing, grinding grain and preparing food. (1993, 335)

Is this a prediction that is robust throughout South Asia? Four case studies will be used here to interrogate the relationships between technical change, prices and gendered institutional change : Bangladesh in the late 1970s, Tamil Nadu in the 1980s and West Bengal and Punjab in the early 21st century.

*Bangladesh in 1970s: the first long wave of labour displacement*

As late as the late 1970s, two thirds of Bangladesh’s paddy was milled by women, in their homesteads (*baris*), by means of the foot-operated wooden hammer mill (the *dheki*). One to two women could de-husk a maund (37,3 kg) a day. Women were also completely responsible for pre-milling processing<sup>13</sup>. Parboiling originated as a form of short-term under-water storage when paddy was harvested during the monsoon. It also gelatinizes the rice kernel – with many nutritional benefits<sup>14</sup>. Since one woman could process 4-5 maunds a day, *dheki* husking was the constraint on the scale of operations, a fact of no great significance when the preparation of paddy was simply for subsistence of other processes. Women also winnowed and organised the use and disposal of husk and bran. Not all this labour was unwaged: estimates vary according to the region, but between 5% and 60% of households hired women out, and about 15-20% of households hired women in for the production of rice for subsistence. Paddy-processing wage-labour was paid in combinations of cash, rice and meals. These labouring women

<sup>13</sup> Soaking up to 48 hours, parboiling in small batches (30 minutes to 3 hours), drying, raking and bird-scaring for 1 to 3 days (Harriss 1979).

<sup>14</sup> Parboiling insures against the vagaries of rainfall; it reduces the proportion of broken rice grains and raises the rice recovery to 72%; the kernel absorbs proteins, vitamins and minerals and the bran layer absorbs oil; the kernel becomes more resistant to pests in storage and loses fewer solids to gruel in cooking.

were among the most disadvantaged: pauperised widows, divorcees, and wives of sick or landless husbands (Arens and Van Beurden 1977; Wood 1976; Adnan *et al.* 1976). In the late 1970s, roughly 2,7 million woman-years of employment were estimated to be generated by the domestic processing of paddy for the population of 20 million working women (Harriss 1979).

By the late 1970s, about 20% of paddy production was passing through small huller mills (the “Lewis Grant huller”, adapted in the early 20th century from a coffee grinder). Following state-regulated rural electrification, this cost-effective huller was diffused widely throughout the entire subcontinent. Huller mills were growing at 7% every year, sustaining local “innovation rents” with rates of return averaging 70%. These mills were operated by men who supervised a team of up to 10 women working on the drying yard, sieving the residues and separating husk and bran. The money costs of hulling were one twelfth that of *dheki* processing. Productivity per woman in the hulling mill was up to 33 times that of the *dheki* and in pre-milling processing was 1,5 times that of the *bari*. The result was a large scale displacement of human energy and its replacement by energy from fossil fuel. The first wave of mechanised technology was the most female-labour-displacing of all, as it replaced foot-operated machines (or elsewhere in South Asia the hand operated pestle and mortars) which had been worked entirely by women<sup>15</sup>. This uncelebrated process destroyed tens of millions of seasonal livelihoods for women in South Asia as a whole.

#### *Tamil Nadu in the 1980s: the second wave*

The modernisation of rice milling received less attention than the Green Revolution in production, but the two processes happened side by side. Since the late 1960s, technical change in rice processing has involved foreign transfers and imports of technology developed for the radically different “factor endowments and ratios” of the U.S. and Japan. This was both preceded and accompanied by foreign technical assistance, the quality of whose evidence-base and policy advice left a great deal to be desired (Harriss 1976; Pacey and Payne 1984), and

<sup>15</sup> The distress consequent to displacement is most acute in the north of the subcontinent (see Greeley 1987).

domestic Indian legislation outlawing the “indigenous” technology of the huller in 1970 (Harriss and Kelly 1982). Blinkered technical appraisals, indicating that the new technology increased the productivity of both capital and labour, wrenched mills from their institutional and logistical contexts and led to the adoption/imposition of imported technological packages. The package included bulk parboiling (sometimes pressure-parboiling), conveyor-belt transport, silo-storage, paddy cleaning, rubber-roll shelling and cone-polishing. State institutions (co-operatives and parastatals) regulated these modern rice mills (MRMs), but un-coordinated with other state and private institutions of finance, pricing, procurement and logistics upon which the package had to depend. The low capacity utilisation and higher cost per unit of marketing and processing were the inevitable early result, and led to the MRMs’ long term dependence upon state subsidies.

In India as a whole, meanwhile, wherever a marketed surplus was being generated, the “illegal” huller had expanded in numbers – from about 34,000 in the early 1960s to over 100,000 in the early 1980s<sup>16</sup>. The huller replaced female labour by non-renewable energy priced at levels which reduced processing costs, and increased labour productivity. It thus restricted demand for female wage workers to dry paddy and attend to the mill (Table I). The introduction of the modern rice mill – under state patronage and unable to compete against the huller without state subsidy – generated the second wave of labour displacement. Like the first, this was also disproportionately biased against women – as seen in Table I. Small and doubtful gains in technical efficiency were made at the expense of the most vulnerable segments of society, who could least forego employment (Harriss 1976).

“The market” initially resisted the original technological package, a rational response, but over the years has adopted the techniques of “modern rice milling” in stages and by component. This has resulted in economies of scale and accentuated the structural concentration of ownership of assets in marketing systems. These assets are male-controlled.

<sup>16</sup> Gita Sen uses the *Bulletin of Food Statistics* to indicate 91,000 mills in 1975 (Sen 1983, 22).

*West Bengal in the 21st century: the third wave*

By the start of the 21st century the India-wide distribution of hullers and modern mills was extremely uneven (and no doubt underestimated) – see Table 2. In the largest rice producing state, West Bengal, only 9% of mills were modern ones; in the southern rice-producing belt, the proportions of MRMs varied from 16% to 60%; in the rice exporting belt of the north west, MRMs accounted for 30% of mill numbers in Punjab and 55% in Haryana; while in Bihar they amounted to 1%. The regional distribution of technologies matters because of its consequences for female livelihoods. While to my knowledge there is no rigorous research explaining this distribution, the factors that might need taking into account include: the agrarian structure, which generates the marketed surpluses supplying MRMs, shapes demand for custom milling for subsistence and even shapes residual demand for pounded rice; the location of final demand (in the northwest, rice tends to be an “inedible” cash crop which is bulked for relatively large scale processing and export to other regions); the extent of state subsidies; and the regulation of the relation between MRMs and the public distribution system.

In West Bengal, rice mills currently process a rough estimate of 20-25% of production, about half of which is sold to the public distribution system. Changes to the labour process in rice mills are differentiating this economically powerful sub sector of MRMs. The ratio of family labour to other kinds is increasing. Even as the tendency to professionalize the tasks formerly carried out by family members added to the wage labour, the displacement of wage workers is reducing the total wage labour force to an even greater extent. The absolute numbers of regular, salaried or “permanent” labour declined by 50% in the period 1990–2002. By the early 21st century, some 70% of labour worked on casual contracts, only half of which were thought to be registered on muster rolls, and therefore eligible for provident funds or employees State insurance<sup>17</sup>. Unions were unable to claim much by way of labour rights under the framework of the Labour Laws. Instead, they negotiated directly with bosses about contingent rights at work – and organised resistance to incremental lay-offs. Their limited set of

<sup>17</sup> Labour regards this as a tax because so few are able to redeem it at 60 if they live that long.

insecure rights varied from region to region, as labour supply is regulated by ethnicity, and labour compliance through the use of physically oppressive technology which ensures submissive behaviour.

The latest technological components, husk-fired mechanical driers (HFMD), substituting for the free public good of sunshine, reduce the pre-milling processing from 3-5 days to 24 hours and increase the milling season from 250 days to the entire working year. While enabling the harvest to be de-linked from the cycles of the monsoons and helping supply to keep pace with the appetite of the mill, the weather-proofing technology also satisfies the need to work at high capacity utilisation to cover the increased fixed costs component of more highly capital-intensive machinery. MRMs are still eligible for subsidised loans for technical upgrades. HFMD have had a massive impact on the labour process (see Table 3), the burden of displacement being borne entirely by female casual labour. This on-going displacement also pre-empts the unionisation of female labour. Even though wages paid to casual labour are gender-neutral, the system is increasingly male.

Women are still found working without wages for the home-stead-based pre-milling processing of custom-milled rice for subsistence. Women work for wages on the same physical process in the slightly scaled up micro-conglomerates of capital that are forming in and around the huller mills. Hullers have spread like wildfire after having been deregulated in 1996. They are now thought to process 80% of the rice harvest (Harriss-White 2008).

*Punjab in the 21st century: an almost completely masculine labour process*  
By contrast, only 2 to 3% of production goes through custom mills in Punjab, the rest passing through “modern rice mills”. Most of these operate on contract to a range of state trading agencies (see Table 4)<sup>18</sup>. Since the 1960s, Punjab has been a significant net contributor to the public distribution system. The system of rice mills is stratified by caste and by regulative framework: a minority is owned and managed by co-operatives, most basmati rice mills is owned by Hindu business castes,

<sup>18</sup> Rice mills in Punjab mill basmati rice exclusively for export while some 1,900 are agents for FCI, PUNSUP, Markfed, Punjab Food and Civil Supplies Dept and ancillary industries owned by the State and Central Warehousing Corporations (Kaur 2004).



while a minority of contract mills has been set up using Sikh agrarian capital. The labour process has developed as almost entirely male. It shows extremes of differentiation (Table 5). In the basmati export sector, annual returns in 2002 vary from Rs 4 to 11,2 crores per business family, down to Rs 17,000 for male rice mill labour – a factor of roughly 1,000: 1. By far the biggest component of the labour force (86%) consists of casual, right-less male wage labour, who are not entitled to bonuses, provident fund, employees state insurance or Diwali perks. Wages are agreed through mutual collusion in trade associations and without any consultation with labour. The Minimum Wage (Rs 85) is paid – but on piece rate for a day of about 12 hours rather than the 8 stipulated in law, so that in practice, the daily wage is two thirds of the minimum. Almost all such labour is from the landless agricultural labouring class, from backward castes, scheduled castes and tribes who migrate for work from Bihar and Eastern Uttar Pradesh. Organised through kinship and locality, and recruited in groups via contractors, the labour force is disciplined through a combination of on-site residence and debt. The continuum of work status required by rice mills (Tables 4 and 5) thinly disguises the fact that the vast majority of the labour force is working on informal and insecure terms and conditions – with no rights to work, at work or to social security. Women seem to be invisible in Punjab: they are absent from the accounts of milling costs, and stay in the villages from which migrant mill workers originate. They are, however, key not only to the inter-generational reproduction of this labour but also to its day to day maintenance “in time of need”, when workers are incapacitated from work by sickness or accidents, income plunges and they are forced home.

To sum up: Dasgupta’s prediction is not borne out by the Indian trajectories of technical change. These four comparative analyses of the dynamics of rice processing show that massive technological change and process innovation has taken place not in the male activities but in the female activities of “grinding grain” and “preparing food”. Furthermore, against North’s hypothesis, masculinisation is not a rational response to relative prices. The newest technical components are only cost-effective at market prices under conditions of high capacity utilisation, conditions which are difficult to achieve without logistical and price support (subsidies) from the state. Yet, inexorably, they are being

adopted in the very reverse of a green-revolutionary development<sup>19</sup>. North, acknowledging workers' agency, has also hypothesised that technology is generally adopted so as to maximise the use of less skilled workers who do not have the bargaining power to disrupt production (1992, 65). The case studies, however, show that technology and modes of organisation are transferred which do away with precisely those people least capable of bargaining or of withholding labour – female labour. These gendered changes are hard to explain using the toolkit of institutional economics. The expulsion of armies of low caste women from the rice markets may be more a status-reducing expression of the contaminating caste relations of a merchant than it is a status-enhancing expression of patriarchy.

While the post-harvest activities of north-western regions, of strategic importance to the state-regulated food security system, have always been highly masculine, the question remains: what work do the women whose livelihoods are displaced find?

In the first case considered here, *dheki* operating women and their households faced a major food security crisis – one no less serious for being dispersed in time and space. The *dheki* labour displaced in Bangladesh in the late 1970s and 1980s found exiguous work making quilts, grinding tobacco or tending poultry (Greeley 1987). In the complete absence of social security, so many took to begging that the state had to expand food-for-work infrastructure schemes – at times with foreign food aid. The rice mill labour being displaced at present in West Bengal seeks refuge in employment in brick kilns, in construction and in the residual shock absorber – agriculture. There is now overwhelming evidence that South Asian agriculture is being feminised (Kapadia and Lerche 1999). Against the early predictions about the female-labour-displacing impact of mechanisation in paddy cultivation (Mencher 1985), this earlier trend is being reversed and it is male labour that tends to be displaced in agriculture<sup>20</sup>. This widely noted feminisation has been attributed to the male labour displacing impact

<sup>19</sup> A revolutionary component should increase output per unit of input and thus lower total costs per unit of output.

<sup>20</sup> The precise gendered impact will depend on the tasks mechanised, the prior gender division of labour and that associated with any change in cropping pattern (Da Corta and Venateshwarlu 1999).

of mechanisation in lift irrigation, ploughing and harvesting; to male withdrawal from joint tasks performed by both genders; to increasing local off-farm income-earning opportunities for men<sup>21</sup>; and to the tendency for men to migrate temporarily in search of work (women often being prevented from doing this by child care and other gender-inelastic, domestic work).

From the argument of this essay, it appears that is not simply that male off-farm livelihoods are pulling men from agriculture, but that the displacement of women from female off-farm livelihoods is pushing them back to agriculture and helping to depress female wages there<sup>22</sup>. Most definitely marginalised from rice processing, they are not necessarily and always marginalised from productive activity; but their incorporation is on adverse terms.

### ***Conclusion: masculinisation and productive deprivation in rice processing***

This research confirms that men are consolidating their hold over the economic power points in rice markets, and that women in elite business families are egregious examples of productive deprivation. Boserup predicted a widening gender gap in productivity, which is confirmed in this study of sectoral and regional unevenness. So is another gap she did not examine: a greater range in the returns available to male livelihoods in rice markets – in Punjab up to 1,000:1. However, while Boserup's theory aspired to cover an entire society, the case material shows that women still provide much more than “artisanal... production and a variety of services” (1989, 192). In regions of southern India, they still provide the bulk of the wage work force. Though the regions of the North West have always had a masculine labour force, elsewhere, each wave of incremental technical change has led to the net displacement of labour, but has been biased hugely against

<sup>21</sup> There are strong barriers to female entry into the “non farm rural economy” – whether it is mining of weaving and especially when migration is necessary for wage work. And export processing zones, where female labour is incorporated into the most oppressive work in global value chains (Jackson and Pearson 1998) still create a relatively small proportion of a developing country's livelihoods.

<sup>22</sup> One of the hypotheses considered for the period of the 1930s to the 1960s by Gita Sen (1983).

casual female labour. Whether or not this displacement destroys livelihoods or “merely” reduces drudgery does not only depend on the degree of commercialisation of the product. It also depends on the extent to which the labour relations of post-harvest processing have themselves become commercialised. Where it destroys livelihoods in rice processing, women are pushed out into work on casual contracts and usually at under-nourishing rates of pay<sup>23</sup>.

The state aids and abets this process. It uses the carrot of incentives, in the form of subsidies for technological upgrading, which concentrate assets and differentiate the labour process; it uses the stick of disciplinary regulation, outlawing an appropriate milling technology until recently; and it creates a nexus of rents which sustains a structure of accumulation in family businesses in which the rights of labour are avoided and evaded as assiduously as are tax obligations.

However, the social realist economist Tony Lawson has made the case that we cannot ignore, that there is one changing reality with many theories of it, each of which are not only part of this reality but partial in their scope (Lawson 2003). Ester Boserup’s argument is steeped in modernisation theory. Its conceptual currency is the deepening of the division of labour, the advent of factory production and the definition of a rural sector different from that of towns. It fails to examine the specifically capitalist logic of this process. This has now been innovatively theorised in a general way by Ursula Huws (2004). In the second part of this essay, her theory of gendered commodification under capitalist production relations is developed in an application to Indian rice markets. It is another way of thinking about gender.

### **Huws and capitalist commodification**

“It is a law, based on the very nature of manufacture, that the transformation of the social means of production and subsistence must keep extending.” (Marx 1999, 222)

<sup>23</sup> The jury is still out over the debates on whether lower pay for women than for men reflects productivity (impossible to verify in sex sequential production systems) – or whether it reflects supply conditions where work is a residual which needs to be compatible with the priors of household reproductive tasks – or whether markets, rather than being liberating, are an independent field of patriarchal oppression or a combination of these factors.

In the second part of this essay, we examine the gendering of the process of commodification of rice in India, building on the above exploration of the changes in gender relations, which occur while rice is commercialised and while the technologies of processing are “modernised”. To help us do this, we develop the theory of capitalist commodification offered by the feminist sociologist of labour, Ursula Huws. Capital does not only “keep extending” according to a logic of expanded reproduction – which requires a continual increase in consumption, investment and competition with labour-displacing technology, leading to both the concentration and centralisation of capital. Huws suggests that capital also “keeps extending” by non-stop commodification, including that of services.

The process of commodification involves a sequence of relations, the first few of which are familiar from Boserup’s account. First, un-valourised productive and reproductive tasks are carried out for their essential usefulness – their use value. They are then replaced by craft work for sale and/or by paid services. In turn, these are replaced by mass produced commodities, in conditions with economies of scale. In the process, new mechanisms of control “Taylorise” the production of these goods and workers are gradually de-skilled. The new mass commodities in turn require new services; these are also industrialised, involving further de-skilling alongside the managerialisation of professional services. Each wave of commodification is accompanied by new technology. This new technology is not immiserising or labour-displacing to society as a whole. Indeed, the creation of new commodities – including commodified forms of services – requires labour, for example advertising and marketing before purchase, insurance, repair and servicing after purchase. This demand continually stimulates the labour market. As a consequence of this process, the home is transformed from a site of production of use value to a site of the consumption of commodities (Huws 2004, 18). But not quite – and not only.

First, since capital strips itself of all unprofitable tasks, new forms of work (unvalourised tasks/work for use value) are loaded onto the consumer<sup>24</sup>. Huws adopts the term consumption work for this activity

<sup>24</sup> Huws gives examples of collecting goods from supermarket shelves; bagging your own vegetables; self-service auto fuel stations; automatic cash dispensers (2004, 27).

and argues convincingly, after Gershuny, that this process of industrialisation of domestic work does not increase leisure time<sup>25</sup>. Since the wage is no longer a family wage, women have to work in order to pay for the ever wider range of reproductive technologies, all in commodity form, which replace production for use (including pleasure). Public goods and services, as well as profoundly influential ideologies of cleanliness, pleasure, and of women as providers of domestic peace and care, all make it difficult for people not to possess these “reproductive commodities” (grinding machines, fridges, washing machines, etc). Because the home is a special site where these commodities are owned, either individually or by the corporate household, there will be a structural excess capacity in them nationwide. As the division of labour and the process of reproductive commodification both deepen, consumers’ knowledge about the commodities they use decreases, and the commodities themselves have the potential to become increasingly dangerous (Huws 2004, 44-45). Of course, from this transformed consumption work come requirements for yet more specialised services, which themselves become commodified – for example, the semi-automated systems for the repair and maintenance of domestic appliances organised for European consumers via call centres in India – and so the cycle of commodification and transformed consumption work continues.

Second, since capital always searches for the cheapest, most docile labour, the home becomes a new site for wage work and for the production of commodities (2004, 33). Information technology enables the control of out-sourcing and creates new forms of alienation, under which the worker may own the means of production – the machine – while the terms of work are still set by the employer.

There are at least two consequences that are relevant to the argument about gender and rice processing in South Asia that has been developed in the first part of this essay. First the new technology displaces jobs disproportionately allocated to women (in Huws’ European case studies, these are clerical jobs). It leads to the degradation of work, due to the reductive nature of commodity production : physically

<sup>25</sup> Leisure, which used to be spent creatively – such as the enjoyment of active music-making – has been completely replaced by pleasure-consumption packaged through commodities such as televisions, CDs, iPods, etc.

repetitive, mentally restricting and constraining social relations. It leads to conditions in which it is very difficult to organise labour – in that sense it is “de-socialised”. It also leads to job losses, as outsourcing is spatially and socially relocated. Second, this isolated wage work has implications for the physical and mental health of (women) workers, who are stuck in precisely the same process that requires them to be ever more central to the provision of domestic harmony. Huws calls this the Taylorisation of domestic life (2004, chapter 11). The increasingly frequent breakdown of the family unit in so-called “advanced” (but actually unsustainable) capitalist societies exacerbates the condition of women; and these conditions persuade a small but growing number of women and men not to form families at all<sup>26</sup>.

While the theoretical focus of Huws’ analysis is the working household under advanced capitalism, Huws herself makes global connections between two elements. On the one hand are the twin processes of commodification and accumulation and the search for cheap labour; and on the other, the outsourcing of production and the transfer of (cyber-) work to women of different classes (as in highly educated call centre labour in India), at different stages of life (as with unmarried women in Bangladesh and China), and/or in conditions where rights at work and rights to social security are absent (as in sweatshops everywhere).

In certain respects, Huws’ theory resembles Boserup’s theory, but their predictions are different. Both are concerned with female agency in the context of threatening processes, and both describe the process of industrialisation of craft production. However, while Boserup argues that the productive labour involved is progressively disproportionately male, Huws reasons that the waves of commodification use female wage workers not only in factory production but also sited at home. For Boserup, if women in agrarian societies are educated, their education does not result in mass entry into the labour force, quite the

<sup>26</sup> There is a third, though Huws does not explicitly develop this. The speed and comprehensivity of this process means that elderly people can no longer be a repository of useful experience. While Huws sees elderly people as part of women’s burden of care, it can be argued that the “retired” body is also yet another fertile field or object of commodification. The retired body is also a class specific body: in many societies working people never retire (see Vera Sanso 2010).

reverse. Women are forced progressively into the condition of “productive deprivation”, and this creates “domestic tension”. Meanwhile, Huws not only acknowledges such tension in principle, but deconstructs the social tensions resulting from the transformation of the purposes of the home – first from the site of production-for-use to the site of consumption, and then in addition to the site of women’s wage work.

Do their predictions differ because developing countries (Boserup) are different from advanced ones (Huws)? Because Boserup wrote in 1972 and Huws in the 21st century? Or because Boserup analyses neither capitalism nor commodification? Rice is one of the key nutrient bases for the global system of commodification theorised by Huws. What is happening to the rice sector in India and what light does it shed on these questions?

### ***Theorising commodification under conditions of mass poverty***

Let us try to extend Huws’ insights to conditions of mass poverty in the labour force, in developing countries such as India. As was discussed earlier, women occupy a range of class positions. The structure of the difference between gender and class and its implications for labour market supply have been theorised – for North Indian conditions – by Kalpana Bardhan (1993). To summarise, in the capitalist class, women are first defined through kinship norms and practices of village exogamy and caste-hypergamy. These deprive women of regular support from their natal families. Work in the family business is sex-segmented and women are secluded, such that their income and price elasticity of supply is zero. However, their compliant and pious behaviour affects the business family’s commercial reputation<sup>27</sup>. This in turn shapes returns from the real economy, for example through access to credit for working capital and access to investment capital through resource flows in marriage alliances. While women are not exploited, health and demographic analysis shows only too well that they may be oppressed.

<sup>27</sup> A family’s credit in business “is its stock in the broadest sense, which includes social position, its reputation and the moral and religious as well as the business conduct of all its members” (Laidlaw 1995, 355).



Bardhan then turns to consider the “working peasantry”, where women may organise the hiring-in and out of labour and may supervise production. Their status within a household will affect their supply to the labour market. In labouring households, uxori-local marriage means a woman has access to support from her natal family but she, like her husband, is exploited by capitalist men through wage work. Of all the class sites discussed here, her elasticity of supply is highest. The working woman, by reproducing wage labour across the generations, also supplies a “subsidy” (even if it is one which cannot be valued) to the capitalist. Exploited in her own wage work, perhaps as a domestic servant or agricultural labourer, she is also commonly vulnerable to sexual oppression from capitalist men. Hence a woman’s experience of oppression is primarily from the capitalist class and only secondarily from relations within the working class household.

Clearly then, in Indian conditions, the structures of exploitation and oppression which are mapped onto labour supply prevent poor working people, especially poor working women, from buying income elastic reproductive commodities such as electric grinders and fridges. And while poor working women do not have individual purchasing power for the so-deceptive “labour saving” devices central to Huws’ theory, some bourgeois women have had those labour-saving devices purchased for domestic use – and in some cases, for display and status rather than for use. So some women from the capitalist and professional ancillary classes in developing countries (possibly those reading this essay) are available for capital and the state, go to work and are captured in – and by – exactly the process that Huws theorises for working women in advanced countries. But the majority of bourgeois women who are unemployed “home-makers” (with or without labour saving devices) continue to transform consumption work into petty services, paid for by the surplus value which is extracted by their men through the family business. The home is then a site not only of production for use/production for exchange by men, but also of demand for, and consumption of, reproductive services (superficially expressed by women in the division of domestic bourgeois labour, but using money transferred by their male kin). This demand is often, but not exclusively, for female domestic wage labour. In labour-surplus economies, petty production and petty services are then built solidly into the structure of commodification, even when

they face direct competition from commodity and factory production – exactly the conditions which have been widely predicted to destroy petty production<sup>28</sup>.

This might be just as well: the multipliers from waves of Huws-style commodification involve technological transfers from economies with different “factor proportions” to those of societies with labour surpluses. The extent to which the process of capitalist accumulation (triggered by commodification) generates the kind of jobless growth, much discussed in the Indian literature on trade liberalisation, sets further distinctive limits on the Huws-style process of commodification.

In sum: in developing countries, the irony is that poor labour-market returns constrain, though they do not prevent, both a Boserup-style process of productive deprivation and a Huws-style process of waves of commodification, broadly centred on the home<sup>29</sup>. Instead, a remarkably stable structure of demand is created for services and basic “wage goods” either produced or supplied under conditions of petty production. Petty production accounts for a higher percentage of GDP than does the corporate sector; it is a form of production every bit as modern as the corporation; it is the most common form of production and it has proliferated despite the predictions to the contrary of all the major social theorists of modernity (Harriss-White 2010a).

### **Commodification and de-commodification in the post harvest system for rice**

Let us put the most basic wage good under the lens of commodification. In the absence of other research, evidence from my own research in West Bengal in 1982, 1990 and 2000-2002 will be used as illustration. Figure 1 shows the result of over two decades of institutional involution in the systems of local petty trade centred on huller (husking) mills and long distance (state mediated) trade through the rice mills. During this period, growth rates for rice production doubled for

<sup>28</sup> Along with the peasantry and religion, the “opium of the masses” (Marx 1999, 595).

<sup>29</sup> This is one of the explanations for the period of industrial stagnation between 1965 and 1980 – see McCartney 2009. But it also points to the class specificity of demand for the goods generating high growth in the 21<sup>st</sup> century.

about a decade and then declined<sup>30</sup>. West Bengal went from being a rice deficit state to self sufficiency in 1993, and surplus thereafter.

Figure 1 shows that large numbers of new livelihoods have appeared during the past decade or so: new village-level sub-agents for paddy brokers, new petty parboiling firms, new petty milling operations, new petty post-milling rice-puffing firms and new itinerant traders of rice. Over the last 15 years, family firms have started to employ labour at a number of sites, in freight and haulage, huller/husking mills and newly decentralised wholesale-cum-retail firms. Further, new rental markets have appeared where the owners of huller mills have invested in mini drying yards and parboiling machinery. Third, the process of commodification of products also grinds ineluctably onwards. Rice is differentiated, not only through varieties (which are still diverse, though showing signs of a reduction in the range of cultivars), but also through types of pre- and post-milling processing for raw rice, several kinds of parboiled rice, puffed dry rice (*muri*) and rice flour ground from the 2% of rice which emerges from milling in broken forms. Fourth, even waste is commodified for recycling (Beall 1997); even the small stones that are used as adulterants have been commercialised for re-adulteration.

By-products are being commodified. One, rice mill husk, is no longer traded as an organic manure but is now recycled as a fuel for steam exchangers in rice mills. New specialist markets have developed for any surplus husk<sup>31</sup>. The by-product of the commodified by-product (burnt rice mill husk) is also being commodified as a raw material for both the high tech silica industry and for low-tech brick kilns. Specialised firms are developing to supply each kind of industry. Another by-product, rice mill bran, is the basis of a relatively highly capitalised and large-scale oil extracting industry. This commodity, oil, has only recently been declared fit for human consumption: it was previously an intermediate good for the production of detergents and paints. The by-product of this by-product, de-oiled bran cake, even finds its way to Europe as commercial cattle feed<sup>32</sup>.

<sup>30</sup> See Rogaly *et al.* (1999) for the debate over growth rates.

<sup>31</sup> Husk in rural huller milling is not yet commodified, as it is retained for domestic parboiling and cooking purposes.

<sup>32</sup> Most bran from huller mills however, is lost to the agro-industrial system and is retained in villages for animal and poultry feed.

So rice now enters the human food system to be consumed as rice, cooking oil and meat.

Obsolete technology is not rejected but instead feeds second-hand markets, well evinced in the thriving market for majestic cast-off steam engines (some from the Indian Railways), which are converted for husk-firing.

The process of commodification is not yet as multiplicative of derived specialised professional services such as advertising, insurance, legal and accounting advice, as it is in advanced capitalist economies. The repair and maintenance of mill machinery is also not yet being commodified as a specialist service sector, but is carried out by permanent in-house labour<sup>33</sup>.

### ***The commodification of state regulative services***

As Karl Polanyi argued (1944), markets respond to demand rather than need and are inappropriate – even socially dangerous – mechanisms to match human needs. Societies are therefore under social and political pressure not to commodify, or under counter-moves from society to de-commodify, the provisioning of essential needs. In India, this de-commodification took the form of the Essential Commodities Act of 1955, which includes, as one of its many instruments, the Public distribution system of foodgrains. Through a state-administered system, running parallel to its grain markets, the state protects and subsidises the costs of reproduction of that part of the labour force living below a stingy poverty line.

However, in contemporary “peripheral capitalist societies”, just as elsewhere, the sphere of public goods and services is being privatised and commodified. This is only possible because public goods and services are not confined to non-rivalrous and non-excludable goods and services, but include those about which there has been a justified public consensus that they be provided by the public sector for non-commercial reasons. The process has been theorised by Leys (2001). Public services are reconfigured as standard commodities; service providers are reduced to wage labour, from which surplus can be extracted; the expression of public service values has to be converted into demand

<sup>33</sup> Instead, due to poor infrastructure, both physical and telecommunications, it remains internalised into the labour process of individual firms.

for commodities and the state acts to underwrite the risk to capital of this transformation. Under this process, dominated by big business, and, thanks to WTO rules, increasingly by multinational corporations, labour in the state sector is being displaced throughout the capitalist world system. But this process is always constrained by the limited proportion of society that can afford “open” market prices for commodified public goods, or “user fees” for privatised services. The privatisation of public goods and services always has regressive outcomes<sup>34</sup>.

In the Indian rice system, the de-commodified public distribution system is under attack from a process of commodification that takes many forms (well addressed in Swaminathan 2000). The most obvious is the planned privatisation of publicly owned storage and the reduction of food reserves. Another form of attack is deliberately planned price convergence to the open market, as when the price of administered food-grains prices for all but BPL households<sup>35</sup> becomes asymptotic to market prices. Yet another attack consists of barriers to off-take by poor households, exemplified by the large size of the limiting consignments which poor households may purchase on subsidy – too large for casual day-labourers to afford.

When the state abnegates its responsibilities and does not enforce its own laws, markets substitute for the defective or absent supply of public goods and services. Sometimes they take petty forms, for example the night watch when property is insecure, or the private disposal of industrial waste when public hygiene is poorly provided. But they may also be organised on a large scale, for example the production and sale of diesel engines to substitute for fickle state electricity. The process of private substitution for state failure carries with it no necessary implications for scale. Where the state does not implement its own regulatory interventions, institutions of collective regulation fill the normative vacuum and create authority for market order. To the extent that this authority requires resources and skilled and

<sup>34</sup> State interventions such as the Public distribution system or Noon meal schemes have been found to be socially progressive transfers (Harriss-White 2004b). Educated and skilled labour then plays its role as the “global reserve army” (Kaplinsky 2003), or is let loose unprepared and unprotected in the bear garden of the informal economy (Breman 2003).

<sup>35</sup> BPL means below the poverty line.

specialised labour, the parallel system of regulation then follows the inexorable logic of commodification. Commodification also proceeds apace in the informalised and illegal markets for public goods and services. Conventionally theorised in terms of rent-seeking, leakages from fraud and plunder far exceed those due to corruption (Roy 1996). Taxable resources, fraudulently retained, will further lubricate the process of commodification. For example, even in the “liberalising” post-harvest rice system, the most common and enduring of such markets are those for grain “leaked” from the public distribution system, in transport or from storage; grain that was never exported as planned; or grain that seeped into parallel markets from the differences between official milling outturn ratios and higher actual ones<sup>36</sup>. However, by far the more significant phenomena are the criminal markets, developed for capital flight and black finance (Srinivasan 2004). Though Arun Kumar argues that such phenomena are concentrated at the top of the Indian economy, there is other persuasive evidence that it is widespread and decentralised (Kumar 1999; Roy 1996; Khan and Jomo 2001; Harriss-White 2003). So the re-commodification of the de-commodified state-administered distribution of rice is proceeding apace by informal means as well as by formal ones.

### ***The gendered nature of commodification in rice processing***

In the post-harvest rice system, it is only the homes of the propertied commercial elite and elite consumers of rice which are turned into a site of consumption of Huws-style “reproductive commodities”. The systemic commodification we have described here is not sited in the home, but rather in workshops, where the work is scaled-up and more specialised than *bari* production, or in mills and factories where skills are differentiated. While work conditions are harsh and while labour is certainly next to impossible to organise<sup>37</sup>, in neither case to date is work “de-socialised” – as it is depicted in Huws-style commodification – because in terms of political organisation, it was never socialised in the first place.

<sup>36</sup> See Mooij (1999), for detailed evidence for Karnataka and Kerala.

<sup>37</sup> Mills are polluted and drying yards involve back breaking work in hot sunshine.

The impact of commodification is well established: a heavy double burden of productive and reproductive work, with deleterious implications not so much for women's mental health (due to isolation, Huws had theorised) as for their physical health (Elson 1995; Jackson and Palmer Jones 1998, Bhushan, 2003). Even here, there is an additional burden, for women not only endure their own ill health, they are also the prime providers of care at times of disability or ill health of other family members – including migrant workers forced to return with burdens of occupation-related accidents and illness (Erb and Harriss-White 2002; Rogaly *et al.* 2002). They are the ones who perform the “help in time of need” that the state provides to public sector workers, and that public-private insurance provides to the propertied elites (Harriss-White 2010b)<sup>38</sup>.

From our limited evidence for West Bengal and North India, it seems to be mostly young men of low caste who benefit, through wage work and self-employment, from the proliferation of livelihoods (producing and trading of new products, by-products and informalised products) in the involuting rice system. The system is financed through a cascade of money advances from commercial capital. Where family labour is used, women are, for the most part, reported as being under the control of men. It is only when men migrate for work that women emerge as managers of the household's residual productive assets (Coppard 2004; Mosse 2004; Picherit 2009; Breman, Guerin and Prakash 2009). Women retain prominent roles in petty retailing. They lack collateral, but also access to banks, and thus remain dependent clients of male rice wholesalers, and their capacity to accumulate independently is seriously constrained (Choudhury 2001). As a result of the polarised accumulation trajectories created by commodification, de-oiled bran cake, fed to European cattle, and basmati rice wholesaled in Europe can be confected into a ready made meal for consumers in relatively food-secure Europe, while the Orissan or Bihari woman, who supports the family of the migrant wage-worker in the bran factory or rice mill, is one of the most enduringly vulnerable to food insecurity on the planet.

<sup>38</sup> Old age is defined by rural people in terms of the needs generated by incapacity and disability; and the harsh conditions of work in the post harvest system brings on old age at ages far below that of the Indian state's stingy old age pension which is 60 years – see Olsen *et al.* (2010).

Meanwhile new technology may be gendered in ways which have perverse effects. The next stage of technical change in agro-commerce, automation, urgently requires computerisation. Until very recently, in small-town South India, local women who have obtained relevant qualifications have been barred, because of their gender, from computer operation on commercial premises. The agro-commercial elite has rejected the female gendering of high-tech work, located socially and physically above their male (family) labour force. The diffusion of automation has therefore been hindered, and computerisation has been confined to the kind of simple accounting operations, which can be learned by trial and error by under-educated and uncommodified male family labour.

In sum: Just as we summarised in Lawson's argument at the end of the second section of this paper, Indian rice markets reveal both Boserup's and Huws' theories as being partial. In both cases, what they exclude limits their social relevance and their predictions. Boserup conceptualised neither commodification nor capitalism, while Huws has not yet focused on gendered commodification under conditions of low returns to labour. Huws' focus on the repeated waves of commodification centred around the home enables her to examine its far reaching impact on the household, the changes it creates in women's work, and the different conditions which "make a cybertariat" in centres of advanced capitalism and in peripheral capitalist societies like India. Despite these limits, her theory is rich enough to be developed in several new directions. In particular, from the material discussed here, a link can be established between commodification and the combination of petty commodity production and commercial capital, which is a persistent and highly gendered feature of the capitalist accumulation through which the process unfolds in India<sup>39</sup>.

<sup>39</sup> Three forces can be seen to drive this process: the differentiation of demand (carefully constructed, in India as elsewhere, through the media, advertising, etc.); the state-backed import, transfer and adaptation of technology; and relations of corruption and fraud (see Harriss-White 2003).



## **Conclusions**

The object of this essay was not to examine commodification across all reproductive commodities in India but in one of the most basic of all: rice. The evidence we have marshalled shows that the combination of masculinisation and productive deprivation is confined to the one class where the reproductive commodities, which both generate Huws-type commodification and result from it, are being amassed. Economically powerful and sizable in absolute terms, this class is relatively small in comparison with the total population. But it is this class which also generates demand for petty services and petty commodity production, much of which is women's work. As mill-owners and wholesalers, this class is deeply engaged in a dynamic, state-subsidised process of upgrading using technology originally transferred from a different factor environment. This displaces exactly the kind of labour that ought, in theory, to be maintained: female labour, the cheapest and most compliant of all.

Rampant commodification can be observed throughout the post-harvest system for rice, even under conditions of mediocre growth in production, involving: investment goods and technologies (stores), intermediate goods (machinery), labour, products, by-products, waste, adulterants, informalised public goods and regulative resources. The forms taken by this commodification are highly varied. New forms of advanced capitalist organisation coexist stably with older forms, alongside an obstinately persisting production for direct use. A range of technologies, of laws (of selectively limited reach) and informalised procedures, of social norms and institutions coexist to regulate this process. These are the characteristics of a market economy which is socially as well as state-regulated.

In this process, commodities show all signs of becoming standardised. However, they are far from always being the mass products of factories (although steam and diesel engines, rice mill machinery and some rice certainly are mass-produced under factory conditions). But in South Asia as elsewhere, the polar classes of capitalism coexist with a more or less independent stratum of petty commodity production. The outcome, in many cases, is that a commodified good, produced at home using family labour, competes with an identical one produced in a factory using wage labour. What is more, a given task

can be performed by wage labour with varying rights at work and rights to social security, under a range of contracts and wages. In a socially regulated economy, the segmentation of markets can be such that competition between these forms of labour process may not take place at all. If it does, it requires market preconditions where scale economies in factory production compete directly with unwaged labour in petty production.

Gender is a social structure crucial to the viability of the space for petty production, since the services that are the outcome of women's agency, under exploitive and oppressive conditions, both underwrite and constrain bourgeois commodification. It is women's unwaged work that is pitted against the economies of scale reaped by capitalist enterprise employing wage workers<sup>40</sup>.

The recognition of the gendering of petty production carries with it some conundrums for policy. The state shackles petty production by subsidizing the mass production of reproductive commodities such as rice. It gives petty production incentives by not enforcing minimum wages laws and by allowing what many labour economists call "disguised wage labour" to bring in lower returns to work than those to wage work itself. On the one hand, if working women were to demand an end to state-subsidies for the production of "reproductive commodities", the competitive advantage of petty production would be boosted. On the other hand, the moment women and children in family enterprises were to start to demand minimum wages, petty production (and male household heads) would be thrown into crisis. One can safely predict that every attempt will be made to prevent either claim from happening. The state may have an interest in preventing the former, since the actually existing state has long been embroiled in a "market driven politics"<sup>41</sup> in which capital seeks to seize incentives, such as subsidies, and to resist all disciplinary regulation<sup>42</sup>. It may have an interest in preventing the latter since, in an era of zero or negative elasticities of labour absorption, in registered industry as well as in

<sup>40</sup> In the regulation of wage work, non-local (migrant) men of low social status occupy similar positions to women (Vijayabaskar 2001; Rogaly *et al.* 2000; 2002; Rogaly 2003).

<sup>41</sup> The phrase is by Leys (2001).

<sup>42</sup> See Chibber (2003) for big family business and corporate capital and Harriss-White (2003), for intermediate capital.

unregistered agriculture, the petty informal sector is increasingly crucial to the state's political legitimacy. Bereft of a coherent development project for petty production, the state (re)labels it as "the tiny sector", "self employment", "micro-enterprise", "micro-credit", "livelihoods", or "self-help groups" (Harriss-White 2010a). Although interventions proliferate, by taking this *ad hoc* approach, the state's regulative and welfare responsibilities towards labour can be reduced to highly selective patronage, and its infrastructural responsibilities toward business and capital can be minimised.

My final comment concerns the theoretical situation of gender relations. While Huws has focused on what commodification does to women (and to gender relations) in the sphere of consumption and at work "at home" and around the home, gender is one of a set of non-class, non-State means whereby capitalism is instituted or structured. Other prominent structures are ethnicity, caste, religion, nation, locality, language, age and the life cycle. Feminist scholarship has been very successful in mapping capitalism, and now commodification, onto gender and vice versa.

Gender actually intersects with these other social institutions to regulate markets and to structure accumulation. In this essay, an attempt has been made to explore the intersection between rice processing, gender, class and the state. Laurence Pujo (1997) has started to theorise the intersection of gender with other institutions, using her experience with the gendered rice markets of Guinea<sup>43</sup>. Locality and ethnicity vary in their significance and regulate the economy in different ways at different scales of aggregation. With respect to locality, information and access to capital is heavily urban and male-biased. Ethnicity is a strong entry barrier in business, particularly to women – even in a marketing system which Boserup deemed to be "female". Little is known about the ways in which divine authority and the practices attributed to religious groups (including "othering") regulate the process of commodification, gender relations and the control of women – and the sites of production, distribution, consumption/demand and reproduction. Pujo observes that allegiance to religion structures network transactions and may also lead to contractual behaviour which differs among coreligionists and others. While kinship

<sup>43</sup> See also Harriss-White 2003 for a general attempt for the Indian economy.

alliances affect entry into marketing systems, less is known about the role of the life cycle in market behaviour. Pujo found that women gain independence with age and can accumulate at a faster pace; however the great majority of women stop trading altogether when their dependents leave the households (Pujo 1997, 291-301).

With the understanding of feminists, gender can be seen as a special case of the general phenomenon of the non-class, non-state power structures through which commodification and class relations are constructed. If that is the case, then how do we theorise the sites and the spaces in which the other institutions work, as Huws and other feminist theorists have done with gender and the spheres of consumption and production? How to relate the emancipatory and oppressive practices expressed through all these major social institutions? How to establish their roles in market exchange? Until this work is done, it is impossible to develop a general understanding of the social regulation of the economy. Nor, with few exceptions, have these institutions or structures been related systematically to the practices of the state and the arenas and processes of policy (Fernandez 2008). Formulated in terms neutral to these structures, unless it purposively intends to transform them, in practice policy works through them. It is due both to the ethnocentricity and to the reductive nature of economics that these theoretical, practical and political questions are neglected. Gender has been a most notable exception.

Table 1: The gendered production of rice, 1980s, S. India  
Livelihoods per annual output of 81.60 tonnes of rice

	Managers/family labour	Permanent/technical labour	Casual labour
Huller mill 0.2-0.8 tonnes per hr	30 (M)	60 (M)	302 (F)
Modern rice mill 2-3 tonnes per hour	28 (M)	68 (M)	90 (M)

Source: Harriss and Kelly 1982

Table 2: Percentage of distribution of rice mills as on 01.01.2001

S. No.	Name of state	Hullers Shellers	Mini-Rice Mills	Modern	Total	Total number	% of the grand total
1.	Andhra Pradesh	21.20	8.16	59.76	100.00	21744	15.61
2.	Assam	-	-	-	-	2820	2.02
3.	Bihar	97.48	1.29	1.05	100.00	4872	3.50
4.	Gujarat	59.79	-	33.06	100.00	3161	2.27
5.	Haryana	44.91	-	55.09	100.00	1797	1.29
6.	Himachal Pradesh	-	-	-	-	1116	0.88
7.	Jammu & Kashmir	-	-	-	-		@
8.	Karnataka	63.54	3.21	25.56	100.00	14370	10.32
9.	Kerala	84.29	-	15.62	100.00	16210	11.64
10.	Madhya Pradesh	63.79	3.27	28.67	100.00	6142	4.41
11.	Maharashtra	76.11	2.53	16.33	100.00	10772	7.76
12.	Manipur	-	-	-	-	1498	1.08
13.	Meghalaya	-	-	-	-	260	0.18
14.	Nagaland	-	-	-	-		@
15.	Orissa	86.88	1.70	7.50	100.00	7364	5.29
16.	Punjab	64.72	6.47	28.80	100.00	6823	4.90
17.	Rajasthan	-	-	-	-	353	0.25
18.	Sikkim	100.00	-	-	100.00	17	@
19.	Tamil Nadu	70.61	2.31	20.24	100.00	19378	13.91
20.	Tripura	-	-	-	-	1045	0.75
21.	Uttar Pradesh	72.85	7.17	18.06	100.00	7834	5.62
22.	West Bengal	90.51		8.77	100.00	10555	7.58
23.	Andaman & Nicobar	-	-	-	-	116	@
24.	Chandigarh	-	-	-	-	27	@
25.	Delhi					9	@
26.	Goa					751	0.54
27.	Pondichery	-	-	-	-	234	0.17
Total Number		91287	4538	35088		139298	
Percent		65.53	3.26	25.19	100.00		100.00

@ Number insignificant

Source: Report of the Ministry of Food Processing Industry 2002; Kaur 2004

Table 3: Impact of the mechanical drying, W. Bengal  
Livelihoods per Rs 1 crore of gross output (2002)

	BEFORE (Birbhum Dt)	AFTER (Bardhaman Dt)	% Change
Family (M)	1	1	-
Permanent labour (M)	4	2	-50
Casual labour (M)	1.5	2	+33
Casual labour (F)	12.4	0.3	-98
Processing Time (hrs)	72-120	12-24	

Source : data in Ghosh and Sudarshan 2004

Table 4: Employment structure in rice processing (Punjab)

Sr.No.		Number	Per cent of the total
1.	Regular family (management)	6160	4.29
2.	Regular (but not permanent) employees:		
	a. With most service benefits	1218	0.85
	b. With only PF facility	7000	4.87
3.	Seasonal employees (without any benefits)	19000	13.22
4.	Unskilled daily wage workers	105000	73.08
5.	Sub-total (Formal Sector Workers)	138378	96.31
5.	Seasonal family workers in informal sector units	5800	3.69
6.	Total	143678	100.00

Source: Survey of Rice Processing Industry, Kaur 2004

Table 5: Male livelihoods in rice mills in Punjab 2002 per unit

	Huller mill	Basmati export mill	Co-operative mill	MRM on contract to state trading agencies	Annual earnings per unit (Rs '000)
Family labour	1-2	3-5	-	3-7	40,000-112,000 (MRM)
Managers	-	-	5-11	-	180 (Co-op)
Regular staff	-	10-20	-	10-15	35-50
Security staff	-	4-6	-	4-6	20-30
Machine maintenance and skilled labour	-	5-10	5	5-8	50-120 (Co-op)
Unskilled labour	1-5	20-30	20-50	30-50	17-84 (Co-op)
Capacity (tonnes per hour)	0.2-0.5	3-7	4	1-2	

Source: data in Kaur 2004.

## **Appendix : The post-harvest processing of rice**

The milling of rice involves removing the outer layer of husk and the intermediate layer of bran. The milling outturn varies from 60-69% depending on the pre-milling processing, the milling technology, the moisture of the paddy and the degree of polish required.

The tasks associated with paddy milling vary widely. At one extreme is the custom mill, processing 0.2 tonnes per hour with one pass through the mill for the payment of a fee; in which the byproducts are retained by the owner of the consignment. At the other extreme is the modern rice mill (MRM). Paddy is passed through mechanical driers or sun-dried down to 12-14 % moisture. Dust, stones and other adulterants are removed, paddy is milled using a rubber roll sheller, rice is polished, graded and packaged, while husk and bran are separated.

In Eastern India and regions supplying Eastern India, paddy may be par-boiled according to a range of techniques, prior to drying and milling. In general it is soaked prior either to steaming or boiling. Par-boiling gelatinizes the starch, making the grain translucent, hard and resistant to breakages during milling. As a result milling recovery rates for head rice and total rice yields are improved. The rice kernel also absorbs oil, vitamins and minerals from the surrounding layer of bran, making it more nutritious.

Paddy husk, a by-product in the process, is used as fuel for boiling and mechanical drying. Husk from raw rice mills is sold. Other by-products are rice bran, which is either returned as animal feed or commercialised as a raw material for solvent oil extraction, broken rice (which is sold or crushed or powdered prior to sale) and husk ash which is used as an organic fertiliser and a base for cosmetics. (see Kaur 2004)



## References

- Adnan, S., R. Islam and Village Study Group. 1976. Social change and rural women : possibilities of participation. BIDS Working Paper no 7. Dhaka.
- Agnihotri, S. 2001. *Sex ratio patterns in the Indian population*. New Delhi: Sage.
- Arens, J. and J. van Beurden. 1977. *Jhagrapur : poor peasants and women in a village in Bangladesh*. Birmingham: Third World Publications.
- Athreya, V. 2001. Census 2001 : some progress, some concern. *Frontline*. 26th April.
- Bardhan, K. 1993. Gender and class: the structure of the difference. In *Gender and political economy: explorations of South Asian systems*. (ed.) A. Clark. New Delhi: Oxford University Press.
- Beall, J. 1997. Households, livelihoods and the urban environment: sociological perspectives on solid waste management in Pakistan. PhD thesis. London School of Economics.
- Benewick, R., M. Blecher and S. Cook (Eds.). 2003. *Asian politics in development: essays in honour of Gordon White*. Frank Cass: London.
- Bhushan, B. 2003. Are mental health and social anxiety related to the status of working women? *Farzaneh*. 6(11): 66-71.
- Boserup, E. 1989. *Women's role in economic development*. Brookfield Vt.: Gower.
- Breman, J. 2003. *The labouring poor in India: patterns of exploitation, subordination and exclusion*. New Delhi: Oxford University Press.
- Breman, J., I. Guérin and A. Prakash. 2009. *India's unfree workforce*. New Delhi: Oxford University Press.
- Chibber, V. 2003. *Locked in place. State building and late industrialisation in India*. Princeton: Princeton University Press
- Choudhury, S. 2001. The public distribution system in India and informal traders: rice markets in Calcutta. M. Phil. thesis. Oxford University, Queen Elisabeth House.
- Clark, A. (Ed.). 1993. *Gender and political economy: explorations of South Asian systems*. New Delhi: Oxford University Press.
- Coppard, D. 2004. Labour and drought: a social history of agrarian relations in a Chottanagpur Village of eastern India. Paper to the conference on Livelihoods at the Margins, SOAS, London.
- da Corta, L. and Venkateshwarlu, D. 1999. Unfree relations and the feminisation of agricultural labour in Andhra Pradesh, 1970-95. *Journal of Peasant Studies*. 26(2/3): 71-139.
- Dasgupta, M. 1987. Selective discrimination against children in Punjab. *Population and Development Review*. 13.
- Dasgupta, P. 1993. *An inquiry into wellbeing and destitution*. Oxford: Clarendon.
- Elson, D. (Ed.). 1995. *Male bias in the development process*. Manchester: Manchester University Press.
- Erb, S. and B. Harriss-White. 2002. *Outcast from social welfare : adult disability and incapacity in rural South India*. Bangalore: Books for Change.
- Fernandez, B. 2008. Engendering policy in India. D Phil Thesis. Oxford University.

- Ghosh, P. and R. Sudarshan. 2004. Rice milling in West Bengal. Paper to the NCAER/QEH conference on Trade Liberalisation and India's Informal Sector. New Delhi: NCAER (IIC).
- Greeley, M. 1987. *Post harvest losses, technology and employment: the case of rice in Bangladesh*. Boulder: Westview Press.
- Harriss, B. 1976. Paddy processing in India and Sri Lanka: a review of the case for technological innovation. *Tropical Science*. XVIII(3): 161-186.
- . 1979. Post harvest rice processing systems in rural Bangladesh: technology, economics and employment. *Bangladesh Journal of Agricultural Economics*. II(1): 23-50.
- . 1993. Markets, society and the state: problems of marketing under conditions of smallholder agriculture in West Bengal. *Development Policy and Practice*. Working paper 26. Open University.
- Harriss, B. and C. Kelly. 1982. Food processing: policy for rice and oil technology. *IDS Bulletin*. 13(3): 32-44.
- Harriss-White, B. 1995. Efficiency and complexity: distributive margins and the profits of market enterprises. In *Prices, products and people: analysing agricultural markets in developing countries*. (Ed.) G. Scott. 301-324. Boulder: Lynne Rienner.
- . 1996. *A political economy of agricultural markets in South India: masters of the countryside*. New Delhi: Sage.
- . 1999. Agricultural growth and the structure and relations of agricultural markets in West Bengal. In *Sonar Bangla agrarian change and agricultural growth in West Bengal and Bangladesh*. (Eds.) B. Rogaly, B. Harriss-White and S. Bose. 381-412. New Delhi: Sage.
- . 2003. *India working : essays on economy and society*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2004a. Labour, gender relations and the rural economy. In *Rural India facing the 21st century. Chapter 1-5*. B. Harriss-White and J. Janakarajan. London: Anthem.
- . 2004b. Nutrition and its politics in Tamil Nadu. *South Asia Research*. 24(1): 51-71.
- . 2008. *Rural commercial capitalism: agricultural markets in West Bengal*. New Delhi: Oxford University Press.
- . 2010a. Capitalism and the common man: four decades of development in Africa and South Asia. Work in Progress Paper 2. CSASP, Oxford University.
- . 2010b. Work and wellbeing in the informal economy: the regulative roles of institutions of identity and the state. *World Development*. 38(2): 170-183.
- Harriss-White, B. and S. Janakarajan. 2004. *Rural India facing the 21st century*. London: Anthem.
- Harriss-White, B. and P. Nillesen. 2004. Life chances: development and female disadvantage. In *Rural India facing the 21st century. Chapter 3-3*. B. Harriss-White and J. Janakarajan. London: Anthem.
- Harriss-White, B. and G. White (Eds.). 1996. Liberalisation and the new corruption. Special Issue. *IDS Bulletin*. 27(2).
- Hensman, R. 2001. Organising against the odds: women in India's informal sector. In *Working classes, global realities. Socialist Register 2001*. (Eds.) L. Panitch and C. Leys. 248-259. London: Merlin Press.

- Hodgson, G. 2001. *Why economics forgot history*. London: Routledge.
- Hodgson, G. and T. Knudsen. 2004. The replication of habits. Paper to the international workshop on Research in institutional economics. University of Hertfordshire. <http://www.herts.ac.uk/business/geoffrey-hodgson.ws>
- Huq, M.A. 1976. Exploitation and the rural poor. A working paper on the rural power structure in Bangladesh. Comilla: Bangladesh Academy for Rural Development.
- Huws, U. 2004. *The making of a cybertariat : virtual work in a real world*. London: Merlin Press.
- Jackson, C. 1999. Men's work, masculinities and the gender division of labour. *Journal of Development Studies*. 36(1): 89-108.
- Jackson, C. and R. Palmer-Jones. 1998. Work intensity, gender and wellbeing. UNRISD Discussion Paper 96. Geneva: United Nation Research Institute for Social Development.
- Jackson, C. and R. Pearson. 1998. *Feminist visions of development: gender analysis and policy*. London: Routledge.
- Jeffery, P. and A. Bose. 1998. *Appropriating gender*. Routledge: New York.
- Jeffery, P. and R. Jeffery. 1998. Gender, community and the local state in Bijnor India. In *Appropriating gender*. (Eds.) P. Jeffery and A. Bose. Routledge: New York.
- Kapadia, K. 1993. Mutuality and competition: female landless labour and wage rates in Tamil Nadu. *Journal of Peasant Studies*. 20(2): 296-316.
- Kapadia, K. and J. Lerche. 1999. Introduction. *Journal of Peasant Studies*. 26(2/3): 1-9.
- Kaplinsky, R. 2003. Is globalisation all it's cracked up to be? In *Asian politics in development: essays in honour of Gordon White*. (Eds.) Benewick, R., M. Blecher and S. Cook. 255-272. Frank Cass: London.
- Kaur, R. 2004. Rice processing industry: a case of Punjab. Paper to the NCAER/QEH conference on Trade Liberalisation and India's Informal Sector. NCAER (IIC) New Delhi.
- Khan, M. and K. Jomo. 2001. *Rents, rent seeking and economic development in Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kumar, A. 1999. *The black economy in India*. New Delhi: Penguin.
- Laidlaw, J. 1995. *Riches and renunciation. Religion, economy, and society among the Jains*. Oxford: Clarendon Press.
- Lawson, T. 2003. Theorising ontology. *Feminist Economics*. 9(1): 161-9.
- Leys, C. 2001. *Market driven politics*. London: Verso.
- Marx, K. 1999. *Capital : an abridged edition*. Oxford: Oxford University Press.
- McCartney, M. 2009. *The political economy of liberalisation in India: 1991-2008*. Routledge: London.
- Meagher, K. 2010. *Identity economics: social networks and the informal economy in Africa*. James Currey: Oxford.
- Mencher, J. P. 1985. Landless women agricultural labourers in India: some observations from Tamil Nadu, Kerala and West Bengal. In *Women in rice farming. Proceedings of a conference on Women in rice farming systems*. IRRI, Philippines, September 26-30.

- Mencher, J. and K. Saradmoni. 1982. Muddy feet, dirty hands: rice production and female agricultural labour. *Economic and Political Weekly Review of Agriculture*. 17(52): 149-67.
- Mooij, J. 1999. *Food politics and policy in India. The public distribution system in South India*. Delhi: Oxford University Press.
- Mosse, D. 2004. Adivasi seasonal labour migrants in western India. Paper to the conference on Livelihoods at the Margins, SOAS, London.
- North, D. 1992. *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Olsen, W., B. Harriss-White, P. Vera-Sanso and V. Suresh. 2010. The experience of slum dwellers in Chennai under the economic and environmental insults of 2008-9. Work in Progress Paper 4. CSASP, Oxford University.
- Pacey, A. and P. Payne. 1984. *Agricultural development and nutrition*. London: Hutchinson.
- Panitch, L. and C. Leys. (Eds.). 2000. *Working classes, global realities. Socialist register 2001*. London: Merlin Press.
- Pearson, R. 1994. Uneven development and the textiles and clothing industries. In *Capitalism and development*. (Ed.) L. Sklair. 189-210. London: Routledge.
- Picherit, D. 2009. Between village and work site: the circulation of labour, clientelism and the politics of low castes in Andhra Pradesh. Doctoral Thesis. University Paris 10-Nanterre.
- Polanyi, K. 1944. *The great transformation: the social and economic origins of our time*. Boston: Beacon Press.
- Pujo, L. 1997. Towards a methodology for the analysis of the embeddedness of markets in social institutions: an application to gender and the market for local rice in eastern Guinea. D. Phil. thesis. Oxford University.
- Rai, M. 2003. Genetic diversity in rice production: past contribution and the potential of utilization for sustainable rice production. <http://www.fao.org/DOCREP/006/4751E/y4751e08.htm>
- Ramachandran, V.K. and M. Swaminathan (Eds.). 2003. *Agrarian studies: essays on agrarian relations in less developed countries*. New Delhi: Tulika.
- Rogaly, B. 2003. Who goes? Who stays back? Seasonal migration and staying put among rural manual workers in Eastern India. *Journal of International Development*. 15(5): 623-632.
- Rogaly, B., J. Biswas, D. Coppard, A. Rafique, K. Rana, and A. Sengupta. 2000. Seasonal migration, welfare regimes and adverse incorporation: a case study from East India. Paper for the Global Social Policy Regional Workshop. DFID, Koitta, Bangladesh.
- Rogaly, B., D. Coppard, A. Rafique, K. Rana, A. Sengupta and J. Biswas. 2002. Seasonal migration and welfare/illfare in Eastern India: a social analysis. *Journal of Development Studies*. 38(5): 89-114.
- Rogaly B., B. Harriss-White and S. Bose. 1999. *Sonar Bangla agrarian change and agricultural growth in West Bengal and Bangladesh*. New Delhi: Sage.
- Roy, R. 1996. State failure: political-fiscal implications of the black economy. *IDS Bulletin*. 27(2).

- Scott, G. (Ed.). 1995. *Prices, products and people: analysing agricultural markets in developing countries*. Boulder: Lynne Rienner.
- Sen, A. 2002. Agriculture, employment and poverty: recent trends in rural India. In *Agrarian studies: essays on agrarian relations in less developed countries*. (Eds.) V. K. Ramachandran and M. Swaminathan. New Delhi: Tulika.
- Sen, G. 1983. Paddy production, processing and women workers in agriculture – the South versus the Northeast. Working Paper no 186. Trivandrum, Centre for Development Studies.
- Sklair, L. (Ed.). 1994. *Capitalism and development*. London: Routledge.
- Srinivasan, K. 2004. *Capital account convertibility and related issues*. New Delhi, Transform India Group.
- Swaminathan, M. 2000. *Weakening welfare: the public distribution of food in India*. New Delhi: Leftword Books.
- Vera-Sanso, P. 2010. Ageing, poverty and neoliberalism in urban South India. NDA Findings no 5. <http://www.newdynamics.group.shef.ac.uk/innovation-in-envisioning-dynamic-biomechanical-data1.html>
- Vijayabaskar, M. 2001. Industrial formation under conditions of flexible accumulation : the case of a global knitwear node in southern India. Ph.D. Dissertation, Centre for Development Studies, Thiruvananthapuram, Jawarhalal Nehru University, New Delhi.
- Williamson, O. E. 1985. *The economic institutions of capitalism*. New York: Free Press.
- Wood, G. 1976. Economic activity. In *Exploitation and the rural poor. A working paper on the rural power structure In Bangladesh*. M. A. Huq. Comilla: Bangladesh Academy for Rural Development.



# **Gender and hunger in the context of the recent crises: underlying factors**

**Marcela Villarreal<sup>1</sup>**

## **Introduction**

Between 2007 and 2008, international food prices soared, causing a severe world crisis – known as the food price crisis. By mid 2008, prices reached a peak and quickly fell as a global financial and economic crisis took hold. As a result, the number of undernourished people in the world shot up to over a billion, or about one of every 6 persons. Food riots in more than 60 countries caused dozens of victims. With a yet incipient economic recovery, the number of people who are food insecure seems to have gone down to around 925 millions – still much higher than the figure before the crises.

Decades of neglect of rural areas and of the agricultural sector, in favour of industrialisation and the service economy, created the conditions not only for the food price crisis, but for the stubbornly high numbers of hungry people. Investment in agriculture declined consistently throughout the last 30 years – both domestic, international, and through official development assistance – and this, despite the fact that most of the world's achievements regarding the reduction of

<sup>1</sup> The author is indebted to Martha Osorio, as this paper draws heavily on a joint previous paper.

undernourishment were attained when investment in agriculture was high in national and international agendas.

As with every crisis, there were winners and losers. Long-standing low food prices have limited the possibilities of agriculture to be an effective pathway out of poverty. However when prices soared, only big producers and richer countries were able to increase production and reap the benefits of higher prices. Low-income countries and small producers were not able to increase production; in some instances, even decreased production substantially. Three groups suffered the consequences of the crisis disproportionately: the urban poor, the rural net food sellers and female-headed households in both urban and rural areas.

This paper begins by providing background to the food price crisis and the reasons for the sudden price hikes; it then looks into the underlying factors that led to its disastrous outcomes in terms of numbers of hungry and poor and in terms of gender; and it concludes with an analysis of who was able to benefit from the opportunity and who was left behind and suffered the consequences. It shows that gender inequalities in access to productive resources, in particular land, contributed to and intensified poor countries' vulnerability to a shock, such as the one created by soaring food prices. The paper concludes that in order for countries to honour their Millennium Development Goal 1 commitment (reducing hunger and poverty), they need to promote gender equality in access to productive resources.

## **General overview**

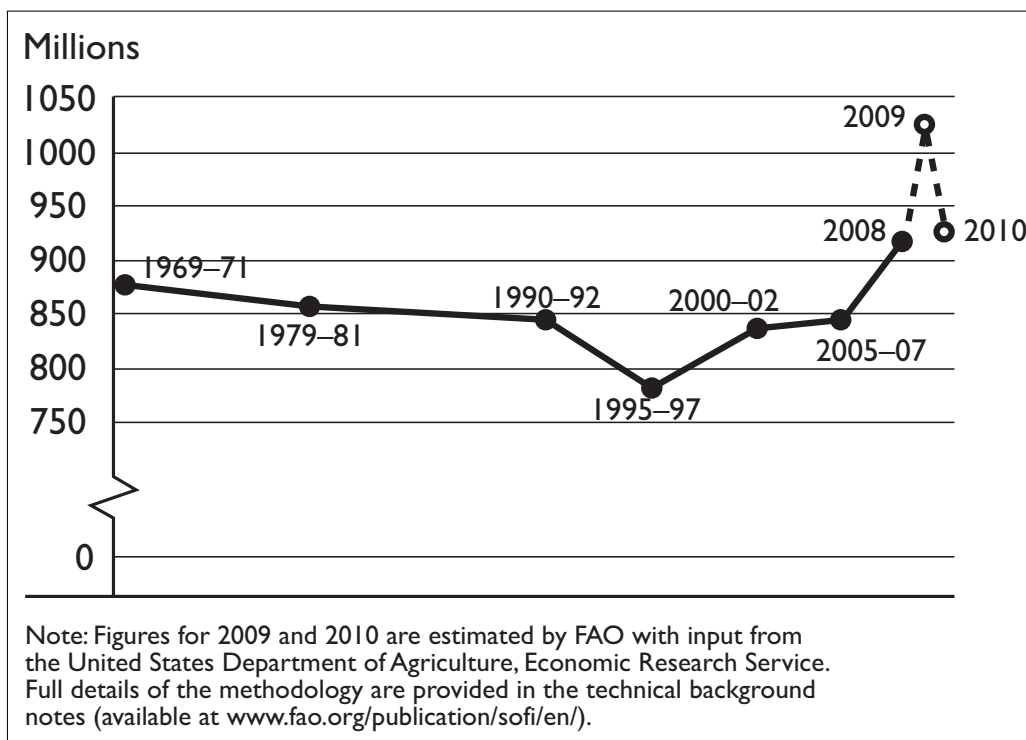
### **Background**

In 1996, more than 180 world leaders attending the World Food Summit (WFS) committed to reducing the number of the world's hungry by one-half of the 1992 levels by 2015. Only a few years later, at the Millennium Development Summit, it was agreed to intensify efforts to halve the proportion of malnourished people by 2015.

Instead of making progress towards the WFS target, in the years between 1990-92 and 2003-05, the situation actually deteriorated, as the number of the world's hungry rose by 6 million. In developing countries alone, the actual numbers of malnourished people actually rose by over nine million, in spite of the percentage of hungry people falling from 20 to 13% in the same period.

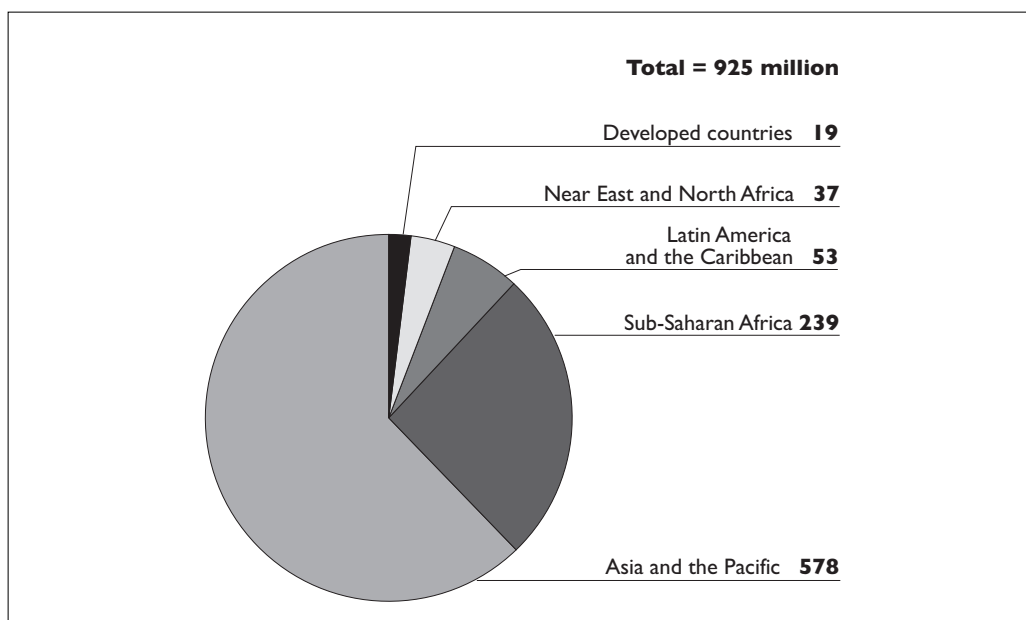


Graph 1: Evolution in number of hungry people in the world



Official FAO data for 2003-2005 show that before the sharp increase in food prices, 848 million people were malnourished, 98% of them in the developing countries. The vast majority of these people are concentrated in two regions, Asia and sub-Saharan Africa, as shown in Graph 2.

Graph 2: Where do the hungry live?



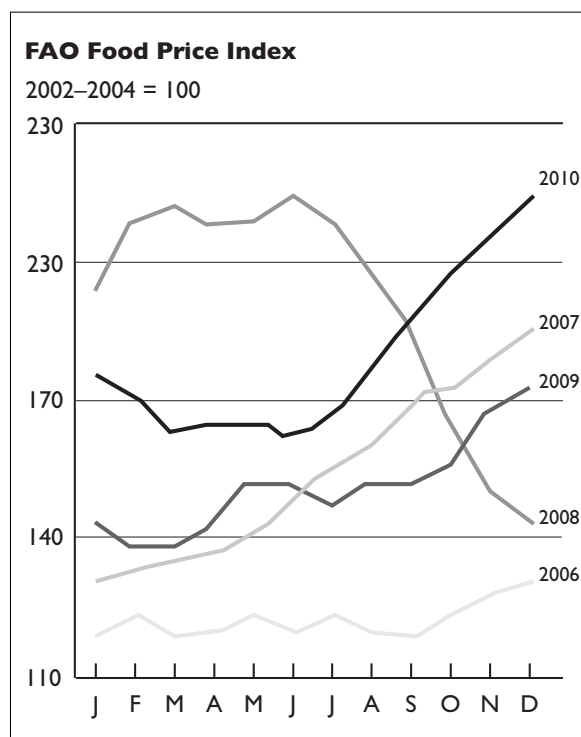
Source: FAO

Despite the world's commitments, development assistance to agriculture fell from 8 billion dollars (2004 basis) in 1984 to 3.4 billion dollars in 2004, a real-term reduction of 58%. In percentage terms, the proportion of public development assistance going to agriculture fell from 17% in 1982 to 3% in 2006. The resources for the activities that constitute the livelihood of 70% of the world's poor were drastically cut back in the budgets of international financial institutions (Diouf 2008). In historical terms, a reduction in hunger has always coincided with periods of investment in agriculture.

### **Food price rises**

The prices of agricultural products rose steeply until mid-2008, after having remained very low for most of the previous two decades. Between 2005 and 2006, the FAO food price index rose by an average of 8%; then suddenly, between 2006 and 2007, it rose around 24%. From mid-2007 until mid-2008 the situation continued to worsen, with a 52% average increase. In the first half of 2008, the prices of certain staples continued to skyrocket; maize, for example, increased by more than 70% (FAO 2008a).

Graph 3: Food price index

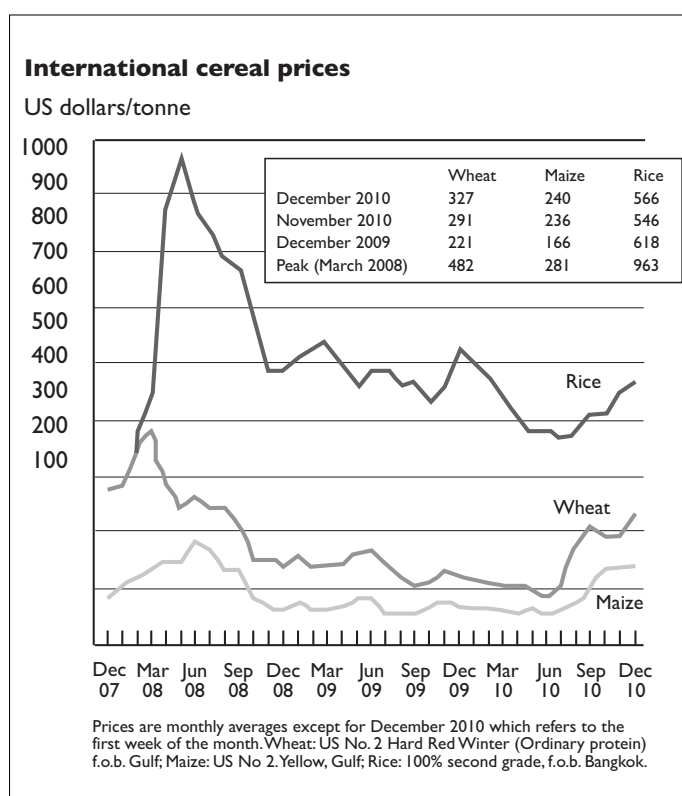


Source: FAO (January 2011)

Although agriculture markets are often highly volatile, and it is usual for them to go through periods of high and low prices, the inflationary process unleashed in 2005 was different from earlier situations in many respects. First, it was a general phenomenon affecting not a few, but most main food and fodder crops. From 2003 to early 2008, world maize and wheat prices more than doubled. Rice prices also soared to unprecedented levels, doubling in the first quarter of 2008. The prices of dairy products, meat, poultry, palm oil and manioc were just a few of the agricultural commodities whose prices increased significantly (von Braun 2008a). Second, the price volatility which accompanied the price increases was much greater and lasted longer than in the past, particularly cereals and oilseeds. This was partly a result of deep-seated and complex interrelationships between agriculture markets and other markets, and uncertainties about the future of agriculture (FAO 2008b). Third, even though there is great uncertainty about future food price levels, some analysts think that structural causes will continue to

bring pressure to bear on prices, making it quite unlikely that prices will ever return to the low levels that prevailed before the onset of the crisis. Although international prices began to fall in mid-2008, mainly due to the financial crisis and the price of oil, prices remained higher than they were in 2007 (FAO 2009a).

Graph 4: Prices will remain high even after their fall



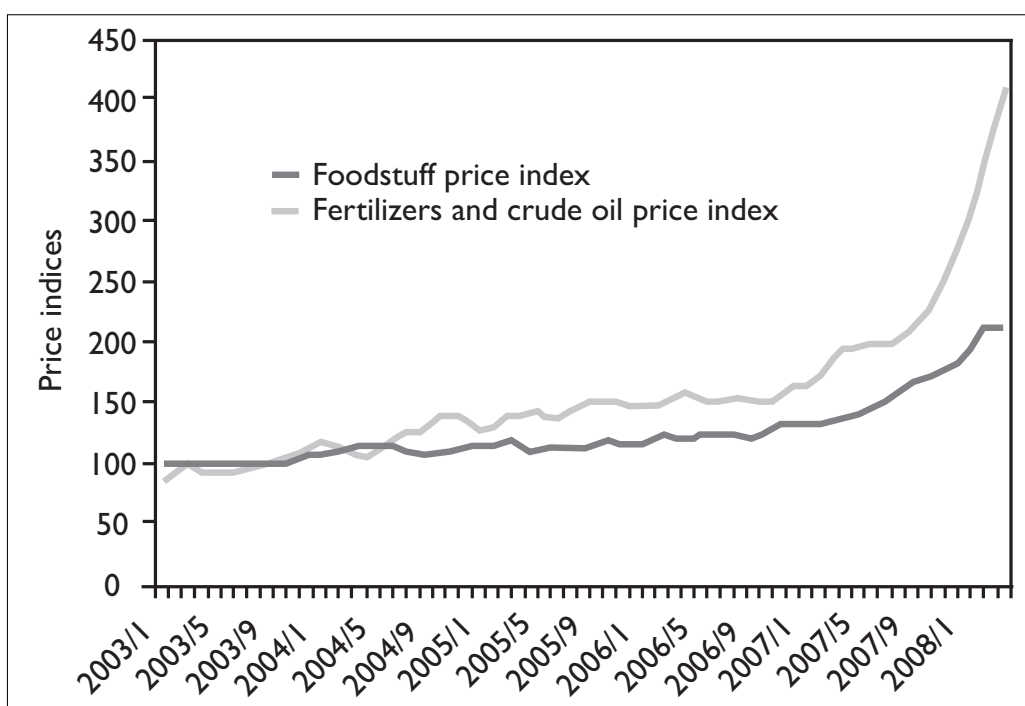
### **Reasons for the acute increase in food prices**

Various complex forces drove food prices up. While some were purely contingent, others appear to have been more structural in nature. Prices increased on account of a combination of supply and demand factors, including:

*Higher energy and fertiliser prices.* The historically strong correlation between fuel prices and food prices attests to the dependency of agriculture on energy products. Production and transport are heavily fuel-intensive, while fertiliser production requires natural gas, petroleum or

coal. Variations in price of energy products are thus transmitted directly and indirectly to food prices (World Bank 2008a). In 1974, the sharp rise in oil prices led to a steep increase in the cost of oil-based agricultural inputs. At that time, fertiliser prices tracked crude oil prices and increased threefold, even fourfold in one year, with a massive impact on agriculture and livestock production and trade, and hence on food security (FAO 2000). In real terms, food prices in that period rose above the levels of 2008.

Graph 5: Input prices increase faster than food prices



Source: FAO

*The demand for biofuels.* The increased demand for biofuels had a major contribution in pushing up food prices because it reduced the food supply and competed with limited available land and water resources. Between 2000 and 2007, ethanol-based fuel production increased threefold<sup>2</sup>, while biodiesel increased almost elevenfold, in response to an interest in reducing dependency on fossil fuels and

<sup>2</sup> Ethanol production accounts for 90% of all biodiesel output.

cutting greenhouse gas emissions. FAO reports that the larger area planted with maize in 2007 was at the expense of soybean and, to a lesser extent, wheat.

The biofuel and food markets are very closely related because many agricultural commodities, such as sugar, maize and oilseeds, are the key feedstocks for biofuel production (FAO 2009b). In 2007, maize sales increased by almost 40 million tonnes worldwide; of this, some 30 million tonnes were used for ethanol production – mainly in the United States, the world's largest ethanol producer and exporter. In 2008, over 30% of the US maize harvest was used for ethanol production, absorbing more than 12% of global maize output (FAO 2008a).

Although most would agree that biofuel production was one of the factors behind the soaring food prices, there is no consensus on its relative importance. At the height of the food crisis, some analysts attributed up to 75% of the pressure on prices to biofuels, while others claimed the impact was only marginal. It must be said that not all types of biofuels have an impact on food security. Negative effects on hunger are mainly attributed to first generation biofuels (above all, those that are maize-based) because they compete for the land where food is grown. Second-generation biofuels (jatropha-based, for example) can be grown on marginal lands and therefore minimise their repercussions on hunger.

The demand for biofuels is closely related to oil prices, because they are seen as alternative when petroleum prices rise. However, biofuels, particularly first generation production, also need oil (for inputs, transport, etc.), which seriously undermines their validity as an ecological alternative.

*Slumps in production.* Droughts and floods in the main exporting and producing countries in 2005 and 2006 led to declines in world cereal production of 4% in 2005 and 7% in 2006. Yields in Australia and Canada fell by about one-fifth. Two consecutive years of falling crop yields with low stocks created a highly unstable situation, which began to exert pressure on prices (FAO 2008c).

*Stock levels.* Instability of food supplies and price variability can be attenuated through adequate stock levels. From the mid-1990s to the onset of the crisis, stocks fell at an annual rate of 3.5%, and the ratio of stocks

to utilisation hit an all-time low level. The gradual reduction of stocks in China and the United States, particularly cereals, had a major impact on markets. Low stock levels contributed to greater price volatility on world markets, due to uncertainties created by large falls in output because of the drought and floods mentioned above.

*Changes in the structure of demand.* Economic growth and higher incomes in developing and emerging countries, coupled with demographic growth and urbanisation, are gradually changing the structure of food demand. The increases in food prices were also related to changes in consumption patterns, particularly in China and India, where more than 40% of the total world population live. Rapid economic growth in these two countries has raised consumer purchasing power, and has gradually shifted demand from grains and other staples to vegetables, fruit, meat and dairy products. Higher meat and dairy consumption is also increasing demand for fodder cereals. But according to FAO, these are gradual changes and do not appear to have been responsible for the food price hikes. Official FAO data show that cereal imports from China and India have been falling by an annual average of 4% from the beginning of the 1980s, which means that consumption requirements were met by domestic production, and that their influence on international markets could have been overstated, at least in the short term (FAO 2008c).

*Other factors.* Two additional factors influenced food price increases: speculation and policies adopted by numerous countries in response to food price increases. Speculation in the futures markets may have played a significant part in the price rise trend. Even though there is no certainty about the causal relationship between price increases and rising investment in the food futures markets, an IFPRI study shows that the large inflow of capital might partly explain the persistence of high prices and their increasing volatility (Robles, Torero and von Braun 2009). Finally, policy measures adopted by some countries, such as banning food exports to protect the domestic market, also helped push up international food prices<sup>3</sup>. The food price crisis showed that unilateral

<sup>3</sup> Argentina, Bolivia, Cambodia, China, Egypt, Ethiopia, India, Indonesia, Kazakhstan, Mexico, Pakistan, Russia, Senegal, Tanzania, Thailand, Ukraine, Venezuela and Viet Nam (von Braun 2008b).

measures have the potential to worsen the global situation and that close links between different countries require a global and coordinated solution.

### ***The impact of the food price increase from two viewpoints***

Food price increases were experienced all over the planet, but the consequences were not the same for every country, or even for different population groups within the same country. Some countries managed to benefit from the increase, while for others the result was to drift further away from reaching the Millennium Development Goals. At household level, there were also winners and losers, depending upon whether they were net food sellers or buyers.

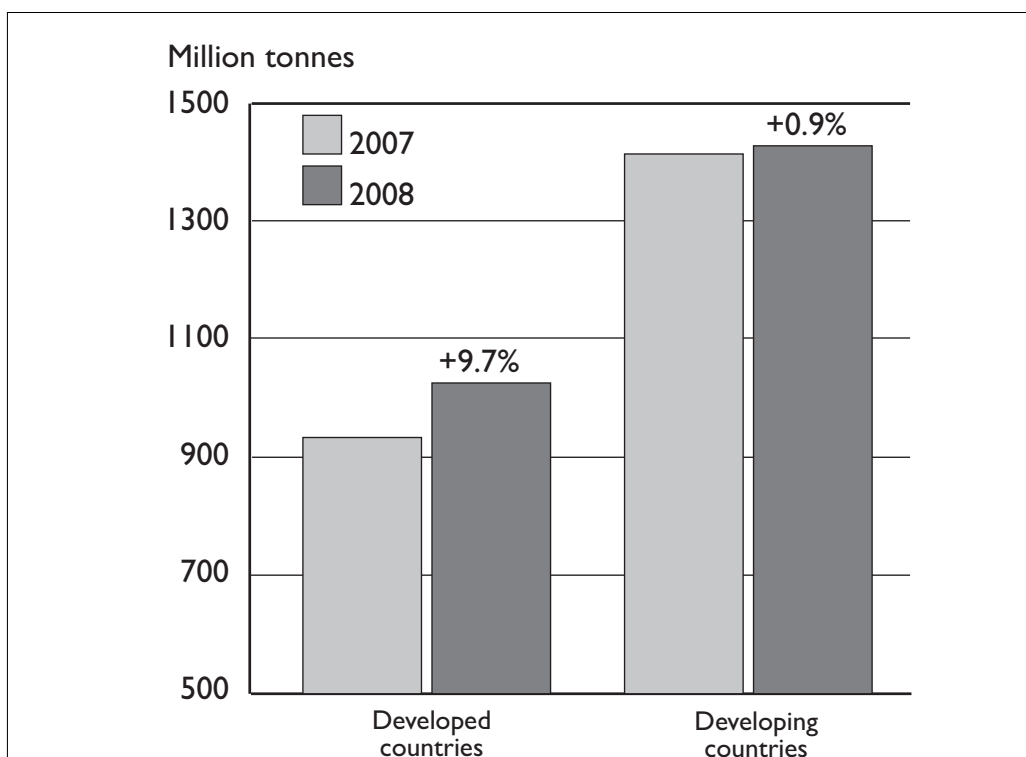
#### *Winners and losers on a country basis*

The macroeconomic effect of price increases of food staples affected countries differently, depending on the one hand upon whether they are net food exporters or importers, and on the other hand on the composition of their international trade, their terms of trade and their exchange rate policies – among other things. The low-income, food-deficit countries were most affected, especially those where more than 30% of the population is chronically undernourished. These countries tend to be net food importers, and their exports are limited to a few commodities whose prices rose proportionately less than food prices.

FAO's statistics show that between 2007 and 2008, cereal production rose substantially in response to high prices. But the evidence also shows that this increase was due virtually entirely to the developed countries. While the industrial countries managed to increase cereal production by about 11%, developing countries only managed to do so by 0.9%. Moreover, if China, India and Brazil are excluded from this group, production in the rest of the developing world actually fell by 1.6% (Diouf 2009).



Graph 6: Supply response to high prices mainly in developed countries



Source: FAO

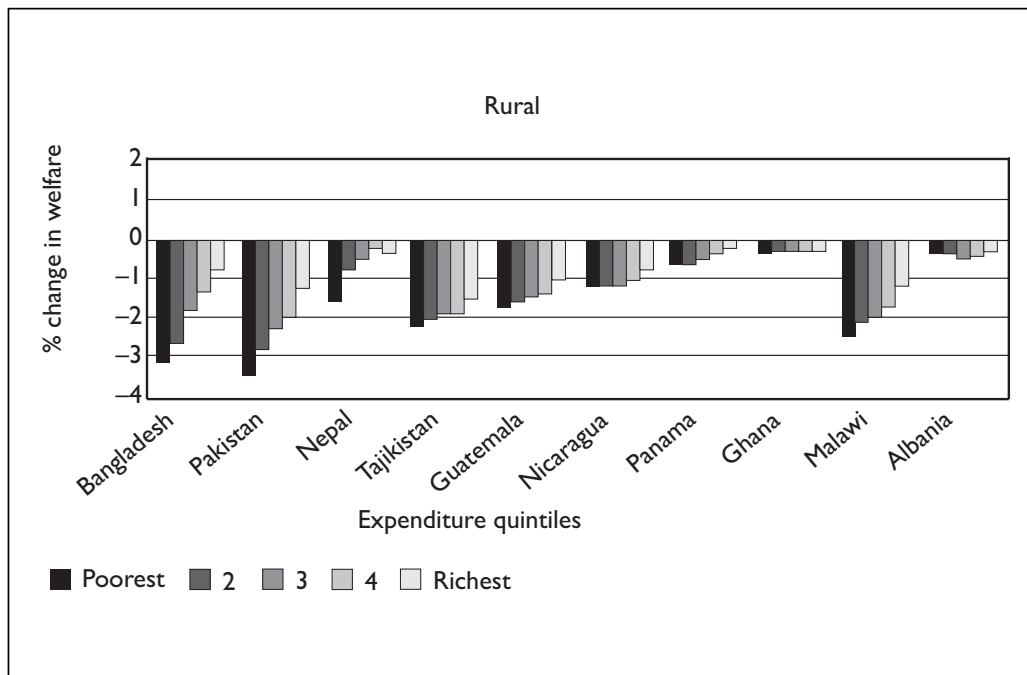
After more than two decades of low agricultural prices, which led to a steady disinvestment and a decline in agricultural productivity in developing countries, the rise in food prices was initially seen as an opportunity for the millions of subsistence farmers trapped in hunger and poverty. Unfortunately, it rapidly became clear that price increases were a “lost opportunity” for many developing countries and for most small producers, highlighting the structural causes of food insecurity and poverty in those countries.

#### *View from the household perspective*

If, at national level, low-income, food-deficit countries suffered the brunt of the impact of the food price crisis, at the household level it was the poorest households, in both urban and rural areas, as well as those headed by women, who suffered most. Poor households

typically spend between 50 and 70% of their family budgets on food (von Braun 2008c). A major reduction in disposable income of already vulnerable households may force them to sell their assets, thus reducing their basic means of subsistence, reducing the number and variety of meals, or cutting their expenditure on education and health. Any one of these can affect their welfare and increase their long-term food insecurity.

Graph 7: The poor are hit the hardest by an increase in the price of food staples



Source: FAO

Differences in the market status of poor households, in terms of whether they are net food buyers or sellers, their composition and their survival strategies also condition how they are affected by increased prices<sup>4</sup>. A better understanding of who were the winners and the losers is essential for sound policy and programmes.

<sup>4</sup> A household is a net food buyer when the value of staples it produces is less than the value of the food it consumes.

Comparative analyses of several developing countries have shown that poor households tend to be net food buyers, and this is true even of rural households who depend on agriculture for their subsistence. According to FAO figures, 74% of rural households and 96% of urban households, in nine developing countries from different regions, are net food buyers<sup>5</sup>. When food prices rise, it is these households that will be most seriously affected. The magnitude of this effect will depend on household characteristics, their consumption patterns, the proportion of their income devoted to food, their ability to replace higher-cost foods with cheaper items, their ability to react by generating alternative income, their level of savings and the make-up of their capital assets. Some IFPRI surveys have shown that changes in the diet, which are often forced on poor households in times of crisis, have hugely negative repercussions on nutrition levels (particularly for expectant mothers and infants) and that the effects can damage their future development. Analyses of the impacts of previous crises have shown that when the households are forced to change their consumption patterns, to eat less food or to reduce the number of meals every day, the women and girls are the ones who tend to suffer the most.

While net food buyers are the most affected, households that are net food sellers do not necessarily benefit from higher food prices. The impact will depend on what they produce, the variations in prices of those items, increased production costs, their capacity to increase production, their level of integration into the markets and so forth. Two elements deserve particular attention when examining the impact of food prices on small rural producers: first, it is important to see whether the increases in international prices are actually passed on to producers; second, where the price increases have actually been passed on to them, one must determine whether this has produced profits (or at least the avoidance of losses) and acted as an incentive to invest and produce more.

<sup>5</sup> The analyses are based on nationally representative household surveys conducted in Albania, Bangladesh, Guatemala, Malawi, Nicaragua, Pakistan, Tajikistan and Viet Nam.

Table 1: Percentage of net food buyer households

	All households			Poor households		
	Urban	Rural	All	Urban	Rural	All
Bangladesh, 2000	95,9	72,0	76,8	95,5	83,4	84,2
Pakistan, 2001	97,9	78,5	84,1	96,4	83,1	85,4
Viet Nam, 1998	91,1	32,1	46,3	100,0	40,6	41,2
Guatemala, 2000	97,5	86,4	91,2	98,3	82,2	83,1
Ghana, 1998	92,0	72,0	79,3	*	69,1	*
Malawi, 2004	96,6	92,8	93,3	99,0	94,8	95,0
Nicaragua, 2001	97,9	78,5	90,4	93,8	73,0	79,0
Tajikistan, 2003	99,4	87,0	91,2	97,1	76,6	81,4
Albania, 2005	99,1	67,6	82,9	*	*	*
Average	<b>96,4</b>	<b>74,1</b>	<b>81,7</b>	<b>97,2</b>	<b>87,9</b>	<b>78,5</b>

Source: FAO RIGA

Available evidence from developing countries has amply demonstrated that small producers participate very little in markets and do not have efficient marketing channels. They tend to use informal channels, with poor infrastructure and poorly integrated systems of communication and information. Since agricultural production costs, in particular inputs, rose much faster than food prices, millions of small producers were unable to exploit the potential benefits of higher prices and many of these could not even buy the most basic inputs, such as seed and fertiliser.

A number of case studies appear to confirm that the only households who were able to benefit from food price increases were land-owning households who derive more than 75% of their income from agriculture (defined as “agricultural specialists”) and who fall within the higher income quintiles. In Bangladesh, such agricultural specialists, who make up approximately 10% of the rural sample, experienced an average improvement in their well-being of 1.7% (1.3% for the lower quintile, 1.8% for the higher quintile). In Viet Nam, those benefiting the most were also the wealthier agricultural specialists, whose well-being improved by approximately 2.2-2.3%. In this case, the agricultural specialists constitute a larger proportion of the rural population, probably due to more equitable land distribution (FAO 2008c).

Various case studies have shown that smallholder production is fairly inelastic when there are higher price incentives and that this poor capacity of response is the result of structural factors that hamper production. Among the contributory factors is their poor technical capacity, a lack of organisation between producers, shortage of capital, limited access to resources and production services, such as land, credit, extension services, inputs, technological innovations and marketing and distribution channels. These constraints are greater among women, due to a set of social and cultural norms that do not acknowledge their role as producers, and because of discrimination. A joint study by the FAO, IFAD and the ILO found that 90% of wage differences between men and women employed in the rural areas could not be attributed to any human capital dimension (2011).

*The gender dimension and the impact of high food prices*

Good development policies and interventions require an understanding of their differential impact on men and on women. FAO evidence shows that female-headed households were more affected by the food price crisis than were male-headed households, regardless of level of education and of residence in urban or rural areas. This was true in all countries, even in those where female-headed households are not over-represented among the poorest.

As shown in table 2, in some countries, households headed by women are much more likely to be poor than those headed by men, whereas in other countries the opposite is true. This means that households headed by women are not necessarily overrepresented in poor populations. This is consistent with other surveys, showing that poverty differences between men and women heads of households cannot always be taken as given: there is no conclusive evidence that poverty is always concentrated in households headed by women (see for example the studies by de Haan and Lipton 1997; Quisumbing, Haddad and Peña 1995; Blackden and Bhanu 1999).

Regarding the impacts of food prices, the evidence is unambiguous. As shown in the last column in the table, female-headed households suffered proportionately greater losses in welfare (or proportionately smaller improvements) than households headed by men with a 10% increase in food prices (FAO 2008a). This was true at all levels – national, urban and rural – except in a few cases in which

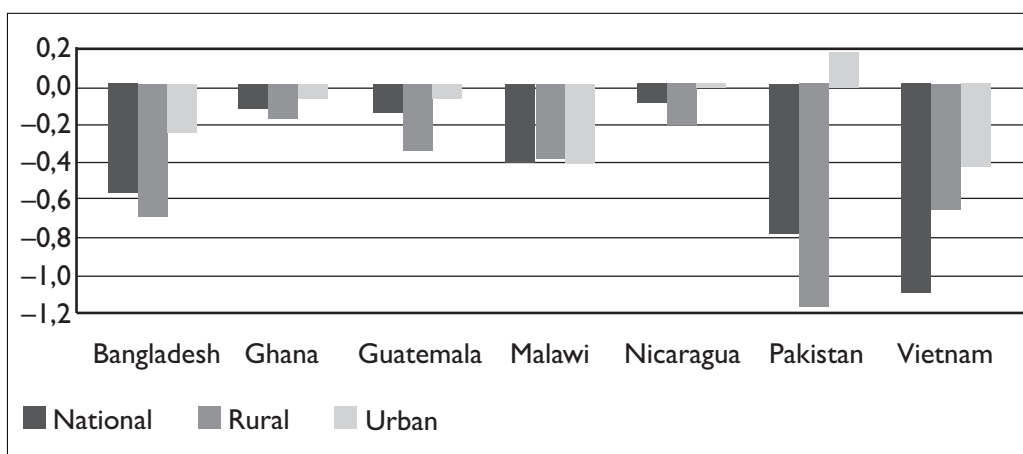
no discernible difference could be identified. There are various reasons for the incremental effect on female-headed households. Data from around the world shows that under equal conditions, women heads of household tend to spend a greater proportion of their income on food than men heads of households<sup>6</sup>.

Table 2: Gender bias in poverty and welfare effects of staple food price increases

	Urban			Rural			National		
	Share FHH (%)	Over-represented among poor†	Welfare losses higher§	Share FHH (%)	Over-represented	Welfare losses higher§	Share FHH (%)	Over-represented	Welfare losses higher§ among poor†
Country/Year									
Ghana 1998	32.8	FHH	—	24.9	MHH	FHH	27.5	MHH	FHH
Madagascar 1993	20.8	FHH	FHH	13.2	FHH	—	14.6	FHH	FHH
Guatemala 2000	18.8	MHH	—	11.9	MHH	—	14.5	MHH	—
Nicaragua 2001	33.3	MHH	FHH	18.1	—	FHH	27	MHH	FHH
Bangladesh 2000	7.7	—	—	5.9	MHH	FHH	7.6	MHH	FHH
Pakistan 2001	6.3	MHH	—	6.7	MHH	FHH	6.6	MHH	FHH
Viet Nam 1998	37.8	—	FHH	16.9	MHH	FHH	21.6	MHH	FHH

<sup>6</sup> For example, there is a great deal of evidence showing that a higher income under the control of women leads to higher levels of health and nutrition on the part of the household members. Similar conclusions have also emerged when examining the differences between the ways in which women and men heads of household use their income (see Ruiz-Arranz *et al.* 2002).

Graph 8: Female-headed households are hit harder by high food prices



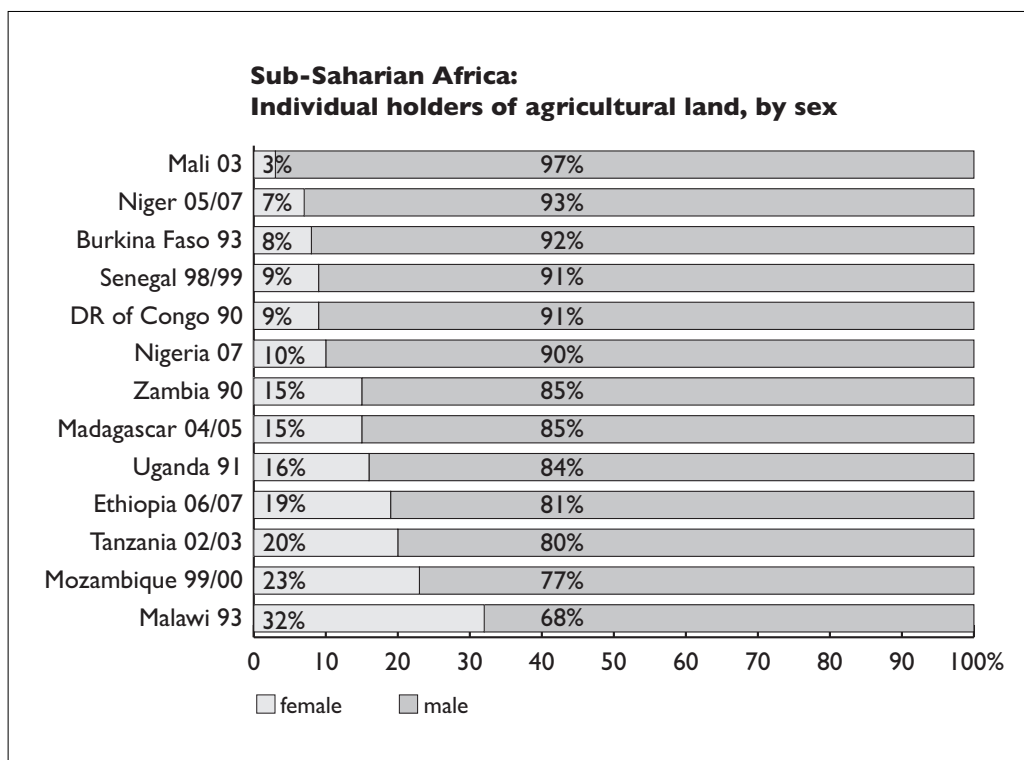
Note: The graph shows the differential change in welfare between FHH (female-headed households) and MHH (male-headed households) with a 10% increase in food prices. Source: FAO

In rural areas, the higher impact of food prices on households headed by women is also related to the greater difficulties that women face in performing their production activities and generating income, as well as a systematic lower access to and ownership of productive resources, which limits their ability to increase production in case of a price increase. Moreover, the literature consistently shows that in a number of countries, women heads of household produce more for household consumption than men (World Bank 2008b). These characteristics also place greater restrictions on the response capacity of households headed by women than those headed by men<sup>7</sup>.

Access to assets, especially land, conditions the capacity of households to react to price increases. Although women play an essential part in food production and food security, they are strongly discriminated against when it comes to access to, and control of, land. Recent FAO surveys based on land tenure statistics from agricultural censuses show that in most countries, women suffer from severe discrimination in terms of land access and that this applies to every region and most countries, even in industrialised countries.

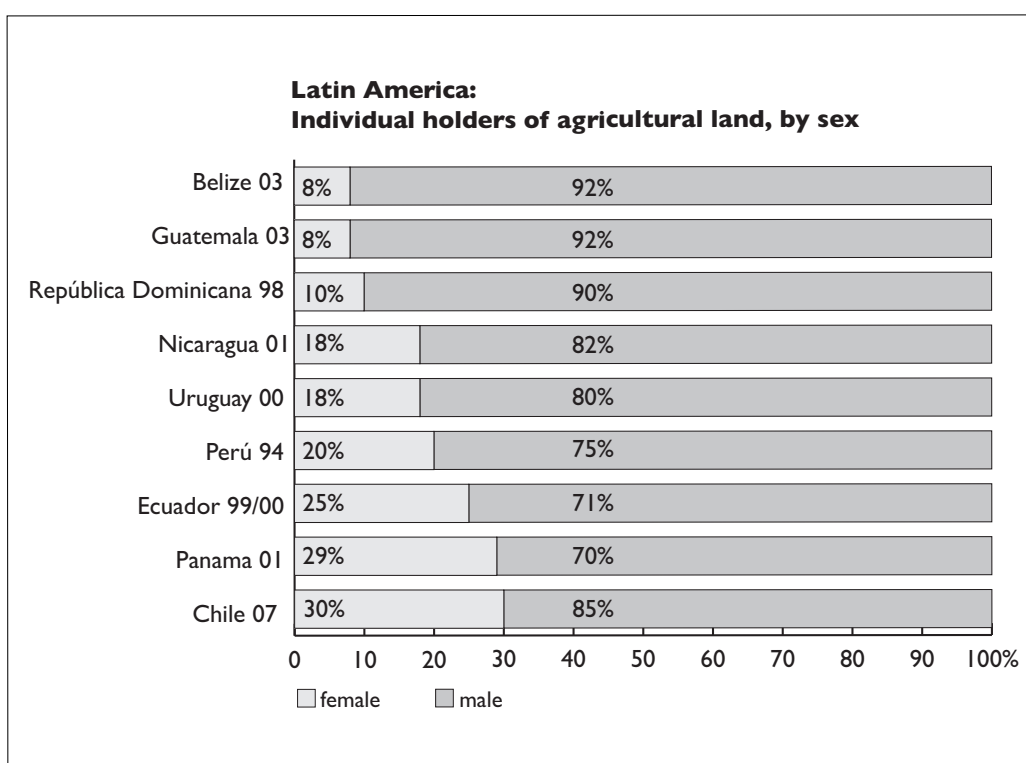
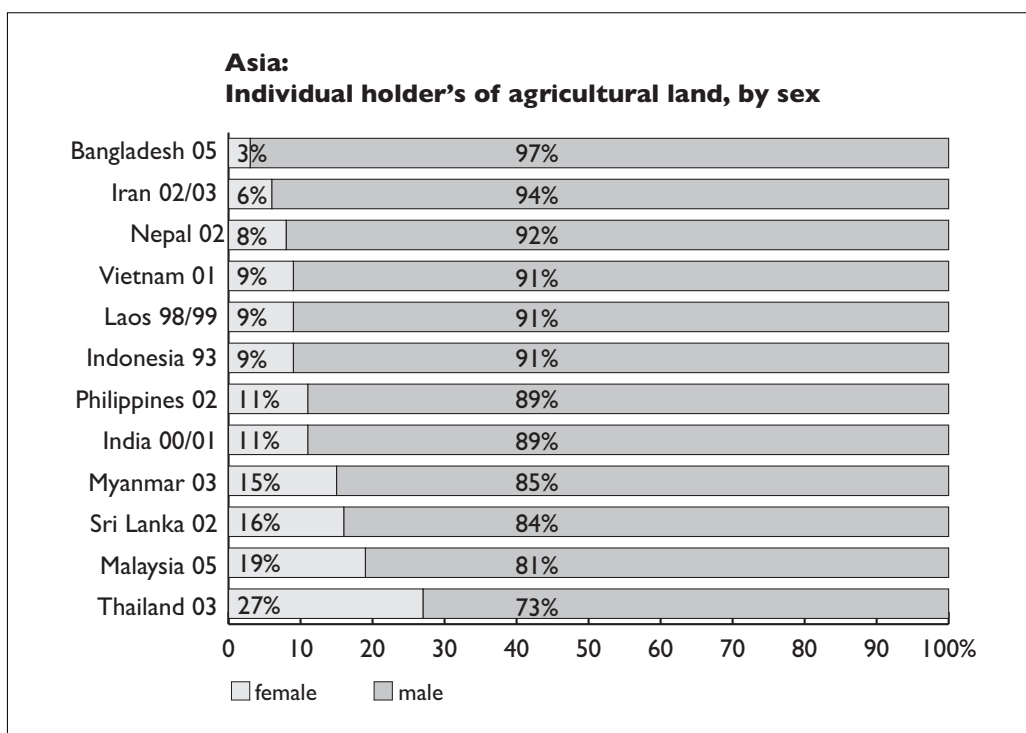
<sup>7</sup> The same applies at the individual level, that is to say, the obstacles facing women are greater than those facing men.

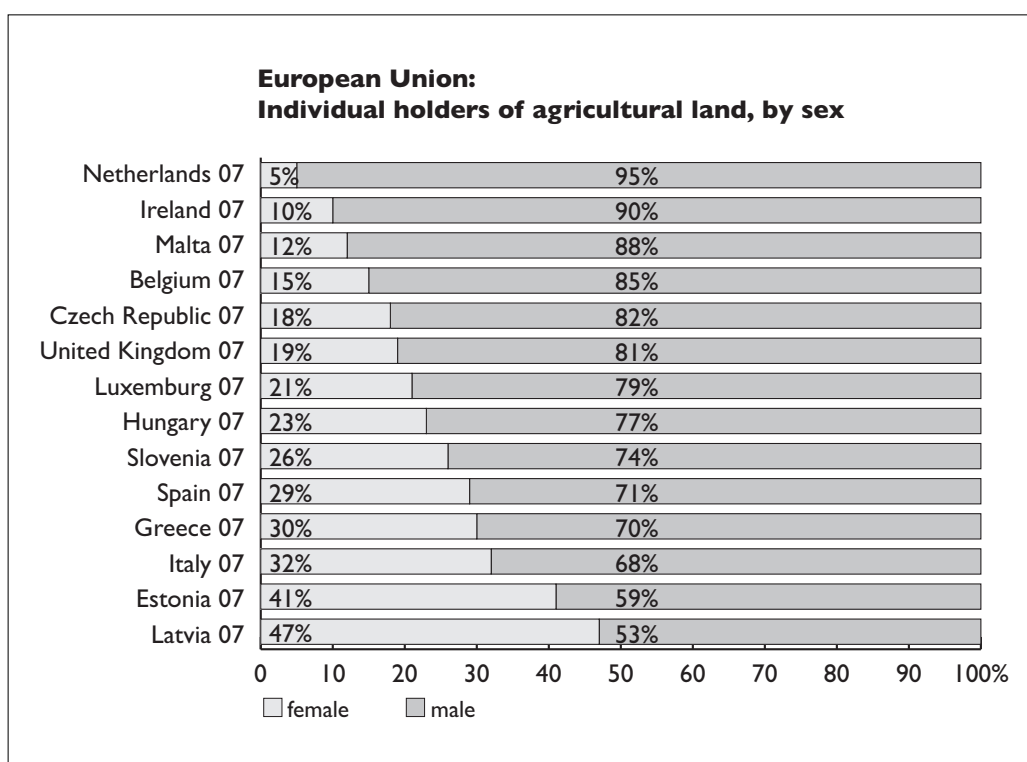
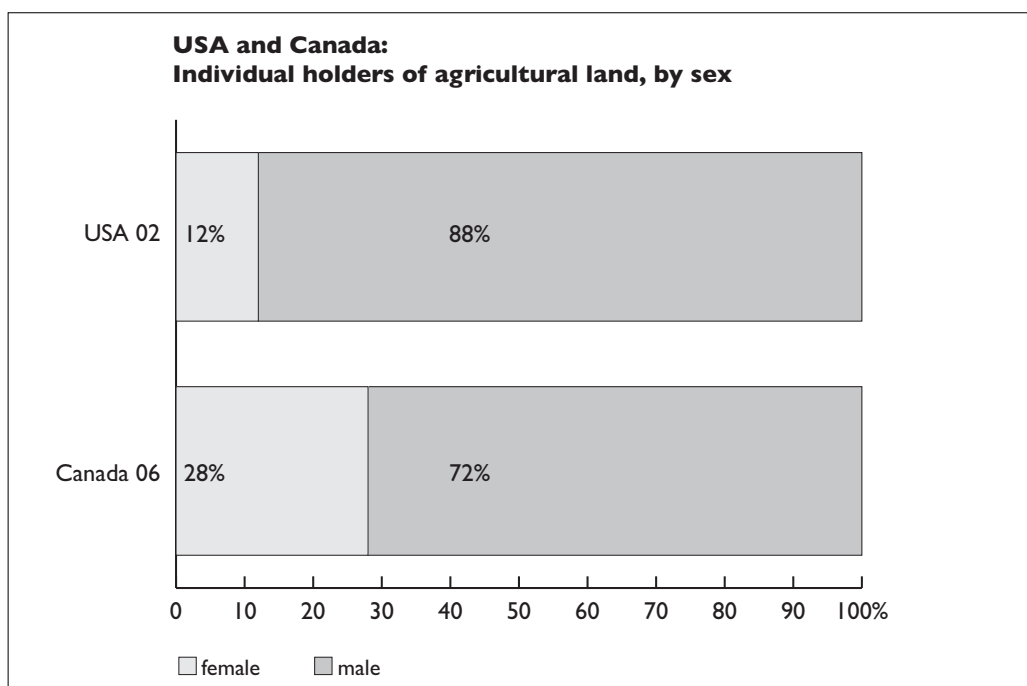
Graph 9: Land tenure by gender in selected countries of Latin America, Africa Asia, Europe



Various case studies also show that women own less land holdings, and that the holdings they own are smaller in size and of poorer quality. Limited access to other resources (water, fertilisers and tools, credit and microcredit, or other services, such as extension and information) are further factors that hold women back in their attempts to respond to price increases, and have a negative impact on women's productivity. For example, women only benefit from about 5% of extension services provided worldwide. It is estimated that African women receive less than 10% of the credit provided to smallholders, and barely 1% of the credit granted to the agriculture sector (IFAD 2003).







Source: FAO, Gender and land rights data base

Gender imbalances in access to resources have persisted throughout history. Women's lack of access to land was one of the factors which explains their disproportionate suffering as a consequence of the crisis, as the loss of welfare of their households translated into increased hunger levels. The food price crisis demonstrated how gender inequalities are linked to society's increased vulnerability to shocks. If countries are serious about reaching their goals of reduction of poverty and hunger, that is MDG 1, they need to be equally serious about reducing gender inequality in access to productive resources.

### **The financial crisis and global hunger**

When international food prices began to fall in mid 2008, the world's attention was gripped by the news of an impending new crisis. The collapse of the sub-prime mortgage market in the United States of America in 2007 rapidly gave rise to a global financial crisis. Its effects on the real economy, firstly in developed countries and then in the developing world, began to emerge clearly in the final quarter of 2008, despite measures adopted by governments and private multilateral organisations.

The effects of the financial crisis were transmitted swiftly, through strong links between every country and region of the world, and between different sectors and components of the global economy. Due to the increasing inter-connectedness of the world, the developing economies are more vulnerable to external shocks of this sort than they were 20 years ago.

Although the financial crisis and the food crisis had different causes, those causes were interrelated and influenced each other. For example, research has shown that because of the volatility of global finances caused by the sub-prime crisis, speculators redirected their portfolios to the food commodity futures markets, thereby increasing the pressure that was already driving food prices upwards (UNCTAD 2009). On the other hand, inflation and macroeconomic imbalances, caused by higher food prices, led numerous governments to adopt financial and monetary policies to stave off the effects of the crisis (von Braun 2008c)<sup>8</sup>. In the

<sup>8</sup> According to IFPRI, the price increases were responsible to a large extent for the general rate of inflation between 2007 and 2008; in 27 of the 31 countries with a large malnourished population the average food-related inflation rate was significantly higher than the average general inflation rate.

same way, the financial and economic crisis appears to have made a major contribution to the rapid fall in international food prices from May 2008 onwards, which, while helping food importing countries, had a negative impact on food exporting countries. Coupled with increasing credit restrictions and slower economic activity, this situation could be a disincentive to future investment by agricultural producers, creating ideal conditions for a new food crisis.

### ***The impact of the economic and financial crisis on food security from the point of view of households***

The financial and economic crisis is spreading rapidly throughout the developing world. One of the main ways in which the decline in economic activity is being passed on to households is through a contraction of the labour market. ILO estimates that as a result of the crisis, at least 50 million more people in the world will be unemployed. An increase in unemployment has different repercussions according to social, economic, demographic characteristics (gender of household head, size of the household, number of dependents and working members of the household, employment sectors, etc.). For example, members of the poorest households are usually the ones most seriously affected because they are concentrated in the informal sector, which means that they are not only poorly paid but they also lack any guarantees of social protection. This situation is particularly risky in the case of households with only a few, or indeed only one, economically active members (Kacef 2009). Within these groups, poor women in general, and households headed by women in particular, are in an extremely fragile situation because they are overrepresented in irregular or casual poor quality employment (ILO 2003; 2008). This vulnerability is further heightened by the fact that some of the sectors that have employed high percentages of women workers in the past few decades, such as export-oriented industries (textiles, garments, agri-food, flowers and fruit) have been particularly affected by the crisis (see table 12).

Table 3: Women's participation in export-oriented sectors struck by the global economic crisis

<b>Export-oriented manufactures</b>		
<b>Country</b>	<b>Sector</b>	<b>% of Female Labour</b>
Malaysia	Textiles	78%
Bangladesh	Textiles	85%
Philippines	Electronics	more than 50%

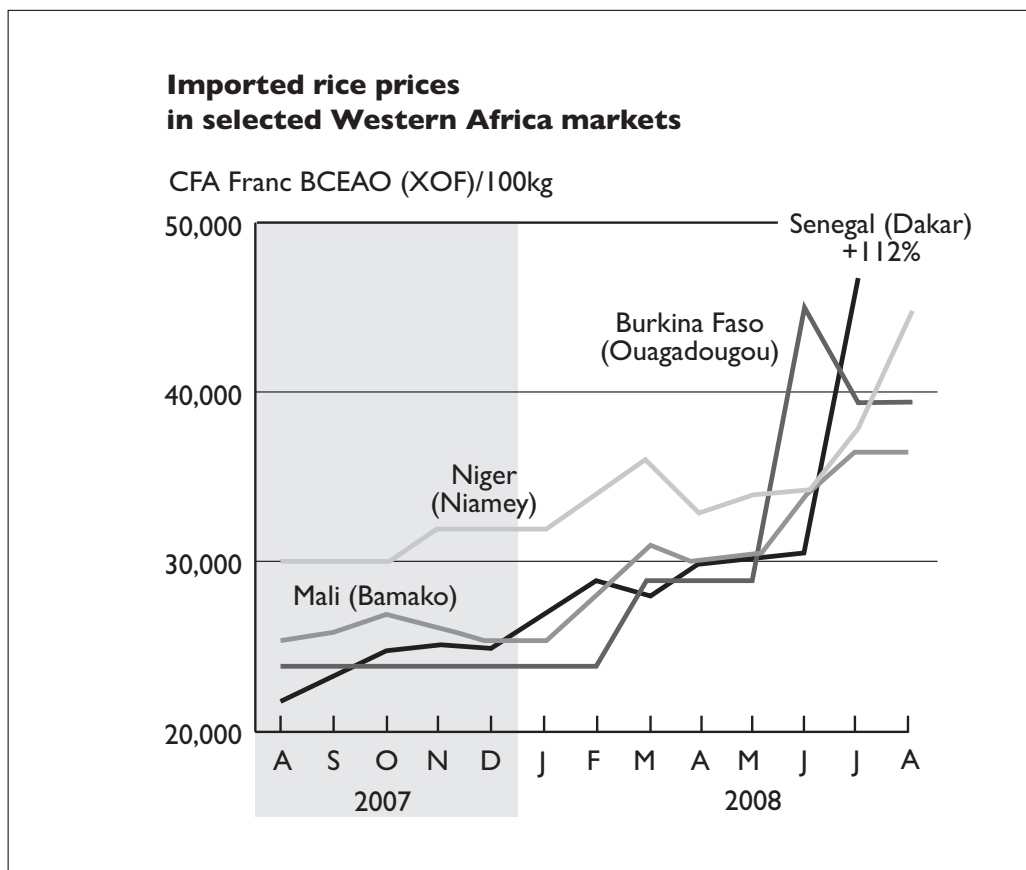
  

<b>High-value export agriculture products</b>		
<b>Country</b>	<b>Sector</b>	<b>% of Female Labour</b>
Uganda	Flowers	85%
Ecuador	Flowers	70%
Thailand	Fruits	80%

Source: World Bank (2008a)

In the floriculture sector, for example, 85% of the workers on flower farms in the United Republic of Tanzania are casual workers taken on mainly for sowing, harvesting grading. [...] In Uganda, an average of 85% of the commercial flower producers are women, and almost all are casual labourers. [...] In Kenya, [...] almost 70% of the 12 000 workers on flower farms are women and about 85% of these are casual workers [...]. The same patterns also exist in Latin American horticulture industries. For example, in Chile more than 85% of people employed in flower-growing are temporary workers and over 50% are women (ILO 2003, 15).

The loss of jobs directly affects the welfare of households by reducing disposable incomes at a time when households are suffering from the compounded effects of the financial and food price crises. High food prices created significant welfare losses for millions of poor households, and despite the decline in international prices from the record levels reached in May 2008, food prices in many developing countries remained high. In many cases, domestic prices remained high or declined less than international market prices (FAO 2009c). According to FAO (2009a), domestic food prices in April 2009 were on average 24% higher, in real terms, than two years earlier (see graph 13).

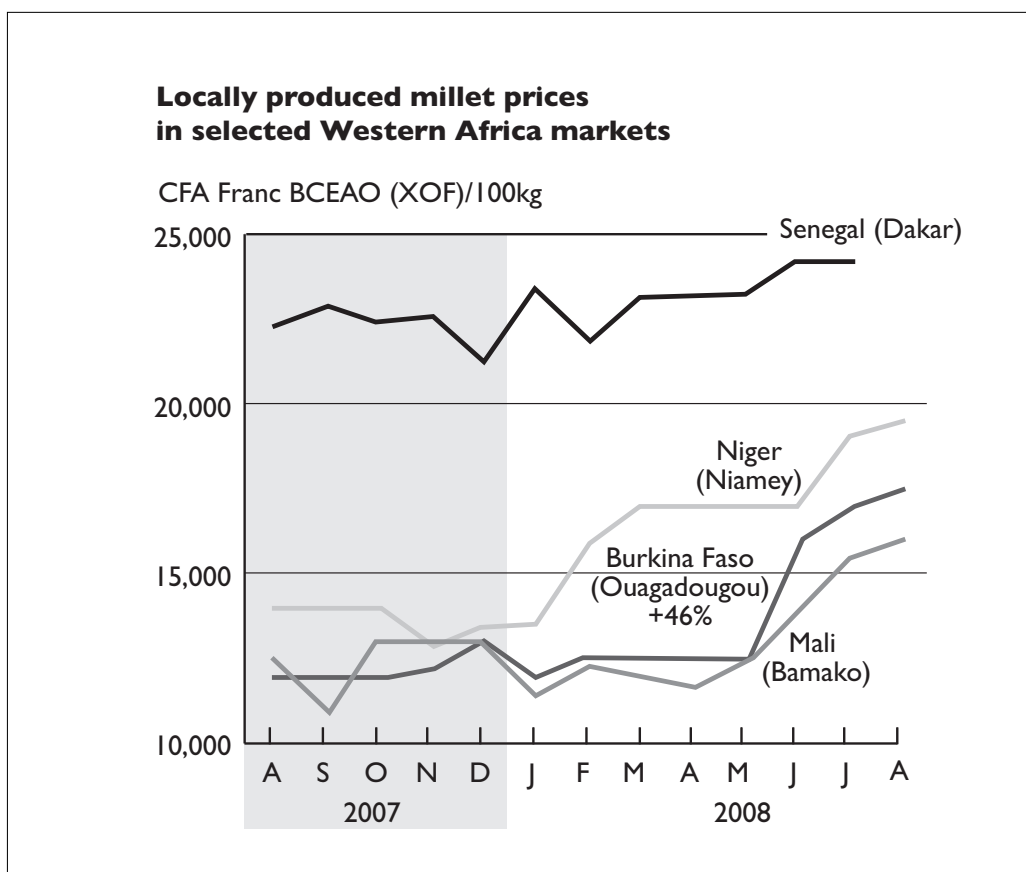
**Graph 10a: Food prices still high in domestic markets**

Source: FAO

The poorest households, which devote a high percentage of their income on food, have not yet been able to regain the purchasing power they had before the food price crisis, and are thus in a particularly vulnerable position to deal with any additional external shock.

In this context, it is highly likely that the households that were worst hit by food price increases, and who depend on the market to meet their basic needs, such as landless households, the urban poor and households headed by women, will be those suffering most from the effects of the financial and economic crisis. These populations have little (or no) margin to protect themselves, and their ability to adapt is extremely limited because they have no savings, no assets, no insurance, no unemployment benefits and very often not enough food.

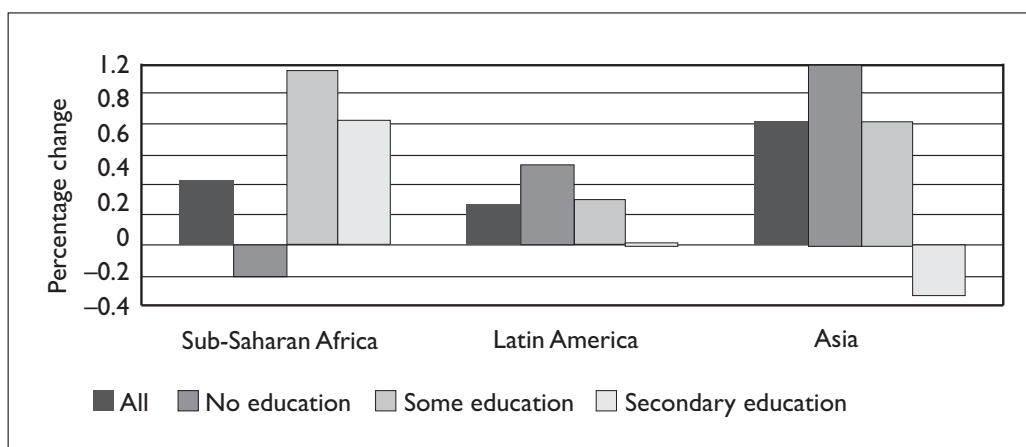
**Graph 10b: Food prices still high in domestic markets**



Source: FAO

When households are faced with a decline in disposable income as a result of job loss and/or reduction in wage, falling remittances and high food prices, they will look for new options to try to offset income loss, in a context where employment options are limited and where precarious employment will probably grow worse. Evidence from other crises has shown that women’s participation in the labour market tends to increase, particularly in the lowest quintiles where women have lower educational levels.

Graph 11: Increase in female labour force participation rates, by education level, as a result of a 10-percent decline in GDP per capita



A study of the effects of Chile's economic crisis in the early 1980s on the domestic labour market showed that in all three socio-economic groups (destitute, poor and non-poor), women significantly increased their participation in the labour force during the crisis. The highest increase was among the extremely poor women. In the year following the crisis, the non-poor and poor women had remained in the labour force, but the extremely poor women strongly reduced their participation. This can be explained by the greater difficulties of poorer women to find jobs as well as the greater difficulties to reconcile their reproductive activities with wage labour. Therefore, once the crisis has passed, many leave the labour market, probably to devote themselves to their children whom they have had to neglect because of the economic emergency (Pollack 1992). Other surveys show that during the 1994 crisis in Mexico, child mortality rates rose very steeply in areas where women's employment increased (FAO 2009d).

In the absence of safety nets or social protection to buffer the effects of the crisis, millions of households will have no alternative but to take decisions that will have irreversible consequences on their future development: to sell their meagre assets, reduce the quantity and quality of food they consume, and/or sacrifice expenditure on education and healthcare for household members (UNICEF 2009, 7). The most vulnerable households will probably have to cut down on the

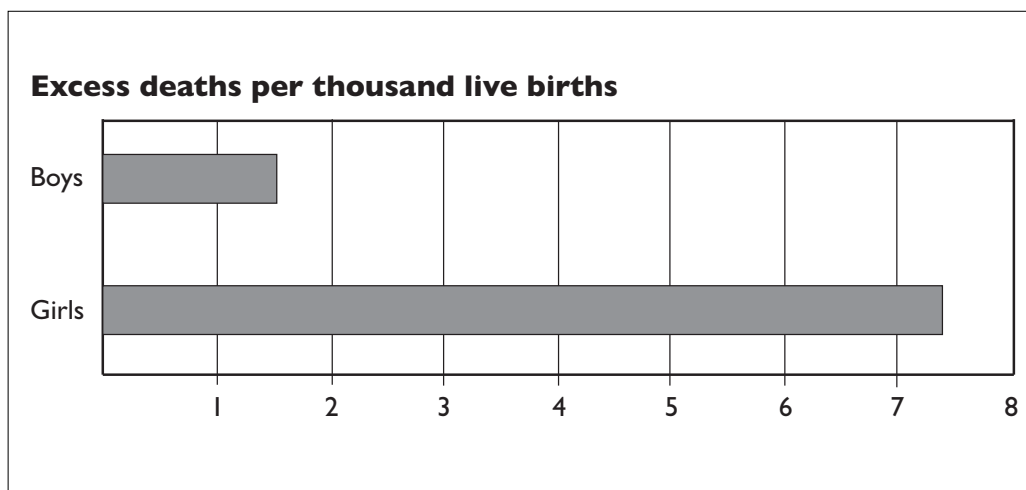


amount of food eaten at each meal, reduce the number of meals, change the composition of meals in favour of high calorie food (such as grains) and reduce high protein foods, thereby aggravating the nutritional problems that they are normally tend to experience.

In the economic crisis in Cameroon in the 1990s, while malnutrition among children under the age of 3 in the lowest quintiles rose by 7-8 percentage points, it fell by 2-3% in the less poor quintiles. During the droughts in Zimbabwe in the mid-1990s, children in the poorest households suffered the greatest losses in terms of rate of growth. Years later, those children had grown proportionately less than other less poor children. This is particularly worrying as there is evidence that a decline in children's weight is associated with a decline in their physical and intellectual capabilities, affecting their future development potential (FAO 2009d). Worse still, according to World Bank estimates, the financial and economic crisis will cause between 200 000 and 400 000 additional deaths among newborns every year in the period 2009-2015, meaning 1.4 million to 2.8 million more newborn deaths, should the crisis persists.

Evidence from earlier crises also shows that it is girl babies and women that suffer the greatest harm in terms of food security, health and education. During the 1997-98 Indonesian drought and financial crisis, the response of mothers of poor families was to reduce their own consumption of dietary energy to be able to better feed their children, which led to an increase in maternal malnutrition. Households reduced their purchases of more high-protein foods in order to buy their main staple, rice, which increased the prevalence of anaemia in both mothers and their children. These effects were particularly serious in the case of children conceived and weaned during the crisis (FAO 2009d). Studies have shown that the effect of a negative shock has repercussions that are five times more serious on the mortality rate of baby girls than baby boys (see graph 15).

Graph 12: Increase in infant mortality above the non-crisis baseline during large economic shocks by gender



The costs of chronic hunger are huge, both in human and in economic terms. An insufficient or permanently inadequate diet exacerbates the micronutrient deficiencies of the poorest populations, which has huge negative effects on nutrition and health – such as impaired cognitive development, lesser resistance to illness, and higher risks of complications for expectant mothers. Given that adequate nutrition is essential for the physical and intellectual development of children, as well as for the productivity and income-generation capacity of adults, the adverse repercussions of the economic crisis will be felt beyond the short term and in many cases they will be felt more by girls and women than by boys and men.

### Conclusions and policy options<sup>9</sup>

There is sufficient food in the world to feed everyone; world hunger is mainly related to the inequitable distribution of available food worldwide, and to the difficulties of the most marginalised sections of society in gaining access to food. Most of the millions of people suffering from hunger live in the rural areas of developing countries, are directly or indirectly dependent on agriculture for their survival, but have neither the resources to produce food nor the income to buy it. Agricul-

<sup>9</sup> This is based on the twin component proposal designed by FAO, IFAD and WFP.

ture and rural development therefore play a vital role in combating hunger and malnutrition.

Yet for more than two decades, national and international policymakers have systematically ignored the importance of the rural sector and agricultural development as a driving force of economic development. Government policies, public expenditure and public and private investment have given pride of place to urban and industrial development, and more recently to the service industries. As a result of this neglect, agriculture has undergone a process of disinvestment which is slowly eroding both its productivity and its production capacity, and which has contributed to plunging rural populations into deep poverty.

Against this background, the food price crisis and the overlapping financial and economic crisis have only exacerbated the impact of the long-standing structural inequalities that create deep vulnerability in societies. There is ample evidence, across the decades, that investing in agriculture reduces the number and proportion of hungry people. The first policy option is therefore to substantially increase domestic investment and international development assistance in agriculture in poor countries. This will have the effect of reducing poverty, as the poor living in rural areas depend on agriculture for their survival.

The fact that women have less access to land and other productive resources in both developed and developing countries has not triggered any major policy responses. Yet the recent crises show that gender differences in this regard create vulnerability, not only to individual households but also to society as a whole, jeopardising its capacity to address crises and shocks and leading to even higher levels of poverty and food insecurity. The problem of hunger cannot be resolved unless these structural features are taken into account and included in policies. Measures have to be taken to guarantee more equitable access by men and women to productive resources, particularly land, but also water, farm inputs, information services, education, agricultural extension, technologies and markets. Agrarian reform policies, as well as all agricultural and rural development policies, must take account of gender equality aspects, not only to prevent discrimination and the violation of human rights, but also as an effective way to improve performance and achieve their objectives.

In the short term, direct measures are needed to improve the access to food of all those who have been plunged into extreme

poverty and who have seen an erosion of their ability to produce and generate income. Such measures include cash transfers, distributing food to rural and urban consumers, distributing seed and basic inputs to producers living in emergency situations, and establishing or improving these or other social protection and security safety nets. These programmes must target those suffering the most from the highest level of structural and contingent vulnerability, the urban and rural households who are net food buyers, and poor households headed by women both in urban and rural areas.

In the medium and long term, the capacity of the agriculture sector must be strengthened by adopting measures to raise productivity, bearing in mind constraints on smallholder producers (both men and women) with regard to access to land and water, technology, markets, infrastructure, extension and credit. This process must be built on a broad-based and participatory agricultural and rural development model, taking due account of the needs, interests and specific problems of men and women.

These initiatives and policies must make it possible to improve production potential, employment and income, not only to resolve current crises and prevent them from re-occurring, but also to create the conditions to be able to deal with the major challenges that are likely to emerge in the near future, such as feeding a world population expected by UN estimates to exceed 9 billion in 2050, against a background of major social, economic and demographic changes, increasingly scarce availability of land and water, and greater hazards associated with climate change.

## References

- Blackden, C. M. and C. Bhanu. 1999. Gender, growth, and poverty reduction: Special program of assistance for Africa. *1998 Status report on poverty in Sub-Saharan Africa*. Technical Document 428. Washington, D. C.: World Bank.
- Bordia Das, M. 2006. *Do traditional axes of exclusion affect labour market outcomes in India?* Paper N° 97. Social development papers. South Asia Series.
- Braun (von), J. 2008a. *High food prices: The what, who, and how of proposed policy actions*. Policy Brief. Washington D. C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- . 2008b. Rising world food prices: How to address the problem? *Bridges*. 12(3). Center for Trade and Sustainable Development. Downloadable from <http://ictsd.net/downloads/2009/03/bridges12-3.pdf>.

- . 2008c. *Food and financial crises. Implications of agriculture and the poor*. Washington D. C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Diouf, J. 2009. Speech. Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, and Vice-Chair of the High-Level Task Force on the Global Food Security Crisis, Madrid, 26-27 January, 2009.
- Diouf, J. 2008. Speech. High-level conference on *World food security: The challenges of climate change and bioenergy*, June.
- FAO, IFAD, ILO. 2010. *Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty. Status, trends and gaps*. Rome: FAO.
- FAO. 2009a. *High food prices and the food crisis. Experiences and lessons learned*. Rome: FAO.
- FAO. 2009b. The market and food security implications of the development of bio-fuel production. Committee on commodity problems. 67<sup>th</sup> Session. Rome 20-22 April.
- FAO. 2009c. *Food Outlook*. April.
- FAO. 2009d. *Economic crises and food security: Impacts and lessons learned. State of food insecurity 2009*. Rome: FAO.
- FAO. 2008a. *Soaring food prices: Facts, perspectives, impacts and actions required*. High-level conference on world food security. The challenges of climate change and bioenergy. Rome, 3-5 June.
- FAO. 2008b. *Food Outlook*. November. Rome: FAO.
- FAO. 2008c. *Food insecurity in the world. 2008. High food prices and food security – threats and opportunities*. FAO: Rome.
- FAO. 2000. *The state of food and agriculture, lessons from the past 50 years*. Rome: FAO.
- Haan (de), A. and M. Lipton. 1997. Population, consumption and human development. Background paper for the 1998 Human Development Report. Downloadable from [hdr.undp.org/en/reports/global/hdr1998/papers/LIPTON-Michael\\_PopulationConsumption.pdf](http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr1998/papers/LIPTON-Michael_PopulationConsumption.pdf)
- IFAD. 2003. Women as a locomotive force for change. Thematic document. Rome.
- ILO. 2008. *Promotion of rural employment for poverty reduction*. Report to the International Labour Conference, 97<sup>th</sup> Session. Geneva: ILO.
- ILO. 2003. Decent work in agriculture. International workers' symposium on decent work in agriculture. Geneva, 15-18 September. Downloadable from [www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/techmeet/iwsdwa\\_03/iwsdwa-r.pdf](http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/techmeet/iwsdwa_03/iwsdwa-r.pdf)
- Kacef, O. 2009. El impacto de la crisis internacional sobre la pobreza y la equidad en América Latina. Artículo de opinión. *Eurosocial Fiscalización*. <http://www.eurosocialfiscal.org/uploads/documentos/4a6fa0b9b11699c475d1a31e560bcaef.pdf>
- Pollack, M. 1992. Los grupos vulnerables del mercado de trabajo. Los casos de Chile y Paraguay. In *Género y Mercado de Trabajo en América Latina. Procesos y Dilemas*. (Ed.) C. López, M. Pollack y M. Villarreal. Santiago de Chile : PREALC, OIT.
- Quisumbing, A. R., L. Haddad and C. Peña. 1995. *Gender and poverty*. FCND discussion papers 9, International Food Policy Research Institute (IFPRI). Downloadable from <http://ideas.repec.org/p/fpr/fcnddp/9.html>

- Robles, M., M. Torero and J. von Braun. 2009. *When speculation matters*. International Food Policy Research Institute. IFPRI Sustainable solutions for ending hunger and poverty. Supported by the CGIAR Issue Brief 57.
- Ruiz-Arranz, M., B. Davis, M. Stampini, P. Winters, S. Handa. 2002. *More calories or more diversity? An econometric evaluation of the impact of the PROGRESA and PRO-CAMPO transfer programmes on food security in rural Mexico*. Rome: FAO. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae028e/ae028e00.pdf>
- UNCTAD. 2009. *The global economic crisis: Systemic failures and multilateral remedies*. Report by the UNCTAD Secretariat task force on systemic issues and economic cooperation. New York and Geneva: United Nations.
- UNICEF. 2009. *A matter of magnitude. The impact of the economic crisis on women and children in South Asia*. New York: UNICEF. [http://www.unicef.org/rosa/Latest\\_Matter\\_of\\_magnitude.pdf](http://www.unicef.org/rosa/Latest_Matter_of_magnitude.pdf)
- World Bank. 2008a. *Guidance for responses from the human development sector to rising food and fuel prices*. Washington, D. C.: World Bank. Downloadable from [http://siteresources.worldbank.org/SAFETYNETSANDTRANSFERS/Resources/HDNFoodandFuel\\_Final.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SAFETYNETSANDTRANSFERS/Resources/HDNFoodandFuel_Final.pdf)
- World Bank. 2008b. *World Development Report. Agriculture for Development*. Washington, D. C.: World Bank. Downloadable from [http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR\\_00\\_book.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf)

# **Sahel : sécheresses, crises alimentaires et déféminisation des systèmes agraires**

**Marie Monimart**

La présente communication s'appuie sur divers travaux sur les questions de genre conduits en Afrique subsaharienne depuis les années 1980, et plus précisément au Mali et au Niger (avec Marthe Doka-Diarra) sur la période 2002-2010. Ces 30 années ont été jalonnées de sécheresses, de crises alimentaires, de coups d'État... Elles ont aussi vu se développer la décentralisation, le multipartisme, la société civile, de nouvelles politiques agricoles: la Loi d'orientation agricole au Mali, le Code rural au Niger – qui a adopté en 2010 une nouvelle loi pastorale. Néanmoins, on le sait, les codes de la famille sont en panne: il le sont depuis longtemps au Niger, et, l'an dernier, le Mali a marqué un brutal coup d'arrêt dans la dernière ligne droite. Les inégalités de genre persistent bien que les indicateurs en matière de santé et d'éducation définis par les Objectifs du millénaire cli-gnotent au vert (de manière parfois un peu artificielle). Mais la question des changements des rapports de genre au sein de systèmes agraires en pleine mutation dans des pays encore ruraux à près de 80% ne suscite toujours pas grand intérêt – politiciens, développeurs, responsables d'organisations paysannes, et même chercheurs. Et pourtant... il se passe des choses, consternantes ou revigorantes. La paysannerie sahélienne – agriculteurs, agropasteurs, pasteurs mobiles – évolue, et vite! Ces changements, prévisibles ou imprévisibles, et leurs impacts sur l'alimentation des familles rurales sahéliennes sont au centre de cette communication.

Monimart, M. 2011. Sahel : sécheresses, crises alimentaires et déféminisation des systèmes agraires. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 133-151. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

## **Des systèmes de production agricoles déstabilisés**

Au Niger, la complémentarité des systèmes de production agricole et pastorale a longtemps permis, à travers les échanges entre sédentaires et pasteurs mobiles, une optimisation de la production et un équilibre nutritionnel. L'espace traditionnel s'est développé par la mise en valeur agricole par des familles, sous l'autorité du chef de clan ou de famille qui dirige le défrichage et la création d'un point d'eau. La disponibilité de terres vacantes (brousse) a longtemps préservé le mode de fonctionnement de ce système de production agricole.

En milieu haoussa, le *gandu* constitue l'unité d'exploitation agricole collective: c'est un bien collectif, un patrimoine confié au patriarche qui gère la production pour la satisfaction des besoins de tous. Outre les champs collectifs, travaillés par tous les actifs agricoles, des champs individuels ou *gamana* sont affectés aux femmes mariées et aux dépendants (comme les jeunes hommes). Ils sont mis en valeur simultanément selon un calendrier qui octroie deux à trois journées par semaine aux travaux dans les champs individuels. Le *gandu*, unité d'exploitation, est lui-même sous le contrôle des membres du *gida* qui est l'unité sociale de base en pays haoussa: un enclos dans lequel peuvent habiter soit un homme marié, soit plusieurs hommes mariés, chacun avec son propre ménage. Dans le dernier cas c'est une grande famille, et le *mai gida* (chef de famille) est normalement l'homme le plus âgé. La hiérarchie familiale est sous domination masculine.

## **Saturation de l'espace, fragmentation de la famille et des champs**

Dès 1982, Sutter a souligné que la grande famille tendait à éclater en familles restreintes lorsque les revenus non agricoles deviennent plus importants ou que le *mai gida* ne peut pas faire face aux besoins monétaires de la famille ou encore qu'il ne dispose que d'une petite exploitation. Cependant, jusque dans les années 1980, la grande famille constituait l'idéal et le modèle prépondérant de regroupement familial (Diarra-Doka 2000). La grande sécheresse de 1984 a constitué un épisode décisif dans la remise en cause de ce modèle, mais des transitions anciennes étaient déjà à l'œuvre.



Tu vends ton champ parce que tu ne peux pas regarder ta famille et tes enfants avoir faim; tant que tu as de la terre, tu vends. Quand tout est vendu, on s'en va, il n'y a plus de réserves. Ici, personne n'est nourri par son champ. (Sherkin Hausa, mars 2007)

### **Individualisation de la propriété de la terre: l'exclusion des femmes et des jeunes**

Les processus d'éclatement des exploitations agricoles ont engendré un changement progressif mais fondamental dans la gestion traditionnelle du *gandu*: l'individualisation de la propriété de la terre. Cette première phase d'appropriation individuelle a écarté les femmes mais elle leur conservait généralement leur droit d'usage à travers la pratique du *gamana*. Tant que ce droit d'usage était garanti, le besoin de disposer de terre personnelle ne s'est jamais imposé aux jeunes dépendants et aux femmes. Ainsi la réduction drastique des parcelles et des exploitations s'est enracinée par l'individualisation de l'héritage et en fonction de la pression démographique: Issaka (2000) mentionne une superficie moyenne des champs de 0,73 ha à Jiratawa, alors qu'elle varie de 2,5 ha à plus de 10 ha à Sherkin Hausa et de 4 ha à 20 ha à Dan Kullu. Lorsque les rendements plafonnent – voire régressent – à 500 kilos à l'hectare, on peut mesurer la gravité du phénomène.

Avec l'héritage individuel, la terre a pris une valeur marchande, elle se gage, se loue, se vend et s'achète. L'héritage et, bien entendu, l'achat et le gage sont des modes d'acquisition de terres réservées aux ménages les moins vulnérables du fait de leur plus grande disponibilité foncière et financière. L'achat est aujourd'hui ouvert à tous, notamment à des commerçants et fonctionnaires allochtones. La location est le principal mode d'accès à la terre des ménages et des femmes vulnérables, comme l'emprunt (prêt) est celui des ménages et des femmes extrêmement vulnérables qui ne peuvent pas louer un champ. Mais les prêts se font de plus en plus rares ou précaires, pénalisant les agriculteurs et agricultrices performants, tandis que les enregistrements des transactions foncières montrent une hausse constante des prix des champs.

Les arbres eux aussi ont pris une valeur croissante, souvent tarifée en fonction des revenus qu'ils apportent comme *Faidherbia albida* (*gao*) ou *Adansonia digitata* (baobab). La valorisation des arbres concerne aussi leurs sous-produits. Les femmes qui ont un *gamana* conservent l'usufruit de la production des arbres, c'est-à-dire les fruits, mais pas toujours celui de

produits à haute valeur ajoutée comme les feuilles de baobab : un sac de feuilles de baobab, utilisées notamment dans la préparation des sauces, se vend 1000 FCFA (soit 1,5 €) – une somme importante pour les paysans pauvres qui ne disposent pas d'un euro par jour. L'intérêt économique de l'arbre est devenu tel que le champ et les arbres qu'il porte sont traités différemment dans le prêt, la location et le gage : ils peuvent être coupés par le propriétaire, ou revendus séparément à l'acquéreur du champ ou à une tierce personne – voire hérités. La tendance est à une emprise croissante des propriétaires du terrain sur les ressources naturelles de leur champ : aussi les plus démunis – les femmes en première ligne – subissent une double exclusion, et de la terre et de ses ressources, et leur vulnérabilité alimentaire s'en aggrave d'autant.

### **Ampleur des exclusions étroitement corrélée à l'intensité de la pression foncière**

La conséquence la plus évidente de ces mutations dans l'accès à la terre et à ses ressources est une différenciation sociale accrue et accélérée entre « riches » et « pauvres », entre « ayants droit » et « laissés pour compte ». L'exclusion des jeunes et des femmes est en cours, à des stades variables, en fonction du degré de pression foncière beaucoup plus marqué au sud qu'au nord mais aussi du degré de vulnérabilité sociale.

L'accroissement du nombre des ménages au sein des grandes familles, l'impossibilité de coloniser de nouvelles terres, la baisse des rendements agricoles, la monétarisation croissante des échanges ont engendré dès 1970 un début de partage des terres agricoles au décès du chef de famille. Dans les petites exploitations, les terres sont partagées entre les ayants droit à l'exclusion des femmes, évincées de l'héritage foncier au nom du principe de virilocalité (la femme mariée ne réside plus dans son groupe d'origine mais dans le groupe de son époux).

D'autres formes de partage foncier comme le don ou la donation existent. Le chef d'exploitation donne de son vivant des champs à ses enfants. Au décès du *mai gandu* la terre restante devra être partagée entre les enfants mâles qui n'ont pas reçu de donation, y compris ceux qui sont conçus et pas encore nés. Ses femmes gardent leur *gamana* à titre de part d'héritage. Ses filles, parties ou supposées partir chez leur époux, devront exercer leur droit d'usage dans leur belle-famille à travers l'accès au *gamana*, qu'elles pourront à leur tour s'approprier (héritage) au décès de leur époux.

Paradoxalement, c'est dans les zones de plus forte pression foncière, où progresse un islamisme fondamentaliste largement importé du nord Nigeria voisin, que les femmes réclament de plus en plus souvent leur part de champ en héritage et obtiennent gain de cause; des remises en cause de partages effectués depuis plus de trente années ont permis à des femmes ou plutôt à leurs enfants d'obtenir leur part de champ. Les conflits fonciers familiaux revêtent une telle importance que la tendance qui se dessine actuellement est plutôt un partage des terres selon la loi islamique qui octroie une demi-part aux filles. Cette pratique est systématique dans les zones sud du pays où, du fait de l'exiguïté des surfaces à partager lors de l'héritage, la terre est le plus souvent vendue et la somme partagée entre les ayants droit selon la loi coranique, avec pour résultat une génération de femmes et de jeunes sans terre ou avec très peu de terre.

### **Exclusion radicale : la claustration des champs ou *kublin gona***

L'origine de la pratique du *kubli* est religieuse (islamique): il s'agit d'une mise en claustration des femmes qui consiste, suite à une décision du mari et à un consentement parfois «obligé» de la femme, à réduire sa mobilité; une femme en claustration ne quitte jamais son domicile en plein jour; elle peut sortir le soir sur autorisation de son époux et accompagnée d'une autre personne. Le mari se doit en retour de prendre en charge la totalité de ses besoins: traditionnellement, le *kubli* était donc pratiqué par les familles nanties. En revanche, la pratique du *kublin gona* – ou interdiction de sortir travailler aux champs – est récente (une vingtaine d'années à peine). Cet interdit est né de l'insuffisance des terres agricoles qui se traduit par l'expulsion de la main-d'œuvre féminine des travaux du *gandu* et, dans une seconde étape, de tous les travaux champêtres; de ce fait, la femme perd aussi son *gamana*.

Seules les «grandes femmes» cultivent ici, mais des champs de plus en plus petits, qui ne rapportent même pas 5 bottes. Les «petites femmes» n'ont pas du tout de champ. [Alors s'agit-il du *koublin gona*?] Si, en fait, on fait comme ça ici! Tu ne vas pas aux champs, le mari t'achète des pagnes en faux tissu qui durent des années; tu ne vas plus aux champs, mais tes autres besoins ne sont pas couverts et tu meurs de chaleur à la maison dans tes pagnes en nylon. Tu peux aller au puits, ou lui apporter à

manger au champ ; ou encore il te met en claustration totale. Mais c'est une ruse ! On te demande de te reposer, mais c'est la peine qui commence pour toi, parce que les bénéfices de l'agriculture ne sont plus pour toi. C'est le repos de la misère ! C'est parce qu'il ne peut plus rien te donner que ton mari te met au repos ! (Femmes, Sharkin Hausa, 2006)

Si la déféminisation de l'agriculture est partout en cours en pays haoussa, elle ne connaît pas partout la même intensité. Elle est directement proportionnelle à la densité de population dans les sites étudiés : plus celle-ci est forte, plus l'éviction des femmes est importante, et ancienne.

### **Déféminisation de l'agriculture : une conséquence de la pression foncière et de la paupérisation**

La déféminisation de l'agriculture doit toutefois se lire à la fois sous l'angle de la pauvreté et sous l'angle de la richesse. En zone sud, elle ne touche pas les femmes des ménages les moins vulnérables qui gardent un bon niveau de contrôle de la production, lequel leur confère une position élevée. Pour ces femmes, la multiplication du nombre de paysans sans terre, un phénomène renforcé par la crise aiguë de 2005 qui a précipité la décapitalisation des plus vulnérables, offre la possibilité de recourir à de nouveaux modes d'accès comme l'achat et le gage, mais qui ne garantissent pas toujours leur sécurité foncière (nous avons documenté des cas patents de spoliation lors de l'inscription des transactions foncières au dossier rural). Le développement du droit positif pourrait constituer un nouveau mode de réclamation de terres agricoles pour les femmes, mais il ne semble pas encore effectif.

En zone nord, où le mode de vie est à dominante pastorale, cette déféminisation ne touche pas les femmes des ménages moins vulnérables qui ne pratiquaient pas l'agriculture et ne cherchent pas à exercer de contrôle sur une activité considérée comme aléatoire, plutôt secondaire, voire dégradante (naguère majoritairement pratiquée par les dominés). On y observerait plutôt une féminisation de l'agriculture, et une déféminisation de l'élevage. Ce sont les femmes des ménages les plus pauvres, ou appartenant aux classes sociales qualifiées de dominées ou castées, qui s'adonnent à l'agriculture, si elles le peuvent, et d'abord parce qu'elles n'ont plus de bétail. Nous venons même de constater (en avril 2010, en région de Diffa, dans l'est du Niger) le développement d'un phénomène de mise en claustration des femmes en milieu pastoral pour cause d'absence

de bétail. Les femmes qui possèdent encore du bétail sont libres de circuler pour s'occuper de leurs animaux, tandis que celles qui n'en ont pas – ou plus – sont assignées à résidence dans la concession, n'ayant plus aucune raison d'en sortir.

Il s'agit là de phénomènes inquiétants, parce que la mise en *kubli*, sous le manteau de la religion, n'est pas une stratégie porteuse de réponses positives, mais un cache-misère, qui ne trompe d'ailleurs pas grand monde. Déjà, dans le sud Maradi où elle a commencé à se développer, cette « stratégie » est remise en cause par les femmes elles-mêmes, les mères de ces jeunes femmes cloîtrées : se trouvant dans l'obligation de subvenir aux besoins de leurs filles mariées et de leurs enfants, dans la misère, elles font sortir leurs filles du *kubli* « en force », en les aidant à avoir accès à un champ. Les rapports de genre sont donc profondément affectés par les changements en cours, pour le meilleur et pour le pire.

Le droit coutumier privait certes les femmes de la propriété de la terre, et de la liberté de la transmettre à leurs héritiers fils ou filles, mais il était relativement équitable dans la mesure où il leur garantissait un accès à la ressource selon leurs besoins et leurs capacités de mise en valeur. Cette pratique est encore vivace là où la pression foncière est moindre, mais elle montre déjà des limites. Ce principe d'équité se voit remplacé par un accès à l'héritage inégal (selon le droit islamique) et un principe d'égalité totale du droit positif, mais qui n'est que rarement – voire jamais – appliqué en matière de foncier rural. La « tectonique » des trois droits ne joue pas en faveur des femmes.

### **Sans accès à la terre, quelle production agricole des femmes ?**

La production agricole des femmes est traditionnellement utilisée pour la satisfaction de leurs besoins, mais en cas de faible couverture alimentaire, cette production est consommée prioritairement dans le ménage ; ces situations deviennent de plus en plus fréquentes avec la récurrence des mauvaises campagnes agricoles. Les femmes qui accèdent encore au *gamana* cultivent le plus souvent une association de céréales, de légumineuses, et les fameux condiments, base des sauces et complément précieux de la diète (par exemple mil, sorgho, niébé et oseille). Néanmoins, les pénuries récurrentes de grain au niveau familial font que les femmes se voient contraintes de cultiver davantage de céréales de base

au détriment de leurs autres spéculations à haute valeur ajoutée – pécuniaire et nutritionnelle, comme oseille, niébé, arachide, sésame... Les arbres contenus dans les *gamana* sont la propriété des maris mais les femmes peuvent profiter de leurs produits (émondage, gousses, fruits). Ce sont les jeunes mariées d'aujourd'hui qui ne disposent plus de *gamana* du fait de l'exiguïté des *gandus*. En mars 2007, la tendance à l'éviction des jeunes femmes a été confirmée, même dans les zones de moindre pression foncière.

Ainsi, une première génération de femmes qui ne travaillent pas la terre est en train de se constituer. Le processus démarre avec l'existence d'un *gamana* de la femme qui est mis en valeur par son époux compte tenu de sa petite taille. L'exiguïté des champs rend la participation de la main-d'œuvre féminine accessoire, sauf lors de certains types de récolte comme celle des arachides (vannage au champ). Ce manque de contrôle de la production agricole marque le début de l'exclusion de l'accès à la terre. Plus au sud, à Jiratawa, on observe une seconde génération de femmes sans terre. Elles n'ont jamais pratiqué l'agriculture parce qu'elles n'ont pas eu la possibilité d'aider leurs mères, elles-mêmes déjà sans terre, dans leurs *gamana*. Elles ne savent même pas semer ! Ces femmes souvent très vulnérables sont de fait exclues de tout travail champêtre : la déféminisation de l'agriculture est devenue ici une réalité. En mars 2007, ce constat a été unanimement confirmé, avec une formule terrible : « L'agriculture n'est plus pour les femmes ici, elles ne savent plus travailler ». Alors on les cloître, « pour sauver la face ».

### **Gestion de la pénurie : quelle souveraineté alimentaire de la famille ?**

Tout ceci n'est pas sans conséquence sur la sécurité et la souveraineté alimentaire de la famille et permet de mieux comprendre pourquoi l'incidence de la malnutrition infantile apparaît beaucoup plus forte dans le sud de Maradi et Zinder, pourtant les greniers du pays. Les femmes ont en effet perdu successivement les denrées alimentaires et le pouvoir de décision que leur assurait une production individuelle, puis les bénéfices – souvent en nature (grain, arachides...) – qu'elles retiraient de leur participation aux travaux agricoles familiaux. Cette exclusion des champs a ainsi un impact direct sur leur marge de manœuvre dans l'alimentation de la famille et celle des enfants en particulier. La perte d'accès, concomitante,

aux feuilles de baobab et autres ressources à forte valeur ajoutée, et aux fruits et plantes spontanées qu'elles pouvaient cueillir dans une « brousse » qui n'existe plus, contribue à diminuer la qualité et la quantité du régime alimentaire de la famille : « Tous les fruits de la cueillette que les enfants mangent ont disparu ici » confirment les femmes de Jiratawa.

La gestion des greniers se trouve perturbée : la femme qui ne produit plus perd le contrôle de son ou de ses greniers (puisqu'ils sont vides). Elle dépend alors de la quantité de grain que lui concèdera son mari, pour elle et ses enfants, selon la récolte des champs familiaux (sur laquelle elle n'a plus aucun contrôle). De la fin des récoltes à la reprise des travaux champêtres, soit pendant une durée de six à huit mois, la majorité des hommes de quinze à quarante ans quittent le village pour partir en migration. Le chef de famille ferme le grenier familial après le partage des récoltes. Aux femmes de « se débrouiller » (le maître mot !) pour nourrir la famille avec ce qu'elles ont reçu, le produit de leur *gamana* – si elles en ont encore un ! – qui est stocké dans un grenier séparé, géré par la femme, et celui de leurs activités annexes. Selon la quantité stockée, le grenier familial ne sera rouvert qu'à la saison pluvieuse, pour assurer la force de travail pour la culture des champs. Parfois, il n'est ouvert qu'au deuxième sarclage, en juillet/août. Pas une femme n'osera demander de faire ouvrir ce grenier, même si les enfants et elle-même n'ont plus de grain à manger : ce serait « le mil de la honte », un stigmat social majeur entre coépouses et dans la communauté. On entrevoit le rôle majeur que peuvent jouer les banques cérésières bien gérées – un « maître grenier » qui protège les autres greniers. La bonne gestion de banques cérésières par des groupements de femmes en région de Maradi en est un des exemples.

La gestion de la pénurie alimentaire revient donc en premier lieu aux femmes – et devient une mission impossible, surtout si elles n'ont plus de grenier de *gamana*. La migration n'est pas une aventure facile pour les hommes, mais même si elle ne rapporte rien ou très peu, au moins, disent-ils, ils n'auront pas « mangé sur le grenier » durant tout ce temps. Cette période dite de soudure entre la fin des greniers et la nouvelle récolte tend à s'allonger : elle commence parfois deux mois après les récoltes, pour les ménages les plus vulnérables, ceux qui justement ne pourront avoir recours aux achats de céréales dont le prix monte alors en flèche. Les recours sont limités – et en cas de crise sévère –, comme en 2005 ou en 2010 ; les femmes utilisent des plantes de brousse parfois toxiques (comme des euphorbiacées ou des *calotropis*) pour tenter de remplir des

ventres trop creux. Comment s'étonner alors que la moitié des enfants nigériens soient en état de malnutrition chronique ?

Les rapports de genre se trouvent affectés par de nouvelles pratiques sociales en réponse à la gestion obligée de la pénurie – comme le mariage en prêt ou en gage. Au Mali, notamment en zone de grand périmètre irrigué comme l'Office du Niger, on voit se développer les mariages « en prêt » : faute d'argent ou de ressources, les familles réduisent le mariage des deux jeunes au strict minimum – la bénédiction religieuse – mais la cérémonie complète, avec dot, trousseau, fête, etc. qui consacre l'union et donne au jeune couple un capital de démarrage, est reportée à des jours meilleurs – qui ne semblent pas près de venir. La position de la jeune femme, vite mère, est fortement fragilisée, d'autant qu'avec la pression foncière sur les parcelles irriguées, elle n'a guère d'opportunités de capitaliser pour aider à la digne célébration de son mariage. En région de Maradi, les hommes mariés se voient contraints à partir en exode de plus en plus longtemps. Laissées seules, les femmes peuvent contracter avec un autre homme un mariage temporaire dit « en gage » (qui peut être rompu au retour du mari) afin d'assurer leur subsistance et celle de leurs enfants. Ces nouvelles pratiques tendent à éviter d'autres dérives à des femmes aux abois.

### **L'accès local aux ressources alternatives : les femmes en mauvaise position**

De plus en plus exclues du travail et de la propriété de la terre, les femmes tentent de réagir en mobilisant des activités génératrices de revenus alternatifs qui pourraient venir compenser leur perte de pouvoir et de ressources. Cependant, on constate là aussi que les femmes n'ont pas toutes le même accès à ces activités économiques. Notamment dans les segments les plus vulnérables de la population féminine, les dynamiques actuelles ne permettent pas d'enrayer la féminisation de la pauvreté.

Les activités alternatives des femmes se sont d'abord développées autour des produits agricoles : la production agricole des femmes a longtemps servi d'épargne, et a été utilisée directement comme cadeau lors des cérémonies (*bikis*), les surplus des spéculations féminines dites de rente (niébé, oseille, gombo, sésame...) étaient vendus sur les marchés afin d'acquérir du numéraire pour la satisfaction des besoins fondamentaux – dont l'alimentation –, pour l'achat d'animaux, la constitution du trousseau



de mariage des filles, etc. Le paiement de l'impôt a aussi contraint les familles à disposer de numéraire. La monétarisation de l'économie a peu à peu mis fin au système de troc, qui a cependant survécu longtemps dans le cadre des échanges entre les communautés sédentaires et les communautés pastorales : lait contre grains, effectué par les femmes qui permettaient d'équilibrer la diète des deux côtés, pactes de fumure de champs... Maintenant, tout s'achète, y compris la nourriture qui manque : mais, où trouver l'argent ?

Les femmes sédentaires pratiquent aussi l'élevage des bovins, ovins et caprins et se sont spécialisées dans l'embouche (bovine, ovine et caprine). Mais on observe deux situations contradictoires : d'une part, les contraintes écologiques, puis économiques ont actuellement réduit le cheptel des femmes, dans leur grande majorité, à quelques petits ruminants. Certaines n'ont plus aucun animal, « pas même une poule » ! D'autre part, on voit des femmes de milieu sédentaire agricole capitaliser dans l'élevage, non seulement des petits ruminants, mais aussi des gros ruminants (bœufs de trait, vaches...). En août 2009, dans un village du sud Maradi, un chef de famille déclare en pleine réunion d'hommes que les femmes possèdent ici la majorité du bétail, et ajoute : « Si ma femme me dit 'Pose les bœufs !', je les pose et je ne vais pas au champ ». En termes de rapport de genre, c'est une révolution ! Il semble donc que les femmes investissent dans l'élevage sédentaire en contrepartie des champs auxquels elles n'ont plus accès, et ce avec l'appui des hommes : les mécanismes de ce phénomène restent à étudier. L'élevage joue un rôle important dans les activités économiques des femmes : il constitue un capital aisément mobilisable en cas de crise et une épargne sur pied (avec intérêt, puisque les animaux se reproduisent) en cas d'abondance. Son importance sociale influe de façon déterminante sur le statut des femmes en milieu sédentaire comme en milieu pastoral et il contribue fortement à réduire la vulnérabilité des ménages. En milieu pastoral, les femmes possèdent des animaux (gros et petits ruminants) qui évoluent au sein du troupeau familial. Là aussi, les crises répétées ont vu diminuer drastiquement, et parfois même disparaître, le troupeau familial, contraignant femmes et hommes à chercher d'autres ressources, voire à changer de mode de vie. Le lait (géré par les femmes) disparaît de la diète, et la malnutrition croît en milieu pastoral.

Les femmes (souvent les femmes âgées) se sont très vite positionnées dans la vente des produits transformés, surtout les beignets, mais aussi l'huile d'arachide artisanale, les tourteaux, la bouillie (*fura*). Le

commerce des produits transformés et des plats cuisinés s'est progressivement diversifié: pâte de mil, riz, pâtes de blé (*tallia*), galettes, légumes, feuilles et viandes en sauces, etc. accompagnant le changement des habitudes alimentaires et en réponse à la cherté du mil.

Si le secteur informel se développe, notamment dans le domaine des réparateurs et des artisans, il concerne surtout les hommes. Les femmes sont bien peu présentes dans ce nouveau circuit technique, pour des raisons diverses: plus faible taux de scolarisation, restriction de la mobilité (confinement, mariage précoce) ou encore système d'apprentissage discriminant. La grande diversification de nouveaux métiers montre bien la capacité des systèmes informels d'apprentissage à répondre aux nouveaux besoins: mais le risque est grand d'accentuer là aussi l'exclusion des femmes et des jeunes filles. Parallèlement, on assiste à une nette dégradation des revenus des artisanats féminins traditionnels, concurrencés par les produits manufacturés, comme les nattes en plastique, les condiments industriels, etc. Ce sont les jeunes femmes mariées confrontées aux plus fortes restrictions de mobilité (interdites de marché par exemple, ou cloîtrées) qui subissent les plus fortes contraintes en matière d'exercice et de diversification des activités économiques.

La grande diversification apparente de ces activités ne constitue pas une opportunité pour toutes les femmes. Les femmes issues de ménages pauvres pratiquent des activités économiques en majorité basées sur l'extraction directe des ressources naturelles: vente de fagots de bois, vente de feuilles et de fruits de brousse, vente de l'eau, vente de la paille et des tiges glanées dans les champs. Elles offrent aussi leur main-d'œuvre pour des travaux pénibles comme le pilage et le salariat agricole à moindre coût (300 FCFA la demie journée d'une femme contre 600 FCFA celle de l'homme), et, parfois, juste le son du mil ou la croûte du riz de la marmite (femmes peules nomades). Les groupes les plus vulnérables développent des stratégies pour garantir l'alimentation de la famille durant la saison des travaux agricoles à travers des activités économiques effectuées par les femmes à partir de la transformation de céréales souvent prises à crédit auprès des commerçants du village. Elles sont conscientes que le bénéfice est souvent dérisoire et elles exercent plusieurs activités en même temps pour diversifier les recettes et surtout pour diminuer les risques liés à une seule activité.

Dans un tel contexte économique, la perte de l'accès à la terre semble être en étroite corrélation avec l'exercice des activités alterna-

tives. Les femmes mûres ou âgées qui ont la capacité sociale d'exercer des activités alternatives rentables sont aussi celles qui gardent généralement leur accès à la terre (*gamana*) et qui sont en mesure de prendre en gage et d'acheter la terre. La solidarité mère-fille devient souvent indispensable. Ainsi des femmes très âgées conservent longtemps leur activité agricole pour aider leurs filles et petits-enfants. Il s'agit là d'un véritable drame social, et, de plus, doublement contre-productif: de vieilles femmes «cas-sées» qui aspirent légitimement à un repos qu'elles ne peuvent pas prendre; de jeunes femmes oisives qui voudraient travailler et qui en sont empêchées.

### **Perte des repères et « crise de genre »**

La majorité des femmes, plutôt jeunes, concernées par l'exclusion du système de production dominant (agricole ou pastoral) ne semblent pas avoir l'opportunité ou la capacité d'initier des activités économiques fiables en compensation. Lors de la restitution des constats de l'étude, nous avons été frappées par la lucidité des analyses données, avec une franchise brutale, sur la perte des repères et la crise de valeurs que traversent les systèmes sociaux. En matière de croissance démographique et de stratégies de réponse à la paupérisation, le dérèglement des comportements est révélateur d'une profonde crise sociale, au premier rang de laquelle on retrouve les rapports hommes-femmes.

La croissance démographique et la pression qu'elle engendre tant sur la terre que sur les ressources naturelles est reconnue partout comme facteur aggravant d'une situation difficile. Là aussi, les femmes, en particulier les jeunes femmes, sont mises sur la sellette, tant par les hommes que par les femmes plus âgées. Nous avons entendu des paroles terribles qui témoignent, en public, de ce désarroi: «Nos filles accouchent comme des chèvres ici. L'abstinence, c'est juste les quarante jours, et encore, les quarante jours ne sont pas toujours respectés. C'est leur faute, elles devraient refuser, mais c'est celle des hommes aussi!». Le manque de respect des traditions, de l'âge, des valeurs, revient sans cesse dans les discours. On reconnaît par ailleurs que les mariages précoces et la polygamie sont des facteurs aggravants: «Ici, des garçons de dix-sept ans sont pères de famille, mariés avec des femmes très jeunes; avec la polygamie, il y a beaucoup d'enfants. Mais il vaut mieux marier les filles tôt: elles feront des enfants de toutes façons». Mais de quels recours, de quels espaces de

décision disposent ces très jeunes femmes mariées, cloîtrées pour «sauver la face», condamnées à l'oisiveté, sans moyens? Certaines ont déjà plusieurs enfants à vingt ans: s'est-on penché sur la situation de ces parents adolescents – démunis et dépendants – dans la question de la malnutrition des enfants?

La pauvreté – et l'oisiveté qu'elle engendre chez les exclus des systèmes de production qui n'ont pas trouvé d'alternatives à leurs systèmes de vie – est analysée comme facteur de dégradation des comportements en général et notamment des rapports hommes-femmes. Rapporter quelque chose à manger à la maison – ce qui justifie le titre de «*mai gida*» et le respect qui l'accompagne – devient aussi pour certains hommes une mission impossible, une honte: tous les hommes ne sont pas indifférents à la pénurie alimentaire qui frappe leur maisonnée. Alors, des hommes vont se débrouiller «même malhonnêtement». De leur côté, les femmes se lancent dans un cycle dévastateur d'endettement pour assurer les *bikis* qu'elles ne peuvent plus financer sur leurs propres revenus ou production agricole, là aussi pour sauver la face, pour conserver leur capital social.

### **Des modèles de valorisation sociale en crise**

Dans les systèmes de vie à dominante agricole, les femmes sont unanimes à dire que la richesse et la célébrité se construisent sur l'agriculture. Mais le mécanisme de valorisation par le mérite qui permet l'accès au statut de *tambara* ne reste vivace que dans les zones où la pression foncière n'a pas encore généré les grandes logiques d'exclusion. Les champs alternatifs du leadership féminin sont encore étroits et les nouveaux modèles peinent à se cristalliser. Si le modèle de la *tambara* est sur le déclin, celui de la *Hadja*, femme pieuse qui est allée en pèlerinage à La Mecque, monte en puissance. En revanche, la présidente de groupement ou la conseillère communale n'ont pas le même niveau de reconnaissance sociale. Les femmes de Sherkin Hausa analysent avec une lucidité désabusée cette perte de statut, ce silence des voix féminines dans l'arène publique, cette paupérisation sociale des femmes: «La *Hadja* reste prier chez elle, et elle accepte tout. La Présidente, ça dure trois ans et si tu n'es pas élue, tu n'es plus rien. Maintenant, il n'y a plus de femmes leaders dans les communautés comme l'étaient les *tambaras*. Il n'y aura plus de leaders permanentes». Alors que la paupérisation progresse, la réussite sociale n'est de plus en plus reconnue qu'à travers l'argent, la possession individuelle de biens matériels: le

modèle de la riche commerçante. Mais, en l'absence de production agricole propre, les possibilités d'accumulation sont bien minces pour la majorité des femmes rurales, en particulier les jeunes.

La polygamie exacerbe les rivalités, y compris en ce qui concerne le nombre des enfants, qui deviennent un enjeu de pouvoir même si on ne sait pas comment les nourrir après. La femme qui accouche est une reine d'un jour au baptême de l'enfant. Les *bikis*, et les dépenses extravagantes qu'ils entraînent, sont plus facteurs d'appauvrissement que de garantie du capital social et de recherche de la solidarité. Ce n'est pas une redistribution mais une compétition entre femmes, suicidaire à terme. Une façon d'exister dans le paraître, quand on n'a plus rien : toujours «sauver la face». Et peut-être aussi une façon d'humilier un mari pauvre qui ne peut pas remplir ses obligations de chef de famille.

La crise sociale est profonde, la perte des repères est déplorée partout, les générations semblent dépassées. Cloîtrer des jeunes femmes sans leur donner les moyens de vivre décemment, elles et leurs enfants, est une marque d'impuissance. Ce n'est certainement pas une stratégie durable. Derrière le voile et les yeux baissés, il y a le désespoir des jeunes filles sans rêves, l'ennui et sans doute la révolte, comme les rapports sexuels qui ne respectent plus les anciennes contraintes d'espacement des naissances, parce qu'il faut aussi s'attacher un mari trop convoité par des co-épouses actuelles ou potentielles, parce que le mariage apparaît comme le seul rempart contre la misère, en l'absence de toute activité économique fiable, et la maternité comme garantie d'une certaine respectabilité sociale.

### **Le sursaut des jeunes et l'irruption de la modernité**

Les mécanismes d'exclusion de la production agricole ont déclenché un impitoyable retour de bâton : l'exclusion sociale. La paupérisation de la majorité des ménages ruraux, des femmes et des jeunes en particulier, est au cœur de la crise alimentaire, tandis qu'une minorité de nantis prospère sur cette misère. Mais les logiques d'exclusion développent des résistances à l'exclusion, et ces énergies ne sont pas forcément toutes négatives : là est peut-être une porte à pousser. De nouveaux comportements, de nouvelles valeurs, porteurs de changements positifs, émergent à travers les jeunes – jeunes hommes, jeunes femmes, jeunes couples – en réponse aux nouvelles contraintes et opportunités : la demande du marché urbain, les nouveaux métiers, l'augmentation des taux de scolarisation, le dévelop-

pement des technologies de l'information et de la communication, comme le téléphone cellulaire.

Lors de nos derniers travaux au Niger en 2009 et 2010, nous avons été étonnées de voir l'ampleur et la rapidité des impacts de technologies comme le téléphone cellulaire sur les rapports de genre. De plus en plus de femmes rurales possèdent un téléphone cellulaire et apprennent à s'en servir. En cas de départ en migration, les maris et les femmes communiquent régulièrement, et intimement: un nouveau sentiment du couple se fait jour, «comme en ville» et accompagne l'éclatement de la grande famille. Curieusement, les plus âgés, les «vieux», voient en général d'un bon œil cette évolution. Pour les femmes aussi, l'accès à l'information se trouve transformé: elles peuvent connaître les cours sur les marchés, les coûts des transporteurs. C'est aussi une forte incitation à l'alphabétisation: maîtrise du SMS, de la calculette incorporée... La question coûts-bénéfices de la généralisation du téléphone cellulaire est un passionnant sujet de recherche.

Le modernisme est aussi venu dans les modes de vie et de consommation alimentaire, en remplacement de céréales devenues rares et trop chères: les pâtes, le couscous, les condiments industriels arrivent en force dans les brousses les plus reculées. Ce sont des phénomènes à suivre, pas nécessairement négatifs. Et leur préparation est bien moins lourde pour les femmes.

Les transferts de genre dans les modes de production agricole ou de capital sont à suivre avec la place prépondérante que prennent les femmes dans l'élevage sédentaire – y compris en ce qui concerne les gros ruminants. En zone pastorale, la proportion croissante de petits ruminants dans le troupeau familial donne aussi un nouveau poids aux femmes dans la gestion du troupeau et des décisions concernant l'économie du ménage: vente de bétail, achat de nourriture, santé, scolarisation. Encore une fois, le monde rural bouge.

Enfin, les groupements de femmes évoluent avec la dynamique associative de la société civile: aux côtés du groupement féminin traditionnel, inoxydable et indispensable, se développent des mouvements associatifs «modernes» féminins ou mixtes. On peut y observer de nouvelles alliances de sans voix – les femmes, les jeunes, les castés, les dominés, les allochtones – pour réclamer des parcelles de terre irriguées, pour assurer le droit aux arbres. Des cadres législatifs locaux se développent pour une gestion équitable des ressources naturelles, comme les Conventions

locales. Au Niger, les femmes commencent timidement à investir l'espace ouvert dans les Commissions foncières (les COFO). L'écart entre la ville et la brousse tend à se réduire...

## **Conclusion**

Les choix en matière de développement agricole sont lourds de conséquences : le mirage de l'agrobusiness, le clinquant de l'agriculture dite moderne risquent fort de précipiter les exclusions et d'aggraver la fracture sociale entre riches et pauvres, propriétaires et sans terre. L'augmentation de la production agricole ne suffira pas à elle seule à éradiquer les crises alimentaires si les mécanismes d'accès et de redistribution équitable ne sont pas mis en place. Il existe des alternatives pour une agriculture familiale « durable, moderne et compétitive, reposant prioritairement sur des exploitations familiales agricoles sécurisées ». Un statut socioprofessionnel d'exploitant et d'exploitante agricole doit être défini et reconnu. Les femmes jouent un rôle spécifique et déterminant dans la production agricole (qui inclut l'élevage) : ce ne sont pas des « ménagères » qui viennent travailler de temps en temps aux champs. Perceptions et attitudes doivent changer. Il y a là des pistes pour les politiques de développement : une agriculture familiale qui vise aussi à la souveraineté alimentaire des ménages de producteurs, où la diversité des spéculations – masculines et féminines (oseille, woandzu, etc.) – et leur utilisation post-récolte dans l'alimentation de la famille sont prises au sérieux et soutenues correctement. Une bonne gouvernance de la recherche agricole passe aussi par la prise en compte des questions de genre, des spécificités de la production agricole féminine. Même chose pour la formation, qui devrait viser des producteurs et des productrices, pas des paysans d'une part et des femmes de paysans de l'autre ! La première urgence est de ne pas aggraver les mécanismes d'exclusion, comme ceux de l'accès à la terre.

Une lueur d'espoir monte avec le nouveau modèle, évoqué par les femmes et aussi par les hommes : celui de la personne éduquée, qui exerce une profession et qui a réussi socialement, en combinant le mérite personnel, un statut durable (l'éducation) et un certain bien-être, un bien vivre. Et puis, croyons aux jeunes : certains commencent à pratiquer la contraception « en douce », en se cachant des parents, ou à refuser de se marier avant d'avoir « de quoi ». Tous ne veulent pas douze enfants et trois femmes. Même les vieux se mettent « à planifier », parfois au dixième

enfant, et le disent en public: mieux vaut tard que jamais, les tabous en prennent un coup. La hiérarchie des valeurs évolue, la modernité se taille une place grandissante dans les familles et dans les couples: avoir accès à l'information (téléphone cellulaire), communiquer, commercer, vivre de manière moins austère, réduire le fossé entre le mode de vie rural et le mode de vie urbain. Le grand chantier de la formation et de l'éducation constitue un défi majeur et l'une des rares portes de sortie. Enfin, pour tous – État, partenaires techniques et financiers, humanitaires et développeurs, société civile, chercheurs –: quand comprendra-t-on que plus d'équité entre les genres est une priorité dans la lutte contre la pauvreté et que le renforcement des capacités des femmes est une clef majeure dans la lutte contre la malnutrition?

## Références bibliographiques

- Bouzou, M. 2000. *Gestion des ressources naturelles et évolution des systèmes agraires dans la région de Maradi*. Working Paper 28. Crewkerne, Royaume Uni: Drylands Research.
- Cooper, B. 1997. *Marriage in Maradi. Gender and Culture in a Hausa Society in Niger, 1900-1989*. Portsmouth, New Jersey: Heinemann.
- Crombé, X. et J. H. Jézéquel (Dir.). 2007. *Niger 2005, Une catastrophe si naturelle*. Paris: Karthala, Médecins sans frontières.
- Diarra Doka, M. 2000. *Évolutions à long terme de l'organisation sociale et économique dans la région de Maradi*. Working Paper 26. Crewkerne, Royaume Uni: Drylands Research.
- Diarra Doka M. et M. Monimart. 2004. *Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre: Vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger?* Dossier 128, Programme Zones Arides. Londres: International Institute for Environment and Development.
- Guengant J.P. et M. Banouin. 2003. *Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers: le cas du Niger*. FAO-CICRED.
- Luxereau, A. et B. Roussel. 1997. *Changements écologiques et sociaux au Niger*. Paris: L'Harmattan.
- Mahaman, I. 2000. *Évolution à long terme de la fertilité de sol dans la région de Maradi*. Working Paper 30. Crewkerne, Royaume Uni: Drylands Research.
- Monimart, M. 1989. *Femmes du Sahel, la désertification au quotidien*. Paris: Karthala, OCDE, Club du Sahel.
- Nicolas, G. 1963. *Notes ethnographiques sur le terroir, l'agriculture et l'élevage dans la vallée de Maradi*. Études nigériennes n° 8. Niamey: IFAN, CNRS.
- Raynaut C., J. Koechlin, P. Brassat, C. Cheug et M. Stigliano. 1988. *Le développement rural de la région au village: analyser et comprendre la diversité*. Projet de Développement Rural de Maradi. Université de Bordeaux II.



- Sutter, J. W. 1982. *Peasants, merchant capital and rural differentiation: a Nigerian Hausa case*. PhD thesis, Cornell University.
- 'amba, B. 2000. *Évolutions des régimes de propriétés et d'utilisation des ressources naturelles dans la région de Maradi*. Working Paper 29. Crewkerne, Royaume Uni: Drylands Research.



# **Women farmers, crop diversity and seed politics in semi-arid India**

**Carine Pionetti**

## **Introduction**

### ***Seed politics?***

Living organisms such as domesticated crops or animals are increasingly subjected to various forms and degrees of management, regulation, manipulation and control. The idea of control implies power relations that are not always explicit but nonetheless very real, between at least two entities or groups (states, communities, individuals, corporations).

Understanding seed politics entails looking at the means through which control and access to plant genetic resources are secured, contested and restricted (Kloppenburg 1990). This has been a central theme in my research, at the crossroads between political ecology and women's studies. Recent studies have shown that gender relations play an important role in the management of agro-biodiversity in many parts of the world (Howard 2003).

### ***Semi-arid India***

I would like to give a brief description of the agrarian context of semi-arid India, where I have explored gender relations around crops and seeds in dryland agriculture (Pionetti 2005).

Pionetti, C. 2011. Women farmers, crop diversity and seed politics in semi-arid India. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 153-165. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

Semi-arid regions account for over 60% of India's cultivated land, and the Deccan Plateau is one such region. The Deccan extends through parts of Andhra Pradesh and Karnataka in South India.

While only 30% of the land in the semi-arid tropics is irrigated, India grows around 80% of all pulses and oilseeds and 90% of minor cereals (any cereal other than rice, wheat and maize) in these regions (Joshi *et al.* 2001). Cotton, a major commercial crop, has led to severe indebtedness and high rates of suicide amongst farmers in the last twelve years (Vasavi 2010).

There are two growing seasons in the dryland Deccan Plateau: *kharif*, from June to October (monsoon season), and *rabi*, from October to January (only grown in black soils that retain more moisture than red soils).

### ***A glimpse of gender relations in the Deccan Plateau***

As an introduction, I would like to offer a brief anecdote about agriculture and gender relations in the Deccan Plateau.

When you go to a village in the Deccan Plateau, say in the Telangana region of Andhra Pradesh, and ask men and women to speak separately about agriculture, you are left wondering whether these two groups are really from the same village.

Men speak extensively about the commercial crops grown in the area (it could be cotton, groundnut, sugarcane or soya bean): yield, input costs, problems with irrigation, labour, electricity. Their description of modern agriculture sometimes contains a sharp critique of modernity: small farmers describe how dependent they have become on external inputs, irrigation, electricity, markets, etc. for benefits and returns that can be quite marginal or precarious. A bad year – in terms of weather patterns or pest attack – can result in severe indebtedness for resource-poor farmers.

As women know little about input costs and the pesticides applied to cotton (for instance), the subject is of little interest to them. What they do know and speak about with enthusiasm is how they mix different crops in their fields. Women keenly discuss the characteristics of a particular variety of sorghum or dryland rice, the quality of grain or fodder, how sesame is used in various recipes or offerings, the role of mustard in daily cooking or how to store pulses in the home so they do not get attacked by pests or rats. In certain areas of the Deccan Plateau, small women farmers can list up to fifteen crops that they grow to prepare in everyday food for the family. Interestingly, these non-commercial crops are known as *chillar pantalu* in Telegu meaning “small change crops”.

So there appears to be two very distinct approaches to farming, with a clear divide along gender lines.

In this article, I will attempt to demonstrate four points:

- 1) Small women farmers do have their own agenda in agriculture.
- 2) A strong underlying logic exists within this agenda.
- 3) Highly gendered practices and strategies in crop and seed management are a result of this logic.
- 4) The agenda is largely undermined by the dominant paradigm of agricultural modernisation.

### **Small women farmers' agenda in dryland agriculture**

#### ***Crop diversity as a gendered domain***

When women farmers from Vaizhapur village describe their cultivation methods and cropping patterns, they say “Kalpi estamu” (“we mix and sow”). Mixed cropping occurs throughout the Deccan Plateau in both subsistence and commercial cultivation systems. Crop associations range from simple ones – combining two crops like pigeon pea and cotton – to very complex associations. There are no strict rules for crop mixes: they depend on the soil type and the needs of the farmer and her household.

Nagubai (from an Ethnic ethnic minority in Adilabad district of Andhra Pradesh) intercropped cotton, a purely commercial crop, with a diversity of food crops: black gram, cowpea, sorghum and roselle. Rukmabai opts for a slightly different mix containing pearl millet, green gram and sesame. A couple hundred kilometres South south of Adilabad district, in the district of Medak, women farmers follow the same practice of mixed cropping regardless of the size of their holding. On her half-hectare land, subdivided into four fields of red and mixed red soils, Lakshamma grows a range of cereals (sorghum, pearl millet, little millet, foxtail millet), pulses (pigeon pea, green gram, black gram, cowpea), oilseeds (linseed, sesame) and vegetables during the *kharif* season. While most of these crops are used for home consumption, Lakshamma also grows cash crops like turmeric and castor (on a small scale).

### ***A compelling nutritional, ecological and cultural logic***

Women farmers' reasoning for diversifying crops in their fields encompasses many dimensions.

- Diversifying crops is a way of dealing with agro-ecological constraints: suitability to different soil types, early or late maturing varieties in order to cope with moisture stress. For example, when she sows foxtail millet on her land in Humnapur, Ratnamma tends to mix all three indigenous *kharif* varieties: *Erra korra* (the red variety), *Nalla korra* (the black variety) and *Tella korra* (the white variety). Of these three varieties, she identifies the red one to be the most tolerant to drought. Interestingly, botanical research suggests that varieties of different colours have different germination mechanisms and come to maturation at different times. Growing varieties of various colours is thus an adaptation to climatic risk – and it is a common practice employed by women farmers of the Deccan Plateau when they sow not only foxtail millet, sorghum, dryland rice but also field beans, cowpea, pigeon pea, chickpea and sesame.
- Crop diversity is a risk-management strategy: crop association reduces the risk of crop failure due to drought, pests and diseases. For instance, chickpea and wheat are sown in association in the *rabi* season. “This diverts the rats’ attention from the wheat crop”, explains Lakshamma. Coriander protects chickpea against *Helicoverpa*, a devastating pest. Lakshamma adds that this practice is less effective if neighbouring farmers use chemical pesticides.
- Crop diversity spreads labour over time, such as weeding, which is largely done by women, and it allows for a staggered harvest – which spreads out post-harvest work that is also exclusively women’s work. Post-harvest work includes winnowing, cleaning, sun drying and storing food grains.
- Growing a wide range of crops enables women to meet multiple food, fodder and fibre needs throughout the year while maintaining local food culture. Moreover, a given variety may be grown only because of its ritual use. This is the case for *Pyalala Jonna*, a popping sorghum, offered to the Snake Goddess.

Before looking at small women farmers’ strategies, I would like to say a few words about edible greens, known to be a good source of calcium, iron, magnesium, carotene, vitamin C and folic acid (Gopalam *et al.* 1989).

Women farmers speak of three major sources of edible greens to supplement the daily diet:

- 1) green leaves of crops in their early stages of development, like chick-pea, mustard, fenugreek and roselle;
- 2) weeds – more appropriately called “volunteer crops” – removed from cultivated fields;
- 3) wild or semi-wild species that grow “on their own” on non-cultivated land and have proven to be a pool of genetic diversity for crops.

When we speak of rural women managing biodiversity on their farms we consider the way they deal with useful uncultivated plants to ensure their return in or around their fields year after year (Satheesh and Reddy 2000).

### ***Circumventing power: from strategy to secrecy***

Let me now turn to women farmers’ strategies with respect to crop management. Beyond the obvious factors such as minimising agro-climatic risk or meeting multiple food and fodder needs lies a more subtle and “hidden” logic: women farmers diversify their crops as a means of increasing their *bargaining power* in the household.

For example, a small farmer from Chillammamadi explains that by sowing three varieties of chickpea instead of one, she obtains a harvest composed of three small volumes (25 to 30 kg) of black, red and brown chickpea. If she harvested one quintal of a single variety of chickpea, she knows that her husband would be tempted to sell it to a grain merchant. By growing several varieties, she thus dissuades her husband from selling the harvest!

Interestingly, several women told me that they discreetly do their seed mix while their husband is busy preparing the plough, just before going out to the field for sowing. This is how they get the optimum mixture of crops and varieties into the ground.

All this goes to show that small women farmers use crop and genetic diversity to fulfil their double agenda of:

- 1) ensuring daily household food security;
- 2) building up food stocks as a means of coping with periods of food shortage.

‘et, women farmers’ bargaining capacity is quite precarious, especially since they often lack direct access to land and assets. As a result, when men begin to pursue a different farming agenda because of external factors (subsidies, promotional activities of seed companies, small farmers emulating large farmers and investing in new crops, etc.), women find it difficult to maintain their farming agenda.

Anne-Marie Granié, a French sociologist, speaks of men’s “strategies” and of women’s “tactics” in the context of Moroccan society (Granié 2006). I would like to propose an alternative interpretation of these two terms.

I would argue that in areas where commercial agriculture dominates, and where traditional dryland crops have largely been replaced by commercial crops, small women farmers can no longer maintain their practices and “strategies”. They have to resort to “tactics” in order to continue growing their *chillar pantalu* (their small change crops). The balance of power has tilted in men’s favour, marginalising the women’s agenda.

The most common tactic I came across was women sowing their beans, mustard or sesame on field bunds (uncropped land), or intercropping beans in a cotton field after sowing had taken place.

Interestingly, this practice is not specific to the Deccan Plateau. Women from other regions in the world develop similar strategies. In semi-arid Kenya, when mono-cropping of cotton displaced crops like legumes, sorghum and millet, women were found “intercropping beans with the cotton where the agricultural extension officers could not catch them” (Wangari *et al.* 1996).

I would like to draw four conclusions from this first section:

- 1) Women are managers and custodians of crop diversity in the Deccan, but also in many other regions of the world (Howard 2003).
- 2) Diversity enables women to make independent decisions about the kind of agriculture they want to practice (low-input versus intensive agriculture, subsistence-oriented versus cash-oriented).
- 3) When small women farmers envision food security, they are not concerned with productivity per hectare of land. Their aim is to grow a range of locally adapted crops, without damaging the ecosystem, and without becoming too dependent on the market. This is a far cry from how the Public Distribution System (PDS) has tackled food security in India. The PDS hinges on two major cereals – rice and wheat – and has



provided support to the most productive regions, with little or no effort to develop agriculture in least endowed regions. The PDS has precipitated the decline of minor cereals despite their remarkable nutritional value and adaptability to dryland areas. Aware of these shortcomings, the organisation Deccan Development Society (located in Medak District of Andhra Pradesh) worked with groups of women farmers from 32 villages on an Alternative Public Distribution System. Developed in a participatory fashion, this system has proved effective in reclaiming degraded land, restoring diversity in farmers' fields, creating rural employment and enhancing women's control over food grains in their communities (Srinivas and Abdul Taha 2004).

### **Seed as a political and gendered domain**

In India it is estimated that over two-thirds of farmers produce seeds from their own harvest (Sahai 2000). This estimate is remarkably high if we compare it to the percentage of farmers who use farm-saved seeds in Europe, between 10% and 50% depending on the crop and the country.

Throughout the Indian sub-continent, seed production by farmers is highest in rain-fed systems where food crops make up a substantial part of agricultural production. This is the case for Himalayan regions in Himachal Pradesh, Uttaranchal and the north-eastern states, and for semi-arid areas in Rajasthan, Gujarat, Madhya Pradesh and Andhra Pradesh. However, self-production of seeds is extremely low in regions where commercial crops dominate. Cultivators of cotton, sunflower, maize, pearl millet, vegetables and flowers in Maharashtra, Gujarat, Karnataka and Andhra Pradesh essentially buy hybrid seeds every year from seed dealers (Ramaswami *et al.* 2002).

### **Saving seeds at the household level**

“Save seeds, no matter what”. This simple formula encapsulates the wisdom passed down by mothers and mothers-in-law in the realm of seed management in the Deccan Plateau. Women farmers – from small, medium and large farming families alike – are in charge of seed-saving practices, which include seed-selection; sorting, processing and drying of seeds; and storing seeds until the following sowing season.

Seed stocks range from a few kilograms to one or two quintals in the case of large farms. Seed-saving involves a considerable amount of time and skills on women's part.

Saving seeds at the household level enables women farmers to:

- cultivate a good crop mix on their land
- carry out seed selection in their fields
- sow their crops at the optimum time
- build up their seed capital
- lend seed to other farmers
- keep out of dependency on market and money-lenders
- secure household level bargaining power.

Tuljamma, who farms 0.4 hectare with her husband in Shamshuddinpur, says that “even buying a single *ser* (1.5 kg) of seeds is very difficult”. Hence, saving seeds is vital in order to keep her land productive.

Moreover, seeds represent an asset that women have control over, unlike money: “Money doesn’t last, but seeds *do* remain with us” says Narsamma, a Dalit farmer. Poor Dalit women find it especially important to “stand on their own feet” by being self-sufficient in seeds (which saves them the trouble of having to ask upper caste farmers for seeds in case of shortage).

Grain and seeds are very much a part of the domestic sphere controlled by women. They use various strategies to maintain this control, including concealing information from their husbands. The notion of “not giving the exact information” in order to safeguard the freedom “to do as we please” repeatedly comes up during discussions held in the absence of men.

“If I keep aside two *addalu* (12 kg) of seeds, I’ll tell my husband that I’ve prepared one *adda*; that way I can give the other *adda* as a seed loan without telling him” explains Tuljamma (Pionetti 2005). In well-off households, women do not generally feel the need to conceal information about grain and seed stocks from men. This difference highlights that each measure of grain represents a much higher stake in poor households than wealthy households.

Small women farmers’ testimonies led a male observer witnessing a collective discussion in Pipri to declare that “women keep seeds like a secret”. This astonishing commentary exposed, in a nutshell, the magnitude of gender relations in the management of crop diversity and seed stocks.

### ***The local seed economy in women's hands***

Apart from saving seeds at the household level, women farmers also engage in local seed exchanges.

In case of seed shortage for a given crop, small farmers tend to turn to other farmers. In the Deccan, seed loans come with an interest: for 1 kg of seeds borrowed, 2 kgs of seeds are returned after harvest for monsoon crops (a “protocol” referred to as *Nagu* in local Telugu language), and 1.5 kg for winter crops (known as *Deedi*). This constitutes an incentive to “build up seed capital”, which is about saving enough seeds from a harvest in order to be in a position to lend seeds to others.

In fact, seed loans are part of small and landless farmers' strategies to increase their access to grains for food. For virtually every crop she grows, Tuljamma saves a lot more seeds than she needs for her own land. In all, she gave seeds to 15 people in 2001. The volume of grain she has earned approximately amounts to 30 kg. This is not a huge quantity, but it translates into significant savings on monthly food expenditures, especially in the case of expensive pulses like pigeon pea.

Poor female-headed households have been found to be especially active in the non-monetary seed trade taking place in communities. They turn some of the grain they earn as daily wage into seed, provide small seed loans, and receive double the amount in return. Landless families thus benefit indirectly from the local seed economy that exists in most Asian communities.

Seed-saving practices and seed exchanges are therefore central to the reproduction of agricultural systems throughout Asia. They are relevant for agronomic, economic, ecological and socio-cultural reasons, and extremely significant from a gender perspective.

### ***Commercial seeds and the demise of the local seed economy***

Commercialisation of agriculture goes hand in hand with the introduction of commercial seeds, and especially hybrid seeds that cannot be re-sown. Over a period of time, the widespread use of commercial seeds leads to the collapse of localised seed systems controlled by women farmers.

For women farmers, commercial seeds clearly carry a different connotation when compared to farm-saved seeds. Some of them say, for instance, that “sowing these seeds is like sowing in water”, referring to the problem of “spurious” seeds in India (Pionetti 2005, 158).

Commercial seeds also introduce new forms of discrimination: “If we go in these shabby clothes, we are sure to get second-rate seeds”, say poor women from Adilabad. When asked, “How would you cope if you had to buy all your seeds?”, women express deep concerns:

- “It’s expensive to buy seeds. And if we lose the crop, how will we repay our debts?”
- “They don’t provide us fertilisers on time. How will they provide seeds on time?”
- “Without our own seeds in our hands, we would have to leave our land fallow”
- “When everybody has to buy seeds, where is the freedom for farmers?”

These assertions eloquently speak of women’s reluctance to become dependent on the market. Industrial seeds adversely impact local seed economies managed by women farmers. Since commercial seeds have come into Nawabpet, a village of Andhra Pradesh, “there is no more giving and taking [of seeds]”, says an old man.

In areas of Andhra Pradesh where commercial crops dominate, all the seeds are bought from the market. It is usually men who are responsible for buying seeds. Women farmers only save a few handful of seeds for “small change crops” like green gram, black gram, mustard and sesame.

The traditional modes of seed exchange have entirely disappeared and along with them, women’s control over seeds. As Bina Agarwal puts it, “...women have been excluded from the institutions through which modern scientific knowledge is created and transmitted” (Agarwal 1999). Indeed, men dominate all the channels through which “modern agriculture” spreads, a trend which tends to reinforce the marginalisation of women’s farming agenda.

Genetically modified seeds are another step in the process of seed commodification. Anthropologist Glenn Davis Stone speaks of “agricultural deskilling” in Warangal, a district of Andhra Pradesh where cotton has virtually displaced all other crops except for rice (Stone 2007). His study shows that farmers no longer access any form of ecological knowledge in their decisions as to which genetically modified cotton variety to grow: they mostly go along with fads and commercial ads.

Many local organisations are working with local communities to

revive local seed-saving practices and build community seed banks, as these constitute an appropriate and ecological alternative to expensive commercial seeds controlled by the seed and biotechnology industry (Almekinders *et al.* 1994).

## Conclusion

What this research has shown, essentially, is that there still exists in semi-arid India a close and almost intimate connection between crop diversity, household food security, women's priorities in agriculture and autonomy in seed production.

In fact, autonomy has emerged as a central theme in this research. Autonomy in a cultural, economic and political sense: it is about people's ability to make decisions that are not only guided by the market, but that also account for their sense of well-being, dignity and identity.

To grow one's own food is not just a production activity for women farmers of the Deccan Plateau. Repeatedly, a sense of contentment and self-respect comes across when farmers speak about their land and dry-land crops. The Indian anthropologist A. R. Vasavi (1999), who also worked in dryland communities in South India, shows that farmers attribute three essential values to traditional dryland agriculture, namely:

- the autonomy it generates
- the organic nature of the land and crops
- the strength or vitality bestowed on those who consume the food produced.

We need to bear in mind, however, that this view is mostly alive in the minds of middle-aged and old farmers. Clearly, younger generations are more inclined to participate in the market economy and to rely on consumer goods.

Ultimately, what this research drives at is the need for small women farmers to be in a position to make independent decisions about what they grow, how they grow it, why and for whom. I believe these are the basic premises of food sovereignty.

Let me end with a question. There is increasing realisation of the threat posed by climate change on the one hand, and on the other, of the value of biodiversity in adapting to climate change. Is there any

chance, then, that small women farmers, who are being pushed through the back door by modern agricultural policies, might re-enter history through the front door as their knowledge on biodiversity begins to be valued, and perhaps even acknowledged as vital for the future of humanity?

## References

- Agarwal, B. 1999. The gender and environment debate: lessons from India. In *Gender and politics in India*. (Ed.) N. Menon. 96-142. New Delhi: Oxford University Press.
- Almekinders, C. J. M., N. P. Louwaars and G. H. De Bruijn. 1994. Local seed systems and their importance for an improved seed supply in developing countries. *Euphytica*. 78: 207-216.
- Gopalam, C., B. V. Rama Sastri and S. C. Balasubramanian. 1989. *Nutritive value of Indian foods*. Hyderabad: National Institute of Nutrition.
- Granié, A.-M. 2006. Relations de genre dans la société marocaine. In *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. (Dir.) H. Guétat and A.-M. Granié. Paris and Toulouse: IRD and Presses Universitaires du Mirail.
- Howard, P. (Ed.). 2003. *Women and plants: gender relations in biodiversity management and conservation*. London: Zed Books.
- Joshi, P. K., B. S. Chandel, S. M. Virmani and J. C. Katyal. 2001. Agricultural performance in semi-arid tropics of India. *Indian Journal of Agricultural Economics*. 56(1): 71-88.
- Kloppenborg, J. R. 1990. *First the seed: the political economy of plant biotechnology*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pionetti, C. 2005. *Sowing autonomy: gender and seed politics in semi-arid India*. London: IIED.
- Ramaswami, B., C. Pray and T. Kelley. 2002. Dissemination of private hybrids and crop yields in the semi-arid tropics of India. *Indian Journal of Agricultural Economics*. 57(1): 39-51.
- Sahai, S. 2000. Farmers' rights and food security. *Economic and Political Weekly*. 11 March: 878-880.
- Satheesh, P. V. and S. Reddy. 2000. Uncultivated food and the poor. In *Proceedings of a South Asian workshop on Uncultivated food and plants*. 78-92. Dhaka, Bangladesh: UBINIG.
- Srinivas, C. and S. Abdul Taha. 2004. *A study on alternative public distribution system*. Hyderabad: Glocal Research and Consultancy Services.
- Stone, G. D. 2007. Agricultural deskilling and the spread of genetically modified cotton in Warangal. *Current Anthropology*. 48 (1): 67-103.
- Vasavi, A. R. 1999. *Harbingers of rain. Land and life in South India*. New Delhi: Oxford University Press.
- . 2010. Contextualizing the agrarian suicides. In *Agrarian crisis and farmer suicides*. Deshpande, R. S. and S. Arora. New Delhi: Sage Publications.

Wangari, E., B. Thomas-Slayter, and D. Rocheleau. 1996. Gendered visions for survival. Semi-arid regions of Kenya. In *Feminist political ecology: global issues and local experiences*. (Eds.) D. Rocheleau, B. Thomas-Slayter and E. Wandari. 127-154. London: Routledge.





# **Culture du café et transformations des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun<sup>1</sup>**

**Hélène Guétat-Bernard**

Au Cameroun, comme dans d'autres contextes ruraux africains, depuis la fin des années 1980 s'étendent des pratiques culturelles qui remettent en question le modèle de développement antérieur où les cultures de rente (café, cacao) ont joué un rôle singulier dans la structuration des paysages et des systèmes productifs, des relations spatiales entre ville et campagne, des liens à l'État et au marché. Mises en place avec la colonisation, ces cultures de rente, qui ont fait l'objet d'une large diffusion par les États nouvellement indépendants et assuré une certaine prospérité au système café paysan de polyculture, sont confrontées depuis 20 ans à une situation critique sous l'effet conjoint de la dérégulation du marché international (la rupture de l'accord de l'organisation internationale du café ayant fait fortement chuter les cours entre 1989 et 2005) et du retrait de l'État de l'encadrement de la filière. Dans ce contexte de difficultés économiques et de remise en question des cadres du développement, les femmes rurales

<sup>1</sup> Ces données ont été réunies grâce à un programme de coopération d'enseignement et de recherche des années 1998 à 2005 (programme Campus du Ministère des Affaires étrangères français).

Guétat-Bernard, H. 2011. Culture du café et transformations des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 167-188. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

et les paysannes se sont engagées dans une «révolution silencieuse», portées par des innovations organisationnelles (forte implication dans les nouvelles organisations paysannes, mise sur le marché des produits vivriers, reconquête de terres au détriment des cultures de rente et des terres en pâturage) et une nouvelle position dans l'économie locale. Pourtant, conformément au modèle dominant du contrat agricole de genre, dans les systèmes de représentation, le masculin reste associé au marché, au changement technique et le féminin au domestique et à la «tradition». Le café est par exemple une culture d'homme: depuis les «années du développement», l'engagement dans des modes productifs «modernes» a conforté une répartition des rôles sociaux culturellement validée et a façonné l'identité des planteurs.

Depuis deux décennies, alors que les revenus des hommes, tirés pendant plus de 20 ans de prix à la production incitatifs, sont en forte baisse, ceux des femmes s'améliorent, notamment par la valorisation commerciale de produits agricoles, transformés ou non, dans le cadre de circuits courts. Ce changement dans la mobilisation de la richesse brouille les identités de genre et modifie les rôles et implications de chacun et chacune notamment au sein de l'espace familial. Les femmes s'inscrivent dans un nouveau rapport à l'argent. Reposant sur cette répartition des rôles entre hommes et femmes, ou tentant de la dépasser, de nombreuses expériences montrent que les femmes s'engagent de plus en plus dans des activités agricoles marchandes mais aussi dans le salariat agricole, contribuant ainsi à la stabilité économique de nombreuses exploitations.

Ces changements modifient également les rapports spatiaux des femmes par leur accès à une plus grande mobilité en particulier dans les liens aux mondes urbains. Pourtant, peu de travaux portent sur la question de la nouvelle construction sociale des identités masculines et féminines en milieu rural et de ses effets sur la composition, l'organisation et le fonctionnement des exploitations agricoles. Or, les capacités productives nouvelles des femmes rurales et paysannes occasionnent des changements discrets mais efficaces dans les places socialement accordées aux biens et aux savoirs selon le genre; l'importance de ces changements est centrale quand on évoque la question du développement agricole. Le renouvellement des rôles féminins et/ou masculins interroge les modifications de la société rurale contemporaine et, au-delà, les modalités du développement rural et agricole. L'enjeu est l'analyse des nouvelles conditions de production, d'accès et de distribution des ressources et des tech-

nologies qui s'instaure suite à l'introduction des multiples mutations liées aux réponses féminines dans la recherche d'alternative de revenus.

La démonstration s'organise en trois temps : d'une part, le récit de la rencontre du chercheur avec le terrain permet de pointer les changements qui se sont opérés sur ces hauts plateaux de l'ouest depuis un demi-siècle ; d'autre part, une tentative d'explication des significations de genre des plus grandes mobilités spatiales contrôlées par les femmes ; et enfin, une analyse des nouveaux rapports des paysannes à l'argent.

### **Voyage dans l'ouest Cameroun : un récit géographique d'observation des dynamiques de genre**

Rendre compte de ses pratiques, des objets que l'on étudie mais aussi des méthodes mobilisées est un devoir du chercheur. La présentation de son engagement méthodologique suppose l'explication de ses pratiques, mêlant description et analyse, implication et explicitation. Cette posture suppose de partir de la manière dont on s'introduit dans les contextes de travail et de la manière dont, en tant que chercheur, on porte ses regards. En partant de la description des récits de voyage, le géographe s'interroge sur ce qu'il retient de ce qu'on lui dit, sur ce qu'il retient de ce qu'il voit. Le récit est ici interrogé comme outil descriptif du terrain. La proposition est d'interroger la subjectivité du chercheur, de lui donner une valeur scientifique. Par le récit, sont déclinés des éléments qui expliquent comment est observé un terrain et comment, dans ce rapport, se modèle l'objet de recherche retenu et la manière dont il est questionné.

C'est en 1998 que je découvre pour la première fois la région bamiléké de l'ouest Cameroun. Le voyage vers l'ouest dure une demi-journée en partant de Yaoundé sur une bonne route goudronnée très fréquentée. Au trois-quarts du chemin, après avoir traversé des paysages de forêts exploitées, puis de vastes plaines herbacées, commence la montée vers le plateau. L'escarpement est fort<sup>2</sup>, faisant du pays bamiléké une véritable

<sup>2</sup> Situé au sud-ouest de la dorsale des hautes terres camerounaises, le pays bamiléké est un haut plateau de 1450 mètres d'altitude moyenne avec le mont Bamiboutos qui culmine à 2740 m. Le plateau est limité au nord par les *Grassfields* (1800 m d'altitude moyenne). À l'ouest et au sud-ouest, au sud de Dschang notamment, il s'interrompt brutalement par de vigoureux escarpements, au-dessus des plaines de Manfé et des Mbos. À l'est, son raccordement au plateau Bamoun (1100 m d'altitude moyenne) est assuré par une rupture de pente peu

citadelle naturelle. Le paysage change brusquement, devenant fortement vallonné, plus boisé; apparaissent les premières plantations de café, aujourd'hui marqueurs identitaires au même titre que les grands arbres (avocatiers, colatiers, manguiers, safoutiers, néfliers du Japon), le bocage de haies vives ou d'eucalyptus (depuis les années 1940).

Dans les chefferies *bangang* au pied de la montagne Bamboutos et à celle de Bangoua au bord sud-est du plateau, des figures de femmes émergent de mes souvenirs. Rosalie, responsable d'une organisation paysanne, qui, venue témoigner de son engagement lors d'un colloque à l'université de Dschang sur l'avenir de la caféiculture sur le plateau, a pris le micro à la fin des discours et des propos avertis des scientifiques pour dire sa lecture des choses. Dire que les femmes sont présentes dans les organisations paysannes. Qu'elles y prennent leur part d'initiatives comme dans les groupes (*loung*) de femmes, au village ou en ville, lors des tontines notamment, qui occupent dans cette société, valorisant la réussite individuelle et la mobilité sociale (Champaud 1981), une place privilégiée dans la quête d'une «surface relationnelle» (Courade 2001, 25).

Qui mieux que les *bayam selam*, collectrices de brousse et revendeuses, figurent ces individualités autour desquelles se bâtissent les collectifs? Au marché aux pommes de terre de Baranka, à la frontière anglophone, encerclé de brume au sommet de la montagne Bamboutos, dans le froid du matin, ces commerçantes habillées comme des hommes sont là, venues en camion qu'elles sont en capacité financière d'affréter, par des chemins de terre difficiles d'accès et dangereux durant la saison des pluies. Elles adoptent la gestuelle masculine, parlent fort, donnent des

marquée, qui descend lentement vers la plaine du Noun. Le plateau se déploie en «une succession de collines polyconvexes, arrondies ou allongées, modelées dans une couverture basaltique et granitique. Cette topographie moutonnée confère à la région une relative homogénéité. Les pentes, peu étendues, sont recouvertes de sols volcaniques fertiles. Le climat est particulièrement salubre» (Fotsing 1995, 132). Ces hautes terres s'élèvent à des latitudes subéquatoriales. Les grands escarpements méridionaux et occidentaux, ainsi que les versants ouest de la dorsale, reçoivent des précipitations importantes. Des pluviosités annuelles entre 2500 et 4400 mm font de cette région «le pays des déluges» (Morin 1996, 8). Les façades et plateaux orientaux sont nettement plus secs avec parfois moins de 1500 m (plaine du Noun et chefferie de Bangangté) et peuvent manquer d'eau. Surtout, ces hautes terres semblent bénéficier d'un printemps perpétuel, de ciels plus lumineux et d'une salubrité qu'ont recherchés les hommes (Morin 1996, 9).

ordres, palpent, observent et achètent aux paysannes, montent sur les chargements, dorment où elles peuvent, parfois à même les sacs dans les camions pour ne pas être volées; elles prennent d'énormes risques, y compris dans leur corps, en déambulant sur les marchés ou en travaillant jusque tard dans la nuit. La bourse qu'elles portent à la ceinture les identifie, objet d'autant plus symbolique par sa présence visuelle que les paysannes qui vont au marché portent leur argent en toute discrétion. Inévitablement, des histoires circulent sur ces femmes, tout autant admirées pour leur indépendance que craintes de ce fait. Elles travaillent seules et c'est de cette capacité à circuler et à payer qu'elles tirent l'ambiguïté de leur situation. Car « celui qui paye, celui qui donne de l'argent » est quelqu'un que l'on se doit de respecter, qu'il soit homme ou femme. C'est autant celle que l'on apprécie si elle est capable d'assurer les dépenses liées à son rang que celle qui rassure car elle protège. C'est aussi celle qui circule entre les lieux et qui tire son avantage de sa capacité à être en mouvement. C'est d'ailleurs là une nouveauté exprimée comme telle : les femmes aujourd'hui passent les frontières des lieux et des activités. Elles partent de leur concession pour aller vendre une partie de leur production au marché voisin; elles achètent sur le marché ou directement auprès de paysannes pour revendre ailleurs; elles vont rendre visite à leurs enfants et en profitent pour acheter en chemin des pommes de terre, du plantain, des arachides ou des ananas et les revendre en ville au moment d'une réunion de leur association; elles cuisinent du couscous de maïs pour le vendre sur le marché car ce plat bamiléké est particulièrement apprécié à 'aoundé. Les femmes investissent aussi, dès lors, des lieux dont elles étaient absentes et surtout elles ont acquis une liberté de circulation dans et entre des lieux moins contrôlés. Aller seule au marché et entrer dans le bar pour offrir à l'étrangère que je suis une bière n'est en rien un fait anodin sur l'assurance acquise. Lorsque le mari entre à son tour et qu'une bière lui est malicieusement offerte, les jeux d'attitudes et le cadre d'interaction sont éloquentes à observer : le sourire appréciatif de l'épouse devant la situation renversée, celle d'offrir, en présence d'une étrangère, une boisson alcoolisée à son mari dans un lieu public connoté au masculin, tellement marqué que la présence des femmes paysannes, au village, y est très récente. L'analyse du cadre et des jeux de figuration se poursuit lorsque les enfants entrent en scène : ils demandent une boisson gazeuse au père qui répond : « Adressez-vous à votre mère, elle peut payer, elle ! ».

Mes souvenirs sont aussi d'autres lieux d'assurance, de reconnaissance. Ce sont les cases obscures, aux angles poussiéreux d'où émergent, face à la porte, seule trouée de lumière, quelques plats noircis par la suie. À l'opposé et à l'abri des regards, les réserves de grains, en entrant à gauche le lit de bois, maison-antre au foyer central composé de trois pierres, seulement éclairée par la lumière du feu. La case est un univers clos, un lieu qui permet le repli de la femme et de ses enfants sur eux-mêmes, un lieu où tout est contenu, retenu, caché. Lieu clos, de renfermement, la case est aussi un lieu de socialisation féminine où, à la chaleur du foyer, la parole se délie. De l'extérieur, les cases des femmes, identiques, font comme une haie d'honneur que l'on emprunte et qui se heurte, en bas du chemin, à la maison du chef de la concession, spacieuse, aux fenêtres parfois vitrées, souvent la seule maison éclairée par l'électricité, singulière par le mobilier, vieux fauteuils décatés, pièces avec table et chaises. La maison obstrue le passage, incontournable: organisation exemplaire où le social et le spatial se lisent en vis-à-vis. À l'arrière, le domaine de l'homme, près du marigot, lieu de l'eau et de l'humide, entretient son mystère autour du bois sacré lorsqu'il demeure. Le marquage de l'espace et son organisation rigoureuse sont toujours assurés par les jeux de limites des haies vives de bambous, encore entretenues. L'univers familial est un univers clos. Entrer dans les concessions, c'est pénétrer dans son organisation et sa hiérarchie que l'on peut suivre parfois encore en écoutant les vieux expliquer les anciennes traces des passages marqués au sol qui organisaient les circulations surveillées des femmes. Dans les familles de notables et, encore aujourd'hui, pour les femmes et filles de chefs, demeurent vivaces les interdits notamment des moments, des présences et des passages, mais aussi les manières de faire et de se présenter dans les différents lieux organisant la vie dans la concession et l'espace villageois.

Autre souvenir, celui du bruit des pas des femmes. Les femmes marchent, portent sur la tête et sur le dos. Le plateau bamiléké est un pays de chemins et de pistes denses et sinueuses. Les paysannes quittent à l'aube leur concession et partent dans la brume, la houe sur l'épaule, rejoignant des voisines. Elles marchent parfois des kilomètres jusqu'à leur champ qu'elles travaillent seules ou à plusieurs lorsqu'elles s'échangent du temps de travail (dans le cadre du *chi*). Les femmes passent, traversent et s'arrêtent peu. Elles circulent constamment dans l'espace de la chefferie en raison de l'exiguïté et de la dispersion des parcelles (les *nà'a*) qu'elles cultivent. Une femme dispose de champs aussi bien dans la concession de

son époux que dans celle de ses parents ou de sa belle-famille. Elle crée, dans le finage villageois et au-delà, son propre maillage qui relie les lieux cultivés, y compris entre la ville, le village et la brousse. Quoi qu'il en soit de cette diversité d'accès au foncier, les paysannes marchent, portent et s'épuisent, mais elles s'organisent aussi en collectif autour des organisations paysannes pour défendre leurs droits, accéder à des formations, promouvoir des projets. Mais que ce soit vers la plaine de Galim ou vers les terres de la montagne, leurs cultures, longtemps considérées comme marginales, sont aujourd'hui primordiales pour contourner la contrainte de la saturation des terroirs, l'épuisement des sols et la reconversion du système productif. À tel point qu'aujourd'hui, certains planteurs de café reconsidèrent leur désintérêt pour les cultures vivrières et investissent surtout dans le maraîchage sur leur terre. Les femmes de la ville, qui bien souvent n'ont jusqu'alors jamais travaillé la terre, se retrouvent aussi aujourd'hui dans la contrainte de la survie en «comptant sur le champ». Elles quittent Dschang au petit matin, marchent jusqu'à une trentaine de kilomètres parfois, atteignent pour certaines l'escarpement vers la plaine de Mbo et travaillent des terrains très pentus. Le travail est pénible et surtout il ne suffit pas de bien produire, faut-il encore «sortir à temps les légumes du champ». Sans transport, il arrive qu'une partie de la récolte pourrisse sur place.

Ce récit de terrain témoigne d'un changement majeur que l'on observe ailleurs en Afrique. La crise de la fin des années 1980 est en effet apparue dans un contexte de changements rapides, mais encore peu apparents, des statuts, des rôles et des places sexués.

Durant 30 ans, du début des années 1960 à la fin des années 1980, le pays bamiléké des hauts plateaux de l'ouest Cameroun a vécu de l'argent généré par la rente caféière. La société bamiléquée de l'ouest Cameroun s'est inscrite typiquement, depuis les années 1960, dans les politiques de développement privilégiant l'insertion sur les marchés internationaux via la vente de cultures commerciales : autour du café ont été réorganisés les systèmes productifs alors que le complexe agroforestier était préservé ; les paysages de bocage ont permis l'implantation des caféiers à l'abri des grands arbres, qui sont autant de symboles de l'emprise foncière des chefs (de famille, de quartier, de chefferie), tout en étant devenue une culture fortement identitaire pour les hommes ayant le statut de planteur. Réservée dans les années 1930, par la puissance coloniale, aux chefs et aux notables, cette culture s'est diffusée rapidement 30 ans plus tard, sous la

pression des mouvements sociaux, sans trop modifier les paysages mais en supprimant l'association agriculture et petits élevages caprins et ovins qui caractérisait jusqu'alors le système traditionnel. À partir de la fin des années 1980, la filière café pâtit d'effets conjoncturels de baisse des cours et structurels de baisse des rendements (avec l'avancée en âge des arbustes alors que l'apport d'engrais est difficile en raison de l'augmentation de leur prix). La crise des années 1990 a créé le contexte d'un changement notable des systèmes de production. Aujourd'hui, les paysans explorent d'autres organisations productives qui modifient plus radicalement les paysages et qui engagent les femmes dans des pratiques spatiales et organisationnelles nouvelles. Selon les chefferies, les pieds de café sont aujourd'hui arrachés et les grands arbres coupés au profit d'une extension des surfaces en cultures vivrières qui font l'objet d'une forte spéculation pour nourrir les villes. Avec les difficultés de la filière du café et les diverses crises subies par les campagnes de l'ouest, les paysannes ont impulsé des changements qui interrogent les modalités spatiales des rapports de genre.

Ces évolutions favorisent une plus grande autonomie économique, sociale et spatiale des femmes. Leur entrée dans des activités génératrices de revenus (vente du vivrier marchand en campagne et activités informelles en ville), mais aussi le niveau élevé de scolarisation des filles, comme « la monétarisation des échanges de prestations entre mari et épouse et la nucléarisation des unités de production sont de puissants facteurs de changements dans les relations entre époux et épouses. Même si les femmes, conscientes de ce qu'elles sont en train de remettre en question, avancent à "bas bruit" » (Locoh 1996, 3). Ces changements entre l'aoundé et les campagnes bamilékées, dans la mobilisation de ressources financières par les hommes et les femmes, sont relativement similaires.

En ville, les hommes sont confrontés à la « compression » des emplois formels. « Les changements socio-économiques actuels affectent plus fortement les hommes que les femmes : les rôles des hommes et leurs identités sont plus questionnés et fragilisés alors que ceux des femmes sont renforcés » (Silberschmidt 2001, 1). Dans les campagnes, les difficultés de la filière café arabica concernent sévèrement les planteurs de diverses conditions. Beaucoup d'hommes « n'ont plus les moyens » alors que le recours à l'entraide communautaire est difficile : « Nombreux sont ceux qui croyaient être sortis de la précarité et s'y retrouvent brutalement plongés » (Courade 2001, 20), obligés à « vivre petit ».



Les situations sont ainsi comparables: les paysannes entrent «de plain-pied dans les circuits de l'économie monétaire dont elles avaient été exclues par l'agriculture d'exportation» (Chaléard 1996). Aujourd'hui, en pays bamiléké, elles bouleversent l'ordre des choses et retrouvent cette relative autonomie en mettant sur le marché une part toujours plus grande des produits vivriers qu'elles cultivent, mais également en produisant des légumes exclusivement pour le marché, comme les pommes de terres, les carottes ou les choux. Par ailleurs, un certain nombre d'urbaines précarisées retournent au champ et cultivent plusieurs lots: dans le cadre d'une agriculture urbaine (notamment les bas-fonds), de déboisement dans les espaces périurbains et dans un mouvement de retour au village pour travailler une terre familiale en ligne féminine, le plus souvent. Ainsi, un grand nombre de femmes rurales et urbaines se retrouvent pareillement dans la production, la transformation et la commercialisation des produits vivriers: pour les femmes de faible condition économique, le champ et le commerce de proximité représentent un univers commun.

Aujourd'hui, l'enjeu est de comprendre comment ces femmes négocient leur place réelle et symbolique dans les espaces référentiels et identitaires, notamment dans l'articulation renouvelée des relations entre la ville et le village. Dans le contexte singulier des années 1990 où de nombreuses femmes en Afrique se sont fortement inscrites dans l'économie informelle, en pays bamiléké nous insistons sur l'analyse des conséquences spatiales de deux faits majeurs: d'une part, l'implication croissante des paysannes dans les mobilités spatiales chefferies/mondes urbains; d'autre part, la signification sociale du passage des activités féminines de l'économie domestique à l'économie marchande avec comme corollaire la présence plus visible d'un certain nombre de femmes, pour des raisons de travail, dans l'espace public (Guétat-Bernard 2007).

### **Mobilité spatiale, circulation et espace de travail**

Les mobilités spatiales des femmes peuvent être lues comme une adaptation de leur rôle de femme-nourricière, qui induit, à partir de cette place sociale, des changements des rapports de genre au sein des familles. «L'image de la femme nourricière, représentation dominante, sert de point de départ aux stratégies des femmes. Dans le prolongement du discours de la reproduction qui renvoie aux règles, elle nourrit l'imaginaire. L'identité féminine se construit à partir de ce discours-là» (Puget 1999).

Les stratégies féminines d'accès à des espaces nouveaux de production de cultures vivrières sont alors en continuité avec les représentations de leur place dans la société locale et les pratiques des aînées (Guétat-Bernard 2003). S'opèrent pourtant des changements qui permettent aux femmes d'accéder à des inscriptions spatiales nouvelles.

Les espaces féminins de production comprennent ainsi les champs proches de l'espace habité (*nka'a*) et les terres de réserve (*tswet*, le champ éloigné et *tswet lekwet*, le champ éloigné dans la montagne) que le chef octroie temporairement aux femmes. Traditionnellement, chaque femme s'inscrit, par le lien foncier, dans des rapports sociaux familiaux, de lignages (du père et de la mère) mais aussi de voisinage. Chaque femme est ainsi tributaire de l'octroi d'un don de terre en droit d'usage auprès de son mari, de son père, de sa mère, de ses voisins, de ses consanguins. Chacune se trouve au centre d'un réseau social d'alliances territorialisées via le rapport foncier: l'étendue des réseaux de parentèle, en ligne masculine et féminine, et le nombre d'enfants garantissent aux femmes l'accès à diverses parcelles. Mais si les hommes tolèrent une transmission tacite de femme à femme à l'intérieur de leur concession, les réseaux d'alliances de voisinage ou familiaux se centrent de plus en plus aujourd'hui sur la famille de moins en moins élargie. Il existe aussi une concurrence accrue des hommes et des femmes pour l'accès à la terre. L'élargissement d'un marché de la terre interroge par ailleurs sur la reconnaissance des droits d'usufruit sur la terre face au droit de propriété.

L'introduction du café a toutefois modifié cette organisation spatiale car les arbustes ont été plantés à proximité des concessions, sur les meilleures terres. Hurrault (1970) défend aussi l'idée que l'introduction du café a altéré le système agricole par la pratique d'une seconde campagne de plantations totalement incompatible avec l'élevage.

Obligées de pratiquer sous les caféiers un sarclage soigné en septembre-octobre, beaucoup de femmes ont pris l'habitude de faire, d'abord sous les caféiers, puis en des emplacements quelconques à l'intérieur des concessions, une seconde campagne de cultures (patates, haricots, doliques, courges, mais aussi choux et poireaux). La plupart des hommes ont préféré renoncer aux quelques chèvres qu'ils élevaient encore, que d'affronter des discussions continuelles en empêchant leurs femmes de cultiver à leur guise. (Hurrault 1970, 255)

Or, aujourd'hui, l'apport d'engrais de cet élevage fait cruellement défaut lorsque les engrais chimiques sont devenus trop chers à l'achat alors que, désormais, l'impossibilité pour les petits paysans d'obtenir des revenus complémentaires par l'élevage et l'utilisation des communaux a renforcé les inégalités sociales.

La mobilisation de la mémoire orale des vieilles femmes permet de resituer cette histoire. «Les terres les plus favorables, puis les réserves furent ainsi confisquées légalement pour y établir les plantations» (Morin 1996, 120). Les surfaces disponibles pour les cultures vivrières ont été réduites massivement, obligeant les femmes à porter leurs activités sur la partie supérieure des concessions. Puis, «ces terres médiocres s'épuisant, les femmes ont poussé leur mari à demander le partage des dernières terres d'usage collectif» (Hurrault 1970, 254). L'un des enjeux des violences politiques des années 1958-1962 était précisément la démocratisation de cette culture. L'extension sociale et spatiale du café a supposé, un temps, la complantation avec les cultures vivrières en raison du confinement des femmes sur les terres proches du village pour des raisons d'insécurité. À la fin des troubles, les femmes ont mobilisé des espaces productifs plus lointains, considérés comme des réserves foncières. Aujourd'hui, en raison des difficultés de la filière du café arabica et de l'augmentation de la pression foncière (dont les raisons sont l'inégalité de la répartition foncière par l'accaparement d'une vaste portion du terroir par quelques «grands», le retour des «jeunes hommes» de la ville, la pression démographique, la spéculation autour du «vivrier marchand», la baisse de fertilité des sols), deux dynamiques majeures s'observent.

Premièrement, il existe une grande diversité de gestion des terres du plateau selon les environnements physique (qualité des sols, plus ou moins fortes pentes), historique (espaces plus ou moins fortement et tardivement en contact avec le pouvoir colonial), culturel ou encore économique (proximité des axes routiers, des marchés urbains). Le paysage du plateau est ainsi contrasté entre les chefferies qui ont maintenu le bocage et celles où les paysages sont désormais ouverts. Le pays bamiléké est connu pour son système agro-forestier à trois étages (Gauthier 1994). La strate haute (10 m environ) comprend les arbres fruitiers, des espèces de bois d'œuvre ou nécessaires à la pharmacopée. La strate moyenne, entre 3 et 10 m, est celle des agrumes, des goyaviers, des bananiers et papayers. Au-dessous, s'établissent les cultures, elles-mêmes étagées : maïs, ignames, choux, arachides, etc. Les activités des femmes contribuent aujourd'hui

aux changements des paysages. Les femmes, qui ont supporté le surcoût de travail sur les plantations de café de leur époux, indiquent que lorsque les prix du café ont durablement baissé, elles ont volontairement endommagé les racines des caféiers alors que pendant longtemps, il était interdit d'arracher les arbustes productifs. Lorsque les interdits des structures d'État ont été moins coercitifs, les paysannes ont encouragé leur mari à couper les caféiers, voire les grands arbres, pour éviter aux cultures vivrières et maraîchères un trop grand ombrage. Les paysages s'ouvrent désormais pour laisser place au soleil bienveillant aussi pour les plantations de canne à sucre.

La deuxième dynamique est la nécessité pour les paysannes d'aller chercher des terres en culture de plus en plus loin de leur concession et de la chefferie: les terres de «campagne» (*ngu*<sup>3</sup>) – celles historiquement incluses irrégulièrement dans l'espace productif, terres que toute femme peut cultiver, mais sur lesquelles l'usage n'établit aucun droit foncier – mais aussi celles de la montagne bamboutos ou encore celles des plaines (de Galim notamment en direction du pays Bamoun), longtemps délaissées car trop insalubres. Les «élites urbaines» et les notables continuent de s'appropriier ces terres collectives pour clôturer de vastes domaines. Les paysannes de faible condition sont également en conflit avec ces mêmes investisseurs car il est arrivé que des terres amendées par les collectifs de femmes fassent l'objet d'une expropriation et d'un phénomène d'enclosure avec l'assentiment du chef de village qui obtient des contreparties symboliques ou financières. L'appropriation foncière de la montagne est alors un enjeu de plus en plus conflictuel entre les collectivités coutumières, les éleveurs, les paysans – hommes et femmes –, les citadins, l'État. La tendance aujourd'hui est à une appropriation individuelle des terres collectives.

Le secteur de Galim s'étend, quant à lui, sur un ensemble de collines peu peuplées couvertes de savanes. Sur ces sols peu favorables, se pratique une agriculture pionnière et spéculative, alors que le défrichement est total. Dès les années 1965, les pouvoirs publics soucieux de décongestionner le plateau central avaient mis en place une politique de colonisa-

<sup>3</sup> Le *ngu* ressort directement du chef, le *fon*. Il constitue sa «réserve» – au sens féodal – ou *tsafo*, domaine occupé par l'emplacement des constructions de la chefferie proprement dite, des pâturages communs, des terres vacantes, des pistes et cours d'eau. Le chef a un droit exclusif sur le *tsafo*, même si celui-ci ne lui appartient pas (Morin 1996, 43).

tion encadrée. Puis la colonisation s'est effectuée de manière plus anarchique, en fonction des projets d'investissement des élites. Contre un salaire (*pambe*) ou une sorte de métayage, les «petits frères» et les femmes travaillent leurs parcelles. Ces femmes, venues de loin, résident à Mbouda d'où elles descendent chaque jour dans les champs. Elles y dorment aussi parfois. Certaines femmes vivant en ville ont aussi acheté de la terre en leur nom. La plaine est ainsi un espace nouveau d'investissements fonciers pour les femmes (Guétat-Bernard 2003). Mais «l'intérêt économique à court terme, pour ces femmes qui sont toujours en tenure précaire, ne leur permet pas d'appliquer des techniques de reconstitution ou de protection des sols» (Morin 1993, 115).

Les cultures sur ces terres lointaines de la montagne et plus encore de la plaine induisent pour les femmes un surcroît de fatigue et de travail: sans engrais, sans matériel, les terres de la montagne sont amendées, terrassées et celles des plaines drainées. Pourtant, sans investissement ni méthode ou matériel cultural nouveau, avec une concession de la terre à titre provisoire, les femmes ont des pratiques particulièrement préjudiciables aux milieux naturels (Morin 1996, 115). Elles n'ont pas le droit de planter des arbres ou des arbustes ou d'édifier des haies ou des clôtures qui sont autant des symboles d'appropriation. L'érosion y sévit alors brutalement (Morin 1996, 121). Par ailleurs, ces femmes supportent des allongements d'heures de marche alors même que l'absence de route carrossable ou de moyens pour payer le taxi les oblige à transporter de lourdes charges sur leur tête ou parfois encore à laisser une part de la récolte dans les champs lorsqu'elles n'ont pas réussi à négocier avec les grossistes – les *bayem sellam* – la vente sur pieds de leur production. Durant la saison des pluies, pour rejoindre leur champ, notamment dans la plaine de Galim, elles doivent endurer les dures conditions de transport, parfois perdre leur récolte si le véhicule est immobilisé. Pour éviter trop d'allers et venues, elles restent le temps des travaux agricoles (qui peut atteindre un temps cumulé de quatre à six mois par an) dans des cases de champ, vivant dans un confort rudimentaire. Une comptabilité précise du rapport coûts/bénéfices montrerait, dans de nombreux cas, un bien maigre bénéfice à la fin du cycle agricole. Même si, dans le court terme, les femmes assument les dépenses quotidiennes de leurs enfants. Leur absence, plusieurs semaines par an et pour des périodes plus ou moins longues, est une situation nouvelle. Certes, elles ont toujours circulé à l'intérieur d'un espace restreint de travail, l'émiettement de terres en culture étant d'ailleurs une très forte

contrainte à l'amélioration des techniques de production. Mais aujourd'hui, cet espace s'élargit grandement. Il ne s'agit pas seulement d'une extension de leur espace productif, car les paysannes sont dans une démarche nouvelle de demande de terres en usufruit hors des réseaux sociaux familiaux ou de voisinages et surtout hors de leur chefferie. Dans ces espaces-temps de travail, loin du terroir d'origine, s'observent aussi de nouveaux apprentissages féminins que l'on peut considérer comme d'autres « lieux d'entre soi » (Héritier 1996) de femmes. Les femmes échangent de la nourriture, dorment côte à côte, s'entraident dans le travail au champ, se relaient pour la garde des enfants au village. Mais c'est toujours au nom de leur devoir de mère, productrice du vivrier, que ces changements s'inscrivent socialement (Guétat-Bernard 2003)

Cet accès complexe au foncier explique ces modes d'exploitation agricoles différenciés selon la nature du droit coutumier qui s'applique aussi à l'échelle de la parcelle. Isabelle Grangeret-Owana (2001, 49) explique, dans une étude agronomique détaillée de la région, que la stabilité du droit d'usage de la terre, dans les champs de case (que les femmes obtiennent sur les terres de leur mari au moment du mariage) et dans les champs chez leur mère, encourage les paysannes à maintenir des modes d'exploitation soignés.

Les techniques agricoles traditionnelles des femmes sont particulièrement respectueuses de la fertilité des sols. L'écobuage consiste en une combustion étouffée d'une partie de la matière organique groupée en andain recouvert d'une pelisse végétale. Il libère des éléments minéraux importants et allège le sol en diminuant le taux d'argile. Le billonnage qui maintient le système racinaire au-dessus de la nappe phréatique en zone marécageuse sert aussi à l'enfouissement profitable d'herbes et de débris restituant au sol une partie de la matière organique. (Grangeret-Owana 2001, 113)

Au contraire, dans les champs de leur mari, ceux du chef et ceux de la campagne, les droits fonciers sont temporaires. Sur ces parcelles, les associations et le calendrier culturaux sont simplifiés, comme le sont l'ensemble des techniques de culture. On vient de voir que cette précarité est évidente également sur les terres de réserve de la montagne qui peuvent leur être confisquées à tout moment, une fois mises en valeur, par de riches notables. L'accès aux terres des plaines, plus lointaines et hors de leur chefferie, s'effectue souvent par l'entremise des maris, contrairement aux

terres de campagne, *ngo*, que les femmes cultivent plus librement. Toutefois, les tensions foncières qui s'affirment et le besoin en ressources monétaires permettent difficilement la reconduction des méthodes culturelles ancestrales, y compris sur les terres centrales du terroir. L'agriculture de rapport qui se développe oblige à l'utilisation d'engrais chimiques et à l'abandon des temps de jachères faisant peser une lourde hypothèque sur la fertilité des sols, particulièrement pour les plus petites exploitations (Grangeret-Owana 2001, 115). On observe un autre changement dans ce schéma: un plus grand nombre de femmes vivant en ville participent au marché foncier qui s'affirme. Certaines sont en capacité d'acheter: elles sont commerçantes ou parfois elles reçoivent l'argent de leur réseau familial.

La crise économique a ainsi induit une autre situation nouvelle: des femmes de la ville, les épouses de fonctionnaires notamment, qui parfois n'avaient jamais travaillé la terre, ont été contraintes depuis 15 ans de chercher de la terre en culture pour survivre. Elles s'inscrivent ainsi dans plusieurs dynamiques conjointes, qui induisent de leur part aussi, plusieurs formes nouvelles de mobilité spatiale. A Dschang ou à 'aoundé, mais aussi à Bafoussam, Mbouda, ces femmes s'inscrivent dans trois types de mobilités. À l'intérieur de la ville, dans les bas-fonds, elles dynamisent une agriculture urbaine: elles produisent notamment des légumes – en fait de la verdure: salades, épinards, etc. – qu'elles vendent directement sur le marché local du quartier. À la périphérie des villes, elles contribuent au déboisement: à Dschang, par exemple, les femmes travaillent les terres extrêmement pentues de l'escarpement vers la plaine M'bo. Elles produisent du maïs et du haricot pour l'auto-consommation. À 'aoundé, les femmes bamiléekées négocient directement la terre avec les groupes autochtones sans pouvoir bénéficier d'un usufruit sécurisé. Les vols de récoltes sur pieds représentent aussi un souci majeur dans ces champs isolés. Certaines femmes aux moyens plus conséquents achètent de la terre dans ces zones péri-urbaines, parfois sans en informer leur mari et en gardant secrète leur acquisition de crainte qu'elle leur soit confisquée. Enfin, les femmes réactivent leur réseau d'alliance matrimoniale et demandent de la terre en usufruit au village, surtout celui de leur mère. Ainsi, selon le calendrier culturel, elles quittent la ville pour aller travailler les champs au village. L'objectif est aussi la production de nourriture pour le foyer. D'autres femmes urbaines se lancent dans des activités de commerce de *bayem sellam* en mobilisant aussi leurs réseaux d'alliance, surtout lorsqu'il s'agit d'acheter dans les marchés de brousse ou sur pied les

récoltes (plantain, pommes de terre, légumes, sauf les grains alimentaires qui restent un commerce d'hommes) et de revendre sur les marchés urbains ou à domicile.

L'ensemble de ces initiatives inscrit les femmes de la ville et de la campagne dans un rapport nouveau à l'espace de travail mais aussi à l'argent.

### **« L'argent sort du travail des femmes »**

Un renversement de la place relative qu'occupent les activités de l'époux et de l'épouse dans les budgets des familles s'opère depuis les années 1990 : les femmes sont en capacité de payer, « l'argent sort » des activités de travail des femmes. De plus en plus fréquemment, les épouses prennent à leur charge des dépenses incombant socialement aux pères de famille comme l'achat de l'huile, de la sauce, du savon, des vêtements, des frais de scolarité et de médicaments, en fait tout « ce qui ne sort pas du champ ». « L'homme est là, il n'a plus les moyens. » Ce qui fait dire à un de mes interlocuteurs : « L'homme pour le moment est devenu la femme et que la femme devienne homme ». Aujourd'hui, hommes et femmes s'observent, se qualifient ou se disqualifient en fonction de leur capacité ou incapacité à « faire sortir l'argent », à payer (Guétat-Bernard 2006).

Cette situation fragilise les instances de socialisation (notamment le déclin de l'autorité paternelle quand le chef de famille n'a plus les moyens économiques de « soutenir » ses enfants) et conjointement la mise en cause du pouvoir masculin sur les femmes (Marie 1997, 428) notamment lorsque certaines femmes remettent en question l'idée même de travailler le champ de leur mari. À terme, on se trouve face à une situation étudiée ailleurs en Afrique, en Afrique australe et orientale notamment, où, non intentionnellement, le marché minerait le patriarcat. Le soubassement des relations de pouvoir étant précisément la maîtrise de la force de travail des cadets sociaux, enfants et épouses, on peut comprendre à quel point les structures de pouvoir sont ébranlées lorsque les épouses peuvent s'affranchir du contrôle de leur propre force de travail au travers des obligations de travail non réciproques que les maris attendent d'elles (Jackson 2000, 9 cité dans Guétat-Bernard 2006, 154). Pour cela, les paysannes qui le peuvent préfèrent payer les services d'une autre femme pour travailler sur les champs de leur mari. La mobilisation monétaire permet également aux femmes de s'affranchir de l'aide physique des hommes – pour mettre



en culture de nouvelles terres par exemple, ce qui suppose la coupe d'arbres ou l'enlèvement de pierres –, en achetant leur force de travail. Les nouveaux rapports à l'argent des femmes sont ainsi un puissant facteur de bouleversement des relations de pouvoir au sein des familles et de la société.

Cette analyse montre bien à quel point le passage de l'une à l'autre de ces sphères est symboliquement significatif pour les femmes. Mobiliser de l'argent est une opportunité réelle d'entrer dans un monde démarqué des relations de proximité de l'univers domestique. Les vieilles femmes bamiléekées l'indiquent: autrefois, même vendre la poule au marché n'était pas socialement concevable pour elles. Les maris prenaient la volaille et la vendaient sans nécessairement donner l'argent à leur épouse: elles vivaient dans une situation de carence d'argent. Les seuls revenus monétaires étaient tirés de la vente de quelques produits (des arachides, des haricots, un régime de bananes, etc.) placés devant la clôture de la concession. Durant les décennies de prospérité, les épouses ne géraient pas l'argent du café mais en retiraient indirectement les bienfaits (scolarité des enfants, habillement, soin de santé). La gestion indépendante des revenus de leur travail est une situation récente. Elles peuvent aujourd'hui se payer les frais de transports pour se rendre en ville sans en référer à leur époux. Le salariat agricole, *pambe*, majoritairement féminin, qui se développe dans certaines chefferies, notamment autour de la ville de Fouban, est recherché par les femmes, en tant qu'employées, car il assure justement une rémunération «objective» de leur travail. À l'inverse, sur les champs de café de leur époux, le travail des épouses peut ou pouvait être considéré comme un travail gratuit parce qu'inséré dans les relations domestiques. Lorsqu'on rappelle à quel point deux contraintes fortes pèsent sur les activités féminines en agriculture: l'accès à la terre (dont nous avons parlé), mais aussi l'accès à la main-d'œuvre, on comprend que la possibilité aujourd'hui, y compris pour les paysannes, de payer une main-d'œuvre salariée représente une liberté d'action nouvelle. Les femmes qui ont les moyens d'employer un salariat agricole tentent ainsi de se dégager des hiérarchies complexes qui conditionnent l'accès à la main-d'œuvre dans les sociétés d'Afrique noire. Notre étude n'a pas malheureusement abordé cette question avec précision. Rappelons seulement qu'en Afrique noire «l'âge d'une femme, sa position parmi les femmes d'un mariage polygyne, le rang de son époux dans un ménage patriarcal multi-générationnel, son statut de femme "héritière" ou veuve, le nombre et le sexe de

ses enfants et des épouses de ses enfants constituent des paramètres» essentiel à comprendre non seulement dans la mobilisation de la main-d'œuvre mais aussi selon ses qualités d'âge et de sexe. Pénélope A. Roberts insiste ainsi à juste titre sur le «caractère limitant d'accès à la main-d'œuvre» pour les projets d'entrepreneuriat féminin car «ces relations induisent des obligations de travail entre les femmes, entre hommes et femmes, et entre femmes et hommes» (Roberts 2001, 204).

Dans le même temps, l'utilisation de l'argent permet aux femmes de renégocier la place qu'elles tiennent dans les relations familiales et lignagères. Lorsque, par exemple, elles sont en capacité de payer les boissons (la bière) et la viande (deux produits alimentaires connotés au masculin) lors des funérailles. Finalement, en payant avec leur argent ces dépenses, y compris lorsqu'il s'agit d'honorer un mort du côté de leur mari, les femmes de la ville ou de la campagne utilisent l'autonomie que leur procurent ces ressources monétaires pour «donner quelque chose»: en ce sens, elles donnent, et tout en reconnaissant l'autre (leur mari, les invités), elles s'inscrivent dans une relation de reconnaissance et de respect, ce qui est le propre de la logique de don. Alors que l'argent qui sert à payer les salarié(e)s agricoles s'inscrit dans l'économie de marché, celui utilisé lors des cérémonies familiales des funérailles est clairement marqué par les logiques familiales et culturelles. «Il n'y a pas d'argent unique, mais des monnaies multiples» qui continuent à jouer le rôle «d'intermédiaire social» (Zelizer 2005, 53).

En pays bamiléké, lorsque les hommes obtiennent de leur épouse l'argent de l'écolage, ils se rendent toujours à l'école pour payer au directeur le montant annuel de l'inscription. Le père s'acquitte ainsi de son devoir. Ce jeu, derrière la scène sociale, permet de préserver «un usage officiel, public, solennel, extra-ordinaire du symbolisme qui est masculin, et un usage secret, privé, honteux et quotidien, qui est féminin» (Bourdieu 1980, 394). S'organise ainsi un jeu d'ambivalence où les femmes contribuent à la fragilisation du soubassement des rapports de force, tout en maintenant les apparences d'un jeu social qui continue de s'organiser autour des hommes relais – les maris, les pères ou les frères. Pourtant, là aussi des changements s'opèrent. Même si les pères continuent officiellement, ainsi, de maintenir leur rang, il arrive aussi de plus en plus fréquemment, souvent d'ailleurs par le biais de leurs réseaux associatifs, que les femmes s'engagent dans des débats publics sur des sujets particulièrement sensibles comme le foncier. La parole publique n'est plus seulement mas-

culine. Les femmes comme les hommes deviennent des acteurs territoriaux de plus en plus visibles : par leurs réseaux associatifs ou ceux de leur mari, les femmes de la ville cotisent et se mobilisent pour des projets de développement au village (construction d'un dispensaire ou d'une école, électrification d'un quartier, aménagement d'un pont, etc.). Les paysannes, quant à elles, sont très présentes dans les organisations paysannes, structures parfois complètement féminisées.

Le paradoxe est qu'aujourd'hui, en Afrique, alors que la monétarisation des rapports sociaux s'est généralisée, l'argent s'inscrit dans l'espace du manque par une rareté inédite de la monnaie. La circulation d'argent, soutenue auparavant par les logiques communautaires, hiérarchiques, redistributrices et clientélistes à travers lesquelles les structures et les jeux sociaux se maintenaient, s'est grippée (Moya 2004 en référence aux travaux de Marie 1997, 170). La crise économique qui touche le monde rural et urbain africain et la chute du pouvoir d'achat de la grande majorité des ménages et des chefs de famille en particulier ont considérablement alourdi la responsabilité financière reposant sur les épaules des femmes. Il revient *in fine* aux femmes de rassembler ou de compléter la « dépense quotidienne ». L'argent s'inscrit ainsi aujourd'hui dans « une grande proximité féminine : constamment manipulé par les femmes et mis en circulation dans un circuit complexe où s'enchevêtrent l'activité économique, les dépenses quotidiennes, les relations d'endettement, les dons, les contre-dons, les formes d'épargne, etc., se dessine alors un espace social inter-féminin marqué par une intense circulation d'argent » (Moya 2004, 172). Disséminé dans de multiples relations d'endettement et utilisé dans les cérémonies familiales et communautaires, l'argent sert alors à former et à élargir la trame de l'espace social.

## Conclusion

L'histoire contemporaine du pays bamiléké est comparable à celle d'autres contextes africains : la dynamique du vivrier marchand a pris le relais du « miracle du développement rural » (Lesourd 1997, 365) qu'ont assuré les cultures de rente durant plus de trois décennies, des années 1960 à la fin des années 1980. La croissance du marché intérieur pour les produits vivriers est concomitante de celle de la population urbaine. Elle a toutefois des antécédents et « n'est pas née de rien : les aires de production, les circuits de commercialisation et les lieux de vente et d'échanges existent

depuis longtemps, antérieurement à la période coloniale, notamment en Afrique de l'ouest. Mais la poussée urbaine et le désenclavement des campagnes ont créé les conditions d'un marché important, basé sur des produits dont le paysan maîtrise les techniques de culture. De plus, alors que les cultures d'exportation sont toujours contrôlées par les hommes, le "vivrier marchand" l'est davantage par les femmes qui ont aussi la maîtrise de leur commercialisation et transformation. Le marché interne soutient une dynamique d'activités féminines riches et variées et contribue à rééquilibrer la détention du pouvoir économique dans le monde rural» (366), tout en rapprochant les dynamiques de développement rurales et urbaines.

Ce rapport des femmes à l'économie marchande mais aussi la mobilisation et le contrôle de leur argent ont des répercussions sur les rapports sociaux de genre. Les femmes ont acquis plus de liberté de déplacement. Elles participent ainsi à la structuration de liens nouveaux entre ville et campagne par les circulations qu'elles organisent. Désormais en «capacité de payer», des femmes de la campagne ou de la ville élargissent leurs espaces de travail et acquièrent un rôle économique nouveau dans et hors de la sphère domestique. Toutefois, les systèmes de représentation associent toujours fortement le féminin à l'univers du don et à la communauté alors que finalement leur place dans l'économie n'est que modestement reconnue. Dans le même temps, l'identité socio-professionnelle valorisante de planteurs, de fonctionnaires ou d'employés d'entreprise n'a pas facilité la reconversion et l'inscription des hommes dans des travaux au statut social déprécié comme les activités informelles ou la production de vivres. Considérant «qu'elles n'étaient pas grand chose au départ», ils comprennent et apprécient au contraire l'engagement de leurs épouses dans une économie de «la débrouille». S'ils «apprécient les femmes... par là», c'est-à-dire par le fait qu'elles ramènent de l'argent à la maison, le silence entre les deux termes de la phrase est significatif du «décalage entre la position sociale des femmes dans le modèle de référence qui nourrit les représentations à leur égard, et leur rôle économique réel, ainsi qu'un écart entre les règles et les pratiques» (Puget 1999). Même si les femmes ont, bien sûr, incorporé les systèmes de domination, les expériences nouvelles des femmes vis-à-vis du marché favorisent un travail réflexif qui préfigure des processus d'individuation féminins. Les femmes ont ainsi à repenser leur place entre l'ordre marchand, associé au travail productif d'individu rationnel, et l'ordre du don, associé à l'univers domestique, au collectif et aux logiques reproduc-

tives. Les deux ordres sont à la fois distincts et mêlés. En tant qu'actrices du développement, les femmes bamiléekées s'inscrivent dans des univers institutionnels qui les contraignent. Dévoiler les discours sur le masculin et le féminin pour comprendre comment pensent les institutions (Douglas 2004) permet d'éclairer la réalité sociale et symbolique inscrite dans les constructions institutionnelles et le cours de l'histoire. L'enjeu est toujours de comprendre comment les mobilités spatiales observées ne sont pas de simples déplacements mais peuvent effectivement produire de nouveaux rapports spatiaux de genre, comme peut tout autant y contribuer l'inscription des femmes dans l'économie marchande.

## Bibliographie

- Bourdieu, P. 1980. La maison ou le monde renversé. In *Le sens pratique*. 441-461. Paris: Éditions de Minuit.
- Chaleard, J. L. 1996. *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris: Karthala.
- Champaud, J. 1981. L'espace commercial des Bamiléeké. *L'espace géographique*. N°3: 198-206.
- Courade, G. 2001. *Le désarroi camerounais*. Paris: L'Harmattan.
- Douglas, M. 2004. *Comment pensent les institutions*, suivi de *La connaissance de soi et Il n'y a pas de don gratuit*. Paris: La Découverte.
- Fotsing, J. M. 1995. Compétition foncière et stratégies d'occupation des terres en pays bamiléeké (Cameroun). In *Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*. C. Blanc-Pamard et L. Cambrézy. 131-148. Paris: Éditions de l'Orstom, collection Colloque et séminaires.
- Gautier, D. 1994. Fondements naturels et sociaux d'un bocage tropical: l'exemple bamiléeké. *Natures, Sciences, Sociétés*. 2(1) : 6-18.
- Grangeret-Owona, I. 2001. La fertilité des terres bamiléeké dans tous ses états. In *Le désarroi camerounais*. G. Courade. 45-69. Paris: L'Harmattan.
- Granié, A.-M. et H. Guétat-Bernard, H. (Dir.). 2006. *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. Toulouse, Paris: Presses universitaires du Mirail, IRD. Collection Ruralités Nord Sud.
- Guétat-Bernard, H. 2003. Réseaux et territoires de femmes. Une étude en pays Bamiléeké au Cameroun. In *Afrique des réseaux et mondialisation*. (Dir.) F. Bart et A. Lenoble-Bart. 99-118. Paris: Karthala. Collection Hommes et sociétés.
- . 2006. Temps et espaces de travail: des assignations et des bousculements des places des hommes et des femmes, chez les Bamiléeké du Cameroun. In *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 143-166. Toulouse, Paris: Presses universitaires du Mirail, IRD. Collection Ruralités Nord Sud.

- . 2007. Développement, mobilités spatiales, rapports de genre : une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du sud, Ouest Cameroun, Amazonie brésilienne). Tome 3. Habilitation à Diriger des Recherches, Université Toulouse 2 le Mirail, UFR Sciences Espaces Sociétés, Département de géographie, Laboratoire Dynamiques rurales.
- Héritier, F. 1996. *Masculin/féminin. La pensée de la différence*. Paris : Odile Jacob.
- Hurault, J. 1970. L'organisation du terroir dans les groupements bamiléké. *Études rurales*. 37-38-39 : 232-256.
- . 1970. Essai de synthèse du système social des Bamiléké. *Africa, Journal of the International African Institute*. XL(1) : 1-24.
- Jackson, C. (Ed.). 2000. Men at work, labour, masculinities and development. *The European Journal of Development Research*. 12(2).
- Lesourd, M. 1997. L'archipel rural africain en mouvement. In *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*. J.-M. Gastellu et J.-' . Marchal. 363-378. Éditions de l'ORSTOM.
- Locoh, T. 1996. Changements des rôles masculins et féminins dans la crise : la révolution silencieuse. In *Crise et population en Afrique*. (Dir.) J. Coussy et J. Valin. Paris : CEPED.
- Marie, A. 1997. Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine. In *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. A. Marie, R. Vuarin, F. Leimdorfer, J.-F. Werner, E. Gerard, O. Tiékoura. 53-110. Paris : Karthala.
- Morin, S. 1993. Colonisation agraire, dégradation des milieux et refus de l'innovation dans les hautes terres de l'Ouest Cameroun. *Espaces tropicaux*. 8 : 106-128.
- . 1996. *Le haut et le bas. Signatures sociales, paysages et évolution des milieux dans les montagnes d'Afrique centrale (Cameroun et Tchad)*. Bordeaux : CRET, Université Bordeaux 3. Collection Pays enclavés, n°8.
- Moya, I. 2004. Démesure, jeu et ironie. Argent et don au féminin à Dakar. In *L'argent, croyance, mesure, spéculation*. M. Drach. 167-180. Paris : La Découverte.
- Puget, F. 1999. *Femmes peules du Burkina Faso. Stratégies féminines et développement rural*. Paris : L'Harmattan.
- Roberts, P. 2001. L'accès des femmes rurales à la main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest. In *Genre et économie : un premier éclairage. Cahiers genre et développement n° 1*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 195-213. Paris : L'Harmattan.
- Silberschmidt, M. 2001. Changing male roles in rural and urban East Africa: the implications for male identity, sexuality and sexual behaviour. Colloque international Genre, population et développement en Afrique. UEPA, UAPS, INED, ENSEA, IFORD. Abidjan, 16-21 juillet 2001.
- Zelizer, V.A. 2005. *La signification sociale de l'argent*. Paris : Éditions du Seuil.

# **La desigualdad de género en la propiedad de la tierra en América Latina<sup>1</sup>**

**Magdalena León**

Esta ponencia presenta la distribución de la propiedad de la tierra para las mujeres rurales en América Latina. Argumenta, en primer lugar, las dificultades en la información estadística para cuantificar la distribución de la tierra por género y la magnitud de la desigualdad que se puede documentar. En segundo lugar, y enfocando en las formas de adquisición de la tierra, da respuesta a la pregunta: ¿Por qué la brecha de género? Para ello, se consideran cada una de las principales formas de adquisición de la tierra, a través de la familia, la comunidad, el Estado y el mercado, y se analizan los factores que contribuyen a la desigualdad de género de la propiedad de la tierra.

## **Problemas metodológicos, limitaciones estadísticas y magnitud de la desigualdad**

A continuación se abordan los problemas metodológicos en cuanto a la medición de la distribución de la propiedad de la tierra por género y se presenta la información cuantitativa disponible para América Latina.

<sup>1</sup> Esta ponencia se fundamenta en Deere y León (2002; 2003a; 2003b) y León (2008).

León, M. 2011. La desigualdad de género en la propiedad de la tierra en América Latina. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C.Verschuur. 189-207. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

Las estadísticas oficiales recolectadas en censos de población y vivienda, en los censos agropecuarios o en otras formas de recolección de información, como las encuestas de hogares de calidad de vida urbanas y rurales, dan muy poca o ninguna atención a la propiedad de bienes por sexo o a la forma en que los bienes son adquiridos. Esto es muy lamentable después de cuatro décadas de esfuerzos realizados por investigadoras feministas y activistas bajo la sombrilla de “Mujer/Género y Desarrollo” para dar visibilidad a la mujer en general y a la mujer rural en particular.

En la primera etapa de los estudios feministas en la región, que siguió a la celebración de la Conferencia Internacional de la Mujer, en 1975, y en la década de la mujer de la ONU (1975-1985), dos temas se privilegiaron, ambos dirigidos a hacer visible a la mujer y su aporte a la sociedad: mujer y mercado de trabajo y la división sexual del trabajo. Los temas sobre propiedad de bienes y en particular de la tierra, quedaron desdibujados en los análisis<sup>2</sup>; en parte esta ausencia se debió a la carencia de información agregada en las estadísticas oficiales sobre ellos. Una segunda etapa de los estudios feministas en las décadas de los ochenta y noventa orientó sus prioridades hacia los derechos sexuales y reproductivos y la eliminación de las violencias contra las mujeres y menos a la defensa de los derechos de propiedad<sup>3</sup>. Una vez más, la escasa información sobre activos y la dificultad de acceder a la existente se deben a las prioridades señaladas<sup>4</sup>.

Las cifras utilizadas para el panorama que se describe derivan de los censos agropecuarios en cinco países (Chile, República Dominicana, Guatemala, Paraguay y Perú) y de las encuestas de calidad de vida de hogares

<sup>2</sup> En la primera etapa, se encuentran pocos trabajos, que hacen referencia a los regímenes matrimoniales y la discriminación que implicaba la figura legal de la autoridad única del cónyuge varón como jefe del hogar consagrada por la potestad marital y sus implicaciones en los derechos de propiedad y escasos estudios en el tema de las reformas agrarias y la participación de las mujeres como beneficiarias.

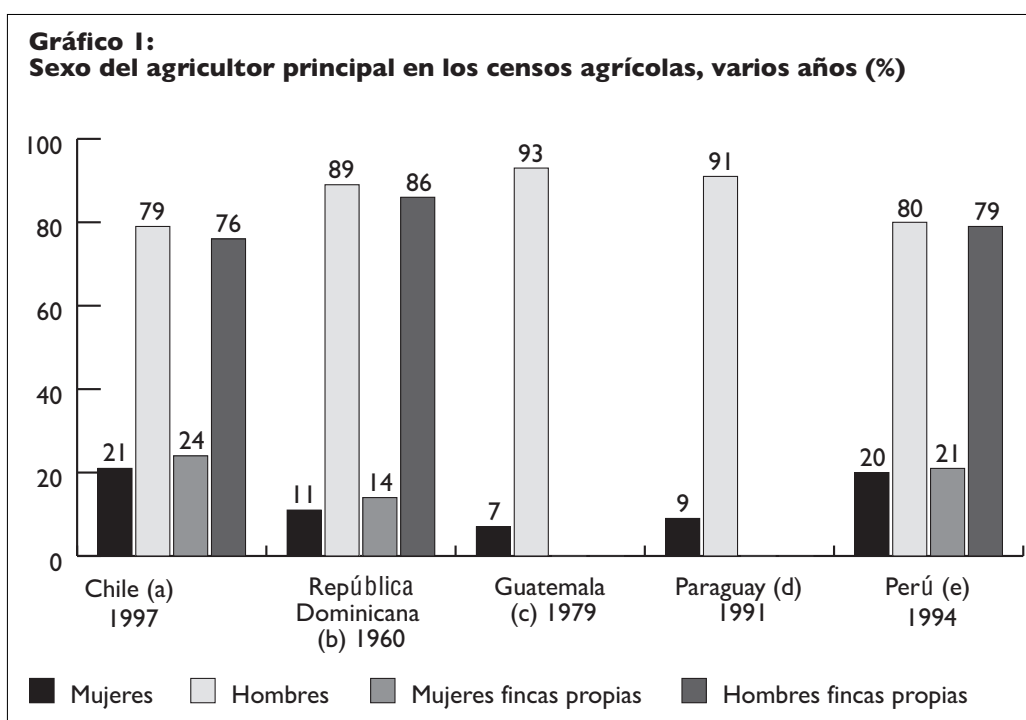
<sup>3</sup> En la segunda etapa y según el ideario de Nancy Fraser (1997) para el análisis de la justicia de género, las prioridades se concentraron en temas de reconocimiento y no de redistribución.

<sup>4</sup> El hito más importante en el tema de propiedad proviene del movimiento de mujeres rurales, que reivindicó el derecho a la tierra y a la herencia, y buena parte de los logros que acusan los derechos de las mujeres rurales sobre los derechos de propiedad a la tierra se debe a su presencia, presión e injerencia. Para consultar los detalles de la lucha por los derechos de la mujer a la tierra, ver Deere y León (2002, cap 6).



rurales, también en cinco países (Brasil, México, Nicaragua, Paraguay y Perú) (Deere y León 2003a; 2003b). Perú y Paraguay tienen datos en ambas fuentes. Los datos censales son de la última década del siglo XX, fuera de un caso de 1960. Las encuestas de hogares son de la primera década del siglo XXI, fuera de una de ellas en 1995.

Para obtener una primera aproximación de la distribución de la tierra por género a partir de datos de censos agropecuarios, se supone que dadas las normas de género prevalecientes, las mujeres que se declaran como agricultoras principales de una finca propia son de hecho las propietarias. En otras palabras, dada la construcción social de género mediante la cual la agricultura se considera una actividad masculina, se supone que pocas mujeres al responder el cuestionario del censo se declaran como agriculturas principales a menos que en realidad sean las propietarias y/o jefas de familia y que no exista un hombre adulto residente en el hogar<sup>5</sup>.



Fuentes: (a) datos no publicados proporcionados a Deere y León por la Unidad de Desarrollo Agrícola, CEPAL con base en INE (1998); (b) República Dominicana (1966, Tabla 7a); (c) Guatemala (1985, Tablas 10 y 11); (d) Paraguay (1993, Cuadro 10); (e) Ministerio de Agricultura (1998, Tabla 10).

<sup>5</sup> Ver Deere y León (1982; 1986) sobre el problema general de la subestimación de la participación de las mujeres en los censos agropecuarios de Latinoamérica.

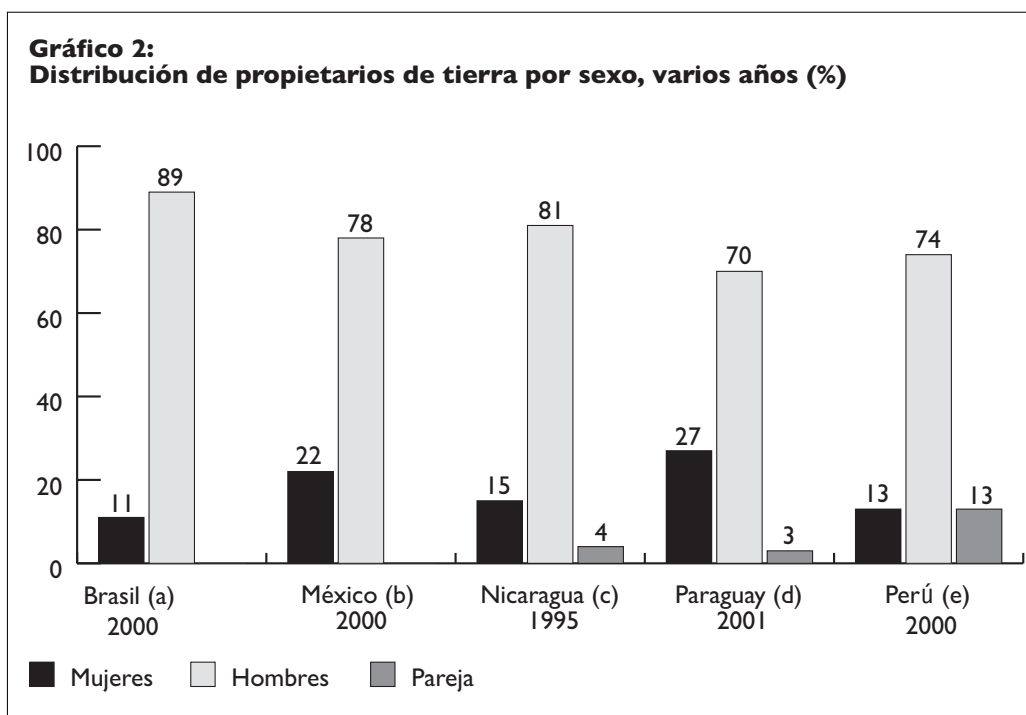
El gráfico 1 presenta la información de los censos agropecuarios disponibles sobre el sexo del agricultor principal y, en caso de existir, de las fincas propias. Desde 1960, sólo cuatro países latinoamericanos han publicado datos sobre el sexo de sus agricultores, el censo agropecuario de Chile de 1997 incluía esta variable en el cuestionario del censo pero no se publicaron los resultados (INE 1998). Existe un número cada vez mayor de países que incluyen la variable sexo en el cuestionario del censo, pero fallan en publicar los resultados, supuestamente por consideraciones presupuestales. Ningún censo pregunta quién en el hogar es el propietario legal y pocos indagan sobre la forma en que se adquirió la propiedad de la tierra. Tanto los investigadores como los encargados de diseñar las políticas continúan asumiendo que las fincas propias son propiedad del jefe del hogar. Este supuesto es claramente insatisfactorio ya que la “finca familiar” puede ser propiedad de cualquiera de los cónyuges, ser de ambos, o pertenecer a algún pariente que puede o no residir en el hogar. Además, cada una de las diferentes parcelas que constituyen la unidad de producción puede pertenecer a diferentes personas que pueden haber adquirido sus tierras de manera diferente.

El gráfico 1 muestra la información censal disponible e ilustra la relativamente baja participación de las mujeres como agricultoras principales, que varía desde un 7% en Guatemala hasta un 24% en Chile, como agricultoras principales en fincas propias<sup>6</sup>. Esta primera aproximación a la brecha en la propiedad de tierra por género en América Latina sugiere que, en realidad, esta es de consideración.

En cuanto a las encuestas de hogares, la información está consignada en el gráfico 2. La LSMS peruana del 2000 (N=1,925) fue la primera de América Latina en preguntar específicamente si el predio pertenecía al encuestado o a otro miembro de la familia y en formular la pregunta más importante: si la titularidad de cada parcela estaba a nombre del jefe de hogar, del cónyuge, de la pareja, de otro miembro de la familia u otros, y si en los últimos casos se trataba de copropiedad. La información muestra que la propiedad conjunta de la tierra por la pareja registra 13% de copropiedad. Otro 13% adicional de las parcelas pertenecían individualmente

<sup>6</sup> La FAO (1997) ha publicado datos con base en los censos agropecuarios sobre lo que denominan “propietarios de tierras por sexo” para siete países del Caribe que no se incluyen en nuestro análisis. La proporción de las mujeres que son agricultoras principales es considerablemente mayor que en Latinoamérica, y oscila entre el 18% en Guadalupe (1989), el 34% en Granada (1995) y el 40% en la Guyana Francesa (1989).

a mujeres frente al 74% propiedad individual de hombres. En total, si las parcelas en co-propiedad se atribuyen a ambos sexos, el dato para las mujeres (individual y conjuntamente) es más alto que el de agricultoras principales mujeres, según el gráfico 1.



Notas y fuentes: (a) para fincas [haciendas] de más de 50 hectáreas, datos derivados del Censo Comunitario Rural, 2000, n= 39,904, Confederação Nacional Agraria, Brasilia; (b) sector ejidal únicamente, incluye ejidatarios, poseionarios y vecindados, n= 2,209,297 (Beyer Esparza 2002, 2); (c) excluye miembros de cooperativas de producción, n= 839, encuesta de hogares rurales FIDEG (Renzi y Agurto 1997, 74); (d) Basado en hogares con títulos de tierra, n=1,694, información derivada del LSMS, MECOVI (Mejoramiento de Condiciones de Vida), 2002-2001, Ministerio de Agricultura y Ganadería, Asunción; (e) Información basada en la propiedad de los títulos de parcelas, excluye miembros ajenos al hogar, n= 1,923, gráfico derivado del LSMS, ENNVI (Encuesta Nacional de Niveles de Vida), Instituto Cuanto, Lima.

La encuesta LSMS 2000-01 de Paraguay (N=1,694) también preguntó por los derechos de propiedad por sexo, pero solo al nivel de la finca familiar. El resultado dio un 27% de los hogares con la mujer como propietaria, un 70% con el hombre y el restante 3% eran fincas en co-propiedad. La proporción de hogares en los cuales la mujer tiene derechos de propiedad

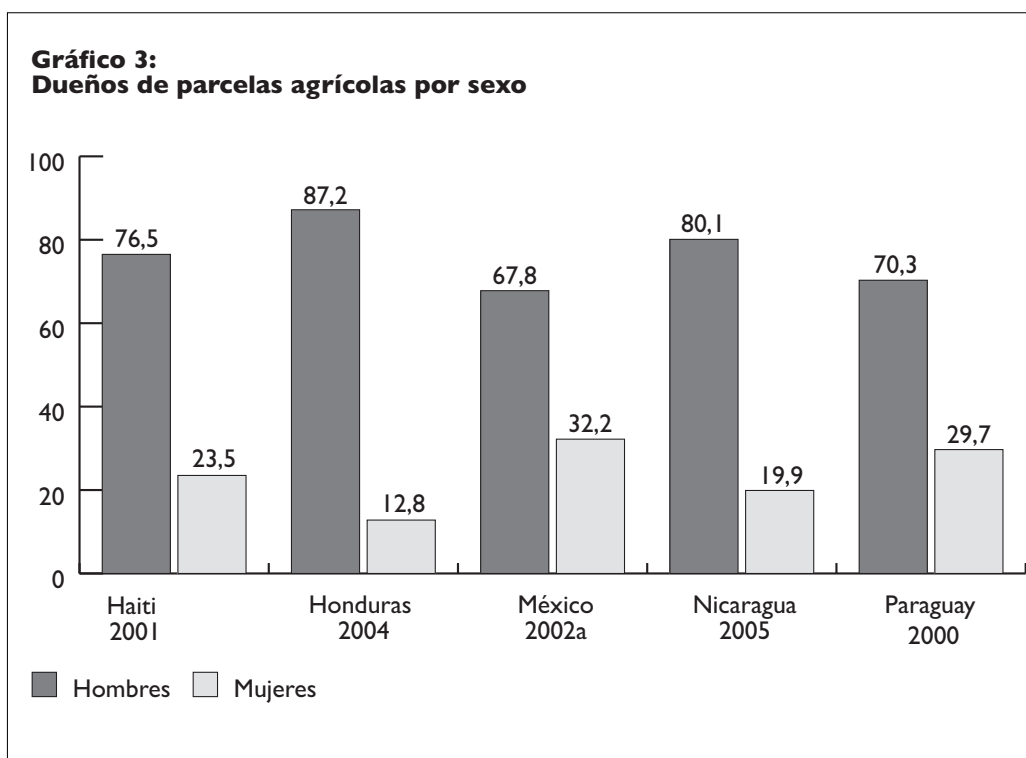
alcanza un 30%, cifra sustancialmente mas alta que el 9% que arroja en el censo agropecuario de 1991 para las mujeres agriculturas (gráfico 1).

La encuesta nicaragüense de 1995 fue una muestra representativa de 3,015 hogares rurales, donde solo el 32% poseían tierra. La mujer era titular en 15.5% de los casos y un 4% de la tierra era propiedad conjunta de la pareja, por lo tanto la mujer tenía derechos de propiedad en el 19% de los hogares. Para Brasil la única información a nivel nacional sobre los propietarios de la tierra por sexo se deriva de una encuesta nacional de agricultores comerciales, definidos como aquéllos que cuentan con cincuenta hectáreas o más de tierra. En esta muestra, de 36,664 propietarios 11% eran mujeres. La encuesta no dio la opción de la tierra en co-propiedad con su cónyuge, subestimando potencialmente la proporción de mujeres propietarias legales.

En México, la información disponible proviene del programa de titulación de tierras, para el sector ejidatario (N=2.9m), que representa aproximadamente la mitad de la tierra agrícola. Una característica radicaba en que, siguiendo las reglas de membresía en el ejido, sólo a una persona por familia, el jefe de familia, se le concedía la titulación del patrimonio familiar de la tierra. Como se muestra en el Gráfico 2, las mujeres representaban el 22% de los que fueron titulados<sup>7</sup>.

Deere, Alvarado y Twyman (2010), en un proyecto reciente, realizado con el Banco Mundial, revisaron 166 cuestionarios de las encuestas de hogares para 23 países de América Latina y el Caribe. Solo 23 para 10 países pedían información sobre propiedad de algún activo y/o su control a nivel individual. De éstos, en seis se encontró información de propiedad de las parcelas por sexo, ver gráfico 3. Se aprecia que la brecha de género sigue el patrón de la información antes presentada y representa una gran desigualdad ; en el mejor de los casos, para México y Paraguay, las mujeres llegan al 30%.

<sup>7</sup> Se dieron importantes diferencias de género en la cantidad de tierra titulada. Las mujeres constituían solo el 18% de los ejidatarios, o aquellos que previamente contaban con derechos seguros sobre la tierra del ejido y tenían voz y voto en la asamblea de la comunidad. Representaban una proporción mayor, 23% de aquellos que contaban con derechos agrarios informales dentro de los ejidos (conocidos como posesionarios) y como resultado del programa de titulación de la tierra, también se convirtieron en propietarias individuales. Las mujeres representaban una proporción más importante entre los propietarios de terrenos de vivienda en tierras ejidales (avecindados), con casi una tercera parte de esta categoría de beneficiarios (Robles et al. 2000, 20-21).



Fuente: Deere, Alvarado y Twyman (2010)

En síntesis, la información disponible para medir la distribución de la propiedad de la tierra por género en América Latina sugiere considerar tres puntos metodológicos. En primer lugar, la medida más acertada se deriva de considerar quién es el dueño de cada parcela que compone la finca familiar. No se debe asumir que todas las parcelas pertenecen al mismo dueño y que éstas son la propiedad del jefe del hogar. En segundo lugar, si se busca una medida rigurosa de la distribución de los recursos por género es importante tener en cuenta el régimen marital, el cual define los derechos de propiedad de la mujer casada. El régimen marital legal en la mayoría de los países de América Latina es la “participación en los gananciales”, régimen en el cual cualquier bien adquirido por la pareja durante el matrimonio con los salarios, rentas, ganancias, etc., constituye la propiedad común de la pareja<sup>8</sup>. Bajo el régimen de los gananciales los bie-

<sup>8</sup> Las principales excepciones en América Latina son Costa Rica, Honduras y Nicaragua, donde el régimen marital legal es la separación de bienes. En la mayoría de los países en el momento del matrimonio se puede escoger entre dos o tres opciones, aunque la mayoría de las parejas tiende a casarse por el régimen legal.

nes que son adquiridos antes del matrimonio o heredados después del matrimonio constituyen la propiedad individual de cada cónyuge. No tener en cuenta la propiedad compartida, como en la encuesta referida de Brasil, probablemente subestima el grado de propiedad de la mujer a la tierra.

En tercer lugar, la proporción de la propiedad de la tierra de la mujer en América Latina es probablemente más grande que la proporción de mujeres que son las agricultoras principales de sus hogares, como lo demuestran los casos de Perú y Paraguay, en razón de la construcción social de los roles de género. Sin embargo, las cifras que se pueden derivar de los censos agropecuarios y de encuestas a hogares rurales ponen de relieve que la distribución de la tenencia de la tierra por género en América Latina es extremadamente desigual, donde las mujeres en el mejor de los casos y en un número reducido de países, constituyen únicamente una cuarta parte del total de los propietarios de la tierra.

Además, la brecha de género en la propiedad de la tierra también varía considerablemente entre los países y en regiones dentro de ellos<sup>9</sup>. Estas variaciones pueden estar reflejando diferencias en los regímenes maritales, en las normas y prácticas de herencia, en las políticas de distribución de la tierra del Estado y en el grado de desarrollo de los mercados de tierras. Estos factores se analizarán a continuación.

### **¿Por qué se da la brecha de género?**

La pregunta central es ¿por qué se da esta brecha de género? Para responder Deere y León (2002) enfocaron sobre cómo la propiedad de la tierra es adquirida y demostraron que el género cuenta. Encontraron que la desigualdad en la distribución de la tierra se debe a cinco factores, inscritos en la familia, la comunidad, el Estado y el mercado. Los cinco factores se presentan a continuación y se analiza por qué cada uno contribuye a la desigualdad de género de la propiedad de la tierra.

<sup>9</sup> Los estudios de caso del proyecto BID-IIICA sobre mujeres campesinas productoras de alimentos hicieron pequeñas encuestas en subregiones de diferentes países. Los datos de Ecuador y Brasil ilustran la diversidad regional y la importancia que puede tener la copropiedad de la tierra en pareja. Ver Deere y León (2003a, cuadro 3).

### **Preferencias masculinas en las prácticas de herencia**<sup>10</sup>

Datos para seis países<sup>11</sup> sugieren que la herencia es un mecanismo para obtener tierra que es más importante para las mujeres que para los hombres, aunque en términos absolutos las prácticas hereditarias en todos los países favorecen a los hombres (ver cuadro 1). Surge la pregunta de ¿por qué se da este sesgo si las normas de herencia que prevalecían en la tradición precolombina y las heredadas de la tradición colonial son relativamente iguales por sexo?

Lo que se conoce del período anterior a la conquista, basado en la noción de complementariedad se asocia con normas hereditarias relativamente igualitarias y con sistemas hereditarios paralelos o bilaterales. En la herencia paralela los hijos heredan a través de la línea paterna y las hijas de la línea materna. En la herencia bilateral ambos padres heredan a sus hijos e hijas, lo que supone que las mujeres poseían y heredaban propiedad que podían transmitir a sus descendientes. En la tradición luso-hispana, la herencia también era bilateral, donde todos, hijos e hijas, heredaban partes iguales de sus padres. La libertad testamentaria era limitada<sup>12</sup>, así el sesgo de género que podía introducirse a través de los testamentos estaba restringido legalmente. Por lo general los cónyuges no se heredaban mutuamente. En el período republicano se conservó la herencia bilateral, algunos países centroamericanos y México introdujeron la libertad testamentaria y en otros se incluyeron a los viudos y viudas, bajo ciertas condiciones, en no ser excluidos como herederos.

Una razón que explica el sesgo de género tiene que ver con la socialización y los roles de género, en los cuales la mujer es vista principalmente como ama de casa, a pesar de su contribución en la agricultura, que se define como ocupación masculina. La falta de reconocimiento social del

<sup>10</sup> Material etnográfico permite señalar que se están dando patrones de cambio para que la herencia de la tierra se vuelva más equitativa entre los géneros. Entre ellos: el alfabetismo en aumento, incluido el alfabetismo legal; prácticas hereditarias divisibles, relacionadas con familias menos numerosas; la migración de los hijos de ambos sexos que deriva en menos herederos en condición de continuar con la agricultura; creciente escasez de tierras y disminución de la viabilidad de la agricultura campesina.

<sup>11</sup> Estos son Brasil, Chile, Ecuador, México, Nicaragua, Perú.

<sup>12</sup> Esta se limitaba a una quinta parte del patrimonio de los padres, aunque una tercera parte adicional, las mejoras, podían heredarse a uno o varios de los descendientes legítimos y los cónyuges en principio no se heredaban entre sí.

trabajo de la mujer en la agricultura puede servir como un mecanismo de exclusión de las mujeres frente a sus derechos de propiedad a la tierra. La división del trabajo se refleja en la composición de la herencia. Las hijas heredan animales, bienes domésticos, dinero en efectivo o la vivienda, mientras que la tierra se concentra en la línea de los varones.

También la herencia se asocia con patrilinealidad (residencia de la nueva pareja en la casa paterna del novio), virilocalidad (residencia facilitada en las tierras por el lado del varón) y exogamia (donde la mujer es sacada de su comunidad), que se asocia con los dos factores anteriores.

Al mismo tiempo, la herencia desigual se relaciona con la lógica de la reproducción campesina, que lleva a la preferencia por un hijo varón. Cuando el acceso a la tierra es limitado, la herencia de la tierra es una de las condiciones fundamentales de la reproducción del hogar campesino, porque el acceso a la tierra es lo que garantiza la continuidad de la unidad de reproducción entre generaciones. Se impone garantizar la continuidad del patrimonio familiar y esto sigue en forma preferente la herencia de la tierra por la línea masculina. Privilegiar a un hijo en la herencia de la tierra también se ha considerado como un medio para garantizar la seguridad de los padres en la tercera edad.

### ***Privilegios que los hombres han disfrutado a nivel legal en el matrimonio y en la cultura***

El privilegio masculino más fuerte en el matrimonio fue el derecho del jefe de hogar varón encargado de representar a la familia y administrar en forma única los bienes del hogar (Deere y León 2002, Cap. 2; Deere y León 2005). La representación del hogar era exclusiva del marido, quien manejaba el patrimonio conjunto y el patrimonio individual de la esposa. Aunque no podía enajenar los bienes individuales de la esposa sin su permiso, sí podía hacerlo con el patrimonio común, a no ser que se registrara en forma compartida, lo cual no fue común. La propiedad común era la que se adquiría de manera conjunta durante el matrimonio y esta se dividía entre los cónyuges cuando se disolvía el matrimonio. El manejo de los bienes por parte del marido favoreció la acumulación de patrimonio en las manos del hombre y permitió a los maridos disponer del mismo.

De esta modalidad de jefatura masculina y mediante un proceso largo y dispendioso, aún no concluido en todos los países de la región, se pasó a la doble jefatura o jefatura del hogar compartida en los códigos civiles y de familia. No sabemos hasta que punto la administración compartida



opera. La participación de la mitad de los bienes conjuntos en el régimen de gananciales o sociedad conyugal, régimen marital que rige en casi todos los países, se produce al concluir la relación por separación, divorcio o muerte. Por lo tanto, el privilegio masculino de administrar los bienes durante la unión, aún hoy avalado por la cultura, contribuye a explicar la brecha de género en la propiedad. Que el marido pueda manejar de manera discrecional los bienes conjuntos ha facilitado la corrupción marital o sea la acumulación de bienes a su favor o venta ficticia, hipoteca y otras maneras de aprovecharse de los bienes conjuntos lo cual, en el momento de la división, deja a la esposa en situación de desventaja.

### ***Sesgos de género en el mercado de tierras***

El mercado no es neutral en cuanto al género. El mercado es más importante para los hombres que para las mujeres en la adquisición de la tierra, o sea que se da un fuerte sesgo en la participación en el mercado a favor de los hombres. Es menos probable que las mujeres participen exitosamente como compradoras.

Las razones se encuentran en los diferenciales de ingresos masculinos y femeninos ligados a las diferentes posibilidades de empleo y remuneración para hombres y mujeres en el mundo rural. En el mercado agrícola el hombre es un trabajador permanente y la mujer es temporal. También, cuando el hombre y la mujer tienen el mismo trabajo, la mujer puede recibir un salario más bajo. Estos factores influyen en la capacidad de ahorro de la mujer y por lo tanto en su participación en el mercado de tierras como compradoras. Un factor más para entender el sesgo de género en el mercado es que el acceso al crédito para las mujeres es menor y limitado.

### ***Sesgos masculinos en el uso de la tierra comunitaria***

En las comunidades campesinas regidas por la tenencia comunal de la tierra, los usos y costumbres tradicionales discriminan contra la mujer y el resultado es que a la mayoría de ellas se les niegue el derecho efectivo a la tierra (Deere y León 2002, Cap 7).

Las reglas de membresía en las comunidades donde la tierra es técnicamente colectiva contribuyen a la brecha de género. Los privilegios del hombre dentro del hogar y las estructuras comunitarias de gobierno que favorecen a los varones contribuyen al sesgo de género. Es tradicional que sea una persona por familia, el jefe del hogar, quien tenga la voz y voto en

las asambleas de la comunidad, o sea en la estructura comunitaria donde se toman decisiones sobre asuntos vitales para la alocación de tierras entregadas por el Estado o en relación con tierras del patrimonio familiar cuando fallece uno de sus miembros<sup>13</sup>.

### **Sesgos masculinos en los programas estatales de distribución y titulación de tierras.**

El enfoque de los programas del Estado ha variado de acuerdo con el país, el período y sus alcances e incluye programas de reforma agraria y de titulación de tierras (Deere y León 2002, Cap 3 y 5).

Las mujeres quedaron excluidas en los esfuerzos de reparto de tierras del Estado en catorce programas, en el período de las reformas agrarias (1950-1980), debido a razones legales, culturales, estructurales e institucionales (Deere y León 2002, Cap 3), representado en la mayoría de los países alrededor del 10% de la tierras entregadas (ver anexo Cuadro 2)<sup>14</sup>. La barrera legal más significativa para la inclusión de las mujeres se dio en cuanto se suponía que el hogar era la principal unidad para beneficiar, y el resultado fue que los beneficiarios legales fueron los jefes del hogar. También la definición de agricultor sirvió para excluir. La agricultura está construida socialmente como una actividad masculina sin tener en cuenta el trabajo que las mujeres aportan. El trabajo de las mujeres es invisible y no reconocido socialmente, lo cual las excluyó como beneficiarias directas.

Cuando los gobiernos neoliberales de América Latina comenzaron a redactar los nuevos códigos agrarios en los años noventa, muchos de estos cerrando las reformas agrarias, se dieron una serie de elementos que sirvieron para asegurar que los nuevos códigos garantizaran los derechos formales de la mujer a la tierra y se dieran avances de inclusión. Entre los elementos a nivel internacional está la Convención contra la Eli-

<sup>13</sup> En México el Estado determinaba las reglas de sucesión de los ejidos y era más favorable a los cónyuges que el código civil. Sin embargo, las asambleas comunitarias dominadas por hombres fueron el árbitro de las disputas de herencias de tierras y tendían a favorecer más a los hijos que a las viudas, ver Brunt (1992, 82-89). Algo similar se encuentra en las comunidades campesinas peruanas (ver Coordinadora Nacional 1997, 3).

<sup>14</sup> Los países con porcentajes más altos (Bolivia, México y Cuba) lo logran no por entrega directa de parcelas a las mujeres sino principalmente por las leyes de herencia que permitieron que mujeres viudas accedieran a la tierra.

minación de toda forma de Discriminación de la Mujer y las diferentes conferencias de ONU. A nivel de la región de América Latina y de cada país se dan cambios constitucionales que reconocen la igualdad de género, se reforman los códigos civiles y se reconoce la doble jefatura del hogar, aparecen las maquinarias para la mujer en el Estado. Sobre todo, toman fuerza los movimientos de mujeres y feministas y dentro de ellos el movimiento de mujeres rurales a nivel local, en algunos países incluso con proyección nacional.

Entre los cambios que se permitieron avances en los derechos de la mujer a la tierra (ver anexo, Cuadro 3), se encuentra, en primer lugar, la abolición del concepto de jefe del hogar como beneficiario directo de la entrega de tierras, lo cual hace que se logra la igualdad formal explícita en relación al derecho a la tierra por sexo. Los avances más importantes son las normas para entrega de tierras conjunta y obligatoria a nombre de ambos cónyuges, a mujeres jefes de hogar o a grupos de mujeres específicos (Deere y León 2002, Cap 6). Estos avances a nivel de la norma han dado como resultado mayor entrega de tierras a mujeres, si se compara con el período mencionado de las reformas agrarias. Desafortunadamente, la entrega de tierras en la región es cada vez menor por la parálisis de los proyectos de Reforma Agraria. La política actual más destacada son los proyectos de titulación de tierras. Estos proyectos no son para los que no tienen tierra sino para los que la tienen y por diferentes motivos no tiene el título en sus manos. Si bien es importante que las normas de inclusión de los derechos a la tierra para las mujeres se apliquen a estos proyectos, es fundamental decir que para la región es necesario retomar el tema de la distribución desigual de la tierra y poner en la agenda política el tema de la Reforma Agraria integral. La voz de las mujeres rurales organizadas será fundamental en este debate futuro para defender los avances logrados en justicia de género sobre los derechos a la propiedad de la tierra. Sin embargo, la equidad de género nunca podrá ser una meta satisfactoria dentro de una desigualdad social en creciente aumento.

## **Reflexiones finales**

A pesar de las dificultades metodológicas y estadísticas para la medición a nivel agregado nacional en los diferentes países de la región, se puede afirmar que la brecha de género entre hombres y mujeres en la propiedad de la tierra es dramática y que los mecanismos para la adquisición de la

propiedad nos permiten explicarla. El análisis permite identificar las normas legales establecidas, como la potestad marital, por medio de la cual se le dio al varón-marido la administración única del patrimonio familiar. Con ello se configuró un modelo de familia patriarcal, que consagró la jefatura masculina en el hogar; lo cual trajo consecuencias directas a favor de los hombres en la herencia, en el mercado, en el uso efectivo de la tierra en las comunidades con propiedad colectiva y en la política pública del Estado en la distribución de tierras.

La desigualdad que encontramos en la distribución de la tierra entre hombres y mujeres es de vieja data, si se tienen en cuenta las normas que le entregaron al hombre la administración única del patrimonio familiar. Estas normas caracterizaron el período colonial y buena parte de la vida republicana, hasta después de la mitad del siglo veinte, en que se fue logrando la administración compartida de los bienes familiares entre hombres y mujeres en el matrimonio, proceso aún no concluido en la región. La hipótesis que se plantea a partir de estos hechos es que si bien es cierto que se advierten avances en las normas, o sea en la igualdad formal, la cultura aún sigue considerando al hombre como el llamado a manejar los bienes familiares. Las cientos de años en que el hombre ha manejado los bienes familiares han representado un período largo para que este privilegio, primero estipulado en las normas y luego incrustado en la cultura, le haya permitido al varón acumular bienes a su favor. Se piensa que esta acumulación se ha hecho de manera no legal y por lo tanto representa corrupción marital que es una expresión de la violencia patrimonial.

Teniendo en cuenta esta hipótesis, pensamos que el régimen marital de gananciales, que es el establecido en la mayoría de los países de la región, si no se declara otro, es utilizado por el hombre a su favor. El régimen de gananciales establece la propiedad común entre cónyuges de los bienes adquiridos mediante salarios, ganancias y rentas durante el tiempo que dure la unión, la cual se termina por separación, divorcio y/o muerte. El período de duración de las uniones es un tiempo que permite que la corrupción marital se presente, cuando llega el momento de la repartición de bienes es posible que en muchos casos la mujer salga perjudicada.

La brecha dramática en la propiedad de la tierra entre hombres y mujeres está llamada a eliminarse en un esquema de justicia de género. Es por tanto indispensable poner en el centro del debate el tema de la Reforma Agraria Integral que incluya redistribución de tierras y que tenga en cuenta las medidas de inclusión que se han logrado para las mujeres. Es

importante que estas medidas se apliquen al mismo tiempo en los proyectos de titulación de tierras. Sin embargo, es indispensable señalar que la tierra es un punto de llegada para las mujeres y debe estar acompañada del paquete de desarrollo rural que permita que las mujeres productoras y administradoras sean viables.

La tierra para las mujeres, acompañada del paquete de desarrollo rural, se ha planteado no solo desde el argumento productivista, o sea hacer a las mujeres productoras para que aumente la productividad rural y el capital humano, se proteja el medio ambiente y se avance en el desarrollo sostenible. La tierra para las mujeres también se argumenta como posición de resguardo, para mejorar y aumentar el poder de negociación intra y extra hogar y el empoderamiento de las mujeres.

Si bien es cierto que falta investigación primaria sobre cómo funciona esta proposición en diferentes grupos de mujeres, hay estudios de caso, según lo documentan Deere y León (2002), que dan importantes pistas para analizar el empoderamiento de las mujeres rurales según el la propiedad de la tierra. Si se comparan mujeres campesinas propietarias de tierra con las que no tienen tierra, las primeras tienen mayores posibilidades de elección de sus compañeros y mayor capacidad de negociación en el matrimonio. Entre las mujeres casadas, las mujeres propietarias de tierra juegan un mayor papel en las decisiones de la finca, tanto en decisiones productivas como en aquellas que tienen que ver en qué se produce y cómo se gasta el ingreso que se genera. La propiedad de la tierra por las mujeres también se ha asociado con menores casos de violencia doméstica. A la vez, las mujeres propietarias están en mejores condiciones de abandonar una relación abusiva en cuanto cuentan con una mejor posición de resguardo. Al mismo tiempo, para ellas ha sido más fácil encontrar otro compañero. El tener bienes materiales se ha revelado como muy importante para las mujeres adultas mayores, pues por un lado pueden tener autonomía económica potencial, y por otro pueden exigir el apoyo de sus descendientes.

Falta investigar de manera sistemática la relación entre la brecha de género entre hombres y mujeres en la propiedad de la tierra, la pobreza y la distribución del ingreso. Para ello es necesario cambiar la unidad de análisis de la familia y/o hogares a los individuos que la componen. Este cambio está siendo impulsado por la crítica de las economistas feministas a la familia unitaria, por cuanto no todos los recursos de los miembros de la familia necesariamente se aportan al fondo común. Los hombres y las

mujeres gastan sus ingresos de diferente forma y el ingreso familiar no necesariamente se utiliza para el consumo familiar o igual para todos los miembros de la familia. Es más probable que los bienes controlados por las mujeres contribuyan a la seguridad alimentaria de la familia y al bienestar de los hijos que los ingresos bajo control del hombre.

## Referencias bibliográficas

- Beyer Esparza, J. E. 2002. *Mujer y tierra social: la experiencia Mexicana y la insuficiencia de los mecanismos formales en la superación de la inequidad de género*. Comment prepared for the World Bank Regional Workshop on Land issues in Latin America and the Caribbean. Pachuca, Hidalgo, Mexico, May.
- Brunt, D. 1992. *Mastering the struggle: gender, actors and agrarian change in a Mexican ejido*. Amsterdam: Centro de Estudios y Documentación Latinoamericanos.
- Coordinadora Nacional de Comunidades Campesinas, Grupos de Trabajo sobre Comunidades y Titulación. 1997. *Derechos individuales al interior de la comunidad*. Documento presentado al Primer Taller sobre Comunidades Campesinas y Titulación, junio, Lima.
- Deere, C. D. y M. León. 1982. *Women in Andean agriculture: Peasant production and rural wage employment in Colombia and Peru*. Geneva: International Labour Office.
- . 1986. *La mujer rural y la política agraria en América Latina*. Bogotá: ACEP y Siglo Veintiuno editores.
- . 2000. Propiedad e igualdad de género: Sesgos en la herencia para hijas, esposas y viudas. In *Ética: Masculinidades y Feminidades*. A. I. Robledo y ´. Puyana. 127-159. Bogotá: UN, Facultad de Ciencias Humanas , Colección CES.
- . 2001. Derechos de propiedad, herencia de las esposas e igualdad de género: aspectos comparativos entre Brasil e Hispanoamérica. *Revista Estudios Feministas*. 9(2).
- . 2001. *Empowering Women: Land and property rights in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburg Press.
- . 2002. *Género, propiedad y empoderamiento: tierra, Estado y mercado en América Latina*. México, Bogotá: PEUG y FLACSO-Ecuador. Segunda edición.
- . 2003a. La brecha de género en la propiedad de la tierra en América Latina. *Estudios Sociológicos*. XXII(65), Mayo-agosto.
- . 2003b. The gender asset gap: Land in Latin America. *World Development*. 31(6): 925-947.
- . 2005. El Liberalismo y los derechos de propiedad de la mujer casada en América Latina del siglo XIX. In *¿Ruptura a la Inequidad? Género y propiedad en la América Latina del siglo XIX*. (Eds.) M. León y E. Rodríguez. Bogotá: Siglo del Hombre Editores, Universidad Nacional Autónoma de México –Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades (CEIICH).

- Deere, C. D., G. E. Alvarado and J. Twyman. 2010. *Poverty, headship and gender inequality in asset ownership in Latin America*. Working Paper N° 296. East Lansing: Michigan State University, Gender, Development, and Globalisation Program, Center for Gender in Global Context.
- FAO (Organización para la Agricultura y la Alimentación). 1997. *Report on the 1990 World Census of Agriculture: International comparison and primary results by country (1986-1995)*. Rome: FAO.
- Fraser, N. 1997. *Justicia interrumpida: reflexiones críticas desde la posición "postsocialista"*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores y Universidad de los Andes.
- Guatemala, República de. 1985. *Tercer censo agropecuario 1979*. Guatemala City: Dirección General de Estadística.
- INE (Instituto Nacional de Estadísticas). 1998. *VI Censo Nacional Agropecuario 1997. Total Nacional*. Santiago: INE.
- León, M. 2008. La propiedad como bisagra para la justicia de género. In *Estudios sobre cultura, género y violencia contra las mujeres*. R. Castro y I. Cacicque. Cuernavaca: Universidad Autónoma de México.
- Ministerio de Agricultura. 1998. *Indicadores de Género en el sector agropecuario del Perú (con base en los resultados del tercer CENAGRO)*. Lima: Ministerio de Agricultura.
- Paraguay, República de. 1993. *Censo agropecuario nacional 1991*. Asunción: Ministerio de Agricultura y Ganadería.
- Renzi, M. R., y S. Agurto. 1997. *La esperanza tiene nombre de mujer*. Managua: FIDEG.
- República Dominicana. 1966. *Quintocensonal agropecuario 1960*. Santo Domingo: Oficina Nacional de Estadística.
- Robles, B. H., G. Artís, J. Salazar y L. Muños. 2000. ... y ando yo también en el campo! *Presencia de la mujer en agro mexicano*. Ciudad de México: Procuraduría Agraria.

## Anexos

Cuadro I: Porcentaje de beneficiarias mujeres en los programas de reforma agraria y colonización en América Latina

País/años	Mujeres beneficiarias
Bolivia (1954-94)	17.2% (1994)
Brazil (1964-96)	12.6% (1996)
Chile (1964-73)	bajo
Colombia (1961-91)	11.2% 11.0% (1986) (1991)
Costa Rica (1963-88)	11.8% (1988)
Cuba (1959-88)	Cooperativas: 34.7% 21.0% Individuos: 5.5% 13.0% (1979) (1988)
El Salvador (1980-91)	Cooperativas: 11.7% Individuos: 10.5% (1991)
Ecuador (1964-93)	bajo
Honduras (1962-91)	3.8% (1979)
Guatemala (1962-96)	8.0% (1996)
México (1920-92)	Ejidos: 1.3% 15.0% (1970) (1984)
Nicaragua (1981-90)	Colectivos: 11.0% Individuos: 8.0% (1990)
Perú (1970-91)	bajo
República Dominicana (1961-95)	5.0% (1995)

Fuentes: Deere y León (2002).



---

Cuadro 2: Mecanismo de inclusión, nueva legislación agraria en América Latina

---

1. Igualdad formal: abolición del concepto de jefe de hogar

- a) “Personas naturales y jurídicas” México (1992); Perú (1995); Honduras (1991)
- b) Igualdad formal explícita en relación al derecho a la tierra: Nicaragua (1981), Brasil (1988), Costa Rica (1990); Honduras (1991); Colombia (1994); Bolivia (1996); Guatemala (1999)

2. Adjudicación y/o titulación conjunta a parejas

- a) Opción: Brasil (1988); Honduras (1992)
- b) Requisito: Colombia (1988); Costa Rica (1990); Nicaragua (1993). Desde Beijing: Perú (1988); República Dominicana (1998), Ecuador (1999), Guatemala (1999)
- c) Propuesta como requisito: El Salvador, Honduras

3. Prioridad a mujeres jefas de hogar: Colombia (1988); Nicaragua (1993); Chile (1993)

4. Prioridad a mujeres en estado de desprotección por la violencia: Colombia (1991)

5. Prioridad a mujeres en uniones consensuales: Costa Rica (1990-92)

6. “A tierra propia”: El Salvador, PTT (1993-96)

7. Prioridad en la herencia en las tierras de reforma agraria a la viuda:

---

Fuente: Deere y León (2002).



# **Gender, land and resource rights in India**

**Nitya Rao**

## **Growing inequalities: gender, land and agriculture in India today**

India is rapidly emerging as one of the global leaders in terms of economic growth. Recent analyses of growth in India, however, reveal that in terms of its sectoral composition, agriculture's contribution has steadily declined from close to 26% of GDP in 1996 to about 16.7% in 2005<sup>1</sup>, industry's contribution has hovered at around 25%, with services increasing to over 50% (Chandrasekhar and Ghosh 2007). Herein lies a major contradiction: 70% of the population continues to live in rural areas, and those dependent on agriculture for making a living have only marginally declined from 61 to 57% over this period. Low agricultural growth rates of a little over 2% per annum over the tenth Five-year Plan period (2002-7), compared to overall growth rates of over 7.5%, have not led to a process of "de-agrarianisation" or a shift away from agrarian modes of livelihood (Bryceson 1997), but rather have contributed to deepening social inequalities, in terms of rural-urban inequalities, as well as inequalities based on caste, ethnicity and gender. Men who have a social responsibility for household provisioning, in generally marginalised rural areas that offer few opportunities, are unable

<sup>1</sup> Food and Fertilizer Technology Center for the Asian and Pacific region, <http://www.agnet.org/situationer/stats/21.html>

Rao, N. 2011. Gender, land and resource rights in India. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 209-245. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

to make ends meet locally and move out of agriculture, often migrating to distant locations in search of alternate employment. Women, as also the Scheduled Castes (SC) and Scheduled Tribes (ST)<sup>2</sup>, are increasingly confined to agriculture, and excluded from engagement with the high growth sectors (Rao *et al.* 2008).

Such feminisation however does not imply an increase in the number of women workers *per se*, nor in their ownership and control over land. Rather, feminisation here refers to the rise in the proportion of female agricultural workers in the female workforce, and a rise in the share of female to male agricultural workers (Duvvury 1989). Between 83 and 85% of all rural female workers are currently engaged in agriculture (National Sample Survey Organisation), when such work is available. Micro-studies reveal that combine harvesters and other technological developments have in fact reduced the total availability of work in agriculture in irrigated areas (Ramachandran *et al.* 2002; Kapadia 1995). At the same time, the neglect of irrigation and agricultural support over the last two decades has led to stagnation in agricultural production in the dryland areas. District Gazetteers, such as of the Santal Parganas in Jharkhand, point to a decline from annual triple cropping to a single crop over the last century (Roy Chaudhury 1965). The implication is that while women continue to cultivate, agriculture is not sufficient to ensure their survival. They have had to engage also with low paid, informal employment, particularly in the absence of regular remittances from their men, intensifying their work burdens for nominal incremental returns (Kapadia 2000).

One of the key pathways mediating the growth impact on gender equality is asset control; women's absence of assets contributes to their exclusion from high-growth sectors, but also to persistent inequalities and enhanced vulnerabilities (Deere and Doss 2006). The Approach Paper to the 11<sup>th</sup> Five Year Plan highlights some of these concerns, drawing attention to both the rural-urban divide and the gender divide as critical barriers to growth (Government of India 2006, 3). While there is recognition of

<sup>2</sup> For the SCs, much of this is likely to be agricultural wage work as they are either landless or marginal land-holders. The STs do own land and a large number of them are cultivators, yet due to poor quality of land, their own poverty and lack of public investment, they also join the agricultural labour force. Upper and middle caste women continue to report agricultural work, but with male out-migration, this is likely to have shifted from an involvement in supportive activities and post-harvest work to working directly in the fields.

the need to deal with equity issues, and some policy documents do recognise women as farmers, the solutions however are not seen in terms of refocusing growth priorities, including investing in areas where women are concentrated such as agriculture, nor strengthening their entitlements to land and other productive resources (including the quality of their labour). Rather, these are conceptualised in terms of using some of the returns from growth for programmes of social protection and targeted support to those unable to avail of the new opportunities being created in the high growth sectors<sup>3</sup>. “Gender balancing” to take care of the needs of women is then to be achieved through special programmes that deal with anaemia, maternal mortality, pregnant and lactating women, etc. (Hirway 2006), all reinforcing women’s primary role as mothers. They fail to note that women face ideological and material constraints to freely participating in production and markets. It is these dimensions that need to be urgently addressed.

In this paper, I seek to update my own earlier work on gendered patterns of resource building, particularly in relation to land, and its impact on women’s status, as well as their achievements in furthering their economic agency and productivity (Rao 2005a; Rao 2008). I examine the three “problematics” of the agrarian question, namely, production, accumulation (and the recognition of the contribution of agriculture to this process) and politics (collective action) (Mooij 2000) from a gender perspective. After a brief look at the existing policy context, I use empirical data from two sites in India – Varanasi district in Uttar Pradesh and Dumka district in Jharkhand – to explore the implications of the feminisation of agriculture on production and accumulation. What is the nature of gendered labour contributions to the household and how far are these recognised as contributing to household food security, and indeed the accumulation of resources? Does this allow or constrain women from participating in and influencing household decision-making on the one hand, or engaging with collective action to influence state policies on the other, both crucial to the attainment of gender equity more generally?

<sup>3</sup> The 2008 *World Development Report* entitled “Agriculture for Development” blames the neglect and underinvestment in agriculture and the rural sectors over the past twenty years for the persistence of poverty in much of the developing world, as well as growing political tensions in “transforming” countries such as India. ‘et solutions are more in the nature of enhanced aid and social protection (World Bank 2007).

## Methodology

In writing this paper, I first started by searching databases such as Google Scholar, JSTOR, ScienceDirect and Web of Science for latest research on the theme of gender and land using a combination of keywords. Despite its growing visibility in policy agendas during the last five years, surprisingly little published research was available on this theme in the case of India. I have therefore largely relied on primary data collected as part of my own current and ongoing field research in the states of Jharkhand and Uttar Pradesh, being undertaken as part of other research projects. The section on collective action additionally draws on discussions and personal communication with NGO activists, particularly in the state of Gujarat.

In the case of Jharkhand, I have drawn on long-term, qualitative field work in two villages of Dumka and one village of Sahebganj district, Santal Parganas division (1995-2008), on the themes of land, livelihoods, migration and education amongst the indigenous Santals. While a numerically and politically strong group in the new state of Jharkhand, the Santals remain marginalised in relation to most development indicators; literacy levels are low and nutritional status poor<sup>4</sup>. The Santal Pargana Tenancy Act of 1949 has, however, prevented land alienation and ensured that all households own some land. Agriculture is the main occupation, yet being largely rain-fed, with few inputs and low productivity, provides food for barely four to six months of the year. Rice, maize and mustard are the major crops grown, all largely used for consumption. Women are equally engaged in farming operations with men, but due to the prevalence of patrilineal inheritance practices, they are not entitled to inherit land, except for maintenance during their life time, once they are widowed, and in special circumstances, as daughters<sup>5</sup>. In order to make a living, diversifi-

<sup>4</sup> Sundaram and Tendulkar (2003) note that head count poverty amongst the Scheduled Tribes at 48% is much higher than that for the general rural population at 29% in 2000. Rao (2008) also finds literacy rates amongst the STs to be far below that of the general population for India (47 versus 65%), as well as for Jharkhand (41 versus 54%) and Dumka (36 versus 55.5%) in 2001.

<sup>5</sup> In the absence of a son, women can get married under the *gharjawaee* system, wherein the husband foregoes his land claims and moves to the wife's home, and thus inherit land (Rao 2008). Most of the registered title-holders here are indeed *gharjawaees*, as widows usually have use rights, but no titles.

cation of activity and income sources has become essential. A majority of women seasonally migrate to work in the rice-fields in the neighbouring state of West Bengal, while also engaging with the collection and sale of forest produce in the local markets, while men either stay at home or then undertake longer-term migration further afield (Rao 2008). Though there is some class differentiation, the Santals are relatively homogenous, all primarily small and marginal cultivators, continuing to be exploited by Hindu and Muslim settlers, traders and moneylenders, who control institutions of the state and the markets. In fact, resistance to such “internal colonialism” and an assertion of their collective identity as indigenous people, with a right to control their land, water and forest resources, provided the rationale for the formation of a separate state of Jharkhand in 2000 (carved out of Bihar) (Roy 2003).

Fieldwork in Uttar Pradesh was conducted as part of an ongoing, collaborative ESRC-DFID funded research project on intra-household allocations in 2009-10<sup>6</sup>. Here I have drawn on a combination of the household survey of 400 couples in rural Varanasi, spread over a cluster of five villages, as well as in-depth interviews with 40 couples, alongside focus group discussions and key informant interviews. Men and women were interviewed separately so as to gauge their perceptions about the contributions of both themselves and their spouses to the household, as well as their role and influence in household provisioning and decision-making.

While rural Varanasi is still largely dependent on agriculture, cropping patterns reveal a shift towards the production of cash-earning crops such as vegetables, fruits and flowers to meet the tourist and religious demand in Varanasi town. One would assume that this would be sufficient for maintaining livelihoods, given the year-round vibrancy and tourist traffic in Varanasi. Yet this is not the case due to gross inequality in land distribution of land: most of the Scheduled Castes are landless (75%); the middle castes, or OBCs as they are called, are largely marginal or small farmers, but increasingly landless (47%); and only the upper castes own substantial amounts of land (see Table 1). It is worth mentioning that only six women surveyed had land titles in their names, these were equally OBC and upper caste women, and the titles were a way of escaping land ceiling

<sup>6</sup> Project reference: RES-167-25-0251 - The intra-household allocation of resources: cross-cultural tests, methodological innovations and policy implications.

legislation by their husband, rather than land inherited from their parents. These women are hardly involved with agricultural work, they observe *purdah* (seclusion) and are largely confined to domestic duties.

Growing landlessness has meant that a large number of the land-poor, middle caste men are migrant, working in the power-loom and textile sectors. Their wives and other women in the household manage the land, and have additionally taken on low-paid, piece-rate work, to ensure petty cash for everyday expenses. Yet these women are constrained not just by the lack of resource access and control, but also by social taboos on their movement and rigid patriarchal norms guiding what is considered as appropriate behaviour. It is worth noting that Varanasi has historically been renowned for its handloom, and in particular its silk weaving industry; yet with a decline in the industry from 2003-4, many looms have gone dormant. The landless SCs in particular, who were involved in this activity, have had to move to either agricultural labour or casual work such as rickshaw pulling (Ciotti 2010), becoming more food insecure in the process. Though the locality is far from marginal, in contrast to the Santal villages, here too several poor households, mainly SCs, reported having to go to bed hungry several days a week.

### **Resource rights, law, public policy and social norms in India**

The fundamental rights guaranteed by the Constitution of India grant equal rights to all persons irrespective of religion, caste, sex, race, etc. Yet landed property is largely governed by personal inheritance laws that vary by religion, most of which contain some discriminatory provisions in relation to women. The Hindu Succession Act (HSA) of 1956, which covers about 80% of the Indian people, was amended only in 2005 to remove gender discriminatory provisions, now providing a daughter and son equal entitlements to agricultural land<sup>7</sup>.

By enlarging a daughter's rights in inherited property, a major implication of the amendment is to equate the female line of descent with the

<sup>7</sup> While this amendment is a step in the right direction, the Lawyer's Collective (2010) points to the persistence of certain anomalies in the law itself such as the ambiguity regarding self-acquired and ancestral property, no recognition of wife, widow and mother as coparceners, confusion regarding agricultural land, and the continued possibility of willing the land to particular heirs.



male line. Just like a son, a daughter will continue to have interests in her natal family even after marriage. While this can potentially bring significant changes in kinship systems that facilitate gender equality, such as a move towards bilateral inheritance, one does not find many such shifts at present; women continue to see their futures in their marital home, seeking property rights there rather than in their natal home. A study of 403 women owning land in Gujarat found that 48% were widows who had claimed a share in their husband's property, 41% were wives who had received titles with a view to claiming particular state announced tax benefits, and only less than 5% were women who had inherited a share of their natal property and this primarily because their parents had no male heirs (WGWLO 2004). Based on a survey of 545 ever-widowed women, Agarwal (1998) points out that while 51% of the widows gained a share of their husband's land, only 13% inherited a share of their parental property as daughters. The preference for claiming a share of marital property rather than staking claims to natal property is also demonstrated by Rao (2008) in the case of the Santals, though women still constituted only 11% of all landholders.

Examining the impact of the HSA Amendment on women's land claims in two districts of Andhra Pradesh<sup>8</sup>, Rachel Brule found that in the absence of information and mobilisation, the HSA amendment itself had little impact on women's land claims, irrespective of educational levels<sup>9</sup>. However, mobilisation by the gender thematic group of the Society for Elimination of Rural Poverty (SERP), a body linked to the Department of Rural Development of the Government of Andhra Pradesh, and awareness raising about the law, did influence negotiations between husbands and wives concerning the terms on which wealth should be distributed to their children.

Apart from the legal framework, the policy arena has witnessed an expressed commitment towards gender equality from the 6<sup>th</sup> Five Year Plan onwards (1980-85). India is a signatory to several international commitments including the Convention on the elimination of all forms of discrimination against women (CEDAW, 1979) and the Beijing Platform for

<sup>8</sup> The Andhra Pradesh amendment was made in 1986, and while elevating the position of a daughter to be on par with a son as far as rights in coparcenary property were concerned, it noted that only a daughter who was unmarried at the time of the amendment would be entitled to be a coparcener.

<sup>9</sup> Personal communication, 8/7/10.

Action<sup>10</sup> (PFA, 1995). To fulfil the strategic objective of reducing the burden of poverty on women, the government committed to formulate policies and programmes that could “enhance the access of women agricultural and fisheries producers to financial, technical, extension and marketing services, provide access to and control of land, appropriate infrastructure and technology in order to increase women’s incomes and promote household food security, especially in rural areas, and where appropriate, encourage the development of producer-owned and market-based cooperatives” (PFA). Recognising the shifts taking place within agrarian livelihoods in India, both the feminisation of agriculture and the diversification into non-agricultural rural and urban activities, and its gender dimension, the New Agricultural Policy acknowledged the need to strengthen the conditions of female farmers and female labourers. It reiterated the commitment towards joint land titles to husbands and wives, in order to improve food security at the household level. “This is because generally women spend most of their income on household expenditure unlike men and this would help improve the nutrition of the children” (section 4.1.60:39, NAP 2000 quoted in Rao 2006b). Not attending to women’s needs would then create a double crisis of agrarian and social reproduction systems.

These commitments were reiterated in the National Policy for the Empowerment of Women (2001) and detailed by the National Farmers Commission (2006), which further identified five priority areas that needed specific attention<sup>11</sup>. While one might question the transfer of burden for household food security so completely on to women (in fact in both sites women were insistent on male responsibility and reciprocity), such support is essential at least for facilitating, if not ensuring, material wellbeing. In the absence of such additional support outside the family, women remain entirely dependent on their families for material security, in addition to social and emotional security (Walker 2003; Jackson 2003), and are unlikely to even make land claims.

However, land governance being a state subject, the implementation of these commitments varies by state, with even the concept of joint titles to land hardly practiced, with few exceptions, such as in West Bengal after

<sup>10</sup> <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/declar.htm>

<sup>11</sup> These included: soil health care, water harvesting and management, credit and insurance, technology and inputs, and assured and remunerative marketing, in order to provide comprehensive support to women as farmers.

1992 (Sujaya 2006, 39-42). Gujarat State enacted a Gender Equity Policy in 2005 with several specific provisions on women's entitlements to immovable property, both at the individual level and as co-partners in common property resources. Yet not much has moved – land records have not been updated for generations, hence women's names remain excluded from them; despite Government Resolutions (GRs), land is being acquired by industries bypassing the claims of women's collectives; and small plots remain unviable in the absence of adequate support (Velayudhan 2008) as detailed by the Farmers Commission. The 2010 national budget announced an allocation of Rs 100 crore<sup>12</sup> towards a women farmer's empowerment scheme, with four major components: capacity-building, infrastructure development for group activities, extending farmer support services to women farmers and access to financial resources.

While the need to focus on both production and accumulation has been widely acknowledged, with several policy suggestions made, implementation has been tardy, if not non-existent. The reasons for this lie in the underlying power relations at all institutional levels, from the household to the state, that in practice resist policy shifts in favour of the marginalised, and in particular women. Despite advocacy to disconnect the provision of inputs and services from land titles, a strong male bias persists. Institutions of the state and the petty bureaucracy in particular continue to see men as heads of households and farmers, and women as "collaborative spouses". This patriarchal worldview and the power relations it entails, even taking account of some context-specific and cultural variations, tend to limit women's resource claims, despite the existence of a favourable policy framework.

### **Responsibilities for food security and women's resource entitlements**

In this section, I use empirical evidence to examine women's contributions to household food security, which include not just their actual involvement in food production, but also the host of related activities, both productive and reproductive, that enable access to adequate food of a reasonable quality, that is cooked and ready for consumption. While they contribute substantially in terms of their labour, their ability to fulfil their

<sup>12</sup> 22.3 million USD or 14 million GBP as on 5/10/10.

responsibilities is severely constrained by their absence of rights and entitlements.

Sen's (1981) entitlement approach, which distinguishes between endowments and entitlements, provides a useful tool for understanding the constraints and potential opportunities that women face in engaging with land-based activities as independent agents. Endowments represent the different resources that a person owns, including both physical assets (e.g. land) and intangible assets (e.g. labour power), while entitlements are the commodities (goods and services) that a person can legally acquire or claim from the state or other legitimating authority. He highlights a third category, of "exchange entitlements", that refer to the options available for converting the former into the latter, for instance, converting labour power into income which can then buy essential goods. One however needs to recognise the gendered nature of different resource endowments and question how far they are given equal value in the community, market and state arenas. Why does, for instance, women's labour attract a lower wage in the market, and in fact, what might be the factors that hinder women's engagement with labour markets on an equal footing with men in the first place?

In terms of endowments, in agricultural societies land is perhaps the most important resource. It can help reduce the risk of poverty, enhance food security and enable access to secondary resources such as credit and extension services (Agarwal 1994; Lipton 1985). Apart from these material benefits and for women, ownership of land and housing can additionally lower the incidence of violence (ICRW 2006; Panda and Agarwal 2005), but also play a crucial role in providing them with a sense of security, stability and identity as equal citizens in society, as social relations in rural areas continue to be mediated through patterns of ownership and control over land (Rao 2008; Breman 1985).

The major barrier rural women face in terms of endowments is the lack of access to land titles. With a rising population and lack of sufficient alternate opportunities, land holdings continue to be subdivided over generations, and as of 2003, 60% of holdings were either marginal or sub-marginal, totalling less than one hectare of land<sup>13</sup>. Further, while an estimated 20% of rural households are *de facto* female headed – due to

<sup>13</sup> Food and Agricultural Organisation of the United Nations, <http://www.fao.org/gender/landrights/report/>

widowhood, desertion, or male out-migration – women constitute only approximately 10 to 12% of landholders and the size of their holdings is estimated at around half that of men (Rao 2005a). In a context of land shortages and growing competition amongst men for land and apart from legal constraints, women face a host of socio-cultural constraints in operationalising their land claims. But without land, exchange entitlements also seem to collapse; women are unable to access markets, technology, inputs and even institutional credit, leading at times to lower productivity (Deere and Doss 2006; Udry *et al.* 1995; Evers and Walters 2000). Lack of land titles further excludes them from membership of and decision-making within farmers' organisations, irrigation societies and other development schemes including agricultural credit and input cooperatives (as in Varanasi).

The only resource endowment available to women for making a living is their labour power. While the FAO database on gender and land rights recognises that women provide 55 to 66% of the total labour involved in farm production and land management, perceptions on the ground often tend to deny this reality in order to uphold strongly held social norms. Further, as rural women continue to be disadvantaged educationally<sup>14</sup>, this influences the perceptions of their skills and capabilities. Seen as “unskilled” and in addition to agricultural wage work, they also end up engaging with a range of low paid, informal activities, such as making bead necklaces in Varanasi or leaf plates in Dumka. Despite a constitutional commitment to equality, their inability to effectively operationalise their exchange entitlements implies that they are unable to improve their well-being in practice. Making a successful marriage, with a responsible husband providing for their needs, then becomes a crucial strategy for women to gain security. A discussion of gendered contributions to household livelihoods in terms of divisions of work can contribute to a deepening of the understanding of how this strategy is operationalised. But how far these contributions are recognised by their spouse and can be exchanged or translated into the ability to influence key decisions within the household and larger community also needs examination. Given the close match

<sup>14</sup> Despite a push to universalise basic education in the last decade, gender gaps persist, especially for rural, low caste and tribal girls (Govinda and Bandyopadhyay 2007).

between land-holding and caste (tables 2a and b), I have undertaken this analysis around land-holding status rather than caste in the case of Varanasi.

Table 2a presents a revealing, though not entirely unexpected picture of work participation as reported by men and women in landed and landless households. In the former, while male migration for non-agricultural paid work tops the list (41%), followed by work on their own farms or paid work in agriculture, women are almost equally divided between work on their farms, paid work in agriculture and paid work in non-agriculture. While there is a general trend towards an increase in female work migration across India, this tends to be more restricted amongst the backward and upper castes, but also amongst landowning families. While Garikipati (2008) found that amongst small farming households in Andhra Pradesh 85% of men were migrants, while this was the case for only 5% for women, I did not find any women migrating out for work in the study site. Rather, amongst these (*kurmi patel*) households, women were almost single-handedly managing the farms. Mechanisation of ploughing and its marketisation has helped women overcome traditional constraints to ploughing in the absence of their men. Women were aware of the rates and requirements for ploughing. As Kavita said, "hiring a tractor costs Rs 400 for an acre of land, and we need to plough the land at least two to three times".

While 16.5% of these women are also engaged in paid, non-agricultural work, this is largely local. For women such as Meenu<sup>15</sup>, responsible for family provisioning in her husband's absence, low-paid work can not be turned down, such as for this example bead work to help run their homes (Quisumbing and Pandofelli 2010). "We earn barely Rs 13 for preparing 100 grams of beads. This takes three to four days to complete, as we can only do it after completing all our other work. The beads are made of glass and our fingers often get cut, but at least this brings some petty cash for small everyday purchases. A commission agent from the village brings the beads, sells it in the market and gives us our dues". The differences in earning between migrant men, able to remit home cash incomes of at least Rs 1,000 each month and farming women, able to earn cash amounting to barely Rs 100 per month through bead work, also reflects the gap in endowments and opportunities for exchange (of their labour) between men and women.

<sup>15</sup> All names have been changed to maintain the confidentiality of the respondent.

Amongst landless households, a majority of men are engaged in non-agricultural paid work, some of this involves migration, but a large number of them engage in a range of labouring tasks locally or in Varanasi including working on power-looms on a daily rate, construction work, rickshaw pulling, manual labour as part of the National Rural Employment Guarantee Programme (NREGP) and other odd jobs. In the past, many of them were involved in weaving saris, sufficient for running their homes, but now this work is no longer available. While the NREGP is supposed to provide assured work for 100 days in a year at a wage rate of Rs 100 per day to be deposited straight into their bank accounts, they complained of extensive corruption. While on paper 100 days of work are recorded by the *sarpanch* (headman), they receive only 25 days' wages, hardly sufficient in a context where prices are rising and there is little other work available. Evaluations of NREGP in Uttar Pradesh reveal a depressing scenario, with estimates of 7 to 20% of the due wages actually reaching the worker<sup>16,17</sup>. Amongst the women, 35% are engaged in some form of paid work, both as agricultural workers and in other jobs including domestic work for the upper castes (like fetching water, fodder, etc.).

Feudal relations continue to be maintained, with payments often made in kind rather than cash. Sarita noted: "Sometimes our employer's wife asks me to clean the house and gives me a cooked meal in return. She also gives us old clothes to wear". Yet increasingly, with the move of the upper castes to urban homes, one finds a range of sharecropping arrangements being negotiated with the SCs as well as the peasant castes. The most widespread one is *chauthiya* (a fourth), where the labourer gets one-fourth of the total output, the remaining 75% going to the landowner. This rather unequal arrangement prevails due to SC women's assetlessness; while they put in the labour, with occasional assistance from their men (when they fail to get casual labour jobs), their lack of capital implies that the inputs are entirely provided by the landowner. In the absence of land titles, such households cannot access institutional credit, and if obliged to raise resources, end up paying high interest rates of 5% per month to local moneylenders. *Chauthiya* is hence considered preferable as

<sup>16</sup> Personal communication Hiranmoy Dhar.

<sup>17</sup> The official statistics reveal employment provision of a little over 40% of the target, see [http://nrega.nic.in/homest.asp?state\\_code=31&state\\_name=UTTAR%20PRADESH](http://nrega.nic.in/homest.asp?state_code=31&state_name=UTTAR%20PRADESH)

it avoids the everyday interactions and insults which the SC women were used to facing, and also provides them with food grains that can last approximately six months of the year. "We can eat", they said, "but not save anything".

Somewhat surprisingly, a larger number of women in landless households (and SCs) report engagement with unpaid work as their primary activity compared to landed households. This seeming anomaly can be explained in at least two ways. First, while it clearly recognises the involvement of women in landed households in agricultural work, for the landless it points to growing problems in terms of securing work. A common refrain was the lack of work, and the growing difficulties of everyday life. As Sarita continued: "We get wage work for hardly two months in a year, the wage rate is five kilograms of corn for a full day's work. We are both engaged in wage work, yet face a lot of difficulty in arranging for two square meals. Often the two of us go to bed without a meal, scraping together something for the children". For them, remaining confined to unpaid work reflected their lack of choice, rather than a personal choice. It is interesting to note that women in both landed and landless households are minimally engaged in trading/business activities, while for the former this is a result of the restriction on their movement and engagement with public spaces, for the latter it is a reflection of their lack of resources.

Amongst the Santals, over 85% of both men and women saw themselves primarily as cultivators. However, they did recognise that this contributed to only about 35-40% of their needs. For the rest, they depended equally on the collection and sale of forest produce (25-30%) and other wage work, both local and migrant (Rao 2002). While their contributions are similar, they do reflect a gendered pattern. It is interesting to note here that while women by and large are not allowed to inherit property, the classification of land as *dhani* (rice-growing) and *bari* (homestead) gives them an entitlement. *Bari* lands are largely seen as women's plots and they use these to cultivate crops of their choice – maize, vegetables and oilseeds. While men plough this land for them, all other activities are performed by women, who also control the output. Of course they also contribute to rice cultivation in the *dhani* lands, seen as household plots, but controlled by men. Apart from the *bari* land, women here draw their identity and income from a diverse resource basis that includes forests and the seasonal sale of forest produce, such as firewood, leaf plates, jackfruit



and *mahua* (for making liquor) in the local markets (*haats*), as well as their own labour. In terms of the sale of forest produce, the lack of infrastructural support especially transport and storage, and time shortages due to domestic work burdens constrain women from seeking the best prices for their output. As Dibri, with three young children, said: “I have started selling leaf plates to a contractor in the next village. He pays me less, but it is better, as with three small children I cannot go to the *haat* ten miles away”. Their skill as rice cultivators is however recognised, as is their capacity for hard work, hence they are preferred as seasonal migrant agricultural labour in the neighbouring state of West Bengal, where they are paid fair wages, but work long hours and receive no compensation if they fall ill (Rao 2006a).

Men on the other hand, priding themselves as cultivators and landowners, hardly migrate for such seasonal work. Their engagement with forest produce is also limited to a few items such as bamboos and poles for construction, though these carry a higher value than women’s products. With the stagnation of the agricultural sector as a whole, however, in the last two decades or so, more and more men have started migrating further from home for longer periods of time, up to eight to nine months a year. They leave home after ploughing the land, returning before the next year’s ploughing season. A large number are recruited by the Border Security Force for the construction of roads in the border areas of India; several engage in wheat and sugarcane production labour in the areas of Punjab and Western Uttar Pradesh (Rao 2009b). While away, their remittances are few and their wives are left to manage day-to-day household expenses. However, they try to bring back a lump sum of money that can be used for making agricultural investments, be they fertilisers or improved seeds. Government schemes set on providing free seeds to the poor hardly function; the seeds arrive too late and are usually of poor quality. Some also invest in bullocks for ploughing; tractors are virtually unknown in this region. Their focus on agriculture remains strong, given their primary identity as farmers and landowners.

Apart from productive work, domestic labour is essential for making a living. It is interesting to note that in the Varanasi villages, while men contribute to fuel collection (purchasing kerosene oil for stoves), the tasks of cooking, cleaning and water collection are entirely left to women. Amongst the landed, the wife herself does a smaller proportion of these tasks (40-50%), the rest is shared by other members of the household, be it children,

a daughter-in-law or a sister, or by hired domestic help in a few of the large landowning households (tables 3a and b). Women in landless households largely perform these tasks themselves, with some help from their children, usually girls. Male contribution here does not change significantly, irrespective of women's work burdens. Only in the case of child-care, men in landless households appear to take greater responsibility for children than men in landed families. For the Santals too, domestic work lies largely in the women's domain, yet one finds much more sharing of tasks between men and women, especially in the peak agricultural seasons. Given the intensity of female labour in rice production, men will fetch the water during that time period; while women wash and clean the utensils, for example, men will also pound the paddy together and then cook the food. At other times, women perform most of these tasks themselves or with the help of other women. Again when women go to the local market to sell their forest produce or when they migrate to West Bengal for a month at a time, men perform all the household chores (Rao 2008).

In terms of divisions of work, what emerges quite clearly is that close to half of all women in Varanasi and almost all the women in Dumka reported primary engagement with some form of productive work, whether on their own farms, as agricultural workers for others, paid either in cash or kind, or in other forms of informal or forest-based work. Men in Varanasi engage largely with non-farm work, both locally and as migrants, and their earnings are substantially higher than those of women. In Dumka, men saw themselves as cultivators, yet have increasingly started migrating for several months in a year. Women here constantly articulate the need for male responsibility and reciprocity. There is also a taboo on women ploughing, which can be problematic for them during the cultivation process. That being said, women also refuse to take on this activity, as they expressly want men to also contribute to household tasks including ploughing (Rao 2008). This is particularly important in a context where male contributions to joint work have been steadily declining. In her study in Andhra Pradesh, Garikipati (2008, 635) found that while just 6% of male labourers were employed in joint tasks, 54.5% of all female workdays constituted joint work groups. The Government of India's time use study (1998-99), conducted across six states, and more recent NSSO data (2004-5) also reveal that male contributions to farm work as well as domestic work are declining in both rural and urban areas, with women now performing 53% of total work (Rao *et al.* 2008).

I turn next to explore how far the division of labour between men and women affects intra-household decision-making over the allocation of resources on the one hand, and community and state recognition and support on the other. As Sen (1990) has pointed out, bargaining power within the household often depends not just on actual contributions made by men and women, but the perception of these contributions. What is important then is the visibility of one's work and its recognition by others, especially one's spouse, but also the larger community and state. How far are women's contributions to the household recognised, and do these entitle them to a say in how decisions are made or resources allocated, or do social norms of male provisioning and female dependence over-ride these claims?

### **Recognition of contributions and influence over decisions within the household**

While 17% of women in landed households in Varanasi had claimed that they engaged primarily with work on their farms (table 2), when asked to specifically report on their relative contributions, the responses change negatively. While men perceive women's participation in farm-related activities in a primary role as insignificant (in fact they acknowledge a larger role for people outside the household), they do acknowledge that women are crucial as secondary actors, particularly in terms of sowing, weeding and harvesting the crop (table 4a). While women too largely echo these perceptions, they perceive men's contributions to be much lower than that reported by men, especially in terms of sowing (table 4b). The secondary contribution of men is seen as higher, and this often includes the cash contributions of men to farming activities, be it the purchase of inputs, or hiring a tractor or labour for particular activities. As both women and men told us, farming is now expensive, as the cost of inputs has gone up, while prices remain variable; and yet, without inputs, productivity is low.

Despite women's engagement with farming operations, as table 5 (a and b) reveals, women's participation in decision-making regarding borrowing money, buying or renting land, the selection of crops for cultivation, or even their engagement with the market in terms of buying inputs such as seeds remains weak. Women saw men as having an almost absolute control over production-related decisions, shared somewhat with other members of the family, often a brother or father, with only 3%

crediting themselves with any voice in these matters. Even in terms of schooling and health-related decisions, they credit men with having ultimate responsibility and control. As one upper caste woman said: "We women obey our men and observe *purdah*, as then he is obliged to provide for all the needs of the home". Men, on the contrary, did give women a slightly greater role in terms of decision-making, especially on choice of crops and purchase of inputs.

What these responses reveal is the persistence of strong social norms and ideologies of male provisioning and female dependence, which women in particular and men to some extent feel obliged to reiterate. They also reveal real barriers to women's engagement with markets (for inputs, credit, as well as for the sale of their produce) and other public spaces, contributing to women's non-participation in decision-making. Married women are expected to follow norms of seclusion, but as Meenu, a *kurmi patel* woman, said: "It is only possible to stay at home for two or three years after our *gauna* [move to the husband's home which takes place a few years after the marriage], then we go out to the fields to work. Everything is expensive now, so we support our husbands by working in the fields and also taking on any other work that is available, in addition to our household work. We do not however go to the markets." Apart from the issues of everyday survival, women here seek to improve the terms of cooperation within the marriage through their additional support to men in fulfilling their roles. Men continue to be responsible for market-related tasks and insist that women do not go out of their homes, though here the definition of home has been extended to include the farms. At a more material level, male migration and women's confinement to the family farms implies that women do not have adequate resources to invest in inputs in a timely manner. As Meenu continued: "My husband works in Surat in Gujarat, he does send some money home every month, Rs 1000-2000, but this goes to my mother-in-law. She doesn't talk to me properly or treat me well, so I take whatever inputs she buys, then don't say anything further." Women's lack of access to adequate capital for inputs reduces productivity<sup>18</sup> and consequently undervalues women's (labour) contributions, and this too contributes to women's reported lack of voice in decision-making.

<sup>18</sup> Gladwin (1992) notes that fertiliser application is significantly limited by lack of access to credit and cash, not sex of the farmer.

A word needs to be said here about credit for farming. Several analysts point to the decline in institutional credit for farming and the agricultural sector in general (Ramachandran and Swaminathan 2005). To get over the cumbersome process of crop loans to be negotiated each season, the Government of India introduced the concept of *kisan* (farmer) credit cards (KCC) in 1998-99, which, valid for three years, provide farmers a credit limit on the basis of the size of their land-holding. Long-term fieldwork in Dumka district of Jharkhand revealed that while women and men engaged equally with cultivation, only 4% of KCCs were issued to women; in Gujarat this was only 2% (from amongst 349 women farmers interviewed across nine districts of the state<sup>19</sup>). In Varanasi, none of the women interviewed had KCCs<sup>20</sup>. As one medium farmer (OBC), who cultivates flowers for the Varanasi market, noted: "If one has land, then it is easy to get the *kisan* credit card. A credit limit is set at about Rs 6000 per acre of land, and this is provided 50% in kind, that is, seeds and fertilisers are provided by the cooperative society, and the rest in cash. There is no profit in agriculture, I only live because of the flower trade, this is profitable, but this needs cash".

He further went on to point out: "The Horticulture Department distributes seeds, which give good yields, but only to those with more than four acres of land. The marginal and small farmers lose out, only big farmers are able to get these benefits". As well recognised, but further confirmed by this data, not having land titles leads to a vicious circle of resourcelessness, an inability to secure credit, but also no access to other state-given benefits, such as seeds, or subsidised fertilisers. So, even if the landless do lease in and cultivate land, they will never be able to afford any inputs or enhance productivity, thus explaining why apparently exploitative tenancy arrangements persist. Though the rapid expansion of micro-credit over the last two decades has made small loans much more accessible to women, these are largely meant for investment in some form of micro-enterprise, often insufficient for investment in agriculture and allied activities. They are

<sup>19</sup> Personal communication, Sejal Dand.

<sup>20</sup> While about 53% of households reported having a bank account, 82% of them were in male names (171 out of 209). The remaining 38 bank accounts had women's names, but 40% of them were joint accounts. It is important to note that only 25 men and one woman had accounts valuing over Rs 10,000, none of them belonging to the Scheduled Castes. The rest were low in value, many of them opened to receive earnings from the work secured under the NREGP (table 6).

also not evenly distributed across the country, with women in Dumka, for instance, hardly having any access to micro-credit.

While the survey data reveals a very high level of congruence between men and women on who the primary decision-maker is, observations in the village and in-depth interviews provide a somewhat more differentiated and nuanced account of decision-making within households. While final decisions, at least publicly, were indeed often taken by men, women had various strategies for influencing these decisions. Priti said that she spoke to her husband when serving his evening meal or when they went to bed at night. She also used a range of excuses, such as her own lack of time or the young age and poor health of her children, to help him make a decision. Having completed high school also gives her voice more weight; in cases of disagreement she is able to convince him of her position. In the absence of migrant husbands, in particular, women end up making all the everyday decisions. Even if they do not go to physically purchase seeds, they make a decision on what they want and then get a man from the neighbourhood, often a relative, to do the actual task of going to the market and purchasing the seeds.

In the Santal Parganas, as already described, even though women are technically landless and hence denied access to credit or other state benefits (as are men, due to their ethnicity)<sup>21</sup>, their contributions are not only visible, but also recognised. They have a substantial say in decision-making. When her husband once leased land without consulting her, a furious Agnes, already overworked, decided to protest by leaving for her natal home. Without her labour contributions, Sunil could not cultivate the land and it was left fallow that year, but he also learnt his lesson: to not take unilateral decisions. Santal women here make sure to exercise their voice, at home and in the markets, as livelihoods depend on joint effort. Male provisioning is not even a social norm. Unlike in Varanasi, where strict monogamy is practised and remarriage, particularly for women, is impossible, amongst the Santals, women's voices are given weight particularly in regards to relative flexibility in their marital choices and practices, with both men and women able to exit marriages and remarry quite easily if they are unable to ensure a degree of understanding and reciprocity within the marriage.

<sup>21</sup> The credit deposit ratio remains low at around 33% in 2005-6 as opposed to a target of 60% (Rao 2009a).

An important issue raised by the above discussion in terms of recognition revolves around its definition. In economics, recognition and decision-making are often interpreted in terms of levels of autonomy and dependence, where autonomy is understood as an individual attribute rather than as deriving from social relations. What seems to emerge here is that women see their power as deriving from particular sets of social relations rather than in being able to carry out activities independently. As already mentioned, Santal women insisted on reciprocity and the sharing of tasks as a source of power rather than the lack thereof. Women in Varanasi perhaps were somewhat more constrained though they too drew on the norm of male provisioning and responsibility for ensuring that men continued to engage in everyday life irrespective of their physical presence in the village. While ideals of complementarity do disadvantage women, they enter marriage seeking to improve the terms of cooperation, rather than pursuing individual and independent goals.

One needs also to remember that women are not a homogenous, unified category, and their interests vary with their subject positions through their life cycle. Young women farmers in Varanasi have to defer to their mothers-in-law in the absence of their husbands, confronting issues of recognition and fair payments, as in Meenu's case. Unable to spend an extended period of time on the interview due to the need to be back at the farm in a timely manner, one woman told me: "We manage everything in the farm and at home, yet for some things, like purchasing inputs or going to the markets, we need to depend on our husbands, and in their absence, on other men in the family". The fear of conflict in the family and a discontinuation of male support prevent these women from exercising their claims to land or indeed defying social norms around gender roles and restrictions on mobility.

Santal women's freedom of movement, on the contrary, has led to their objectification as promiscuous, making them subject to harassment when they engage with the markets, both in terms of products and labour. Migrant women face physical and sexual insecurity, have no support for child-care or the education of their children; they lack identification and hence social benefits at the worksite, and often end up drawing on the support of their children, especially daughters. Widows are often the only ones who can legally claim land titles or other resources in their own names (though after much struggle) across contexts. In the Dumka villages studied, amongst women who had titles, roughly half were widows and the

other half had inherited as daughters through the practice of *gharjawae* (Rao 2008). While daughters now have legal rights under the HSA Amendment Act, they lack social legitimacy for their claims, expected as they are to get married and join their husband's family. In fact, as other studies confirm (WGWLO 2004), there appears to be greater support for joint titles in marital property than for women's share of inheritance in their natal property.

In the Santal Parganas, agriculture remains a primary occupation for the Santals. While it increasingly feminised, this is not out of choice but rather out of sheer necessity and the need to survive. Also in Varanasi, while farming, especially smallholder cultivation is feminised in practice, in discursive terms it remains under male control. Women are recognised only in a secondary role, even though actual daily schedules may show otherwise. In both instances, the lack of titles poses a challenge for women to improve production, especially in terms of accessing resources from state institutions. Yet, while in the Santal Parganas, this does not affect women's influence or role in decision-making with regard to resource allocation in the household, in Varanasi, they have to find alternate, more subtle and backstage strategies for influencing male decisions, drawing their power from the performance of roles in line with social expectations and norms.

### **Collective action for public recognition**

While today in India the agricultural sector as a whole is clearly disadvantaged, particularly for women who dominate the sector, there have been several efforts to reverse these trends with women claiming their rights and entitlements. Strategies vary from individual struggles in the legal courts and petitions addressed to community decision-making bodies regarding land rights (Rao 2007), to more collective strategies seeking to overcome constraints of resource access (through collectively leasing land, for instance) as well as problems of scale in production and marketing (e.g., watershed management, technology-sharing, etc.). While collectives of different types have a role to play not just in improving incomes and production, but also in enhancing women's self-confidence and self-esteem, and developing leadership capacities that can be exercised in other settings too (Agarwal 2010), most institutional spaces remain bounded. Collectivities, based on particular identities, tend to exclude



some, often the poorest, who lack the time and resources to contribute equally to the collective enterprise. While Agarwal (2003) has discussed in detail the example of groups of landless women in Andhra Pradesh leasing in land and cultivating it jointly with support from the Deccan Development Society, and the benefits of this enterprise, such joint cultivation has not been successful in other contexts, especially where women also face the pressures of contributing to household farming. With support from a local women's NGO, women in a few villages in Dumka did try joint cultivation, however, this did not work. Several factors contributed to this failure, most importantly perhaps the issues of labour, work assignment and top-down management (Jain and Coelho 1996, 108). These problems intensify for women, as depending on their stage in the life-cycle, their number of children and family support, their ability to contribute to the collective varies, as does the pressure to cooperate in the household enterprise.

As already mentioned, women are not a unified category; they have different subject-positions, family circumstances and interests (Rao 2005b). When speaking of women's engagement with collectives, one needs to be aware of an important issue in terms of who sets the agenda, who participates in negotiations, and the mechanisms through which different voices are heard or represented (Fraser 2009). Apart from issues of rights and recognition, the issue of representation becomes crucial.

There has been a rapid expansion of self-help groups in India since the mid-1990s, but this has been connected closely to the delivery of credit and financial services to the poor rather than reversing inequalities in the access to and control over land and other tangible assets. This is because obstacles confronting the latter relate not just to functional literacy, entrepreneurship and political awareness of the women themselves, but also to the persistence of a deeply pervasive patriarchal worldview, which also ignores caste and class distinctions and thus fails to provide adequate and convergent inputs and services (Bilgi 2008). This last element is crucial, but often overlooked. In fact, as Swaminathan and Jeyaranjan (2008, 79) point out in the case of M.V Foundation's interventions in Ranga Reddy district of Andhra Pradesh, "sourcing resources and technical help from several departments of the government in itself is a huge task apart from being time-consuming". State institutions are hardly responsive to the needs of small and marginal farmers, far from creating an enabling environment for them to succeed and profit from agriculture, as noted

also by the medium farmer in Varanasi. In Dumka, subsistence production is seen as backward and non-viable, hence the agriculture extension agency, set up with World Bank support, though based on an ideology of convergence, was hardly able to reach women or indeed the tribal groups, who make up the majority in the district. Interest or initiative was judged on the ability to pay user fees, which excluded both most of the tribal groups who are amongst the poorest populations, as well as women who lack resources for such payments (Rao 2005c).

The Working Group for Women and Land Ownership (WGWLO), a network of twenty-two NGOs working with women at the grassroots level in Gujarat, has adopted a dual approach of training and enhancing the legal awareness and capabilities of women on their rights to land (and a range of other legal provisions), as well as sensitising men engaged in the bureaucracy. Women, who have themselves struggled to get land in their names, have emerged as grassroots leaders, organised into sub-committees addressing questions of women and land in the federations, as well as supporting other women during discussions at the village level and negotiating with block officers, if needed, by drawing on a database of land based schemes, policies, GRs and revenue related procedures. While the federations have no formal standing, state institutions are increasingly interested in hearing their voices, mainly in order to improve productivity and enhance growth. A new aspect of the work of the federations has been training *patwaris* (revenue officials), mostly men, sensitising them to women's roles in agriculture and the legitimacy of their claims<sup>22</sup>. Networks of NGOs in Jharkhand have also been working on similar strategies to help women secure access to land, but in the absence of binding law such as the HSA<sup>23</sup>, progress on the legal front has been limited. Community level mobilisation and the sensitisation of leaders has led to some success in local negotiations, at least over land access and use, though this does not resolve the issue of making legitimate claims at the state level.

Apart from private agricultural land – particularly on account of its social embeddedness, or perhaps even because of it – women have been more active in making claims to both individual and community titles for forest land. In my own work in Jharkhand (Rao 2008), I have pointed to

<sup>22</sup> Personal communication with Shilpa Vasavada, 26/6/10.

<sup>23</sup> Under the Indian Constitution, the Scheduled Tribes are permitted to govern themselves based on customary laws.

the continuity between landed resources and the co-dependence of tribal communities on agricultural and forest land for their livelihoods. As Ramdas (2009, 68) so poignantly illustrates in the case of rural Andhra Pradesh, with the passing of the Forest Rights Act (FRA) of 2006, several tribal women filed individual claims for legal titles over land they had been cultivating for generations, alongside community claims to common land. While women were granted titles to hardly 10% of the land they had been cultivating and had claimed, community rights were virtually entirely negated, denying the very basis of these women's relationship to their land and environment, and indeed their way of life. In many parts of tribal India, rights to forest land are even more important than private land, yet these rights are hardly recognised; on the contrary, they are being rapidly eroded. Women members of Ekta Mahila Manch, a grassroots movement involving poor, landless women, have nevertheless started group plantation or cultivation activities on this land, though without a secure entitlement. They continue to be subjected to harassment by the Forest Department<sup>24</sup>. Such grassroots groups, however, face problems in strengthening upstream and downstream linkages for production and marketing, as this does not solely involve time and monetary resources. Social biases also come into play. In my own experience in Dumka district, it was much easier for me, a middle-class, educated, urban woman to access information on schemes and projects or even just progress reports from government departments than for the Santal women with whom I worked. Even my educated research assistant, a Santal, was denied access in my absence.

An important lesson here relates to the power of information. As both Brule and Carr-Harris noted, despite the existence of favourable laws such as the HSAA (2005) or the FRA (2006), rural women are not aware of their provisions in terms of their entitlements, nor the mechanisms for operationalising their claims. Grassroots women's organisations often lack the resources and capacities to systematically analyse their legal and policy entitlements and use these to make claims, as has been done for instance by MV Foundation. An NGO member of WGWLO in Gujarat has helped set up Gender Justice Centres at the block level run by local *sanghatan* (organisation) leaders, the supporting NGO and elected women representatives of *panchayats*. Their role is to facilitate the interface with the government to realise entitlements to *kisan* credit

<sup>24</sup> Personal communication with Jill Carr-Harris, 27/6/10

cards, widow benefits, or ration cards, among other benefits, on behalf of the women they represent. While confronted with huge constraints, such grassroots mobilisation has the potential not only for claiming entitlements, but also demanding policy change, as it provides women with an open space, not linked to any programmatic intervention, in which to discuss and prioritise their needs. One finds issues relating to food security, production and accumulation, being systematically highlighted in these fora, not just those around women's reproductive roles. Struggles are intense, yet success remains elusive.

### **Conclusions: operationalising women's resource rights**

Given the above discussion around the relationship between endowments and entitlements in addressing the agrarian problematic from a gender perspective, one returns to the question of whether the right to land remains the key resource for attaining gender equality goals in rural India.

In terms of progress towards gender equality, what becomes clear from an application of Sen's model of entitlements, is that when one starts with few endowments – no land and low levels of education – it is increasingly difficult to negotiate a fair price to access them in the markets. While men are able to overcome the problem of devaluation of their labour to a certain extent by migrating further afield, women end up engaging in difficult, extremely low paid, and often harmful work. While they are sometimes almost entirely responsible for family farming with the support of monetary contributions from migrant husbands, their lack of land titles and recognition as farmers in their own right, as well as their small size of holdings, constrains their ability to improve land management, including through accessing benefits from state programmes for farmers. While legal entitlements to a minimum wage and a minimum level of employment have been introduced through the NREGP, widespread corruption and persistent caste-based patronage have served to weaken its influence in enhancing the bargaining power of the landless in general and women in particular. Despite recognition of women's interests and roles in agriculture, and indeed legal entitlement, in the absence of valued endowments, in this case land ownership titles, as well as secure access to forest resources or educational credentials, women face a failure in terms of their exchange entitlements.

As exchange entitlements remain shaky, one needs to persist with efforts to strengthen women's access to a diversity of resources on which they depend, in particular to land, forests and other tangible assets (including education), which can then enable access to other entitlements. This is essential for securing their livelihoods in economic terms, but also strengthening their bargaining position at home and in the community. While laws are important, given the social barriers to their practice, it is worth considering entitlements in more nuanced and culturally sensitive ways. In my work in Jharkhand, for instance, it was evident that women's rights to *bari* or homestead plots were more acceptable to men, than access to *dhani* or rice plots, given the symbolism of the latter in terms of male identities as food producers and providers. It is important to take on board the issue of the social legitimacy of women's land claims, tied up as they are with relationships of power and identity within the household, and vis-à-vis the community, especially as women are not autonomous individuals, but live in families and communities. They derive their power from the social relations in which they are embedded, hence seek to improve the terms of cooperation through additional effort to support their husbands as in Varanasi. It is therefore important to consider a combination of individual titles (as for homes and homestead plots), joint ownership (of agricultural land, water resources, membership in organisations) and collective rights of groups, especially of women (to forest and common property resources).

An important insight is the role of both material and ideological factors in constraining women's engagement with production processes on the one hand, but also shaping their engagement with decision-making regarding resource allocation on the other. Women face a host of barriers in engaging with markets and the public realm, including restrictions on their mobility, and lack of access to information on prices as well as resources, in terms of transportation and storage, in addition to reproductive responsibilities that make absence from home for extended periods of time difficult. They hence end up selling their produce and labour at low costs to tradesmen and contractors who come to the village. In terms of decision-making, while confirming the influence of culture and kinship in shaping women's role in this process (Jejeebhoy 2000; Dyson and Moore 1983), the paper further points to the ways in which the perceptions of relative contributions and their representations tie into social norms that are likely to restrict women's influence. Thus, even where women are

engaged in wage earning and economic activity, if their contribution is perceived to be insignificant, by both themselves and their spouse, this can limit their power.

Yet in-depth interviews revealed that women do find ways of manipulating social norms around male provisioning to their advantage, making claims of patriarchy that more “autonomous” women are unable to make. Strategies for negotiating with and gaining recognition from the spouse at the household level, however, do vary from those that seek recognition from state institutions and public policy. While at home, women derive power from within the social relations in which they are embedded, often by playing their part well, there is almost no alternative to collective action when it comes to negotiating with the public sphere. These collectives are of many types, with varying access to resources and policy spaces, some striving to overcome technical bottlenecks confronting women farmers, and others seeking to create access for women to policy-making spaces more generally. Multiple strategies are used for this purpose, yet progress remains variable, dependent both on women’s own contexts, but also on the political and policy contexts in different states.

Women in India today are actively involved in the agricultural sector, not often out of choice, but more from a lack of choice, getting little support or recognition for their work. While there has been strong advocacy for policy change to delink land titles from access to other agricultural resources, this is yet to happen in practice. Creating an enabling environment through the provision of support for reproductive work (both child care and domestic tasks) and facilitating a synergy between inputs and services for agricultural production and marketing is perhaps a first step in responding to women’s needs. Such a convergent approach to women’s resource entitlements, addressing both productive and reproductive needs, should be an integral part of the planning process at all levels, especially the local. This is because ultimately women remain responsible for food security at the household level, as well as for social reproduction. Without responding to the needs and priorities articulated by them, inequalities will only continue to widen and social unrest to grow.

## References

- Agarwal, B. 1994. *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 1998. Widows versus daughters or widows as daughters? Property, land, and economic security in rural India. *Modern Asian Studies*. 32: 1-48.
- . 2003. Gender and land rights revisited: exploring new prospects via the state, family and market. *Journal of Agrarian Change*. 3(1&2): 184-224.
- . 2010. Rethinking agricultural production collectivities. *Economic and Political Weekly*. 45(9): 64-78.
- Bilgi, M. 2008. Mahila Arthik Vikas Mahamandal and its Support Groups (A Scoping Study). Available at [http://www.wocan.org/files/all/india\\_scoping\\_study.pdf](http://www.wocan.org/files/all/india_scoping_study.pdf)
- Breman, J. 1985. *Of peasants, migrants and paupers: Rural labour circulation and capitalist production in West India*. Oxford: Oxford University Press.
- Brule, R. 2010. When revolution is not enough: evidence on how women's legal land rights become locally meaningful: Preliminary findings from field work in Andhra Pradesh, India. Personal communication.
- Bryceson, D. F. 1997. De-agrarianisation in sub-Saharan Africa. In *Farewell to farms*. (Eds.) D. F. Bryceson and V. Jamal. 3-20. Aldershot: Ashgate Publishing.
- CEDAW. 2005. Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women: India. <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw36/India2-3E.pdf>
- Chandrasekhar, C. P and J. Ghosh. 2007. What explains the high GDP growth? *Business line*. Sept 11. Accessed at <http://www.thehindubusinessline.com/bline/2007/09/11/stories/2007091150360900.htm>
- Ciotti, M. 2010. *Retro-modern India: Forging the low-caste self*. London: Routledge.
- Deere, C. D. and C. R. Doss. 2006. The gender asset gap: what do we know and why does it matter? *Feminist Economics*. 12(1): 1-50.
- Duvvury, N. 1989. Work participation of women in India: A study with special reference to female agricultural labourers, 1961 to 1981. In *Limited options: Women workers in rural India*. (Ed.) A. V. Jose. 63-107. New Delhi: International Labour Organisation.
- Dyson, T. and M. Moore. 1983. On kinship structure, female autonomy and demographic behaviour in India. *Population and Development Review*. 9(1): 35-60.
- Evers, B. and B. Walters. 2000. Extra-household factors and women farmers' supply response in Sub-Saharan Africa. *World Development*. 28(7): 1341-45.
- Fraser, N. 2009. *Scales of justice: Reimagining political space in a globalising world*. New York: Columbia University Press.
- Garikipati, S. 2008. Agricultural wage work, seasonal migration and the widening gender gap: Evidence from a semi-arid region of Andhra Pradesh. *The European Journal of Development Research*. 20(4): 629-48.
- Gladwin, C. 1992. Gendered impacts of fertiliser subsidy removal programs in Malawi and Cameroon. *Agricultural Economics*. 7(2): 141-153.

- Government of India. 2000. Report of the time use survey. New Delhi: Central Statistical Organisation, Ministry of Statistics and Programme Implementation.
- Government of India. 2006. Approach Paper to the 11th Plan. New Delhi: Planning Commission.
- Govinda, R. and M. Bandyopadhyay. 2007. Access to elementary education in India: Country analytic review. New Delhi: National University for Educational Planning and Administration.
- Hirway, I. 2006. Where is gender in the eleventh plan approach paper? *Economic and Political Weekly*. 41 (32): 3464-6.
- ICRW. 2006. Report on violence against women. International Center for Research on Women. Available online [www.icrw.org/html/issues/violence.htm](http://www.icrw.org/html/issues/violence.htm).
- Jackson, C. 2003. Gender analysis of land: Beyond land rights for women? *Journal of Agrarian Change*. 3(4): 453-480.
- Jain, L. C. and K. Coelho. 1996. *In the wake of freedom: India's tryst with cooperatives*. New Delhi: Concept Publishing Company.
- Jejeebhoy, S. J. 2000. Women's autonomy in rural India: its dimensions, determinants and the influence of context. In *Female empowerment and demographic processes*. (Eds.) H. Presser and G. Sen. Oxford: Clarendon Press.
- Kapadia, K. 1995. *Siva and her sisters: Gender, caste and class in rural South India*. Oxford: Westview Press.
- Kapadia, K. 2000. Responsibility without rights: women workers in bonded labour in rural industry in South India. In *Disappearing peasantries? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*. (Eds.) D. F. Bryceson, C. Kay and J. Mooij. 247-261. London: IT Publications.
- Lawyers Collective. 2010. Mapping women's gains in inheritance and property rights under the Hindu Succession Act, 1956. Expert Group meeting on Gender and Productive Resources: women's entitlement to land, livestock and energy. New Delhi, August 17-18: Unifem.
- Lipton, M. 1985. *Land assets and rural poverty*. Washington D.C.: The World Bank.
- Mooij, J. 2000. Changing peasantries in Asia. In *Disappearing peasantries? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*. (Eds.) D. F. Bryceson, C. Kay and J. Mooij. 213-230. London: IT Publications.
- National Farmers Commission. 2006. Serving farmers and saving farming. New Delhi: Ministry of Agriculture, Government of India.
- Panda, P.K. and B. Agarwal. 2005. Marital violence, human development and women's property status in India. *World Development*. 33(5): 823-50.
- Quisumbing, A. R. and L. Pandolfelli. 2010. Promising approaches to address the needs of poor female farmers: resources, constraints and interventions. *World Development*. 38(4): 581-92.
- Ramachandran, V. K., M. Swaminathan and V. Rawal. 2002. Agricultural workers in rural Tamil Nadu: A field report. In *Agrarian studies: Essays on agrarian relations in less-developed countries*. (Eds.) V. K. Ramachandran and M. Swaminathan. 445-72. New Delhi: Tulika Books.
- Ramachandran, V. K. and M. Swaminathan (Eds.). 2005. *Financial liberalization and rural credit in India*. New Delhi: Tulika Books.



- Ramdas, S. 2009. Women, forest spaces and the law: transgressing the boundaries. *Economic and Political Weekly*. 44(44): 65-73.
- Rao, N. 2002. Standing one's ground: Gender, land and livelihoods in the Santal Parganas, Jharkhand, India. PhD Thesis. Norwich: University of East Anglia, School of Development Studies.
- . 2005a. Women's rights to land and assets: experience of mainstreaming gender in development projects. *Economic and Political Weekly*. 40 (44 and 45): 4701-8.
- . 2005b. Questioning women's solidarity: The case of land rights, Santal Parganas, Jharkhand, India. *Journal of Development Studies*. 41(3): 353-75.
- . 2005c. Agricultural research and extension in India: Changing ideologies and practice. *Economic and Political Weekly*. 40(13): 1371-75.
- . 2006a. Power, culture and resources in gendered seasonal migration from Santal Parganas. In *Poverty, gender and migration*. (Eds.) S. Arya and A. Roy. 129-150. New Delhi: Sage.
- . 2006b. Land rights, gender equality and household food security: exploring the conceptual links in the case of India. *Food Policy*. 31:180-93.
- . 2007. Custom and the courts: Ensuring women's rights to land, Jharkhand, India. *Development and Change*. 38(2): 299-319.
- . 2008. "Good women do not inherit land": *Politics of land and gender in India*. New Delhi: Social Science Press and Orient Blackswan.
- . 2009a. Conflicts and contradictions: land laws in the Santhal Parganas. In *Legal grounds: natural resources, identity, and the law in Jharkhand*. (Ed.) N. Sundar. 56-81. New Delhi: Oxford University Press.
- . 2009b. *Gender differences in migration opportunities, educational choices and well-being outcomes*. Brighton: University of Sussex, Development Research Centre on Globalisation, Migration and Poverty.
- Rao, N., A. Verschoor, A. Deshpande and A. Dubey. 2008. Gender caste and growth assessment – India. Report to Department for International Development.
- Roy, A. K. 2003. Jharkhand: Internal colonialism. In *The Jharkhand movement: Indigenous peoples' struggle for autonomy in India*. (Eds.) R. D. Munda and S. B. Mullick. 79-85. Copenhagen and Jharkhand: International Work Group for Indigenous Affairs and BIRSA.
- Roy Chaudhury, P. C. 1965. *Bihar district gazetteers: Santal Parganas*. Patna, Bihar: Secretariat Press.
- Sen, A. (1981) *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- Sen, A. 1990. Gender and cooperative conflicts. In *Persistent inequalities: Women and world development*. (Ed.) I. Tinker. 123-149. New York: Oxford University Press.
- Sujaya, C.P. 2006. *Climbing a long road: women in agriculture in India ten years after Beijing*. Chennai : M.S. Swaminathan Research Foundation.
- Sundaram, K. and S. D. Tendulkar. 2003. *Poverty among social and economic groups in India in the nineteen nineties*. Working paper n° 118. New Delhi: Delhi School of Economics, Centre for Development Economics.

- 
- Swaminathan, P. and J. Jeyaranjan. 2008. Mainstreaming gender, engendering development: Reflections on a case study. *Economic and Political Weekly*. April 26: 77-86.
- Udry, C., J. Hoddinott, H. Alderman and L. Haddad. 1995. Gender differentials in farm productivity: implications for household efficiency and agricultural policy. *Food Policy*. 20(5): 407-423.
- Velayudhan, M. 2008. Swabhoomi: Women and land ownership in Gujarat, A Lobby Note. Ahmedabad: Working Group for Women and Land Ownership (WGWLO), Behavioural Science Centre.
- Walker, C. 2003. Piety in the sky? Gender policy and land reform in South Africa. *Journal of Agrarian Change*. 3(1&2): 113-148.
- World Bank. 2007. *World Development Report 2008: Agriculture for development*. Washington D.C.:The World Bank.
- Working Group for Women and Land Ownership (WGWLO). 2004. Report of the Paralegal Action Research. Ahmedabad:WGWLO.

Table 1: Land ownership by caste (Varanasi)

<b>Size of holding (in acres)</b>	<b>SC</b>	<b>OBC</b>	<b>Other</b>	<b>Total</b>
<b>0</b>	103 (74)	100 (47.5)	6 (14)	209 (53)
<b>1-5</b>	23 (17)	30 (14.5)	2 (5)	55 (14)
<b>6-10</b>	4 (3)	32 (15)	1 (2)	37 (9)
<b>11-15</b>	3 (2)	10 (5)	1 (2)	14 (4)
<b>16-25</b>	3 (2)	9 (4)	3 (7)	15 (4)
<b>26-50</b>	3 (2)	21 (10)	8 (19)	32 (8)
<b>Over 51</b>	0	9 (4)	22 (51)	31 (8)
	139	211	43	393

Table 2a: Male and female activity in households by landholding status

<b>Activity</b>	<b>Landed households</b>		<b>Landless households</b>	
	Male	Female	Male	Female
<b>Work on farm</b>	49 (26.6)	31 (17)	20 (9.6)	15 (7)
<b>Own business</b>	14 (7.6)	3 (1.5)	29 (13.9)	4 (2)
<b>Paid work agriculture</b>	25 (13.6)	36 (20)	9 (4.3)	41 (20)
<b>Paid work non-agriculture</b>	75 (40.8)	30 (16.5)	137 (65.6)	32 (15)
<b>Unpaid work</b>	6 (3.3)	83 (45)	5 (2.4)	116 (56)
<b>Others</b>	15 (8.2)		9 (4.3)	
<b>Total</b>	184 (100)	183 (100)	209 (100)	208 (100)

Table 2b: Main activity by caste and gender

Activity	SC		OBC		Other	
	M	F	M.	F	M	F
<b>Work on farm</b>	10(7)	10(7)	45(21)	29(13.5)	14(32.5)	7(16)
<b>Own business</b>	11(8)	3(2)	31(15)	3(1.5)	1(2.5)	1(2.5)
<b>Paid work agriculture</b>	15(11)	34(24.5)	9(4)	39(18.5)	10(23)	4(9.5)
<b>Paid work non-agriculture</b>	94(67.5)	16(11.5)	108(51)	37(17.5)	10(23)	10(23)
<b>Unpaid work</b>	4(3)	76(55)	4(2)	103(49)	3(7)	21(49)
<b>Others</b>	5(3.5)	0	14(7)	0	5(12)	0
<b>Total</b>	139	139	211	211	43	43

Table 3a: Male perceptions on work and decision-making in landed households

	Husband	Wife	Others	Total
<b>Fuel collection</b>	38 (21)	111 (60)	35 (19)	184
<b>Water collection</b>	11(6)	115 (62.5)	58 (31.5)	184
<b>Tending joint livestock</b>	28 (26.5)	48 (45)	30 (28.5)	106
<b>Cleaning and washing clothes/dishes</b>	4 (2)	127 (69)	53 (29)	184
<b>Cooking</b>	1 (0.5)	120 (65)	63(34.5)	184
<b>Childcare</b>	19 (11)	113 (64)	45 (25)	177

Table 3b: Female perceptions on work and decision-making in landed households

	<b>Husband</b>	<b>Wife</b>	<b>Others</b>	<b>Total</b>
<b>Fuel collection</b>	42(23)	102(56)	39(21)	183
<b>Water collection</b>	9(5)	102(56)	72(39)	183
<b>Tending joint livestock</b>	13(17)	42(54.5)	22(28.5)	77
<b>Cleaning and washing clothes/dishes</b>	0	98(54)	85(46)	183
<b>Cooking</b>	0	97(53)	86(47)	183
<b>Childcare</b>	37 (20.5)	106(59)	37 (20.5)	180

4a: Male perceptions on relative contributions to farming activities in landed households

	<b>Husband</b>	<b>Wife</b>	<b>Others</b>	<b>Total</b>
<b>Primary role</b>				
<b>Sowing plot</b>	98 (79)	11 (9)	15 (12)	124
<b>Ploughing land</b>	60 (48.5)	4 (3)	60 (48.5)	124
<b>Weeding</b>	95(76.5)	8 (6.5)	21 (17)	124
<b>Harvesting</b>	95 (76.5)	7 (5.5)	22 (18)	124
<b>Secondary role:</b>				
<b>Sowing</b>	6 (5)	74 (61)	41 (34)	121
<b>Ploughing</b>	9 (9)	35 (34)	58 (57)	102
<b>Weeding</b>	9 (8)	65 (54)	46 (38)	120
<b>Harvesting</b>	9 (7.5)	63 (52.5)	48 (40)	120

4b: Female perceptions on relative contributions to farming activities  
in landed households

	<b>Husband</b>	<b>Wife</b>	<b>Others</b>	<b>Total</b>
<b>Primary role</b>				
<b>Sowing plot</b>	33(66)	5(10)	12(24)	50
<b>Ploughing land</b>	25(52)	3(6)	20(42)	48
<b>Weeding</b>	34(71)	4(8)	10(21)	48
<b>Harvesting</b>	60(71)	4(5)	20(24)	84
<b>Secondary role:</b>				
<b>Sowing</b>	10(20)	19(40)	19(40)	48
<b>Ploughing</b>	9(22.5)	13(32.5)	18(45)	40
<b>Weeding</b>	9(19)	21(44)	18(37)	48
<b>Harvesting</b>	9(19)	19 (40)	20 (41)	48

5a: Male perceptions on decision-making in landed households

	<b>Husband</b>	<b>Wife</b>	<b>Other</b>	<b>Total</b>
<b>Decision on which crop to grow</b>	126 (71)	9 (5)	42 (24)	177
<b>Responsibility for buying seeds</b>	129 (73)	9 (5)	39 (22)	177
<b>Decision to rent / buy land</b>	145 (79)	6 (3)	33 (18)	184
<b>Decision to borrow money</b>	141 (76.5)	3 (1.5)	40 (22)	184
<b>Decision on sending child to school</b>	150 (84)	3 (1.5)	26 (14.5)	179
<b>Decision on taking sick child to hospital</b>	146 (81)	6 (3.5)	28 (15.5)	180

## 5b: Female perceptions on decision-making in landed households

	<b>Husband</b>	<b>Wife</b>	<b>Other</b>	<b>Total</b>
<b>Decision on which crop to grow</b>	80(73)	3(3)	26(24)	109
<b>Responsibility for buying seeds</b>	81(74)	3(2.5)	26(23.5)	110
<b>Decision to rent / buy land</b>	142(82)	5(3)	26(15)	173
<b>Decision to borrow money</b>	154(84)	6(3)	23(13)	183
<b>Decision on sending child to school</b>	146(86)	4(2)	20(12)	170
<b>Decision on taking sick child to hospital</b>	151(85)	9(5)	17 (10)	177

Table 6: Value of bank accounts by gender

	<b>SC</b>		<b>OBC</b>		<b>Other</b>		<b>Total</b>	
	M	F	M	F	M	F	M	F
<b>100-2000</b>	34	13	55	13	3	5	92	31
<b>2000-5000</b>	3	0	19	2	9	4	31	6
<b>5000-10,000</b>	1	0	13	0	9	0	23	0
<b>Over 10,000</b>	0	0	12	1	13	0	25	1
<b>No account</b>	101	126	112	195	9	34	222	355
	139	139	211	211	43	43	393	393





# **Women's land rights, agrarian change and gender transformation in post-apartheid South Africa**

**Cherryl Walker**

## **Introduction<sup>1</sup>**

Women's land rights feature prominently in contemporary policy debates on agrarian change and gender transformation in Africa, although often accompanied by a certain weary scepticism about what this prominence signifies. On the one hand, policy-makers invoke women as an important category for attention, while on the other hand, analysts and activists regularly denounce the gap between high-level policy commitments and implementation. This exchange has become predictable, conventionalised.

The 2009 endorsement by African Union (AU) Heads of State of the Framework and Guidelines on Land Policy in Africa offers a recent example of formal recognition at the highest level of the importance of women's land rights, as both a human rights issue and a developmental imperative for the continent. Clause 2.5.2 of the Framework notes:

<sup>1</sup> This paper draws on an earlier article (Walker 2009). The general arguments presented in this paper are developed more fully in the earlier article than space allows here.

Walker, C. 2011. Women's land rights, agrarian change and gender transformation in post-apartheid South Africa. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 247-267. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

[T]he system of patriarchy which dominates social organisation has tended to discriminate against women when it comes to ownership and control of land resources. [...] If law and policy are to redress gender imbalances in land holding and use, it is necessary to deconstruct, reconstruct and reconceptualise existing rules of property in land under both customary and statutory law in ways that strengthen women's access and control while respecting family and other social networks... This is all the more important as women remain the primary users of agricultural land in most African countries.

The document goes on to state (clause 3.1.4):

Throughout Africa, agricultural production and preservation of land resources is primarily the responsibility of women and children. It is still generally the case, however, that gender discrimination in access to land resources is a serious problem particularly in rural Africa. This is both undemocratic and a constraint on economic development<sup>2</sup>.

This Framework and Guidelines document reflects several decades of African research and activism that have nudged the policy debates along. There is now a substantial body of work that confirms not simply the centrality of women's land rights for land policy reform, but also the diversity and dynamism surrounding women's land rights in practice, as well as the importance of grounding the analysis of these issues in specific contexts, both national and local. Notwithstanding the socio-economic commonalities and overarching political realities that justify continent-wide statements of principle, the promotion of women's land rights is poorly served in practice by unproblematised constructions of "Africa" or "sub-Saharan Africa (SSA)" or, indeed, of "women" as unitary targets of attention<sup>3</sup>. At

<sup>2</sup> All quotes are from AU, ADB and ECA (2009). The final version of the document was endorsed by the AU Heads of State at a meeting in Libya in July 2009.

<sup>3</sup> Recent examples of cross-cutting research include the body of work brought together at the IDRC symposium, *Gendered terrain: Women's rights and access to land in Africa*, Nairobi, Kenya, 14 - 16 September 2010; a currently ongoing ten-country study on Women's Land Rights in Africa that has been commissioned by the Women's Land Rights Observatory within the ECA, as well as the special issues of the journals *Feminist Africa*, 12(1), on Land, labour and gendered livelihoods, and the *Journal of Eastern African Studies*, 4(1), 2010, on Securing women's land rights. Feeding into the comparative literature is a growing body of work at country level.

the same time, one of the more telling criticisms of the academic literature is that it is heavy on critique but light on solutions – it remains easier to expose the gap between policy and implementation than to bridge it. In terms of the contribution of research, it is time for researchers such as myself to bring something more to the familiar exchanges with policy-makers.

With this as my starting point, I set out key elements of a conceptual framework that can inform the development of more grounded policy interventions around women's access and rights to land in South Africa specifically. My main point is that effective policy development in this area requires an understanding of both the trajectory of agrarian change and the profound changes and contestations that are reshaping what can be termed the domestic sphere in this country. Ultimately, effective policy development also requires an analysis of the state and its power to implement policy and manage or drive social change, but that is not something I tackle directly here. "Women", as a general social category, are discriminated against because of their gender. However, acknowledging women's varied interests in and claims to land, in terms of both agrarian and domestic change, throws up a number of policy challenges. The central challenge is thus to disaggregate "women" and to design policies that not only recognise differences among them, hence the diversity of their interests in land, but also appreciate the relationship between land and non-land issues in advancing women's well-being and promoting gender equality. A further challenge is to integrate the communal areas (South Africa's former "bantustans" or "native reserves") into the mainstream of land reform and agrarian policy, and to expand the concern with women's land rights in these areas beyond the ghetto of "custom" and "tradition".

These challenges have to be understood in the very particular context of South Africa, which differs significantly from other countries in sub-Saharan Africa. Issues to consider here include the country's particular history of colonisation and settlement which led, in the second half of the 20th century, to the abomination of apartheid, as well as the extent and form of contemporary urbanisation and the relatively small part played by agriculture as a sector in the national economy. These features of contemporary society are profoundly gendered, not simply in their differentiated impacts on men and women but in the manner in which they have been shaped historically by the social organisation of gender relations in the region. Here I am understanding "gender" in the way that R.W. Connell

has defined it, as deriving from, but not confined to, the ordering of social practice “in relation to a reproductive arena... [that] includes sexual arousal and intercourse, childbirth and infant care, bodily sex difference and similarity” (Connell 1995, 34).

Rethinking the framing of women’s land rights in South Africa is particularly timely, given the stated intention of the African National Congress (ANC) government to overhaul its 1997 policy framework, the White paper on South African land policy (DLA 1997). There is widespread concern across the political spectrum at the failure of the post-1994 land reform programme to deliver on its promises. This is compounded by scepticism at the capacity of the recently restructured Department of Rural Development and Land Reform (DRDLR) in providing new policy ideas and implementation capacity<sup>4</sup>. This extends to its capacity to design and manage a seriously gender-sensitive programme. In this regard, it is worrying that an unofficial copy of the DRDLR’s draft Green paper (in circulation since 2010) is depressingly silent on women’s land rights and gender equality, apart from a number of textual flourishes that academics such as myself love to criticise; these relegate women to an undifferentiated subset of an amorphous rag-bag of “vulnerable groups” comprising, at its most extensive, “rural people, women, youth, the unemployed, people living with HIV/AIDS, people living with disabilities, child-headed households and older persons” (DRDLR 2010, 47). In short: the majority of the population!

While my focus is South Africa, the debates on women’s land rights in this country do have wider relevance for policy development in Africa, if only because they underscore the importance of locating these issues in a broader analysis of social and economic change and not assuming a one-size-fits-all approach. My attempt to de-centre the relative importance of land issues in the South African debate on gender equality in no way implies that this is true for the rest of the continent – on the contrary. Dzodzi Tsikata has recently drawn attention to “the importance of situating analysis [of gendered livelihoods] within the wider political economy” (Tsikata 2009, 12) and this is certainly a critical requirement. But equally critical – although less well theorised, certainly in the South African

<sup>4</sup> The DRDLR is the new name given to the former Department of Land Affairs (DLA) in the restructuring of government ministries and cabinet posts initiated by President Jacob Zuma when he assumed office in 2009.

debates – are the changes and contestations taking place in what I am calling the domestic sphere: that highly charged sphere of affective relationships, biological and social reproduction, care, consumption and production that is organised through families and households. Inasmuch as this sphere is pre-eminently concerned with the ordering of the “reproductive arena” identified by Connell, it can be seen as the crucible of gender relations and gendered identities within society. It cannot, of course, be understood in isolation from the wider political economy, but equally, its dynamics cannot be simply subsumed – assumed – within that.

I begin my discussion with a brief background overview of the current land reform programme in South Africa. Thereafter I address the question of agrarian change and the significance of the domestic sphere, and then conclude with a brief discussion of the policy implications.

### **Land reform in South Africa**

The basic elements of the post-apartheid land reform programme were thrashed out in the constitutional negotiations between the apartheid government and the ANC in the early 1990s, which made possible the transition to formal democracy in 1994. This resulted in a core compromise between, on the one hand, constitutional protection for existing property rights (at the time, essentially those of the white minority) and, on the other, a constitutional commitment to land reform “to bring about equitable access to all South Africa’s natural resources”. While the principle of gender equality is implicit in the provisions of the resulting “property clause” of the South African Constitution<sup>5</sup>, the primary concern of this section of the Constitution has always been to redress the deeply racialised inequalities in access, use and control over land that is rooted in South Africa’s history. Clearly, past racial discrimination has affected both black women and black men, but the specification of “race” in the property clause obscures the significance of gender inequality as a general, rather than an ancillary, concern with regard to land rights. It

<sup>5</sup> Clause 25 in the Bill of Rights, The Constitution of the Republic of South Africa, Act 108 of 1996. Note that the 1996 Constitution replaced the “interim” Constitution of 1993, which guided the transition to democracy in 1994. The broad principles of the 1996 “property clause” were negotiated and laid down in the 1993 constitution, although the provisions for land reform were arguably less explicit and extensive in that earlier document.

also obscures the significance of the intersection of race and gender discrimination for black women's social, legal and economic status historically.

Within the framework provided by first the 1993 and then the 1996 Constitutions, post-apartheid land reform was designed as a three-part programme:

- *Land restitution*, designed to compensate the victims of racially motivated land dispossession since 1913<sup>6</sup>, either through the restoration of their land or through financial compensation or other forms of redress.
- *Land redistribution*, targeting commercial agricultural areas, to deliver land to the landless and land-hungry as well as to black aspirant farmers; this sub-programme has aimed to transfer 30% of commercial agricultural land – approximately 25 000 hectares – into black ownership, at first within five years of democracy, i.e. 1999, but later rescheduled to 2014.
- *Tenure reform*, aimed chiefly at farm dwellers and people living in the former Bantustans or communal areas and intended to “improve the tenure security of all South Africans and to accommodate diverse forms of land tenure, including [...] communal tenure” (DLA 1997, v).

Because of the political authority accorded to the history of black land dispossession in South Africa (described below), the primary focus since 1994 has been on land restitution and land redistribution in the commercial agriculture sector, at the expense of land reform in the communal areas. In part, this is because in these areas, land reform – here collapsed into a difficult and unresolved programme of tenure reform – fails to reduce the aggregate inequalities in white and black land ownership nationally. The struggle by “traditional leadership institutions” (whose reconstitution is based on the idea, if not necessarily the practice, of hereditary chieftainships and “tribal” councils) to entrench their authority over communal land in the name of an unchanging and deeply patriarchal “African culture” is also a factor.

<sup>6</sup> The year the Natives Land Act was passed, which defined the boundaries of the reserves.

By 2010, after 15 years of effort, the state's official land reform programme had fallen far short of its initial redistribution targets in terms of the number of hectares transferred. By then a little over a quarter of the redistribution target had been achieved, with some 7 million hectares<sup>7</sup> reportedly transferred into black ownership through all components of land reform (DRDLR 2010, 20). The goals of "development" and "poverty reduction" had also proved elusive. Serious problems with both governance and production on many (but not all) redistributed projects have led to several policy reformulations for the redistribution sub-programme since the late 1990s, broadly involving more emphasis on deracialising rather than fundamentally transforming commercial agriculture, and directing more support towards "emerging" (i.e. black) farmers and production-oriented business plans for projects. However, although it is possible to find individual success stories, the direct economic benefits to beneficiaries have continued to be very disappointing overall, as acknowledged by the new Minister of Rural Development and Land Affairs in early 2010<sup>8</sup>.

In terms of restitution, by early 2011 around 4,000 "complex" rural land claims were still waiting to be settled. While this means that the great majority of the approximately 80,000 land claims that were lodged by the cut-off date (end of 1998) have been formally settled, the livelihood impacts of this sub-programme are difficult to measure. The contribution of the restitution programme to the national goals of social justice, redress and reconciliation are also very difficult to quantify, but can at best be summarised as "mixed"<sup>9</sup>. Most of the claims that have been settled to date are urban and have involved the payment of financial compensation – not necessarily a negative outcome for the sub-programme, as I have argued elsewhere, but not making as significant a dent on racially-based land ownership and spatial patterns as the raw numbers might suggest. In the land-based restitution settlements, furthermore, many of the problems of leadership conflicts and development outcomes that are faced by redistribution projects are also visible. And in the communal areas, the state's

<sup>7</sup> The figure of 7 million hectares, given by the DRDL, includes land where the formal transfer of rights to beneficiaries has not yet been finalised.

<sup>8</sup> For instance, the 2010 Budget vote speech by the Minister of Rural Development and Land Reform, Parliament, 24 March 2010,

<sup>9</sup> For a fuller exploration of the complexities and ambiguities involved, see Walker (2008).

attempt to turn insecure “old-order” land rights into more secure “new-order” rights, under the authority of purportedly reformed traditional councils, floundered to a standstill in mid 2010, with the striking down by the Constitutional Court of the Communal land rights act of 2004 as unconstitutional, in part because it was found to be discriminatory against women.

The DRDLR’s draft 2010 policy formulations was flagged as an attempt to revitalise the land reform programme but it does not appear to shift the conceptual boundaries significantly; its status (as of early 2011) is also unclear as it has not been officially released for comment and there are suggestions it is still being subjected to internal revision. The draft document proposes a hierarchy of land-based livelihoods that land reform should serve. The hierarchy starts with a “homestead” category, comprising an estimated one million households who “are not regarded as farmers but require land for shelter, ploughing and grazing to meet their basic household needs”. The majority of this category are presumably in the communal areas, where, it is proposed in another section of the document, the state should retain underlying ownership of the land. The hierarchy then moves up through small-scale and medium-scale commercial farming to large-scale commercial farmers, the latter described as consisting of “relatively established black farmers who are already entrepreneurs”. This group, together with medium-scale farmers, is described as “stand[ing] a fighting chance to compliment [sic] the country’s ageing cadre of established commercial farmers in providing food security for the country” (DRDLR 2010, 114-115). In so doing the document makes explicit the importance the state attaches to national food security (embracing, then, the provisioning of the economically and politically dominant urban sector) as a major objective that “pro-poor” land reform not only cannot secure, but should not disrupt.

With regard to women’s rights, it is hardly surprising, given the problems described above, that South Africa’s post-apartheid land reform programme has not been an effective instrument for the delivery, at scale, of either secure land rights or improved livelihoods to the women who need it most. Compounding the general problems is the way in which first the DLA, and now the DRDLR, have regarded “women” as a discrete special-interest group, rather than full (and diverse) members of its core client base. In the first phase of land reform (1994-1999), the DLA’s main strategies for including women were to set quotas for women’s representation



on community land reform committees (generally 30%) and to target female-headed households for inclusion in beneficiary lists<sup>10</sup>. After 2000, the DLA continued with the strategy of quotas for women's participation, but directed this more clearly at the class of emerging black farmers that it was by then championing. Here it had more success, but on a very limited scale in terms of the numbers reached and the involvement of women from the poorest sectors of rural society. While reliable numbers are hard to come by, I have estimated that by 2005 "several hundred thousand women would have probably benefited from the official programme [of land reform] as recipients of land or cash, both in their own right and, more commonly, as members of beneficiary households and communities receiving land" (Walker 2009, 488).

In summary, then, the land reform programme that has been put in place has not served women well – but nor has it served the majority of men particularly well either. There are several dimensions to this, but a critical weakness, I argue, has been the conflation of land reform with aggregate black ownership of the formerly white countryside. The primary goal of the post-apartheid programme has been to deracialise land ownership in the commercial farming areas, without a sufficient appreciation of both class and gender differentials among black South Africans, and without a sufficiently critical engagement with the challenges of land-based livelihoods for poor rural people, including, more particularly, poor women. These issues are developed further in the following sections.

## **The trajectory of agrarian change**

Most discussions of the land reform programme in South Africa begin with a highly formulaic history of land ownership over the past 350 years, a narrative that is seen as offering an almost self-explanatory rationale for the programme. Central to this history are the radical land dispossessions of indigenous people as a result of European colonisation from the mid 17th century onwards and, much later, the development of a migrant labour system in the wake of the mineral discoveries of the late 19th cen-

<sup>10</sup> The extent to which these strategies were actually carried out was, however, heavily dependent on the initiative and persistence of gender-sensitive state officials at project level, as good performance in this area was not what was rewarded within the DLA. See Walker (2003).

tury, the rapid expansion of capitalist relations of production across the region from this time, and the consolidation of white political and economic power in the form of “apartheid” after 1948. The apartheid regime saw the division of the country into a notionally “white” area comprising 87% of the land, all the major urban centres and most of the country’s wealth, and a black periphery that was divided into ten ethnic homelands or “bantustans”. In their final form these enclaves were planned to comprise just 13% of the land. The attempt to enforce this spatial dispensation involved the mass uprooting and relocation of several million black people, alongside major controls on black urbanisation to the “white” core; this “displaced urbanisation” meant that the proportion of black people resident in the supposedly “rural” bantustans was in the region of a third of the population by the mid 1990s, many living not in farming villages but in dense though under-serviced “closer settlements” (for an overview, see Platzky and Walker 1985). Maintaining this system also involved increased levels of state repression as political resistance became more militant, both internally and externally, from the 1960s.

All of this has left very deep scars on both the economic structure and the social fabric of post-apartheid South Africa. But, as I have argued at greater length elsewhere, while these developments have been profoundly important in shaping the country’s history and its contemporary discontents, the essentially political “master narrative of loss and restoration” that has been distilled from them fails to account for the full complexity of contemporary South Africa, and to come to terms with the challenges facing a state-sponsored land reform programme in the 21st century (Walker 2008). The social forces shaping post-apartheid South Africa are far more dynamic than this “headline history” allows. South Africa’s colonial history involves not simply loss and dispossession for black people, but also the emergence of new classes, new identities and new ideas about land, property and livelihoods among black (and white) people. It is also no longer appropriate, if ever it was, to think about land reform in terms of the conceptual silos laid down by the spatial and administrative categories of apartheid: on the one hand, a “white” commercial sector in which the core work of land reform, i.e. land restitution and land redistribution, takes place, and on the other hand, a residual “black” communal sector in the former homelands, in which the less urgent business of tenure reform for “traditional” land systems takes place.

Furthermore, alongside the serious and all-too-familiar problems of inequality, poverty, dispossession, discrimination, *anomie* (and the list of negatives could roll on), as well as the equally serious but generally less well recognised ecological challenges facing the country, new social dynamics in the post-apartheid era – new opportunities, if you will – urge new ways of thinking. A more robust land reform programme than what is currently in place needs to understand the new social forms and economic relationships that constantly diminish the analytical usefulness of the old apartheid dichotomies. Such dichotomies do not account for the new constellations of social identity, sociality, popular culture, political mobilisation, consumerism, information networks and economic dependencies that are shaping new expectations around livelihoods and relationships, including between men and women.

A key issue here is that South Africa is not, and has not been for some time, a predominantly agrarian society, neither economically nor, equally important, socially in terms of the way that the majority of people think about themselves and their aspirations for their children. Unlike in the majority of African countries, agriculture, both commercial and household-focused, is not the dominant sector in the national economy. At 2.3% in 2009, the contribution of agriculture to the country's gross domestic product (GDP) is not insignificant but is relatively small compared to that of financial services, manufacturing, commerce, transport and mining (Statistics South Africa 2009). This contrasts markedly with the situation in most of sub-Saharan Africa, where the contribution of agriculture to national GDP is 25% or more (AU, ADB and ECA 2009). Linked to this, today some 60% of South Africa's population (or more, depending on the definition) is classified as urban (Statistics South Africa 2003), half of which is concentrated in the ten metropolitan areas of the country (Urban Sector Network 2003). Here the major battles over land are not for a plot on which to grow food, raise cattle and produce crops for the market, but for a place on which to build a shelter and secure access to basic services and job opportunities, whether these can be found in the formal sector (the first prize) or the informal sector, the default reality for many. While the factors driving urbanisation and its regional patterns are complex, there is no indication that the overall trend towards increased levels of urbanisation is in decline.

Also significant are the ecological challenges facing the country as a whole and the agricultural sector in particular. Much of South Africa's com-

mercial farm land is not arable and the rural population is heavily concentrated in the better-endowed regions of the eastern half of the country which encompasses both commercial farming and communal areas. Over a third (36%) of historically white commercial farmland, the current focus of land redistribution, is located in the dry Northern Cape where only 2% of the population lives, while 21% of the population (just over half of which was classified as “rural” in 2003) is located in KwaZulu-Natal, one of the smallest provinces in terms of area (just under 7% of the national total) but one which is relatively well-endowed in terms of climate and agricultural land<sup>11</sup>. Biophysical externalities continue to impact on land-based livelihoods in ways that cannot be reduced to the legacy of apartheid. Climate change is expected to increase volatility around rainfall patterns, with one scenario forecasting less rainfall in the west of the country and more unpredictable patterns in the east, with major implications for future land-based livelihoods and settlement patterns (Jaarsveld and Chown 2001, 13).

Of course the relative weight of the non-agrarian economy does not mean that agriculture is unimportant in South Africa, or that land reform should only concentrate on urban land issues and needs. There are significant linkages between agriculture and other sectors of the economy, including manufacturing, energy and transport. The commercial farming sector is a major source of employment, although there has been a substantial decline in the agricultural labour force since the 1950s and levels of remuneration in this sector are very low. Agriculture continues to make a significant, albeit declining, contribution to household livelihood strategies in the communal areas. According to one recent study, between 2000 and 2006, “the number of black people practising agriculture at some scale increased from 3.5 million to 4.5 million, generally keeping pace with rural population growth”, with most of this increase assumed to be located in the communal areas; the majority of those involved in farming were women, with “approximately 50% more black women engaged in agriculture than men” (Aliber, Baiphethi and Jacobs 2009, 138). However, this study also notes how, during this time, “there was a conspicuous move away from producing as a main source of food towards producing as an extra source of food”, which the authors attributed primarily to the “ever-greater penetration of social grants” in these areas (136). Furthermore:

<sup>11</sup> For a breakdown of area, population distribution and land reform by province see Appendix 2 in Walker (2008)

On average, households that engage in agriculture as a main source of food are poorer than those that practice agriculture for some other reason. In addition, the shift from agriculture as a main source of food to some other reason is typically associated with an increase in income. (Aliber, Baiphethi and Jacobs 2009, 137)

While the urban sector strongly dominates popular culture, it does not mean that land-based livelihoods and forms of sociability are not still significant in many parts of the country. What we have is, as I have described it elsewhere, “urbanisation with a strong rural alloy”:

Many people still live in nominally rural areas and many people living in town retain strong links with rural localities, through extended family networks and histories of migration and dispossession. Today, [...] these linkages are acquiring new dimensions as a result of land reform itself. (Walker 2010, 2)

At the same time, land is infused with social meanings that cannot be reduced to economic utility alone. In the words of Kepe, Hall and Cousins,

land carries a powerful symbolic charge for many black South Africans not only because of their recent memories of racialised dispossession of their land, but also because inequalities in land ownership “stand for” and evoke the broader inequalities that post-apartheid policies have yet to undo. (Kepe, Hall and Cousins 2008, 145)

Nevertheless, despite the strong political resonance of land reform’s “master narrative”, the extent of actual land demand among poor black rural South Africans appears to be quite modest overall, with land widely regarded as but one element in a larger process of income generation that straddles farm and off-farm activities. A 2005 study of land demand in three provinces found that most respondents were interested in relatively small amounts of land (five hectares or less), while those living in the communal areas were far less likely to indicate a (hypothetical) willingness to relocate in order to obtain land than farm dwellers on commercial farms (Aliber, Roefs and Reitzes 2006, 15). Clearly, these dynamics reflect a complex interplay of factors, including the absence of resources to invest in land, along with respondents’ expectations of what is possible. However, they also confirm the relative rather than the absolute contribution of land in people’s considerations around household and individual wellbeing, including in the rural areas. Furthermore, my own

work on land restitution suggests that the authority of the national symbolism of land in shaping actual choices at individual or household level fluctuates in relation to numerous other considerations, including people's gender, age, locality and employment prospects.

### **Gender relations and the domestic sphere**

Designing a land reform programme that engages effectively with all these considerations is clearly a challenge. A land reform programme that is serious about empowering women must also be responsive to the significant but uneven processes of social change that are reshaping the domestic sphere. Gender relations in contemporary South Africa, it is well documented, are highly volatile. Change and instability in this domain are not new but they are certainly intense in the current era, with established norms about male and female identities, roles and responsibilities under considerable pressure as a consequence. The conventional history of dispossession that dominates the land reform debate does not begin to address the unstable intersections of continuity, contestation and change that are redefining social relationships between men and women, across generations, within families, households and communities; these developments have major implications for domestic struggles over resources such as land and housing. Of course South Africa's history of colonisation, migrant labour and apartheid has had a profound effect on the "ordering of social practice" in the reproductive arena, including the regulation of sexual relations and fertility and the allocation of responsibility for childcare in society. But other, more contemporary dynamics also need to be factored into the analysis, including new technologies of contraception, the impact of mass schooling and the mass media, the influence of new discourses of equality and individualism, especially post 1994, and the spread of HIV/AIDS.

It is not possible in such a short space to do much more than signal some of the dimensions of change. Between 1960 and 2008, the fertility rate in South Africa decreased from over 6 to about 2.5, one of the lowest, if not the lowest, in Africa<sup>12</sup>. While there are important regional differences which need to be understood and taken into account in designing policy interventions at the local level, nationally marriage rates have been in decline since about 1960 (Budlender and Mhongo 2010). At the same time

<sup>12</sup> The rate is lower in urban than in rural areas and also varies by ethnic group.

the average size of households is decreasing, down from an average of 4.5 persons in 1998 to 4 in 2003 at the national level (Walker, Aliber and Nkosi 2008, 28; 46), but still larger in rural areas than in urban settings. These developments are reflected in an increase in the absolute number of households in South Africa that is disproportionately greater than the actual rate of population growth, and this process of “nucleation” is fuelling the demand for housing and services. At the same time, the number of households classified as “female-headed” is growing, signalling a complex set of changes in family, household and gender relations. By 2004, 37% of all households in South Africa were reported to be headed by women, with the proportion in areas classified as rural even higher, at 44% (Walker, Aliber and Nkosi 2008, 28; 20). In addition to what might be seen as positive indicators of change in terms of women’s autonomy and independence, there are also negative indicators of struggle and change in the domestic sphere. South Africa has extremely high levels of gender-based violence. The HIV/AIDS pandemic is putting heavy pressure on household stability and composition, as well as impacting negatively on the tenure security and livelihoods of affected households (for a general discussion on these issues, see Swaminathan, Kes and Ashburn 2008). Currently the prevalence rate appears to have stabilised at about 10.6% of the total population, which is still extraordinarily high and is disproportionately affecting women<sup>13</sup>.

These issues are leading to major shifts in how households are organised and children raised. A study I was involved in, in the early 2000s, on women’s property rights, domestic violence and HIV/AIDS in the province of KwaZulu-Natal found high levels of ambivalence among women towards marriage and intimate relationships with men (Walker, Aliber and Nkosi 2008, 28; 47). In contrast to patrilineal social norms, the primary domestic network for the majority of the women we interviewed was natal rather than marital, with the responsibilities for household reproduction and childcare falling increasingly on women living in matrifocal households, often in unstable or non-existent relationships with the fathers of their children (Walker, Aliber and Nkosi 2008, 28; 54)<sup>14</sup>. Households were also dynamic in their composition, with considerable movement in and out of the place of residence by members, and complex links stretching over more than one place of residence. Similar developments in

<sup>13</sup> <http://soer.deat.gov.za/442.html>

<sup>14</sup> In this context, “ownership” did not necessarily imply registered title.

other parts of the country have seen an increase in demand for independent rights in land in the communal areas by rural women, which is being accommodated to varying degrees at community level (Claassens and Mnisi 2009). In the study on land demand, cited above, revealing gender differences emerged – “demand in rural areas was higher among males than among females, while the reverse was found in urban areas” (Aliber, Roefs and Reitzes 2006, 8). Concerns around tenure security and interest in land for household food production were expressed particularly strongly by the women respondents.

### **Policy implications**

What, then, are the implications of agrarian change and gender transformation for gender-sensitive land reform and policy development in South Africa? In my introduction I have emphasised the importance of disaggregating women and designing policies that recognise class and other differences among them, and cater for the diversity of women’s interests in land. I have also pointed to the importance of non-land issues in promoting women’s well-being and advancing gender equality. Linked to this is the need to address land reform in the communal areas as a central, not marginal, concern, in which the concern with strengthening women’s land rights is extended beyond a narrow focus on tenure reform and its current ghettoisation in the debate on authenticity and plurality in culture and custom.

In my concluding comments I pick up on the first two issues; the third, as important as it is, is a subject that requires a paper in its own right.

### ***Disaggregating “women”***

In the policy literature on gender and land reform, “women” are generally presented as a unitary category, with “gender” applied as an unquestioned proxy for “women”. This is very evident in the DRDLR’s draft Green paper described above, where “women” are discussed as an undifferentiated subset of an amorphous category of “the vulnerable”. In the process, important differences among women disappear; at the same time, the adversarial relationships between men and women tend to be emphasised, over and above the rather more ambiguously patterned relationships of dependence, reciprocity, care and solidarity that also characterise relation-



ships between men and women within households and within communities. In South Africa, in the current context of land reform, racial solidarity among men and women is particularly evident at the macro level of national political debate, where black and white South Africans respond to the weighty symbolism of the land reform programme in terms of their very different collective histories and expectations of race-based redistribution. However, as one moves to the micro level of social interaction, within communities and especially within households, the issue of “race” is likely to be externalised beyond the primary group and gender dynamics are more likely to move to the fore, although always in context-specific articulation with other considerations such as class, status and age.

The elision of differences among women in policy formulation is taking place notwithstanding a vigorous history of critique in South Africa of the assumption that all women necessarily share common interests because of their gender. Today academic analyses of women and gender emphasise difference, stratification and cultural variation as a matter of course. Yet despite this, and despite the regular acknowledgement that men’s interests in land (and other resources) are also gendered, the slide from “gender” to “women” and back again persists in much of the post-1994 policy literature, including that on land<sup>15</sup>. In part this is because the divisions of race in relation to land are taken so much for granted in local debates, that there is an unstated assumption that when one is discussing women in relation to land one can obviously only be talking about black women.

Yet women are stratified not only by “race” and ethnicity, but also by class and, within the domestic sphere, by other markers of social difference, including age, marital status, sexuality, position in the family, and the nature of the household as a domestic unit. The women who are able to put themselves forward to the DLA and DRDLR as “emerging farmers” are likely to be better educated and to come from better-resourced backgrounds than the average rural woman. Within patrilineal households, older women who are the mothers of sons are likely to stand in a very different relationship to household assets, including land, from the women that these sons bring into their households as wives, or with whom they have children (women who may themselves be living in matri-focal households and pressing the sons – the fathers of their children –

<sup>15</sup> For an analysis of this slippage in the DLA, see Walker (2003).

for maintenance)<sup>16</sup>. The location of women along the rural-urban spectrum is also very significant, not only in terms of their access to land but also for their expectations of what they can and should do with that land.

### ***The importance of other social policy interventions for successful land reform***

Internationally a broad case for stronger land rights for women is often framed in terms of the fourfold justification that Bina Agarwal has developed: namely, considerations of welfare, efficiency, equality and empowerment (Agarwal 1994; 2003). However, as I have argued more fully elsewhere, the causal relationship between stronger land rights and enhanced well-being is not a simple and unmediated one. In the South African context, land on its own is certainly not a guarantee of economic benefits nor enhanced livelihoods, as my discussion above has illustrated. Thus, while a compelling case can be made for gender equality in land rights in the abstract, giving content to the general principle requires a more careful and context-specific analysis. As Cecile Jackson has argued, while “gendering land rights is critical”, this cannot be “reducible to an argument for land rights for women” (Jackson 2003, 453).

More work is clearly needed to theorise women’s diverse interests in land and to tease out the policy implications of this. In this theoretical work, the term “gender” should be seen as an important but insufficient conceptual tool for understanding the range of issues that need to be addressed. Understanding the trajectory of agrarian change as well as the significance of the social changes impacting on the domestic sphere is also critical. What these considerations suggest is that the struggle to engender the constitutional imperative to “bring about equitable access”<sup>17</sup> to land for all South Africans needs to be grounded in a robust understanding of the particular environments in which women’s rights in land are exercised in practice, which are not everywhere the same. The content of substantive gender equality in land rights in practice is dynamic and context-specific, and cannot simply be read off or deduced from general legal principles and high-level policy commitments. It certainly cannot be reduced to a responsibility of the current land reform programme alone.

<sup>16</sup> See, for instance, some of the case studies in Aliber *et al.* (2004). These provide examples of mothers-in-law being party to evicting their widowed daughters-in-law from their marital homes after the death of the daughters-in-law’s husbands.

<sup>17</sup> South African Constitution, Act 108 of 1996, s 25(4).

Substantiating land rights for women thus turns out to have a number of dimensions. My analysis confirms the fundamental importance of harnessing the constitutional guarantee of the principle of gender equality to the interpretation of the reach and scope of the property clause – to engender the commitment to land reform for the landless and tenure-insecure, as well as for those unjustly dispossessed under apartheid. It also points to the need to develop a policy framework that is responsive to the variety of local conditions in which land rights and land reform are to operate – that supports a suite of tenure and land use options that can address the full range of women’s differently configured, gender-inflected issues and needs. This includes the search for more secure settlement and housing opportunities for women in both urban and rural areas, operating at different scales of affordability and flexibility, in order to incorporate greater responsiveness to changing household membership and financial circumstances as these unfold. Possibilities here include more attention to affordable rental housing as a policy option and more imaginative and flexible public housing design. Women’s role in smallholder and other farming enterprises in more rural and peri-urban contexts has also to be foregrounded, along with making explicit women’s rights in common property resources where these are at stake. In all these contexts provision should be made for securing women’s rights in different capacities, so that women have options in terms of securing their claims through individual rights, or through joint family and group rights. Here too, blanket prescriptions appear incapable of responding satisfactorily to the plurality of circumstances and preferences at hand.

At the same time, what I have also tried to show is that the issue of substantive gender equality in relation to land cannot be separated from women’s struggles for other socio-economic rights. Access to land, I have argued, is not an absolute and unmediated pre-requisite for well-being. Nor can land rights be exercised in a vacuum. In contemporary South Africa land reform that puts women at the centre has to go hand in hand with interventions in other areas of social policy, such as healthcare and education. My analysis points to the importance of linking the roll-out of women’s land rights to complementary policy interventions that go beyond the domain of land *per se* – for instance, ensuring that HIV-positive women are able to access antiretrovirals and tackling the scourge of gender-based violence. Investment in education to open up more choices for women (and men) beyond land-based livelihoods is also a critical issue.

Such complementary interventions are necessary to ensure not only that women are in a stronger position to claim new land rights but that they can make the most of the rights in land (and property more broadly) that they already hold or come to acquire.

In certain contexts such interventions may well require prioritisation ahead of sector-specific interventions around land.

## References

- African Union (AU), African Development Bank (ADB) and Economic Commission for Africa (ECA). 2009. Land policy in Africa: A framework to strengthen land rights, enhance productivity and secure livelihoods. Framework and guidelines on land policy in Africa. Revised version, March 2009. Available online on <http://www.pambazuka.org/aumonitor/images/uploads/Framework.pdf>
- Agarwal, B. 1994. *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Agarwal, B. 2003. Gender and land rights revisited: Exploring new prospects via the state, family and market. *Journal of Agrarian Change*. 3(1) and 3(2): 184, 193-97.
- Aliber, M., M. Baiphethi and P. Jacobs. 2009. Agricultural employment scenarios. In *Another countryside? Policy options for land and agrarian reform in South Africa*. (Ed.) Ruth Hall. University of the Western Cape, Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies. Available online on <http://www.plaas.org.za/pubs/books/bk6/another-countryside-policy-options-for-land-and-agrarian-reform-in-south-africa/file>
- Aliber, M., M. Roefs and M. Reitzes. 2006. Assessing the alignment of South Africa's land reform policy to people's aspirations and expectations: A policy-oriented report based on a survey in three provinces. Unpublished report. Human Sciences Research Council.
- Aliber, M., C. Walker, M. Machera, P. Kamau, C. Omondi and K. Kanyinga. 2004. *The impact of HIV/AIDS on land rights; Case studies from Kenya*. Cape Town: HSRC Press.
- Budlender, D. and C. Mhongo. 2010. Declining rates of marriage in South Africa: What do the numbers and analysts say? Unpublished paper.
- Claassens, A. and S. Mnisi. 2009. Rural women redefining land rights in the context of living customary law. *South African Journal on Human Rights*. 25(3): 491-516.
- Connell, R. W. 1995. *Masculinities*. Cambridge: Polity Press.
- DLA. 1997. White paper on South African land policy. Pretoria: Department of Land Affairs (DRDLR).
- DRDLR. 2010. Green paper – Rural development and land reform. Draft 2, September 2010, Pretoria: Department of Rural development and land Reform.
- Jackson, C. 2003. Gender analysis of land: Beyond land rights for women? *Journal of Agrarian Change*. 3(3).

- Kepe, T., R. Hall and B. Cousins. 2008. Land. In *New South African Keywords*. (Eds.) N. Shepherd and S. Robins. Athens (Ohio) and Auckland Park: Ohio University Press and Jacana Media.
- IDRC. 2010. Gendered terrain: Women's rights and access to land in Africa. Symposium, Nairobi, Kenya, 14 - 16 September. Documents and presentations available online on [http://www.idrc.ca/en/ev-154789-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/en/ev-154789-201-1-DO_TOPIC.html)
- Jaarsveld (Van), A. S. and S. L. Chown. 2001. Climate change and its impacts in South Africa. *Trends in Ecology & Evolution*. 16(1): 13-14.
- Platzky, L. and C. Walker. 1985. *The surplus people: Forced removals in South Africa*. Johannesburg: Ravan Press.
- Republic of South Africa. 1996. Bill of Rights, The Constitution of the Republic of South Africa, Act 108 of 1996.
- Statistics South Africa. 2009. Fact sheet 1. Contribution of the annualised percentage change in seasonally adjusted real value added by industry to the annualised percentage change in seasonally adjusted real GDP. Available online on [http://www.statssa.gov.za/key\\_indicators/gdp.asp](http://www.statssa.gov.za/key_indicators/gdp.asp)
- Statistics South Africa. 2003. Census 2001: Investigation into appropriate definitions of urban and rural areas for South Africa. Available online on <http://www.statssa.gov.za/census01/HTML/UrbanRural.pdf>
- Swaminathan, H., A. Kes and K. Ashburn. 2008. Conceptual framework and literature review. In *Women's property rights, HIV and AIDS and domestic violence; Research findings from two districts in South Africa and Uganda*. Cape Town: HSRC Press.
- Tsikata, D. 2009. Gender, land and labour relations and livelihoods in Sub-Saharan Africa in the era of economic liberalisation: Toward a research agenda. *Feminist Africa*. 12: 12.
- Urban Sector Network. 2003. *Scoping Study: Urban land issues*. Appendix one.
- Walker, C. 2003. Piety in the sky? Gender policy and land reform in South Africa. *Journal of Agrarian Change*. 3(1 and 2): 113-148.
- . 2008. *Landmarked*. Athens (Ohio) and Auckland Park: Ohio University Press and Jacana Media.
- . 2009. Elusive equality: Women, property rights and land reform in South Africa. *South African Journal on Human Rights*. 25(3): 467-90.
- . 2010. Looking forward, looking back: Beyond the narrative of loss and restoration in the history of land. In *The Lie of the land; Representations of the South African landscape*. (Ed.) M. Godby. Pinewood Studios.
- Walker, C., M. Aliber and B. Nkosi. 2008. Research findings from Amajuba, South Africa. In *Women's property rights, HIV and AIDS and domestic violence; Research findings from two districts in South Africa and Uganda*. Cape Town: HSRC Press.



# **Women's land rights and women's empowerment: one and the same?**

**Sabine Pallas**

The International Land Coalition (ILC) is a global alliance of over 80 members, including intergovernmental organisations, research institutes, farmers' organisations, NGOs, community-based organisations and grass-roots movements that share a common goal of promoting secure and equitable access to and control over land for poor women and men. ILC's activities include advocacy, dialogue, capacity building, and knowledge exchange, with the aim of strengthening the role of civil society actors in influencing decision-making processes at national and local level. ILC has regional nodes in Africa (Rwanda), Asia (the Philippines), and Latin America (Peru).

In a series of regional meetings in 2007, Coalition members identified women's land rights as a priority topic that cuts across ILC's work. Women have a key role in ensuring food security and sustainable natural resource management, the potential of which cannot be fulfilled without secure and equitable access. Over the last years, ILC has engaged in targeted activities to promote women's land rights and is now moving towards addressing a gender dimension in all its activities.

Pallas, S. 2011. Women's land rights and women's empowerment: one and the same? In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C.Verschuur. 269-289. Actes des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO ; Genève : IHEID.

## Why women's land rights?

Gender is arguably the most fundamental feature that underpins the organisation of societies, and gender-based discrimination the most prevalent form of disadvantage. Although there is growing recognition that gender inequality blocks sustainable development, this has still not translated into meaningful improvements for women. Men and women's, girls' and boys' experiences of poverty differ in important ways – understanding this is important for tackling the greater levels of deprivation and vulnerability that girls and women routinely face, and for tackling poverty more broadly.

Women's land rights are particularly crucial, as secure access to land and other natural resources is a basis for sustainable livelihoods and a key factor in assuring food security. It also contributes to the identity, dignity and social inclusion of the poorest and most vulnerable groups, whose property rights are very often informal and unprotected by the rule of law. Even where poor women and men enjoy formally recognised tenure rights, other factors may effectively exclude them from formal administrative and legal services by other factors.

The ability to access land and to claim, use, and defend land and other natural resource tenure rights – of individuals and groups – is contingent on processes of empowerment. Women face additional hurdles to empowerment, ranging from their status within the household and community to their status under customary and/or statutory law. While many countries make reference to gender equality in their constitutions, laws relating to property rights often do not give equal status to women, or, where they do, women's property rights may not be respected in practice. Even when women have *de jure* property rights, their *de facto* control of land is tenuous, a fact which was noted, for example, in a set of country studies on women's access to land undertaken by IDRC in Eastern and Southern Africa in 2006<sup>1</sup>. Frequently, women access land through male relatives only, and not in their own right. Generally speaking, women have fewer benefits and protections under legal systems than men and are excluded from decision-making, leading to a violation of their human rights.

<sup>1</sup> These studies, which were at the basis of a project later developed by ILC (Securing women's access to land - SWAL), have not been published, except those on Eastern Africa (Verma 2007) and Southern Africa (Hornby 2006). Other regional scoping studies can be provided upon request.



Though there are no comprehensive statistics – one number frequently mentioned is that only 2% of land titles worldwide are in the name of women – the mismatch between women’s crucial role in food security and their weak land rights emerges clearly from the available information<sup>2</sup>. Despite this, few opportunities exist for women to exert real influence over the development of their communities – indeed, they are often denied the right to control even the course of their own lives. Increasing the security of women’s access to land also decreases their vulnerability to poverty and their risk of social and economic marginalisation.

It is thus extremely important to address the specific hurdles faced by women in becoming empowered, politically, legally and economically, as well as to identify how women’s equal participation in society can be encouraged through behaviour changes of both women and men. Specific attention needs to be dedicated to the different short and long-term impact of policies and programs on men and women, so as to ensure that they not only consider gender differences, but actually promote gender equality.

ILC members identified a number of key points with respect to women’s land rights<sup>3</sup>:

- Women’s ability to access land and to claim, use and defend rights to natural resources depends on complex systems of statutory laws, their enforcement, as well as customary and religious laws and practices.
- International conventions protect women’s human rights, but may be at odds with national legislation and local practices, which makes them difficult to enforce.
- Practices and perceptions of women’s status in household, family and community affect the extent to which women can exercise their rights.
- Women are prevented from participating in decision-making due to a lack of awareness of their rights, lower levels of literacy and education, and a lack of access to justice.

<sup>2</sup> The FAO Gender and Land Rights Database, launched in 2010, attempts to provide more comprehensive information per country: <http://www.fao.org/gender/landrights>

<sup>3</sup> Drawing on information from regional meetings since 2007, as well as thematic meetings on women and land in Latin America (2008) and Asia (2010).

Based on these points, an area of work that has emerged as crucial to securing women's land rights has been women's empowerment. More specifically, it is the power of women to make choices, in political, economic and social terms, but especially in legal terms to claim their rights to land.

### **Definitions of empowerment**

Empowerment is a much-used concept and there are many definitions in use (Kabeer 2001; Goetz and Nyamu Musembi 2008; Goetz and Jenkins 2010; Longwe 1991; Rowlands 1997; SDC 2004), many of which conceptualise empowerment as an emancipation process with various stages from awareness to actual control over decisions. Batliwala (1994) provides a useful definition of empowerment as a complex process of transforming power relations between individuals and social groups, shifting social power in three critical ways:

- by challenging the ideologies that justify social inequality (such as gender or caste);
- by changing prevailing patterns of access to and control over economic, natural and intellectual resources;
- by transforming the institutions and structures that reinforce and sustain existing power structures (such as the family, state, market, education, and media).

Empowerment as a term has been commonly used from the 1980s onwards, often in reference to women and gender equality. Development assistance agencies (multilateral, bilateral and private), in their constant search for sexier catchphrases and magic bullets that could somehow fast-track the process of social transformation, took hold of the term and began to use it to replace their earlier terminology of "people's participation" and "women's development". The Fourth World conference on women in Beijing (1995) played a critical role in introducing empowerment to state actors, and governments wanting to show their progressiveness in terms of gender adopted the catch phrase of women's empowerment.

There are many criticisms that point to the fact that empowerment has been "mainstreamed" in a manner that has virtually robbed it of its

original meaning and strategic value (Batliwala 2007). Despite the popularity of the term, there seem to have been few changes in development practice, where “empowerment” is used as window dressing in the absence of any political or structural change, or any real redistribution of resources (Fiedrich *et al.* 2003). It seems ironic that “empowerment” as an individual and collective struggle for rights – particularly from a feminist point of view that the personal is the political – has been embraced by those promoting the individualism of free markets. For instance, a recent Gender action plan of the World Bank (2007) stated that “the empowerment of women is smart economics”, i.e. women will benefit from their economic empowerment, and so will men, children and society as a whole. One might ask whether this instrumentalist vision of women’s empowerment is a return to the Women in Development (WID) approach of making development interventions more efficient by targeting women.

Nevertheless, Batliwala (2007) urges us to reclaim the concept of “empowerment” to stress the importance of social transformation to promote social justice, in several ways.

- reclaiming the agendas and spaces of the mainstream development discourse to talk about women’s empowerment (including spaces where gender is still not discussed much);
- reframing our visions and strategies to respond to the current context which demand new analysis, frameworks, and engagements;
- actively resisting certain processes that further impoverish women or violate their human rights.

With regard to land rights, gender is still not discussed sufficiently, as is visible for instance, in the recent literature on large-sale land acquisitions or “land grabbing”, in which gender is routinely ignored – although women, who are in general more vulnerable than men, are likely to be disproportionately affected by negative impacts on local populations (Daley 2011). For a network like ILC, which focuses mainly on land rights, not women’s rights, building strong partnerships with organisations working on women’s rights is essential to be able to address the gender dimension of such phenomena adequately.

## **ILC's definition of empowerment**

While there may be many specific definitions and academic debate over what exactly empowerment means, for those engaged in supporting the empowerment of women, the concept needs to be defined precisely enough to explain what processes of change are involved.

Empowerment is defined differently by its diverse members, and as a coalition ILC defines it only loosely, with the notion of power at the centre, particularly for women's empowerment in a context of gendered power relations. For ILC, empowerment is a process of change that results in individuals having an enhanced ability to control resources (including natural resources such as land) and influence decisions that affect their lives. In addition to a change in an individual's consciousness, empowerment is a political process that involves a collective struggle against oppressive social relations.

In sum, empowerment refers to changes that enable individuals to make decisions and take actions. There are many aspects to empowerment, all of which are interlinked:

- *economic empowerment*, i.e. appropriate skills, capabilities and resources and access to secure and sustainable incomes and livelihoods – for which secure land rights are key<sup>4</sup>;
- *social empowerment*, i.e. a process that helps people gain control over their own lives, being able to act on issues that people define as important for their lives (Page and Czuba 1999);
- *political empowerment*, i.e. the capacity to analyse, organise and mobilise, participate in collective action for change, related to empowerment of citizens to claim their rights and entitlements (Piron and Watkins 2004).

Last but not least, *legal empowerment*, which could be seen as sub-set of political empowerment, has gained increasing prominence in recent years.

<sup>4</sup> SIDA (2009) for example, defines women's economic empowerment as "the process which increases women's real power over economic decisions that influence their lives and priorities in society", and goes on to say that to achieve economic empowerment, women must get access to and control over resources, including, critically for rural women, land and other natural resources.

One of the first organisation to use the concept of legal empowerment was the Asian Development Bank (2001)<sup>5</sup>, but it gained particular prominence with the establishment of the UN's Commission for the legal empowerment of the poor (CLEP)<sup>6</sup>. While this term applied to a whole range of activities in the areas of legal literacy and legal services that NGOs had been carrying out for decades, the CLEP drew attention to the fact that most of the poor lack access to the rule of law – and that the law should serve the poor, not act as a barrier to exercising their rights. While “property rights” does not capture the various rights associated with women's access to and control over land, the CLEP's vision of property rights as a basic human right and one of four pillars central to the legal empowerment of the poor illustrates the importance of legal empowerment to securing women's land rights. To be productive, rights to assets must be recognised by a system that includes both individual and collective property rights and that recognises customary rights.

Critics of the CLEP, however, hold that this approach, among other things, underestimates the capacity of those in power to bypass or selectively implement the rule of law – which is a key problem when it comes to women's land rights, as these are often ignored at the local level despite national level legislation guaranteeing them. Another criticism is that the CLEP does not emphasise the need for bottom-up organisation and “political empowerment”, which is so closely linked to legal empowerment.

The CLEP's definition has been echoed also in the UN Secretary-General's report on legal empowerment of the poor and the eradication of poverty (UN 2009). This report is useful, as it considers access to justice not just in terms of judicial access and law enforcement, but also includes paralegal and informal dispute resolution – for instance, traditional justice systems that most rural poor use to settle land conflicts. Importantly, the report also goes beyond defining poverty merely in terms of income and assets, and includes the ability to claim rights and organisational capacity as criteria. Furthermore, a linkage is made between legal

<sup>5</sup> The ADB's definition for legal empowerment focused on the ability of women and disadvantaged groups to use legal and administrative processes and structures to access resources, services, and opportunities, and was closely linked to providing skills and confidence to project beneficiaries (ADB 2001).

<sup>6</sup> The Secretariat of the Commission completed its work in July 2008. Website archive: [http://www.undp.org/legalempowerment/clep\\_archive/index.html](http://www.undp.org/legalempowerment/clep_archive/index.html)

empowerment and accountability of the state towards its citizens, with legal empowerment strengthening the voice of citizens from the grass-roots upwards. Central importance is given to gender equity, as it is recognised that the majority of the poor are women, so that women's rights need to receive more attention in legal reform, legal aid, and legal literacy work.

According to Golub, "legal empowerment is broad and multi-faceted in nature; it does not consist of a single strategy and certainly does not constitute a magic pill for alleviating poverty" (2010, 12). At the core of legal empowerment is the use of law to specifically strengthen the disadvantaged. Key elements include: the "use of law", i.e. that this is not only a matter of legislation but how and by whom law is applied; "specifically" meaning targeted at those most disadvantaged; and "strengthen" to indicate that this is a process of empowerment to give people control over their lives. There may be many worthwhile interventions related to the justice system, but only those targeted at improving access to justice for the poor can justifiably be named "legal empowerment of the poor".

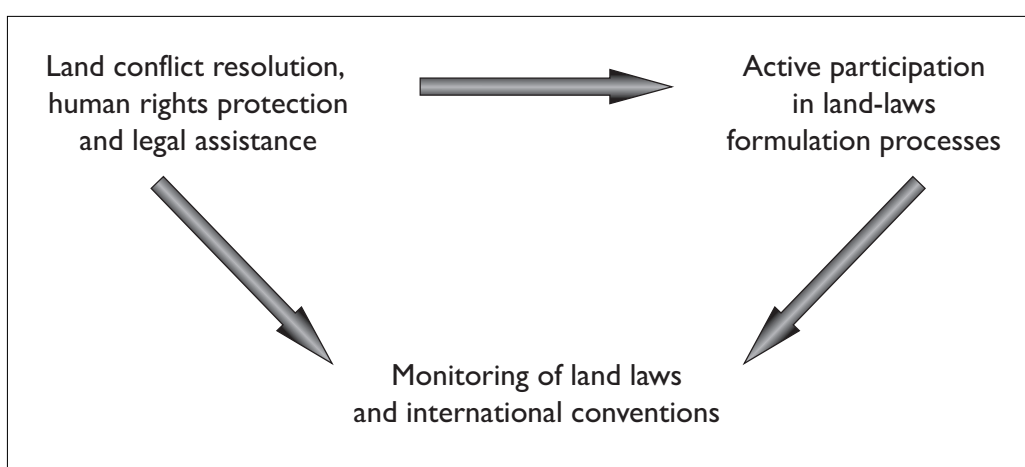
Berg, Horan and Patel (2010, 212) further specify that "the law constitutes a powerful tool to improve the situation of women [... but] legal reform is rarely sufficient in and of itself to bring about change, it can open the door to greater opportunities for women to individually and collectively assert their rights." This implies that to truly promote gender equality, any legislation needs to be accompanied by activities promoting legal awareness – both for the public and for officials and authorities in charge of applying the legislation. Especially where legislation challenges traditional gender stereotypes, it is crucial to work closely with community leaders, and generally with men in the community, so as to strengthen the legitimacy of such legislation. Civil society has an important role to play in organising/mobilising communities, in educating citizens, in advocating with community leaders and authorities, and in providing legal services.

While not exclusively working on legal empowerment, ILC has recognised, through its work, that land rights cannot be separated from the issues of empowerment. Power is needed to claim, obtain and defend rights. Secure and recognised rights to land and land-related resources can also be a source of empowerment for poor and marginalised women and men. They can enable them to negotiate from a position of strength in the domestic, political and economic spheres. But more than this, the very concept of land rights that are real and effective in practice for poor women

and men implies a process of empowerment. Exercising land rights means exercising power; it implies an enhanced degree of self-determination.

### **What have we learnt from ILC activities on empowerment – specifically legal empowerment of women?**

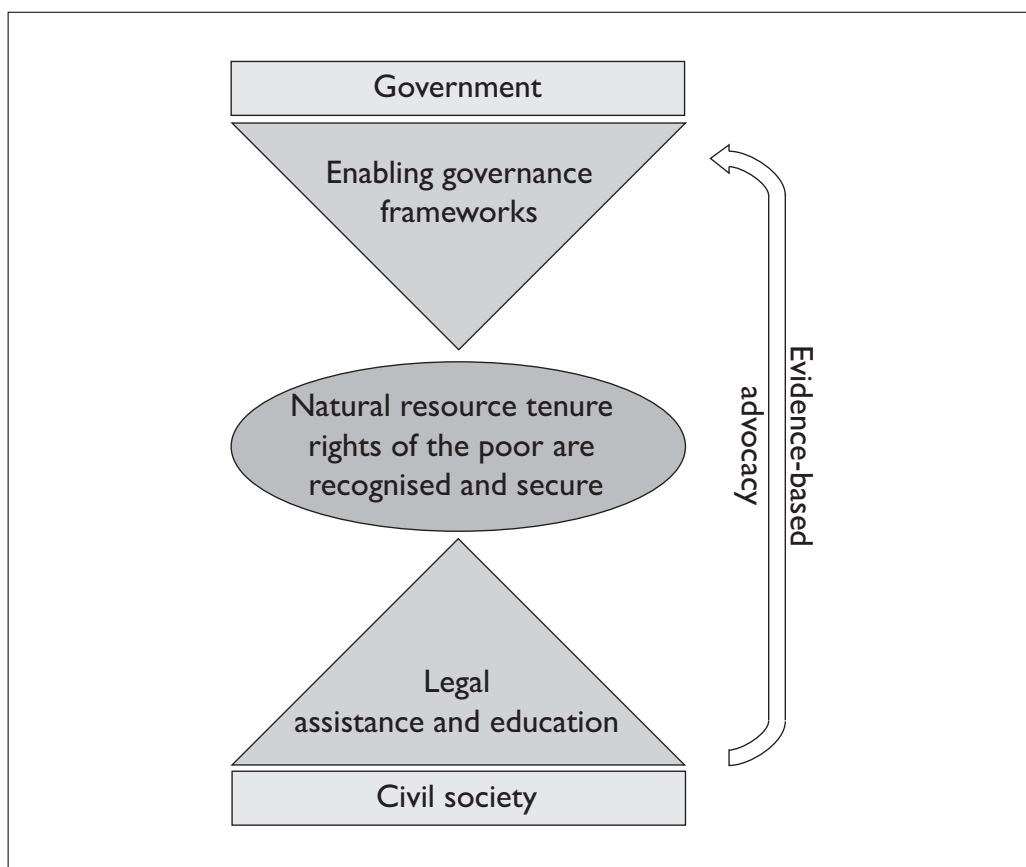
Figure 1: ILC spheres of action in legal empowerment



ILC members have been actively engaging in three interlinked spheres of action related to legal empowerment (even if they may not have used this term to describe their activities): by participating in the formulation of land policies and laws; by monitoring the implementation of such laws (including international conventions); and through working to address land conflicts, protect human rights and provide legal assistance.

From ILC's point of view, legal empowerment of the poor requires both an enabling legal and policy framework and an enhanced capacity by poor women and men to access and use that framework. Thus ILC focuses both on advocacy for pro-poor reform and on enabling the poorest and most vulnerable groups to benefit from existing laws; acting from both below and above in order to secure the natural resource tenure rights of the poor. Key to linking both approaches is to draw on the experience of the ILC membership to produce evidence and recommendations to be used in advocacy.

Figure 2: Ensuring recognition of tenure rights from “above” and “below”



ILC works to promote a meaningful participation of poor women and men, for which information is essential – both in terms of CSOs accessing and disseminating information and in terms of filling information gaps. ILC has therefore focused on monitoring<sup>7</sup> on one side, and on promoting legal empowerment (specifically of women as a pilot project) on the other – closely linked and built on one another. Analyses by civil society organisations of how existing laws and administrative practices contribute to the non-recognition and non-protection of the tenure rights of the poor, particularly women, can inform initiatives to counteract such exclusion by providing legal assistance. Likewise, the work of CSOs contributing to women’s legal empowerment through targeted legal assistance to women

<sup>7</sup> See the Land Reporting Initiative at the national, regional and global level: <http://ilcsite.landcoalition.info/global-initiatives/land-reporting-initiative>



in vulnerable communities is an important source of evidence to inform advocacy strategies at national and global levels.

ILC has supported activities on women's access to land, from local and national to advocacy work at the global level, starting with the Women's resource access programme (WRAP), a series of workshops to offer space to women to voice their opinions and concerns on land (held in the early 2000s in India<sup>8</sup>, Cambodia<sup>9</sup>, Indonesia<sup>10</sup>, Kenya<sup>11</sup>, Nepal<sup>12</sup>, and Uganda<sup>13</sup>) and leading to a 3-year research project to promote action-oriented research to build an evidence base for advocacy entitled Securing women's access to land (SWAL): Linking research and action, with 10 small research projects carried out by partnerships of NGOs, CBOs and research institutes in 7 countries in Eastern and Southern Africa<sup>14</sup>.

However, it is from the experience of the Community empowerment facility (CEF) that women's empowerment clearly emerged as a key issue. The goal of CEF – one of ILC's primary programmes 1999-2008 – was to enhance ability of poor rural women and men and their organisations to gain and maintain access to productive resources. CEF was a catalytic co-financing facility for building the capacity of CSOs and supporting innovative approaches and initiatives for scaling up. The CEF clearly demonstrated women's empowerment and women's land rights are intertwined:

- Women's land rights are relevant to women's empowerment: CEF projects showed that securing land rights for women contributes to women's empowerment.
- Women's empowerment is part of community empowerment: CEF projects also demonstrated that women's empowerment is an essential component of community empowerment.
- It is necessary to deliberately involve women in the struggle for land rights – it won't just happen! Involving women in the process of gaining social and legal recognition of land rights necessitates deliberate

<sup>8</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP\\_india.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP_india.pdf)

<sup>9</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP\\_camkmr.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP_camkmr.pdf)

<sup>10</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP\\_indonesiau.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP_indonesiau.pdf)

<sup>11</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP\\_kenya.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP_kenya.pdf)

<sup>12</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP\\_nepal.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/WRAP_nepal.pdf)

<sup>13</sup> [http://www.landcoalition.org/pdf/07\\_wrap\\_uganda.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/07_wrap_uganda.pdf)

<sup>14</sup> More information about the project is available at:

<http://www.landcoalition.org/global-initiatives/womens-access-land/linking-research-and-action>

approaches by the implementing organisations that unfortunately are not always well equipped to effectively address those issues internally and externally.

The CEF highlighted the links between land and empowerment, showing how often complex processes of social, political and legal empowerment are involved for poor and marginalised communities to realise rights to land and related natural resources, and how such empowerment, and such rights, can constitute critical enabling conditions for improving livelihoods in what are processes of economic empowerment (ILC 2009).

Partly in response to the lessons learnt from the CEF, WRAP, and SWAL, ILC more recently supported a series of pilot projects of community-based activities promoting women's legal empowerment. To identify activities to be supported, ILC issued a call for proposals, suggesting a number of themes of which the following received the most attention.

- raising legal awareness, through grass-roots level social mobilisation, various media channels or popular culture;
- organising community-based training, sensitisation and consultations on land rights and mechanisms for their adjudication and enforcement;
- providing paralegal services and legal aid, particularly for the resolution of disputes over inheritance and demarcation.

It is important to note that organisations working at the community level perceive the raising of legal awareness and community-based training and consultations as the key areas for activities that promote the legal empowerment of women. Five projects were supported by small grants in 2009 and 2010<sup>15</sup> (ongoing now in Phase 2):

SWADHINA, India: "Bringing land rights to the grassroots women: creating awareness on socio-legal rights in West Midnapore district of West Bengal in India". The main objective of activities was to develop a socio-legal awareness on land rights as well as a sense of gender justice among a group of women and poor rural families;

<sup>15</sup> For more details, see <http://www.landcoalition.org/global-initiatives/womens-access-land/ilc-announces-winners-call-proposals> (page to be updated) or contact ILC.

SARRA (South Asia Rural Reconstruction Association): “Sustainable empowerment of tribal communities through land rights movement with women’s partnership for securing dignity and equity”. The aim of activities was to enhance awareness and knowledge, motivation and leadership among women in tribal communities to stimulate participation in a movement for tribal land rights;

OXFAM GB, Pakistan Programme: “Promoting women’s property rights and ownership in Pakistan”. The project not only provided legal assistance to women but also worked closely with the media to raise awareness of the flaws of the Land rights programme in Sindh Province.

UEFA (Union pour l’Émancipation de la Femme Autochtone): «Projet de renforcement de la sensibilisation des autorités et des communautés aux droits fonciers des femmes autochtones pygmées des provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu» (Project to reinforce sensitisation of authorities and communities to the land rights of pygmy women in South and North Kivu provinces). UEFA’s project focused on sensitising pygmy communities, traditional customary leaders and provincial level government authorities on the equitable land rights of pygmy women;

CINEP (Centro de Investigación y Educación Popular): “Empoderamiento legal de mujeres para la exigibilidad del derecho da la tierra y al territorio de mujeres en el Valle del Cauca, Colombia” (Empowerment of women for the for the exercise of their rights to land and territory in the Cauca valley, Colombia). In a context of increasing concentration of land ownership affecting rural women (in particular indigenous and Afro-Colombian women), many of whom have been internally displaced, activities focused on education, research and advocacy, with the aim of building women’s capacity to demand and exercise their rights.

Activities included raising the legal awareness of women through grass-roots mobilisation, community trainings and consultations, and the provision of paralegal services. All were aimed at improving the ability of women to use legal and administrative processes and structures to gain or maintain land rights and to benefit from related opportunities. Each of the projects achieved their objectives, despite some challenges experienced, and this contributed significantly to change at the local level.

This change, mainly in the awareness of women who previously did not know about their land rights and the legal procedures to claim those rights, is sustainable in terms of the knowledge acquired. It is, however, important to note that these projects have only been the initial step in a process of empowerment that needs to be nurtured over a longer period of time. The project reports from the five projects, while each set in a very specific context, show certain commonalities that are worth looking at in depth<sup>16</sup>:

### ***Women's interest in receiving information on land rights***

A first point of interest that emerges across the projects is that women are very enthusiastic to learn about their land rights (and their rights more generally). This is due to a lack of information, undoubtedly, but may also be a result of women's exclusion from the public sphere and their status in the household based on gender-specific roles and responsibilities assigned to them.

Women lack information because they do not participate in the public sphere, and are not aware of laws and policies, an area which is still considered the men's domain. Women face obstacles when they want to attend meetings in most contexts, due to cultural restrictions on women participating in a meeting with men, but also due to a workload (households and agricultural activity) that does not allow them to leave to attend a meeting. The end result is that women are less informed about anything that happens outside their household, and possibly also less concerned with such issues, because they are traditionally "men's business".

This enthusiasm for acquiring information, for learning about their rights means that there is great potential for working with women on building their legal awareness.

### ***Perceptions of gender equality***

The reports from the projects show very clearly that gender equality or gender justice is not a familiar concept in rural areas, where gender stereotyping is prevalent and tasks are very clearly assigned based on gender. In addition, while the laws and policies may refer to gender equality, the concept has not been internalised and/or translated into action at the

<sup>16</sup> Project reports received by ILC and synthesised, project briefs available on request.

local level – and sometimes even at the higher level, where rhetoric may be gender-neutral but actions are not, because little attention is paid to promoting gender equality.

In terms of the need for future action, this means that raising awareness has to take place at all levels, from members in a household to traditional leaders in the community, and from officials at the regional administration to policy-makers. Despite official recognition that gender equality should be a goal (often recognised through the signature of international agreements or national level laws and policies that enshrine gender equality), there is a lack of action from the authorities to promote gender equality at all levels.

It is really this area of activity that seems to be the crux of legal empowerment, particularly for women, to change the perception, held by both men and women, that a woman's place is in the house and that all official interaction with authorities, whether it be at the local level with traditional authorities or with state authorities, is the responsibility of the husband and head of household. Women's legal empowerment hinges on the recognition, by men and women themselves, that women have legal rights and need access to legal information in order to claim and protect these legal rights.

### ***Addressing different levels appropriately***

There are some interesting lessons to be learnt from the various levels and different audiences targeted by the five projects. The activities undertaken included:

- monitoring a government programme and making suggestions for improvement, supported by a media campaign that put pressure on the government to act and recognise flaws in the programme (Oxfam Pakistan);
- raising awareness of officials at block and district level (India, SWADHINA), advocacy directed at government authorities at the provincial level (UEFA, DR Congo);
- mobilising people at the grassroots to claim their rights by filing legal documents with government offices (SARRA, India).

What emerges from the reports is that addressing different levels can be very challenging and that there is a clear role that NGOs and other civil society organisations can play in bridging the gap between communities

and authorities by building the capacity of local people and their organisations. It is important that local organisations, such as the self-help groups for women in India, build their knowledge on the legal framework so that they can be a point of reference for community members. It is also crucial that they build their capacity of mobilising community members and their ability to present the demands made by community members to the relevant authorities – something which often has less to do with capacity than with confidence to interact with people at a higher level in the hierarchy.

### ***Importance of capacity-building targeted at women***

While raising awareness across the board is clearly important, it is equally crucial to dedicate specific attention to enhancing women's capacities in various ways. In the projects supported, capacity-building was carried out through leadership training, signature training, participatory analysis of challenges faced, experience sharing and paralegal training.

Such activities are important firstly because an enhanced capacity to read and write enables women to claim their legal rights, and an enhanced leadership capacity enables them to mobilise other women, form support groups, and interact with authorities. The second important result of capacity-building, which has emerged across the projects is that capacity-building, regardless of the actual content, strengthens women's self-confidence.

Literacy is a big issue, as in almost all contexts, women are likely to be less literate than men: often, they are not able to read and understand official documents and sometimes not able to sign their own name. This lack of literacy means that they can easily be deceived when it comes to land-related transactions, but it also results in a lack of confidence. The experience from India (SWADHINA) shows that signing their own name can be a first step for women to gain the confidence to exercise their rights as citizens.

All project reports highlight the importance of education for women – while there may be other very important focus areas, it is clear that functional literacy is a pre-requisite for women to be full citizens, not only for the ability to read and write and thus deal with official documents, but also for the confidence women gain when they become literate.

### **Importance of accessible information**

Land rights are not going to materialise because of policy change where people have little access to justice, to information, etc. – but raising people's awareness of their rights by providing them with information can lead to significant results as people claim their rights.

This is especially true for women in most of the settings where the projects were carried out, because women are more likely to be illiterate, lacking formal education and information about their rights. Women are also, because of the gendered stereotype that their main role is in the household, the private sphere, not participating much in the community on any issues related to land rights, so it is even more important to work at the local level with women.

It emerged from the project that there is a lot of demand for information on laws that is accessible to people (in local, jargon-free languages), so that the production of materials for use at the local level was central to most of the projects. The translation of legal texts is a key step towards enhancing legal awareness, as is using other forms of communicating content of laws, including non-verbal, considering that levels of illiteracy are generally higher among the poorest strata of the population (and even more so among women).

The use of radio, posters, images, theatre and cultural performances, songs, and cartoons (SWADHINA, CINEP, UEFA) is crucial to successfully raising the legal awareness of poor women and men, as these tools make information not only more accessible but also more entertaining and less intimidating than presenting information in a formal way.

### **Role of CSOs**

In multi-stakeholder land governance, civil society organisations can serve as a bridge between communities and government, but adequate participation of community representatives needs to be promoted to avoid a paternalistic attitude (capacity-building of communities, leadership training, etc). As stated by SARRA, India, "political will coupled with administrative support and grassroots partnership of the local community" is the recipe for a successful empowerment initiative.

CSOs can also play an important role to highlight problems faced by communities to the media. Close collaboration with the media can have a strong impact, especially when addressing government, as has been the case of Oxfam's project in Pakistan. Because efforts were made to inform

journalists, including by taking them to project sites, media attention increased and government responded to this attention by admitting that there were flaws in the land distribution programme that needed to be addressed.

Last but not least, CSOs have been instrumental in assisting community members in identifying common causes for which to struggle, or rather, in creating a platform for future collective action owned by the community. As a result of CSO-supported activities, a number of manifestos, declarations, and group analyses have been produced (CINER, UEFA, SARRA).

### **Empowerment toward emancipation**

All organisations implementing projects stressed that the activities organised have achieved significant results in the sphere of the legal empowerment of poor and marginalised women. There are many other dimensions of empowerment to be explored and related to legal empowerment to achieve full emancipation of women. Once awareness raising activities take place, a process is set in motion as participants share their newly acquired knowledge with others, and it is important to have information readily available and accessible to people, preferably through support structures such as women's groups, watchdog groups, etc.

It also emerged across the projects that it is very important to follow-up, especially at grassroots level, beyond awareness and training activities, for instance, by establishing local groups composed of different stakeholders, including lawyers, activists, and community leaders, including both women and men, so as to make women's empowerment a common goal. Such groups, an important resource for local women in terms of the information they can provide and assistance they can give to help women reach policy-makers at higher levels, have been established or are planned by various project partners in different contexts (SARRA and SWADHINA, India; Oxfam, Pakistan).

### **Conclusion and questions for discussion**

To return to the question asked at the beginning of this paper, i.e. are women's land rights and women's empowerment one and the same, ILC's experience shows that there is a significant overlap and interdependence of women's empowerment, especially in legal terms, and securing women's



land rights. Legal institutions and procedures are of critical importance to secure effective land rights – at the same time, land rights cannot be reduced simply to formal legal entitlements. Land rights have different sources of legitimacy, including the formal legal and administrative system, but also the social system within a community or household and customary norms applied to land.

The concept of land rights in itself broadly refers to a variety of claims to land and its products, and any legitimate claim to land rights implies exercising power over that land, thereby implying a degree of self-determination of the claimant. Returning to the lessons from the ILC's CEF, it is evident that secure land rights contribute to women's empowerment and vice versa. It is also clear, on the other hand, that secure land rights are not sufficient to fully empower women, especially economically. While this is currently beyond the scope of ILC's work, there is great potential for researchers and civil society organisations to work in partnership in order to identify the steps that need to be taken once women's land rights are secured to continue empowerment processes, so that land rights can be a basis for livelihoods.

Specifically, some of the areas to continue working on include:

- (re-)focus on the “power” in empowerment, for instance by providing information on citizenship rights and land rights in particular;
- identify and replicate approaches that stress participation of women and men and engage entire communities, emphasising reconciliation;
- support capacity-strengthening for CSOs (especially small organisations) so they can inform citizens as well as advocate for rights to be fulfilled;
- continue the debate on tradition, culture, and recognition of customary rights and whether/how these can be alternatives to top-down legal frameworks promoting gender equality;
- build partnerships with like-minded organisations working on women's rights to put land/NRM issues on the women's rights agenda;
- build partnership with academia to continue linking research and action – for instance, on alternative models of production (that can ensure food sovereignty).

For ILC, addressing the gender dimension of secure and equitable access to land is part and parcel of a pro-poor approach to land governance. In a

context in which commitments remain largely rhetorical due to a lack of political will, the challenge for ILC is to continue to promote women's access to land by identifying and supporting practical solutions, particularly at the grassroots level, and advocate with policy-makers for their replication. Legal empowerment is one solution that has a direct impact on the lives of women through concrete activities that inform women of their rights, help them to access justice, and enable women to assert their claims within the community.

## References

- Asian Development Bank. 2001. *Law and policy reform at the Asian Development Bank*. Manila: Asian Development Bank.
- Batliwala, S. 1995. Defining women's empowerment: A conceptual framework. In *Education for women's empowerment*. S. Batliwala. ASPBAE Position paper for the Fourth world conference on women, Beijing, September. New Delhi: Asia-South Pacific Bureau of Adult Education.
- Batliwala, S. 2007. Putting power back into empowerment. Open Democracy. [http://www.opendemocracy.net/article/putting\\_power\\_back\\_into\\_empowerment\\_0](http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0)
- Batliwala, S. 1994. *Women's empowerment in South Asia: Concepts and practices*. FAO and ASPBAE. New Delhi: FAO.
- Berg, N., Horan, H., Patel, D. 2010. *Women's inheritance and property rights: a vehicle to accelerate progress towards the achievement of the Millennium Development Goals*. Legal empowerment working papers. N°13. Rome: International Development Law Organisation.
- Daley, E. 2011. *The gendered impacts of commercial pressures on land*. ILC Global Study, Rome: ILC. Available online on <http://www.landcoalition.org/publications/gendered-impacts-commercial-pressures-land>
- Fiedrich, M., A. Jellema, N. Haq, J. Nalwoga and F. Nessa. 2003. *Literacy, gender and social agency: Adventures in empowerment*. Research Report for ActionAid UK by DFID.
- Goetz, A. M. and C. Nyamu Musembi. 2008. *Voice and women's empowerment: Mapping a research agenda*. Pathway Brief. N°2. Brighton: Pathways of Women's Empowerment. Available online on [http://www.pathwaysofempowerment.org/PathwaysBrief\\_2\\_final\\_print.pdf](http://www.pathwaysofempowerment.org/PathwaysBrief_2_final_print.pdf)
- Goetz, A. M. and R. Jenkins. 2010. Deepening democracy by building gender equality. Open Democracy. <http://www.opendemocracy.net/5050/anne-marie-goetz-rob-jenkins/deepening-democracy-by-building-gender-equality>
- Golub, S. 2010. *What is legal empowerment? An introduction*. Legal empowerment working papers. N°13. Rome: International Development Law Organisation.

- Hornby, D. 2006. Report on the IDRC's Rural poverty and environment program's gender and tenure study. IDRC. Available online on [http://www.landcoalition.org/program/wa\\_programmes\\_afr\\_4.html](http://www.landcoalition.org/program/wa_programmes_afr_4.html)
- ILC. 2009. Secure land rights, local innovations, and empowerment: CEF Programme Experiences 1999-2008. DVD available in English, French, Spanish.
- Kabeer, N. 2001. Reflections on the measurement of women's empowerment. In *Discussing women's empowerment. Theory and practice*. SIDA Studies No. 3. Novum Grafiska AB: Stockholm.
- Longwe, S. 1991. Gender awareness: The missing element in the Third World development project. In *Changing perceptions: Writings on gender and development*. T. Wallace and C. March. Oxford: Oxfam.
- Page N. and C. E. Czuba. 1999. Empowerment: What it is? *Journal of Extension*. 37:1-7.
- Piron, L.-H. and F. Watkins. 2004. DFID human rights review. Review commissioned by DFID.
- Rowlands, J. 1997. *Questioning empowerment: Working with women in Honduras*. Oxford: Oxfam.
- Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC). 2004. *Creating the prospect of living a life in dignity. Principles guiding the SDC in its commitment to fighting poverty*. Berne: SDC.
- Sen, A. 1992. *Inequality re-examined*. Oxford: Clarendon Press.
- Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). 2009. *Women's economic empowerment: Scope for SIDA's engagement*. SIDA Working Paper. Publication Series: Women's Economic Empowerment
- United Nations (UN). 2009. Report of the Secretary-General *Legal empowerment of the poor and the eradication of poverty*. <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/402/07/PDF/N0940207.pdf?OpenElement>
- Verma, R. 2007. "Without land you are nobody": *Critical dimensions of women's access to land and relations in tenure in East Africa*. IDRC Scoping study for East Africa on women's access and rights to land and gender relations in tenure. IDRC. Available online on [http://www.landcoalition.org/program/wa\\_programmes\\_afr\\_4.html](http://www.landcoalition.org/program/wa_programmes_afr_4.html)
- World Bank. 2007. *Global monitoring report: Confronting the challenge to gender equality and fragile states*. Washington D. C.: World Bank.
- World Bank. 2007. Gender action plan: Gender equality as smart economics. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTGENDER/0,,contentMDK:21983335~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:336868,00.html>



# **The political participation of women in the countryside in Brazil: Reflections on forms of organisation and demands<sup>1</sup>**

**Leonilde Servolo de Medeiros**

In Brazil, the last three decades have been marked by the growing visibility of social struggles in the countryside and the emergence of various social and political identities that have been constructed through these. The figures of the *sem terra* (landless workers), the *agricultores familiares* (family farmers), the *seringueiros* (rubber tappers), the *quilombolas*<sup>2</sup>, and the *quebradeiras de coco* (coconut gatherers), amongst others, have emerged not just as the expression of conflicts but also as indicators of the existence of an enormous diversity of situations which illustrate the complexity of the social dynamics that has marked recent Brazilian history, especially in the rural environment.

The aim of this text is to present some of the traits of this process, as read through the organisational trajectory of rural women workers and the vicissitudes they face in the recognition of their political presence.

<sup>1</sup> Translation from Portuguese to English by Eoin O'Neill.

<sup>2</sup> Descendants of slaves who lived in communities in different parts of Brazil and who demanded the right to the land where they lived.

Medeiros (de), L. S. 2011. The political participation of women in the countryside in Brazil: Reflections on forms of organisation and demands. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 291-314. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

Our assumption is that, as argued by Daniel Cefaï, the collective action process itself organises its environments and “simultaneously produces criteria of experience that allow the actors to guide themselves, understand what they are doing and what circumstances do to them” (Cefaï 2009, 28). From this perspective, it is a “mobile architecture of the contexts of meaning” (Cefaï 2009, 28), which calls attention to the contexts of experiences in which collective action occurs, and in which organisations are constituted and operate. As a result, we adopt as our starting point the experience of being a woman in rural contexts in Brazil as well as the contexts in which women organise, the experiences which accumulate and end up transforming them, and at the same time impress on this process the marks of previous organisational experiences.

The following reflections are not based on original empirical research, but rather on texts about *women’s movements*<sup>3</sup> which, to some extent, have forged a determined approach to this question in Brazil. Based on our research experience with rural social movements, we will show how the organisation of women has raised new questions and produced tensions, both in the pre-existing organisational structures and in daily life.

### **Antecedents: the presence of women in the struggles in the countryside**

The organisation of workers in the countryside in Brazil is not new. In the 1950s, such organisations emerged in the political scenario through resistance struggles for land from which they were threatened with expulsion, as well as through demands for better working conditions. They were *posseiros* (squatters), *foreiros*<sup>4</sup>, *moradores* and *colonos*<sup>5</sup> who gradually became

<sup>3</sup> Since the end of the 1970s, the term *movement* has been widely used by various groups to speak of certain forms of struggle, less tied to what was institutionally permitted, and to certain forms of organisation, with a distinct format from what was institutionalised (for example trade unionism). It is important not to confuse the use of this term as an empirical and substantive reference to a series of initiatives with the theoretical category of social movement.

<sup>4</sup> A term for tenant farmer used in the sugarcane region in the Northeast of Brazil.

<sup>5</sup> Agricultural workers who were given small plots of land to live on and raise food were called *moradores* on plantations and sugar mills and *colonos* on coffee farms.

identified as *lavradores* (agricultural laborers) or *agricultural workers*, and since the beginning of the 1960s as *peasants*. These names, most of which arose in different contexts, were the result of an ongoing organisational process and the actions of different mediators who sought to translate different occasional local demands into a more general language which would unify them (Martins 1981; Medeiros 1995; Novaes 1997). In the shaping of categories that began to be used in the political debate to designate rural workers, which in some areas were also incorporated by these people as political identities, the Brazilian Communist Party (PCB), the Peasant Leagues, and, at the beginning of the 1960s, the Catholic Church, all played a central role. Women were present in these struggles, and were even in some particular and rare situations in leadership positions. An emblematic case is that of Elizabeth Teixeira, widow of João Pedro Teixeira, an important leader of the Peasant Leagues in Paraíba. Despite having participated in the organisation of peasants in her region, Elizabeth only became a recognised figure after the assassination of her husband in 1962. Following this she was invited to take his place, but she did so essentially as the widow of a leader (Mieli, Bandeira and Godoy 1997). Similarly, Josefa Pureza da Silva, wife of José Pureza da Silva, principal leader of the struggle for land in the state of Rio de Janeiro in the period before the 1964 military coup, was present in the organisational process of *posseiros* in the Baixada Fluminense region, but her participation is seldom mentioned. The same can be said of the then-wife of the principal leader of the Peasant Leagues in Pernambuco, Francisco Julião: despite intense political work, Alexina Crespo's name receives little recognition in the relevant literature<sup>6</sup>.

At the time, not only was politics a predominantly masculine universe, but the struggles were waged based on class demands, in which issues such as gender and generation did not have a place. As noted by one of those who has studied the question, in these initial moment of the constitution of rural workers as political actors,

the Church saw women as being based in the home and the family. The communists, despite encouraging women's participation outside the home and creating women's entities since the 1950s, such as the Brazilian Women's Federation, considered this as something very difficult to be

<sup>6</sup> The story of Alexina Crespo and her children was recovered in a documentary entitled *Memórias clandestinas* (Clandestine Memories) by Maria Teresa Azevedo, completed in 2007.

made concrete, as well as being seen as secondary in relation to the centrality of the class struggle and other tasks that working class activism demanded. (Abreu e Lima 2010, 104)

As a result, despite being present in the struggles, women's experiences principally arose out of being wives and daughters, and through the terms in which demands were publicly presented – access to land and better wages.

During the 1970s, in the context of the intense repression that followed the 1964 military coup, the trade union network was gradually built up by Contag (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura* – the National Confederation of Agricultural Workers). Contag brought together and sought to give direction to the existing trade unions, based at the municipal level, which in turn joined together in state federations. The enormous diversity of existing situations, and the fact that many trade unions emerged as a result of the stimulus of local governments and other forces linked to local powers, especially after the creation of *Funrural* (a governmental program that guaranteed social insurance rights and health care to rural workers), created permanent tensions in the “knots” of this network (trade unions and federations). On the one hand, the weight of local political forces tended to drag trade unions into the grasp of the different forms of consolidated domination, while on the other hand the actions of Contag sought, by demanding the enforcement of already recognised rights, to create another network of relations and to counter-balance the weight of local powers. In doing this, Contag spoke in the name of a generic category, *rural workers*, which covered segments of the population as diverse as employees, tenant farmers, sharecroppers, small landholders and squatters.

At the time, there were some women, albeit very few, in the presidencies of trade unions, especially in secretariats<sup>7</sup>. Nevertheless, questions related to gender or specific women's issues do not appear in the demands that emerged in the congresses and meetings held at that time. If we take as a reference important occasions such as the 3rd National Congress of Rural Workers, held in 1979, the presence of women in leadership

<sup>7</sup> Abreu e Lima (2010) presents data related to the participation of women in rural trade unionism in Pernambuco state in the northeast of Brazil between the 1960s and the 1980s. She calls attention to the greater presence of women in the region of the state called the *Agrreste*, where the presence of small landholders is striking, which she claims facilitated participation in trade unions.



positions was rare, although the number of female advisors and observers was significant. These were women from another social extraction, most often with university experience and who, simply through their presence, indicated the existence of other possible social insertions for women.

This does not signify that women did not actively participate in the struggles that then emerged, since resistance to eviction from land involved all the members of the family. What is important to highlight is that the experiences of socialisation of women in politics principally occurred through trade unions, spaces where the questions considered relevant were those related to the rights of workers as a whole: agrarian reform, labour rights, and questions related to small farmers<sup>8</sup>. At the time, although feminist movements had some importance and visibility in some urban segments, their concerns did not reach the countryside.

### **Changes in rural trade unionism and new organisational formats and identities**

As mobilisations demanding the re-democratisation intensified in the late 1970s and the early 1980s, Contag became an important national reference through the wage campaigns and strikes in the northeastern *canavieiros* (sugarcane cutters), as well as through their appeals for agrarian reform, and mobilisation for better prices for agricultural products. Nevertheless, its conception of the most suitable forms of action and organisation, and the unity of representation expressed in the category of *rural worker*, began to be tested by the outbreak of conflicts in the countryside.

In the middle of the 1970s, criticisms of Contag's trade union practices and related actions carried out in daily life by trade unions began to emerge: Contag's actions were said to be inefficient and to be principally concerned with denouncing situations of conflict to the public authorities, without stimulating the organisation and mobilisation of workers to put pressure on the state or to confront employers. Many individual trade unions were considered to be essentially welfarist and thus incapable of giving consistency to the struggle for rights demanded by the trade union confederation.

<sup>8</sup> Contag also represented the category that was then called *small producers*, owners of small plots of land who produced for their own consumption, for local markets and for the then emerging agro-industries.

The principal spokespeople for these criticisms came from members of the Catholic Church who were adept of Liberation Theology, and whose ecclesiastical work was disseminated throughout the country, especially in border areas, where land conflicts were more intense. In 1975, the founding of the Pastoral Land Commission (CPT) created the conditions for the consolidation of a powerful network of influence. Its legitimacy, inherent in its nature as an institution linked to the Catholic Church, provided theological legitimacy for the emerging demands and for actions of resistance. Through its local pastorals, it trained activists and provided space and infrastructure for meetings. It was thus fundamental for the organisations, in a period when the actual act of holding a meeting was regarded with suspicion by the military regime (Novaes 1997).

Various statements by female leaders who emerged during this period highlighted the importance of the ecclesiastical base communities in stimulating women's meetings to deal with specific problems, especially questions related to health and social rights. The molecular work of the Church was also one of the factors most responsible for the appearance of *opposition trade unions*, groups that were critical not only of the then current trade union structure, but also the daily practices dominant within the trade union movement. Discussions within women's groups became intermeshed with the organisation of these opposition groups, and made it possible in the early 1980s for various questions related to women's rights to be raised.

Initially dispersed, the opposition trade unions joined together in new networks, especially under the banner of the so-called *new trade unionism*, which emerged in urban areas and whose central themes were liberty and trade union autonomy, the re-democratisation of the country, etc. In 1983, when the Central Única dos Trabalhadores (CUT – Unified Workers' Trade Union Federation) was created, the presence of rural opposition trade unions in the new organisation was notable, and created a new field of disputes with Contag, which was aligned with another trade union group created at that time, Conferência Nacional das Classes Trabalhadoras (Conclat – National Conference of the Working Classes). In a short space of time, a clear division was created within rural trade unionism, by the formation of a group identified in trade union circles as the *rurals from CUT*.

Melucci (1996), talking about social movements in complex societies, emphasises submerged networks of groups, meeting points, and circuits of solidarity, which profoundly differ from the image of the politically organ-

ised collective actor. In the cases we have studied, it seems more adequate to think that these submersed networks cannot be explained without thinking of the organisations that give them shape and sustenance in an adverse context and vice versa.

These networks of organisations proliferated in the late 1970s and early 1980s. In addition to Church actions, local associations, non-governmental organisations and discussion groups also multiplied, which fed the incipient organisational process. Although questions related to women's rights started to appear on the agenda, the main mobilising themes remained those of the period prior to the 1964 military coup: agrarian reform, workers' rights, social insurance, to which were now added issues related to *small farmers*. This social category came to have political weight within trade unionism, especially in the south of Brazil, where there was small scale production; many of those small farmers were descendents of European peasants who had come to Brazil in the 19th century and who had strong ties with markets.

One of the novelties of this period was the emergence of new subjects in the countryside struggles, which did not replace the previous ones. Those who became the best known were the *sem terra* (the landless), a social category which is the fruit of a process of pauperisation, or expropriation, of segments of workers who had previously had access to land as small landholders or tenant farmers; still the work of the Church and longstanding struggles to demand land from the state also contributed (Rosa 2010). The landless demanded land in their region of origin and refused to become involved in the colonisation projects opened during the military regime in frontier areas (Tavares dos Santos 1985; 1993), and their struggles were initially intimately linked to opposition trade unions (Esterci 1991). Slowly, they became a movement in their own right, Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra (MST – Movement of Landless Rural Workers), which questioned not only trade union actions related to land holding questions, but also the organisation structure of trade unionism. MST transformed occupations and encampments into a strategy to create political facts and to see their demands met, thereby giving impetus to both expropriations and encampments (Fernandes 1996; Caldart 2000; Rosa 2010). Thus the demand for agrarian reform, which was the cement for the construction of the rural worker identity by Contag (Palmeira 1985), was gradually being socially identified with MST.

The agricultural policy of the military governments in the 1970s, which was based on the encouragement of modernisation, triggered important transformation processes. From the point of view of small farmers, they were decisive in reinforcing the political work of creating identification with the world of work and unleashing a series of struggles demanding better conditions of insertion in the productive process.

In relation to employees, at the beginning of the 1980s, in the north-east and southeast of the country, there were a number of important strikes by *cortadores de cana* (sugarcane cutters), placing once again on the political agenda the issue of working conditions, now in modernised agriculture. In the north of Brazil, where there were native rubber tree groves, segments struggling against the expropriation process were constituted as *seringueiros* (rubber tappers) and little by little fused their struggle to remain on the land with environmental questions.

A large part of these mobilisations involved themes related to living conditions, but also to the forms of organisation, which in different regions of the country were intimately related to the opposition trade unions, without however altering the basic identity of these segments as workers. This is not a mere detail. The emphasis on belonging to the world of work was fundamental for the political adaptation of experiences of struggle and for the definition of adversaries and allies. The new demands and organisational experiments (restructuring of trade unions; creation of trade unions for specific sectors, such as pig-rearing, poultry and tobacco growing unions; associations; formation of productive groups; the appearance of organisations self-styled as movements, etc.) resulting from the attempt to confront some of their immediate problems, especially those related to access to land, production and commercialisation, emerged under the aegis of their identification with the world of work. The same can be said about the first women's organisations.

Nevertheless, this fact did not prevent the occurrence of tensions within organisational experiences, to the extent that Contag always exhorted the "class union" and highlighted the risks of "divisionism" and the fragmentation of *workers* interests and struggles. In effect, this set of changes profoundly affected the rural trade unionism led by Contag. Despite claims of unity by the world of labour, a clear differentiation of categories took place, as each came to gain their own identity and to constitute themselves as differentiated actors in the political scenario. It occurred like an implosion of the category of rural worker which had

been constituted in the 1970s, accompanied by various organisational possibilities that broke with the unified representation tradition of rural trade unionism (Medeiros 2001). In this process, Contag lost its monopoly of speaking for rural workers, having to dispute their representation with other organisations, both trade unions – such as the Federation of Rural Employers of the State of São Paulo (Feraesp) and the Federation of Workers in Family Farming in Santa Catarina (Fetrafesc) at the state level, and in the 2000s the Southern Federation of Workers in Family Farming and the Federation of Workers in Family Farming of Brazil – and non-union (MST), as well as CUT<sup>9</sup>. The constitution of rural women's organisations is part of this process.

### **The emergence of rural women's organisations**

In a context of greater visibility of struggles in the countryside and in the cities, the broader political reopening and the ensuing reorganisation of political parties, the theme of social class dominated the political scenario in the early 1980s. Although feminist organisations were already present and raised questions such as male domination, sexuality, women's right to control over their bodies, their actions were more significant in urban areas and, even in these, they were not central to the struggle for the democratisation of the country which led to the end of the military regime.

In the rural environment, women were far from having the basic rights of citizenship. Indeed, often they did not even have basic documents (identity card, voting card, and in some situations not even a birth certificate), since these were not needed in their daily lives.

In the alternatives that then began to be delineated, the action of advisors and organisations were fundamental. These encouraged the raising of awareness amongst women of the importance of political participation in trade unions or movements and the preparation of their demands and the

<sup>9</sup> Despite Contag's affiliation to CUT in the middle of the 1990s various federations and trade unions did not accompany this adherence, resulting in the persistence of tensions within rural trade unions between *cutistas* (supporters of CUT), heirs of the proposals of opposition trade unions and those who opposed CUT. Evidently these dichotomies reduce the complexity of the political disputes within rural trade unionism. Nevertheless, they were the visible form of the debate through which a large part of the leaderships identified themselves and created their political relations.

perception of the limits and potentials of different types of organisations. Reports such as those of Luci Choinaki (Paulilo and Silva 2010) or studies such as those of Sales (2007) or Schaaf (2003), amongst others, show the important role played by the Church through its pastoral activities, which prepared women to speak in public and to discuss their problems, promoting the consciousness of women in relation to political participation.

The first movements that called themselves women's movements in the countryside emerged from two different directions: the demand for access to social insurance rights in the south of Brazil and the possibility of working in emergency programs to combat the effects of drought in the Northeastern *sertão*. Both emerged within trade union structures and struggles, but brought new issues to these and over time, as we shall see, surpassed them.

Access to social insurance was an issue which mobilised farmers from family-based farming in the south of the country, especially in the late 1970s and early 1980s. Although rural workers had had a right to pensions since 1971, they only received the equivalent of half a minimum salary (in other words, half of the level which urban workers were entitled to). In the situation of family farmers, only male heads of families were recognised as workers and could receive this pension. In the case of the death of this person, the widow's pension was equivalent to 70% of the amount previously received (Brumer 2002; Barbosa 2010).

From the late 1970s, especially in Rio Grande do Sul, and in Santa Catarina shortly afterwards, events began to take place which brought to the public sphere the demand for the equalisation of the social insurance rights of rural workers with those of urban workers and the extension of these rights to women, which implied their recognition as workers. This question was debated in the Third National Congress of Rural Workers, held by Contag in May 1979. Questions related to health were also on the agenda, since employees had the right to hospital care but not small farmers, who were obliged to pay.

In the case of the Northeastern *sertão*, women mobilised to demand the right to be enlisted in emergency work groups, which until then had only offered work to men (Abreu e Lima 2003; Bordalo 2009)<sup>10</sup>. In 1979

<sup>10</sup> Emergency work groups consisted of actions carried out by the federal or state government during droughts in the Northeast to provide income to the impacted populations. They involve working on roads, the construction of dams, etc.

and 1980, the region suffered a serious drought; according to Contag (1980, 18) various mobilisations, public acts and meetings were held to demand that the beneficiaries of the Emergency Plans be rural workers and not large landholders. In 1979 it stated, “many workers were left out of the plans. Women, girls and youths were also left out... Only male heads of families were enlisted...” (Contag 1980, 16). Once they were incorporated in the work groups, women, according to Abreu e Lima (2010), wanted to form distinct groups from men, to establish themselves as workers.

These two events, in distant regions but close in time, were important for the diffusion of the perception that what women needed, more than anything, was to be recognised as rural workers in order to gain access to social insurance benefits (retirement, maternity leave, health leave, etc., to have the possibility of enlisting in work groups and to have access to land. According to the authors who deal with this question, demanding this recognition also involved questioning the invisibility of the work carried out by women (Bordalo 2009; Heredia and Cintrão 2006) and demanding the right to join trade unions<sup>11</sup>.

From the perspective that we want to highlight in this article, it is necessary to bear in mind that these mobilisations took place in a scenario of relationships that were constructed and made feasible through trade union networks, both the one linked to Contag’s official line and the one constructed by the opposition trade unions. This was the place for meeting and for publicising demands. In other words, the trade union created it as a space where women could meet, while it equated a determined perception of the problems that affected them, thus creating conditions for their questions to leave the domestic sphere and to become public concerns. However, this space was not neutral; coming from within trade unionism, it took a certain approach to the theme,

<sup>11</sup> Although there was no legal prohibition of this, many trade unions saw women as dependents of their husbands or parents, and for this reason discouraged their affiliation. Nevertheless, it is important to call attention to the fact that this difficulty with the unionisation of women cannot be seen as a general norm for Brazil. While in the reports about the origin of MMA this issue constantly arises, it is important to bear in mind that in other regions of the country, such as the Northeast, women held leadership positions in trade unions. This is the case of Margarida Maria Alves, assassinated in 1983 because of her actions at the head of the Rural Workers Trade Union in Alagoa Grande, Paraíba.

which argued that the rights of women should be discussed in a form linked to the agenda based on workers' rights (land, better wages, agricultural policies, social insurance rights, etc.). At the same time, for women it raised the question of the lack of visibility that these questions had on trade unions' agendas, where health, sexuality and relations of power within the domestic space were secondary to subjects that constituted the tradition within rural struggles. In this way, tension began to emerge between the organisation within trade unionism and the construction of women's own movement.

The question of the recognition of women's work appeared very clearly at the Fourth National Congress of Rural Workers, held by Contag in 1985. Here, the women from the Central Sertão of Pernambuco presented the "Proposal to increase the participation of us, rural women, in our trade union movement" (Abreu e Lima 2010). Nevertheless, as the same author shows, gender relations were not discussed: "[T]his formulation was recent and had not yet reached the trade union or popular movements. Discrimination and the specific struggles of women were treated as 'women's questions', a further struggle for them to undertake" (Abreu e Lima 2010, 113).

To summarise, the 1980s proved to be a prodigious time in the creation of women's organisations in different parts of the country<sup>12</sup>, as well as specialised secretariats, initially in rural trade unions linked to CUT, and later in all rural workers trade unions. A new actor began to be created, which little by little began to solidify its own agenda – which nevertheless did not substitute itself to the one implemented by trade unionism (whether that linked to Contag's hegemonic line, or to the opposition trade unions affiliated to CUT).

<sup>12</sup> Movement of Women Farmers from Santa Catarina (MMA-SC) in 1984, Movement of Women Settlers of São Paulo (MMA-SP) in 1985, Popular Movement of Women from Paraná (MPMP) in 1983, the Movement of Rural Women Workers of Rio Grande do Sul (MMTR-RS) in 1985, the State Commission of Women of the Federation of Workers of Rondônia (CEM/ Fetagro) in 1985, Association of Rural Women Workers of Espírito Santo (Amutres) in 1986, Movement of Rural Women Workers of the Northeast and of the Central Sertão of Pernambuco in 1986, the Central of Associations of Women Workers of Acre (Camutra) in 1987, the Movement of Rural Women Workers of Sergipe (MMTR-SE), the Articulation of Women Coconut Gatherers of Babaçu in 1989 (AMQCB and the current Inter-State Movement of Coconut Gatherers of Babaçu-MIQCB) (Bordalo 2006).



## **Women, rural trade unionism and MST**

During the National Constituent Assembly (ANC), women's participation increased and mobilisations intensified, with the support of Contag, CUT, National and State Councils of Women's Rights and international cooperation agencies. As highlighted by Heredia and Cintrão (2006), between 1986 and 1988 numerous manifestations were held (marches, public demonstrations) which aimed at increasing popular participation and influencing debates. These mobilisations, as well as the lobbying of ANC, resulted in a significant expansion of rights: parity for rural and urban social insurance, retirement pensions for rural women from the family farming sector, the right to joint ownership of the land, sick leave and maternity leave (Siliprandi 2009). There was an expansion in the range of demands, with land ownership gaining greater weight, as it was something that could directly affect the assets of small landholders and rural settlers, who began to gain significance due to the agrarian reform policy that began with the New Republic. As well as giving visibility to a set demands, it cannot be forgotten that the manifestations had their own effects and tended to produce or reinforce the groups, making them visible to themselves: they transformed settlements of individuals which had social characteristics in common, which were often ignored as this, into groups that had real existence; for this reason they could contribute to making groups exist through the collective actions that engendered them and through the feeling of being part of larger collectivities that they had created (Champagne 1998, 239).

In 1988, under the influence of the mobilisations of the Constituent Assembly, Contag held its First National Meeting of Women Rural Workers. This triggered the organisation of women within rural worker trade unionism, thereby allowing a great geographic expansion of women's demands, due to the capillary presence of trade unions in all Brazilian states and an enormous number of municipalities (Heredia and Cintrão 2006, 7). These processes resulted in a progressive increase in the presence of women in trade unionism, reflected in a rise in their participation, both in trade union leaderships and in national congresses. In the Fifth Contag Congress, held in 1991, women accounted for approximately 10% of delegates, and for the first time a woman was elected to the Directorate of the Confederation. In 1998, the First National Plenary of Women in Trade Union Movement was held, leading to the strengthening of the

proposals related to women to be presented to the Seventh Contag Congress, which came to be called the “National Congress of Male and Female Rural Workers”. In this congress, held in 1998, a policy of quotas in trade union directorates was approved (30% of women in all levels of the trade union movement)<sup>13</sup>. To a great extent, the debate reflected the discussions of the CUT/Contag Trade Union Formation Project (CUT/Contag 1998), which was at the heart of a sustainable rural development project for rural trade unionism. In the following congress, held in 2001, women accounted for almost 40% of delegates and their participation in the directorates of state trade union federations was very visible (Heredia and Cintrão 2006).

One of the results of the growing organisation of women and the expansion of their demands was the *Marcha das Margaridas*, influenced by the World March of Women<sup>14</sup>. This involved a process of organising and mobilising rural women workers, which culminated in a large march in Brasília. The first march was held in 2000, and was modeled on the *Gritos da Terra* (Cries of the Earth)<sup>15</sup>. It was organised by women affiliated to Contag and brought more than ten thousand women to Brasília with the slogan “Against hunger, poverty and sexist violence”. In 2003, it was held a

<sup>13</sup> The debate about quotas as a way of opening space for the participation of women took place not just in rural trade unionism, but also within the Workers’ Party (PT).

<sup>14</sup> The march was named after Margarida Maria Alves, a trade union leader from the state of Paraíba assassinated in 1983 due to her involvement in the defense of workers’ interests. The World March of Women is an international social feminist movement, whose principal concerns are the struggle against poverty and sexist violence.

<sup>15</sup> *Gritos da Terra Brasil* (Cries of the Earth) began to be organised in the 1990s by Contag, with the aim of calling attention of the public and those in power to the demands of rural workers. It involved bringing to a national stage events that had begun in Pará, with great political repercussion. They translated a set of demands of differentiated categories into a nationally unified agenda, mobilising workers from various points of the country. It is an important moment for the presentation and negotiation of demands with the state. Trade unionists see the force of the *Gritos* as being responsible for a series of measures understood as being of interest to farmers, such as Pronaf (National Support Program for Family Farming), increased funding for Procefa (Special Credit Program for Agrarian Reform), greater agility in the granting of pensions (CUT/Contag 1998). Some of these events were organised with the participation of MST, others were not.

second time and around 40,000 women from all over the country participated – which made it one of the largest manifestations of women at a national level. A new march was held in 2007. During these events a list of demands were given to the President of the Republic and a cycle of negotiations with the government started. Notwithstanding the inclusion of a series of rights in the Constitution, it was the constant pressure for the effective implementation of these rights which led to political action.

These events were not, however, just directed at the state: they can be read as exercises in the diffusion of values and conceptions, as an educational practice that is slowly propagated, resulting in workers identifying themselves with the cause and getting to know their rights, and in this way constituting themselves as a group (Champagne 1998). This dimension can only be learned through the observation of the preparatory process for the event, the local meetings, the molecular process for the production of adhesion and engagement. It is during these moments that the key demands reveal their strength, questioning the places traditionally established for men and women in family relationships and in the different dimensions of their daily lives (Medeiros 2007). At the same time, it is in activities such as these that women see themselves as a cohesive group with a set of demands.

As for the MST, since its origin this organisation has stimulated the presence of women, but has only partially accompanied the principal demands of trade unionism. According to Gonçalves (2009, 200), in September 1989 the first version of the Normas Gerais do MST (General Norms of MST) contained a chapter on the “articulation of women”, stressing “the struggle against all forms of discrimination and against machismo”, as well as calling attention to the need to “organise a commission of women at the national level, responsible for policies proposed for the movement.” Shortly after this, the National MST Women’s Collective began to be organised. According to Deere (2004), the 1993 Documento Básico (Basic Document) determined that the Movement should “consider specific women’s questions and their participation as an integral part of the demands and of the organisation, treating them as class based and not gender.” Nevertheless, the same author called attention to the fact that article 152 of this document repeated that the Movement’s objective was to encourage the role of women in production and their participation in cooperatives, and that it was also necessary to “fight against inequality and the traditionalism that exists among the peasants”. In the case of

access to land, the debate about land titles was not relevant since in the late 1980s, MST was involved in an effort to collectively organise settlements. It was only much later, after it had been found that the collectivising experiences had failed, that the question returned to the agenda. According to Deere (2004) it was only in 1996, when the National Women's Collective was formally created, that MST took on the right of women to land as a basic demand. For Gonçalves (2009), the First Meeting of Women Rural Workers in 1995 was decisive for this.

In 2000, the first documents written by the National Gender Collective appeared, indicating a change in the ways in which the question was understood. Three years later, the first documents written by the Gender Sector appeared (Gonçalves 2009). This represented the entrance of the question into the basic organisational structure of MST. However, as noted by Gonçalves (2009), this innovation raised questions within MST, especially regarding relations between gender, class and politics. The tension between gender and class has been part of the debate during recent decades and is always mentioned by leaders in their statements. In a similar manner to what happened in trade unionism, gender issues only got onto the agenda very slowly. At least this is what the literature tends to show: although the encampments and occupations were spaces in which men, women and children participated, and although the importance of women was always mentioned, during the daily routine, the weight of tradition came into play, imposing difficulties on women, both in relation to the division of political activities with men and the devalorisation of questions seen as being "women's questions". Similarly, the prevalence of domestic arrangements which maintain traditional practices in land inheritance are common despite the equality of men and women's rights being guaranteed by law.

Referring to trade union practices, Torrens states that they did not try in the same way to increase the potential of their capacity to reconstruct interpersonal relationships and to interfere in a more general sense in changes in cultural patterns. Among the cultural transformations, what needs to be highlighted is the importance of breaking away from current standards of subordination and discrimination (in relation to gender, generation, race, sexual option, ethnicity, etc.) and the constitution of new and equitable social relations (Torrens 2005, 105).

In relation to MST, the creation of a gender sector provoked intense internal debates, and its relevance was questioned. As highlighted by

Renata Gonçalves, resorting to the concept of gender became a need even because of the manner in which the debate was introduced within MST: women's collectives, which marked the discussion of so-called "specific" questions, gave rise to gender collectives which in turn led to the emergence of the gender sectors, indicating an alteration of objectives, and put in evidence the anxiety to move the discussion beyond the frontiers of gender, overrunning the machista trenches which resisted (and resist!) within the Movement (Gonçalves 2009, 214).

### **The constitution of autonomous movements**

At the same time that the question of gender relations penetrated the debate both within rural trade unionism (in its various different types) and in MST and other organisations, one could also observe the formation of women's autonomous movements.

As has already been mentioned, since the 1980s, especially in the south of Brazil, many rural women workers' movements have emerged. This decade saw the emergence of the MMA (Movement of Women Farmers) in Santa Catarina, the Movement of Rural Women Workers of Rio Grande do Sul (MMTR-RS) and various others, culminating with the creation in 1995 of the National Articulation of Rural Women Workers.

Although the origin of these organisations was linked to the struggle of opposition trade unions to influence the political approaches of trade unionism, or to the struggles waged by MST (Paulilo 2003), questions specifically related to gender were raised from the beginning. Participating in trade union activities or in MST, women left domestic spaces and began to perceive the existence of new possibilities of engagement and discussion. However, they also began to be influenced by new questions, raised by feminist movements, which had repercussions on existing organisations. Participation in itself, even when incipient, made the tensions inherent in women's lives more evident, since the strong social control exercised on them by their husbands and parents surfaced. Women also faced the criticism of family members and neighbours regarding certain attitudes considered inappropriate, such as going out alone without the company of husbands, parents or brothers; going to meetings; travelling; participating in debates. At the same time, practical questions arose related to childcare, daily domestic tasks and work on landholdings that were particular to women. Women's entrance into political activities

required a new division of domestic work, which was not done without some difficulties. These tensions in daily life were propelled to the public sphere by reflections on the condition of women and by the need to bring them into public debate.

In recent years, these movements expanded, imposing their questions on the agendas of trade unions and other movements, through the simple effect of the competition imposed around demands. At the beginning of the twenty-first century, it had become impossible to think of sets of political demands in which the question of women's rights and gender were not present.

Similarly, due to their political proximities and alliances constructed over time, women's movements were not forged independently of the political disputes that cut across rural worker organisations, or of the hierarchical questions which were constituted over a number of years. A particularly important example is the fact that in 2004, autonomous movements, mostly politically articulated around the general aims of MST, began a process of approximation with La Via Campesina International peasant Movement, in which MST, the Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB - Movement of People Affected by Dams), and the Movimento dos Pequenos Agricultores (MPA - Small Farmers' Movement), amongst others, were already participating.

As a result, the Peasant Women's Movement (MMC) emerged, following a split with MMTR. This organisation saw itself as a peasant and feminist social movement. Its proposals included the discussion of the relations between the class struggle and gender, bringing the feminist debate into issues seen as general and into more traditional demands, such as agrarian reform or the questioning of the economic model (Jalil 2009). In the 2000s, the MST saw a progressive shift in its positions, as it increasingly affirmed that the struggle for land was not enough in itself, but rather had to be articulated with the struggle against agribusiness. This, along with the articulations around Via Campesina, and the emergence of MMC, placed a new question on the agenda of demands and mobilisations, which was rapidly incorporated by women: the struggle for food sovereignty and for healthy foods, reinforcing their peasant identity and more clearly incorporating a feminist discourse (Paulilo 2009; Jalil 2009). In its presentation on its website, MMC stated its central struggle as being against the capitalist and patriarchal model and in favour of the construction of a new society with equality of rights. "We assume the Peasant Ecological Agriculture Campaign

as our principal fight with a feminist practice based on the defence of life, the changing of human and social relations and the conquering of rights”<sup>16</sup>.

Since 2004, women in the MMC have carried out various mobilisations related to this issue. Among these the destruction of eucalyptus shoots in an Aracruz nursery in Rio Grande do Sul (2006), at the same time that the FAO Seminar on Agrarian Reform and Rural Development was being held in the state capital. More recently it launched the National Campaign for the Production of Healthy Food, with the slogan “Produce healthy food, take care of life and nature!” According to Paulilo (2009), what distinguishes MMC from the other movements is precisely this emphasis on questions considered to be domestic, both by trade unionism and by MST:

This emphasis is reflected both in the form of internal organisation, which is less hierarchical, less institutionalised and more sexist, and in the character of its public manifestation, made less in the name of a “class” and more in function of what directly affects rural women on a daily basis. (Paulilo 2009, 197)

Also according to this author, this fact is of great importance, since it points to the politicisation of daily life and the radicalisation of the posture of women:

It is the concern with health and alimentation of the family that is leading MMC to making radical postures, some public (and very “publicized”) against hybrid seeds, genetically modified foods, agro-toxins and reforestation. (Paulilo 2009, 198)

During the 1990s many other rural women’s organisations emerged, based on specific questions and identities, such as the National Council of Indigenous Women, the Fisherwoman’s Association, the Secretariat of Rural Women Extractive Workers (linked to the National Council of Rubber Tappers), the organisation of Quilombola Women, and the *Babaçu* Movement of Coconut Breakers, an inter-state organisation whose principal demand is free access to the *babaçu* forests. The Movement of Rural Women Workers of the Northeast also has strong ties with rural trade unionism. It originated in a women’s organisation from the central *sertão* of Pernambuco; although it had many points in common in terms of the defense of women’s rights, it did not align itself politically with Via Campesina.

<sup>16</sup> [www.mmcbrasil.com.br](http://www.mmcbrasil.com.br)

In all these organisations questions of gender mixed in a specific manner with pre-existing organisational traditions.

### **Issues and demands**

As has already been mentioned, women's mobilisations initially focused on certain issues which implied their recognition as workers, and overcoming what several women's representative bodies called the invisibility of their work, generally considered as help. This recognition was fundamental in the consolidation of the demand for social insurance rights and for joint ownership of the land. Another important type of recognition was the possibility of trade union affiliation, and after 1998 the establishment of quotas in trade union directorates. These aspects were central for the raising of specific women's issues within trade unionism (in its various political versions) and came to be part of their demands. Nevertheless, many of these could not be fully carried through, due to women's lack of documentation. As a result, the National Articulation of Rural Women Workers launched a national campaign in 1997, using the slogan "Having documents is a right." Women linked to MST also participated (Deere 2004; Cordeiro 2007). This campaign was adopted by the Brazilian state in 2004, in the Ministry of Agrarian Development's Program for the promotion of equality in gender, race and ethnicity.

Nevertheless, as highlighted by Torrens, based on research carried out by Deser (Department of Rural Trade Union Studies), a non-governmental organisation which assists CUT affiliated trade union in the south of Brazil, during the work carried out by the campaign, the local coordinators faced enormous difficulties in placing these priority activities on trade union's agendas. As a result, it was found that, principally from the second year of the campaign onwards, many of the planned activities had not been implemented in most of the municipalities involved in this work. This especially prejudiced the objective and results traced by the Regional Coordination. In practice, despite all the attempts to reorient the actions of the campaign, the effects and impacts related to the expansion of access opportunities of women farmers to social, economic and political rights were very limited (Torrens 2005, 100).

The same author emphasises that the southern trade unions lacked work that valorised the participation of women farmers in decision making spaces and not just as labour in these production processes. This perhaps



can be attributed to the presence of a conception that gives greater emphasis to actions in the economic field than to ones that emphasise the construction of citizenship or the winning of social rights (Torrens 2005,102).

Despite these difficulties, due to the pressure of women over recent decades, legislation was enacted for constitutional rights which required special norms to be implemented (as in the case of maternity benefit, in 1994), credit policies for women farmers were implemented (Pronaf Mulher, 2003), and stimuli for the productive organisation of rural women were created, in order to generate income and thus give them greater autonomy in relation to the use of money (Bruno *et al.* 2010). In addition, a Gender Work Group was established in the Mercosul Specialised Meeting on Family Agriculture. All of these are important indications that the question has been gaining space on the political agenda and is being incorporated in governmental public policies.

Nevertheless, perhaps what has most mobilised women has been the right to land, something that arose out of the intensification of the creation of rural settlements. It was proposed on the one hand that the land titles which were to be distributed should be issued in the name of the couple, irrespective of the marital status of the beneficiary; and on the other hand, that the rights to the land of women heads of families (widows, separated women, single mothers) be recognised, and that they be entitled to receive assistance created to help settled families, such as installation assistance, housing, credit, etc. According to Deere (2004), this demand was most persistently articulated by women linked to Contag and became an object of intense discussion in the First National Seminar of Rural Women Workers in 1988<sup>17</sup>. As has already been mentioned, only later was this incorporated by MST.

## Conclusion

During the last 30 years, the struggles of Brazilian rural women have been marked by a strong interface with the more general struggles of rural workers. Initially related to more specific issues (social insurance rights, health, access to land) the agenda gradually expanded, at the same time as

<sup>17</sup> A possible hypothesis for this is the fact that male migration in search of work in other regions is very common, especially in the poorest parts of the country. In these cases women assume responsibility for the family, but without the corresponding rights to such social position.

local movements multiplied, accompanying the general tendencies of rural struggles in Brazil. Starting from struggles to extend the rights that male urban workers already enjoyed to the countryside and to women, rural workers gradually came to question the agriculture model, placing on the agenda issues such as the defence of agro-ecological production, food sovereignty and criticism of agribusiness.

The gender agenda was intimately related to the agenda of very different movements, accompanying their diversity, alignments, conflicts and tensions. This gave it a new shape, to the extent that it articulated gender and class. However, this was done through prior political alignments that were reflected even in the construction of the nomenclature, as in the case of the opposition between workers and peasants or even family farmers and peasants. As noted by Bordalo (2006), it also indicated differentiated forms of action and opposition between distinct forms political cultures, involving regions that have been at the head of this organisational process (the South and the Northeast).

These developments triggered new disputes, but also allowed, considering the competitive field in which they occur, for issues to circulate from one agenda to another.

Finally, it is important to emphasise that recognition in itself does not guarantee the implementation of rights. Cases where they clash with custom are not rare, meaning that the analysis has to deal with various spheres simultaneously: that of the public discourse of leaderships, that of mobilised women and that of daily practices and the way that these spheres are interrelated and produce new conflicts, which range from the domestic sphere to the conditions of food production.

## References

- Abreu e Lima, M. do S. 2003. *Construindo o sindicalismo rural. Lutas, partidos, projetos*. Recife: Editora da UFPE.
- . 2010. As mulheres no sindicalismo rural. In *Agricultura familiar e gênero: práticas, movimentos e políticas públicas*. P. Scott and R. Cordeiro. Recife: Editora da Universidade Federal de Pernambuco. 2<sup>a</sup>. Ed.
- Barbosa, R. S. 2010. *Entre igualdade e diferença: processos sociais e disputas políticas em torno da previdência social rural no Brasil*. São Paulo: Anablume.
- Bordalo, C de A. 2006. Camponesas e trabalhadoras rurais: uma análise de duas tradições de participação e representação política. In: *Congresso LatinoAmericano de Sociologia Rural, 7*. Downloadable from [www.alasru.org/cdalasru2006](http://www.alasru.org/cdalasru2006)

- . 2009. Camponesas e trabalhadoras rurais: uma análise de duas tradições de participação e representação política. Texto apresentado ao Congresso da LASA, Rio de Janeiro.
- Bourdieu, P. 1989. *O poder simbólico*. Lisboa: Difel/Bertrand Brasil.
- Brumer, A. 2002. Previdência social rural e gênero. *Sociologias*. 4(7), jan-jun. Porto Alegre.
- Bruno, R., Medeiros (de), L. S., V. J. Wesz Júnior, L. Medeiros Jalil, T. Castro Duarte, C. Araújo Bordalo, M. de A. Arias Guevara, M. Miná Dias. 2010. *Perfil de mulheres beneficiárias das políticas de acesso à terra e dos grupos produtivos localizados nos Territórios da Cidadania*. Relatório de pesquisa. IICA/Redes.
- Caldart, R. 2000. *Pedagogia do Movimento sem terra*. Petrópolis: Vozes.
- Cefai, D. 2009. Como nos mobilizamos? A contribuição de uma abordagem pragmatista para a sociologia da ação coletiva. *Dilemas. Revista de Estudos de Conflitos e Controle social*. 2(4). Rio de Janeiro: IFCS/UFRJ.
- Champagne, P. 1998. *Formar a opinião. O novo jogo político*. Petrópolis: Vozes.
- Contag. 1980. *As lutas camponesas no Brasil*. Brasília: Contag.
- Cordeiro, R. 2007. Vida de agricultoras e histórias de documentos no Sertão central de Pernambuco. *Estudos Feministas*. 15(2): 240, maio-agosto. Florianópolis. CUT/Contag.
- CUT/Contag. 1998 *Desenvolvimento e sindicalismo rural no Brasil*. Brasília: CUT/Contag.
- Deere, C. D. 2004. Os direitos da mulher à terra e o movimentos sociais rurais na reforma agrária brasileira. *Estudos Feministas*. 12(1): 360, janeiro-abril. Florianópolis.
- Esterci, N. 1991. Sindicalismo e luta por terra. In *Cadernos do CEDI, 21, Sindicalismo no campo. Reflexões, balanços, controvérsias*. CEDI: Rio de Janeiro.
- Fernandes, B. M. 1996. *MST, formação e territorialização*. São Paulo: Hucitec.
- Gomes da Silva, B. 2008. A marcha das Margaridas. Resistências e permanências. Dissertação de Mestrado. Brasília: UnB/Departamento de Sociologia.
- Gonçalves, R. 2009. (Re) politizando o conceito de gênero: a participação política das mulheres no MST. *Mediações*. 14(2). Londrina.
- Heredia, B. and R. P. Cintrão. 2006. Gênero e acesso a políticas públicas no meio rural brasileiro. *Revista NERA*. 9(8).
- Jalil, L. M. 2009. Mulheres e soberania alimentar: a luta pela transformação do meio rural brasileiro. Dissertação de Mestrado. Rio de Janeiro: CPDA/UFRRJ.
- Martins, J. de S. 1981. *Os camponeses e a política no Brasil*. Petrópolis: Vozes.
- Medeiros (de), L. S. 1989. *História dos movimentos sociais no campo*. Fase: Rio de Janeiro.
- . 1995. Lavradores, trabalhadores agrícolas, camponeses. Os comunistas e a constituição de classes no campo. Tese de doutorado. Campinas: IFCH/UNICAMP.
- . 2001. Sem terra, assentados, agricultores familiares: considerações sobre os conflitos sociais e as formas de organização dos trabalhadores rurais brasileiros. In *Una nueva ruralidad en America Latina?* (Org.) N. Giarraca. Buenos Aires: Clacso.
- . 2007. *Marcha das Margaridas: novas nuances na luta por direitos no campo*. São Paulo: Agência Carta Maior.

- Melucci, A. 1996. *Challenging Codes. Collective action in the information age*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Miele, N., L. Bandeira, R. Godoy. 1997. *Eu marcharei na tua luta! A vida de Elizabeth Teixeira*. João Pessoa: Editora Universitária UFPB/Manufatura.
- Novaes, R. R. 1997. *De corpo e alma. Catolicismo, classes sociais e conflitos no campo*. Rio de Janeiro: Graphia.
- Palmeira, M. 1985. A diversidade da luta no campo. Luta camponesa e diferenciação do campesinato. In *A Igreja e questão agrária*. (Org.) V. Paiva. São Paulo: Loyola.
- Paulilo, M. I. 2003. Movimento de mulheres agricultoras: terra e matrimônio. In *Agricultura e espaço rural em Santa Catarina*. (Orgs.) M. I. Paulilo and W. Schmid. Florianópolis: Ed. da UFSC.
- . 2009. Movimento das mulheres agricultoras e os muitos sentidos da «igualdade de gênero». In *Lutas camponesas contemporâneas: condições, dilemas e conquistas. Vol. 2*. (Orgs.) B. M. Fernandes, L. S. de Medeiros, M. I. Paulilo. São Paulo, Brasília: Editora UNESP, NEAD.
- Paulilo, M. I. and C. B. da Silva. 2010. Memórias de Luci Choinaski: histórias e lutas pelos direitos das mulheres camponesas. In *Gênero e geração em contextos rurais*. P. Scott, R. Cordeiro and M. Menezes. Florianópolis: Editora Mulheres.
- Rosa, M. de C. 2010. Encruzilhadas: acampamentos e ocupações na Fazenda Sarandi, Rio Grande do Sul (1962-1980). In *Ocupações e acampamentos. Sociogênese das mobilizações por reforma agrária no Brasil*. L. Sigaud, M. Hernandez and M. C. Rosa. Rio de Janeiro: Garamond.
- Sales, C. de M. V. 2007. Mulheres rurais: tecendo relações e reconhecendo direitos. *Estudos feministas*. 15(2).
- Schaaf (van der), A. 2003. Jeito de mulher rural: a busca de direitos sociais e da igualdade de gênero no Rio Grande do Sul. *Sociologias*. 5(10). Porto Alegre.
- Siliprandi, E. 2009. Mulheres e agroecologia: a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar. Tese de doutorado. Brasília: UnB/Centro de Desenvolvimento Sustentável.
- Tavares dos Santos, J. V. 1985. A gestação da recusa: o “colono retornado” dos projetos de colonização na Amazônia. In *Revoluções Camponesas na América Latina*. (Org.) J. V. Tavares dos Santos. São Paulo: Icone e Editora da Unicamp.
- . 1993. *Matuchos: Exclusão e luta (do Sul para a Amazônia Ocidental)*. Petrópolis: Vozes.
- Torrens, J. C. S. 2005. Oportunidades de inclusão e permanência da exclusão: Agricultoras familiares e movimento sindical rural no Sul do Brasil. In *II Encontro de Intercâmbio de Experiências do Fundo para Igualdade de Gênero no Brasil*. N. de Castro Zimmermann and T. Moreira. Canadian International Development Agency.

# **“Sugar coating”: the gender of structural violence in Sri Lanka’s sugarcane economy**

**Nandini Gunewardena**

## **Introduction**

This paper focuses on a case study of the social and economic transformations that occurred in the lives of rural women following the introduction of commercial scale sugarcane production on the island nation of Sri Lanka, a relative newcomer to large-scale sugar production. My research for this study spans over twenty years and focuses on Moneragala’s Southeastern district, the most impoverished region of the country and location of commercial sugar companies. Given the harsh lessons in colonial sugar production and Sri Lanka’s continuous production inefficiencies since it entered this economy, a recent bid to expand sugar production has sparked outcry among environmental and human rights activists, scholars and local civic groups all concerned about the environmental, economic, and social costs of commercial sugar plantations. They have pointed to problems such as continuous production inefficiencies, near-slave labour conditions, deepening poverty and the ecological implications (impact on biodiversity<sup>1</sup>, including the disruption of elephant migration

<sup>1</sup> World Wildlife International (WWI) has reported on the singular role of sugarcane plantations in incurring the “largest losses of biodiversity of any single agricultural product” (Martin, quoted in Cheesman 2005, xiii).

Gunewardena, N. 2011. “Sugar coating”: the gender of structural violence in Sri Lanka’s sugarcane industry. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 315-329. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l’UNESCO; Genève: IHEID.

routes as sugar plantations in Sri Lanka were established directly on these paths).

### **Background on commercial sugarcane in Sri Lanka**

During the 1980s, the government of Sri Lanka introduced sugarcane on a commercial scale, as part of its “import substitution” strategy, meant to save valuable foreign currency and spur rural development by creating opportunities for increased incomes, while generating employment. Unfortunately, over its thirty-year history, the sugar economy in Sri Lanka has yielded mixed results and benefited only a small percentage of the rural population, as I will demonstrate. For rural women, this economy has generated primarily seasonal, insecure and low-wage work, deepening gender disparities and creating new forms of disempowerment. While some negative end-results may be attributable to the nature of sugarcane production, as it requires extensive labour, and the particular agro-physiology of sugar cane, which calls for increasing agricultural inputs during each ratooning season to sustain yields, my research focuses on the gender transformations associated with these processes – which I hope to elucidate in this paper.

Ironically, similar patterns are evident across the 400-year span of large-scale sugar production in many parts of the world, in regions such as the Caribbean, Brazil, East Africa, Java and the Philippines. The work of scholars like Sidney Mintz (1986), Rhoda Reddock (1985), Shiasta Shameem (1996), Moses Seenarine (1990), Walter Rodney (1981) and more recent research conducted by Da Corta and Venkateshwarlu (1999)<sup>2</sup> have documented similar patterns of impoverishment and gender disempowerment associated with sugarcane as a commercial crop. Made ubiquitous through ancient trade routes, entrenched in the horrific

<sup>2</sup> Da Corta and Venkateshwarlu (1999) note that the greater participation of women in agricultural wage work in Andhra Pradesh, India, did not bring about a corresponding improvement in their household decision-making roles – referred to by the authors as the «Women’s Empowerment Paradox”. As such, women’s higher participation in remunerated and unpaid (i.e. family/household) agricultural work has been associated not with more, but with less autonomy and decision making power, as well as increased subsistence insecurities and social and economic dependence on males (Kennedy and Cogill 1988), often classified as the sole providers.

contingencies of the trans-Atlantic slave trade, and rendered essential to global consumption, this “white gold” of colonial and neoliberal enterprises carries the formidable symbolic burden of a commodity that has fuelled servitude, subordination and pauperisation. Haiti is a notable example of a colony that produced great wealth in the 1800s, but at its independence, save for a handful of families who became sugar barons of the island, the country was left destitute. Today, along with the demise of much of the country’s sugar production, migrant Haitian labourers provide ninety percent of the labour, on sugar plantations, in neighbouring Dominican Republic. They work and live in near slave-like conditions, are paid 3 USD per ton of cut-cane (Inter-American Commission on Human Rights 1999) and generate daily incomes that fall below the poverty line. Recent reports on child labour, especially with regard to girls at harvest, on sugar fields in Central America (Human Rights Watch 2004) provide further evidence that historic forms of gender servitude continue to be perpetuated in sugarcane as a commercial crop.

### **Theoretical framework**

In this paper, I examine the utility of the concept of structural violence for understanding the gendering of labour in commercial sugar production in historical and contemporary times. Johan Galtung advanced the notion of structural violence to refer to inequitable social arrangements and institutionalised practices that entail systemic violence, apart from overt physical violence. More recently, Paul Farmer popularised this concept through his analysis of structural violence as the root of poverty and destitution in Haiti, also manifested in largely unaddressed physical maladies that Farmer refers to as “pathologies of poverty”.

To date, the notion of structural violence has been a gender-neutral analytical construct, and the aim of this paper is to infuse it with an analysis of gender through this case study example. While gender relations in general are inherently imbued with structured power inequities, this case study offers a window for understanding how power is not simply a nominal phenomenon, but tends to be inscribed in violent practices, be they symbolic, material or physical. Such an analysis also calls for an interrogation of how rural production systems embody gendered fields of power. Therefore, in order to understand structural violence through the lens of gender, we need to examine the way gender is

inscribed in material manifestations (gender disparities in access), as well as in symbolic valuations constituted by a social signifying system, beyond basic analyses of gender roles in production. Sugar, in other words, cannot be construed merely as a food crop that serves as a sweetening agent – it is also imbued with symbolic value, accrued through historical exertions of power and subjugation. Such processes and valuations are evident in gender-specific labour arrangements, forms of labour deployment (i.e. slavery, bonded and indentured labour), types of remuneration, and discourses that are seemingly innocuous and rational.

I am suggesting that when we consider rural production systems, be they subsistence cultivation or commercial scale operations, in order to fully understand their gender differentiated implications, we must consider – aside from material differences that can include axes of power such as gender, class, caste and other social demarcations – the fields of power through which such production functions. As with other global commodities (Haugerud, Stone, and Little 2000), women's experiences in food production systems are shaped by the power vested in global agribusiness sometimes colluding with State neoliberal policies, and the value assigned to a food commodity juxtaposed with the marginal symbolic and economic value assigned to the rural periphery.

In this case, the commercial sugar economy of Sri Lanka has rendered the rural spaces it has incorporated into social sites where newly constructed symbolic, discursive and ideological meanings of masculinities have begun to circulate, making invisible women's work, household economic contributions, and decision-making, thereby inscribing their subordination. I am suggesting that these patterns reflect the dynamics and potency of the power invested in the sugar agro-industries as representative of modernity, progress and development, while contemporary national conceptualisations of gender are mobilised and manipulated in enacting these processes.

Power, as Foucault has helped us understand, is exercised in diverse ways, including the regulation and control of space. As Aihwa Ong has argued, "the control of space is a distinctive feature" (1991, 280) of the operations of power in the post-modern labour regimes. Foucault, as we know, illustrates the operation of power in the prison-industrial complex, while Ong applies it to export industrialisation. What I hope to illustrate with this case material is how commercial sugar operations evidenced similar practices, particularly through gendered forms of spatial regulation and control.



With regard to rural production systems, it is also important to consider the political ecology in which they are situated. If we use the feminist political ecology framework (Rocheleau *et al.* 1996), we can trace how the introduction of commercial sugar farming has affected the biodiversity of the region and compromised pre-existing ecologically viable livelihood strategies as well as indigenous gender constructs, resulting in gender-specific forms of social and economic disempowerment. Across world regions (as discussed by Hamilton 2000; Deere and León de Leal 1990) – i.e. Africa, India<sup>3</sup>, Latin America<sup>4</sup>, China), there are several examples of the way in which agricultural development efforts have misconstrued or blatantly ignored the pre-existing gender constructs in rural areas, including women's productive contributions and decision-making roles. Let us now turn to the case material that considers *chena* farming systems, a form of cultivation and shifting agriculture historically practiced in Sri Lanka and other regions in Asia.

### **Gender parity in *chena* farming systems**

The pre-existing gender constructs in the rural areas where sugarcane was introduced reflected a high degree of “parity”<sup>5</sup> commonly found in swidden farming systems elsewhere. In Sri Lanka, such gender parity is institutionalised in three ways: a) gender role complementarity and often interchangeability in the division of labour, locally referred to as *karata-kara* (shoulder to shoulder); b) joint household decision-making encoded in the recognition of dual household headship, locally referred to as *maha-denna* (the two-heads); and c) household fund-management relegated solely to women.

The shifting agricultural areas of Sri Lanka also adhere to an indigenous variant of law, Kandyan Law, which includes several norms and practices that allow women a great deal of autonomy. *Karata-kara* signifies the complementarity of gender roles in livelihood pursuits between a conjugal pair, the parallel responsibilities they bear in sustaining the household, as

<sup>3</sup> See Ganguly's (2003) discussions of the feminisation of agriculture in West Bengal.

<sup>4</sup> See for example Deere 2005; Arizpe and Botey 1987.

<sup>5</sup> I use the word “parity” to suggest that there are parallel sources of autonomy for women on par with men, but that this can not be read as an egalitarian system.

well as the value attached to women's productive contributions – considered essential for *chena*. In the local scheme of meanings, this labour arrangement recognises women's work as essential and valuable for the subsistence security of the household. The valuation of women's labour contributions are further inscribed in marriage forms common across shifting agricultural communities, and in this case as well, with bride-price rather than dowry systems being more common. In dowry systems, for example, women are considered a liability and thus marriage requires gifts from the bride's family to that of the groom to offset the shift in liability. In bride-price systems, it is the groom who offers the bride's family gifts and various services, in recognition of the loss of her labour to her natal family. In this case, a woman enters a marriage as an equal partner, embodied in the concept of *maha denna*, signifying a partnership in household decision-making. This partnership pattern has prevailed across indigenous rural areas of Sri Lanka. The significance of the notion of *maha denna* is that it does not contain the gender privileging embedded in the notion of a male household head or male provider.

The third feature, common in many parts of Southeast Asia, is the task of household fund management allocated to women who effectively hold the purse strings, allocating money for various expenditures – a tremendous source of social and economic autonomy for women.

The shifting agriculture areas of Sri Lanka also adhere to an indigenous variant of law, Kandyan Law, which includes several norms and practices that provide women with further sources of autonomy, such as equal inheritance rights; a woman's right to an independent income from her land, even within a marriage; and maintenance of her paternal sir name, even after marriage. These norms signify a woman's continued affiliation to her natal family, the absence of restrictions on her physical mobility and, as I mentioned earlier, the absence of dowry and associated expectations of virginity and chastity.

### **Bitter spaces: fields of power, fields as power**

Contravening these indigenous arrangements, commercial sugar operations introduced a gender stratified labour hierarchy, placing males in positions of sole authority and decision-making while relegating women to the lower-paid, casual and seasonal labour force. Over time, these practices at the sugar plantations had a spillover effect on neighbouring communities,

gradually eroding and undermining the pre-existing sources of gender parity among subsistence cultivating communities in the southwestern area of Sri Lanka.

These new fields of power that emerged through the incursion of the sugar economy led to dramatic reconfigurations of gender norms and relations in the area. One mechanism that permitted this process was the stamp of authority, vested in the sugar plantation and its personnel as a State-sanctioned national development company. Their higher social status and consequent power *vis-à-vis* the local communities were effective tools to signal the sugar plantation's gender hierarchical labour structure as the superior scheme. For local communities, perceptions of these hierarchical valuation schemes of male and female labour became the "modern" norm for gender relations both on the work site and in domestic arrangements. Associating plantation administrators with modernity placed subtle pressure on local settlers to acquiesce to these hierarchical gender norms and practices, lest they be branded as "backward", in much the same way that colonialist practices came to be emulated by native populations, as Fanon and others have elucidated.

A second field of power that merits consideration is the class and social differentiations between settlers from the southern, more "modernised" part of Sri Lanka and the subsistence villages of the Uva region. Because of the relative social power held by the more "modernised" southerners, their hierarchical gender norms were upheld as highly salient features to the extent that indigenous notions such as joint headship and female household fund management became perceived as "ancient" (read "backward" or "primitive") customs. Subsequently, even though women's labour is crucial on estate cane fields, it became de-valourised as unskilled, unproductive, and secondary, and as a result became under-remunerated and regulated by male supervisors.

### **Spatial control**

In general, given the time-sensitive nature and arduous and extensive labour demands of sugar production, from the planting to harvesting stages, sugarcane companies tend to impose strategies of spatial control, constant surveillance of work, expectations of rapid pace and high output, along with verbal admonishments and psychological pressure. On these site locations, such spatial control was introduced through the gender-

hierarchical occupational structure where males were hired for both supervisory positions and other higher status occupational categories, i.e., in the refining plant, for administrative work, and other “technical” categories (machine operators, tractor drivers and fertiliser sprayers). Males were also delegated the task of overseeing the work of women cane cutters, which included the distribution and collection of the cutting knives. Male labour was also exclusively deployed in the middle and higher-level administrative roles as well as in the lower echelons of field administration (manning the field offices responsible for land clearing, timely harvesting, and other tasks that ensure the smooth operation of the annual cycle of cane production).

Subsequently, even though women’s labour is crucial on estate cane fields, it became de-valourised as unskilled, unproductive and secondary, newly subordinated to regulation by male supervisors, and as a result, inequitably remunerated. Despite the arduous work that women undertook in various capacities, their wages were consistently lower than those of males. With wage inequities reflecting the lower valuation of women’s work, emergent discourses on women’s vulnerability further served in turn to naturalise their subordination.

Ironically, the managerial staff on the sugar estate also stated that they preferred women field workers because of an alternate construction of women workers as hard working, easy to manage (through discipline and control) and more compliant (or submissive). Managerial discourses that shaped women as a group that could be subjugated easily, added to the emerging local discourses that constructed women as powerless. These parallel discourses prevail in a delicate tension, informing us of how women subjects are newly constituted to reflect dominant configurations of power. Ultimately, allocating the arduous tasks such as planting, weeding and harvesting, primarily to women, reflects more than an occupational division of labour. It speaks to the power inflected in the positions of authority allocated to men, and consequently women’s disempowerment. Over time, these practices at the sugar plantations had a spillover effect on adjacent subsistence cultivating communities, gradually eroding and undermining the pre-existing sources of gender parity in inter-personal relations.

### **Bitter talk: discourses of dependence**

Contradictory to the visible evidence of women workers toiling in the estate cane fields year-round, a new discourse emerged constructing women as physically weak and unable to protect themselves from the dangers inherent in cane work. One male settler captured these sentiments as “woman’s inability to extricate herself from assault by man or beast,” referring to women’s vulnerability to predatory males and elephant encroachment on the cane fields. In this discourse, cane fields are constructed as dangerous terrain unsuitable for helpless women who need the protection afforded by male kin, who are allegedly superior in physical strength.

While they appear to be articulated with a sense of protectiveness, such discourses of female vulnerability allude more to the emerging constructions of female social, economic and physical dependence. The freedom of movement that women enjoyed in their villages of origin is not available in the settler villages of Pelwatte Sugar Corporation (PSC)<sup>6</sup>. Women settlers interviewed for this case study registered two areas of concern that effectively restrict their physical mobility: fear of the dangers of physical violation, as well as the potential tainting of their morality. “I am but a woman, I don’t know how to manage these things” claimed one very capable settler woman bemoaning the loss of most of her sugar harvest as a result of a brush fire in the cane fields. Her effort to characterise herself as a woman with limited power in the social context of the PSC sugar estate and the new sugar economy reveals the gender role expectations that are discursively constructed in this setting.

This strategy was useful not only to highlight her plight in this situation, but also to enlist the help of the PSC administrative hierarchy in resolving her dilemma. Even though her demeanour and conduct conveyed personal strength and courage, the verbalisation of helplessness served as an instrumental tactic because it was consonant with the

<sup>6</sup> *Editor’s note:* “The Pelwatte Sugar Corporation [began commercial operations] in 1986 under the management of Booker Tate, the biggest international sugar specialist in the world. Domestic sugar ventures were envisioned as part of the government’s adoption of import substitution. [...] PSC incorporated over 8,000 hectares of land. Two decades later, it is considered the primary commercial sugar production operation in Sri Lanka today.” (Gunewardena 2010, 377-378)

powerlessness she was expected to display. Women's internalisation of such characterisations, as evident in the above instance, afford them a measure of security, given that the cane fields of PSC have become a site for privileging male social and physical power. The discursive production of female vulnerability thus reinforces a new form of female dependence.

Constructing women as helpless subjects on the cane fields has had a spillover effect into the domestic arena, where women's financial contributions are increasingly dismissed as insignificant by males who claim sole household headship. This also leads to reduced participation in household decision-making as men claim household leadership as a strictly male domain and deride women's ability to make effective household decisions.

### **Sugar coating: the social mechanisms that confer structural violence**

Farming communities in this region of Sri Lanka were encouraged to shift to sugarcane as a commercial crop with the promise of lucrative returns. Yet, the outcome has been neither equitable nor uniformly favourable across participating communities. The power differences inherent in the structural location of local communities *vis-à-vis* large, well-established agribusiness operations placed the former in a clear position of disadvantage, with little power to negotiate the terms of their engagement in sugarcane production. Their occasional resort to acts of resistance (i.e., setting fire to the cane fields) was met with swift, punitive actions. It was upon the first protest by machete-toting male cane cutters in 1994 that administrators of the sugarcane plantation Booker Tate took an executive decision to transfer the role of field supervision to male community members while recruiting women exclusively for the task of cane harvesting.

Furthermore, as discussed above, from the perspective of the state as well as local communities, agribusiness operations are vested with far more value and power (Haugerud, Stone, and Little 2000) in comparison to the marginal symbolic and economic value assigned to the rural periphery – this kind of juxtaposition shapes the experiences of women in subsistence production systems.

## **Conclusion**

Contrary to the expectation that participation in commercial agriculture would provide women a source of independent income and empowerment, the introduction of sugar as a transnational agribusiness into Sri Lanka's previously subsistence economies has had a detrimental effect on women. Emergent gender reconfigurations and associated discourses dismiss the contributions women make to household income, contrary to pre-existing norms that assigned a high valuation to women's productive labour. The structuring of gendered labour hierarchies and wage differentials in globalised agriculture, and the ideologies of dependence and subordination they summon, means that mere access to a source of income is insufficient for empowering women. Moreover, focusing on income as the sole source of autonomy and empowerment obviates an understanding of cultural sources of valuation.

This paper has documented the shift in agricultural labour relations via the gender hierarchical configuration of production relations in commercial sugar plantations in southeast Sri Lanka. Despite the relatively high degree of pre-existing gender parity in this region, dominant conceptualisations of gender and notions of social hierarchy mobilised and manipulated by the sugar economy have set in motion a transformation of gender and labour relations and women's social position. I have traced the discursive production of distinctly gendered forms of power that confer uneven privileges in the sugar economy to the structuring of the sugar agribusiness PSC as a neoliberal capitalist enterprise that relies on a cheap and manageable labour pool. While the practices associated with appropriating land for PSC and the injudicious allocation of non-productive land to settlers have worked in tandem to create a semi-proletarianised labour force, it is the circulation of disempowering gender ideologies in the hiring practices and occupational structures of the sugar economy that have proved to be most detrimental to women.

The relative social status and economic power vested in PSC administration served as a discursive field for establishing a new form of gendered power relations. The associated discourses constructed only partial truths about local social/gender arrangements and cultivation practices, normalising males as the preeminent holders of agricultural knowledge, subsequently leading to women's increasing marginality, contrasted to men's growing centrality in the sugar economy. Ironically, the tendency of

rural populations to emulate the practices of urban and middle classes in a struggle to overcome their marginal social status has complicated these processes. Hegemonic gender constructs and associated practices are increasingly subscribed to by rural populations in attempts to shed their stigmatised social positioning in this deeply class-polarised society<sup>7</sup>. This nexus is the route through which a transformation of the pre-existing gender parity has been made possible, and a form of disempowerment of women based on structural violence has begun.

## References

- Abu-Lughod, L. 1990. The romance of resistance: tracing transformations of power through Bedouin women. *American Ethnologist*. 17(1): 41-55.
- Ahluwalia, P., B. Ashcroft and R. Knight 1999. *White and deadly: sugar and colonialism*. Commack, N.Y.: Nova Science Publishers.
- Arizpe, L. and C. Botey. 1987. Mexican agricultural development policy and its impact on rural women. In *Rural women and state policy*. (Eds.) C. D. Deere and M. León. 67-83. Boulder, CO: Westview Press.
- Bandarage, A. 1983. *Colonialism in Sri Lanka: the political economy of the Kandyan Highlands 1833-1886*. Berlin: Mouton Publishers.
- Bennett, L. 1992. *Women, poverty and productivity in India*. Economic Development Institute Seminar Paper No. 43. Washington, D.C.: The World Bank.
- Chatterjee, P. 2001. *A time for tea: women, labor and post/colonial politics on an Indian plantation*. Durham: Duke University Press.
- Cheesman, O. 2005. *The environmental impacts of sugar production: the cultivation and processing of sugar cane and sugar beet*. Wallingford, U.K.: CABI Publishing.
- Da Corta, L. and D. Venkateshwarlu. 1999. Unfree relations and the feminisation of agricultural labour in Andhra Pradesh, 1970-95. *Journal of Peasant Studies*. 26(2-3): 71-139.
- De Alwis, M. 1997. The production and embodiment of respectability: gendered demeanours in colonial Ceylon. In *Sri Lanka: collective identities revisited, Vol. 1*. (Ed.) M. Roberts. 105-144. Colombo, Sri Lanka: Marga Institute.
- Deere, C. D. 2005. *The feminisation of agriculture? Economic restructuring in rural Latin America*. Policy Report. UNRISD. Geneva: UNRISD.
- Deere, C. D. and M. León (Eds.). 1990. *Household and class relations: peasants and landlords in Northern Peru*. Berkeley: University of California Press.
- Dewaraja, L. 1999. Buddhist women in India and pre-colonial Sri Lanka. In *Buddhist women across cultures*. (Ed.) Karma Lekshe Tsomo. 67-77. Albany: State University of New York Press.

<sup>7</sup> While ethnic and political polarities are additional axes of the social hierarchy in Sri Lankan society, I refrain from including these in the present analysis, given that this research focused on an ethnically homogenous location.



- Fernandes, L. 1997. *Producing workers: the politics of gender, class, and culture in the Calcutta jute mills*. Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press.
- Gamburd, M. 2000. *The kitchen spoon's handle: transnationalism and Sri Lanka's migrant housemaids*. Ithaca, N' : Cornell University Press.
- Ganguly, A. T.S. (2003). Feminisation of India's Agricultural Workforce. *Labour Education*. 2003(2-3): 29-33. <http://ilo-mirror.library.cornell.edu/public/english/dialogue/actrav/publ/131/6.pdf>
- Grossholtz, J. 1984. *Forging capitalist patriarchy*. Durham, NC: Duke University Press.
- . 1992. Homestead Cultivation and Women's Income Generation. Research Report. Colombo, Sri Lanka: Mahaweli Agriculture & Rural Development Project, Development Alternatives Inc./USAID.
- Gunewardena, N. 2007a. Disrupting subordination and negotiating belonging: women workers in the transnational production sites of Sri Lanka. In *The gender of globalisation. Women navigating cultural and economic marginalities*. (Eds.) N. Gunewardena and A. Kingsolver. 35-60. Santa Fe: School for Advanced Research Press. Advanced Seminar Series.
- . 2007b. Reconstituting marginality: gendered repression and women's resistance. In *The gender of globalisation. Women navigating cultural and economic marginalities*. (Eds.) N. Gunewardena and A. Kingsolver. 293-299. Santa Fe: School for Advanced Research Press. Advanced Seminar Series.
- . 2007c. Gendering sugar: women's disempowerment in Sri Lankan sugar production. In *Women's labor in the global economy: speaking in multiple voices*. (Ed.) S. Harley. 221-245. New 'ork: Rutgers University Press.
- . 2010. Bitter cane: gendered fields of power in Sri Lanka's sugar economy. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*. 35(2): 371-396.
- Hamilton, S. 2000. The myth of the masculine market: gender and agricultural commercialization in the Ecuadorean Andes. In *Commercial ventures and women farmers: increasing food security in developing countries*. (Ed.) A. Spring, 65-87. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Hartemink, A. E. and A.W. Wood. 1998. Sustainable land management in the tropics: the case of sugarcane plantations. Paper presented at the 16th World Congress of Soil Science. International Society of Soil Science, Montpellier, France. <http://www.alfredhartemink.nl/PDF/1998%20-%20SLM%2016th%20WCSS.pdf>
- Haugerud, A, M. P. Stone and P. D. Little. 2000. *Commodities and globalisation: anthropological perspectives*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Hewamanne, S. 2003. Performing "dis-respectability": new tastes, cultural practices, and identity performances by Sri Lanka's free trade zone (FTZ) garment-factory workers. *Cultural Dynamics*. 15(1): 71-101.
- Human Rights Watch. 2004. *Turning a blind eye: hazardous child labor in El Salvador's sugarcane cultivation*. Report no. 1602. New 'ork, N' : HRW .
- Inter-American Commission on Human Rights. 1999. *Situation of Haitian migrant workers and their families in Dominican Republic, chapter IX*. <http://www.cidh.org/countryrep/DominicanRep99/Chapter9.htm>
- Jayaweera, S., M. Dias and N. Weerakoon Goonewardene. 1994. Women and poverty: the experience of the accelerated Mahaweli Development Programme

- in Sri Lanka. In *Gender, economic growth and poverty: market growth and state planning in Asia and the Pacific*. (Eds.) N. Heyzer and G. Sen. 206-246. New Delhi: Kali for Women.
- Kennedy, E. and B. Cogill 1988. *The case of sugarcane in Kenya. Part I. Effects of cash crop production on women's income, time allocation, and child care practices*. Working Paper no.167. East Lansing, MI: Michigan State University, Center for Gender in Global Context.
- Kurian, R. 1998. Tamil women on Sri Lankan plantation: Labour control and patriarchy. In *Women plantation workers*. (Eds.) S. Jain and R. Reddock, 67-89. New York: Berg Publishers.
- Larrahondo, J., C. O. Briceno, M. Rohas and M. Palma. 2006. Assessment of after harvest sucrose losses from sugarcane field to factory. *Sugar Tech*. 8(4): 233-8.
- Lynch, C. 1999. The good girls of Sri Lankan modernity: moral orders of nationalism and capitalism. *Identities: Global Studies in Culture and Power*. 6(1): 55-89.
- Mellor, J. W. 1976. *The new economics of growth: a strategy for India and the developing world*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- Marecek, J. 1999. Am I a woman in these matters? Notes on Sinhala nationalism and gender in Sri Lanka. In *Gender ironies of nationalism: Sexing the nation*. (Ed.) T. Mayer. 139-162. New York: Routledge.
- Mintz, S. 1986. *Sweetness and power: The place of sugar in modern history*. New York: Penguin Press.
- Obeyesekere, G. 1984. *The cult of the goddess Pattini*. Chicago and London: University of Chicago Press.
- . 1997. The vicissitudes of the Sinhala-Buddhist identity through time and change. In *Sri Lanka: Collective Identities Revisited, Vol. I*. (Ed.) M. Roberts. 355-384. Colombo, Sri Lanka: Marga Institute.
- . 2007. Colonial rape of Uva-Vellassa: Is history repeating itself? Online article accessed on <http://federalidea.com/focus/archives/79>
- Obeyesekere, R. 1992. The Sinhala literary tradition: polemics and debate. *South Asia Bulletin*. 12(1): 34-41.
- Ong, A. 1991. The gender and labor politics of postmodernity. *Annual Review of Anthropology*. 20: 279-309.
- Ortiz, S. 2002. Laboring in the factories and in the fields. *Annual Review of Anthropology*. 31: 395-417.
- Pigott, M. 2003. Global farm worker issues. *Rural Migration News*. 9(4). Online article accessed at: [http://migration.ucdavis.edu/rmn/more.php?id=785\\_0\\_5\\_0](http://migration.ucdavis.edu/rmn/more.php?id=785_0_5_0)
- Reddock, R. 1985. Freedom denied: Indian women and indentureship in Trinidad and Tobago, 1845-1917. *Economic and Political Weekly*. 20(43):WS-81.
- Rocheleau, D., B. Thomas-Slayter and E. Wangari. 1996. *Feminist political ecology: global issues and local experiences*. New York: Routledge.
- Rodney, W. 1981. *A history of the Guyanese working people*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Rosa, K. 1995. The conditions and organisational activities of women in free trade zones: Malaysia, Philippines and Sri Lanka, 1970-1990. In *Dignity and daily bread*. (Eds.) S. Rowbotham and S. Mitter. 73-99. London: Routledge.

- Seenarine, M. 1996. Recasting Indian women in colonial Guyana: gender, labor and caste in the lives of free and indentured laborers. Saxakali Publications. Webarticle accessed online at: <http://saxakali.com/saxakali-publications/recastgwa.htm>
- Shameem, S. 1990. Girmitiya women in Fiji: work, resistance and survival. In *Labour in the South Pacific*. (Eds.) C. Moore, J. Leckie and D. Munro. 148-154. Townsville: James Cook University of Northern Queensland.
- Wolf, D. L. 1992. *Factory daughters. Gender and household dynamics in Java*. Berkeley: University of California Press.



# **Soberanía alimentaria. Experiencia de resistencia de las mujeres campesinas de Inzá Tierradentro, Colombia**

**Alix Morales**

*“Un pueblo subsistirá la peor de las guerras y las circunstancias si tiene la capacidad de producir y transformar sus alimentos”*

Jhoana Saavedra

Comité de mujeres de la Asociación Campesina de Inzá Tierradentro

## **Inicio de nuestra historia**

En abril del año 2001 un grupo de mujeres campesinas nos reunimos en la comunidad de San Isidro, preocupadas de ver solamente cafetales y no tener ni un tomate, una cebolla o una gallina para alimentar a nuestras familias. Mientras esperábamos a otras compañeras, doña Gladys, una mujer madura, cabello negro y ojos grandes, le decía a don Lorenzo, su marido:

Mijo, queda el almuerzo hecho, cuando lleguen los niños de la escuela les sirve y luego les ayudas a hacer las tareas, se los recomiendo. ´o estaré en el salón comunal con las demás mujeres porque queremos planear como producir nuestra propia comida y no tener que estar comprando todo en las tiendas.

Morales, A. 2011. Soberanía alimentaria. Experiencia de resistencia de las mujeres campesinas de Inzá, Cauca, Colombia. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C.Verschuur. 331-340. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

La deficiencia de alimentos en una zona campesina es una circunstancia irónica, por esta razón nos planteamos la siguiente interrogante ¿Qué podemos hacer las mujeres campesinas, desde nuestros territorios para enfrentar las políticas impuestas por el sistema capitalista que atenta contra nuestro modo de vida y nuestra soberanía alimentaria?

Para dar respuesta a este enunciado es importante que todas y todos nos ubiquemos en el contexto.

### **Inzá Tierradento**

Inzá es un territorio pequeño, distante de la ciudad y olvidado por el Estado Colombiano. Está ubicado en la región de Tierradentro, nororiente del departamento del Cauca. Su población es de 29,000 habitantes, indígenas y campesinos. Su extensión es de 700 km<sup>2</sup>, de los cuales el 70% son páramos y bosques andinos.

La actividad económica es la agricultura, principalmente el café; sin embargo, la producción de alimentos es poca debido a la prioridad dada al café y al limitado acceso a la tierra, pues el 95% de las familias vivimos en minifundios de menos de tres hectáreas.

La tenencia de la tierra no es el único problema del campesinado del municipio. El derecho a la salud es vulnerado, evidenciado en la falta de acceso a los servicios de atención médica, y los altos niveles de desnutrición en niños, niñas y adultos mayores. Esta situación empeora con el deficiente saneamiento básico (agua potable y alcantarillado), que es la causa principal de otros problemas de salud pública como las enfermedades gastrointestinales y de la piel, entre otras.

En el sector educativo, las dificultades son alarmantes; se destaca la mala calidad de la educación, la ausencia constante de profesores, la deserción escolar, debido a la incorporación temprana de los niños y niñas a la vida laboral y a las pocas oportunidades para ingresar a la educación superior.

Además, nos vemos enfrentadas a un grave problema social, revelado en los altos índices de violencia intrafamiliar y de género, que afectan de manera directa la vida y la integridad de las mujeres del municipio.

Por otro lado, es pertinente aclarar que Inzá es un territorio donde la organización social tiene un gran avance, pues la mayor parte de la población se encuentran agrupada de acuerdo a su identidad o a sus convicciones. Los indígenas integrados en la Asociación de cabildos indígenas Juan Tama, los y las campesinas en la Asociación Campesina de Inzá Tierra-

dentro, ACIT, y dentro de esta última, el Comité de Mujeres, CM. El Comité de Mujeres tiene un promedio de 350 mujeres, con un gran reconocimiento en el nivel regional y nacional por su capacidad de convocatoria y movilización social.

### **Qué es soberanía alimentaria para las mujeres campesinas**

Con estos antecedentes y buscando dar respuesta a la pregunta inicial, empezamos a conversar entre nosotras, en el Comité de mujeres, sobre nuestras diferentes opiniones frente a lo que para cada una es la soberanía alimentaria. Doña Lucinda, lideresa del Comité de mujeres, de forma muy acertada dijo:

Nosotras aquí todo lo que hacemos va encaminado a defender nuestro territorio y nuestros productos. Desde mantener el terreno, producir y consumir lo nuestro, son acciones de soberanía alimentaria, hacemos resistencia a los productos industrializados que traen tanto químico, mantenemos las familias unidas y la organización sale adelante, aquí las mujeres somos importantes por hacer lo que hacemos.

Teniendo en cuenta diversos conceptos como este, nuestra experiencia de resistencia puede comprender y discutir la propuesta de soberanía alimentaria expresada por Vía Campesina, según la cual la soberanía alimentaria es “el derecho de los pueblos para definir con autonomía su política alimentaria y agraria, la necesidad de asegurar la satisfacción interna de la demanda de alimentos con producción nacional y el papel protagónico de los campesinos y campesinas en la producción de los alimentos”. Este concepto, a diferencia de la seguridad alimentaria, sobrepasa la simple necesidad de suplir el acceso físico y económico a alimento suficiente, seguro y nutritivo, para satisfacer necesidades alimenticias y sus preferencias, con el objeto de llevar una vida activa y sana (FAO 1996).

La soberanía alimentaria está sustentada en cuatro pilares fundamentales (Vía Campesina):

- 1) el derecho a la alimentación y el acceso a los recursos productivos;
- 2) la promoción de una producción agroecológica;
- 3) la promoción y protección de los mercados locales;
- 4) el cambio de las reglas del mercado internacional.

Nos identificamos con esta propuesta porque además de hacer oposición a los actuales acuerdos comerciales, sustentados en las teorías neoliberales donde los alimentos son vistos como una mercancía generadora de ingresos, es una propuesta promovida por organizaciones sociales con una visión alternativa a la de los gobiernos de la región, orientada por el principio de la agro-ecología.

A partir de esta aclaración describiré la experiencia de resistencia de las mujeres campesinas de Inzá.

### **La experiencia de resistencia de las campesinas en Inzá**

Para las mujeres campesinas, la complejidad de la soberanía alimentaria nos puso en actitud de defender la producción de alimentos, recuperar los productos nativos, las semillas, los saberes, los sabores y hacer memoria histórica para reencontrarnos con nuestra identidad y nuestro territorio. Por lo tanto, iniciamos un trabajo de formación-concientización, abordando el tema de soberanía alimentaria desde nuestro contexto, intentando una metodología que dé cuenta de nuestra realidad social, integrando lo económico, lo cultural, lo político y la pertinente mirada de género.

Hemos desarrollado esta experiencia la por medio de escuelas de formación, talleres de capacitación y espacios prácticos como las huertas, las cocinas, los restaurantes escolares y los lugares de trabajo. Hemos implementado estas actividades, progresando de forma constante y progresiva a medida que nos cualificamos, apoyándonos en diferentes experiencias, haciendo investigación y participando en espacios de intercambios con organizaciones de nivel nacional e internacional.

Pensamos que para las mujeres el camino de la dignidad pasa porque todos y todas escuchen nuestra propia voz, respetando la autonomía de nuestras organizaciones, tejiendo relaciones honestas, amorosas, equitativas y respetuosas basadas en la libertad y en el apoyo mutuo... Porque mientras los gobiernos y el Estado trabajan para los intereses de los más ricos, nosotras, las mujeres, campesinas, indígenas, negras, trabajadoras del hogar, obreras, maestras, profesionales, empleadas, nosotras todas, vamos a seguir trabajando y caminando paso a paso hacia la dignidad. (Comité de Mujeres de la ACIT y Colectivo Feminista Proyecto Pasos 2008, 38)



Estas razones son el punto de partida para poner en marcha la estrategia de soberanía alimentaria desde nuestras posturas y nuestros escenarios.

## **Motivaciones**

### ***Desde lo personal***

Partimos de la preocupación por solucionar el déficit de alimentos, por la necesidad de crear espacios para nosotras, para aprender cosas nuevas y compartir lo que sabemos con las otras. Partimos también de la necesidad de independencia ; esta es entonces una propuesta libertaria y emancipadora donde las mujeres nos empoderamos de nuestros propios asuntos.

### ***Desde el ser madres y campesinas***

La soberanía alimentaria va ligada al concepto de territorio y desde nuestra cotidianidad en espacios de discusión se logró hacer un concepto del territorio de las mujeres campesinas.

El territorio... es nuestro cuerpo, es el lugar donde habitamos, con el que nos identificamos. Es donde están nuestros recuerdos, donde construimos presente y proyectamos nuestros sueños, es el lugar en que se comparte, se cultiva, se saca el alimento, se trabaja de acuerdo a nuestras costumbres campesinas, es el lugar que protegemos, donde está nuestra familia, el que nos despierta emociones y sentimientos, donde construimos relaciones con la naturaleza con la comunidad y conmigo misma: Porque el territorio es memoria y la memoria soy yo.<sup>2</sup>

### ***Como parte de un colectivo***

Esta propuesta del Comité de mujeres despierta bastante interés entre las otras mujeres. Los resultados del trabajo del Comité facilitan la gestión de proyectos productivos, motivando a otras mujeres a organizarse. Esto permite ganar espacios de incidencia política en las comunidades y en el municipio. Al mismo tiempo abre las puertas en espacios de formación desde la participación en diferentes eventos a nivel regional, nacional e internacional, donde nos cualificamos y apropiamos de las prácticas y los discursos.

<sup>1</sup> Comité de Mujeres de la ACIT. Talleres de Memoria Histórica y territorio abril del 2010.

Para poner en marcha la estrategia desarrollamos gran cantidad de actividades, que nos arraiga al territorio desde nuestra identidad campesina y nos obliga a tomar posición, desde nuestra vida privada hasta en lo público y frente a las políticas impuestas por el gobierno, con los acuerdos de libre mercado y la política de apertura económica.

## **Nuestras actividades**

Todas las actividades desarrolladas dentro de la estrategia de soberanía alimentaria nos llevan a resistir en el territorio y a defender las formas de producción. Además, estando ligadas a la siembra y la cosecha, nos permite defender, desde nuestra identidad campesina, la única opción de mantener alimentos en todo tiempo, garantizándonos sobrevivir en tiempos de guerras, bloqueos y hambrunas.

Estas actividades son:

### ***Construcción de huertas***

Las huertas, tanto individuales como colectivas, son espacios donde se cultiva una variedad de productos para la alimentación tanto de las familias como para el mercado local. Son también espacios políticos de encuentro, para compartir saberes, para soñar y tejer redes de solidaridad.

De igual forma se organiza la crianza de animales o de especies menores como cerdos, gallinas, conejos, curíes, etc. que complementan la alimentación aportando las proteínas necesarias.

### ***El cuidado y la preservación de las semillas***

Últimamente se había dejado la selección de semillas en manos de los abuelos y abuelas quienes guardan, preservan, escoden de sus cosechas los mejores granos en condiciones específicas. Ahora estas semillas también están en nuestras manos, para mantenerlas, preservarlas y recuperar algunas que ya se creían desaparecidas. Doña Gladys Mulcue, lideresa del Comité de mujeres, dice :

Cuando cultivo dejo los mejores granos para volver a sembrar: el sistema para mantener las semillas es muy sencillo, yo siempre acostumbro echar los granos seleccionados en un tarro o un frasco con tapa, les echo aceite para que no les caiga polilla. Desde niña veía a mi abuela y mi mamá hacer todo este proceso. Desde ellas tengo semillas nativas, muy buenas, por eso dan cosechas abundantes.

### **Transformación de los productos**

Cambiar o recuperar los hábitos alimenticios y mantenerlos a pesar de la insistencia de los medios masivos de comunicación con la comercialización de productos transformados, es una ardua tarea, realizada por el Comité de Mujeres. Por esta razón es muy normal escuchar de las mujeres que

la variedad de cultivos que producimos y las diversas formas de utilizarlos hacen que se puedan alimentar nuestras familias con tranquilidad, gracias a la gran cantidad de preparativos que hacemos entre los que se pueden contar: tortas, pan, dulce, natilla, sopas, ensaladas, jugos, cremas etc. Algunas personas dicen tener entre 40 o 50 recetas de cocina.

### **La formación o capacitación**

Para las mujeres, producir su comida es algo natural, es una actividad del cotidiano de su identidad campesina, pero tener conciencia de la importancia que tienen las formas de producción, el manejo de las semillas, los suelos, los recursos naturales y las formas de transformar sus alimentos tiene un valor político importante.

Este valor tiene su anclaje en nuestra identidad de campesinas que hemos ido adquiriendo y fortaleciendo en la ACIT y en el Comité de Mujeres, a lo largo de diferentes espacios de formación que han permitido concientizarnos.

Esta formación ha sido integral y recíproca desde las técnicas y las prácticas apoyadas con algunas mujeres o compañeros que se han capacitado. Hemos logrado recuperar, a través de las historias de vida de los abuelos y las abuelas, los saberes y costumbres compartidos que para el Comité de mujeres tienen un valor relevante y significativo. Por eso algunas de ellas dicen: "...yo en el Comité, he podido compartir lo que sé... He enseñado muchas cosas a las cuales antes no les daba importancia. Es bonito saber cosas para compartir. También he aprendido técnicas, recetas y trucos de producción para preparar abonos orgánicos y formas de sembrar"<sup>3</sup>.

### **Eventos de visibilización**

Hemos realizado Campañas por la soberanía alimentaria del 2004 al 2005, con espacios de formación sobre el TLC (Tratado de libre comercio), el

<sup>3</sup> Entrevista, Lucinda Cuchimba, grupo Mujeres Bajo Belén, Comité de Mujeres de Inzá, 18 noviembre de 2008.

ALCA (Area de libre comercio de las Américas), los transgénicos, los valores nutricionales de los productos nativos, etc., y talleres prácticos de preparación de alimentos y cuidado de las semillas.

Hemos organizado eventos políticos de intercambio de saberes y sabores, ferias agro alimentaria, intercambio de semillas, con participación de mujeres campesinas e indígenas de Inzá y de otros municipios de la región.

Luego de realizar por mucho tiempo actividades como éstas, es pertinente relacionar la incidencia política teniendo en cuenta los diferentes escenarios y las posturas donde nos ubicamos las mujeres campesinas.

## **Incidencia política desde la soberanía alimentaria**

### ***Incidencia en lo personal***

Se refleja en la autonomía de nuestras vidas, mejorando la autoestima desde el conocimiento y reconocimiento de nuestros derechos; en el empoderamiento, utilizado para tomar decisiones sobre nuestro cuerpo, los espacios y los tiempos ; en la independencia económica, desde donde podemos obtener un poco de recursos para nosotras y decidir qué cultivar y cómo hacerlo; en el equilibrio en las labores domésticas, encontrando apoyo en nuestros compañeros, hijos e hijas ; en la disminución relativa del machismo en nuestras familias.

### ***Incidencia en lo comunitario y lo colectivo***

Hemos logrado empoderamiento, participación y reconocimiento, que nos ha permitido llegar a las juntas de acción comunal, donde se construyen las bases para las políticas públicas, la construcción de los planes de desarrollo. Frente a la organización campesina hemos logrado incidir en la junta directiva y los espacios de decisión política.

### ***Incidencia en lo productivo***

Hemos incidido en la alimentación, mejorando la nutrición y la salud de de las familias, en los mercados locales, en las formas de siembra, de cosecha, en los menús de los restaurantes escolares y los diferentes espacios colectivos.

### ***Incidencia en los espacios de formación***

La incidencia es desde el punto de vista del crecimiento personal, cualificándonos y empoderándonos. Este conocimiento nos ha convertido en

sujetas de derechos. La participación se ha realizado haciendo aportes políticos en los debates internos de nuestra organización y posicionándonos en espacios participativos en los niveles regional y nacional.

## **A manera de conclusión**

Primero, es importante reconocer que la estrategia de soberanía alimentaria desarrollada por las mujeres campesinas ha sido la base fundamental del proceso político organizativo de la Asociación Campesina de Inzá Tiedentro, ACIT.

Ahora, con las múltiples actividades que realizamos las mujeres hemos logrado desde la estrategia de soberanía alimentaria afectar los espacios privados, posicionando nuestro trabajo de madres y compañeras como un trabajo político, de diálogo y negociación, de discusión permanente y de reproducción de saberes, donde la división del trabajo ha mejorado en el sentido que nuestros hijos e hijas y compañeros nos apoyan en las labores domesticas. Estos espacios ganados dentro de nuestros hogares se reflejan en el desempeño de las mujeres en actividades comunitarias y sociales en diversos espacios y niveles, reivindicando el papel de las mujeres en la ruralidad, reforzando nuestra identidad y creando vínculos directos con el territorio. Por otro lado, nos ha servido de derrotero en la construcción de propuestas políticas de resistencia en el territorio, con gran incidencia en lo regional y lo nacional, enfocada desde el respeto por los recursos naturales, el rescate de las semillas y los productos nativos, generando amplios espacios de discusión sobre el tema.

Otra forma de demostrar el liderazgo de las mujeres del sector campesino es por medio de la capacidad de convocatoria. Cuando realizamos eventos del nivel municipal o regional la participación de las mujeres es amplia y activa; cualquier mujer de base tiene la capacidad de expresarse sobre los temas trabajados.

Cabe destacar que en el transcurso de los diez años de trabajo, el Comité de Mujeres ha realizado cinco eventos representativos con participación de más de mil quinientas mujeres en cada uno de ellos. Es importante mencionar que a estos eventos les precedieron campañas de formación y prácticas comunitarias o regionales sobre los temas de interés de las mujeres. Para clausurar cada una de estas campañas, se realizó un evento o un acto político.

Estas manifestaciones garantizan un real aprendizaje de las mujeres y los hombres del sector campesino que participan en las campañas.

La estrategia de soberanía alimentaria, a través de la formación en derechos, ha hecho que las mujeres nos transformemos en sujetas políticas con capacidad de discernir sobre las políticas del Estado y los programas sociales nacionales ejecutados por el municipio, utilizados como herramientas para adquirir votos y mantener un gobierno populista y que no se preocupa de la población rural del país. Desde este punto de vista, a partir de la soberanía alimentaria el Comité de Mujeres ha logrado incidir en espacios políticos de decisión, a través de la integración en los comités locales de veeduría y seguimiento, en las juntas de acción comunal, en la coordinación de los programas sociales. Cada uno de estos espacios afecta decisiones locales y comunitarias donde las mujeres desde el conocimiento de los derechos y el reconocimiento de la violación de éstos, intervienen e inciden. Para las mujeres del sector campesino el objetivo no está dirigido a ocupar cargos de poder en el nivel local, pero sí es claro que es un movimiento social que está en pie de lucha por la defensa de sus derechos, su territorio y por permanecer en él (Morales 2009, 54-55).

Finalmente, hago una invitación a todas las mujeres del mundo para que soñemos desde nuestra complicidad, juntándonos, empoderándonos, ejerciendo nuestro estatus de sujetas de derecho y tejiendo redes universales, retomando nuestro ser como mujeres y madres. Teniendo claro que “las transformaciones se construyen con propuestas de mujeres” podremos transformar desde nuestra cotidianidad este universo por uno más justo y equitativo donde podamos juntarnos y vivir dignamente todas y todos, porque “un pueblo subsistirá la peor de las guerras y las circunstancias si tiene la capacidad de producir y transformar sus alimentos” (Morales 2009).

## Referencias bibliográficas

- Comité de Mujeres de la ACIT y Colectivo Feminista Proyecto Pasos. 2008. *Juntando Pasos hacia la Dignidad*.
- FAO. 1996. *Informe de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación*. WFS 96/REP.
- Morales, M. A. 2009. Mujeres campesinas, soberanía alimentaria e incidencia política desde Inzá Tierradentro Colombia: ¿Un proceso de resistencia alterglobal o una opción de vida?. Trabajo de investigación. IMAS 2008-2009. Ginebra: IHEID. Vía Campesina. <http://www.viacampesina.org/sp/>

# **Deux approches pour lutter contre la faim et la discrimination contre les femmes : le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire**

**Christophe Golay**

## **Introduction**

À cinq ans de l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement, force est de constater que plusieurs des objectifs fixés ne seront certainement pas atteints. Le premier de ces objectifs, qui vise à réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici 2015, semble hors d'atteinte depuis la crise alimentaire qui a éclaté en 2007 et 2008 (Golay 2010). Mais même avant la crise alimentaire, les progrès réalisés dans la lutte contre la faim étaient bien trop faibles pour espérer atteindre le premier Objectif du Millénaire en 2015.

Dans cette contribution, nous commencerons par présenter la faim dans le monde et la discrimination contre les femmes dans l'accès à l'alimentation (I). Nous proposerons ensuite deux approches qui permettraient de lutter plus efficacement contre la faim et la discrimination contre les femmes: le droit à l'alimentation (II) et la souveraineté alimentaire (III).

Golay, C. 2011. Deux approches pour lutter contre la faim et la discrimination contre les femmes: le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 341-359. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC. Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

## La faim et la discrimination contre les femmes

### **Les chiffres de la faim et les Objectifs du Millénaire**

En 1996 et 2000, les États ont pris deux fois l'engagement solennel, unanime et chiffré de lutter contre la faim. En 1996, dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, ils se sont engagés à réduire de moitié le *nombre* de personnes sous-alimentées d'ici 2015<sup>1</sup>. Quatre ans plus tard, dans la Déclaration du Millénaire, ils se sont engagés, plus modestement, à réduire de moitié la *proportion* de ces mêmes personnes sous-alimentées d'ici 2015 (ONU 2000, partie III).

En prenant ces deux engagements, les États ont choisi l'année 1990 comme référence pour calculer les progrès accomplis. Selon les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 842 millions de personnes étaient chroniquement sous-alimentées en 1990 (FAO 2008b, 12). En 1996, à Rome, les États se sont donc engagés à réduire à 421 millions le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015; en 2000, dans la Déclaration du Millénaire des Nations unies, ils se sont engagés à réduire à 591 millions ce même nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015 (Kracht 2005, 120).

En 2005, à mi-parcours, les experts ont dû constater que ces objectifs seraient difficilement atteignables (Kracht 2005; FAO 2008b, 12). 848 millions de personnes étaient encore chroniquement sous-alimentées en 2005 – 832 millions dans les pays en développement, dont 221 millions en Afrique subsaharienne, 231 millions en Inde et 123 millions en Chine, et 16 millions dans les pays industrialisés (FAO 2008b, 4). Entre 1990 et 2005, le nombre de personnes sous-alimentées a donc augmenté de 6 millions de personnes, alors que leur proportion n'a diminué que de 20% de la population mondiale à 16% (FAO 2008b, 6) – une diminution qui était déjà bien trop faible pour prétendre atteindre le premier Objectif du Millénaire d'ici 2015.

Avec l'éclatement de la crise alimentaire en 2007, cette situation s'est encore aggravée. Le 16 octobre 2008, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le Directeur général de la FAO a pour la première fois

<sup>1</sup> FAO, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, paragraphe 2 de la Déclaration et paragraphe 7 du Plan d'action, reproduits dans FAO (1996).



annoncé que 75 millions de personnes avaient été affectées par la crise alimentaire en 2007, portant le nombre de personnes sous-alimentées à 923 millions à la fin 2007 (FAO 2008b, 6). En 2008, 40 millions de personnes supplémentaires ont été touchées par la crise (FAO 2008a). Et le 16 octobre 2009, la FAO estimait que plus d'un milliard de personnes souffraient de la sous-alimentation (FAO 2009). Malgré une amélioration importante de la situation en 2010, le nombre de personnes sous-alimentées était toujours supérieur à 900 millions de personnes cette même année<sup>2</sup>, ce qui rend les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire en 2015 clairement inatteignables.

### **Les causes de la faim dans le monde**

Les causes de la faim sont infiniment complexes (Golay 2010, 231-233). Pour les rendre compréhensibles, Urban Jonsson (1988, 28-35) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF 2008, 25-37) ont proposé une distinction utile entre trois types de causes : les causes *immédiates*, physiologiques, les causes *sous-jacentes*, au niveau des ménages, et les causes *fondamentales*, au niveau de la société (Golay 2009a, 63-67).

Les *causes immédiates* sont le manque d'alimentation absorbée par une personne et sa faible résistance à la maladie. Ces causes décrivent simplement le fait qu'une personne n'a pas accès à une alimentation suffisante et que sa santé en est affectée. Ces causes sont *physiologiques* ; elles sont les mêmes pour toute personne qui souffre de la sous-alimentation.

Les *causes sous-jacentes* sont plus complexes. Alors que l'on a cru pendant longtemps que la principale cause de la sous-alimentation était le manque d'alimentation *disponible*, Amartya Sen a été l'un des premiers à démontrer qu'il pouvait y avoir des famines sans baisse de la disponibilité alimentaire, dans des régions où certains groupes de la population n'avaient plus accès à l'alimentation, même si celle-ci demeurait disponible (Sen 1982 ; 2001)<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Selon les estimations de la FAO rendues publiques le 16 octobre 2010, 925 millions de personnes seraient sous-alimentées dans le monde en 2010 (FAO 2010).

<sup>3</sup> Pour Sen, « a person may be reduced to starvation through unemployment, combined with the absence of a social security system of "safety nets" (such as employment insurance). This can easily happen, and indeed even a serious famine can actually occur, despite a high and undiminished general level of food availability – perhaps even a "peak" level of food availability – in the economy as a whole » (2001, 19).

Cette analyse d'Amartya Sen, basée sur l'étude des principales famines du XX<sup>e</sup> siècle, notamment en Inde, au Bangladesh et en Ethiopie, est également valable pour expliquer les causes sous-jacentes de la sous-alimentation chronique. Dans la plupart des pays, en Occident mais aussi en Amérique latine, en Asie et en Afrique, l'alimentation est très souvent disponible en quantité suffisante, mais des millions de familles, exclues et souvent discriminées, n'y ont pas accès<sup>4</sup>.

Sur les 850 millions de personnes chroniquement sous-alimentées depuis les années 1970, 50% vivent dans des petites exploitations agricoles, 20% sont des familles de ruraux sans terres, 10% des familles de pasteurs nomades, de petits pêcheurs ou de personnes dépendant de la forêt pour leur subsistance, et 20% vivent dans la pauvreté urbaine (UN Millenium Project 2005, 3-4). 70% sont des femmes (FAO 2008c). Ces personnes sont sous-alimentées car elles ne possèdent pas de *droits* suffisants sur des ressources productives – la terre, l'eau, les semences, les pêches ou la forêt – ou sur un revenu ou une aide sociale qui leur aurait permis d'avoir accès à l'alimentation.

Les *causes fondamentales* de la sous-alimentation chronique sont celles dont les racines se trouvent dans la structure de la société. Elles peuvent être historiques, politiques, économiques, culturelles ou même écologiques (Jonsson 1988, 29-33). Ce sont elles qui expliquent pourquoi les groupes les plus vulnérables de la société n'ont pas des droits de possession suffisants sur les ressources productives qui leur permettraient d'avoir accès à l'alimentation.

Contrairement à une idée reçue, ces causes fondamentales ne peuvent se résumer à *la guerre* ou aux *catastrophes naturelles*. Les conflits armés et les catastrophes naturelles (principalement les sécheresses et les inondations) limitent de façon importante l'accès à l'alimentation, mais ils ne touchent que 10% des personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique (UN Millenium Project 2005, 3-4). Aujourd'hui, la plupart des chercheurs s'accordent pour dire que les *causes fondamentales* de la sous-alimentation sont *les exclusions politiques et économiques, les injustices sociales et les discriminations* (Brunel 2009, 43-59).

Julio José de Castro l'a très bien résumé: «La faim, c'est l'exclusion. Exclusion de la terre, du revenu, du travail, du salaire, de la vie et de la

<sup>4</sup> Lire par exemple les rapports de missions de Jean Ziegler au Brésil, en Inde et au Bangladesh, disponibles sur le site internet [www.righttofood.org](http://www.righttofood.org)

citoyenneté. Quand une personne arrive au point de ne plus rien avoir à manger, c'est que tout le reste lui a été dénié. C'est une forme moderne d'exil. C'est la mort dans la vie» (de Castro 1952)<sup>5</sup>.

Cette exclusion est très souvent expliquée par des *relations de pouvoirs inégales* qui désavantagent systématiquement les groupes les plus vulnérables de la société. Comme l'a noté Sylvie Brunel: «De tout temps, dans l'histoire de l'humanité, les minorités (politiques, ethniques ou religieuses) ont toujours été les premières à souffrir de la faim, de même que toutes les populations qui sont victimes d'un statut considéré comme inférieur et se retrouvent placées tout en bas de l'échelle sociale» (1999, 11).

Ces groupes et ces individus exclus ou discriminés incluent les familles rurales pauvres des pays du Sud, les populations indigènes en Amérique latine, en Asie et en Afrique (Kracht 2005, 127)<sup>6</sup>, les Dalits en Inde et au Népal (CDH 2006b, par. 11, 43; Comité des droits économiques, sociaux et culturels 2008, par. 22), et les apatrides, les réfugiés et les personnes déplacées sur tous les continents (Brunel 1999, 12; Kracht 2005, 129). Les femmes sont également les premières victimes de discrimination dans l'accès aux ressources productives, notamment la terre, et dans l'accès à un revenu suffisant.

### **La discrimination contre les femmes**

Les femmes jouent un rôle primordial pour la sécurité alimentaire de leurs familles, notamment à travers la production – elles produisent 60 à 80% de l'alimentation des ménages dans les pays en développement – et la préparation des aliments, l'apport d'un revenu et l'éducation nutritionnelle des enfants. La santé des femmes est également cruciale pour la santé de leurs enfants puisque les femmes souffrant de malnutrition peuvent donner naissance à des bébés faméliques et chétifs, avec des capacités physiques et mentales réduites. Pourtant, malgré ce rôle crucial, 70% des personnes sous-alimentées dans le monde sont des femmes (ONU 2003, par. 12-26; FAO 2008c; FAO 2002a). Les femmes sont disproportionnellement

<sup>5</sup> Julio José de Castro, Président du Comité exécutif de la FAO de 1952 à 1956, a été l'un des premiers à démontrer que la sous-alimentation chronique n'était pas due à des problèmes climatiques, mais à des problèmes politiques, économiques et sociaux.

<sup>6</sup> Pour des exemples concrets, lire CDH (2006a, par. 6-9, 16, 18, 53-54); CDH (2008a, par. 7-12, 56); CDH (2006b, par. 11, 43).

affectées par la faim parce qu'elles sont victimes de multiples discriminations dans l'accès à l'alimentation, aux ressources productives et à un salaire décent (Ziegler *et al.* 2011, 23-28)<sup>7</sup>.

Dès leur plus jeune âge, les filles sont souvent discriminées dans l'accès à l'alimentation au sein de la famille. Comme l'a expliqué de manière saisissante Amartya Sen dans son article intitulé «More than 100 million women are missing» (Plus de 100 millions de femmes manquent à l'appel), les filles sont victimes d'une discrimination qui se traduit par des taux plus élevés de malnutrition infantile et de mortalité que les garçons (Sen 1990). Au Bangladesh, par exemple, il y a des écarts marqués dans les niveaux de malnutrition selon le sexe, les filles étant bien plus nombreuses que les garçons à souffrir d'une insuffisance pondérale ou d'un retard de croissance (CDH 2003b, par. 20).

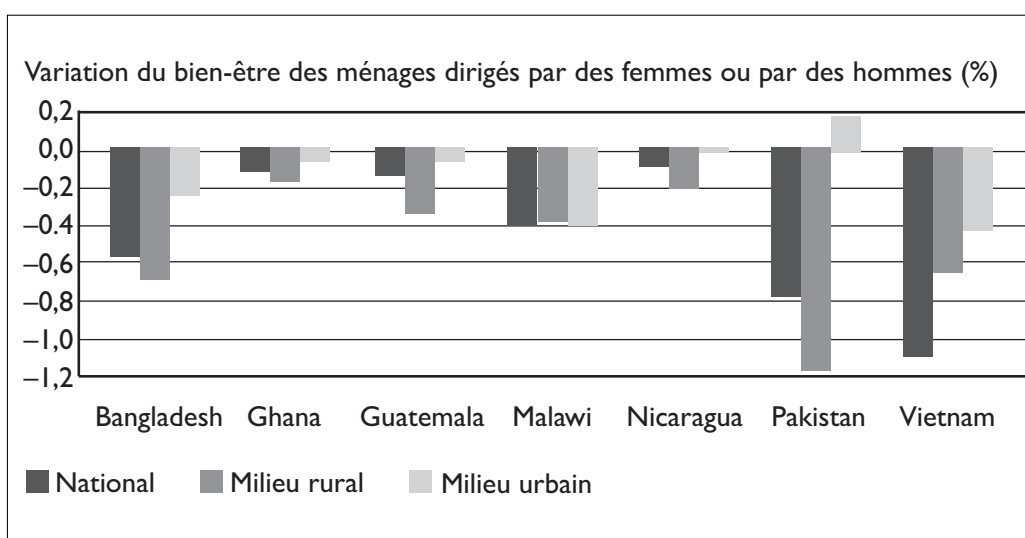
Les femmes sont également discriminées sur le lieu de travail, puisque leurs revenus demeurent en moyenne inférieurs à ceux des hommes. Et la plupart des activités assumées par les femmes dans leur foyer ne sont pas reconnues comme des activités rémunérées. Dans plusieurs États, les travailleuses agricoles sont même exclues de tout revenu, leur labeur n'étant considéré que comme une aide à celui de leur mari. C'est par exemple le cas au Guatemala, où l'article 139 du Code du Travail décrit la femme travaillant dans l'agriculture comme une «aide» au mari, qui représente la force de travail et a droit à un salaire (CDH 2006a).

Les femmes sont également discriminées dans l'accès aux ressources productives, notamment la terre, l'eau et le crédit. Alors que 30% des femmes sont à la tête d'un ménage dans les zones rurales des pays en développement, la FAO estime qu'elles possèdent moins de 2% des terres disponibles (FAO 2008c). Les coutumes et traditions en vigueur dans de nombreuses régions du monde ne permettent pas aux femmes d'avoir accès aux ressources productives sur un pied d'égalité avec les hommes. Au Bangladesh et au Niger par exemple, où le droit islamique est appliqué dans les campagnes, les femmes n'ont droit qu'à la moitié des terres qui reviennent à leurs frères en cas d'héritage. En Éthiopie, les femmes ont des droits égaux reconnus dans la Constitution et dans le Code de la famille, notamment en relation avec l'accès à la

<sup>7</sup> Les femmes sont victimes de discriminations multiples, par exemple parce qu'elles sont femmes et indigènes (CDH 2006a, par. 2). J. Ziegler, dans son rapport sur sa mission au Brésil, démontre les multiples discriminations dont sont victimes les femmes d'origine africaine dans ce pays (CDH 2003a, par. 12).

propriété, à la terre, à l'héritage et dans les relations de travail. Mais ces droits formels ne sont pas respectés dans la pratique, et les femmes éthiopiennes vivant en milieu rural sont les premières victimes de la faim, principalement parce qu'elles sont discriminées dans l'accès aux ressources productives (UNICEF et Federal Democratic Republic of Ethiopia 2002; lire aussi CDH 2005). Pour Meaza Ashenafi, Directrice exécutive de l'organisation Ethiopian Women Lawyers Association: «Almost in all regions, women do not have any access to land whatsoever. They don't have the right to inherit, and the only option is to get married and have a husband. But when the husband dies, they are also kicked off their land» (CDH 2005).

Finalement, indiquons que la crise alimentaire qui a éclaté en 2007 a également touché en particulier les ménages dirigés par des femmes (voir graphique ci-dessous).



Source: FAO (2008a, 26).

## Le droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental, qui a été consacré pour la première fois en 1948, à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Golay 2009b; Ziegler et al. 2011). Il a ensuite été consacré à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) en 1966, avant d'être réaffirmé dans la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation en

1996<sup>8</sup>. En 2002, quand les États et la FAO ont constaté que les chiffres de la faim continuaient à augmenter malgré les engagements pris en 1996, ils ont décidé de changer de paradigme et de passer d'une approche de la lutte contre la faim basée sur la *sécurité alimentaire* à une approche basée sur le *droit à l'alimentation* (FAO 2002b, par. 3; Barth Eide 2005). Cette décision s'est notamment traduite par l'élaboration de directives sur le droit à l'alimentation entre 2002 et 2004, dans le but de donner des orientations pratiques aux États sur la meilleure façon de réaliser les objectifs de 1996 (FAO 2002b, par. 10). Les directives sur le droit à l'alimentation ont été adoptées à l'unanimité par le Conseil de la FAO en novembre 2004<sup>9</sup>.

### **La définition du droit à l'alimentation**

Dans plusieurs documents de référence, le droit à l'alimentation a été interprété comme le droit de toute personne *de pouvoir s'alimenter par ses propres moyens, dans la dignité* (CDH 2008b, par. 18).

Il a également été défini comme

le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne. (CDH 2001, par. 14)

Pour réaliser le droit à l'alimentation, les États doivent favoriser l'accès aux ressources productives, notamment la terre, l'eau et les semences, ainsi qu'aux services et au travail, pour que toute personne ait accès à l'alimentation, en accordant une attention particulière aux droits des personnes et des groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes.

### **Le droit des femmes à l'alimentation**

Le droit des femmes à l'alimentation est protégé, à la fois explicitement et implicitement, dans toute une série d'instruments internationaux et régio-

<sup>8</sup> FAO, Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale; Plan d'action du SMA (13-17 novembre 1996), par. 1 de la Déclaration et par. 13 et 61 du Plan d'action.

<sup>9</sup> Les directives sur le droit à l'alimentation sont disponibles sur le site de la FAO consacré au droit à l'alimentation, [www.fao.org/righttofood](http://www.fao.org/righttofood).

naux, en tout premier lieu le PIDESC qui consacre les principes de non-discrimination et d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice des droits consacrés (articles 2.2 et 3 du PIDESC). Dans son observation générale 12, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a défini le droit à l'alimentation et il a indiqué que la politique nationale visant à garantir le droit à l'alimentation

devrait tenir particulièrement compte de la nécessité de prévenir la discrimination dans l'accès à la nourriture ou aux ressources servant à la production alimentaire. Elle devrait prévoir les garanties d'un accès sans restrictions et en pleine égalité aux ressources économiques, en particulier pour les femmes, y compris le droit de posséder la terre et d'autres biens, ainsi que d'en hériter, le droit au crédit, aux ressources naturelles et aux technologies appropriées; des mesures visant à faire respecter et à protéger l'emploi indépendant et le travail assurant la rémunération qui procure une existence décente aux salariés et à leurs familles (comme stipulé à l'alinéa a) ii) de l'article 7 du Pacte); et la tenue de registres fonciers (portant notamment sur les forêts). (PIDESC par. 26).

Selon les directives sur le droit à l'alimentation, adoptées à l'unanimité par les États membres de la FAO en novembre 2004, le droit à l'alimentation protège le droit des femmes paysannes d'avoir accès aux ressources productives ou aux moyens de production, y compris la terre, l'eau, les semences, les microcrédits, les forêts, les pêches et le bétail (directive 8). Dans les mêmes directives, les États ont recommandé ce qui suit:

Il convient que les États mettent en œuvre des politiques globales, non discriminatoires et rationnelles dans les domaines de l'économie, de l'agriculture, des pêches, des forêts, de l'utilisation des terres et, selon les besoins, de la réforme agraire, permettant aux agriculteurs, pêcheurs, forestiers et autres producteurs d'aliments, notamment aux femmes, de tirer un juste revenu de leur travail, de leur capital et de leur gestion, et encouragent la conservation et la gestion durable des ressources naturelles, y compris dans les zones marginales. (directive 2.5 sur le droit à l'alimentation)

Dans les mêmes directives, les États ont interprété leurs obligations de respecter, de protéger et de réaliser le droit à l'alimentation de la manière suivante:

Il convient que les États respectent et protègent les droits des particuliers concernant des ressources telles que la terre, l'eau, les forêts, les

pêches et le bétail et ce, sans aucune discrimination. Le cas échéant, il convient que les États mettent en œuvre, dans le respect de leurs obligations en matière de droits de l'homme et des principes du droit, des réformes foncières et autres politiques de réforme, en vue de garantir un accès rationnel et équitable à la terre et de renforcer la croissance au bénéfice des populations démunies. [...] Il convient également que les États assurent aux femmes un accès sûr et égal aux ressources productives telles que le crédit, la terre, l'eau et les technologies adaptées, ainsi qu'un contrôle sur ces ressources et la jouissance des bénéfices en découlant. (Directives 8.1 et 8.6 sur le droit à l'alimentation)

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), adoptée en 1979, complète la protection du droit à l'alimentation des femmes qui est prévue dans le PIDESC. La CEDEF a notamment pour objectif de mettre un terme à la discrimination contre les femmes vivant en milieu rural (Frostell and Scheinin 2000). L'article 14 de la Convention protège spécifiquement les droits des femmes vivant dans les zones rurales contre la discrimination dans l'accès aux ressources, y compris la terre, et dans l'accès au travail, au logement et aux programmes de sécurité sociale, de santé et d'éducation. Selon cet article :

1. Les États parties tiennent compte des problèmes particuliers qui se posent aux femmes rurales et du rôle important que ces femmes jouent dans la survie économique de leurs familles, notamment par leur travail dans les secteurs non monétaires de l'économie, et prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention aux femmes des zones rurales.
2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent le droit :
  - a) De participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les échelons ;
  - b) D'avoir accès aux services adéquats dans le domaine de la santé, y compris aux informations, conseils et services en matière de planification de la famille ;
  - c) De bénéficier directement des programmes de sécurité sociale ;
  - d) De recevoir tout type de formation et d'éducation, scolaires ou



- non, y compris en matière d'alphabétisation fonctionnelle, et de pouvoir bénéficier de tous les services communautaires et de vulgarisation, notamment pour accroître leurs compétences techniques;
- e) D'organiser des groupes d'entraide et des coopératives afin de permettre l'égalité de chances sur le plan économique, qu'il s'agisse de travail salarié ou de travail indépendant;
  - f) De participer à toutes les activités de la communauté;
  - g) D'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation et aux technologies appropriées, et de recevoir un traitement égal dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural;
  - h) De bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications.

Dans plusieurs observations finales, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui surveille l'application de la Convention par les États parties, a insisté sur le fait que les femmes rurales doivent être visées en priorité par les programmes de développement et que l'État doit faire appel, s'il en a besoin, à la coopération et à l'assistance internationales (voir par exemple Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes 2005, par. 247-248). Dans d'autres observations finales, il a recommandé à l'État partie de protéger l'accès à la terre des femmes contre les activités d'entreprises privées ou contre les déplacements forcés (voir par exemple Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes 2006, par. 49). Dans ses observations finales adressées à l'Inde, il a par exemple fait la recommandation suivante :

Le Comité exhorte l'État partie à étudier l'incidence des très gros projets sur les femmes tribales et rurales et à prendre des mesures de protection pour empêcher qu'elles soient déplacées et que leurs droits fondamentaux soient violés. Il l'exhorte également à veiller à ce que les terres inutilisées données aux femmes rurales et tribales déplacées soient cultivables. Il recommande également que des efforts soient faits afin de garantir aux femmes tribales et rurales le droit d'hériter et de posséder des terres et des biens. (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes 2007, par. 184)

Les documents publiés par la FAO intitulés *Gender and law. Women's rights in agriculture* (FAO 2002a) et *Women and the right to food. International law and state practice* (FAO 2008c) constituent des sources d'information précieuses sur le droit des femmes à l'alimentation, à la terre et aux autres ressources productives et ils offrent un tableau d'ensemble, à la fois au niveau international et à l'échelle nationale, des droits reconnus aux femmes au regard des différents systèmes juridiques de par le monde. De nombreux instruments juridiques internationaux, par exemple les conventions de l'Organisation internationale du travail, comportent par ailleurs des dispositions sur l'égalité et la non-discrimination qui protègent les droits des femmes<sup>10</sup>.

Indiquons finalement que les obligations des États corrélatives au droit à l'alimentation des femmes ont été définies de la manière suivante par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation :

Les États sont tenus de respecter, de protéger et de garantir l'exercice du droit à l'alimentation, dans le souci de la condition de la femme, en luttant contre les obstacles auxquels elle se heurte et en s'efforçant d'améliorer la situation. Dans l'optique du respect du droit à l'alimentation des femmes, les États doivent en premier lieu s'abstenir de toute mesure pouvant limiter l'accès des femmes à l'alimentation, à l'eau, à la terre, au revenu et aux autres ressources. Ils sont également tenus de protéger les femmes contre toute forme de discrimination de la part des différents acteurs privés, y compris la discrimination sur le lieu de travail, dans la vie privée ou en ce qui concerne l'accès aux ressources, d'instaurer un environnement qui leur permette d'avoir accès aux ressources pour assurer leur subsistance et, enfin, d'aider les femmes qui ne peuvent pourvoir à leurs propres besoins, pour des raisons qui échappent à leur contrôle. Les États doivent donc prendre des mesures spéciales concrètes pour améliorer l'égalité de fait entre les hommes et les femmes et supprimer les normes, traditions et lois coutumières qui légitiment la discrimination et la violence à l'égard des femmes, notamment au sein de leur famille ou de leur foyer, en particulier en ce qui concerne le partage de la nourriture.

<sup>10</sup> Voir, par exemple, la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention N° 111 de 1958) et la Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (Convention N° 100 de 1951).

## **La souveraineté alimentaire**

La souveraineté alimentaire est défendue depuis près de 20 ans par la Via Campesina. La Via Campesina est le plus grand mouvement d'organisations paysannes jamais créé. Il a vu le jour en 1993, parallèlement à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour défendre la vie, la terre et la dignité des familles paysannes à travers le monde<sup>11</sup> et il regroupe aujourd'hui plus de 140 organisations paysannes présentes dans près de 70 pays et représentant plus de 200 millions de paysannes et paysans. Dès les premières années de son existence, la Via Campesina a mis l'accent sur la défense de la souveraineté alimentaire (CETIM 2002). Depuis le début des années, elle se bat également pour une meilleure défense des droits des paysannes et des paysans en droit international (Golay 2009 c; 2009d).

### **La définition de la souveraineté alimentaire**

Lors du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, en 2002, un Forum des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire, auquel ont participé des représentants de plus de 400 organisations de la société civile et organisations d'agriculteurs, a défini la souveraineté alimentaire de la manière suivante:

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des communautés et des pays de définir, dans les domaines de l'agriculture, du travail, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion foncière, des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation unique. Elle comprend le droit véritable à l'alimentation et à la production d'aliments, ce qui signifie que tous les peuples ont le droit à des aliments sûrs, nutritifs et culturellement appropriés et aux moyens de les produire et doivent avoir la capacité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs sociétés.

La souveraineté alimentaire signifie que le droit des peuples et des communautés de se nourrir et de produire leur nourriture prévaut sur les préoccupations commerciales. Cela suppose que l'on appuie et promeuve les marchés et les producteurs locaux plutôt que les productions destinées à l'exportation et les importations de denrées alimentaires.

<sup>11</sup> Voir [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org).

[...] La souveraineté alimentaire implique de :

- Donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques ;
- Veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le juste prix pour leur production, afin de protéger les marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping ;
- Garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux zones de pêche et aux autres ressources à la faveur d'une véritable redistribution ;
- Reconnaître et promouvoir le rôle des femmes dans la production de denrées alimentaires et veiller à ce qu'elles aient un accès équitable aux ressources productives et qu'elles en aient la maîtrise ;
- Veiller à ce que les communautés aient le contrôle des ressources productives, par opposition à l'acquisition par des sociétés des terres, de l'eau, des ressources génétiques et d'autres ressources ;
- Protéger les semences, base de la nourriture et de la vie elle-même, et veiller à ce que les agriculteurs puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur la vie et l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées ;
- Investir des fonds publics à l'appui des activités productives des familles et des communautés, en mettant l'accent sur l'autonomisation, le contrôle local et la production de nourriture pour la population et les marchés locaux. (CDH 2004, par. 24-34)

La mise en œuvre de la souveraineté alimentaire implique donc de rétablir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'agriculture, et de lutter contre la discrimination dont sont victimes les femmes dans l'accès à l'alimentation.

### ***La Déclaration de la Via Campesina sur les droits des paysannes et des paysans***

Depuis plus de 10 ans, afin de concrétiser la souveraineté alimentaire, la Via Campesina s'est également attelée à la promotion et à la protection des droits des paysannes et des paysans (Golay 2009 c ; 2009d). En 2004, 2005 et 2006, la Via Campesina a publié un rapport annuel sur les violations des droits des paysannes et des paysans dans le monde, en collaboration avec l'ONG Foodfirst Information and Action Network (FIAN). Et en juin 2008, après plusieurs années de négociations internes, elle a adopté la Déclaration des droits des paysannes et des paysans (Via Campesina 2008).

L'adoption de cette déclaration est le fruit d'un long travail d'élaboration et de consultation. La première formulation de la déclaration sur les droits des paysannes et des paysans remonte à la Conférence régionale sur les droits des paysans de la Via Campesina qui a eu lieu en avril 2002 à Jakarta, suite à plusieurs activités en 2000 et 2001 (Saragih 2005). Le texte de la Déclaration a ensuite été discuté au sein des organisations membres et il a été finalisé à la conférence internationale sur les droits des paysans en juin 2008. Le texte a finalement été adopté formellement par le Comité international de coordination de la Via Campesina à Séoul en mars 2009.

La Déclaration de la Via Campesina suit la structure de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Elle commence par un important préambule qui rappelle que de nombreux paysans, partout dans le monde, se sont battus à travers l'histoire pour la reconnaissance des droits des paysannes et des paysans et pour des sociétés justes et libres, et qui se termine en formulant l'espoir que cette déclaration représente un pas en avant essentiel pour la reconnaissance, la promotion et la protection des droits et des libertés des paysannes et des paysans.

Le premier article de la Déclaration des droits des paysannes et des paysans donne une définition des paysans, selon laquelle :

Un paysan est un homme ou une femme de la terre, qui a un rapport direct et spécial avec la terre et la nature par la production d'aliments et/ou d'autres produits agricoles. Les paysans et les paysannes travaillent la terre eux-mêmes, ils comptent surtout sur la main-d'œuvre familiale et d'autres formes à petite échelle de main-d'œuvre organisée. Paysans et paysannes sont traditionnellement intégrés dans leurs communautés locales. Les paysans prennent soin des paysages locaux et des systèmes agro-écologiques. Le terme paysan s'applique à toute personne ayant comme occupation l'agriculture, l'élevage, l'artisanat découlant de l'agriculture ou un métier y ayant trait dans une zone rurale

Le terme paysan s'applique également aux paysans et paysannes sans terre. Selon la définition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO 1984), les catégories suivantes sont considérées comme étant sans terre ou susceptibles de faire face à des difficultés à l'heure d'assurer leur subsistance : 1. les ménages de travailleurs agricoles avec peu ou pas de terre ; 2. les ménages non agricoles dans les zones rurales, avec peu ou pas de terre, dont les membres sont engagés dans diverses activités telles que la pêche, l'artisanat pour le marché local, ou les services ; 3. d'autres ménages ruraux d'éleveurs, de

nomades, de paysans pratiquant l'agriculture itinérante, les chasseurs et les cueilleurs, ainsi que toute autre personne ayant des modes de vie similaires.

Dans son article 2, la Déclaration réaffirme que les paysans et les paysannes sont égaux et que tous les paysans ont le droit de jouir entièrement, en tant que collectif ou en tant qu'individus, de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales qui sont reconnues dans la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux concernant les droits humains (article 2, par. 1 et 2). Elle réaffirme également que les paysans et les paysannes sont libres et égaux à toutes autres personnes et individus et ont le droit d'être libres de n'importe quel genre de discrimination, dans l'exercice de leurs droits, en particulier d'être libres des discriminations basées sur leur statut économique, social et culturel (article 2, par. 3). Et elle proclame que les paysans et les paysannes ont le droit de participer activement à l'élaboration des politiques, aux prises de décisions, à la mise en œuvre et au contrôle de tout projet, programme ou politique affectant leurs territoires (article 2, par. 4).

Sur le modèle de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration des droits des paysannes et des paysans réaffirme les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des paysans et des paysannes, et les complète par la reconnaissance de droits nouveaux, comme le droit à la terre, le droit aux semences ou le droit aux moyens de production agricole, seuls à même de protéger pleinement les familles paysannes et d'obliger les États à lutter contre les discriminations dont elles sont victimes.

La Déclaration adoptée par la Via Campesina réaffirme le droit à la vie et le droit à un niveau de vie satisfaisant (article 3), le droit à la liberté d'association, d'opinion et d'expression (article 12) et le droit d'avoir accès à la justice (article 13). Pour les compléter, elle reconnaît les nouveaux droits fondamentaux suivants: le droit à la terre et au territoire (article 4); le droit aux semences et au savoir agricole traditionnel (article 5); le droit aux moyens de production agricole (article 6); le droit à l'information et à la technologie agricole (article 7); la liberté de déterminer le prix et le marché pour la production agricole (article 8); le droit à la protection des valeurs agricoles (article 9); le droit à la diversité biologique (article 10); le droit à la conservation de l'environnement (article 11).

Pour la Via Campesina, l'adoption de la Déclaration des droits des paysannes et des paysans n'est qu'une première étape, qui devrait mener à l'élaboration d'une Convention internationale sur les droits des paysannes et des paysans par les Nations unies, avec la pleine participation de la Via Campesina et d'autres représentants de la société civile (Via Campesina 2008, Introduction). Pour cela, la Via Campesina espère « recevoir l'appui des peuples qui sont concernés par la lutte des paysans et par la promotion et la protection des droits des paysans » (Via Campesina 2008, Introduction).

L'adoption d'une Convention internationale sur les droits des paysannes et des paysans serait une étape décisive vers l'égalité entre hommes et femmes dans l'agriculture et un instrument de lutte efficace contre la discrimination vécue par les femmes dans l'accès à l'alimentation.

## Conclusion

À quelques années de l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le développement, il est temps de prendre des mesures structurelles pour lutter contre la faim et la discrimination contre les femmes dans l'accès à l'alimentation, aux ressources productives et à un salaire décent. Dans cette perspective, les approches basées sur le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire, qui permettraient de lutter contre les causes fondamentales de la faim dans le monde tout en luttant contre la discrimination contre les femmes, devraient avoir une place centrale dans les efforts pour atteindre le 1<sup>er</sup> Objectif du Millénaire d'ici 2015.

## Références bibliographiques

- Barth Eide, W. 2005. From food security to the right to food. In *Food and human rights in development. Legal and institutional dimensions and selected topics*. (Eds.) W. Barth Eide and U. Kracht. Antwerpen, Oxford: Intersentia.
- Brunel, S. 1999. *La faim dans le monde. Comprendre pour agir*. Paris: PUF.
- . 2009. *Nourrir le monde. Vaincre la faim*. Paris: Larousse.
- Castro (De), J. 1952. *Géopolitique de la faim*. Paris: Les Éditions ouvrières.
- CDH (Commission des droits de l'homme). 2001. *Le droit à l'alimentation. Rapport présenté par M. Jean Ziegler, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*. E/CN.4/2001/53.
- . 2003a. *Le droit à l'alimentation. Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler. Additif. Mission au Brésil (3 janvier 2003)*. E/CN.4/2003/54/Add.1.

- . 2003b. *Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial, M. Jean Ziegler. Additif. Mission au Bangladesh (29 octobre 2003)*. E/CN.4/2004/10/Add.1.
- . 2004. *Le droit à l'alimentation. Rapport présenté par M. Jean Ziegler, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*. E/CN.4/2004/10.
- . 2005. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler. Additif. Mission en Éthiopie (8 février 2005)*. E/CN.4/2005/47/Add.1.
- . 2006a. *Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler. Additif. Mission au Guatemala (18 janvier 2006)*. E/CN.4/2006/44/Add.1.
- . 2006b. *Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler. Additif. Mission en Inde (20 mars 2006)*. E/CN.4/2006/44/Add.2.
- . 2008a. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler. Additif. Mission en Bolivie (30 janvier 2008)*. A/HRC/7/5/Add.2.
- . 2008b. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, A/HRC/7/5*.
- CETIM (Centre Europe-Tiers Monde). 2002. *Via Campesina. Une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale*. Genève: Éditions du CETIM.
- Comité des droits économiques, sociaux et culturels. 2008. *Observation finales. Népal (16 janvier 2008)*. E/C.12/NPL/CO/2.
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. 2005. *Observations finales. Gabon*. A/60/38.
- . 2006. *Observations finales. Cambodge*. A/61/38.
- . 2007. *Observations finales. Inde*. A/62/38.
- FAO (Food and Agriculture Organisation). 1996. *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996*, WFS 96/REP.
- FAO. 2002a. *Gender and law. Women's rights in agriculture*. FAO Legislative Study No. 76. Rome: FAO.
- FAO. 2002b. *Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après (10-13 juin 2002)*. Disponible en ligne sur <http://www.fao.org/DOCREP/MEE-TING/005/'7106f/'7106f09.htm#TopOfPage>
- FAO. 2008a. *963 millions de sous-alimentés dans le monde*. Communiqué de presse, 9 décembre.
- FAO. 2008b. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives*. Rome: FAO.
- FAO. 2008c. *Women and the right to food. International law and state practice*. Rome: FAO.
- FAO. 2009. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome: FAO.
- FAO. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Rome: FAO.
- Frostell, K. and M. Scheinin. 2000. Women. In *Economic, social and cultural rights. A textbook*. (Eds.) A. Eide, C. Krause and A. Rosas. 338-349. 2nd edition. The Hague: Martinus Nijhoff Publishers.
- Golay, C. 2009a. *Droit à l'alimentation et accès à la justice*. Thèse présentée pour



- l'obtention du grade de Docteur en relations internationales (Droit international). Genève: Université de Genève et IHEID.
- . 2009b. *Droit à l'alimentation et accès à la justice*. Rome: FAO.
- . 2009c. *Les droits des paysans*. Genève: Éditions du CETIM.
- . 2009d. Towards a Convention on the rights of peasants. In *The global food challenge. Towards a human rights approach to trade and investment policies*. (Eds.) A. Paasch and S. Murphy. 102-111. Brot für Alle, Brot für die Welt, Ecumenical Advocacy Alliance, FoodFirst Information and Action Network (FIAN), FIAN International, Institute for Agriculture and Trade Policy, Germanwatch e.V., Heinrich Böll Stiftung.
- . 2010. Crise et sécurité alimentaires: vers un nouvel ordre alimentaire mondial? *Revue internationale de politique de développement*. N°1: 229-248. Disponible en ligne sur <http://poldev.revues.org/133>
- Jonsson, U. 1988. The socio-economic causes of hunger. In *Food as a human right*. (Eds.) A. Eide, W. Barth Eide, S. Goonatilake, J. Gussow, Omawale. Singapore: United Nations University.
- Kracht, U. 2005. Whose right to food? Vulnerable groups and the hungry poor. In *Food and human rights in development. Legal and institutional dimensions and selected topics*. (Eds.) W. Barth Eide, U. Kracht. Antwerpen, Oxford: Intersentia.
- ONU (Organisation des Nations unies), Assemblée générale. 2000. *Déclaration du Millénaire*. 13 septembre 2000. A/RES/55/2.
- ONU (Organisation des Nations unies), Assemblée générale. 2003. *Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation (28 août 2003)*. A/58/330.
- Saragih, H. 2005. Les paysans du monde ont besoin d'une convention protégeant leurs droits: le rôle attendu de l'ONU. In *ONU. Droits pour tous ou loi du plus fort?* J. Duchatel et F. Rochat. 349-365. Genève: Éditions du CETIM.
- Sen, A. 1982. *Poverty and famines. An essay on entitlement and deprivation*. Oxford: Oxford University Press.
- . 1990. More than 100 million women are missing. *New York Review of Books*. 37(20).
- . 2001. Food security and entitlement. *Politica Internazionale*. 3-4: 19-25.
- UN Millenium Project, Task Force on Hunger. 2005. *Halving hunger: It can be done*. London: Earthscan.
- UNICEF. 2008. *La situation des enfants dans le monde 1998. Regard sur la nutrition*. Genève: UNICEF.
- UNICEF and the Federal Democratic Republic of Ethiopia. 2002. *The situation of Ethiopian children and women: A rights-based analysis*.
- Via Campesina. 2008. *Déclaration des droits des paysannes et des paysans*. Adoptée à la Conférence internationale sur les droits des paysans en juin 2008 à Jakarta. Disponible en ligne sur <http://viacampesina.net/downloads/PDF/FR-3.pdf>
- Ziegler, J., C. Golay, C. Mahon and S. A. Way. 2011. *The fight for the right to food. Lessons learned*. Londres: Palgrave Macmillan.



# **Women only: violence and gendered entitlements in post-quake food distribution in Port-au-Prince, Haiti**

**Sandra Uwantege Hart**

*The following analysis is based primarily on field experience in food assistance coordination in Port-au-Prince, Haiti, during the months immediately following the January 2010 earthquake (January through September, 2010). These experiences, in addition to further fieldwork conducted from January to February 2011, form the basis of a Master's thesis focusing on gender-based programming in post-earthquake Haiti (completed in July 2011). The below is a short summary of ideas treated therein.*

Did the exclusive targeting of women for free food distributions in the months immediately following the January 2010 earthquake in Haiti – as a strategy implemented by the World Food Programme to address vulnerability and promote women's empowerment – actually produce these results on the ground? Or rather, did these actions disempower women, against the broader social backdrop of confusion and community upheaval? This analysis seeks briefly to reveal the complications surrounding practical realities and institutional assumptions that the direct delivery of food assistance to women in an emergency context necessarily leads to their empowerment.

Uwantege Hart, S 2011. Women only: violence and gendered entitlement in post-quake food distributions in Port-au-Prince, Haiti. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 361-366. Actes des colloques genre et développement. Berne: DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO; Genève: IHEID.

Furthermore, this study evokes the notion that the nature of disasters, as periods of temporary (or, in some cases, lasting) social upheaval and chaos, must be questioned as to whether they represent appropriate environments in which the standard institutional assumptions surrounding the implementation of gender programming and women's empowerment measures can be applied. Gender, as a social crossroads of power relations, household roles, sexuality and cultural context, must be seen as a constantly shifting and dynamic concept, even in the most normal of circumstances. In large-scale emergencies such as the January 2010 earthquake, social fracture and schism deeply disrupt these relationships even further, thereby changing the meanings and conditions that usually influence the performance of gender roles. The empowerment of women through the delivery of humanitarian assistance and disaster recovery programming must therefore be fundamentally rethought and re-adapted to these situations, in close collaboration with and with the participation of local women's organisations to inform the process.

In the 40 seconds that represented the strongest tremors of the quake, communities and households in affected areas were both physically and socially fractured. Families, friends, and couples were separated; like the physical environment, hierarchies of power, social relationships, and the gendered structure implicit therein were (at least temporarily) splintered. Men's and women's roles in the household were likewise disrupted – due to the timing of the earthquake at 4:53 pm, a high percentage of casualties were women who remained in the household, while men and children were at work or in school, leaving a high percentage of single-male headed households and households with only one, or no remaining breadwinner.

In this case, the two large "surges" of humanitarian food distributions conducted by the World Food Programme in the wake of the crisis appeared to further polarise these gendered relationships in a number of ways by targeting recipients based primarily on gender. Food consistently bears intrinsically social and culturally gendered values in any given context, and, as the anthropologist Mary Douglas has pointed out, the act of dividing food and delivering food necessarily carries the potential to reinforce or change social order. Amartya's Sen's views of entitlements with regards to social exclusion and food access also come to mind as a key example of how food is weighted with connotations of social power and the dynamics of inclusion and exclusion. In terms of gender, this funda-

mentally challenges the assumptions of humanitarian actors with regards to power, sex, and culture that form the underpinnings of gender-based programming and women's empowerment measures that characterise food assistance in the field.

Drawing from a gender policy intended to encourage women's empowerment, the World Food Programme conducted "women-only" food distributions in Port-au-Prince, resulting in high tensions between female recipients of food aid, men marginalised from the process and subsequently, in violence against female beneficiaries. At distributions, the tense separation between Haitian men's and women's entitlement to food was palpable – with women, policed by male military escorts at the interior of distribution points and crowds of men at the exterior, screaming for admittance and in some cases storming entrance gates for a chance to equal access. The result: a physical space fraught with the tension of gendered exclusion characterised by differing entitlements to food. In a very real way, these women were implicated in a highly visual process of social exclusion, in a context where vulnerability was acute for both male- and female-headed households. The environment surrounding distribution points thereby entailed a real risk for many women, who were in some cases robbed of their food, or, prior to distributions, were coerced to engage in sexual acts in order to receive food coupons entitling them to food rations during distribution.

The "women-only" policy of the World Food Programme, used broadly in a number of country contexts is premised upon the idea that women are more likely to distribute food equitably within a household, leading to better access to food in the community at large. Furthermore, placing food in the hands of women is strongly advocated as a means to their own empowerment. To quote from Josette Sheeran, current Executive director of the World Food Programme, "In situations of desperate poverty, access to food is power... we allocate family food vouchers to women, and this changes the balance of power and helps protect them against violence". This result clearly depends on contextual analysis and did not play out as intended in the Port-au-Prince case. Indeed, institutional guidance from the World Food Programme supports this conclusion, specifically requiring a close analysis of context and work with both men and women within communities to determine whether the "women only" approach is acceptable and risks to recipient women minimised. The fact that both institutional guidance was not heeded and that tension and

violence characterised this approach in certain instances begs the question – to what extent did the idea of women’s empowerment as food access become a goal unto itself... and a goal for whom?

In the initial months of distributions, the subversion of normative gender roles hinged upon food as a focal point, exposing the disconnect between the intentions and assumptions behind the utility of food for “women’s empowerment” at the strategic and policy-making level for international actors, and the reality of – and potential for – disempowerment, violence and destabilisation at field level. Furthermore, one needs to consider this dynamic as being embedded within a gendered social power structure in a post-crisis state of chaos. As a means of empowerment, the women’s privileged access to food also led to increased exposure as targets of masculine assertions of violence.

To elaborate on the disconnect between field-level realities and strategic assumptions, the systemic exclusion of local women’s community based organisations (CBOs) and NGOs from the planning and implementation of the WFP food distribution system also resulted in a marginalisation of local women’s voices in the programmatic process, many of whom sought inclusive, community-level discussions. In other words, there existed an additional layer of detachment between international actors making strategic decisions in the field (here referring to both international NGOs who acted as implementing partners in food distribution and the World Food Programme itself) and those women and communities actually receiving food assistance (represented by local women’s organisations and local NGOs working in distribution areas). Obvious discursive contradictions were also at play, with journalists and international organisations speaking a language of women’s empowerment on the one hand, and local women’s organisations engaging in a discourse of victimisation and the shirking of community responsibility on the other.

Beyond victimisation, my own engagement with women’s organisations also revealed a sense of interrupted responsibility and obstructed agency within the larger context of women’s roles as food providers at the household and community level. Violence, as a disruption, dealt a fracturing blow to this role of provider and supporter that these women felt strongly was their central responsibility. In contrast, the “women’s empowerment” perspective adopted by international actors tended to homogenise needy women in the international public eye, displaying a lack of scrutiny of factors underlying the movement of women to and from

food and coupon distribution points and differing levels of access among women themselves. Targeting based exclusively on gender served additionally to homogenise Haitian women in the eye of international actors, failing to discriminate between displaced and severely impoverished women and women who were more wealthy and less exposed to the acute poverty and insecurity provoked by the earthquake. The absence of local women's voices gives the impression of a homogenously needy female population, effectively feminising the issue of food insecurity and food needs in the wake of the disaster.

Jointly, food aid and women's empowerment in this case have become a critical centre point for examining gendered processes of inclusion and exclusion and their relationship to hierarchies of power and the community within the context of a humanitarian emergency response. Within the larger context of my own research, this raises a number of critical questions: To what extent is the need for a more participatory approach to women's empowerment actually compatible with the strategic discourse of international actors that shapes and informs humanitarian assistance? Who is actually defining women's empowerment – and whose purposes does this serve? Are international actors policing the boundaries of what it means to be an empowered woman on the ground and if so, how is "empowerment" being defined? More importantly, to what extent does the institutional discourse perpetuate a "flat" view of women that is self-perpetuating, thereby discouraging actors in the field from gaining a deeper understanding of the complexities surrounding context-specific challenges to empowering local women through food aid?

Building upon questions such as these, this research examines the gulf existing between the strategies, assumptions and perceptions of international actors and local women and Haitian women's organisations within the context of emergency assistance and recovery programmes implemented in Port-au-Prince, Haiti, following the January 2010 earthquake. A better understanding of how humanitarian actors can better reconcile assistance with the ways in which women recipients view their own needs and recovery in disasters is critically needed and remains, to date, an issue that has been little examined. With a view to engaging these questions of gender in the implementation of humanitarian assistance and interpreting the gaps between the delivery and receipt of humanitarian assistance, this study will involve an examination of gender policies and programming through a methodology that blends and compares the

“bottom-up” perspectives of Haitian women and women’s organisation with the “top-down” perspectives of international actors in Haiti such as the United Nations, major donors, and NGOs present on the ground.



# **Genre, systèmes agraires et vulnérabilités alimentaires : une analyse nécessaire<sup>1</sup>**

**Isabelle Hillenkamp**

## **Introduction**

Il y a quatre décennies, le travail pionnier d'Ester Boserup (1970) dévoilait l'importance du travail agricole réalisé par les femmes paysannes dans les pays dits « du tiers-monde ». Soulignant par ailleurs les liens étroits existant entre techniques, division sexuelle du travail et statut des femmes dans les systèmes agraires, elle mettait en garde contre l'introduction de nouvelles techniques et de réformes foncières avantageant systématiquement les hommes. Elle concluait à l'urgence d'inclure les femmes dans les nouvelles politiques de développement. Depuis, un nombre croissant d'études ont démontré, non seulement l'importance du travail agricole réalisé par les femmes dans les pays en développement – 60 à 80% selon un rapport récent de la Food and Agriculture Organization (FAO 2009) –, mais aussi la pertinence du genre comme catégorie d'analyse des systèmes agraires<sup>2</sup>. Deux principales caractéristiques de ces systèmes, relevant par ailleurs de

<sup>1</sup> Ce *working paper*, rédigé par Isabelle Hillenkamp, est basé sur une recherche bibliographique et a été préparé sous la direction de Christine Verschuur durant le premier semestre 2010 dans le cadre de la préparation scientifique du colloque *Genre, développement rural et alimentation*.

<sup>2</sup> Au sens de Marcel Mazoyer et de Laurence Roudart (1998) de système social productif articulé avec un écosystème cultivé.

Hillenkamp, I. 2011. Genre, systèmes agraires et vulnérabilités alimentaires : une analyse nécessaire. In *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. (Dir.) C. Verschuur. 367-443. Actes des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO ; Genève : IHEID.

configurations institutionnelles très diverses, ressortent de ces études: la préparation de la nourriture par les femmes comme fondement, à la fois matériel et symbolique, des rapports sociaux de sexe; et la position subordonnée des femmes dans ces rapports. Ces travaux ne se limitent pas pour autant à une analyse de l'économie domestique ou non monétaire. Ils intègrent le niveau intermédiaire des institutions agraires, ayant trait notamment à la division sexuelle du travail et à l'accès à la terre, et celui des politiques publiques, en particulier agricoles et commerciales (Razavi 2002; 2009). De la sorte, ils tiennent compte du contexte actuel d'accélération des processus de changement constitutifs du «développement», notamment: la modernisation agricole, la financiarisation et la marchandisation des processus de production, l'individualisation des modes d'accès au foncier, la multiplication des activités rurales non agricoles, l'exode rural et l'urbanisation. Ils montrent que ces processus exercent, par divers mécanismes, une pression sur les systèmes agraires tendant à aggraver la position des femmes: surcharge de travail, confinement dans des activités peu valorisées, responsabilités croissantes dans l'alimentation familiale sans ressources correspondantes, perte d'accès indépendant à la terre ou accès à des terres dépréciées, comptent parmi les évolutions récurrentes dans différents contextes. Il en résulte des déséquilibres des systèmes agraires menaçant les conditions de la reproduction sociale et dont la malnutrition, la sous-alimentation, voire la famine, constituent les manifestations les plus visibles et les conséquences les plus tragiques.

Alors que ces mécanismes sont bien connus dans la littérature spécialisée, leur prise en compte dans les politiques publiques reste très limitée. Les diverses tentatives «d'introduction du genre» dans les politiques nationales agricoles ou de développement rural ont presque partout abouti à une surcharge de travail pour les femmes, sans pour autant transformer en profondeur les rapports sociaux de sexe. Sur la scène internationale, l'urgence d'intégrer les femmes dans les politiques alimentaires et agricoles a été proclamée lors de grandes occasions: lors de la Conférence mondiale sur l'alimentation organisée par la FAO à Rome en 1974, la communauté internationale reconnaissait que «la situation alimentaire mondiale ne peut être améliorée qu'avec la complète intégration des femmes aux politiques de développement» (cité dans Bisilliat 2000, 20). En 1992, le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) organisait à Genève un Sommet sur la promotion économique des femmes rurales. En 1995, l'Organisation internationale du travail (OIT) et

l'Alliance coopérative internationale mettaient en place un programme visant à sensibiliser les leaders de coopératives rurales de divers pays aux questions de genre. Cependant, ces déclarations sont restées espacées et, surtout, sans effet notable sur la très grande majorité des politiques publiques.

Parallèlement, la communauté internationale affiche une préoccupation croissante pour l'«insécurité alimentaire»<sup>3</sup> : un «fléau» qui n'a pu être éradiqué malgré les efforts anciens<sup>4</sup> et ceux, plus récents, symbolisés par les Objectifs du Millénaire pour le Développement<sup>5</sup> et les sommets répétés de la FAO depuis 2008. Au contraire, le nombre absolu de sous-alimentés dans le monde n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 1990 : environ 800 millions de personnes en 1996, 852 millions en 2004 et plus d'un milliard en 2009 (FAOSTAT). Si la tendance s'accélère entre 2007 et 2009, les modèles de développement des quinze dernières années, voire les politiques plus anciennes, et non seulement la récente crise alimentaire puis financière, sont donc en cause. La FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) soulignent bien le caractère politique, et non seulement technique ou physique, de l'insécurité alimentaire :

Pour se libérer de la faim, les personnes en situation d'insécurité alimentaire ont besoin du *contrôle des ressources*, de *l'accès aux opportunités* et d'une *meilleure gouvernance* aux niveaux international, national et local. (FAO et PAM 2009, nous soulignons).

- <sup>3</sup> La FAO définissant la sécurité alimentaire comme un «accès physique et économique à des aliments sains et nourrissants, en quantité suffisante, et acceptables du point de vue culturel, permettant de manger à sa faim et de mener une vie active et saine». Notons que le paradigme de la sécurité alimentaire est contesté par des ONG et des mouvements paysans, structurés notamment autour de la Via Campesina, qui lui opposent celui de *souveraineté alimentaire*, comprise comme «le *droit* des peuples, communautés et pays à définir leurs *propres* politiques agricoles, du travail, de la pêche, alimentaires et foncières, qui sont écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leurs circonstances *uniques*» (International Planning Committee for Food Sovereignty 2001 cité dans Karl 2009, 9, nous soulignons).
- <sup>4</sup> Pour un aperçu des débats historiques sur l'ordre alimentaire mondial dans le cadre d'un modèle d'économie planifiée ou au contraire de marché, voir notamment Bourrinet (1982b).
- <sup>5</sup> Rappelons que le premier de ces Objectifs porte sur la réduction de moitié, entre 1990 et 2015, de la part des individus souffrant de la faim dans le monde.

Les discriminations et les inégalités dans l'accès aux ressources et aux opportunités, et non la simple quantité de nourriture globalement disponible par rapport à la population mondiale, sont donc en cause. Or, les ruraux et les femmes sont les principales victimes de ces inégalités : 80 % des mal-nourris sont des ruraux, alors qu'ils ne représentent qu'environ 51 % de la population mondiale ; parmi eux, environ 60 % sont des femmes (FAOSTAT et PAM). L'accès aux aliments est donc la plus incertaine dans les zones rurales où ils sont produits. Ce paradoxe pointe l'iniquité des processus de développement agricole et rural comme cause centrale, sinon unique, de l'insécurité alimentaire. Au cœur de ces processus se trouvent les transformations des systèmes agraires et des rapports sociaux de sexe. De fait, cet échec est partiellement reconnu par la communauté internationale qui réaffirmait, lors du Sommet de la FAO de novembre 2009, la priorité d'investir dans l'agriculture dite « familiale » des pays du Sud. Les remèdes proposés, pour autant qu'ils suivent ces déclarations<sup>6</sup>, ne semblent en revanche guère adaptés : poursuite, par de nouveaux investissements, de la modernisation agricole ; simple prise en compte du « rôle » ou des « besoins des femmes » dans l'agriculture « familiale ».

En partant des travaux des quatre dernières décennies, ce travail vise, d'une part, à montrer la pertinence du genre dans l'analyse de systèmes agraires en mutation et, d'autre part, à mettre en évidence les conséquences de ces mutations sur l'alimentation. De la sorte, il prétend révéler les causes des vulnérabilités alimentaires pouvant être rapportées à une double crise, celle des systèmes agraires et celle de la reproduction sociale. Il s'organise pour cela en trois parties. La première s'appuie sur le concept de *système agraire* pour analyser comment le genre traverse l'organisation des activités productives agricoles et des activités reproductives. La deuxième porte sur l'impact de différents processus et politiques de développement sur ces systèmes et sur les rapports sociaux de sexe en leur sein. Soulignons que la frontière entre ces deux parties est de nature analytique et non empirique, les systèmes agraires étant partie intégrante des processus de développement, aucun système agraire n'étant hermétiquement isolé<sup>7</sup>. Cette distinc-

<sup>6</sup> Aucun engagement chiffré n'a été pris par les gouvernements réunis lors de ce Sommet intitulé « Éradiquer la faim dans le monde », la plupart des chefs de gouvernement des pays du G8 étant d'ailleurs absents.

<sup>7</sup> Claude Meillassoux dans son essai sur les sociétés agricoles d'autosubsistance *Femmes, greniers et capitaux* a supposé que ces sociétés constituaient « la seule forme d'organisation sociale qui ne mette pas en conflit les fonctions

tion est toutefois utile pour faire ressortir les déséquilibres produits par les processus de changement et par les politiques de développement et les manières par lesquelles les systèmes agraires parviennent, ou non, à s'y adapter. La troisième partie analyse enfin les espaces de résistance et d'inventivité des femmes face à ces transformations, qu'elles prennent la forme d'actions individuelles ou collectives. Au plan épistémologique, ce travail part du principe qu'il n'y a de connaissances qu'ancrées dans des cas ou exemples nécessairement particuliers. Cette position explique l'adoption d'une démarche d'abord inductive, fondée sur l'analyse de cas tirés de différents contextes.

### **Subordination des femmes dans les systèmes agraires**

Selon quelles lignes principales les inégalités dans les systèmes agraires se structurent-elles? En quoi le genre en constitue-t-il une catégorie d'analyse pertinente? En particulier, sur quelles caractéristiques, matérielles ou symboliques, des rapports de genre les inégalités s'appuient-elles? Et quelles en sont, selon les contextes, les principales variations et les principaux traits communs?

Cette première partie mobilise des travaux de sociologues, anthropologues, économistes, géographes, agronomes, pour la plupart qualitatifs, révélant le fonctionnement et la cohérence interne des systèmes agraires. Ces résultats sont analysés de manière comparative afin de dégager, au-delà des différences de contextes, les configurations institutionnelles par rapport auxquelles des explications générales peuvent être formulées. Cet objectif conduit à distinguer deux principaux groupes de travaux. Les premiers mettent en avant les déterminants *structurels* des rapports de genre, au travers des techniques agraires, de la division sexuelle du travail, de l'accès aux moyens de production, en particulier la terre, et de l'articulation entre sphères productive et reproductive. Ils sont complétés par un second groupe de travaux qui mettent l'accent sur les *logiques* féminines au sein de ces rapports. Ils permettent d'en saisir la

productives avec les fonctions reproductives» (1975, 135). Ce modèle devient alors celui d'une communauté domestique parfaitement équilibrée. Sans nier cette possibilité, nous ne faisons pas ici d'hypothèse sur ce qui aurait été l'état des systèmes agraires «avant le développement». Nous nous contentons d'observer l'impact des transformations actuelles, sans supposer d'équilibre initial.

cohérence et la solidité, forgés dans un va-et-vient incessant entre construction matérielle et symbolique des rôles et des identités<sup>8</sup>.

### **Déterminants structurels des rapports sociaux de sexe dans les systèmes agraires**

*Techniques agraires, division du travail et statut des femmes selon Ester Boserup*  
L'ouvrage pionnier d'Ester Boserup (1970) peut être vu comme le point de départ de ce premier type d'analyse: contre l'idée d'une complémentarité naturelle des hommes et des femmes, elle met en évidence le rôle des techniques agraires et de la division sexuelle du travail comme institutions déterminant le rôle et le statut des hommes et des femmes dans les systèmes agraires. À partir d'une revue de systèmes agraires situés principalement en Afrique et en Asie, elle souligne tout d'abord la diversité des formes de division du travail entre les sexes et entre les générations. Ce constat la mène à mettre en cause le préjugé selon lequel les caractéristiques biologiques distinguant les femmes des hommes et les jeunes des anciens expliqueraient une division du travail immuable dans le temps et invariable dans l'espace. Au contraire, la diversité des arrangements existants attire l'attention sur leur caractère socialement construit au sein de logiques d'ensemble de reproduction des sociétés. Le type de technique agricole ou de *technologie*<sup>9</sup> est à cet égard déterminant. Boserup montre ainsi que les cultures tournantes avec jachère fondées sur l'usage de la houe, telles qu'elles se pratiquent notamment dans les zones d'Afrique sub-saharienne à faible densité de population, reposent essentiellement sur le travail agricole féminin. Dans ce que l'on peut alors qualifier de «systèmes agraires féminins» (*female farming systems*), la main-d'œuvre familiale employée dans l'agriculture est constituée de 50 à 67% de femmes, qui assurent en moyenne plus de la moitié du travail agricole (Boserup 1970, 21, tableau 1). Inversement, là où, comme en Asie, sont pratiquées des cultures sur labours, la main-d'œuvre féminine des familles

<sup>8</sup> Notons que les dimensions du système genre analysées ici peuvent être rapprochées de celles proposées par Joan Scott (2000) : tout d'abord les *institutions* de l'organisation sociale, puis les *symboles* et *concepts normatifs* qui les font respecter. Quant à la quatrième dimension identifiée par Scott, celle des *identités subjectives*, elles renvoient à la capacité d'agence (*agency*) des femmes traitée dans la partie III de ce document.

<sup>9</sup> Au sens de Susan George de «concept englobant les effets de l'environnement physique sur le système social» (1976, 102).

de propriétaires terriens est en retrait, notamment des labours, considérés comme une tâche exclusivement masculine<sup>10</sup>. Seule une partie du travail manuel, essentiellement la récolte et le soin des animaux domestiques, est réalisé par ces femmes, représentant seulement un cinquième du temps de travail réalisé par les hommes de leur famille (1970, 25, tableau 2)<sup>11</sup>. Ces femmes assurent en revanche les tâches domestiques. Par ailleurs, leur absence dans les champs est compensée non seulement par le travail des hommes de la famille, mais aussi par celui de salariés agricoles pouvant réaliser jusqu'aux trois quarts du travail<sup>12</sup>. Loin des préjugés naturalisants selon lesquels les capacités physiques des hommes et des femmes détermineraient le choix de techniques adaptées, ces cas démontrent donc que différentes techniques et différentes organisations du travail sont possibles et que celles-ci sont directement liées à la position relative, d'une part, des femmes et des hommes et, d'autre part, des classes sociales. En particulier, dans les systèmes agraires dits «féminins», comme en Afrique subsaharienne, les femmes, présentes hors de l'espace domestique, assurent la majeure partie de la production de nourriture et jouissent en général d'une grande autonomie. Dans les systèmes agraires «masculins» en revanche, notamment dans les pays arabes et dans une partie du continent asiatique, les femmes de propriétaires terriens, si elles sont en partie libérées du travail agricole, peuvent être recluses dans les foyers. La division du travail qui découle des techniques et des hiérarchies sociales, loin de refléter des relations de complémentarité naturelles entre hommes et femmes, est donc un lieu privilégié d'expression des rapports de pouvoir et de définition de leurs statuts relatifs. Ces structures influent

<sup>10</sup> Parce que supposés requérir une force physique ou un maniement des animaux de trait proprement masculins. Divers auteurs mettent en doute ce préjugé, soulignant que dans plusieurs pays asiatiques, l'usage de la charrue est tout simplement interdit aux femmes, afin notamment de permettre aux hommes de contrôler la date des semis, un paramètre clef pour la qualité du cycle agricole et la date des récoltes (Agarwal 1994, chapitre 7 ; Bossen 2002, chapitre 4).

<sup>11</sup> Ils réalisent ainsi 25 à 30 heures de travail agricole par semaine, contre seulement une quinzaine en moyenne chez leurs homologues d'Afrique subsaharienne.

<sup>12</sup> La hiérarchie sociale supplante donc ici partiellement celle entre hommes et femmes au sein de la classe des propriétaires terriens. On ne connaît malheureusement pas la répartition par sexe des travailleurs agricoles salariés dans les contextes étudiés par Boserup. Des données actuelles à ce sujet pour l'Inde et l'Amérique latine sont données dans la 2<sup>e</sup> partie de ce document.

*in fine* sur la capacité des personnes, hommes ou femmes, et des différentes classes sociales ou groupes sociaux à s'alimenter.

Un certain déterminisme a pu être reproché à Boserup. En effet, si elle met l'accent sur la variation des techniques dans le temps et dans l'espace, le changement technologique apparaît en revanche comme le résultat soit de la pression démographique, soit de politiques de développement exogènes. De plus, les techniques sont présentées comme le déterminant principal de l'organisation sociale de la production, occultant d'autres facteurs matériels (accès à la terre, aux intrants...) et symboliques. Plus largement, l'absence d'un cadre théorique explicite a été regrettée, notamment par des critiques féministes marxistes (Benarí et Sen 2001). L'approche de Boserup est effectivement surtout empirique, réunissant des données historiques et statistiques jusque là éparpillées et de ce fait peu lisibles sur de nombreux systèmes agraires, mais sans en proposer d'interprétation théorique explicite. Cette démarche la conduit sans doute à accepter le principe d'une modernisation fondée sur le changement technologique, pour peu qu'une place suffisante y soit faite aux femmes. Cette position paraît théoriquement et politiquement inacceptable à des auteurs critiques, liés notamment aux courants marxistes, qui soulignent l'urgence de fournir une *explication* de la place subordonnée des femmes dans les systèmes agraires.

#### *Des analyses critiques de l'exploitation des femmes dans les « communautés domestiques »*

Un ouvrage<sup>13</sup> a fait date dans l'explication – et la dénonciation – de la subordination et de l'exploitation des femmes dans les systèmes agraires : l'essai de Claude Meillassoux *Femmes, greniers et capitaux* (1975). L'auteur part d'un modèle, abstrait, de ce type de sociétés, décrites comme des « communautés domestiques » et associées à un mode de production également dit « domestique ». Celui-ci se caractérise par un niveau des forces productives permettant l'équilibre de la production et de la reproduction

<sup>13</sup> D'autres ouvrages, s'inscrivant notamment dans les courants marxistes et du féminisme matérialiste, ont plus largement dénoncé la subordination et l'exploitation des femmes dans les systèmes capitaliste et patriarcal : en particulier l'ouvrage de Friedrich Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), qui montre dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'assujettissement des femmes dans le mode de production capitaliste ; et celui de Christine Delphy *L'ennemi principal : économie politique du patriarcat* (1998), qui dénonce l'exploitation des femmes au travers du travail domestique réalisé gratuitement.



sociale au travers de la répétition du cycle agricole. Les rapports de production y sont fondés, d'une part, sur le travail agricole accompli collectivement et, d'autre part, sur le «circuit ininterrompu d'avances et de restitutions» assurant la continuité des cycles agricoles. Il s'agit notamment, dans les sociétés céréalières, des semences transmises de saison en saison et de génération en génération. Meillassoux montre alors l'existence de rapports de domination dans le mode de production domestique. La logique d'avances et de restitutions entre générations place en effet les anciens en position de supériorité par rapport aux cadets, au travers du contrôle pouvant devenir autoritaire des semences. Pour garantir l'adéquation entre cycles de production et de reproduction, les hommes, et les anciens en particulier, exercent de plus un contrôle sur la sexualité des femmes: tabou de l'inceste et plus largement de l'endogamie, échanges de femmes entre communautés dites «gynécomobiles» lorsque la croissance démographique dépasse celle de la production; inversement, maintien des femmes dans les communautés «gynécostatiques», qui nécessitent leur capacité reproductive.

La démarche de Meillassoux, abstraite et déductive, a pu gêner, voire être vue comme le signe d'un manque de référent empirique et d'un argument avant tout idéologique. Il se fonde en effet sur un *modèle* de communauté domestique, qui ne correspond sans doute au fonctionnement d'aucune communauté réelle, et dont il prévoit des évolutions possibles. De plus, l'emploi de la terminologie marxiste de «mode de production» a pu suggérer une évolution qui conduirait du mode de production domestique vers le mode de production capitaliste selon un déterminisme historique simpliste en regard de la complexité des changements réels. Certains auteurs suggèrent ainsi que Meillassoux traite non d'un mode de production mais, plus modestement, d'un «système domestique» (Panoff 1977). Il reste que son modèle pointe, par un raisonnement logique, les mécanismes de la domination masculine dans le fonctionnement de communautés agraires longtemps considérées à tort comme nécessairement égalitaires. Des études empiriques confirment ce résultat en montrant une répartition des tâches, du revenu et de la consommation, notamment de nourriture, en défaveur des femmes de nombreuses sociétés agraires, notamment d'Asie et d'Afrique, avant la modernisation (Agarwal 2001). L'absence de classes sociales, au sens de rapport d'exploitation *fonctionnellement* organisés, ne signifie donc pas l'absence d'exploitation. Meillassoux met ainsi en évidence les «prémises des inégalités», avant même la colonisation et le contact

avec le mode de production capitaliste. Ces inégalités permettent alors une phase d'accumulation préalable<sup>14</sup> du capital, fondée non seulement sur l'extraction de la plus-value, mais aussi sur la captation d'une rente en travail, rendue disponible par la reproduction à bas coûts de la force de travail grâce à la perpétuation des rapports de domination dans les communautés domestiques.

#### *Relégation des femmes dans la sphère de la reproduction et subordination*

La mise en évidence de la subordination de la sphère de la reproduction à celle de la production et de l'assujettissement, voire de l'exploitation des femmes qui en résulte peut être retenue comme la principale avancée d'analyses critiques inspirées notamment des courants marxistes. Elles ont été prolongées par diverses études empiriques de systèmes agraires, s'inscrivant ou non dans ce cadre de pensée, et qui montrent que la relégation des femmes dans la sphère de la reproduction et leur accès limité aux moyens de production sont un déterminant structurel de leur subordination. À partir d'une étude anthropologique dans les communautés zumbagua des Andes équatoriennes, Mary Jeanne Weismantel (1992) montre par exemple que la place des femmes est, dès l'enfance, associée à l'entretien de la famille et de la communauté, alors que le désir de voyage est encouragé chez les garçons. Plus tard, les épouses, restées dans les communautés, assurent l'alimentation et le soin de la famille, pendant que leurs maris travaillent, en général à la semaine, dans la ville de Quito. Les budgets sont séparés et les hommes ne contribuent que volontairement à l'entretien de leur famille, même si un délaissement total pourra être sanctionné par la communauté. Le rôle des hommes dans la production, y compris lorsqu'elle se fait par le biais de leur insertion dans le mode de production capitaliste en ville et leur «semi-prolétarisation»<sup>15</sup>, les place ainsi dans une position de supériorité par rapport aux femmes, lesquelles doivent assurer quasiment seules la reproduction des familles, au prix d'une surcharge de travail pouvant être considérable. Dans le contexte des communautés bari de la forêt tropicale colombienne, Florence Pinton (1992) montre de même que de nouveaux pro-

<sup>14</sup> Par l'expression accumulation «préalable», plutôt que «primitive» du capital, généralement employée par les auteurs marxistes de langue française, nous nous référons à la notion originale d'Adam Smith de *previous accumulation of capital*, reprise ensuite par Karl Marx en allemand (*ursprüngliche Akkumulation*).

<sup>15</sup> Selon l'expression de Weismantel.

jets de développement encourageant les cultures commerciales ont été principalement captés par les hommes, déstabilisant l'équilibre entre sphères de la production et de la reproduction. Alors que les femmes participaient auparavant aux activités agro-pastorales itinérantes, les communautés se sont sédentarisées et les meilleures terres ont été appropriées par les hommes pour les nouvelles cultures commerciales. Le statut des femmes s'est déprécié en même temps que celles-ci perdaient le contrôle de la production, entraînant, en l'absence de compensation par les nouveaux revenus masculins, une dégradation de la capacité des familles à s'alimenter :

Cette transformation de l'organisation domestique affaiblit l'efficacité du système alimentaire sans y introduire un système d'échange assez performant pour maintenir la qualité de l'alimentation. [...] De nouveaux rapports de domination [des hommes sur les femmes] s'inscrivent progressivement dans ce processus d'acculturation. (Pinton 1992, 215 et 218)

Le repli des femmes dans la sphère de la reproduction tend donc à dégrader leur position au sein des rapports sociaux de sexe et peut mettre en danger la capacité de la famille à s'alimenter. Ce repli est, à son tour, en grande partie déterminé par l'accès inégal des hommes et des femmes aux moyens de production – terre, mais aussi capitaux et techniques. Différentes institutions et politiques, pouvant être considérées comme « traditionnelles » ou participant au contraire de la modernisation agricole, encadrent cet accès, liant souvent entre eux l'utilisation de plusieurs moyens de production. Ainsi, les paquets technologiques dans le cadre des révolutions vertes proposaient conjointement crédits, semences améliorées, nouvelles techniques agricoles et, dans certains cas, redistribution foncière. Les hommes ont été favorisés dans l'accès à l'ensemble de ces moyens, à la fois du fait de l'orientation des recherches agronomiques vers les cultures commerciales et non vers celles, vivrières, assurées par les femmes, de la neutralité présumée des techniques vis-à-vis du genre et de l'hypothèse de fonctions de production et de consommation déterminées au niveau de la famille (Fresco 1985 ; Karl 1996 ; Paris, Feldstein et Durón 2001)<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Nous revenons dans la 2<sup>e</sup> partie de ce document sur les révolutions vertes et sur l'impact des recherches agronomiques sur les inégalités de genre.

Dans un certain nombre de systèmes agraires, l'organisation sociale repose de plus sur des règles lignagères et de résidence qui restreignent l'accès des femmes à la terre<sup>17</sup>. Dans les systèmes patrilinéaires, les règles d'héritage garantissent la transmission foncière de père en fils, ou plus largement entre hommes d'une même famille. L'accès des femmes aux champs qu'elles cultivent se fait donc au travers de leurs parents masculins, généralement pères ou maris, les plaçant dans un rapport de dépendance personnelle vis-à-vis d'eux. Même lorsque ceux-ci sont durablement absents, comme par exemple au Sahel du fait de la désertification de larges zones qui restent habitées essentiellement par les femmes, les femmes peuvent cultiver durablement les champs des hommes sans pour autant en contrôler la récolte (Monimart 1989). Dans de nombreuses sociétés, notamment africaines et asiatiques, lorsque des mères veuves se voient confier la responsabilité de la terre de leurs maris défunts, c'est pour la transmettre à leurs fils à leur majorité (Bossen 2002; Goebel 2005). Même lorsque des femmes ont la possession, voire des titres de propriété individuelle sur certains champs, l'interdiction culturelle de labourer<sup>18</sup> peut restreindre considérablement leur contrôle sur le processus de production.

Le système patrilinéaire tend de plus à s'imposer comme norme dominante. Ainsi, les systèmes, minoritaires, bi- ou matrilineaires qui existaient par exemple dans le sous-continent indien, se sont érodés tout au long du XX<sup>e</sup> siècle (Agarwal 1994). Pour autant, les systèmes matrilineaires, qui se maintiennent notamment dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, ne garantissent pas nécessairement l'accès des femmes à la terre par héritage. L'étude de Michèle Dacher (1992) sur les communautés goin du Burkina montre ainsi qu'un système matrilineaire combiné à une norme de résidence patrilocale – les femmes viennent vivre

<sup>17</sup> Peu de données chiffrées sont disponibles sur les inégalités de genre dans l'accès foncier faute de collecte de données sexo-spécifiques par la plupart des appareils statistiques. Nous donnons plus loin un certain nombre de points de référence. Par ailleurs, des études récentes mettent en garde contre une recommandation hâtive consistant à prôner dans tous les cas l'accès des femmes à la terre, grâce notamment à l'individualisation des droits de propriété. Une telle politique peut mener à une surcharge de travail des femmes, voire, dans des contextes où l'agriculture est dévalorisée, à une nouvelle dégradation de leur statut. Nous revenons sur ce point dans la 2<sup>e</sup> partie de ce document.

<sup>18</sup> Voir ci-dessus note n° 10.

dans la communauté de leurs maris – conduit également à des règles d'héritage de père en fils : puisque les hommes constituent le point fixe du système de résidence, la terre leur revient. Les femmes se trouvent alors dans une situation particulièrement tendue : elles ont la responsabilité des enfants, qui appartiennent à leur lignage, sans avoir le contrôle de la production puisque les terres appartiennent aux hommes. Elles sont ainsi divisées entre leur famille maternelle, dont elles peuvent espérer du soutien pour l'éducation de leurs enfants, et leurs maris, qui se trouvent dans une situation analogue vis-à-vis de leurs sœurs. Dans ce type de système, les rapports sociaux de sexe entre conjoints diffèrent donc fondamentalement de ceux entre frères et sœurs. Pour autant, chaque femme, épouse et sœur, se trouve globalement dans une position de dépendance vis-à-vis de ses contreparties masculines. Enfin, les systèmes de résidence patrilocal fondés sur le paiement d'un prix de la fiancée, quand bien même ils sont par ailleurs associés à un système matrilineaire, peuvent combiner mobilité des femmes, exclusion du foncier et mise sous tutelle, voire exploitation économique des femmes. À partir de recherches de terrain au Zimbabwe, Alison Goebel (2005) révèle ainsi un écart considérable entre le modèle du prix de la fiancée et sa mise en pratique : alors que le modèle présente ce paiement comme le fondement d'une nouvelle relation entre les deux familles et le gage du respect du fiancé pour sa future épouse, celui-ci tend dans la pratique à se traduire par un simple transfert d'autorité masculine du père vers le mari. L'épouse devient tributaire de la générosité de son mari pour pouvoir faire face à ses responsabilités, notamment dans l'alimentation de la famille. De manière similaire, Dacher (1992) montre comment, dans les communautés matrilineaires goin du Burkina, la somme, représentant plusieurs années de travail, versée par le mari à la famille de son épouse, crée une véritable « dette conjugale » : souvent pendant plusieurs décennies, l'épouse rembourse sa dette par un travail agricole dont la plus-value, captée par son mari, pourra notamment être utilisée pour obtenir une épouse supplémentaire. Dans l'ensemble de ces cas, l'accès des femmes aux moyens de production en général et à la terre en particulier est limité, déterminant leur relégation dans la sphère domestique qui est, à son tour, source de subordination.

*Formes « traditionnelles » et « modernes » de discriminations des femmes dans l'accès au foncier*

L'impact des règles lignagères et de résidence sur la subordination des femmes ne doit toutefois pas laisser croire que cette subordination disparaîtrait dès lors que les systèmes coutumiers seraient remplacés par des législations étatiques modernes. L'accès au foncier constitue un enjeu central dans de nombreux systèmes agraires, à partir duquel cette discussion peut être illustrée. L'importance de cet enjeu dépend notamment du niveau de concentration des terres, qui lui-même reflète l'histoire de chaque pays et en particulier l'existence, ou non, de réformes agraires réussies. À titre d'illustration, dans des pays d'Amérique latine comme le Brésil et l'Uruguay qui ont connu une très forte concentration des terres dès l'époque coloniale, l'indice de Gini de répartition des terres atteint 0,85 et 0,93 respectivement<sup>19</sup>. Au Mexique, où la Révolution de 1910 a entraîné une réforme agraire poussée, cet indice a été ramené à 0,49, un niveau comparable à celui du Vietnam (0,50), mais aussi à des pays africains, comme par exemple le Sénégal, où domine l'agriculture familiale<sup>20</sup>. Dans les pays, notamment asiatiques comme la Chine et le Laos, qui ont connu des réformes agraires radicales, l'indice de Gini est de l'ordre de 0,4. Dans d'autres en revanche, comme les Philippines (indice de 0,57), l'Inde (0,59), le Cambodge (0,69)<sup>21</sup>, où de telles réformes ont échoué ou n'ont jamais été entreprises, la redistribution des terres demeure un enjeu majeur.

Cette problématique générale se double d'obstacles spécifiques à l'accès des femmes à la terre: en Chine notamment, moins de 60 000 parcelles sur plus de 193 millions sont détenues par des femmes, soit moins de 0,03%; dans un certain nombre de pays comme le Vietnam, les Philippines, l'Inde, le Burkina, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, le Guatemala, pour lesquels ces données sont disponibles, cette proportion se situe entre 8 et 11%. De nombreux cas, tirés de divers contextes régionaux, montrent de plus que des législations modernes sur le foncier ne constituent nullement une garantie

<sup>19</sup> Chiffres de 1996 et de 1991. L'ensemble des estimations concernant la concentration de la terre sont tirées de la base de données en ligne Gender and land rights de la FAO, [www.fao.org/gender/landrights](http://www.fao.org/gender/landrights).

<sup>20</sup> Chiffres des dernières études disponibles, correspondant aux années 2006, 1998 et 1999 respectivement.

<sup>21</sup> Données pour les années 2002, 1991 et 2004 respectivement.

de mise en cause de ces systèmes de type patriarcal, voire peuvent en créer de nouveaux. Dans le sous-continent indien et au Pakistan, Bina Agarwal (1994) montre ainsi que les nouvelles législations des États maintiennent de fortes discriminations dans l'accès des femmes au foncier. Dans les pays du Sahel, des déclarations progressistes sur la condition féminine ont eu lieu dès les années 1980 et ont pu être suivies de nouveaux codes de la famille s'attaquant, notamment, à la question de la polygamie. Mais ces changements au plan législatif n'ont guère été suivis d'effets en milieu rural où ils se sont heurtés à de fortes résistances à tous les niveaux (Monimart 1989). En Chine, où les terres avaient été redistribuées puis collectivisées dans les années 1950, le modèle dit «de responsabilité familiale» depuis 1978 a réintroduit un système quasi-patrilinéaire (Bossen 2002)<sup>22</sup>. Au Brésil, la question des droits fonciers des femmes a été marginalisée par les gouvernements successifs, depuis les régimes militaires à l'origine de la première réforme foncière en 1965, aux gouvernements de Cardoso des années 1990 et jusqu'à ceux de Lula da Silva. Depuis environ une décennie, les politiques agraires et foncières dans ce pays se sont basées sur le modèle de la ferme «familiale», ouvrant un terrain d'entente entre gouvernements et mouvements sociaux ruraux, voire avec certains mouvements de femmes. Pourtant, ce modèle ignore à la fois les besoins spécifiques des femmes mariées et ceux des femmes seules, célibataires, veuves ou divorcées (Guivant 2003). D'après les données réunies par Carmen Diara Deere et Magdalena León (2003) sur la part de la propriété foncière féminine en Amérique latine, le Brésil se place en effet parmi les plus inégalitaires de la région: seulement 11% des titres fonciers y sont détenus par des femmes, contre 12,7% au Pérou, 15,5% au Nicaragua, 22,4% au Mexique et 27,0% au Paraguay<sup>23</sup>. Les causes de ces inégalités résident dans les règles d'héritage et de mariage, mais aussi dans les programmes de distribution de terres au niveau national et des communautés, ainsi que dans les marchés

<sup>22</sup> Par le biais du système d'enregistrement villageois, qui établit le nombre de membres de chaque foyer et en déduit la superficie des parcelles attribuée. Les femmes comptent certes à part entière dans ce système, mais la règle de mobilité des femmes et donc de contrôle masculin de la terre est tout de même en vigueur. Les familles et villages qui se soustrairaient à cette règle seraient pénalisés par la diminution de la surface par habitant.

<sup>23</sup> Chiffres datant de 1995 pour le Nicaragua, de 2000 pour le Brésil et le Pérou, de 2001 pour le Paraguay et de 2002 pour le Mexique (Deere et León 2003, 928, tableau 2).

du foncier. L'ensemble de ces mécanismes d'acquisition de terres présentent un biais en faveur des hommes, même si certains programmes étatiques et règles d'héritage contribuent à une lente amélioration de l'égalité de genre dans l'accès au foncier en Amérique latine (Deere et León 2003).

Ces régimes de genre peuvent certes évoluer sous l'effet de luttes collectives des femmes ou lors de renversements brutaux de l'ordre établi. Le cas du Rwanda illustre de manière dramatique cette seconde possibilité : le génocide de 1994, en détruisant les moyens de production et en causant la perte des droits fonciers des populations éradiquées ou déplacées, a fourni l'occasion d'une renégociation des rapports sociaux de sexe et de l'accès des femmes au foncier (Koster 2009). Toutefois, en dehors de tels bouleversements, il ne peut généralement être attendu des législations introduites par les États qu'elles renversent les inégalités de genre ancrées dans les structures de domination et justifiées par la défense de la tradition.

### **Logiques féminines dans les systèmes agraires**

La position défavorable des femmes dans les systèmes agraires découle donc structurellement des institutions par lesquelles ces systèmes sont organisés. Ces institutions reposent sur les règles lignagères et de résidence, sur les mécanismes dits « traditionnels » ou « modernes » d'accès au foncier, sur des choix technologiques, sur la division sexuelle du travail. Elles trouvent leur justification dans des discours axés sur la défense de la tradition, mais aussi dans des luttes contre d'autres formes de discrimination, notamment raciales, pouvant occulter les inégalités de genre. Ces structures subordonnent finalement la sphère de la reproduction, à laquelle les femmes sont rattachées, à celle de la production. Cette subordination est enfin source de vulnérabilités alimentaires, pouvant toucher l'ensemble de la famille ou de la communauté.

Par ailleurs, si ces configurations institutionnelles définissent des champs de contraintes encadrant, souvent étroitement, les activités féminines, elles ne les déterminent pas entièrement : l'analyse structurelle demande à être complétée par une approche attentive aux logiques d'action des femmes. Une telle approche aide à saisir la cohérence des systèmes agraires et les unités de sens dans lesquelles les actions individuelles et collectives des femmes et des hommes prennent place. Elle révèle de plus l'existence d'espaces de résistance et d'inventivité des femmes, dont l'analyse fait l'objet de la troisième grande partie.



*Construction des identités de genre: accès à la terre, cultures et alimentation*

L'analyse des déterminants structurels de la subordination des femmes dans les systèmes agraires a fait apparaître le rôle clef de l'accès à la terre. Il constitue de plus un marqueur fondamental des identités de genre dans la plupart des contextes. Ainsi, sur le plateau du Deccan en Inde, les paysans distinguent «les terres rouges "féminines" des terres noires "masculines", constituées d'argiles plus fertiles que les sols latéritiques rouges» (Vatturi-Pionetti 2006, 204). De manière analogue, s'interrogeant sur la pertinence des catégories «hommes» et «femmes» au Zimbabwe, Goebel (2005) conclut qu'elles font absolument sens dans les systèmes agraires où la masculinité est, dès le plus jeune âge, façonnée dans un rapport à la terre dont les femmes sont exclues :

The relations between land and culture are profoundly about the construction and reconstruction of masculinity [...]. This form of masculinity requires women's distance from the land as outsiders in patrilocal settlements, just as it requires women's distance from their children through constructing children as belonging to the patrilineage [...] The gendered aspect of land allocation appears remarkably consistent, being one of those rigidities, one of those «modes of powers that sustain "women" as a category». (34, 37)

Règles lignagères, de résidence et d'héritage réglant l'accès à la terre, d'une part, construction symbolique des identités de genre, d'autre part, sont donc étroitement articulées. Ces constructions s'appuient de plus sur la désignation de certaines cultures ou activités agricoles comme féminines ou masculines<sup>24</sup>. Ainsi, le karité, culture féminine par excellence en Afrique de l'Ouest, structure les identités féminines, soutenant notamment l'organisation sociale des femmes dirigée vers la transformation de l'amande en beurre de karité (Biquard 1992). Plus largement, la «cueillette»<sup>25</sup> représente en Afrique sub-saharienne une activité typiquement féminine autour de laquelle s'organisent les réseaux d'entraide des femmes. Peu visibles, ces activités assurent pourtant une part substantielle de l'alimentation familiale, comme le montrent les données détaillées

<sup>24</sup> Notons à ce sujet que le fait de contrôler des cultures peut s'avérer un atout plus précieux pour les femmes que l'accès formel à la terre (Goebel 2005). Nous revenons sur ce point dans la 2<sup>e</sup> partie de ce document.

<sup>25</sup> Un euphémisme pour désigner un travail féminin souvent difficile, requérant de monter aux arbres et de les élaguer.

réunies par Anne Bergeret (1992) sur la région du Sine Saloum au Sénégal. Ce manque de visibilité n'est pas le fruit du hasard : la division des cultures et des activités agricoles participe à la hiérarchisation des identités et des rôles sociaux de genre. Les activités féminines sont associées au domaine du foyer et de l'alimentation, faiblement valorisées, alors que le marché et la création de revenus constituent l'espace de déploiement des activités masculines. Presque partout, les nouvelles cultures commerciales ont ainsi été appropriées par les hommes, comme dans le cas des indiens bari de la forêt colombienne (Pinton 1992) ou du café, dont la culture a été introduite à grande échelle en Afrique à partir des années 1960 (Guétat-Bernard 2008). En négatif, les cultures féminines sont associées au secteur vivrier et à la subsistance. Les frontières entre activités agricoles masculines et féminines ne sont certes pas hermétiques, les hommes assurant notamment certaines tâches des femmes pour éviter des goulots d'étranglement dans la production (Kasente *et al.* 2002). Mais ces ajustements sont limités par les représentations qui associent les femmes au foyer et à l'alimentation et les hommes au marché et à la génération de revenus monétaires et assurent le maintien des rapports sociaux de sexe. Ainsi, au Cameroun, lorsque la culture du café entre en crise, les femmes, pour compenser la perte de revenus masculins, vendent des cultures vivrières traditionnelles aux nouvelles populations urbaines. Ce «vivrier marchand» leur permet de créer des revenus monétaires aidant à la survie de leur famille, tout en demeurant dans des activités socialement acceptées car apparaissant comme un prolongement de la sphère domestique (Guétat-Bernard 2008).

Enfin, la nourriture elle-même joue un rôle central dans la construction et la hiérarchisation du féminin et du masculin dans les systèmes agraires : sa production, sa distribution et sa consommation, ainsi que le type de nourriture sont directement liées au pouvoir et à la «valeur sociale» des hommes et des femmes (Counihan et Kaplan 1998). Cette centralité se reflète tout d'abord dans celle des cuisines comme lieux de vie, comme par exemple dans les communautés zumbagua des Andes équatoriennes où elles constituent la première pièce d'habitation, autour desquelles les maisons sont peu à peu élargies (Weismantel 1992). De manière similaire, les concessions wolofs, peuls ou socés au Sénégal se structurent en plusieurs «foyers-cuisines», reflétant des liens de parenté au sein de ces concessions (Bergeret 1992). Certains aliments y sont par ailleurs identifiés comme intrinsèquement masculins («la viande») ou au

contraire féminins («la sauce»), la responsabilité de leur approvisionnement incombant alors à l'un ou l'autre sexe (Bergeret 1992). Dans le contexte andin, cette division se traduit par la séparation des aliments «indigènes», cultivés dans les communautés et préparés par les femmes selon des recettes «traditionnelles», des aliments issus de l'agro-industrie, rapportés en fin de semaine par les hommes travaillant en ville. La hiérarchisation entre hommes et femmes s'appuie ici sur celle entre aliments associés à la modernité ou au contraire à la tradition. Enfin, la distribution de nourriture peut être un marqueur des hiérarchies de genre, et plus largement des hiérarchies sociales. Dans les communautés zumbagua, il revient ainsi à la femme du foyer la plus âgée de distribuer la nourriture selon un ordre strict déterminé par le statut social, l'âge, le sexe, le statut d'invité ou de simple membre de la famille des personnes prenant part au repas (Weismantel 1992).

Les constructions des identités et rôles de genre se fondent donc sur de nombreux marqueurs symboliques, qui prennent eux-mêmes appui sur des conditions matérielles propres aux systèmes agraires: accès au foncier, division sexuelle du travail, responsabilité des hommes et des femmes dans l'alimentation, identification d'aliments associés à l'un ou l'autre genre. Une hiérarchie entre rôles sociaux des hommes et des femmes est présente dans chacune de ces constructions, qui reflètent en même temps qu'elles étaient les structures institutionnelles encadrant les rapports sociaux de sexe.

*Cohérence et intelligence des logiques féminines: espace domestique, agrobiodiversité, alimentation*

L'étude de ces constructions laisse de plus entrevoir les univers de sens dans lesquelles se déploient les activités féminines: préparation de nourriture, alimentation, entretien de la famille, espace domestique. La place des femmes dans la sphère productive varie certes selon les contextes et les configurations institutionnelles, mais sans remettre en cause cette responsabilité première. Cet éclairage permet de saisir la cohérence interne des logiques féminines et montre notamment que si ces logiques ne coïncident pas avec les objectifs assignés par certaines politiques de développement, comme la maximisation de la productivité ou du profit, elles ne sont pas autant inefficaces, incohérentes, ni «arriérées».

Les monographies de type anthropologique, qui répertorient minutieusement les activités des femmes, sont souvent les seules à même de

faire apparaître ces logiques<sup>26</sup>. En suivant une femme du village chinois de Lu dans ses tâches journalières, Bossen (2002) montre ainsi que ses différentes activités s'articulent au sein d'un ensemble cohérent centré sur l'alimentation et la reproduction: les restes des repas de la famille sont utilisés pour nourrir les animaux, qui eux-mêmes fournissent une partie de l'alimentation familiale, ainsi que le fumier pour fertiliser les jardins où sont cultivés les légumes également destinés à l'alimentation familiale. De manière similaire, Weismantel (1992) dans son étude sur les communautés zumbagua montre que cycle des aliments et des produits agricoles entre êtres humains, animaux domestiques et cultures sont étroitement imbriqués et optimisés grâce au travail des femmes. L'ensemble de ces activités se déploie dans l'espace domestique, compris comme l'espace physique où se déroule le travail des femmes afin d'assurer la reproduction des familles et des communautés<sup>27</sup>. Cette caractéristique explique à la fois leur cohérence et la faible visibilité de cette production agricole qui est réduite à des «activités domestiques» par de nombreux auteurs. Ainsi, il est significatif qu'une recherche antérieure sur le village de Lu, réalisée par l'anthro-

<sup>26</sup> Vatturi-Pionetti (2006) note par exemple à ce sujet que «la complexité des relations que les hommes et les femmes des sociétés rurales entretiennent avec le monde vivant et les pratiques qui en découlent ne peuvent être mises en lumière qu'au moyen d'enquêtes ethnobotaniques ou ethnographiques très précises, s'éloignant des dogmes de la "sécurité alimentaire" et du "développement agricole" pour laisser place aux nuances des pratiques paysannes» (198). L'étude quantitative de Pamela Marinda (2006) sur la productivité agricole comparée de foyers menés par des hommes ou des femmes au Kenya illustre en négatif cette nécessité. Marinda montre que la productivité de la culture du maïs décroît en fonction de la superficie des champs et tend de ce fait à être moindre dans les foyers menés par des femmes dont les parcelles sont plus petites. Cette conclusion va à l'encontre des résultats de travaux féministes affirmant que la productivité des petites parcelles féminines peut être très élevée grâce à un usage intensif du travail et à la maîtrise des écosystèmes cultivés. L'étude ne mesure toutefois pas la productivité des jardins et autres parcelles de polycultures où ce type de savoir-faire pourrait être appliqué. L'étude présente donc un biais du fait d'un choix méthodologique qui occulte les cultures et logiques d'action féminines se déployant dans l'espace domestique.

<sup>27</sup> Notons que les frontières de cet espace, qui sont donc déterminées par la division sexuelle du travail, ne recourent pas nécessairement celle entre rapports de production domestique et capitaliste. Dans le cas des familles de colons de la forêt amazonienne, Pinton (1992) montre par exemple que le travail des hommes hors de l'espace domestique comprend à la fois l'agriculture marchande et de subsistance.

pologue chinois Fei Xiaotong dans les années 1930, ait conclu à la faible participation des femmes dans l'agriculture : l'auteur s'était centré sur les cultures commerciales (le riz et les haricots achetés à l'époque par le gouvernement), occultant le jardinage et l'élevage d'animaux pour la consommation familiale assurés par les femmes. Une estimation revue par Bossen de la part du travail agricole réalisé par les femmes de ce village montre qu'en réalité, celle-ci était, dans les années 1930, légèrement supérieure à celle des hommes. À la suite de Boserup, des données analogues pour de nombreux pays confirment désormais l'importance du travail féminin et la contribution des femmes, non seulement à la reproduction des familles, mais à celle des systèmes agraires dans leur ensemble : en Asie du Sud, les femmes constituent 90% de la main-d'œuvre pour la culture du riz ; en Ouganda, elles réalisent 85% du travail de semences et 98% de la transformation alimentaire ; en Inde, elles représentent 82% de la main-d'œuvre responsable du stockage des récoltes et 70 à 80% de celle assurant la traite du bétail ; au Brésil, 90% des personnes employées dans l'élevage sont des femmes ; et dans les montagnes les plus reculées et les plus pauvres du Bamiyan, Badakhshan et du Nooristan en Afghanistan, l'agriculture et l'élevage reposent presque entièrement sur des femmes<sup>28</sup>. Cette participation féminine aux activités agricoles mérite d'autant plus d'être rappelée que, comme le souligne Deere (2005) à partir de l'Amérique latine, l'absence de rémunération occulte non seulement la logique interne, mais aussi l'existence et la valeur de ce travail.

L'intelligence des logiques d'action féminines est également visible dans des activités visant à préserver la diversité agricole et biologique, ou « agrobiodiversité », et qui favorisent à leur tour une alimentation en quantité, qualité et variété satisfaisantes. Dans la plupart des régions du monde, les femmes possèdent des savoir-faire spécifiques dans le maintien du cycle de reproduction des espèces animales et végétales, cultivées ou sauvages. Au Sahel, où les contraintes du milieu sont particulièrement sévères, les femmes, chargées de la collecte du bois, parcouraient des distances considérables pour éviter de couper du bois vert (Monimart 1989)<sup>29</sup>. Au Brésil, la campagne de 2007 du Mouvement des femmes

<sup>28</sup> Ces données sont tirées d'un rapport d'ActionAid (Costa 2010, 3, box 1) s'appuyant sur des données du FIDA, de la FAO, de l'UNIFEM, ainsi que d'ActionAid Afghanistan et d'ActionAid India.

<sup>29</sup> Sous l'effet de la désertification, cette règle tend aujourd'hui à se relâcher, mettant en danger la durabilité de la gestion du bois de chauffe (Monimart 1989).

paysannes, dont le slogan était «Produisons de la nourriture saine, prenons soin de la vie et de la nature», a mis en avant le lien étroit existant entre pratiques agro-pastorales des femmes, préservation de la biodiversité et souveraineté alimentaire (Jalil 2009). Dans le cas du plateau semi-aride du Deccan, Carine Vatturi-Pionetti (2006) montre que «l'association des cultures et des variétés est une stratégie couramment utilisée par les petites paysannes pour minimiser le risque de perte de récolte et consolider la sécurité alimentaire de leur foyer» (198). L'association de cultures, en diversifiant la durée des cycles agricoles, la résistance à la sécheresse et aux insectes optimise en effet le rendement *global* du système vivrier, quand bien même celui-ci se fait au détriment de celui de cultures particulières (Vatturi-Pionetti 2006). En Ouganda, l'étude de Kasente *et al.* (2002) sur la promotion des exportations agricoles dites «non traditionnelles»<sup>30</sup> montre que le mauvais fonctionnement des marchés agricoles<sup>31</sup> dissuade les agriculteurs d'investir dans ces cultures. Tant que les débouchés sont incertains, ils préfèrent assurer leur autosubsistance par l'agriculture vivrière, renonçant aux gains de productivité que permettrait la division du travail et la spécialisation. L'objectif de sécurité alimentaire prime donc sur celui d'accroissement de la productivité, en particulier pour les femmes qui portent traditionnellement cette responsabilité. Cet objectif, et non une aversion irraisonnée ou naturelle au risque, non plus qu'une erreur de calcul des femmes, les pousse à privilégier la diversification des cultures et des risques plutôt que la culture d'une variété commerciale à haut rendement. De manière générale, la réhabilitation de cultures associées au sein d'écosystèmes complexes constitue une forme de résistance à la domination du paradigme de la monoculture. Elle se fonde sur la revalorisation de connaissances considérées comme traditionnelles ou indigènes détenues notamment par les femmes au sein des sociétés

<sup>30</sup> Razavi (2002) souligne le caractère ambigu de cette notion, dont elle distingue trois sens : « First, an export can be non traditional because it involves a product that has not been produced in a particular country before [...]. A second type of nontraditional export is a product that was traditionally produced for domestic consumption but is now being exported [...]. Finally, the term can refer to the development of a new market for a traditional product [...] » (33, note n° 1).

<sup>31</sup> Notamment de fortes fluctuations des prix agricoles et des prix aux agriculteurs pouvant être beaucoup plus bas que les prix finaux en raison d'une faible concurrence entre intermédiaires commerciaux.

paysannes, et qui s'affirment comme une forme d'intelligence au même titre que la maximisation du rendement d'une monoculture<sup>32</sup>.

Enfin, le maintien de l'agrobiodiversité repose sur l'autogestion paysanne des semences, plutôt que sur l'achat ou l'emprunt de variétés améliorées, permettant de garder le contrôle de la sélection des grains et de limiter les dépendances vis-à-vis des vendeurs de semences pouvant empêcher de réaliser les semis au moment opportun (Vatturi-Pionetti 2006). Cette gestion paysanne des semences est associée à la reproduction et relève de ce fait généralement de la responsabilité des femmes. Dans la région du Decan, lorsque les sacs de semences gonflent à l'arrivée des premières pluies, les femmes déclarent ainsi que les semences sont «enceintes» (Vatturi-Pionetti 2006, 204). Plus largement, les procédés de sélection, de conservation et de germination des semences sont transmis de mère en fille et sont entourés de rituels se déroulant dans l'intimité du foyer. Ces savoir-faire sont considérés comme partie intégrante de l'identité féminine et consolident le statut des femmes dans la famille et dans la communauté (207). Ils constituent un paramètre central de leurs logiques d'action permettant d'en saisir l'intelligence et la cohérence.

### ***Subordination des femmes dans les systèmes agraires***

La place subordonnée des femmes dans les rapports sociaux de sexe apparaît comme un résultat d'une étonnante constance au travers de travaux portant sur des systèmes agraires par ailleurs très divers. Ni les différences entre formes d'organisation de la production propres aux grandes régions du monde – systèmes «féminins» et «masculins» au sens de Boserup notamment – ni les degrés variables de modernisation agricole, ni les grands modèles capitalistes ou communistes, ne semblent mettre en cause ce résultat. Cette subordination trouve ses racines dans la responsabilité attribuée aux femmes dans la reproduction sociale, en particulier l'alimentation des familles et des communautés. Cette sphère, subordonnée à celle de la production dans le mode de production capitaliste comme dans ceux reposant sur une propriété collective des moyens de production, place les femmes dans une position de dominées pouvant

<sup>32</sup> Dans sa synthèse du séminaire international de l'ORSTOM-CIE sur Femmes et politiques alimentaires (1985), Jeanne Bisilliat conclut ainsi à «l'absence de recherche agronomique sur les cultures faites par les femmes» en lien avec «l'intensification des systèmes de monoculture au détriment des systèmes de cultures associées si bien maîtrisés par les femmes» (24).

mener à leur exploitation. Cette domination prend appui sur des institutions dites « traditionnelles » (mariage, systèmes lignager, de résidence, d'héritage, d'éducation, etc.) ou inscrites dans les législations des États, qui définissent les règles d'accès aux moyens de production, au travers notamment de la législation et des marchés fonciers, des conditions d'accès aux financements, aux techniques de production et aux programmes d'appui. Ces institutions sont soutenues par des systèmes articulés de représentations sociales qui les justifient et leur permettent d'évoluer dans des limites souvent étroites. Ces représentations sont fondées sur un système hiérarchisé d'identités et de rôles qui renforcent la place des hommes dans la sphère de la production et celle des femmes dans celle de la reproduction. Des décalages importants peuvent certes exister entre ces représentations et les situations réelles où les femmes assurent un rôle croissant dans la génération de revenus monétaires. Mais ces représentations encadrent les activités socialement acceptables pour les femmes et constituent un facteur considérable d'inertie de rapports sociaux de sexe structurellement inégaux. Les mécanismes de domination des femmes, trouvant des appuis nouveaux dans certains processus dits « de développement », peuvent alors mettre en danger la capacité des familles à s'alimenter. De nouvelles formes de vulnérabilité alimentaire, pouvant se manifester par des crises violentes comme en 2007-2008, touchent ainsi une partie de la population mondiale, alors même qu'une autre partie de cette population bénéficie des gains de productivité issus de ces mêmes processus.

### **Les systèmes agraires sous la pression du développement**

Afin de caractériser les rapports sociaux de sexe dans les systèmes agraires, la première partie de ce travail s'est concentrée sur la cohérence interne de ces systèmes, mettant provisoirement de côté les niveaux institutionnels et les dynamiques plus larges dans lesquels ils se situent. Hormis pour les besoins de l'analyse, ces différents niveaux ne peuvent bien sûr être séparés : les systèmes agraires évoluent, sous l'effet notamment de l'apparition de nouvelles activités rurales non agricoles, du développement urbain, des migrations nationales et internationales. Dans la quasi-totalité des pays du Sud, des transitions démographiques, entraînant une croissance rapide de la population, constituent de plus la toile de fond de



ces changements et un accélérateur de leurs contradictions. Les politiques économiques, aux niveaux national et global, déterminent par ailleurs les cadres, changeants, dans lesquels les productrices et producteurs accèdent aux moyens de production et commercialisent leurs produits. À leur tour, ces transformations se répercutent sur la manière dont les familles et les communautés assurent leur reproduction, générant des tensions pouvant être considérables et qui sont d'abord absorbées par les femmes qui occupent une position dominée dans les systèmes agraires. Leur capacité d'ajustement, cependant, n'est pas illimitée : des tensions trop fortes aboutissent à des crises des systèmes agraires et de la reproduction sociale, dont la malnutrition, la disette, voire la famine, constituent les manifestations les plus brutales.

Les rapports sociaux de sexe dans les systèmes agraires doivent donc être étudiés de manière dynamique, en lien avec les processus de développement et les politiques, notamment économiques, qui les mettent sous tension. Inversement, une économie politique qui se limiterait aux seuls niveaux institutionnels du marché et de l'État, en ignorant la sphère domestique, donnerait une vision tronquée de ces systèmes, incapable de prendre en compte leur dynamique d'ensemble et donc leurs limites<sup>33</sup>.

Ce cadre d'analyse élargi conduit donc à considérer les systèmes agraires en lien avec l'évolution des paradigmes de développement. Un point d'inflexion principal de ces paradigmes se situe au tournant des années 1980. La première période, qui débute après la Seconde guerre mondiale, se caractérise, d'une part, par des stratégies volontaristes de modernisation prenant dans le secteur agricole la forme de révolutions vertes, et, d'autre part, par des prix agricoles dans certains pays pouvant être largement déconnectés des prix mondiaux. Elle se termine avec les

<sup>33</sup> Shahra Razavi (2009) souligne ainsi l'urgence d'une nouvelle économie politique qui tienne compte de l'espace et des relations domestiques. Elle montre que l'économie politique néoclassique dominante, en ignorant cet espace et ces relations, aboutit à un traitement simpliste du genre l'assimilant à un choix rationnel qui serait par essence masculin ou féminin. Les implications politiques d'une telle analyse sont considérables : elles consistent à rediriger des ressources (foncier, crédit, emploi) vers les femmes, censées non seulement travailler autant que les hommes, mais aussi investir ces ressources dans le bien-être de leur famille. Au lieu de transformer des rapports sociaux de sexe inégaux, ces politiques accroissent finalement les responsabilités et la charge de travail des femmes (à ce sujet, voir également Bieri et Sancar 2009).

politiques de libéralisation des années 1980, qui coïncident avec la prise de conscience de la dépendance alimentaire de certains pays, notamment africains, vis-à-vis des pays occidentaux et de l'urgence de réformer l'«ordre alimentaire mondial». Débute alors une seconde période, caractérisée par l'ouverture commerciale, qui s'étend aux produits agricoles durant les années 1990, et par la croyance dans l'impact positif de la croissance économique mondiale sur les pays en développement grâce à l'effet dit «de ruissellement» (*trickle down*). L'ordre alimentaire mondial est alors essentiellement marchand, en même temps que la communauté internationale déplore une augmentation, depuis 1995, du nombre absolu de personnes mal-nourries dans le monde<sup>34</sup>. Cette deuxième grande partie aborde tour à tour chacun de ces paradigmes, en analysant leurs points d'appui dans les institutions et les représentations des systèmes agraires et leurs conséquences pour l'évolution de ces systèmes. L'argument défendu est que les inégalités initiales, au premier plan desquelles celles fondées sur le genre, tendent à s'accroître sous l'effet des pressions exercées par les processus et politiques de développement des six dernières décennies.

### ***Racines des inégalités dans les paradigmes de développement avant les années 1980***

Les racines des inégalités de genre dans les paradigmes de développement jusqu'au tournant des années 1980 peuvent être abordées au travers de deux grandes discussions qui traversent cette période: premièrement, le bilan des révolutions vertes, autour des préoccupations naissant de nouveaux écarts de revenus au niveau international, national, et jusqu'au sein des communautés agraires et des familles; deuxièmement, la dépendance alimentaire croissante d'une partie du monde, se manifestant de manière violente lors de crises alimentaires, voire de famines comme au Sahel en 1973 ou en Éthiopie en 1984-85<sup>35</sup>.

<sup>34</sup> Voir les chiffres de FAOSTAT cités en introduction.

<sup>35</sup> Le Bangladesh a également connu en 1974-75 une grande famine qui a fait environ un million et demi de morts. Ses causes résidaient cependant moins dans une dépendance alimentaire que dans une pénurie artificielle déclenchée par l'annonce d'une mauvaise récolte qui a conduit à une flambée des prix alimentaires.

*Révolutions vertes: une modernisation excluante*

Introduites dans la seconde moitié des années 1940 au Mexique<sup>36</sup>, puis essentiellement en Inde et en Asie du Sud-Est à partir des années 1960, les révolutions vertes ont pu contribuer à alimenter des populations en forte croissance démographique. Associant semences génétiquement améliorées, engrais minéraux, pesticides, et, dans certains cas, irrigation, mécanisation, voire accès au crédit et à la terre dans le cadre de réformes agraires, ces politiques ont effectivement conduit à des augmentations considérables du rendement de certaines cultures. Cependant, elles sont aussi à l'origine d'un développement très inégal, responsable de la crise des systèmes agraires les moins performants et de l'apparition de nouvelles vulnérabilités alimentaires.

L'orientation des recherches agronomiques constitue un premier facteur d'inégalité. Les investissements se sont tout d'abord concentrés sur l'amélioration des variétés de riz et de blé cultivées en Asie et, dans une moindre mesure, en Amérique latine, alors que les céréales typiquement africaines, comme le sorgho, étaient délaissées (Fresco 1985). Le potentiel offert par certains pays aux yeux des instituts de recherche et des fondations qui les financent ou les ont financés explique certainement cette orientation. Mais elle a par ailleurs entraîné un accroissement des inégalités au sein des pays dits alors « du tiers-monde » en favorisant un creusement extrêmement rapide des écarts de productivité<sup>37</sup>. Des dynamiques complexes en ont résulté. La hausse des rendements dans les agricultures modernisées de certains pays, notamment d'Asie du Sud-Est, ainsi que dans les pays occidentaux, a créé des excédents disponibles pour l'exportation. Ces denrées ont alors exercé une concurrence implacable sur celles produites dans d'autres régions du monde de manière infiniment moins performante<sup>38</sup>. La hausse des rendements agricoles dans certains

<sup>36</sup> Sous l'impulsion de la fondation Rockefeller, qui a financé des recherches agronomiques sur des variétés à hauts rendements, en collaboration avec le gouvernement de Manuel Ávila Camacho.

<sup>37</sup> Marcel Mazoyer (2005) estime que le rendement par hectare, par an et par agriculteur est de l'ordre d'une tonne pour les cultures manuelles et de 1000, voire pour certaines céréales de 2000, tonnes après la modernisation agricole. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les écarts moyens de productivité auraient été multipliés par un facteur 100.

<sup>38</sup> Notons toutefois que, du fait des politiques de développement national quasiment opposées suivies par les pays industrialisés et par les pays du tiers-monde jusqu'au tournant des années 1980, la répartition mondiale des capacités de

pays ou régions entraîne ainsi une baisse globale des prix agricoles, menaçant d'endettement et de décapitalisation les paysans, majoritaires, du tiers-monde dont les rendements restent très faibles. Une partie d'entre eux est alors contrainte d'abandonner son activité et de migrer vers les villes. Alors que la quantité globale de nourriture augmente, le développement inégal induit par les révolutions vertes conduit donc à une crise de certains systèmes agraires se traduisant par de nouvelles formes de sous-alimentation paysanne (Mazoyer 2005).

L'introduction de nouvelles techniques et variétés agricoles, dont les caractéristiques et le coût excluent certaines populations, est donc à l'origine d'un accroissement des inégalités mettant en cause les progrès permis par ailleurs par ces techniques. Si cette dynamique est la plus visible au niveau international, elle ne s'y limite cependant pas. Au sein des pays, les révolutions vertes ont créé des inégalités considérables entre les régions, voire entre et au sein même de communautés locales, donnant naissance à des zones marginalisées et à des poches de pauvreté<sup>39</sup>. Au sein même des familles bénéficiaires, ces politiques se sont appuyées sur les rapports sociaux de sexe existants et ont tendu à creuser les inégalités de départ. À ce sujet, Louise Fresco (1985) signale que les recherches menées par des équipes d'agronomes essentiellement masculines, en général sans coordination avec des chercheurs en sciences sociales, sont parties de l'hypothèse d'une fonction de production unique des familles

production agricole est plus complexe qu'une simple division entre agricultures modernisées et traditionnelles. Alors que les pays industrialisés menaient des politiques en faveur de leurs secteurs agricoles fondées sur le soutien des prix, les subventions aux moyens de production, le financement public de la recherche agronomique et des infrastructures, et, aux États-Unis, des aides directes aux revenus des agriculteurs, les pays du tiers-monde soutenaient l'industrialisation urbaine, au travers de prix agricoles inférieurs aux cours mondiaux. Même dans les pays comme l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande ou les Philippines qui ont connu des révolutions vertes, le transfert net de ressources dans les pays en développement durant cette période s'est globalement fait au détriment du secteur agricole (Roudart 2005).

<sup>39</sup> Jeanne Bisilliat (1985) estime à ce sujet que « [les révolutions vertes] ont gagné la bataille de la production de céréales en concentrant l'apport des ressources sur les régions et sur les paysans les plus riches mais [...] n'ont pas résolu les problèmes de distribution, laissant stagner ou régresser la production des régions déshéritées accentuant ainsi, encore plus, les déséquilibres régionaux et renforçant les poches de pauvreté en augmentant le nombre de paysans sans terre, sans emploi et sans revenu » (25).

d'agriculteurs, censée refléter une unité d'intérêt<sup>40</sup>. Cette fonction a alors été comprise comme la maximisation du rendement d'une culture généralement unique, les bénéfices retirés par les chefs de famille masculins étant supposés s'étendre à leurs épouses et familles par un effet de diffusion transversale (*trickle across*). L'impact des techniques sur le statut et le travail des femmes varie certes selon les contextes et selon qu'elles sont appliquées seules ou en combinaison avec l'allocation de crédits et de terres. Mais un examen du résultat de ces politiques attentif au genre révèle globalement, non une participation des femmes aux opportunités offertes à leurs maris ou à leurs parents de sexe masculin, mais une division sexuelle du travail suivant les contours de la modernisation agricole et entraînant des écarts de productivité croissants entre activités masculines et féminines. Non seulement les cultures vivrières, mais aussi les tâches accomplies par les femmes comme le désherbage, le repiquage du riz, la conservation, le séchage ou la transformation de certaines récoltes sont exclues de la plupart des recherches agronomiques (Fresco 1985). Ce type de modernisation entraîne donc une dégradation de la position relative des femmes dans les systèmes agraires. On peut penser que cette dégradation n'est pas seulement le résultat malheureux de politiques insensibles au genre: elle apparaît structurellement nécessaire pour fournir une main-d'œuvre et des cultures vivrières à bas coût au secteur d'exportation capitaliste. En somme, le type de modernisation entreprise dans le cadre des révolutions vertes s'appuie sur des mécanismes d'exclusion multiples et imbriqués, dont la domination et l'exploitation des femmes au sein des structures familiales constitue le socle. Ces mécanismes exposent les personnes et les groupes exclus à de nouvelles vulnérabilités alimentaires, alors même que les rendements agricoles moyens sont en forte augmentation.

#### *Les dépendances alimentaires*

Une seconde préoccupation traverse la période qui va de l'après-guerre aux indépendances africaines et asiatiques et au tournant des années

<sup>40</sup> Contre cette tendance, un petit nombre d'instituts de recherche, notamment l'International Rice Research Institute (IRRI) aux Philippines, ont mené des programmes de recherche et développement agricole veillant au «bien-être et à l'empowerment des femmes», à travers trois champs d'action principaux: les technologies agricoles et post-récoltes; les techniques de l'information et l'énergie (Paris, Feldstein et al. 2001).

1980: les nouvelles dépendances alimentaires révélées par des crises alimentaires à répétition. Les explications dominantes<sup>41</sup> mettent certes en avant la «surpopulation» présumée de régions du tiers-monde et les dégradations environnementales et climatiques que celle-ci est censée entraîner. Pourtant, pour de nombreux auteurs critiques, la dépendance de pays du tiers-monde vis-à-vis de denrées alimentaires en provenance des agricultures modernisées, principalement occidentales, constitue la cause première de ces crises qui ne seraient pas dues à une taille excessive de la population. Ces crises apparaissent alors comme étant de nature politique, même si une croissance démographique rapide aggrave évidemment les difficultés<sup>42</sup>.

De nouveau, le niveau international de cette dépendance, le plus manifeste, a d'abord été mis en avant. Jeanne Bisilliat (1985) souligne ainsi que la dépendance concerne globalement les pays ayant fait le choix de la «promotion et exportation de certaines cultures justifiées par la théorie des avantages comparatifs et impliquant en même temps le recours à l'aide alimentaire» (25). Les pays fournisseurs ou pourvoyeurs de dispositifs d'aide ayant, délibérément ou non, détruit l'agriculture locale, détiennent inversement une «arme alimentaire», profitant par ailleurs à leurs industries agro-alimentaires nationales organisées en lobbys, en particulier aux États-Unis (George 1976). Plus avant, le Comité d'information Sahel (1975) soutient que les famines des années 1970 dans cette région du monde sont le résultat de l'exportation de la crise du capitalisme occidental. Le maintien de relations de domination avec les anciens pays colonisés, y compris par le biais des agences dites «de coopération au développement», permettrait ainsi de poursuivre l'exploitation impérialiste. Celle-ci a notamment pour conséquence la destruction des cultures vivrières qui assuraient la sécurité alimentaire au niveau local. L'échange inégal<sup>43</sup> au

<sup>41</sup> Pour une illustration de ces thèses, voir par exemple Bourrinet (1982a).

<sup>42</sup> Il convient d'ajouter que la croissance démographique n'est pas un phénomène naturel, mais a des causes culturelles au travers des représentations de la famille, politiques au travers de mesures anti- ou pronatalistes, et situées dans les interdépendances Nord-Sud, au travers notamment des progrès de santé publique, mais aussi des obstacles aux migrations internationales. La multidimensionnalité et la complexité de la question démographique ont été soulignées par Arthur Lewis dès 1963.

<sup>43</sup> Au sens de la théorie marxiste développée par Arghiri Emmanuel (1969), puis reprise par Samir Amin.

niveau international, et non des désastres « naturels » ou une incapacité soudaine de populations supposées arriérées à subvenir à leur alimentation, est donc dénoncé comme la cause première des crises alimentaires et des famines<sup>44</sup>.

Ce niveau, s'il est déterminant et engage la responsabilité des pays occidentaux, ne doit cependant pas occulter les relations de dépendance et les mécanismes de discrimination avec lesquels ils s'articulent à l'intérieur de chaque pays, aux niveaux régional, local et jusque dans les familles. Dès les années 1980, les travaux d'Amartya Sen (1981) ont mis en évidence le rôle central de droits démocratiques (*entitlements*) favorisant l'accès aux ressources et aux aliments. À partir de recherches de terrain sur le rôle des femmes dans les crises alimentaires en Inde, Amrita Rangasami (1985) souligne également que « les conditions de la famine sont seulement réunies là où l'accroissement [des difficultés d'accès à] la terre, l'eau et au travail prive de larges classes de la population des moyens de subvenir à leurs besoins » (110). La sous-alimentation et la famine ne touchent donc pas de manière indiscriminée les populations de régions entières, mais seulement les groupes rendus vulnérables par des mécanismes d'exclusion dus à leur classe, leur race, leur caste ou leur sexe, pouvant être aggravées par des formes excluantes de modernisation agricole. Plus avant, l'observation des processus qui conduisent à la famine montre que celle-ci, loin de constituer un évènement soudain et de ce fait implacable, constitue le terme final d'« un processus durant lequel les actifs [*assets*] des communautés victimes sont transférés aux bénéficiaires » (Rangasami 1985, 111). Les difficultés d'alimentation ne s'abattent donc pas brutalement sur certaines populations comme les couvertures médiatiques de ces « évènements » le laissent souvent supposer, mais résultent de processus longs de transfert de ressources des victimes vers des groupes bénéficiaires constituant les relais locaux des structures de dépendance au niveau international.

Notons enfin que ces processus entraînent des réactions d'ensemble des communautés affectées, mais aussi certaines stratégies spécifiques aux femmes. Lors de la famine de 1952-53 à Tikopia, dans les îles Salomon du

<sup>44</sup> Notons qu'au-delà des relations entre pays du tiers-monde et occidentaux, existent durant cette période des dépendances alimentaires au sein du bloc soviétique, notamment de l'URSS vis-à-vis des pays de l'Est, ainsi que des pays arabes vis-à-vis des pays exportateurs de céréales. Voir respectivement Nove (1982) et Bourrinet et Makramallah (1982).

Pacifique, diverses règles communautaires, concernant notamment les mariages et les rituels de funérailles, ont été assouplies. Parallèlement, les femmes se sont approprié les bateaux de pêche des hommes absents de l'île, bravant le tabou leur interdisant de prendre la mer afin de tenter de nourrir leurs familles (Rangasami 1985). De manière similaire au Sahel, l'exode des hommes a constitué la première réponse à la sécheresse et à la désertification à partir des années 1970. Restées sur place, les femmes ont assumé une part croissante du travail domestique et agricole, en même temps que de nouvelles techniques et normes sociales, voire de nouveaux rapports monétaires entre hommes et femmes, étaient introduits. Cependant, ces efforts ne peuvent être compris comme des moyens d'ajustement automatique des systèmes agraires aux pressions extérieures. Dans de nombreux cas, on a observé au contraire la destruction de ces systèmes, brisant destins individuels et collectifs comme le révèle Marie Monimart (1989) à partir du cas sahélien. De même à Tikopia, la stratégie ultime des femmes face à la famine a consisté en une « décimation sélective » des familles par l'infanticide des fillettes et des garçons (Rangasami 1985). La radicalité de cette réponse témoigne de manière tragique des limites d'adaptabilité des familles à un stress extrême (Bisilliat 1985). Elle illustre aussi que les relations de dépendance alimentaire visibles au niveau international ne se maintiennent finalement que par le biais de chaînes de dépendance dont la sphère domestique constitue le dernier maillon. L'enrichissement de certains groupes dans des pays occidentaux et dans ceux mêmes touchés par les crises alimentaires n'est possible que parce que simultanément d'autres groupes subissent leur domination et s'appauvrissent. Les femmes de classes, races ou ethnies discriminées sont ainsi les ultimes victimes de ces processus d'approfondissement des rapports de domination et d'accroissement des inégalités.

### ***Libéralisation agricole, nouvelles inégalités de genre et vulnérabilités alimentaires***

*Un nouveau cadre des politiques agricoles et alimentaires*

Les années 1980 marquent un tournant au niveau mondial dans les politiques économiques en général et dans les politiques agricoles et alimentaires en particulier. La crise de la dette publique extérieure des pays en développement, manifeste à partir de 1982, constitue sans doute le point de repère le plus net de ce tournant, dont les racines remontent cependant aux chocs pétroliers des années 1970. À partir de la fin des années



1970, alors que Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher au Royaume-Uni impulsent des politiques de dérégulation de l'économie qui vont bientôt s'étendre à l'échelle planétaire, les institutions financières internationales conseillent aux pays pauvres endettés de réduire leurs dépenses, notamment en démantelant leurs politiques agricoles et alimentaires et en laissant les prix agricoles s'établir au niveau mondial, alors plus élevés pour la plupart des produits. Combinée à l'idéologie devenue dominante des avantages comparatifs, ces politiques conduisent finalement à la spécialisation agricole internationale et à l'ouverture commerciale. La libéralisation de l'agriculture apparaît ainsi sur l'agenda des négociations du GATT lors du cycle de l'Uruguay en 1986. Si l'Accord sur l'agriculture, conclu en 1995, concerne dans un premier temps essentiellement les États-Unis et l'Union européenne<sup>45</sup>, il conduit, à partir de 2001, à la reprise des négociations agricoles dans le cadre du cycle de Doha et touche alors également les pays en développement. Après l'échec des négociations de l'OMC à Seattle en 1999, ce cycle affirme l'importance de la prise en compte des besoins des pays en développement « y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural ». Cependant, il est marqué par la constitution de multiples groupes aux intérêts divergents, reflétant notamment la complexification des relations internationales sous l'effet de l'entrée des pays en développement sur la scène commerciale internationale<sup>46</sup>. Cette dynamique se solde finalement par un blocage des négociations. Par ailleurs, cette période est marquée par l'essor de l'agro-industrie, sous l'effet de la concurrence internationale et des investissements directs étrangers, qui connaissent une croissance soutenue à partir des années 1990. Cette évolution ravive le débat sur la concurrence entre modèle d'agro-industrie et modèle d'agriculture paysanne et sur le risque

<sup>45</sup> Voir à ce sujet Roudart (2005). L'auteure montre, d'une part, que les pays en développement prennent peu d'engagements lors du Cycle de l'Uruguay et, d'autre part, que les États-Unis et l'Union européenne parviennent à contourner en grande partie les objectifs de libéralisation qu'ils s'étaient fixés.

<sup>46</sup> En suivant Laurence Roudart (2005), on peut distinguer: les États-Unis et l'Union européenne, qui cherchent à garder des marges de manœuvre pour soutenir leurs agricultures; les 19 pays du groupe de Cairns, comprenant l'Australie et des pays asiatiques et latino-américains exportateurs agricoles, mais soutenant peu leur agriculture et réclamant la libéralisation; les « Amis de la catégorie développement », qui revendiquent notamment la définition de « produits spéciaux » pour la sécurité alimentaire et le développement rural; les pays en transition, qui demandent un traitement spécial.

de disparition de cette dernière<sup>47</sup>. Elle introduit également des préoccupations liées à la qualité des produits, révélées notamment par le syndrome de Creutzfeldt-Jakob au milieu des années 1990 (Mies 1996). Enfin, le secteur agro-industriel crée des emplois salariés occupés en grande partie par des populations rurales des pays en développement, en particulier des femmes. Ces nouveaux emplois posent des questions sur les conditions de travail, l'évolution des rôles de genre et la reconfiguration des stratégies de subsistance en milieu rural.

Parallèlement, l'abandon, par la plupart des pays, du modèle d'autosuffisance alimentaire et la capacité du nouveau modèle, fondé sur la spécialisation agricole, le libre-échange et l'agro-industrie, à garantir la sécurité alimentaire suscitent de plus en plus de préoccupations. La destruction des cultures vivrières et la faillite de nombreuses agricultures paysannes sous l'effet des écarts croissants de productivité deviennent évidentes. De larges pans de la population, y compris agricole, de ces pays deviennent dépendants pour vivre d'achats ou d'aides alimentaires, utilisées par certains pays donateurs comme arme de *dumping* commercial. Les ruptures de stock sur les marchés agricoles conduisent par ailleurs à des explosions chroniques des prix, affectant les consommateurs urbains et ruraux dépendants des achats alimentaires (Mazoyer 2005). Enfin et de manière générale, l'objectif des politiques de libéralisation d'augmenter les revenus issus des exportations agricoles ne se confond pas avec celui d'assurer la sécurité alimentaire<sup>48</sup>.

Depuis 2007 enfin, la hausse des prix agricoles a favorisé des investissements massifs dans des terres arables situées principalement en Afrique sub-saharienne, dans les régions fertiles d'Amérique du Sud comme le

<sup>47</sup> L'augmentation des inégalités de revenu entre les pays riches de l'OCDE et les pays asiatiques populaires comme le Bangladesh, la Chine ou l'Inde, observables notamment durant la période 1988-1993 (Milanovic 1999), en même temps que celles entre la Chine urbaine et la Chine rurale et l'Inde rurale (Milanovic 1999), peut être vue comme un signe d'écarts de productivité croissants entre différents types d'agriculture.

<sup>48</sup> Comme l'analyse Marilee Karl de l'Institut Isis International à Manille, « there has been a shift in the general trend of giving low priority to agriculture in favor of industrialisation toward a new emphasis on the agricultural sector. This new trend is combined with economic liberalization and privatization policies. However, these policies are being directed principally at promoting agriculture in order to increase export earnings and generate employment rather than increasing food self-sufficiency at the local and national levels » (Karl 1996, 14).

Brésil ou l'Argentine et en Asie – au Pakistan, au Kazakhstan et au Cambodge en particulier<sup>49</sup>. Ces investissements sont privés, mais généralement garantis par les gouvernements des pays d'origine des investisseurs, notamment la Chine, les États du Golfe, le Japon, la République de Corée, cherchant à sécuriser l'approvisionnement alimentaire de leurs propres populations (Cotula *et al.* 2009; Hallam 2009). Une partie des terres acquises est par ailleurs destinée à la production de biocarburants, qui bénéficient, notamment dans l'Union européenne, de mesures incitatives dans le cadre de politiques écologiques.

Ces investissements ont attiré une attention médiatique considérable, du fait de leur ampleur et des préoccupations qu'ils suscitent alors même que plusieurs pays, notamment au Maghreb, en Asie du Sud-Est et Haïti, connaissaient des émeutes de la faim. Ils ont été dénoncés comme un «accaparement» des terres agricoles (*land grab*), une forme de «néocolonialisme» ou une nouvelle menace pour la sécurité alimentaire des pays hôtes (voir par exemple *Courrier international* 2009). Deux points doivent être précisés. Premièrement, ces acquisitions de terre ne relèvent pas de stratégies à court terme des investisseurs, quand bien même elles ont été associées au contexte de la crise alimentaire de 2007-2008. Les contrats passés portent notamment sur des cessions de bail de 50, voire dans certains cas de 99 ans (Cotula *et al.* 2009). De plus, à la flambée conjoncturelle des prix agricoles en 2007-2008, sous l'effet du report de placements financiers dû à l'éclatement de la bulle des crédits immobiliers à risque aux États-Unis, s'ajoute une tendance *structurelle* à la hausse des prix, qui devrait perdurer au moins durant la prochaine décennie (OCDE et FAO 2008). Les interdépendances internationales naissant de la présence durable d'investisseurs étrangers dans des terres agricoles des pays en développement doivent donc être comprises comme un nouveau paramètre de la sécurité alimentaire dans les années à venir. Cependant, et c'est là la seconde précision, la nouveauté même de ces dynamiques doit être nuancée. En effet, les pressions commerciales ou l'accaparement de terres sont d'autant plus aisés que les systèmes de régulation locaux ont été préalablement fragilisés par des processus coloniaux ou néocoloniaux, comme le *latifundio* en Amérique latine, ou par des politiques de collectivisation des terres, comme

<sup>49</sup> Voir notamment le rapport établi par l'organisation non gouvernementale GRAIN (2008) et le tableau récapitulatif des principaux investissements ([www.grain.org/landgrab](http://www.grain.org/landgrab)).

dans les anciens pays socialistes (Merlet *et al.* 2009). Par ailleurs et plus largement, ces politiques constituent une intensification, plus qu'une inflexion, du paradigme de dérégulation agricole et foncière et de délocalisation de la production en vigueur depuis les années 1980. Elles doivent donc être analysées comme une nouvelle étape du processus de libéralisation des trois dernières décennies, renforçant les dépendances en matière d'alimentation.

#### *Genre et libéralisation agricole*

L'ensemble de ces évolutions peut donc être situé au sein d'un même paradigme, celui de la libéralisation agricole. Un effort particulier doit alors porter sur l'analyse de l'impact de ce paradigme global et des politiques nationales qui le relaient sur les systèmes agraires au niveau local. Cette nouvelle économie politique, au sens de Shakra Razavi (2009), doit ainsi inclure non seulement le marché et l'État, mais aussi la sphère domestique<sup>50</sup>. Le genre en constitue un paramètre essentiel, non seulement comme critère d'évaluation des politiques – l'équité de genre – mais aussi comme facteur de leur efficacité. Les recherches de Deborah Kasente, Matthew Lockwood, Jessica Vivian et Ann Whitehead (2002) sur l'efficacité des politiques d'exportations agricoles dites «non traditionnelles» en Ouganda illustrent l'urgence d'une telle analyse. Ce pays est en effet présenté par la Banque mondiale comme exemplaire dans l'application des politiques visant le rééquilibrage de la balance des paiements par la promotion de nouveaux produits agricoles d'exportation, diffusées dans l'ensemble du continent africain à partir des années 1990. Leurs présupposés sont que des prix agricoles internationaux élevés, combinés à un meilleur accès au marché, grâce notamment à des investissements publics dans les infrastructures, entraîneront une «intensification de l'agriculture»<sup>51</sup> favorable à la balance des paiements. La prise en compte du genre dans l'évaluation de ces politiques montre que ces présupposés ne sont pas faux, mais insuffisants pour atteindre les objectifs visés.

En premier lieu, l'augmentation des surfaces cultivées nécessaire à l'intensification de l'agriculture ne dépend pas uniquement des incitations fournies par les prix du marché. Les contraintes pesant sur le temps de travail des femmes, dues, dans le cas ougandais, à la division sexuelle du travail et à

<sup>50</sup> Pour un rappel du cadre de cette nouvelle économie politique selon Razavi, voir la note n° 33 ci-dessus.

<sup>51</sup> C'est-à-dire une productivité et un niveau de production agricole accrus.

la plus faible mécanisation des tâches féminines, représentent le principal obstacle à l'extension des cultures. Cette division n'est certes pas totalement rigide: afin de desserrer les principaux goulots d'étranglement, les hommes prennent en charge certaines tâches considérées comme féminines, notamment le désherbage. Mais cet ajustement reste limité par la nécessité pour les hommes de défendre un statut s'accommodant mal de la prise en charge du travail des femmes. De manière similaire, au Cameroun, Hélène Guétat-Bernard (2008) observe que les hommes reculent le moment d'abandonner la culture du café, entrée en crise depuis la chute des cours mondiaux dans les années 1980, parce que leur statut dépend de cette culture considérée comme masculine. Les identités et les statuts de genre peuvent donc restreindre fortement la réactivité de l'offre agricole aux prix du marché. La précarité et la vulnérabilité entraînant des stratégies de réduction des risques achèvent de miner ce qui était présenté comme une loi du marché. En Ouganda, on observe ainsi qu'une hausse des prix agricoles peut inciter les foyers plus pauvres à réduire les cultures commerciales afin d'étendre les cultures vivrières et d'améliorer leur alimentation, selon le principe «*eat better, but market less*» (Kasente *et al.* 2002, 42). Cette logique renvoie à une stratégie d'autosubsistance familiale, soulignée par les auteurs comme un second frein à l'intensification de l'agriculture trouvant ses origines dans les rôles de genre. Cette stratégie est rendue d'autant plus nécessaire par le mauvais fonctionnement des marchés agricoles: tant que les prix fluctuent et que les prix aux producteurs sont amputés par les intermédiaires commerciaux détenant des monopoles, les familles paysannes se refusent à miser uniquement sur les cultures d'exportation dont la vente devrait leur procurer des revenus nécessaires à l'achat de la nourriture. Cet arbitrage est essentiellement assumé par les femmes du fait de leur responsabilité dans l'alimentation familiale. Elles renoncent donc aux gains de productivité permis par la spécialisation et la division internationale du travail, non par erreur de calcul, ni par ce qui serait un rejet systématique de la modernisation, mais pour assumer les responsabilités qui leur sont attribuées dans ces sociétés agraires.

Les politiques de libéralisation agricole et le genre sont donc liés non seulement par la question, généralement mise en avant, de l'impact de ces politiques sur l'équité de genre, mais plus profondément par celle de l'efficacité même de ces politiques: des rapports de genre inégaux pèsent lourdement sur les tentatives d'augmentation de la production agricole.

Trois champs spécifiques d'analyse du genre dans ces politiques peuvent être distingués : la libéralisation agricole tend, en premier lieu, à dévaloriser l'agriculture paysanne. Alors que les opportunités de travail non agricoles restent peu accessibles aux femmes, l'agriculture paysanne tend à se féminiser sans permettre nécessairement une émancipation féminine, ni une meilleure sécurité alimentaire au niveau des familles. Cette dévalorisation déplace de plus le débat antérieur sur l'accès des femmes au foncier en introduisant des doutes sur l'enjeu réel de cette revendication. Elle doit en tout cas être située par rapport aux conditions d'accès des hommes et des femmes à de nouvelles activités rurales non agricoles et à des migrations nationales ou internationales. Enfin, la libéralisation agricole s'accompagne, dans de nombreux pays, d'un essor de l'agro-industrie, qui crée de nouvelles formes d'emplois s'offrant précisément aux ruraux touchés par la crise de l'agriculture paysanne. Une grande partie de la main-d'œuvre de ces entreprises est féminine et le profil des tâches est fortement différencié selon le genre. Ces segmentations demandent alors à être analysées en lien avec les stratégies concurrentielles de ces entreprises dans le système capitaliste mondialisé.

#### *Dévalorisation et féminisation de l'agriculture paysanne*

Plusieurs études situées dans des contextes latino-américains (Weismantel 1992; Deere 2005), asiatiques (Rao 2007; Vepa 2007) et africains (Marinda 2006) pointent une «féminisation» de l'agriculture trouvant son origine dans la dévalorisation de la production agricole sous l'effet des politiques de libéralisation. À partir de données statistiques, issues notamment de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), et de nombreuses études de cas en Amérique latine, Deere (2005) identifie trois tendances et significations distinctes de la féminisation de l'agriculture paysanne à l'œuvre dans cette région depuis les années 1980 : le nombre de tâches agricoles réalisées par les femmes s'accroît ; le nombre total d'heures de travail consacrées par les femmes au travail dans les champs augmente ; et les femmes participent de manière accrue à la prise de décisions concernant l'agriculture. Ces évolutions sont liées aux politiques de libéralisation agricole par plusieurs vecteurs. Le retrait de l'État du soutien à la production, la perte de rentabilité des exportations agricoles traditionnelles, notamment de café, ont tout d'abord entraîné des migrations masculines dans l'ensemble du continent<sup>52</sup>. Cette tendance, d'autant plus frappante que les migrations rurales en Amérique latine étaient auparavant surtout fémi-

nines, a eu pour conséquence de placer une part croissante de femmes, *de jure* ou *de facto*, à la tête des exploitations agricoles. Certaines d'entre elles ont émergé comme nouvelles actrices dans les espaces publics locaux des organisations de producteurs, notamment les coopératives de café. Cependant, les responsabilités assumées par les femmes dans l'agriculture paysanne, au moment même où celle-ci entre dans une crise aiguë, ne peuvent être comprises comme un synonyme d'émancipation féminine. Au contraire, l'émergence des femmes dans l'agriculture paysanne peut masquer leur relégation dans des tâches domestiques et agricoles dévalorisées, alors que les hommes s'emparent de nouvelles activités mieux rémunérées. Dans les termes de Deere (2005), «as the viability of peasant agriculture is undermined by neoliberal policies, peasant production becomes increasingly oriented towards household food security, becoming an extension of women's domestic responsibility» (2005, 47).

Nitya Rao (2007) met en évidence des tendances similaires en Asie du Sud-Est et en Inde en particulier. À partir des années 1990, l'agriculture paysanne indienne connaît en effet de graves difficultés dues à la contraction du crédit agricole et des investissements publics dans le cadre de la libéralisation. Les enquêtes nationales en Inde, mais aussi par exemple aux Philippines, révèlent ainsi une diminution extrêmement marquée de la part des revenus agricoles dans les revenus des foyers ruraux entre 1975 et 2000. Or, étant donné le plus faible niveau d'éducation des femmes, leurs plus faibles rémunérations dans l'emploi salarié, leur mobilité réduite en raison de leurs responsabilités domestiques, l'accès aux nouvelles activités non agricoles est essentiellement réservé aux hommes. Ainsi, la féminisation de l'agriculture est liée, non à une promotion des femmes, mais à la segmentation des opportunités de travail non agricole en fonction du genre dans le contexte général de dévalorisation de l'agriculture paysanne. De manière similaire, l'analyse économétrique de Pamela Marinda (2006) sur des foyers agricoles ayant à leur tête des hommes ou des femmes au Kenya montre que l'éducation est le principal facteur explicatif de l'écart

<sup>52</sup> Deere signale que le Brésil fait en partie exception à cette tendance : la modernisation agricole excluante, avant même les années 1980, a eu pour effet que relativement peu de paysans soient impliqués dans la production pour les marchés internationaux. Depuis une quinzaine d'années, de nouvelles politiques privilégiant l'agriculture familiale ont par ailleurs eu un effet protecteur sur ce secteur. Cependant, le Nordeste, région la plus pauvre du pays, est touchée par les migrations masculines de longue distance et la féminisation de l'agriculture.

de revenus entre hommes et femmes, en raison de l'accès privilégié à des revenus non agricoles qu'elle permet.

Le cas du Vietnam illustre également les difficultés spécifiques pour les femmes de diversifier leurs stratégies de subsistance en milieu rural. Dans ce pays, la politique de transition à l'économie de marché (*doi moi*), comprenant la décollectivisation de l'agriculture, la libéralisation des prix, la dévaluation monétaire, la réduction du nombre d'emplois publics et la promotion du secteur privé, est globalement considérée comme un succès. Le niveau de la production agricole, en particulier, a connu une hausse considérable, le Vietnam devenant dans les années 1990 le principal exportateur de riz au niveau mondial. Cependant, l'incidence de la pauvreté rurale est restée à un niveau très élevé de l'ordre de 90%, contre seulement 27% en moyenne dans les villes (Kabeer et Tran Thi Van Anh 2002). Dans ces conditions, les migrations rurales, libérées par la levée des restrictions sur la mobilité, posent des problèmes considérables d'urbanisation et de sous-emploi urbain. Les politiques tentent donc de maintenir les populations rurales sur place, ce qui suppose une diversification des activités non agricoles. L'analyse de ces politiques par Naila Kabeer et Tran Thi Van Anh (2002), fondée sur des enquêtes quantitatives dans plusieurs villages, montre que la diversification des activités féminines hors de l'agriculture est importante, mais se fait au prix de très longues heures de travail. Grâce à leur position d'avantage dans l'ensemble des activités génératrices de revenus, les hommes se saisissent des nouvelles opportunités rurales créées par les politiques. La diversification des activités non agricoles féminines doit donc être comprise comme le résultat d'un effort considérable fait par les femmes pour surmonter ces inégalités de départ, dans un contexte de grande pauvreté et de nécessité pressante.

Des tendances similaires sont observées en Chine par Laurel Bossen (2002), où toutefois la diversification des activités rurales résulte, non pas d'une dévalorisation de l'agriculture paysanne, mais d'une hausse des rendements agricoles entraînant la baisse de la demande de main-d'œuvre. L'accès à des emplois non agricoles présente également des difficultés spécifiques pour ces femmes, principalement du fait de leur responsabilité dans la garde des enfants. Enfin, dans le contexte indien, Swarna Sadasivam Vepa (2007) montre, en croisant diverses données d'enquête et études de cas, que la féminisation de l'agriculture s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail et de rémunérations extrêmement faibles dans le secteur agricole. Elle attire l'attention sur le caractère fondamentalement



inadapté des politiques actuelles cherchant à créer des activités supplémentaires pour les femmes ou à leur donner certaines ressources en gestion collective en tant que groupes dits «d'entraide» (*self help groups*). L'enjeu des politiques de genre n'est pas, comme le souligne l'auteure, d'accroître encore la charge de travail des femmes, ni de les inciter à investir à long terme dans des entreprises collectives peu sûres, mais bien de s'attaquer au problème de la faiblesse de leurs rémunérations.

En somme, la libéralisation agricole crée des pressions considérables sur l'agriculture paysanne, pouvant conduire à des migrations et de nouvelles activités non agricoles masculines et à la féminisation subséquente d'une agriculture dévalorisée. Cette réaction reflète des rapports de pouvoir initiaux entre les sexes se traduisant par un accès fortement segmenté aux nouvelles stratégies de subsistance non agricoles. En ce sens, la libéralisation agricole tend à accroître les inégalités de départ entre hommes et femmes. Plus largement, l'engagement des hommes dans ces nouvelles activités, articulées pour la plupart avec le système capitaliste au niveau local, national, voire mondial, n'est possible que parce que les femmes assument l'essentiel de la reproduction sociale par leur travail domestique et agricole. Cette nouvelle division sexuelle du travail révèle l'approfondissement des rapports d'exploitation sous l'effet de la poussée du système capitaliste dans le secteur agricole. Celui-ci crée des tensions pouvant devenir extrêmes sur des systèmes agraires déjà fragilisés, et qui se manifestent par la sous-alimentation paysanne, les disettes, voire les famines.

#### *Féminisation de l'agriculture et nouveau débat sur l'accès des femmes au foncier*

La féminisation de l'agriculture aiguise par ailleurs la question du contrôle par les femmes des moyens de production agricole, à commencer, dans un certain nombre de contextes<sup>53</sup>, par la terre. L'enjeu de l'accès des femmes

<sup>53</sup> Notons en suivant Razavi (2002) que l'accès à la terre n'est pas le seul facteur contraignant pour la production agricole, notamment en Afrique subsaharienne où la terre est généralement abondante, bien que sa distribution ne soit pas partout satisfaisante. L'accès à l'eau, aux intrants, aux infrastructures routières, aux marchés etc. doivent également être considérés. Soulignons par ailleurs l'existence de régions ou pays où la question de l'accès des femmes au foncier ne se pose pas dans un contexte de féminisation de l'agriculture paysanne. Au Niger, Marthe Diarra et Marie Monimart (2006) notent par exemple une tendance à l'exclusion des femmes de l'accès à la terre et à la déféminisation de l'agriculture résultant de la pression foncière sous l'effet de la croissance démographique.

au foncier avait tout d'abord été mis en avant par Agarwal (1994), à partir d'une analyse de genre des résultats de plusieurs centaines d'études de terrain sur des systèmes agraires en Inde, au Népal, au Bangladesh, au Sri Lanka et au Pakistan. Cet accès apparaissait alors comme un atout fondamental aux mains des femmes. Certains pays, par exemple la Chine et la Malaisie, où l'agriculture s'est féminisée durant les deux dernières décennies, ont d'ailleurs connu une amélioration de l'accès des femmes au foncier (Rao 2007). De même en Amérique latine, Deere (2005) note une modeste tendance à une plus grande égalité imputable à une évolution favorable des règles d'héritage, du mariage et du marché foncier ainsi qu'à des politiques de redistribution de la terre. Cependant, dans le contexte de dévalorisation de l'agriculture paysanne, l'accès des femmes à la terre apparaît de moins en moins comme un enjeu féministe évident (Deere 2005). Il peut au contraire être un révélateur de l'accès limité des femmes à des activités non agricoles mieux rémunérées, résultant des différentiels d'éducation, des responsabilités familiales des femmes, de la segmentation du marché du travail et des écarts de salaire. Comme l'écrit Rao à propos de l'Inde, « [...] a woman's improved access to land and greater control over agricultural activities reflected a sort of "feminisation" of agriculture brought about by gender inequalities and unequal access to opportunities outside the agricultural sector » (2007, 189).

L'accès des femmes à la terre ne peut donc être compris comme la garantie d'une plus grande égalité de genre, ni d'une meilleure sécurité alimentaire. Les nouveaux enjeux féministes pourraient bien se situer désormais dans l'inclusion des femmes dans les processus de décision et dans la mise en cause des « valorisations différenciées selon le genre du travail lié à la production et la reproduction » (Rao 2007, 199, traduction personnelle).

Par ailleurs, les politiques foncières depuis les années 1980 se fondent sur le paradigme de la « sécurisation » des droits de propriété et de la mise en place de marchés fonciers. Ce paradigme était censé à la fois améliorer les investissements et la productivité et permettre l'accès des femmes à la terre (Razavi 2002). Ces deux objectifs ne vont cependant pas nécessairement de pair. Ces approches sous-estiment globalement la multiplicité d'usages de la terre et la multiplicité des formes de possession et de propriété qui est de ce fait nécessaire. Elles tendent de plus à assimiler redistribution foncière et promotion de la « paysannerie », alors même que l'on assiste à une diversification des stratégies de subsistance en milieu

rural où la terre peut jouer différents rôles (Razavi 2002). En Afrique du Sud, la réforme agraire a ainsi constitué une revendication centrale des populations noires durant la période postapartheid, tout en étant peu liée à l'agriculture et au développement rural. La spoliation historique des terres dans ce pays a en effet conduit ces populations à développer des stratégies de subsistance multiples fondées sur des va-et-vient entre ville et campagne, si bien que l'agriculture n'occupe qu'une très faible part dans les revenus des foyers : à peine 6 à 16% des revenus dans les zones les plus profondément rurales (Walker 2002, 71). L'accès à la terre a, en revanche, d'autres fonctions comme la sécurité résidentielle, en particulier pour les femmes ayant la responsabilité du foyer et des soins aux enfants (Walker 2002). Enfin, l'émission de titres de propriété individuels, comme vecteur unique de sécurisation des droits de propriété, tend à marginaliser les groupes les plus vulnérables, notamment certains groupes de femmes, comme le montre par exemple le cas du Kenya (Kasente *et al.* 2002). Alors que de nouvelles voix se sont, à juste titre, élevées pour dénoncer cette exclusion, il faut noter qu'elles portent le risque d'enfermer le débat dans l'opposition entre promotion de droits *individuels* de propriété pour les femmes et refus de ces droits accusés d'ouvrir une brèche dans les régimes coutumiers de propriété de la terre (Razavi 2002), en ignorant les autres options.

Sous l'effet de l'ensemble de ces évolutions, et comme le souligne Deere, l'accès des femmes au foncier apparaît aujourd'hui plus comme un champ de recherche, que comme un objectif féministe évidemment progressiste. Les principaux sujets de réflexion portent sur la capacité de *décision* des femmes quant à l'usage des terres et à la production agricole ; sur l'évolution de la division sexuelle du travail ; sur l'impact de l'accès des femmes à la terre sur l'alimentation familiale, ainsi que sur leur pouvoir de négociation, en particulier en ce qui concerne le libre choix de leur conjoint (Deere 2005).

*Nouveaux emplois dans l'agro-industrie et reconfiguration des rapports de genre*  
L'essor de l'agro-industrie dans de nombreux pays, notamment en Amérique latine, mais aussi en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya, ainsi qu'en Inde ou encore au Sri Lanka, constitue une troisième tendance propre à l'ère de la libéralisation agricole et un puissant moteur de la reconfiguration des rapports de genre. Cette tendance est liée aux précédentes de diverses manières. La dévalorisation de l'agriculture paysanne est

en partie causée par l'essor de l'agro-industrie, en même temps qu'elle lui fournit une main-d'œuvre indispensable. Localement, les liens entre ces deux processus peuvent être extrêmement étroits. Au Sri Lanka par exemple, l'entreprise d'exploitation de la canne à sucre Pelwatte Sugar Corporation, implantée dans les années 1980, s'est emparée des meilleures terres agricoles. La paysannerie locale appauvrie est alors devenue une force de travail semi-prolétarisée employable par l'entreprise (Gunewardena 2010). Par ailleurs, sous l'effet des migrations masculines, la nouvelle main-d'œuvre de l'agro-industrie est, dans de nombreuses régions du monde, en grande partie féminine. En Inde, les ouvrières agricoles représentent en moyenne 47% de la main-d'œuvre et jusqu'à 60% dans certains États comme le Rajasthan, le Karnataka ou le Chhattisgarh. Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que les femmes indiennes ne représentent qu'environ un tiers des agriculteurs dits « indépendants »<sup>54</sup> : loin d'être seulement des épouses de paysans, ces femmes ont donc investi l'ensemble des activités agricoles, y compris dans ses modalités les plus récentes. Dans les pays d'Amérique latine comme le Mexique, la République dominicaine, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, l'Équateur, le Chili, l'Argentine ou le Brésil, où s'est développée une agro-industrie d'exportation des fruits et légumes et des fleurs, la main-d'œuvre est même souvent majoritairement féminine. Ainsi, dans les vallées centrales du Chili et dans la région de Sao Francisco au Brésil, les femmes assurent 52 à 65% du travail dans les champs et de l'emballage des fruits. Dans les états du Sinaloa, de Basse Californie ou de Jalisco au Mexique ou dans le département de Sacatepequez au Guatemala où sont cultivés des légumes, elles constituent jusqu'à 90% de la main-d'œuvre. Dans l'industrie des fleurs en Colombie ou en Équateur, leur participation est de l'ordre de 70 à 80%<sup>55</sup>. Apparaît ainsi une nouvelle forme de féminisation de l'agriculture, fondée sur l'emploi salarié dans l'agro-industrie et observable dans de nombreux pays.

Comme le souligne Deere (2005), la présence des femmes dans l'emploi agricole salarié n'est pas pour autant nouvelle. En Amérique latine, cette présence remonte aux années 1970 au moins, à la fois dans le secteur d'exportation, dans l'agriculture capitaliste destinée à la consommation nationale et dans l'agriculture paysanne pour les marchés locaux. Les

<sup>54</sup> D'après les données du recensement national de 2001 reprises dans Vepa (2007, 2, tableau A1.2).

<sup>55</sup> Deere (2005, annexe II, 56-58) sur la base de différentes études régionales et nationales indépendantes.

femmes occupent alors des emplois temporaires, principalement au moment des récoltes, en tant que force de travail payée aux pièces aux côtés de leurs maris et enfants. Le principal changement à partir des années 1980 est l'emploi des femmes dans le secteur des exportations agricoles dites «non traditionnelles». Ces nouvelles cultures, dont le contenu varie selon les régions, sont promues par les politiques économiques et agricoles pour leur capacité à générer des devises étrangères contribuant au remboursement de la dette extérieure. Elles se caractérisent par leur positionnement sur des marchés hautement compétitifs. Dans ces conditions, l'embauche préférentielle des femmes n'est pas uniquement le résultat de leur plus grande disponibilité du fait des migrations masculines. Elle constitue également une stratégie délibérée des firmes à la recherche d'avantages comparatifs. La concurrence pour accéder à un travail rémunéré, mais aussi des représentations sociales, en partie nouvelles, contribuant à dévaloriser le travail agricole féminin, conduisent en effet les femmes – tout comme, selon les contextes, des populations indigènes ou immigrées – à accepter des rémunérations et des conditions de travail dégradées (Sachs et Alston 2010). En Inde, les salaires féminins dans le secteur agricole représentent à peine 65% de ceux des hommes (Vepa 2007, 21, tableau A1.2). Au Mexique, ce chiffre est en moyenne de 88% dans les usines d'emballage des produits d'exportation comme l'avocat, la mangue, le concombre ou les fleurs<sup>56</sup>. Les femmes constituent la main-d'œuvre bon marché et flexible dont l'exploitation permet aux entreprises de maximiser leurs profits et de se maintenir sur un marché mondial hautement concurrentiel. Comme le soulignent Kerry L. Preibisch et Evelyn Encalada Grez (2010) à partir de l'étude des conditions de travail des femmes dans l'agro-industrie au Mexique et au Canada, «the comparative advantage of agrifood industries in global markets rests on the comparative disadvantage of rural women in national labor market» (291).

Il est d'autant plus urgent d'attirer l'attention sur cette dégradation que l'argument néoclassique présente précisément l'accession des femmes à un revenu propre dans l'agro-industrie comme un facteur d'*empowerment*<sup>57</sup>. Cet effet est au mieux mitigé (Deere 2005), au pire annihilé (Gune-

<sup>56</sup> Chiffres de 1994 cités dans Deere (2005, 34, tableau 9).

<sup>57</sup> L'*empowerment* désigne la transformation des rapports de genre par la prise de pouvoir des femmes. Ce terme a été utilisé dans un certain nombre de politiques publiques et de programmes de développement pour faire référence à des mesures ciblant les femmes (comme par exemple la création de revenus

wardena 2010) par leur position de dominées dans les rapports de production capitalistes. Cette position constitue un changement notable par rapport à la période antérieure, non seulement du fait de l'approfondissement de ces rapports, mais aussi de la plus grande segmentation de ce marché du travail selon le genre (Deere 2005).

Ces stratégies d'embauche des firmes de l'agro-industrie s'appuient sur des identités et des rapports de genre en partie nouveaux. L'étude de Kirsten Appendini au Mexique (2002) montre que les femmes sont employées dans des tâches à la fois épuisantes et peu qualifiées, notamment l'emballage des produits d'exportation, et de ce fait moins bien rémunérées. Cette segmentation des occupations au sein des entreprises est justifiée par les gérants par le *soin* devant être apporté à ces tâches, lequel est présenté comme une qualité proprement féminine. Ils s'appuient ainsi sur les représentations de genre existantes, qu'ils actualisent pour les adapter à leur secteur d'activité et permettre de nouvelles formes d'exploitation des femmes. Par ailleurs, l'emploi de ces femmes est essentiellement saisonnier, donnant aux entreprises une flexibilité qui leur permet d'améliorer leur compétitivité. De même, la justification de ces conditions de travail précaires repose sur la représentation selon laquelle la place *normale* des femmes est à la maison. Il leur conviendrait donc de travailler quelques mois par an seulement, et d'apporter ainsi un revenu *complémentaire* à celui de leurs époux ou compagnons. De manière similaire, l'étude de Gunewardena (2010) sur la Pelwatta Sugar Corporation au Sri Lanka révèle des pratiques de recrutement et d'occupation discriminantes, fondées sur le préjugé du caractère central du travail masculin et subsidiaire du travail féminin. Cette discrimination est d'autant plus frappante dans le contexte sri lankais que les rapports de genre dans les systèmes agraires y étaient jusque là relativement égalitaires. Comme le souligne l'auteure, ces nouvelles idéologies sont, de manière ironique, d'autant plus facilement acceptées par les nouvelles employées qu'elles reflètent les valeurs urbaines et des classes moyennes auxquelles elles aspirent<sup>58</sup>. Enfin, de manière plus géné-

monétaires ou la participation à des groupements locaux), sans toutefois viser nécessairement, ni même généralement, la transformation des rapports de genre. Nous employons ici ce terme en référence à cet usage instrumental.

<sup>58</sup> Cette évolution peut être rapprochée de celle qu'ont connue les femmes du prolétariat européen au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'effet de la diffusion des valeurs bourgeoises et de l'introduction par le patronat d'un salaire féminin inférieur au salaire masculin.

rale, les efforts de certains consommateurs du Nord attachés à un commerce *équitable* pour encourager des conditions de travail décentes dans l'agro-industrie<sup>59</sup> portent un risque important d'introduire de nouvelles discriminations entre populations protégées et non protégées. De manière frappante, l'étude de Sang E. Lee (2010) au Costa Rica révèle la cohabitation, au sein d'une même entreprise, de deux groupes de travailleurs séparés par une simple paroi: d'un côté, les travailleurs réguliers, possédant contrats de travail et protection sociale, employés à l'emballage d'ananas pour l'exportation; de l'autre, les travailleurs sans papiers, employés précaires et faiblement rémunérés nettoyant des tubercules. Ce second groupe est largement composé de travailleurs migrants, originaires notamment du Nicaragua, et d'une part sur-proportionnelle de femmes.

Si l'agro-industrie offre de nouvelles possibilités de revenus pour les femmes, des possibilités bienvenues dans un contexte de dévalorisation de l'agriculture paysanne et de désavantage des femmes sur les marchés du travail non agricole, elle est cependant très loin de permettre une émancipation systématique des femmes. Des tendances inverses sont à l'œuvre, du fait de la sous-rémunération des femmes et de leur cantonnement dans des occupations peu qualifiées, ainsi que des nouvelles constructions de genre particulièrement régressives. Ces tendances sont d'autant plus inquiétantes que les bas salaires et la précarité de l'emploi féminin dans l'agro-industrie sont indispensables à l'insertion compétitive de ces firmes dans le capitalisme global. Enfin, les nouveaux projets agro-industriels associés aux investissements étrangers massifs dans les terres arables depuis 2007-2008 constituent un vecteur potentiel d'intensification de ces dynamiques.

### **Développement agricole, alimentation et inégalités de genre**

La prise en compte du genre dans l'analyse de la modernisation agricole depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle montre que celle-ci a contribué à un approfondissement des inégalités dans les systèmes agraires, mais aussi qu'elle s'est plus fondée sur cet approfondissement. Ainsi, les révolutions vertes à partir des années 1950 n'ont pas uniquement favorisé l'accroissement des inégalités socio-économiques au niveau national et international

<sup>59</sup> Notamment au travers du Global Partnership for Good Agricultural Practice (GlobalGAP).

et celles fondées sur le genre, elles se sont également fondées sur une relégation des femmes dans l'agriculture vivrière permettant aux hommes de saisir les nouvelles opportunités productives et commerciales. L'analyse des famines, résultant notamment des dépendances alimentaires se renforçant durant cette période, montre que leur impact est extrêmement différencié en fonction des régions, des ethnies ou des castes et finalement du genre. À partir des années 1980, la libéralisation agricole sous ses multiples modalités – ouverture commerciale, réduction drastique des politiques de soutien à l'agriculture, ouverture des marchés fonciers, en particulier aux investisseurs étrangers, nouvel essor de l'agro-industrie – s'est également fondée sur un approfondissement des inégalités de genre. Alors que l'agriculture paysanne se dévalorise, les hommes se dirigent vers de nouveaux emplois non agricoles en se reposant sur les femmes pour assurer l'alimentation des familles grâce à une agriculture de subsistance considérée comme une extension de la sphère domestique. La féminisation de l'agriculture ne peut alors être comprise comme un synonyme d'émancipation des femmes grâce à un contrôle accru de la production agricole, y compris lorsqu'elle s'accompagne d'un meilleur accès à la terre. Enfin, l'agro-industrie assure sa compétitivité grâce à la flexibilité et la production à bas prix permise par l'embauche d'une main-d'œuvre en grande partie féminine. L'expansion du système capitaliste repose ainsi sur de nouvelles modalités d'exploitation des femmes.

Ces tendances inquiètent, non seulement du point de vue de l'équité de genre, mais aussi de l'instabilité intrinsèque de ce système. Ces tendances dévoilent en effet une nouvelle phase d'expansion du capitalisme mondialisé qui prend ses racines dans une transformation radicale du rapport à la terre et à l'alimentation. Cette transformation menace la sécurité alimentaire des populations rurales des pays en développement qui font directement les frais de cette nouvelle exploitation. Elle crée aussi des risques alimentaires systémiques du fait des nouvelles interdépendances globales, se traduisant à la fois en termes d'approvisionnement en quantité insuffisante pour une partie de la demande devenue insolvable, et de nouveaux problèmes de qualité de l'alimentation.

Enfin, la continuité de ces mécanismes au cours des six dernières décennies et de deux grands paradigmes de développement conduit à s'interroger sur leurs déterminants profonds. La hausse des inégalités, entre pays, entre groupes sociaux et entre hommes et femmes, traduit un approfondissement des rapports de pouvoir à différents niveaux favorisé



par l'effacement de certains cloisonnements entre les sociétés. Comme le souligne Joan Scott, le genre constitue en effet « un champ premier au sein duquel, ou par le moyen duquel le pouvoir est articulé » (2000, 58). Les rapports de pouvoir dans les sphères politiques et économiques au niveau international finissent ainsi par se traduire par un accroissement des inégalités de genre dans les systèmes agraires des pays en développement. Cette tendance est d'autant plus préoccupante qu'elle est structurelle.

### **Espaces de résistance et d'inventivité des femmes**

Les deux premières parties ont mis en évidence la position défavorisée des femmes dans les systèmes agraires et les menaces de dégradation de cette position sous l'effet de divers processus de changement liés au « développement ». Pour autant, les femmes sont loin d'être uniquement les victimes silencieuses de rapports de pouvoir oppressants. Certaines d'entre elles, de manière individuelle ou collective, mettent en place des espaces de résistance et « d'inventivité » (Granié et Guétat-Bernard 2006), qui témoignent de leur capacité propre de pensée et d'action. Ces espaces doivent être pris en compte pour aborder les possibilités et les conditions de transformation sociale. Les résistances et les pratiques innovantes des femmes prennent par ailleurs place sous des formes et à des niveaux variés. Chez les Senufo du sud Mali, la contestation de la domination masculine s'exprime par exemple par le refus des femmes de préparer la nourriture ou encore par le rejet du fiancé choisi par le chef de famille (Rondeau 1985). Précisément parce qu'ils s'exercent dans le champ de « domination masculine » (Bourdieu 1998), les contre-pouvoirs féminins peuvent également prendre les apparences du consentement et se déployer sous des formes dites « couvertes »<sup>60</sup>, au travers notamment d'actions de sabotage. Ils sont alors difficiles à déceler, en même temps qu'existe le risque, paradoxal, de les surestimer en prêtant une signification exagérée à des formes de résistance supposées cachées (Le Feuvre 2006). Par ailleurs, si certaines formes, notamment individuelles, de résistance et d'inventivité des femmes ne remettent pas en cause les rapports de genre dans leur ensemble, d'autres, s'exerçant en particulier au travers d'organisations de type communautaire et de luttes féministes, visent des changements de plus grande ampleur. De plus, le caractère multiforme

<sup>60</sup> Bina Agarwal (1994, chapitre 9) insiste sur ce point en distinguant formes *couvertes* et *ouvertes* de résistances, individuelles ou collectives, des femmes.

des rapports de genre – ancrés à la fois au plan symbolique, institutionnel et matériel – appelle des formes d'action des femmes également multiples, dont la logique d'ensemble doit être saisie. Celles-ci, enfin, sont soumises à diverses influences. En particulier, les politiques ciblant différents groupes de femmes des pays en développement depuis environ quatre décennies ont eu des effets tangibles sur un certain nombre de systèmes agraires, sans être nécessairement ni même généralement en phase avec les luttes féministes au niveau local. Par ailleurs, ces luttes s'inscrivent souvent dans des formes plus larges d'action collective, notamment paysannes, dont les objectifs et les modes de gouvernance interne ne se recoupent que partiellement. Les luttes des femmes demandent alors à être analysées en tenant compte de leur inscription dans leur contexte spécifique.

Cette troisième partie prétend donner un aperçu des principaux enjeux et débats actuels portant sur les possibilités de résistance et d'inventivité des femmes dans les systèmes agraires. Trois dimensions en sont abordées. L'attention est tout d'abord portée vers les marges de manœuvre individuelles des femmes dans la sphère domestique, que l'approche de la coopération et des conflits<sup>61</sup> permet d'aborder sans supposer ni convergence des intérêts, ni opposition systématique entre membres de la famille. Dans un second temps, les principales tendances des politiques dites «de genre et développement» et leur impact sur la transformation des rapports de pouvoir entre hommes et femmes sont examinés de manière critique. La troisième et dernière sous-partie est

<sup>61</sup> «*Cooperative conflicts*», au sens d'Amartya Sen (1987). Partant de la nécessité d'introduire le genre comme catégorie d'analyse au niveau intrafamilial dans les études sur la pauvreté et les inégalités, Sen suggère que les relations y soient abordées en termes de conflit et de coopération. Ce faisant, il élargit les modèles classiques du marchandage (*bargaining models*, voir Nash 1950) en tenant compte non seulement des intérêts perçus individuellement par les membres de la famille, mais aussi d'autres variables comme la légitimité ou le mérite (*desert*), ainsi que des capacités des individus. De plus, en soulignant la coexistence permanente entre coopération et conflit, Sen entend dépasser deux conceptions opposées de la sphère familiale: l'approche néoclassique introduite par Garry Becker et qui fait de la famille un espace de coopération conduisant à la modéliser par des fonctions de production et de consommation uniques; et l'approche en termes purement conflictuels. Cette approche offre finalement des outils pour une analyse nuancée des marges de manœuvre des femmes, entre consentement à la domination masculine et exercice subtil de contre-pouvoirs.

consacrée aux formes collectives de résistance et d'inventivité des femmes, en tenant compte des liens complexes qu'elles entretiennent avec les luttes paysannes.

### **Marges de manœuvre individuelles des femmes**

#### *Conflits et coopération dans la sphère domestique*

Les formes de résistance et d'inventivité des femmes au sein de la sphère domestique constituent un premier niveau où les rapports sociaux de sexe peuvent être mis en cause, en général par une action individuelle des femmes. Un premier cas, tiré des travaux d'Agarwal (1994) sur le sous-continent indien, illustre ce type d'action. Dans un contexte où l'accès à la terre constitue un enjeu majeur pour les paysannes, Agarwal observe que les mères favorisent leurs fils, paraissant reproduire aveuglément les discriminations envers leurs filles. Une observation plus fine montre pourtant qu'en coopérant de la sorte, certaines femmes cherchent à s'assurer une position de repli (*fall back position*) en cas de conflit risquant de mener à une séparation avec leurs maris. Elles tentent ainsi de s'assurer une marge de manœuvre, sans toutefois mettre directement en cause la reproduction des rapports de genre de génération en génération. De manière générale, et comme le souligne également Agarwal, les luttes féministes sont complexes – plus complexes en particulier que les luttes de classe – parce qu'elles prennent racine dans la sphère familiale où intérêts et émotions sont intimement liés. Il ne suffit donc pas, pour que les rapports de domination soient mis en cause, que les opprimées deviennent conscientes de leur oppression, comme cela peut être le cas pour les luttes de classes. Les barrières émotionnelles et celles liées aux dépendances personnelles doivent aussi être surmontées, ce qui suppose notamment l'existence d'alternatives en cas de rupture des liens familiaux. La prise de pouvoir des femmes passe donc non seulement par la mise en cause de la domination masculine, mais aussi par la construction de marges de manœuvre et de positions de repli.

L'alimentation familiale peut précisément constituer un domaine, complexe, au travers duquel les femmes accroissent cette marge de manœuvre. D'une part, la responsabilité dans l'alimentation familiale peut être vue comme l'élément structurant de la responsabilité ou d'une « conscience féminine » (Kaplan 1982), transmise de génération en génération par la division sexuelle du travail. Assurer cette responsabilité apparaît alors avant tout comme une charge sur les épaules des femmes, qui, si

elle peut les mener à innover pour faire face à certaines difficultés, est loin d'être créatrice de marges de manœuvre. Différents types d'action de femmes latino-américaines visant à faire face à des difficultés d'approvisionnement relevées par Cristina Padilla (1985) illustrent le poids de cette responsabilité : négociation par les femmes individuellement des prix des aliments avec les commerçants ; création de coopératives féminines de consommation ; vol ou assaut collectif de supermarchés comme au Brésil ou au Mexique dans les années 1970 ; manifestations publiques pour dénoncer la hausse des prix alimentaires, voire défense armée des terres contre les anciens propriétaires terriens comme au Salvador ou au Nicaragua. Loin de permettre un accroissement de la marge de manœuvre des femmes, certaines de ces actions choquent au contraire par leur caractère désespéré et révèlent le décalage criant entre les responsabilités des femmes dans l'alimentation et la faiblesse de leurs droits et capacités. Pour autant, on ne saurait en conclure que le rejet par les femmes de cette responsabilité constitue une étape indispensable à leur émancipation. Sur le plateau du Deccan en Inde du Sud, Carine Vatturi-Pionetti (2006) observe au contraire que les femmes gardent jalousement les savoir-faire liés à la gestion des semences. Ceux-ci conditionnent en effet la qualité et la diversité de l'alimentation et des cultures vivrières et constituent de ce fait un facteur clef du statut des femmes au sein de leur famille et de leur communauté. Les semences peuvent de plus être prêtées avec intérêt, constituant une forme, non monétaire, de capital aux mains des femmes et un vecteur d'autonomie. Les femmes peuvent donc se saisir de leur responsabilité dans l'alimentation, et plus largement dans la reproduction sociale, pour accroître leur marge de manœuvre personnelle. Inversement en Ouganda, l'engagement des hommes dans des tâches traditionnellement féminines, comme par exemple le désherbage, peut avoir pour effet de dévaloriser les femmes et par suite de restreindre leur marge de manœuvre (Kasente *et al.* 2002). La contestation par les femmes des hiérarchies de genre ne saurait donc être réduite à un rejet de leur place dans la sphère domestique, dont le corollaire serait leur engagement dans la sphère marchande monétarisée. L'analyse de genre, et les politiques « genre et développement » en particulier, doivent tenir compte de situations plus complexes.

*L'argent aux mains des femmes rurales: entre autonomie féminine et désengagement masculin*

La question de l'accès des femmes à des revenus monétaires propres constitue un second champ où la tension entre gains d'autonomie des femmes et risque de désengagement masculin est particulièrement prégnante. Il est d'autant plus urgent de l'étudier que la monétarisation des rapports sociaux représente une tendance de fond dans la quasi-totalité des sociétés du Sud – comme d'ailleurs du Nord. Elle pénètre les systèmes agraires par de multiples vecteurs: achat et financement des semences et des équipements, accès à de nouveaux marchés fonciers, commercialisation des produits finis ou encore approvisionnement en nouveaux biens de consommation. Cette monétarisation agit sur les rapports de conflits et de négociation au sein de la sphère domestique, exerçant de ce fait des influences diverses et en partie contradictoires sur les marges de manœuvre des femmes. D'une part, comme l'observe par exemple Vatturi-Pionetti dans le cas du plateau du Deccan, la monétarisation associée à la marchandisation de l'agriculture menace le statut des femmes lorsqu'elle crée des revenus contrôlés uniquement par les hommes. Cette tendance est à l'œuvre dans de nombreux contextes où les hommes s'emparent des cultures commerciales et des revenus monétaires qu'elles génèrent, reléguant les femmes aux cultures vivrières destinées à l'autoconsommation. Donner accès aux femmes à des revenus monétaires propres apparaît alors comme une nécessité. Comme le note également Isabelle Guérin (2008) dans son étude sur «l'argent des femmes pauvres» en Inde et au Sénégal, la monétarisation peut donc contribuer à l'autonomie et ainsi à l'accroissement des marges de manœuvre des femmes. D'autre part cependant, l'amélioration du statut des paysannes ne saurait être considérée comme un résultat automatique de leur accès à ces nouveaux revenus. Comme le montrent en particulier les bilans critiques des politiques dites «d'empowerment économique des femmes»<sup>62</sup> s'appuyant sur la création de nouveaux revenus monétaires, un risque significatif existe de créer du même coup une surcharge de travail. Les marges de manœuvre des femmes peuvent alors être, en pratique, diminuées, en même temps que leurs nouveaux revenus peuvent servir de prétexte à leur époux pour réduire leur contribution au budget familial (Bieri et Sancar 2009). Le lien entre accès des femmes rurales à

<sup>62</sup> Au sujet de ce terme, voir la note n° 57.

des revenus monétaires propres et transformation pouvant être jugée positive des rapports de genre constitue donc non une évidence, mais un domaine de recherche.

*Des innovations face au changement: simples stratégies de subsistance ou émancipation?*

Les processus de changement eux-mêmes peuvent enfin être le facteur déclenchant de pratiques innovantes des femmes, qui se situent alors entre réaction au stress causé par ces changements et possibilité d'émancipation. Dans le contexte chinois, Laurel Bossen (2002) relève ainsi que, sous l'effet de la baisse de la demande de travail agricole, des paysannes du village de Lu développent des activités de transport et de commerce avec les bourgades voisines. D'une part, ces femmes réagissent ainsi à une situation de nécessité. D'autre part, l'image de ces femmes battant la campagne, certaines au volant de camionnettes, met fortement en cause la représentation locale de la femme au foyer. La transformation des rapports sociaux de sexe se joue ici sur le double plan de l'accès à des revenus propres et de la mise en cause symbolique des rôles féminins et masculins. De manière similaire au Cameroun, Hélène Guétat-Bernard (2008) observe que les femmes bamiléké font face à la baisse des cours mondiaux du café en développant de nouvelles activités dans le domaine du «vivrier marchand»: situées dans de nouveaux espaces, urbains et marchands, ces activités permettent de créer des revenus indispensables à la subsistance de leur famille, tout en se situant dans la continuité des rôles de genre et en les faisant évoluer. Dans l'ensemble de ces cas, l'analyse doit déterminer dans quelle mesure des stratégies de subsistance peuvent se convertir en espaces d'inventivité des femmes faisant évoluer positivement les rapports de genre.

**Quel rôle des politiques «genre et développement»?**

Les espaces de résistance et d'inventivité des femmes rurales entretiennent par ailleurs des liens complexes avec les politiques dites «de genre et développement». Remontant à quatre décennies environ, ces politiques visant certains groupes de femmes des pays en développement ont connu diverses évolutions, qui peuvent être résumées en cinq grandes étapes et objectifs successifs: le bien-être des femmes; l'égalité de genre; la réduction de la pauvreté féminine, vue comme un obstacle à cette égalité; l'utilisation des «potentialités» des femmes, dans un souci d'efficacité; et

l'*empowerment* des femmes (Bisilliat 2000; Hofmann et Marius-Gnanou 2006). De manière spécifique dans le domaine du développement agricole et rural, deux champs d'action concentrent actuellement une grande partie des interventions: l'*empowerment* économique, compris essentiellement comme un gain d'autonomie des femmes rurales grâce à l'obtention de revenus propres; et l'accès à la terre. Ils croisent un troisième champ, celui de l'*empowerment* politique axé sur la constitution d'organisations de femmes rurales devant favoriser leur participation à des espaces de décision situés à différents niveaux.

Si certaines de ces politiques ont pu être inspirées par des mouvements féministes dénonçant le biais de genre des politiques traditionnelles de développement, elles ont dans le même temps été dominées par les courants occidentaux de ces mouvements, supposant généralement des besoins spécifiques des, voire de «la», femmes du Sud (Verschuur 2010). En particulier, l'élaboration de ces politiques au sein d'agences de coopération a largement ignoré la diversité et l'ancienneté des mouvements féministes au Sud, dont certains, comme ceux d'Amérique latine, d'Inde, du Pakistan, d'Iran, de Palestine, ou encore d'Afrique du Sud ou de l'Ouest, existent pourtant depuis plus d'un siècle. Dès lors, les mesures proposées ne répondent qu'imparfaitement aux revendications locales, se contentant le plus souvent d'une utilisation opportuniste du vocable «genre» et ne remettant pas en cause les rapports de pouvoir entre hommes et femmes<sup>63</sup>. Ces politiques portent alors un risque significatif d'être instrumentalisées pour désamorcer les revendications locales, participant finalement d'une dépolitisation des luttes féministes au Sud (Verschuur 2010). Pour autant, elles n'en sont pas moins constitutives des rapports de genre et de leur évolution dans les contextes où elles sont mises en œuvre. La problématique est donc double: quel est le bilan critique des politiques «genre et développement» appliquées au secteur agricole rural? Et dans quel sens ces politiques font-elles évoluer les rapports sociaux de sexe au sein des groupes auprès desquels elles interviennent?

<sup>63</sup> Comme le relève Christine Verschuur (2009), le genre devient alors un *buzzword* (de l'anglais *buzz*, bourdonnement), voire un *fuzzword* (de l'anglais *fuzz*, duvet et, employé comme adjectif, confus).

*Les politiques d'« empowerment économique » des paysannes et des femmes rurales*

Un premier ensemble de mesures peut être rattaché au paradigme de l'*empowerment* économique des paysannes et plus largement des femmes rurales : la création d'activités génératrices de revenus, grâce notamment à des techniques visant à accroître la productivité du travail des femmes dans l'agriculture et dans la transformation des produits ; la promotion d'activités non agricoles et de l'emploi rural ; les programmes de microfinance agissant de manière transversale sur les deux volets précédents. Ces mesures ont pour hypothèse commune que l'accès des femmes aux marchés, des biens et services ou du travail, leur permet d'obtenir des revenus propres favorisant leur autonomie et la réduction des inégalités de genre. Ainsi, selon la synthèse des bonnes pratiques et des enseignements pour les politiques de genre dans l'agriculture réalisée par la FAO, la Banque mondiale et le FIDA,

[I]a demande de produits agricoles évolue rapidement, ouvrant de nouveaux créneaux pour les producteurs, hommes et femmes. La demande croissante de produits de plus *grande valeur* et les progrès de la technologie agricole modifient le type de produits recherchés, le mode de production et le profil du producteur. Constatant que les avancées et les innovations d'hier n'avaient pas bénéficié en proportion égale aux hommes et aux femmes, de nombreux praticiens ont eu le sentiment profond que des occasions avaient été manquées et ils ont décidé qu'il fallait tirer parti des possibilités implicites ouvertes aujourd'hui par les *technologies* et les *tendances du marché* afin de remédier aux erreurs du passé. (2009, 2)

Les politiques inspirées de ce paradigme supposent ainsi, souvent implicitement, que la sphère marchande constitue un vecteur de modernisation de l'agriculture et d'émancipation des femmes, par opposition aux cultures vivrières et au travail domestique non monétarisés considérés comme arriérés. Ces politiques reposent alors sur trois grands principes interdépendants. L'efficacité du travail féminin doit, en premier lieu, être améliorée grâce à des technologies adaptées. Ainsi, la West Africa Rice Development Association a par exemple mis au point des techniques réduisant le temps nécessaire au désherbage réalisé par les femmes et les enfants, de même que l'International Institute of Tropical Agriculture propose notamment un procédé amélioré pour la transformation du *cassava* assurée par les femmes (Quisumbing et al. 2004). Des services de microfi-



nance sont alors utiles pour aider les femmes à financer l'acquisition de ces nouvelles techniques ou équipements<sup>64</sup>. Les interventions sur les « chaînes de valeur » (*value chains*) du secteur privé doivent, en second lieu, être attentives à la distribution de la valeur entre hommes et femmes entre les échelons de chaque chaîne et au sein d'un même échelon, entre membre d'un même foyer. Pour cela, les obstacles à la mobilité des femmes, à l'investissement et à la prise de décision doivent notamment être surmontés (Riisgaard, Escobar Fibla et Ponte 2010). En troisième lieu, l'accès des femmes, et des femmes « pauvres » en particulier, aux marchés doit être facilité.

Par ailleurs, les agences de développement visent, par le biais de l'*empowerment* économique des femmes, à atteindre certains de leurs objectifs plus généraux comme la croissance agricole, la réduction de la pauvreté rurale ou l'amélioration de l'efficacité de l'aide. La FAO, la Banque mondiale et le FIDA (2009) titrent ainsi leur ouvrage sur le genre dans l'agriculture *Investir dans les femmes en tant que moteurs de la croissance agricole*. De même, le FIDA présente ses « efforts et approches pour promouvoir l'équité de genre et l'*empowerment* des femmes dans [ses] opérations » dans les termes suivants :

Rural women play a critical role in agricultural production, natural resources management and *households food security* in developing countries. Yet, they have less access to assets and services and less decision making power than men. Addressing gender inequalities and empowering rural women, is thus critical to poverty reduction and to *the effectiveness of IFAD operations*. It is a key aspect of IFAD's Strategic Framework and of its Targeting strategy. (FIDA 2009, 2, nous soulignons)

L'*empowerment* économique des femmes, s'il est présenté comme un vecteur d'une plus grande égalité de revenus et donc d'émancipation, est donc également considéré comme un *moyen* de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire en augmentant la production agricole réalisée par les femmes et leurs revenus censés profiter à l'ensemble de la famille. Ces

<sup>64</sup> Pour une revue critique de l'impact de ces programmes sur l'autonomie des femmes, voir Guérin (2006) et la discussion précédente sur la monétarisation des rapports sociaux; pour un bilan du rôle de la microfinance dans le financement des agricultures du Sud dans le contexte de retrait des États du financement rural et, depuis 2007, de l'insécurité alimentaire et de la nécessité d'investir pour augmenter la productivité agricole, voir Morvant-Roux (2009).

approches instrumentales, si elles ont le mérite de reconnaître le rôle joué par les femmes dans la production agricole et l'alimentation familiale, soulèvent toutefois des préoccupations. En premier lieu, l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire et d'accroître la production agricole grâce au travail féminin ne peut être confondu avec celui de transformer les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Comme le montrent Sabin Bieri et Annemarie Sancar (2009) à partir de l'analyse de projets de la coopération suisse au développement dans différentes régions du monde, ces interventions conduisent en général effectivement à une hausse des revenus des femmes, mais celle-ci ne se traduit pas par davantage de contrôle et de pouvoir. Les « options et les choix des femmes » augmentent, mais les « changements structuraux conduisant à une plus grande égalité en termes de rôles, de relations de pouvoir et de contrôle des actifs » sont beaucoup moins évidents (Bieri et Sancar 2009, 10, traduction personnelle). De manière plus préoccupante et comme le soulignent diverses études de cas, la hausse des revenus féminins peut également entraîner un désengagement financier de leurs époux et parents. Les effets ambivalents de l'accès des femmes à des revenus propres sur leur autonomie<sup>65</sup> sont passés sous silence, alors même que ces tendances sont renforcées par les nombreux dispositifs de microfinance ciblant les femmes et par l'émergence concomitante de nouveaux modes de consommation et de nouveaux besoins monétaires. De nouveau, le lien entre hausses des revenus féminins et amélioration du statut des femmes constitue un champ d'étude, devant être situé dans les processus actuels de monétarisation et de financiarisation des sociétés, et non un présupposé possible des politiques de genre et développement.

En second lieu, la promotion de l'accès des femmes aux marchés entraîne presque invariablement leur insertion dans des rapports de production capitalistes, souvent liés aux processus d'accumulation au niveau mondial, notamment par l'intermédiaire de l'agro-industrie. Les effets des politiques d'*empowerment* économique vont donc bien au-delà de leur impact souhaité en termes d'accroissement des revenus féminins : ces politiques modifient en profondeur l'articulation entre rapports de production domestique et capitaliste, en déplaçant partiellement les femmes des premiers vers les seconds. L'analyse de l'impact de ces politiques sur le

<sup>65</sup> Voir plus haut la discussion sur les liens entre monétarisation et autonomie des femmes.

genre ne peut dès lors se restreindre au seul indicateur du niveau de revenus. Il doit notamment inclure les effets de ce déplacement sur le statut et l'autonomie des femmes. Comme l'illustrent notamment les études de cas sur l'agro-industrie<sup>66</sup>, l'émancipation des femmes grâce à l'accès à des emplois salariés dans le système capitaliste est plus que sujette à caution.

*Les politiques de promotion de l'accès des femmes au foncier*

Les politiques visant la promotion de l'accès des femmes au foncier constituent un second ensemble des politiques de genre dans le développement rural. Elles doivent être situées dans le double contexte de discrimination des femmes dans l'accès à la terre, par des règles d'héritage et lignagère dites « traditionnelles » et des législations « modernes » des États, et de dévalorisation de l'agriculture paysanne conduisant à interroger le caractère progressiste d'un tel accès et, en tous cas, à en considérer d'autres fonctions, notamment la sécurité résidentielle<sup>67</sup>. Ces politiques comprennent des mesures législatives, agissant notamment sur le droit de propriété et les règles d'héritage, des mesures redistributives, notamment dans le cadre de réformes agraires et, dans certains cas, des mesures facilitant l'accès des femmes aux marchés fonciers. De nombreux obstacles apparaissent cependant dans leur mise en œuvre au niveau local. Ainsi, en Afrique australe, où des changements politiques radicaux ont mis fin aux systèmes des réserves et des bantoustans fondés sur la ségrégation raciale, les réformes agraires, symboles des politiques de changement, n'ont pas nécessairement amélioré l'accès des femmes au foncier. En Afrique du Sud en particulier, où l'égalité de genre a fait partie des priorités du Ministère des affaires foncières, les trois volets de cette politique – redistribution de terres aux pauvres, par des mécanismes de marché; réforme foncière; restitution de terres confisquées aux populations noires au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>68</sup> – se sont heurtés à l'opposition des autorités traditionnelles: les femmes ont été écartées des nouveaux marchés fonciers et de l'octroi de nouveaux droits de propriété dans le cadre de la réforme foncière, quant à la restitution des terres confisquées aux populations noires, elle s'est avérée entériner les discriminations de genre ancrées dans les droits coutumiers, en particulier dans les zones rurales

<sup>66</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie.

<sup>67</sup> Voir les discussions dans les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> parties de ce document.

<sup>68</sup> Par une loi foncière datant de 1913.

constituées en communautés traditionnelles (Walker 2002; Bentley *et al.* 2006). De manière encore plus préoccupante au Zimbabwe, la réforme agraire qui a fait suite à l'indépendance en 1979, et devait permettre la distribution de terres achetées par l'État aux paysans noirs les plus pauvres, s'est peu à peu convertie en un processus d'exclusions multiples : à l'égard des paysans noirs, mais aussi des ouvriers agricoles des anciens propriétaires blancs et des femmes en général. Spécifiquement, l'exclusion de ces dernières s'est fondée sur des « justifications discursives spécifiques au genre » portées non seulement par les autorités traditionnelles, mais aussi par l'État lui-même défendant une vision « patriarcale » et « androcentrique » de la société dans laquelle seule la logique patrilinéaire est reconnue (Goebel 2005, 43-44). Ces obstacles renvoient à la défense par le système patriarcal local des rapports de genre existants, grâce à une représentation de la tradition dans laquelle les femmes occupent une position subordonnée. De manière générale, la promotion, par les politiques de genre et développement, de l'accès des femmes à la terre, se heurte dans de nombreux contextes à une tendance à la « culturalisation » des rôles sociaux de sexe, dénoncée par divers auteurs (Tripp 2003; Bieri et Sancar 2009) comme un frein majeur au changement. L'affichage politique de mesures de promotion de l'accès des femmes au foncier ne saurait en tous cas être pris comme gage d'une réelle évolution sur le terrain.

Ces difficultés révèlent une limite plus générale des politiques « genre et développement ». Comme le souligne Nicky Le Feuvre (2006), des politiques qui ne tiennent pas pleinement compte du « caractère dialectique des rapports sociaux de sexe » (195) sont incapables de les faire évoluer. Ainsi des volets « genre » dans les politiques foncières, mais aussi de la promotion de l'*empowerment* économique lorsqu'il s'axe uniquement ou principalement sur les femmes. Ce biais a deux conséquences principales. Premièrement, au lieu de favoriser des « processus progressifs d'indifférenciation sexuée des espaces et des pratiques sociales » (Le Feuvre 2006), ces politiques créent de nouveaux espaces et pratiques féminines, qui ne font finalement que déplacer les frontières antérieures entre activités masculines et féminines inégalement valorisées. Deuxièmement, l'absence ou la faible implication des hommes dans ces transformations rend leur opposition hautement probable. Or, cette faiblesse est patente, y compris dans les approches les plus progressistes comme celles fondées sur la participation. Alors que ces approches promeuvent le droit à la parole des femmes et permettraient de dévoiler la complexité des rapports sociaux

dans lesquels elles sont insérées, tenant compte notamment des liens entre structures de genre, de classe, de race ou de caste, elles sont en général mobilisées en ne distinguant grossièrement que deux catégories : hommes et femmes (Cornwall 2002). L'occasion est alors manquée de prendre en compte les besoins différenciés de femmes et d'hommes issus de divers groupes sociaux et de réduire le fossé entre les politiques et les mouvements féministes au Sud, revendiquant leur reconnaissance comme sujets de leur propre développement.

### **Luttes collectives et prise de pouvoir des femmes rurales**

#### *Les luttes des femmes rurales dans leur contexte*

Ces limites des politiques «genre et développement», tout comme des formes individuelles de résistance et d'inventivité des femmes, amènent à se pencher sur les formes collectives des luttes des femmes rurales. Cette perspective permet de prendre en compte le rôle des mobilisations féminines et des mouvements «de base». Notons que cette dimension militante ne doit pas donner l'illusion de mobilisations opérant sans ce qui pourrait être dénoncé comme des «influences extérieures». Ces mouvements bénéficient d'appuis, provenant d'organisations nationales ou de la coopération internationale, qui favorisent leur action en même temps qu'elles l'orientent. Au Mali et au Burkina par exemple, la Direction suisse du développement et de la coopération soutient des groupes de femmes cultivant la noix de karité au titre de la diversification des revenus féminins. L'appui porte non seulement sur la gestion de la production, mais aussi sur le renforcement de la capacité de lobby des femmes sur les politiques commerciales nationales (Bieri et Sancar 2009). Ces groupes de femmes ne sauraient donc être considérées uniquement comme des formes de mobilisation endogène à ces communautés. La vision de la coopération suisse des rapports de genre entre propriétaires des arbres, productrices et consommateurs interagit avec leurs propres revendications. De même au Brésil, un mouvement comme l'Articulation nationale des femmes travailleuses rurales (Articulação Nacional de Mulheres Trabalhadoras Rurais) est soutenu par l'Église catholique. Cette alliance, si elle met à disposition des femmes des moyens logistiques et financiers précieux, rend dans le même temps difficile toute réflexion critique sur les droits des femmes au sein des structures familiales en général et sur ceux des femmes seules en particulier (Guivant 2003). De manière générale, la construction d'actions collectives est soumise à diverses influences,

menant selon les cas à des succès, des compromis ou à des blocages, et dont il doit en tout cas être tenu compte.

En particulier, les actions collectives des femmes ne peuvent être séparées des problématiques de développement agricole et rural plus larges dans lesquelles elles s'insèrent. Les luttes des femmes rurales interagissent avec les mouvements paysans, voire en font formellement partie, comme par exemple le Comité de femmes de l'Association paysanne de la municipalité d'Inzá-Tierradentro en Colombie (Comité de Mujeres de la Asociación Campesina de Inzá-Tierradentro; voir à ce sujet De Weck 2008) ou, au niveau international, l'Assemblée des femmes de La Via Campesina<sup>69</sup>. ' compris lorsqu'existent des organisations dites «autonomes» de femmes rurales, elles rencontrent généralement des mouvements paysans porteurs de visions et de revendications plus larges, comme l'accès à la terre dans le cas du Mouvement des sans terre (MST) ou de la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture brésiliens (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG). Pour autant, les objectifs des luttes féministes ne se confondent pas avec ceux des mouvements paysans. Ils entrent en contradiction par exemple au sein de la Via campesina autour de la définition de la souveraineté alimentaire (Pimbert 2009). Au Brésil, les revendications du MST se focalisent sur la réforme foncière, sans considérer la question de l'accès des femmes à la terre. Celles-ci jouent pourtant un rôle souvent prépondérant dans la phase d'invasion et d'installation des campements du Mouvement (Guivant 2003). En Inde et au Bengale, les femmes ont, dès les années 1940, participé massivement et de manière déterminante à des luttes pour l'accès à la terre, sans que des rapports de genre extrêmement inégaux au niveau de la famille et de ces organisations n'évoluent par la suite (Agarwal 1994). Toujours dans le Brésil actuel, le CONTAG affiche certes une politique de quotas féminins dans ses instances de représentation interne, mais les femmes ne sont incluses dans les revendications de l'organisation que pour bénéficier des droits généraux des travailleurs ruraux (Guivant 2003). Ni les rapports de genre, ni les droits spécifiques des femmes ne sont considérés. Si luttes paysannes

<sup>69</sup> Voir l'analyse par cette Assemblée de la place des femmes dans La Via Campesina et des liens entre capitalisme et patriarcat dans le compte-rendu de la 5<sup>e</sup> conférence de la Via Campesina (Matola, Mozambique, 17-18 octobre 2008). La Campagne mondiale de la Via Campesina pour mettre fin aux violences faites aux femmes organisée en 2009 constitue une avancée importante de cette Assemblée.

et féministes coïncident sur des revendications larges, comme l'accès à la terre ou l'opposition à la libéralisation agricole, ce rapprochement ne signifie donc aucunement une prise en compte ou une sensibilité particulière des organisations paysannes aux discriminations de genre. Ces organisations défendent en général des modes d'organisation de la production présentés comme familiaux, communautaires ou encore indigènes, et qui justifient précisément les inégalités de genre existantes comme des formes traditionnelles ou naturelles de complémentarité entre hommes et femmes. Ces alliances, si elles peuvent être nécessaires, rendent donc difficile l'affirmation des demandes féministes qui sont alors en contact étroit avec des structures et idéologies patriarcales. Cette proximité induit de plus un fort risque d'instrumentalisation de la participation des femmes.

#### *Modes d'action collective des femmes rurales*

Considérer les luttes des femmes dans leur contexte fait donc apparaître les obstacles découlant de politiques et de luttes paysannes avec lesquelles elles sont en contact, mais dont les positions et finalités sont décalées. Se pose alors la question des modes d'action spécifiques de ces mouvements de femmes pouvant permettre de surmonter ces obstacles. L'analyse comparative de différentes luttes pour l'accès à la terre en Inde proposée par Agarwal (1994) fournit une première série de points de repère. Ces luttes se mettent en place dès les années 1940 au Bengale (mouvement Tebhaga) et en Andhra Pradesh au sud de l'Inde (mouvement Telangaha). Ces deux luttes se caractérisent par l'existence de demandes féministes exprimées au travers d'organisations de femmes les ayant mobilisées massivement, puis par la non prise en compte de ces demandes une fois la victoire paysanne assurée. Dans le premier cas, la large participation des femmes à la protestation contre les propriétaires terriens, suite à la famine au Bengale en 1943, est organisée par la Ligue d'auto-défense des femmes MARS (Mahila Atma Raksha Samiti). Celle-ci dénonce à la fois l'exploitation économique et sexuelle des femmes par les propriétaires terriens et leur oppression au sein des familles paysannes: violence domestique, contrôle par les hommes des revenus du travail féminin comme l'élevage des volailles, absence d'accès des femmes à la terre. Les concessions finalement obtenues seront pourtant minimes, principalement le droit pour les femmes d'obtenir les revenus de la vente des volailles. Ce résultat n'est pas accidentel. Il se reproduit dans des termes similaires dans la lutte Telangaha en Andhra Pradesh à la même époque. Au terme d'un conflit violent ayant

impliqué jusqu'à trois millions d'hommes et de femmes, le système féodal à l'origine de l'exploitation économique des paysans en général et de l'exploitation sexuelle des paysannes en particulier est aboli. Les conditions de vie des paysannes connaissent de ce fait une amélioration significative, mais les rapports sociaux de sexe restent globalement inchangés au sein de la sphère familiale. Comme le souligne Agarwal, la famille continue d'apparaître comme une unité d'intérêts convergents, justifiant que la terre soit attribuée uniquement aux hommes. Les rapports de genre au sein de la famille sont de plus considérés comme faisant partie de la sphère domestique privée. Enfin, la rupture des rôles et normes de genre durant la lutte apparaît comme une phase exceptionnelle rendue nécessaire par les exigences du conflit. La fin de celui-ci marque aussi le retour des femmes à leur place habituelle au sein de la sphère domestique.

Organisation des femmes et conscience de leur oppression ne suffisent donc pas à transformer les rapports de genre. Une troisième lutte analysée par Agarwal, celle du Bodhgaya, menée par des paysans indiens sans terre de basse caste à partir de 1978, permet d'observer un cas de succès des demandes féministes et d'en préciser certaines conditions. La lutte est menée par une organisation des jeunesses gandhiennes-socialistes, le Chatra 'uva Sangharsh Vahini, dans laquelle les femmes sont impliquées à tous les niveaux. Entre 1978 et 1982, la lutte se situe donc sur deux fronts : entre le Vahini et les propriétaires terriens, pour l'accès à la terre ; et au sein du Vahini, pour la prise en compte des demandes féministes. Durant plusieurs années, sous l'impulsion de leaders féministes internes au mouvement, les discriminations, y compris pour l'accès à la terre, et les violences envers les femmes dans la sphère familiale et dans la communauté sont thématiques. Lors des distributions de terres à l'issue du conflit en 1982, l'ensemble des villageois défend effectivement cette nouvelle conception face au représentant du gouvernement refusant tout d'abord d'inscrire les terres au nom des femmes. Comme l'analyse Agarwal, la comparaison de cette lutte avec celles des années 1940, fait apparaître plusieurs conditions nécessaires à leur succès :

- (a) solidarity among the women peasants on gender questions; (b) women in the struggles who could articulate a feminist theoretical perspective; (c) an active debate about gender concerns in the course of the struggles; and (d) a widespread women's movement in the country at that time. (Agarwal 1994, 451)



Ces conditions, si elles ne sauraient être considérées comme suffisantes, ni comme invariables dans le temps et dans l'espace, sont toutefois utiles pour comparer ces modes d'action à d'autres situés dans des contextes différents. En Ouganda notamment, des mouvements de femmes luttent pour la copropriété de la terre entre époux depuis plus d'une décennie. L'une de leurs caractéristiques et conditions d'avancement est l'existence d'alliances, d'une part, entre paysannes directement concernées par l'accès à la terre et activistes défendant la cause de ces dernières sur la scène politique, et, d'autre part, avec certaines agences de coopération internationale (Tripp 2003). Tout comme dans le cas du mouvement Bodhgaya, un problème spécifique, celui rencontré par les paysannes dans leur accès à la terre, s'inscrit dans un débat national plus large sur les discriminations de genre, ici grâce à une solidarité transcendant les classes sociales et trouvant des appuis au niveau international. Cette solidarité permet finalement que la lutte soit située dans un espace public démocratique, au sens de Jürgen Habermas, ce qui constitue sans doute une caractéristique commune à la plupart des modes contemporains d'action collective (Avritzer 2002). En Ouganda, les femmes activistes mobilisent ainsi les paysannes pour qu'elles fassent pression sur le gouvernement au travers de leur droit de vote. Ce mode d'action, fondé sur la mobilisation de la légitimité démocratique, se retrouve dans des luttes féministes aux enjeux très différents, comme par exemple celle pour les quotas législatifs pour les femmes en Argentine au début des années 1990 ou celle en faveur des droits reproductifs des femmes en Inde (Tripp 2003, 189). Cette stratégie ne suffit cependant pas nécessairement à dépasser les contre-initiatives se situant notamment sur le plan de la défense de la culture et de la tradition. Dans le cas ougandais, le principal argument avancé par les autorités traditionnelles contre la copropriété de la terre entre époux est que celle-ci menacerait la reproduction des clans et ainsi la structure sociale du pays, un argument qui cache, selon Aili Mari Tripp, la défense d'un système patriarcal dans lequel la position politique et économique des hommes est assise sur le contrôle du foncier. La transformation des rapports de genre dans les systèmes agraires, symbolisée ici par l'accès des femmes à la propriété foncière, requiert donc une action sur l'ensemble des dimensions de ces rapports: symboliques, au travers d'une théorisation des rapports existants, mettant en perspective les revendications féministes et les positionnant dans le débat public; institutionnelles, à la fois au niveau local, au travers notamment de la mise en cause des règles

de propriété et d'héritage de la terre, et national, grâce en particulier à l'inclusion dans des mouvements féministes plus larges.

### **Un scénario ambigu et la nécessité d'une action à différents niveaux**

Actions individuelles des femmes visant, principalement depuis la sphère du foyer, la construction d'espaces de résistance et d'inventivité face à des situations critiques et luttes collectives visant des changements institutionnels de plus grande ampleur sont complémentaires. L'ensemble de ces niveaux d'action témoigne de la capacité des femmes à penser et agir en faveur d'un changement social au sein de structures de pouvoir qui leur sont défavorables. Pour cela, la capacité à faire évoluer les systèmes de genre *dans leur ensemble* est requise, ce qui suppose d'agir non seulement à différents niveaux institutionnels, mais aussi sur les différentes dimensions matérielles et symboliques de ces systèmes. La phase actuelle de transformation des systèmes agraires, marquée par des crises découlant des politiques de libéralisation agricole, offre un scénario ambigu. D'une part, les structures patriarcales traditionnelles s'étiolent sous l'effet de la dévalorisation de l'agriculture paysanne et des migrations. D'autre part, les pressions sur les femmes s'accroissent, du fait notamment de la féminisation de cette agriculture dévalorisée et de la multiplication de responsabilités assumées de façon souvent unilatérale par les femmes dans la sphère domestique, dans la production agricole et dans de nouvelles activités rurales. L'extension des rapports de production capitalistes, résultant de l'essor de l'agro-industrie et de l'intégration croissante des femmes à la sphère monétaire et marchande encouragée par certaines politiques de genre et développement favorise de plus l'émergence d'un nouveau patriarcat intégré aux mécanismes d'accumulation globale. Ces tendances se déploient alors que se multiplient au Sud les mouvements féministes offrant une base idéologique et organisationnelle indispensable à la transformation des rapports de genre (Verschuur 2010).

### **Conclusion**

Le genre est un outil essentiel pour l'analyse de systèmes agraires en mutation et des vulnérabilités alimentaires qui en résultent. Le genre structure ces systèmes au plan matériel et symbolique, au travers de

conditions d'accès à la terre et aux moyens de production, de l'orientation des techniques et des recherches agronomiques, de la division sexuelle du travail. Celle-ci repose en particulier sur la représentation d'une sphère féminine domestique constituée autour de l'alimentation, des cultures vivrières et de la reproduction sociale, par opposition à une sphère d'activités masculines liée aux marchés au travers de cultures commerciales et insérée dans les rapports de production capitalistes. Cette représentation, qui s'éloigne dans certains cas considérablement de la répartition réelle des tâches, constitue le point de départ à partir duquel les acteurs et actrices pensent et mettent en œuvre localement les réactions aux pressions s'exerçant sur les systèmes agraires.

Cette perspective éclaire différentes mutations des agricultures paysannes, sous l'effet notamment de la libéralisation agricole et de la concurrence de l'agro-industrie. Face à la baisse des revenus dans le secteur, les hommes, comparativement mieux éduqués et intégrés à certains marchés et aux rapports de production capitalistes, se saisissent des nouvelles opportunités de travail non agricoles rurales ou urbaines. Mais ces stratégies masculines ne sont possibles que parce que dans le même temps les femmes assurent une plus grande partie de l'agriculture paysanne, qui se présente alors comme une extension de leur travail domestique et de leur responsabilité dans l'alimentation familiale. L'analyse de la crise des agricultures paysannes doit donc inclure la question de sa «féminisation», dans différents sens du terme, à la fois dans une perspective critique vis-à-vis du fonctionnement du système capitaliste et dans celle de l'équité de genre pour la conception des politiques de développement. La féminisation d'une agriculture paysanne dévalorisée mène en particulier à s'interroger sur la pertinence de politiques promouvant l'accès des femmes au foncier comme facteur d'équité de genre. Dans le contexte de la dévalorisation de l'agriculture paysanne, un tel accès n'est plus un enjeu féministe évident mais, tout au moins, un champ de recherche nécessaire. Par ailleurs, la famille ne peut être considérée comme une unité d'intérêts sur laquelle les politiques agricoles pourraient se fonder. Ce constat importe non seulement pour l'évaluation de l'impact de ces politiques sur l'équité de genre, mais pour l'efficacité même d'une modernisation agricole visant, depuis le paradigme de la révolution verte jusqu'à celui de la libéralisation et de l'incitation par les prix, à augmenter les rendements. Globalement, ces politiques ne peuvent atteindre leurs objectifs si elles ne tiennent compte des obstacles naissant localement des rapports de pouvoir fondés sur le

genre: surcharge de travail des femmes, goulots d'étranglement de la production, stratégies de diversification des risques naissant notamment de la fragilisation de l'agriculture vivrière et pouvant s'opposer à l'augmentation des rendements des cultures commerciales. Les effets de ces limitations se font sentir jusqu'au niveau macro-économique, notamment pour les pays ayant misé sur un redressement de leur balance des paiements grâce à l'intensification de l'agriculture paysanne.

La prise en compte du genre est également indispensable à une analyse critique de l'essor du secteur de l'agro-industrie. L'embauche dans des conditions précaires d'un grand nombre de femmes déployées dans des activités censées être spécifiquement «féminines» interroge, d'autant plus que ces emplois ont été présentés par certains comme une source de revenus favorisant leur *empowerment*. La crise des agricultures paysannes et la faiblesse des emplois non agricoles s'offrant aux femmes rurales les obligent à accepter de telles conditions d'embauche. Que ces emplois soient présentés, par les gérants des firmes de l'agro-industrie en lien avec le patriarcat local, comme une extension du rôle traditionnel des femmes dans le domaine des soins constitue alors un moyen pour justifier ces conditions: les tâches supposées les plus *délicates* et qui sont en général les moins qualifiées, comme l'emballage des produits, leur sont confiées; leur emploi peut être saisonnier, puisque leur place *normale* est dans leur foyer; leur salaire, bas puisqu'il ne constitue qu'un *complément* à celui de leur mari. Ces stratégies des firmes de l'agro-industrie, qui s'appliquent aussi à des groupes discriminés du fait de leur appartenance ethnique ou de leur caste, sont d'autant plus inquiétantes qu'elles sont indispensables à leur insertion compétitive dans le système capitaliste global. Les systèmes agraires sont alors doublement poussés à leur limite: par la concurrence exercée par l'agro-industrie et par l'exploitation au travers de ces nouvelles formes de salariat. La capacité de paysanneries en pleine mutation à assurer la plus basique de leurs fonctions de reproduction, l'alimentation, est dans de nombreuses régions du monde dangereusement érodée. Plus largement, la spécialisation agricole et productive accompagnant l'essor de l'agro-industrie crée des interdépendances alimentaires globales et des risques systémiques considérables à la fois en termes de qualité et d'accès monétaire à l'alimentation.

Sortir de cette double crise des systèmes agraires et de la reproduction sociale suppose que les politiques agricoles et alimentaires tiennent compte du genre comme catégorie d'analyse, mais aussi de l'existence de

résistances et de mobilisations féminines sur lesquelles s'appuyer. Ces résistances naissent souvent dans des actions individuelles des femmes dans leur foyer, se servant de leur rôle clef dans l'alimentation familiale, obtenant des revenus monétaires propres ou faisant évoluer leur rôle en réagissant aux changements mêmes qui menacent leur famille. Ces stratégies, si elles peuvent créer de nouvelles marges de manœuvre, peuvent aussi se solder, notamment lorsqu'elles sont instrumentalisées par des politiques dites d'*empowerment* dont l'objectif est de réduire la pauvreté ou l'insécurité alimentaire au niveau des familles, par une surcharge de travail des femmes. Par ailleurs, la principale limite de ces actions individuelles est leur incapacité à mettre en cause les systèmes de genre dans leur ensemble. Une action globale sur les différentes dimensions, matérielles et symboliques, de ces systèmes et tenant compte de leur ancrage à différents niveaux institutionnels est requise. Des luttes collectives de paysannes et de femmes rurales tentent de répondre à ce défi. Elles font face à des difficultés d'émergence et de consolidation inhérentes à toute forme d'action collective. Pour agir de manière globale sur les rapports de genre, des alliances avec des mouvements féministes plus larges permettant de placer le débat sur la scène politique sont nécessaires. S'opposant à la reproduction des discriminations de genre légitimées par la référence à la culture, ce débat se situe au cœur des luttes actuelles pour la démocratisation. Démocratisation, amélioration de la situation des femmes rurales et de la sécurité alimentaire au niveau des familles sont ainsi intimement liées.

## Références bibliographiques

- Abdullah, A. M. 2008. *Food security and gender inequality*. Delhi: Abhijeet Publications.
- Agarwal, B. 1994. *A field of one's own: gender and land rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2001. Les femmes et la modernisation de l'agriculture en Asie et en Afrique. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 1*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. Paris: L'Harmattan.
- Andrade, M. de P. 2009. São intransigentes os quilombolas? *Folha de S. Paulo*, 28 février.
- Appendini, K. 2002. «From where have all the flowers come?» Women workers in Mexico's nontraditional markets. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 93-108. Bloomfield: Kumarian Press.
- Avritzer, L. 2002. *Democracy and the public sphere in Latin America*. Princeton: Princeton University Press.
- Benaría, L. et G. Sen. 2001. Accumulation, reproduction et rôle des femmes dans le

- développement économique: Ester Boserup revisitée. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2.* (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 97-119. Paris: L'Harmattan.
- Benson, T., N. Minot, J. Pender, M. Robles et J. von Braun. 2008. *Global food crises. Monitoring and assessing impact to inform policy responses.* Washington, D. C.: International Food Policy Research Institute.
- Bentley, K., J. Cherry, K. George, U. Mafundityala, K. Maphunye, L. Mbatha, E. Mbhanye, T. Mulaudzi, N. Ngomane, B. Ngqulunga, T. Nxumalo et M. Arbrough. 2006. *Longitudinal study: the effect of the legislated powers of traditional authorities on rural women's rights in South Africa.* Le Cap: HSRC.
- Bergeret, A. 1992. Se nourrir en pays sahélien. La responsabilité des femmes dans le sud-est du Sine Saloum (Sénégal). In *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés.* (Dir.) J. Bisilliat. 35-55. Paris: ORSTOM.
- Besson, I. 2003. Développement agricole et systèmes agraires. À propos de l'ouvrage de Marcel Mazoyer et Laurence Roudart «Histoire des agricultures du monde». *Techniques et culture.* N° 40.
- Bieri S. et A. Sancar. 2009. *Power and poverty. Reducing gender inequality by ways of rural employment? Gaps, trends and current research in gender dimensions of agricultural and rural employment: differentiated pathways out of poverty,* Rome, 31 March – 2 April 2009, FAO, IFAD, ILO.
- Biquard, A. 1992. Femmes et innovation technologique: pertes sans profit. L'exemple du beurre de karité (Mali). In *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés.* (Dir.) J. Bisilliat. 169-185. Paris: ORSTOM.
- Bisilliat, J. 1985. Synthèse des travaux (à partir des débats). In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985.* (Dir.) J. Bisilliat, G. Courade. 23-33. Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- (Dir.). 1992. *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés.* Paris: ORSTOM.
- . 2000. Lutttes féministes et développement: une perspective historique. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2.* (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 19-30. Paris: L'Harmattan.
- Bisilliat, J., G. Courade. 1985. *Femmes et politiques alimentaires, Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance, ORSTOM-CIE, Paris, 14-18 janvier 1985.* Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- Bisilliat, J., et C. Verschuur. 2000. Présentation. In *Le genre: un outil nécessaire. Cahiers genre et développement. N° 1.* (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 9-11. Paris: L'Harmattan.
- . 2000. Quelques mots d'introduction. In *Le genre: un outil nécessaire. Cahiers genre et développement. N° 1.* (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 13-15. Paris: L'Harmattan.
- Boserup, E. 1970. *Woman's role in economic development.* London: Earthscan Publications.
- Bossen, L. 2002. *Chinese women and rural development: Sixty years of change in Lu Village, Yunnan.* Oxford: Rowan and Littlefield.
- Bourdieu, P. 1998. *La domination masculine.* Paris: Seuil.

- Bourrinet, J. 1982a. Le spectre de la faim. In *L'ordre alimentaire mondial*. (Dir.) J. Bourrinet et M. Flory. 19-34. Paris: Economica.
- . 1982b. Un ordre alimentaire mondial est-il possible? In *L'ordre alimentaire mondial*. (Dir.) J. Bourrinet et M. Flory. 5-16. Paris: Economica.
- Bourrinet, J. et M. Makramallah. 1982. Des dépendances alimentaires structurelles: le cas des pays arabes. In *L'ordre alimentaire mondial*. (Dir.) J. Bourrinet et M. Flory. 55-65. Paris: Economica.
- Butler, F. C. et B. Santos. 2001. Les femmes dans l'agriculture en Amérique latine In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 171-180. Paris: L'Harmattan.
- Comité d'information Sahel. 1975. *Qui se nourrit de la famine en Afrique? Le dossier politique de la faim au Sahel*. Paris: François Maspero.
- Comité technique «Foncier et Développement». 2009. *Gouvernance foncière et sécurisation des droits dans les pays du Sud. Livre blanc des acteurs français de la Coopération*. Paris: Comité technique «Foncier et développement».
- Cornwall, A. 2002. Making a difference? Gender and participatory development. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 197-232. Bloomfield: Kumarian Press.
- Costa, B. 2010. *Her mile. Women's rights and access to land. The last stretch of road to eradicate hunger*. Milan: ActionAid.
- Cotula, L., S. Vermeulen, R. Leonard, J. Keeley. 2009. *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London: IIED, FAO, IFAD.
- Counihan, C. M. et S. L. Kaplan (Dir.). 1998. *Food and gender. Identity and power*. Amsterdam: Harwood academic publishers.
- Courrier international*. 2009. Dossier spécial «Le Sud face à la razzia des pays riches. Touche pas à mes terres». N° 491, 29 octobre – 4 novembre.
- Dacher, M. 1992. Compensation matrimoniale et dette féminine: Les Goin du Burkina Faso. In *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*. (Dir.) J. Bisilliat. 57-73. Paris: ORSTOM.
- Deere, C. D. 2005. *The feminisation of agriculture? Economic restructuring in rural Latin America*. Occasional paper 1. Genève: UNRISD.
- Deere, C. D. et M. León. 2003. The gender asset gap: Land in Latin America. *World Development*. 31(6) : 925-947.
- Delphy, C. 1998. *L'ennemi principal: économie politique du patriarcat (tome 1)*. Paris: Syllepse, collection Nouvelles Questions Féministes.
- Devereux, S. 2005. Pourquoi existe-t-il encore des famines? In *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 61-76. Paris: Universalis.
- Devret-Dabbous, O. 2001. La division sexuelle du travail. Synthèse d'articles et d'ouvrages. In *Genre et économie: un premier éclairage. Cahiers genre et développement. N° 2*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 127-143. Paris: L'Harmattan.
- Diarra, M. et M. Monimart. 2006. *Femmes sans terre, femmes sans repères? Genre, foncier et décentralisation au Niger*. London: IIED.
- Dueñas Hurtado, F., D. Plana Ramos, I. Salcines, B. Benítez, L. R. Medina, M. E. Domini. 2009. Cuba's success story, further developed. *LEISA Magazine*. 25(3): 31-33.

- Emmanuel, A. 1969. *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*. Paris: François Maspero.
- Engels, F. 1884. L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État. *Les classiques des sciences sociales*. Chicoutimi: UCAQ Disponible en ligne sur <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ori2>,
- FAO (Food and Agriculture Organization). 2009. *Women and rural employment. Fighting poverty by redefining gender roles, economic and social perspectives*. Policy Brief 5. Rome: FAO.
- . s/d. Genre et sécurité alimentaire. Rapport de synthèse de documents régionaux: Afrique, Amérique Latine et les Caraïbes, Asie et Pacifique, Europe, Moyen-Orient. Disponible en ligne sur [www.fao.org/docrep/X0233F/x0233f00](http://www.fao.org/docrep/X0233F/x0233f00.htm). HTML.
- FAO et PAM (Programme alimentaire mondial). 2009. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome: FAO, WPF.
- FAO, Banque mondiale et Fonds international de développement agricole. 2009. *Gender in agriculture sourcebook*. Rome: FAO.
- Fresco, L. 1985. Food security and women: Implications for agricultural research. In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985*. (Dir.) J. Bisilliat, G. Courade. 94-106. Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- George, S. 1978. *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Paris: Robert Laffont.
- . 1996. *Questionable compatibility. Trade liberalization and food security*. No Shortcut to Food Security n° 1. Manila: Isis International-Manila.
- Goebel, A. 2005. *Gender and land reform. The Zimbabwe experience*. Montreal, Kingston, London, Ithaca: McGill-Queen's University Press.
- GRAIN. 2008. *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière*. Disponible en ligne sur [http://www.grain.org/briefings\\_files/landgrab-2008-fr.pdf](http://www.grain.org/briefings_files/landgrab-2008-fr.pdf)
- Granié, A.-M. et H. Guétat-Bernard (Dir.). 2006. *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- . 2006. Introduction. In *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. (Dir.) A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 13-37. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Griffon, M. 2005. La planète pourra-t-elle nourrir dix milliards d'hommes? In *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 95-110. Paris: Universalis.
- Guérin, I. 2006. La microfinance est-elle un moyen de faciliter la liberté des femmes? Une approche en termes d'économie solidaire In *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. (Dir.) A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 67-95. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- . 2008. L'argent des femmes pauvres: entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales. *Revue française de socio-économie*. N° 2: 59-78.
- Guétat-Bernard, H. 2008. Cultures du café et dynamiques des rapports de genre en pays Bamiléké au Cameroun: effet de similitude avec la situation kikuyu au Kenya. *Les Cahiers d'Outre-Mer*. Vol. 243: 339-54.



- Guivant, J. 2003. *Agrarian change, gender and land rights. A Brazilian case study*. Social Policy and Development Programme Paper Number 14. Genève: UNRISD.
- Gunewardena, N. 2010. Bitter cane: Gendered fields of power in Sri Lanka's sugar economy. *Signs*. 35(2) : 371-96.
- Hallam, D. 2009. International investments in agricultural production. FAO Expert meeting on How to feed the world in 2050, 24-26 June.
- Hofmann, E. et K. Marius-Gnanou. 2006. L'intégration de la dimension « genre » dans une intervention de développement: mythe ou réalité? In *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. (Dir.) A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 47-66. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Hovorka, A., H. de Zeeuw M. Njenga (Dir.). 2009. *Women feeding cities. Mainstreaming gender in urban agriculture and food security*. Warwickshire: Practical Action Publishing.
- IFAD. 2008. Framework for Gender Mainstreaming in IFAD's operation. Disponible en ligne sur [www.ifad.org/gender/framework/index.htm](http://www.ifad.org/gender/framework/index.htm)
- . 2009. Efforts and approaches to promoting gender equity and women's empowerment in IFAD operations. Corporate level evaluation. Presentation to SDC, Bern.
- ILO (International Labour Office) et International Co-operative Alliance (ICA). 1995. Gender issues in cooperatives: an ILO-ICA perspective. 2 Hours on Gender Issues in Cooperatives. An introductory session on gender issues for cooperative leaders. Disponible en ligne sur [www.ica.coop/gender/ica-ilo-manual/index.html](http://www.ica.coop/gender/ica-ilo-manual/index.html)
- Jalil, L. 2009. A look at the Women Farmers' Movement (MMC) in Brazil. Getting food sovereignty and women's. *LEISA Magazine*. 25(3) : 16-17.
- Kabeer, N. et Tran Thi Van Anh. 2002. « Leaving the rice fields but not the countryside ». Gender, livelihoods diversification, and pro-poor growth in rural Vietnam. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 109-150. Bloomfield: Kumarian Press.
- Kanchi, A. 2007. Can an employment guarantee scheme guarantee livelihood and food security?. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. Kolkata: Stree Samya.
- Kandiyoti, D. 2002. *Agrarian reform, gender and land rights in Uzbekistan*. Social Policy and Development Programme Paper Number 11. Genève: UNRISD.
- Kaplan, T. 1982. Female Consciousness and collective action: The case of Barcelona, 1910-1918. *Signs*. 7(3) : 545-66.
- Karl, M. 1996. *Inseparable: The crucial role of women in food security*. No Short-cut to Food Security n° 4. Manila: Isis International.
- . 2009. Inseparable: The crucial role of women in food security revisited. *Women in action*. N° 1 : 8-19.
- Kasente, D., M. Lockwood, J. Vivian et A. Whitehead. 2002. Gender and the expansion of nontraditional agricultural exports in Uganda. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 35-65. Bloomfield: Kumarian Press.
- Koster, M. 2009. Women and land after conflict in Rwanda. *LEISA Magazine*. 25(3) : 36-38.

- Krishnaraj, M. 2007. Food security, agrarian crisis and rural livelihoods: Implications for women. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. 24-72. Kolkata: Stree Samya.
- (Dir.). 2007. *Gender, food security and rural livelihoods*. Kolkata: Stree Samya.
- La Via Campesina. 2008. 3<sup>e</sup> Assemblée Internationale des Femmes de La Via Campesina, 5<sup>e</sup> conférence de la Via Campesina, Matola, Mozambique, 17-18 octobre.
- . 2009. Campagne mondiale de la Via Campesina pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Disponible en ligne sur [www.viacampesina.org/main\\_fr](http://www.viacampesina.org/main_fr)
- Le Feuvre, N. 2006. Pouvoirs et contre-pouvoirs des femmes: une épineuse question de recherche. In *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. (Dir.) A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 187-195. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Lee Sang E. 2010. Unpacking the packing plant: Nicaraguan migrant women's work in Costa Rica's evolving export agriculture sector. *Signs*. 35(2) : 317-42.
- Madeley, J. 2002. *Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange*. Paris: Enjeux Planète.
- Marinda, P. 2006. *Effects of gender inequality in resource ownership and access on household welfare and food security in Kenya: A case study of West Pokot District*. Frankfurt am Main: Peter Lang.
- Mazoyer, M. 2005. Développement agricole inégal et sous-alimentation paysanne. In *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 15-35. Paris: Universalis.
- Mazoyer, M. et L. Roudart. 1998. *Histoire des agricultures du monde*. Paris: Le Seuil.
- (Dir.). 2005. *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. Paris: Universalis, Le tour du sujet.
- Meillassoux, C. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris: François Maspero.
- Merlet, M., C. Jamart, M. Perdriault et S. L'Orphelin. 2009. *Commercial pressures on land worldwide: issues and conceptual framework for ILC*. Rome: ILC/AGTER.
- Mies, M. 1996. *A breakdown in relations. Women, food security and trade*. No Short-cut to Food Security n° 2. Manila: Isis International.
- Milanovic, B. 1999. *True world income distribution, 1988 and 1993: First calculation based on household surveys alone*. Washington, D. C.: World Bank, Development Research Group.
- Monimart, M. 1989. *Femmes du Sahel. La désertification au quotidien*. Paris: Karthala et OCDE.
- Morvant-Roux, S. (Dir.). 2009. *Exclusion et liens financiers: microfinance pour l'agriculture des pays du Sud*. Paris: Economica.
- Nash, J. F. 1950. The bargaining problem. *Econometrica*. 18(2) : 155-62.
- Nove, A. 1982. Des dépendances alimentaires structurelles: le cas soviétique. In *L'ordre alimentaire mondial*. (Dir.) J. Bourrinet et M. Flory. 35-52. Paris: Economica.
- Oakley, A. 1972. *Sex, gender and society*. London: Temple Smith.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et FAO (Food and Agriculture Organization). 2008. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017*. Paris: Éditions de l'OCDE.
- Padilla, C. 1985. Women's life awareness and the food connection: Some Latin

- American cases. In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance*, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985. (Dir.) J. Bisilliat, G. Courade. 653-668. Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- Panoff, M. 1977. Claude Meillassoux et le mode de production domestique. *Revue française de sociologie*. 18(1) : 133-43.
- Parikh, A. et P. Burli. 2007. Livelihood patterns and food security: Some case studies from Maharashtra. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. 209-232. Kolkata: Stree Samya.
- Parini, L. 2006. *Le système de genre. Introduction aux concepts et théories*. Zurich: Seismo.
- Paris, T., H. S. Sims et G. Durón. 2001. *Empowering women to achieve food security*. Technology, Focus 6, Policy Brief 5. Washington D. C.: IFPRI.
- Pariset, R. 1992. Les femmes indiennes face aux crises écologiques. In *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*. (Dir.) J. Bisilliat. 27-34. Paris: ORSTOM.
- Pimbert, M. 2009. Theme overview. Women and food sovereignty. *LEISA Magazine*. 25(3) : 6-9.
- Pinton, F. 1992. Les stratégies de genre favorisent-elles le développement? Des femmes en forêt colombienne. In *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*. (Dir.) J. Bisilliat. 201-220. Paris: ORSTOM.
- Preibisch, K. L. et E. E. Grez. 2010. The other side of el Otro Lado: Mexican migrant women and labor flexibility in Canadian agriculture. *Signs*. 35(2) : 289-316.
- Quisumbing, A. R. et R. S. Meinzen-Dick. 2001. *Empowering women to achieve food security*. Overview, Focus 6, Policy Brief 1. Washington D. C.: IFPRI.
- Quisumbing, A. R., R. S. Meinzen-Dick et L. C. Smith. 2004. Increasing the effective participation of women in food and nutrition security in Africa. Assuring Food and Nutrition Security in Africa in 2020, Kampala, Uganda, April 1-3, IFPRI.
- Rangasami, A. 1985. Women's roles and strategies during food crisis and famines. In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance*, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985. (Dir.) J. Bisilliat, G. Courade. 108-118. Paris: Éditions de l'ORSTOM.
- Rao, N. 2007. Land rights, gender equality and household food security: Exploring the conceptual links in the case of India. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. 326-361. Kolkata: Stree Samya.
- Razavi, S. 2002. Introduction. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 1-34. Bloomfield: Kumarian Press.
- (Dir.) 2002. *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. Bloomfield: Kumarian Press.
- . 2009. Engendering the political economy of agrarian change. *Journal of Peasant Studies*. 36(1) : 197-226.
- Reysoo, F. 2002. La construction sociale de la masculinité à Mexico. *Nouvelles Questions Féministes*. 21(3) : 61-70.
- Rice-Oxley, M. 2009. *Le Sud se rebiffe [dossier]*. *Courrier international*.
- Riisgaard, L., A. M. Escobar Fibla et S. Ponte. 2010. *Evaluation study. Gender and value*

- chain development*. Copenhagen: The Danish Institute for International Studies, Ministry of Foreign Affairs of Denmark.
- Rondeau, C. 1985. Facteurs explicatifs de la résistance des femmes aux mécanismes de domination. In *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance*, ORSTOM-CIE, Paris 14-18 janvier 1985. (Dir.) J. Bisilliat, G. Courade. 669-686. Paris: Éditions de l'ORS-TOM.
- Roudart, L. 2005. Les politiques agricoles et alimentaires au risque des négociations internationales. In *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 37-59. Paris, Universalis.
- . 2005. Situation mondiale de l'alimentation et de la malnutrition. In *La fracture agricole et alimentaire mondiale*. (Dir.) M. Mazoyer et L. Roudart. 127-143. Paris, Universalis.
- Sachs, C. et M. Alston. 2010. Global shifts, sedimentations, and imaginaries: An introduction to the special issue on women and agriculture. *Signs*. 35(2) : 277-87.
- Sartre (de), X. A. 2006. *Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*. Paris: CNRS Éditions.
- Scott, J. 2000. Le Genre de l'histoire. In *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique. Cahiers genre et développement. N° 1*. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 125-153. Paris: L'Harmattan.
- Sen, A. 1981. *Poverty and famines. An essay on entitlement and deprivation*. Oxford: Oxford University Press.
- . 1987. *Gender and cooperative conflicts*. WIDER Working Papers. Helsinki: UNU-WIDER.
- Shah, A. 2007. Agricultural diversification and poverty reduction: Mainstreaming women. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. 73-95. Kolkata: Stree Samya.
- Shicai Shen et Jie Qian. 2009. Livestock projects in southwest China. Women participate, everybody benefits. *LEISA Magazine*. 25(3) : 23-25.
- Shiva, V. 1996. *Caliber of destruction: Globalisation, food security and women's livelihoods*. No Short-cut to Food Security n° 3. Manila: Isis International.
- Silberschmidt, M. 2001. Changing male roles in rural and urban East Africa: the implications for male identity, sexuality and sexual behaviour. Colloque international Genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 16-21 juillet, UEPA/UAPS, INED, ENSEA, IFORD.
- Terray, E. 2005. Claude Meillassoux (1925-2005). *L'Homme*. N°174. Disponible en ligne sur <http://lhomme.revues.org/index1795.html>.
- Trat, J. 1997. Engels et l'émancipation des femmes. In *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*. (Dir.) G. Labica et M. Delbraccio. 175-192. Paris: PUF.
- Tripp, A. M. 2003. La politique des droits des femmes et la diversité culturelle en Ouganda. In *Genre, pouvoirs et justice sociale. Cahiers genre et développement. N°4*. (Dir.) C. Verschuur et F. Reysoo. 179-191. Paris: L'Harmattan.
- Tsikata, D. 2001. Land tenure reforms and women's land rights: Recent debates in Tanzania. Paper Prepared for the UNRISD Project on Agrarian change, gender and land rights. Genève: UNRISD.

- UNRISD. 2009. *L'économie politique et sociale des soins*. Rapport de la conférence de l'UNRISD, Barnard College, Columbia University, New York, 6 mars.
- Vatturi-Pionetti, C. 2006. Biodiversité et gestion féminine des semences dans l'Inde rurale du Décan. In *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural*. (Dir.) A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard. 197-217. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Vepa, S. S. 2007. The feminisation of agriculture and the marginalisation of women's economic stake. In *Gender, food security and rural livelihoods*. (Dir.) M. Krishnaraj. 1-23. Kolkata: Stree Samya.
- Verschuur, C. 2007. Mouvements de quartier, genre et droits: réinvention culturelle du politique par les femmes. *Revue Internationale des Sciences Sociales*. N° 193.
- . 2009. Quel genre? Résistances et mésententes autour du mot «genre» dans le développement. *Revue Tiers-Monde*. N° 200: 785-803.
- . 2010. Diversité des mouvements de femmes, des pratiques et des théories féministes: la contribution des études de genre aux études de développement. In *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. Cahiers genre et développement*. N°7. (Dir.) C. Verschuur. 15-24. Paris: L'Harmattan.
- (Dir.). 2010. *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. Cahiers genre et développement*. N°7. Paris: L'Harmattan.
- Walker, C. 2002. Land reform and the empowerment of rural women in postapartheid South Africa. In *Shifting burdens. Gender and agrarian changes under neoliberalism*. (Dir.) S. Razavi. 67-92. Bloomfield: Kumarian Press.
- Weck (de), E. 2008. Comité de Mujeres de Inzá: la difficile conciliation entre la lutte pour l'émancipation féminine et celle pour l'autonomie paysanne. *Nouvelles Questions Féministes*. 27(2).
- Weismantel, M. J. 1992. *Food, gender, and poverty in the Ecuadorian Andes*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Zelizer, V. 2008. L'économie du care. *Revue française de socio-économie*. 2 : 13-25.
- Ziegler, J. 2005. *L'empire de la honte*. Paris: Fayard.



## **Biographies des intervenant-es**

### **Christophe Golay**

Chargé de recherche, Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève (ADH)

Enseignant, Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)

christophe.golay@graduateinstitute.ch

Christophe Golay est chargé de recherche et l'un des coordonnateurs du Projet sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève. Il est chargé d'enseignement invité à l'IHEID. De 2001 à 2008, il a été le conseiller juridique du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation. Il a écrit sa thèse de doctorat à l'IHEID sur le droit à l'alimentation et l'accès à la justice.

#### *Publications*

Ziegler, J., C. Golay, C. Mahon and S. A. Way. 2011. *The fight for the right to food. Lessons learned*. Londres : Palgrave Macmillan.

Golay, C. 2010. The food crisis and food security: Towards a new world food order? *International Development Policy Series*. 1 : 215-232.

Golay, C. 2009. *Le droit à l'alimentation et l'accès à la justice. Exemples au niveau national, régional et international*. Rome : FAO.

### **Hélène Guétat-Bernard**

Professeure, Département géographie et aménagement

Université Jean Moulin Lyon 3 et Unité mixte de recherche Dynamiques rurales de l'Université de Toulouse

phguetat@aol.com

Hélène Guétat-Bernard est géographe et socio-économiste du développement, professeure à l'Université de Lyon 3 et membre de l'UMR 1926 Dynamiques rurales de Toulouse en France. Elle travaille dans le champ du

développement rural et agricole en interrogeant plus particulièrement la dynamique des rapports de genre dans des contextes de ruralités nord-sud. Elle s'intéresse notamment aux questions de mobilité spatiale et de construction des identités sociales et territoriales. Elle co-encadre un séminaire de recherche sur les Afrique et les Amérique noires et travaille sur des terrains africains et sud-américains. Elle encadre plusieurs thèses sur les questions de filières alimentaires, de patrimoines culinaires, de rapport à l'argent, des liens à la terre.

#### *Publications*

Guétat-Bernard, H. 2010. *Genre et développement rural : géographie des femmes et des hommes bamiléké du Cameroun*. Rennes : PUR. Collection Géographie sociale.

Guétat-Bernard, H. 2008. Cultures du café et dynamiques des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun : effet de similitude avec la situation kikuyu au Kenya. *Les Cahiers d'Outre-Mer*. 61 (243) : 339-354.

Guétat-Bernard, H. et A.-M. Granié. 2006. *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural, Ruralités Nord-Sud*. Toulouse : PUM-IRD.

### **Nandini Gunewardena**

Professor, International Development Studies  
University of California, Los Angeles (UCLA)  
nandini@ucla.edu

Nandini Gunewardena est une anthropologue économique. Pendant plus de douze ans, elle a travaillé comme praticienne du développement international sur des questions de genre auprès d'organisations multilatérales et bilatérales, dont CARE International, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Agence danoise de développement international (DANIDA), l'Agence états-unienne pour le développement international (USAID) et la Banque mondiale. Elle a mené des recherches ethnographiques au niveau communautaire, travaillé à la conception et la mise en œuvre de projets, à l'évaluation des résultats, et à la réforme des politiques publiques pour les rendre sensibles au genre. En 1998, elle a repris l'enseignement à UCLA, entre les départements d'anthropologie et d'études du développement international. Elle s'inspire des théories de l'écologie politique et de l'économie politique féministes, ainsi que des cadres conceptuels des études postcoloniales dans le cadre de ses recherches sur la mondialisation néolibérale, les inégalités de genre, l'insécurité alimentaire et la féminisation de la pauvreté. Elle étudie depuis long-



temps la situation des femmes dans l'économie transnationale du sucre, comme en attestent ses nombreuses publications sur ce sujet.

#### *Publications*

Gunewardena, N. 2010. Bitter cane: Gendered fields of power in Sri Lanka's sugar economy. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*. 35(2) : 371-396.

Gunewardena, N. 2008. Attention to women's poverty in international development strategies. *Voices*. 6(1):14-22.

Gunewardena, N. and A. E. Kingsolver. 2007. *The gender of globalisation: Women navigating cultural and economic marginalities*. Santa Fe, NM: School for Advanced Research Press.

### **Barbara Harriss-White**

Professor, Department of International Development

Queen Elizabeth House, Oxford University

barbara.harriss-white@qeh.ox.ac.uk

Les intérêts de recherche de Barbara Harriss-White vont de l'économie des marchés agricoles à l'économie capitaliste et au capital d'entreprise socialement régulés de l'Inde; et de la malnutrition causée par les marchés à de nombreux autres aspects de la privation : pauvreté, discriminations et rapports de genre, problèmes de santé et handicaps, dénuement, discriminations de caste et vieillissement. Depuis longtemps elle s'intéresse aux changements agraires dans le sud de l'Inde et suit l'économie d'une petite ville commerciale dans la région depuis 1972.

Elle a été titulaire de plusieurs postes de recherche, notamment au Centre for South Asian Studies de l'Université de Cambridge, ainsi qu'au Overseas Development Institute, à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, avant d'être nommée professeure à Oxford pour y enseigner le développement rural et l'économie paysanne. En 1995, elle a fondé le M. Phil en Development Studies, et a été la directrice de Queen Elizabeth House de 2003 à 2007. Elle dirige actuellement le Contemporary South Asian Studies Programme de l'Université d'Oxford, où elle a établi le nouveau MSc en Contemporary India au sein de la School of Interdisciplinary Area Studies.

Depuis 1969, elle a passé un total de 6 années sur le terrain en Asie du Sud, et 6 mois en Afrique occidentale francophone. Elle a effectué des recherches pour 7 agences onusiennes – notamment sur les technologies post-récolte, l'alimentation, les handicaps, ainsi que la sécurité sociale et de l'emploi. Elle est administratrice de l'ONG ActionAid depuis de nombreuses années, et siège aux conseils d'administration de l'International Food Policy

Research Institute (IFPRI), de la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres et du South Asia Institute à Heidelberg.

#### *Publications*

Harriss-White, B. and S. Garikipati. 2008. India's semi-arid rural economy: Livelihoods, seasonal migration and gender. *The European Journal of Development Research*. 20(4) : 547-548.

Harriss-White, B. and S. Janakarajan. 2004. *Rural India facing the 21st century: Essays on long term village change and recent development policy*. London: Anthem Press.

Harriss-White, B. 2003. *India working: Essays on society and economy*. Cambridge: Cambridge University Press.

### **Isabelle Hillenkamp**

Chercheure post-doctorante

Université de Genève, Institut de socioéconomie

isabelle.hillenkamp@unige.ch

Isabelle Hillenkamp a obtenu son doctorat en études du développement à l'Institut de hautes études internationales et du développement (2009). Ses travaux portent d'abord sur les liens entre marché, démocratie et solidarités au travers de l'économie populaire et solidaire en Bolivie. Après avoir participé à la recherche préparatoire au colloque sur Genre, développement rural et alimentation, elle s'est intéressée aux intersections entre le genre et son terrain de recherche en Bolivie. Ses travaux récents examinent de manière critique l'économie solidaire comme ensemble de pratiques de production, d'échange et de financement situé à la frontière entre production et reproduction.

#### *Publications*

Hillenkamp, I. A paraître. Solidarités, marché et démocratie : éclairages boliviens. *Finance & The Common Good / Bien commun*. N°37-38.

Hillenkamp, I. 2011. Gender, social economy and development: lessons from Bolivia. *The Social Economy, prop of a new model of sustainable economic development?* 3<sup>rd</sup> International Research Conference on the Social Economy of CIRIEC, Valladolid, Espagne, 6-8 April.

Hillenkamp, I. 2009. L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté. *Revue de la régulation*. N°6. Accessible sur <http://regulation.revues.org/index7625.html>)

**Magdalena León**

Profesora titular

Universidad Nacional de Colombia, Bogotá

magleon09@gmail.com

Magdalena León est une pionnière de la recherche sur le genre et le monde rural en Amérique latine. Depuis plusieurs décennies, elle se démarque par ses apports de chercheuse, d'enseignante et de militante dans le mouvement des femmes. À la fin des années 1950, à une époque où peu de femmes accédaient à l'université, elle a étudié l'économie et la sociologie à l'Université nationale de Colombie et à l'Université de Washington. Ses travaux ont contribué à la naissance d'une sociologie de terrain centrée sur les exclus et des marginalisés : c'est souvent sur le mode de la recherche-action qu'elle a côtoyé les femmes des quartiers pauvres de Bogotá, les paysannes et les travailleuses domestiques. Depuis les années 1970, elle a publié plusieurs livres sur les femmes, la participation politique et le développement économique en Colombie et en Amérique Latine.

L'ensemble de ses apports aux sciences sociales a été reconnu par le Prix national du mérite scientifique de Colombie en 2000 – année où elle a pris sa retraite de l'Université nationale de Colombie. Son livre *Género, propiedad y empoderamiento: Tierra, estado y mercado en América Latina* (Genre, propriété et empowerment : terre, état et marché en Amérique latine), coécrit en 2000 avec Carmen Diana Deere, a reçu plusieurs prix internationaux. Magdalena León est aussi l'une des fondatrices et la directrice du Fonds de documentation sur la femme et le genre et de l'École d'études genre de l'Universidad Nacional de Colombie, ainsi que du Réseau femmes et participation politique.

*Publications*

Deere, C. D. et M. León de Leal. 2003. The gender asset gap: Land in Latin America. *World Development*. 31(6) : 925-947.

Deere, C. D. et M. León de Leal. 2002. Who owns the land? Gender and land-titling programmes in Latin America. *Journal of Agrarian Change*. 1(3) : 440-467.

Deere, C. D. et M. León de Leal. 2001. *Empowering women: Land and property rights in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

**Jean-Luc Maurer**

Professeur

Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)

jean-luc.maurer@graduateinstitute.ch

Jean-Luc Maurer est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'IUHEI de Genève, et travaille comme professeur depuis 1989 au sein de l'IUED (devenu l'IHEID en 2008), dont il a été directeur de 1992 à 2004. Il y dirige actuellement le Centre d'études asiatiques (CEA) et le Master pluridisciplinaire en études asiatiques de l'Université de Genève. Depuis sa fondation en 1996, il préside Krousar Thmey Suisse, la branche helvétique d'une ONG khmère basée à Phnom Penh s'occupant de l'enfance défavorisée et handicapée. Il est membre du Board of Advisors du PNUD à New York depuis 2005.

Ses intérêts de recherche portent sur les problèmes de développement économique, social et politique de l'Indonésie, de l'Asie du Sud-Est et de la région Asie-Pacifique. Son travail académique se complète d'une longue expérience de consultant, principalement pour le compte de l'agence de coopération suisse (DDC), mais également pour plusieurs institutions internationales de développement (OCDE, BIT, FIDA, Banque asiatique de développement et Banque mondiale). Il a réalisé plus de vingt missions et rapports d'identification, de programmation ou d'évaluation de projets depuis 1975, principalement en Indonésie, mais aussi dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam et Laos), ainsi qu'en Afrique (Madagascar, Burundi, Rwanda).

*Publications*

Maurer, J.-L. 1998. Indonesian agriculture in prospect and retrospect. In *Feeding Asia in the next century*. (Ed.) G. Etienne, C. Aubert and J.-L. Maurer. New Delhi: Mac-Millan.

Maurer, J.-L. 1998. La déesse du riz et la « révolution verte » à Java. In *Traditions et modernisation des économies rurales : Asie-Afrique-Amérique latine. Mélanges en l'honneur de Gilbert Etienne*. (Dir.) C. Auroi et J.-L. Maurer. Paris: Presses universitaires de France, IUHEI.

Maurer, J.-L. 1986. *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, la terre et l'homme à Java*. Paris: Presses universitaires de France.

### **Marcel Mazoyer**

Professeur émérite, AgroParisTech et Université Paris XI, IEDES

Vice-président, Alliés contre la faim

mazoyer.marcel@gmail.com

Ingénieur agronome, ingénieur des Eaux et Forêts, Marcel Mazoyer est professeur à l'Université Paris XI, professeur émérite à AgroParisTech. Il a enseigné à l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) et est vice-président d'Alliés contre la faim, France.

Il a été auparavant : directeur de la filiale agricole de la Société d'économie et de mathématiques appliquées ; directeur de recherche et chef du Département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique ; professeur titulaire de la chaire d'Agriculture comparée et président du Département des sciences économiques et sociales à l'Institut national agronomique Paris-Grignon ; professeur titulaire de la chaire Francqui internationale, interuniversitaire, des Universités francophones belges ; président du Comité du programme de la FAO ; consultant pour la FAO, la Banque mondiale, l'OCDE, la Commission européenne et plusieurs gouvernements.

Il a conduit de nombreuses études et recherches relatives à l'économie et au développement des exploitations agricoles, aux marchés des produits agricoles, aux systèmes agraires et aux projets, programmes et politiques de développement agricole et rural, dans plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe. Il a assuré la direction scientifique du *Larousse agricole 2002*.

#### *Publications*

Roudart, L. et M. Mazoyer. 2006. *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. Paris : Universalis.

Mazoyer, M. et L. Roudart. 2002. *Histoire des agricultures du monde*. Paris : Éditions du Seuil. Parution originale 1997.

Mazoyer, M. 2001. *Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation*. Rome : FAO.

### **Leonilde Servolo de Medeiros**

Professora permanente, Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade

Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro

leonildemedeiros@gmail.com

Leonilde Servolo de Medeiros est sociologue et professeure dans le programme d'études supérieures en sciences sociales sur le développement,

l'agriculture et la société à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro, au Brésil. Après avoir obtenu un premier diplôme en sciences sociales et un master en sciences politiques de l'Université de São Paulo, elle a fait son doctorat à l'Université Campinas en 1995. Ses recherches sont financées par le Conseil national de la recherche scientifique et technique (CNPq) et la Fondation pour le soutien à la recherche académique de Rio de Janeiro (FAPERJ). Ses thèmes de recherche sont les mouvements sociaux, les réformes des politiques agraires et les questions foncières au Brésil, incluant les luttes sociales autour de l'accès à la terre.

#### *Publications*

- Medeiros, L. 2008. Assentamentos rurais e gênero: temas de reflexão e pesquisa. In *Mulheres na reforma agrária. A experiência recente no Brasil*. (Ed.) A. Lopes and A. Butto. Brasília: Nead/MDA.
- Medeiros, L. and C. D. Deere. 2007. Agrarian reform and poverty reduction: Lessons from Brazil. In *Land, poverty and livelihoods in an era of globalisation*. (Eds.) A. H. Akram-Lodhi, S. Borras Jr. and C. Kay. London: Routledge.
- Medeiros, L. 2007. Social movements and the experience of market-led agrarian reform in Brazil. *Third World Quarterly*. 28.

### **Marie Monimart**

Chercheuse associée

International Institute for Environment and Development (IIED)

mariemonimart@orange.fr

Marie Monimart travaille depuis plus de 25 ans en Afrique subsaharienne, notamment dans les pays du Sahel en Afrique de l'Ouest, à Madagascar et en Afrique centrale, ainsi que dans des projets de plus courte durée en Haïti et au Cambodge. Son travail porte sur les questions de genre, et plus particulièrement sur la gestion équitable des ressources naturelles, la sécurité des moyens de subsistance des ménages, et le mode de vie pastoral. Après un séjour de quatre ans au Niger (2002-2006) comme coordinatrice du programme de CARE Danemark, elle travaille maintenant pour l'IIED à Londres dans un projet sur le genre, le régime foncier et la décentralisation en Afrique subsaharienne. Elle travaille aussi à l'adaptation de formations et d'outils pour renforcer les capacités des partenaires de terrain et les compétences des agents dans leur travail quotidien avec les communautés, afin de permettre aux marginalisés de prendre la parole. Elle garde un intérêt particulier pour l'appui à la société civile pastorale, notamment par l'accès durable à l'eau et aux pâturages et une meilleure

compréhension de la diversité cruciale des modes de vie nomades en Afrique subsaharienne. L'un des plus grands défis est de promouvoir une intégration réelle et durable des questions de genre, en prenant en compte les concepts et visions des sociétés locales, dans les interventions de lutte contre la pauvreté – un domaine où bien peu de progrès ont été faits depuis les questions posées par Ester Boserup en 1970.

#### *Publications*

Diarra, M. et M. Monimart. 2007. Déféminisation de l'agriculture au sud Niger : un lien avec la crise ? In *Niger 2005 : Une catastrophe si naturelle*. (Dir.) X. Crombé et J.-H. Jézéquel. Paris : Fondation MSF, Karthala.

Diarra, M. et M. Monimart. 2006. Femmes sans terre, femmes sans repères ? Genre, foncier et décentralisation au Niger. In *Drylands Issue Paper*. London : International Institute for Environment and Development.

Monimart, M. 1989. *Femmes du Sahel : la désertification au quotidien*. Paris : Karthala.

### **Alix Morales**

Dirigente campesina

Asociación de mujeres campesinas de Inza Tierradentro, Colombia

Alix Morales Marin est une leader paysanne de la région du Cauca, en Colombie. Elle compte plus de 10 ans d'expérience de l'organisation communautaire et du travail social, particulièrement dans le domaine de la souveraineté alimentaire dans une perspective de genre, à travers des processus de production et de transformation des produits locaux comme moyens de résistance et de permanence sur le territoire. Elle est l'une des fondatrices du comité de femmes au sein de l'Asociación campesina de Inza Tierradentro, à partir duquel elle a mis en place des activités de formation et de sensibilisation, ainsi que des campagnes de prévention et d'élimination des différentes formes de violences envers les femmes. Le comité existe depuis 2000, et est né de la préoccupation des femmes qui se heurtaient à l'impossibilité d'accéder au travail rémunéré, à l'éducation formelle et informelle, aux formations politiques, et plus généralement à la non-reconnaissance systématique de leurs droits humains. Le comité œuvre à l'équité de genre et à l'*empowerment* des femmes à travers la promotion de leurs droits, l'amélioration de leur qualité de vie, l'élimination des violences dont elles sont victimes et la mise en valeur de leur travail politique, productif et reproductif.

**Sabine Pallas**

Programme Officer - Women's Access to Land

International Land Coalition

s.pallas@landcoalition.org

Sabine Pallas est chargée de programme au secrétariat de l'International Land Coalition (ILC), où elle est responsable depuis cinq ans de la mobilisation de ressources ainsi que des activités de l'ILC dans le domaine transversal de l'accès des femmes à la terre. Elle y facilite la collaboration entre les membres de l'ILC et supervise les projets financés par l'ILC, notamment des recherches en Amérique latine. Elle est aussi la personne référence pour les questions de genre, par exemple la représentation des femmes au sein des structures de gouvernance de l'ILC. Elle coordonne l'un des plus gros projets de l'ILC, un projet de recherche de trois ans en Afrique de l'Est et en Afrique australe, qui vise à créer des liens entre la recherche et l'action au niveau de l'accès des femmes à la terre, en collaboration avec des instituts de recherche, des ONG et des associations dans 7 pays de la région. Elle travaille actuellement au développement d'une approche de l'*empowerment* légal en se basant sur le travail de membres de l'ILC et sur une série de projets pilotes qui ont eu lieu en 2009-2010, et qui favorisent l'*empowerment* légal des femmes au niveau communautaire, en s'inspirant d'approches participatives et soucieuses d'équité de genre. Elle a une formation en sciences politiques et en études hispaniques (M.A., Université de Glasgow) et en études du développement (M.Sc., London School of Economics). De nationalité allemande, elle a passé les 16 dernières années à l'étranger, pour étudier et travailler en Grande-Bretagne, au Portugal, en Espagne, au Brésil, au Nigeria et en Italie.

*Publications*

ILC (International Land Coalition) and IFAD. 2009. Module 4: Gender issues in land policy and administration. *Gender in agriculture sourcebook*. Accessible en ligne sur [http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/ILCGender\\_web.pdf](http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/ILCGender_web.pdf)

ILC. 2009. *How to use CEDAW as an advocacy tool*. Rome: International Land Coalition. Accessible en ligne sur <http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/infonotesWeb.pdf>

FAO, IFAD and ILC. 2004. *Rural women's access to land and property in selected countries. Progress towards achieving the aims of the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women*. Rome: FAO, IFAD and International Land Coalition. Accessible en ligne sur <http://www.landcoalition.org/pdf/cedawrpt.pdf>



### **Carine Pionetti**

Chercheuse indépendante, Consultante en genre et développement

carine.pionetti@gmail.com

Consultante en genre et développement, Carine Pionetti travaille sur le rôle et les stratégies des femmes en milieu rural, la valorisation de leur savoir-faire et la recherche de solutions adaptées. Titulaire d'un doctorat en écologie politique sur la question du contrôle des semences en Inde du Sud, elle travaille avec divers organismes internationaux (PNUD, Oxfam) pour développer une analyse de genre plus fine au sein de projets de développement en Azerbaïdjan, Tanzanie, Népal, Palestine.

#### *Publications*

Pionetti, C. 2006. L'agrodiversité et les semences dans les stratégies vivrières des paysannes de l'Inde du Sud. In *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. (Dir.) H. Guétat-Bernard et A.- M. Granié. Toulouse, Paris : Presses Universitaires du Mirail-IRD.

Pionetti, C. 2006. Sowing autonomy: Gender and seed politics in semi-arid India. In *Reclaiming diversity and citizenship*. London: International Institute for Environment and Development.

Pionetti, C. 2004. Jugement paysan des politiques agricoles et technologiques en Inde du Sud. In *Les OGM. Mesure de l'innovation et contrôle du risque*. (Dir.) P. Metay. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

### **Elisabeth Prügl**

Professeure

Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)

elisabeth.pruegl@graduateinstitute.ch

Elisabeth Prügl est professeure à l'IHEID depuis l'automne 2009 ; elle était auparavant professeure à la Florida International University de Miami, où elle était aussi codirectrice du Miami-Florida European Union Center of Excellence. Ses recherches portent sur la gouvernance globale, les relations internationales et l'économie politique internationale dans une perspective féministe. Ses travaux actuels portent sur les impacts genrés de la libéralisation du commerce agricole en Allemagne et les effets de la formation d'une expertise de genre sur les politiques féministes. Elle a reçu des financements de l'Union européenne, de l'International Studies Association, de la Commission Fulbright et de l'American Association of University Women.

*Publications*

- Prügl, E. forthcoming. *Transforming masculine rule: Agriculture and rural development in the European Union*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.
- Prügl, E. 2010. Feminism and the postmodern state: Gender mainstreaming in European rural development. *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 35 (2): 447-475.
- Prügl, E. 2009. Does gender mainstreaming work? Feminist engagements with the German agriculture. *International Feminist Journal of Politics*. 11 (2): 174-195.

**Nitya Rao**

Senior Lecturer, Gender and development

University of East Anglia

n.rao@uea.ac.uk

Nitya Rao a obtenu son doctorat en genre et développement à l'Université d'East Anglia en Grande-Bretagne. Ses recherches actuelles portent sur les changements genrés dans les rapports agraires et fonciers, les migrations, les moyens de subsistance et le bien-être, les problèmes d'équité dans les politiques d'éducation et l'accès à l'éducation, les aspects genrés de l'accès et de la mobilité, et les rapports sociaux au sein du mouvement pour l'environnement et d'autres mouvements populaires. Son travail a porté principalement sur le sous-continent indien, mais aussi sur la région Asie-Pacifique et plus récemment sur l'Afrique. Elle est responsable de la section livres pour le *Journal of South Asian Development*.

*Publications*

- Rao, N. 2009. Conflicts and contradictions: land laws in the Santhal Parganas. In *Legal grounds: Natural resources, identity, and the law in Jharkhan*. (Ed.) N. Sundar. New Delhi: Oxford University Press.
- Jackson, C. and N. Rao. 2008. Gender inequality and agrarian change in liberalizing India. In *The gendered impacts of liberalization*. (Ed.) S. Razavi. London: Routledge.
- Rao, N. 2008. «*Good women do not inherit land*»: *Politics of land and gender in India*. New Delhi: Social Science Press.

**Shahra Razavi**

Coordonnatrice, responsable des programmes de recherche en genre

Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD)

Razavi@unrisd.org

Shahra Razavi est coordonnatrice de recherche à l'UNRISD où elle supervise le programme Genre et développement. Shahra Razavi est spécialiste

des dimensions genrées du développement social, avec un intérêt particulier pour les moyens de subsistance et les politiques sociales. Elle a obtenu son doctorat en économie agricole à l'Université d'Oxford en 1992 ; sa thèse portait sur une analyse des dimensions genrées de la commercialisation agricole dans le sud-est de l'Iran. Elle a conçu et coordonné un grand nombre de projets de recherche comparative globale, portant notamment sur : changement agraire, genre et droits fonciers ; genre et politiques sociales ; et l'économie politique et sociale des soins.

#### *Publications*

- Razavi, S. 2009. *The gendered impacts of liberalization: Towards «Embedded Liberalism»?* London: Routledge.
- Razavi, S. and S. Hassim. 2006. *Gender and social policy in a global context: Uncovering the gendered structure of 'the Social'*. New York: Palgrave.
- Razavi, S. (Ed.). 2003. Special issue: Agrarian change, gender and land rights. *Journal of Agrarian Change*.

### **Fenneke Reysoo**

Chargée d'enseignement et de recherche, genre et développement  
Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)  
fenneke.reysoo@graduateinstitute.ch

Fenneke Reysoo est enseignante à l'IHEID depuis 2000. Titulaire d'un doctorat en sciences sociales de l'Université Radboud à Nimègue (aux Pays-Bas), elle a une longue expérience de l'enseignement académique et des recherches anthropologiques engagées dans différents pays du monde (Pays-Bas, Suisse, France, Maroc, Bangladesh, Mexique, Mali et Afrique du Sud). Ses intérêts de recherche portent surtout sur les questions de santé sexuelle et reproductive. Récemment, elle a terminé une recherche sur « Islamic stakeholders in Burkina Faso: Challenges for international co-operation » et obtenu un financement du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), avec van Droz, pour effectuer une étude sur « Genre, générations et égalité dans l'agriculture : Transformations des configurations familiales et des représentations de la masculinité et de la féminité en Suisse ».

Dans les années 1990, elle était chercheuse senior au Centre de recherche et de documentation femmes et autonomie (VENA) à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Dans ce cadre, elle a participé à de nombreux réseaux de recherche internationaux, dont le *Gender Reproductive Health and Population Policies Research Network*, avec *Health Action International Network* (HAIN) aux Philippines et *Institute of Development Research Amsterdam* (INDRA) de

l'Université d'Amsterdam. Avant d'intégrer l'IUED à Genève, elle était Professeure adjointe au Département de méthodologie de la recherche à l'Université Radboud, à Nimègue. Elle a participé à la conception et au développement de cursus d'enseignement au niveau du BA, du MA et du doctorat.

#### *Publications*

- Reysoo, F. 2007. Ambivalent developments of female migration: Cases from Senegal and Lebanon. In *Global migration and development*. (Eds.) T. van Naerssen, E. Spaan, A. Zoomers. 253-268. New York : Routledge.
- Reysoo, F. 2005. Reproductive rights violations : A comparison of export-oriented industries in Mexico and Morocco. In *The Gender question in globalisation. Changing perspectives and practices*. (Eds.) T. Davids and F. Van Driel. 125-142. London : Ashgate.
- Reysoo, F. et C. Verschuur (Dir.). 2004. *Femmes en mouvement. Genre, migrations et nouvelle division internationale du travail*. Berne, Genève : Commission nationale suisse pour l'UNESCO, DDC et IUED.

### **Annemarie Sancar**

Point focal genre

Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)

annemarie.sancar@deza.admin.ch

Annemarie Sancar est anthropologue spécialiste d'anthropologie sociale avec une expertise en migration et ethnicité. De 1995 à 2003, elle a été responsable de la communication et de la politique de migration et de la paix dans une ONG suisse féministe. Depuis 2003, elle est chargée des questions d'égalité de genre à la DDC (DFAE). En dehors de ses activités professionnelles, elle est active au sein du parti vert, et a été membre du conseil communal de Berne entre 1996 et 2004.

#### *Publications*

- Sancar, A. 2010. Gender-responsive development cooperation. *Widerspruch*. 38 : 109-122.
- Sancar, A. 2009. Wirtschaftliches Empowerment für Frauen : Wege aus der Armut. In: *Denknetz Jahrbuch 2009*. 118-126.
- Sancar, A. 2009. Care-Oekonomie – ein neuer Ansatz, um Geschlechterungleichheiten in der Entwicklungszusammenarbeit sichtbar zu machen. In *Care-Ökonomie. Neue Landschaften von feministischen Analysen und Debatten. Heft 30*. Olympe – feministische Arbeitshefte zur Politik. 44-51.

**Sandra Uwantege Hart**

Étudiante à l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement (IHEID)

sandra.hart@graduateinstitute.ch

Sandra Uwantege Hart termine actuellement son Master en études du développement à l'IHEID. Après avoir obtenu un Bachelor à l'Université de Princeton, elle a travaillé pour le Programme alimentaire mondial en tant que chercheuse et consultante en charge du *reporting*, de l'information du public et des relations avec les bailleurs à Nouakchott en Mauritanie de 2007 à 2009. Plus récemment, elle a travaillé à Port-au-Prince à Haïti à la suite du séisme du 12 janvier 2010 en tant que coordinatrice adjointe du groupe pour l'alimentation et responsable de l'information. Elle est maintenant responsable de la gestion de la performance sociale et de la recherche de marché pour Fonkoze, une institution de microfinance qui propose des services financiers, de santé et d'éducation aux femmes à Haïti. Parallèlement, elle termine son mémoire de Master qui porte sur le genre et développement et dont le titre est « Gran Fanm Rete Anlè, Ti Fanm Rete Anba: Discourse and disconnect between Haitian women's associations and the international humanitarian community in post-earthquake Port-au-Prince, Haiti ».

*Publications*

Uwantege Hart , S. 2011. *Challenges and lessons learned in humanitarian response to urban disasters*. Geneva: World Vision International in collaboration with the Graduate Institute for International and Development Studies.

Uwantege Hart , S. 2008. *Climate change? We need climate justice*. Next Generation Press, Nouakchott, Mauritania. 10 March.

Uwantege Hart , S. 2008. *The Education for All Fast Track Initiative: School feeding programmes in Mauritania bring universal education a step closer*. In *Public Information Handbook, Education for All Fast Track Initiative*. Washington D. C.: World Bank.

**Christine Verschuur**

Chargée d'enseignement et de recherche, genre et développement  
Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)

christine.verschuur@graduateinstitute.ch

Christine Verschuur est chargée d'enseignement et de recherche en genre et développement à l'IHEID, où elle est responsable du Pôle genre et développement. Elle est associée à l'IUED (qui est devenu en 2008 l'IHEID) depuis 1995. Elle est anthropologue et a soutenu sa thèse de doctorat à

l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, sur le développement rural au Mozambique après l'indépendance en 1975. Elle a travaillé à l'Université Ed. Mondlane de Maputo ainsi qu'au Ministère du développement rural du Mozambique durant cinq années où elle a conduit des recherches sur les villages communautaires et les transformations des rapports sociaux. Ses intérêts de recherche portent sur la dimension de genre dans le développement rural, les théories féministes postcoloniales, les migrations, les mouvements populaires urbains. Durant dix ans, elle a coordonné une recherche dans sept pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Europe de l'Est, avec un réseau d'équipes de chercheurs de ces pays, dans le cadre du programme Management of Social Transformations (MOST) de l'UNESCO, sur les mouvements populaires urbains et les changements des rapports de genre. Elle dirige la collection des *Cahiers Genre et Développement*, qui paraissent depuis 2000 chez L'Harmattan.

#### *Publications*

Verschuur, C. (Dir.). 2010. *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes*. *Cahiers Genre et Développement* n°7. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C., 2009. Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot genre dans le développement. *Revue Tiers-Monde*. N°200 : 785-803.

Hainard F. et C. Verschuur. 2005. *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*. Paris, Dakar : Karthala, ENDA.

Meillassoux C. et C. Verschuur. 1985. Les paysans ignorés du Mozambique. *Le Monde Diplomatique*. Octobre.

### **Marcela Villarreal**

Directrice, Division genre, équité et emploi rural

FAO

[marcela.villarreal@fao.org](mailto:marcela.villarreal@fao.org)

Marcela Villarreal est directrice de la division Genre, équité, et emploi rural de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Depuis ses débuts dans l'organisation en 1996, elle a été *senior officer* pour la recherche socio-culturelle ; cheffe du service population et développement ; cheffe du service genre et développement ; et directrice de la division genre et population. Avant de travailler à la FAO, elle a obtenu son doctorat en sociologie rurale de l'Université Cornell, aux États-Unis, et travaillé comme *senior officer* au Fond des Nations unies pour la population (UNFPA) et pour le programme régional d'emploi de

l'Organisation internationale du travail (OIT) à Santiago, au Chili. Elle a travaillé et publié sur des sujets tels que la lutte contre la pauvreté, le développement rural, l'emploi, les inégalités sociales, le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire et les questions de genre, entre autres. Elle a dirigé ou participé à des missions d'assistance technique dans 40 pays.

M. Villarreal est titulaire d'un doctorat de l'Université Cornell et d'un BA/MA en ingénierie des systèmes de l'Université de Los Andes de Bogotá. Elle est de nationalité colombienne.

#### *Publications*

Villarreal, M. 2010. Gender and land rights. Understanding complexities, adjusting policies. In *Economic and social perspectives*. Rome: FAO.

Jayne, T. S., M. Villarreal, P. Pingali, and G. Hemrich. 2006. HIV/AIDS and the agricultural sector in eastern and southern Africa: anticipating the consequences. In *AIDS, poverty, and hunger: Challenges and responses. Highlights of the International conference on HIV/AIDS and food and nutrition security, Durban, South Africa, April 14-16, 2005*. (Ed.) S. Gillspie. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Villarreal, M. 2006. Changing customary land rights and gender relations in the context of HIV/AIDS in Africa. Colloque international « Les frontières de la question foncière - At the frontier of land issues ». Montpellier, France: Institut de recherches pour le développement.

### **Cherryl Walker**

Department Chair, Department of sociology and social anthropology

Stellenbosch University

[cjwalker@sun.ac.za](mailto:cjwalker@sun.ac.za)

Cherryl Walker est professeure de sociologie et directrice du département de sociologie et d'anthropologie sociale à l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud. Elle possède une vaste expérience de chercheuse et de praticienne dans le domaine du développement rural, des réformes agraires et des études de genre, aux niveaux de l'État, des ONG et dans le milieu académique. Entre 1995 et 2000, elle a participé à la Commission pour la restitution des terres en tant que Commissaire régionale pour les réclamations foncières pour la province du KwaZulu-Natal. Ses recherches actuelles portent notamment sur les revendications foncières, la restitution des terres et les réformes foncières en Afrique australe et plus particulièrement en Afrique du Sud ; les droits fonciers des femmes en Afrique ; et la conservation de l'environnement dans le contexte du changement social et environnemental. Elle est membre du Comité consultatif international du

*Journal of Peasant Studies*, et participe aux comités éditoriaux de *Social Dynamics* et *Kronos*. En 2008, elle était membre d'une équipe consultative d'experts pour le développement d'un cadre continental et de recommandations pour les politiques foncières en Afrique, sous la direction de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

*Publications*

Bohlin, A., C. Walker, R. Hall and T. Kepe. 2010. *Land, memory, reconstruction and justice. Perspectives on land claims in South Africa*. Athens, OH: Ohio University Press.

Walker, C. 2008. *Landmarked: land claims and land restitution in South Africa*. Johannesburg: Jacana Media & Ohio University Press.

Walker, C. 2003. Piety in the sky? Gender policy and land reform in South Africa. *Journal of Agrarian Change*. 31 (2):113-148.



## Biographies of speakers

### Biographies of the speakers to the conference

#### Christophe Golay

The Graduate Institute of International and Development Studies  
The Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights  
christophe.golay@graduateinstitute.ch

Christophe Golay is the joint coordinator of the Project on economic, social and cultural rights at the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights. He is a visiting lecturer at the Graduate Institute of International and Development Studies. From 2001 to 2008, he was the legal adviser to the United Nations Special Rapporteur on the Right to Food. He wrote his PhD on the right to food and access to justice.

#### *Publications*

Ziegler, J., C. Golay, C. Mahon and S. A. Way. 2011. *The fight for the right to food. Lessons learned*. Londres: Palgrave Macmillan.

Golay, C. 2010. The food crisis and food security: Towards a new world food order? *International Development Policy Series*. 1: 215-232.

Golay, C. 2009. *The right to food and access to justice. Examples at the national, regional and international levels*. Rome: FAO.

Golay, C. 2009. Towards a convention on the rights of peasants. In *The global food challenge: Towards a human rights approach to trade and investment policies*. (Eds.) A. Paasch and S. Murphy. To be accessed on <http://www.iatp.org/tradeobservatory/library.cfm?refID=107047>

#### Hélène Guétat-Bernard

Professor, Department of Geography  
University of Lyon 3 and Laboratoire Dynamiques Rurales of the University Toulouse  
phguetat@aol.com

Hélène Guétat-Bernard, Professor, is a geographer and socio-economist of

development at the University of Lyon 3 and at the University of Toulouse where she is a member of the Rural dynamics research alliance (UMR 1926). She works on rural and agricultural development, with a focus on gender relations in the context of North-South rural worlds, spatial mobility and the construction of social and territorial identities. She co-chairs a research seminar on Black Africa and Americas, and has been doing fieldwork both in Africa and South America. She supervises a number of graduate students who work on topics such as food networks, culinary heritage, as well as relation to money and to land.

#### *Publications*

- Guétat-Bernard, H. 2010. *Genre et développement rural: géographie des femmes et des hommes bamiléké du Cameroun*. Rennes: PUR. Collection Géographie sociale.
- Guétat-Bernard, H. 2008. Cultures du café et dynamiques des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun: effet de similitude avec la situation kikuyu au Kenya. *Les Cahiers d'Outre-Mer*. 61 (243): 339-354.
- Guétat-Bernard, H. and A.-M. Granié. 2006. *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural, Ruralités Nord-Sud*. Toulouse: PUM-IRD.

#### **Nandini Gunewardena**

Food and agriculture organization (FAO)  
University of California in Los Angeles (UCLA)  
nandini@ucla.edu

Nandini Gunewardena is an economic anthropologist with a dozen years of experience as an international development practitioner addressing critical gender concerns with several multi- and bi-lateral agencies, including CARE International, the Canadian Agency for International Development (CIDA), the Danish International Development Agency (DANIDA), the United States Agency for International Development (USAID) and the World Bank. Her work spans community-based ethnographic research, project design, implementation, and outcome evaluation, and gender-sensitive policy reform. She resumed teaching in 1998, in the departments of anthropology and international development studies (IDS) at UCLA. She draws upon feminist political economy/ecology theories and post-colonial studies conceptual frameworks in her ongoing research on neoliberal globalisation, gender inequities, food insecurity and the feminisation of poverty. She is a long-term scholar of women in the transnational sugar economy and has published extensively on this topic.

*Publications*

- Gunewardena, N. 2010. Bitter cane: Gendered fields of power in Sri Lanka's sugar economy. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*. 35(2) : 371-396.
- Gunewardena, N. 2008. Attention to women's poverty in international development strategies. *Voices*. 6(1):14-22.
- Gunewardena, N. and A. E. Kingsolver. 2007. *The gender of globalisation: Women navigating cultural and economic marginalities*. Santa Fe, NM: School for Advanced Research Press.

**Barbara Harriss-White**

Professor, Department of International Development

Oxford University, Queen Elizabeth House

barbara.harriss-white@qeh.ox.ac.uk

Barbara Harriss-White's research interests developed from the economics of agricultural markets to India's socially regulated capitalist economy and corporate capital; and from the malnutrition caused by markets to many other aspects of deprivation: notably poverty, gender bias and gender relations, health and disability, destitution, caste discrimination and ageing. She has a long term interest in agrarian change in South India and has tracked the economy of a market town there since 1972.

She has held contract research posts in the Centre for South Asian Studies, Cambridge, the Overseas Development Institute, London and the London School of Hygiene and Tropical Medicine, before being appointed to Oxford in 1987 to teach rural development and peasant economy. In 1995, she became the founder-director of the M. Phil in Development Studies, was Director of Queen Elizabeth House from 2003-2007 and now directs Oxford's Contemporary South Asian studies programme having established the new MSc in Contemporary India in the School of interdisciplinary area studies.

Since 1969 she has spent a total of 6 years in the field in South Asia and 6 months in francophone West Africa. She has carried out policy research for 7 UN agencies – including post harvest technology, food, disability, social and employment security. A trustee of ActionAid for many years, she currently serves on the Board of Trustees of the International Food Policy Research Institute (IFPRI), of the School of Oriental and African Studies (SOAS), London University, and of the South Asia Institute in Heidelberg.

*Publications*

- Harriss-White, B. and S. Garikipati. 2008. India's semi-arid rural economy:

- livelihoods, seasonal migration and gender. *The European Journal of Development Research*. 20(4) : 547-548.
- Harriss-White, B. and S. Janakarajan. 2004. *Rural India facing the 21st century: Essays on long term village change and recent development policy*. London: Anthem Press.
- Harriss-White, B. 2003. *India working: Essays on society and economy*. Cambridge: Cambridge University Press.

### **Isabelle Hillenkamp**

Post-doctoral research fellow

University of Geneva, Institute of socioeconomics

isabelle.hillenkamp@unige.ch

Isabelle Hillenkamp holds a PhD in development studies from the Graduate Institute of International and Development Studies (2009). Her research interests first focused on the links between markets, democracy and solidarities within the social economy in Bolivia. Having participated in the research on Gender, rural development and food in preparation for the Graduate Institute's conference, she started working on the intersections between gender and her research field in Bolivia. In her latest work, she delivers a critical study of social economy as a set of production, exchange and finance practices falling within both the production and the reproduction spheres.

#### *Publications*

- Hillenkamp, I. Forthcoming. Solidarités, marché et démocratie : éclairages boliviens. *Finance & The Common Good/Bien commun*, n° 37-38.
- Hillenkamp, I. 2011. Gender, social economy and development: lessons from Bolivia. *The Social Economy, prop of a new model of sustainable economic development?* 3<sup>rd</sup> International Research Conference on the Social Economy of CIRIEC, Valladolid, Espagne, 6-8 April.
- Hillenkamp, I. 2009. L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté. *Revue de la régulation*. N° 6. To be accessed on <http://regulation.revues.org/index7625.html>

### **Magdalena León**

Profesora titular

Universidad Nacional, Bogotá, Colombia

magleon09@gmail.com

Magdalena León is professor emeritus at the National University of Colombia, in Bogotá. She is a pioneer of research on gender and rural

societies in Latin America, where she has been involved not only as a scholar but also as a teacher and an activist. She studied economics and sociology in the 1950s, at a time when few women dreamed of going to university, and obtained degrees from the National University of Colombia and from Washington University. Her research has contributed to the birth of a “hands-on sociology”, which focused on the realities of the poor and the marginalised; it is often through action-research that she got to work with women from the slums of Bogotá, as well as with peasants and domestic workers. She has published a number of books on women, political participation and economic development in Colombia and in Latin America. Her outstanding work was recognised by the Columbian government in 2000 by the National award for scientific merit. Her book *Género, propiedad y empoderamiento: Tierra, estado y mercado en América Latina* (Gender, ownership and empowerment: Land, state and market in Latin America), which she co-edited with Carmen Diana Deere, received many international awards. She is also one of the founders and the current director of the Documentation fund on women and gender, and she heads the School of gender studies at the National University, as well as the Women and political participation network.

#### *Publications*

Deere, C. D. and M. León de Leal. 2003. The gender asset gap: Land in Latin America. *World Development*. 31(6) : 925-947.

Deere, C. D. and M. León de Leal. 2002. Who owns the land? Gender and land-titling programmes in Latin America. *Journal of Agrarian Change*. 1(3) : 440-467.

Deere, C. D. and M. León de Leal. 2001. *Empowering women: Land and property rights in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

### **Jean-Luc Maurer**

Professor

The Graduate Institute of International and Development Studies

jean-luc.maurer@graduateinstitute.ch

Jean-Luc Maurer holds a PhD in political science from the Graduate Institute of International Studies in Geneva, and he has been professor at the Graduate Institute of Development Studies (which became IHEID in 2008) since 1989; he was director of that institution from 1992 to 2004. He heads the Centre for Asian studies (CAS) and he oversees the Masters in Asian studies at the University of Geneva. Since its founding in 1996, he presides Krousar Thmey Switzerland, the Swiss branch of a Khmer NGO

based in Phnom Penh which supports disadvantaged and handicapped children. He has been a member of the UNDP board of advisors since 2005. His research interests focus on the economic, social and political development of Indonesia, Southeast Asia and the Asia-Pacific region. His academic work is completed by a vast experience as a consultant, mostly for the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), but also for various international organisations such as the OECD, the ILO, IFAD, the World Bank and the Asian Development Bank.

#### *Publications*

Maurer, J.-L. 1998. Indonesian Agriculture in prospect and retrospect. In *Feeding Asia in the next century*. (Eds.) G. Etienne, C. Aubert and J.-L. Maurer. New Dehli: MacMillan.

Maurer, J.-L. 1998. La déesse du riz et la « révolution verte » à Java. In *Traditions et modernisation des économies rurales: Asie-Afrique-Amérique latine. Mélanges en l'honneur de Gilbert Etienne*. (Eds.) C. Auroi and J.-L. Maurer. Paris: Presses universitaires de France, IUHEI.

Maurer, J.-L. 1986. *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, la terre et l'homme à Java*. Paris: Presses universitaires de France.

### **Marcel Mazoyer**

Emeritus Professor

AgroParisTech and Université Paris XI, IEDES, Alliés contre la Faim

mazoyer.marcel@gmail.com

Marcel Mazoyer is an agricultural engineer, water and forest engineer, professor at the University of Paris XI, emeritus professor at the Paris Institute of Technology for Life, Food and Environmental Sciences (AgroParisTech), and vice-president of the NGO *Alliés contre la faim* (United against Hunger) in France. Previously, he has worked in a variety of settings, as: director of research and chief of the Rural economics and sociology department at the National Institute of Agricultural Research; professor of the Comparative agriculture chair and president of the Economic and social sciences department at the National Agricultural Institute in Paris-Grignon; professor of the Francqui international and inter-university chair of francophone Belgian universities; president of the Programme Committee of the FAO; as well as consultant for the FAO, the World Bank, the OECD, the European Commission and many national governments. He has led many research projects related to the economics and development of farms, agricultural markets, to agrarian systems and to the various

projects, programmes and policies that deal with rural and agricultural development in Africa, Latin America, Asia and Europe.

*Publications*

Roudart, L. et M. Mazoyer. 2006. *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. Paris : Universalis.

Mazoyer, M. et L. Roudart. 2002. *Histoire des agricultures du monde*. Paris : Éditions du Seuil. First published in 1997.

Mazoyer, M. 2001. *Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation*. Rome : FAO.

**Leonilde Servolo de Medeiros**

Professor, Development, agriculture and society

Rio de Janeiro Federal Rural University, Institute of Human and Social Sciences

leonildemedeiros@gmail.com

Leonilde Servolo de Medeiros is a sociologist and professor in the Post-graduate Programme of social sciences on Development, agriculture and society of the Federal Rural University of Rio de Janeiro, Brazil. She graduated in social sciences at the São Paulo University (1971), obtained MS degree in political sciences at the same University (1983) and the PhD degree at the Campinas University (1995). Her research is supported by CNPq (National Council of Scientific and Technological Research) and Faperj (Rio de Janeiro Foundation for Academic Research Support). Her thematic areas of research interests are social movements, agrarian reform policies and land settlements in Brazil, law and fight for land in Brazil.

*Publications*

Medeiros, L. 2008. Assentamentos rurais e gênero: temas de reflexão e pesquisa. In *Mulheres na reforma agrária. A experiência recente no Brasil*. (Eds.) A. Lopes and A. Butto. Brasília: Nead/MDA.

Medeiros, L. and C. D. Deere. 2007. Agrarian reform and poverty reduction: lessons from Brazil. In *Land, poverty and livelihoods in an era of globalisation*. (Eds.) A. H. Akram-Lodhi, S. Borras Jr. and C. Kay. London: Routledge.

Medeiros, L. 2007. Social movements and the experience of market-led agrarian reform in Brazil. *Third World Quarterly*. 28.

**Marie Monimart**

International Fellow Researcher

International Institute for Environment and Development

mariemonimart@orange.fr

Marie Monimart has worked for 25 years in Sub Saharan Africa – especially in the West African Sahel countries, in Madagascar and in Central Africa, plus a short experience in Haiti and Cambodia. Her work is focused on gender issues, more specifically related to equitable natural resources management, household livelihood security, and pastoralism.

Following a four year assignment (2002-2006) in Niger as a coordinator for the CARE Denmark programme, she is now involved in research on gender, land tenure and decentralisation issues in Sub Saharan Africa with IIED (London). She is also adapting facilitation training and basic tools to reinforce field partners and agents' skills in their day-to-day job within their communities, enabling the marginalised to express their voice. She keeps a special interest on strengthening pastoral civil society – especially in terms of sustainable access to water and pasture and a better understanding of the crucial diversity of their mobile livelihoods in Sub Saharan Africa.

One main challenge ahead is how to promote – and advocate for – a more effective and sustainable integration of gender issues, integrating local societies' concepts and visions, into poverty reduction, since little progress has been made so far to answer Ester Boserup's questions in 1970.

*Publications*

Diarra, M. and M. Monimart. 2007. Déféminisation de l'agriculture au sud Niger: un lien avec la crise ? In *Niger 2005 : Une catastrophe si naturelle*. (Dir.) X. Crombé et J.-H. Jézéquel. Paris: Fondation MSF, Karthala.

Diarra, M. and M. Monimart. 2006. Femmes sans terre, femmes sans repères? Genre, foncier et décentralisation au Niger. In *Drylands Issue Paper*. London: International Institute for Environment and Development.

Monimart, M. 1989. *Femmes du Sahel: la désertification au quotidien*. Paris: Karthala.

**Alix Morales**

Dirigente campesina

Asociación de mujeres campesinas de Inza, Tierradentro Colombia

Alix Morales Marin is a rural community leader in the Cauca region, in Colombia. She has been working as a community organiser and social worker for more than 10 years, with a special emphasis on food sover-



eignty with a gender perspective. She sees processes of production and transformation of local products as means of resistance and of permanency on the land. She was one of the founders of the women's committee of the *Asociacion campesina de Inza Tierradentro*, where she initiated trainings and awareness-raising activities, as well as campaigns to prevent and eliminate the multiple forms of violence against women. The committee has existed since 2000, and was born out of women's preoccupations with regards to the impossibility of accessing paid work, formal and informal work, political positions, and more generally by the systematic non-recognition of their human rights. The committee works towards gender equality and women's empowerment, through the promotion of their rights, the improvement of their quality of life, the elimination of violence against women, and the recognition of the political, productive and reproductive work.

**Sabine Pallas**

Programme Officer – Women's Access to Land

International Land Coalition

[s.pallas@landcoalition.org](mailto:s.pallas@landcoalition.org)

Sabine Pallas is Programme Officer at the Secretariat of the International Land Coalition, where she has been in charge of resource mobilisation as well as ILC activities in the cross-cutting thematic area of women's access to and control over land for the last five years. In this role, she facilitates collaboration of ILC members, oversees ILC-funded projects, such as research in Latin America, but also acts as gender focal point on issues such as representation of women in ILC's governance. She coordinates one of the largest ILC projects, a three-year research project in Eastern and Southern Africa on linking research and action on women's access to land in collaboration with research institutes, NGOs and CBOs in 7 countries in the region. She is currently focusing on developing an ILC approach on legal empowerment, based on previous ILC members' work and a set of pilot activities promoting the legal empowerment of women at the community-level undertaken in 2009/10, and has a strong interest in participatory and gender-sensitive approaches. Sabine's background is in political science and Hispanic studies (M.A. University of Glasgow) and development studies (M.Sc. London School of Economics). A German national, she has spent the last 16 years studying and working in the UK, Portugal, Spain, Brazil, Nigeria, and Italy.

*Publications*

- ILC, and IFAD. 2009. Module 4: Gender issues in land policy and administration. *Gender in agriculture sourcebook*. To be accessed on [http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/ILCGender\\_web.pdf](http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/ILCGender_web.pdf)
- ILC. 2009. *How to use CEDAW as an advocacy tool*. Rome: International Land Coalition. To be accessed on <http://www.landcoalition.org/wp-content/uploads/infonotesWeb.pdf>
- FAO, IFAD and International Land Coalition. 2004. Rural women's access to land and property in selected countries. Progress towards achieving the aims of the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women. Rome: FAO, IFAD and International Land Coalition. To be accessed on <http://www.landcoalition.org/pdf/cedawrpt.pdf>

**Carine Pionetti**

Gender and development consultant

[carine.pionetti@gmail.com](mailto:carine.pionetti@gmail.com)

Carine Pionetti is a gender and development consultant, specialising on the roles and strategies of rural women, the promotion of their skills and the search for appropriate solutions to their problems. She wrote her PhD thesis in political ecology on the question of control over seeds in South India. She has been working with various organisations (UNDP, Oxfam) on the refining of the gender analysis within development projects in locations as varied as Azerbaijan, Tanzania, Nepal and Palestine.

*Publications*

- Pionetti, C. 2006. L'agrodiversité et les semences dans les stratégies vivrières des paysannes de l'Inde du Sud. In *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. (Dir.) H. Guétat-Bernard et A.- M. Granié. Toulouse, Paris: Presses Universitaires du Mirail-IRD.
- Pionetti, C. 2006. Sowing autonomy: Gender and seed politics in semi-arid India. In *Reclaiming diversity and citizenship*. London: International Institute for Environment and Development.
- Pionetti, C. 2004. Jugement paysan des politiques agricoles et technologiques en Inde du Sud. In *Les OGM. Mesure de l'innovation et contrôle du risque*. (Dir.) P. Metay. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

**Elisabeth Prügl**

Professor, Political science department, and Deputy Director

The Graduate Institute of International and Development Studies

[elisabeth.pruegl@graduateinstitute.ch](mailto:elisabeth.pruegl@graduateinstitute.ch)

Elisabeth Prügl (PhD from The American University 1992) joined the faculty of the Graduate Institute in the fall of 2009 and became the Deputy Director of the Institute in September 2010; prior to that she was a

tenured professor at Florida International University in Miami, where she also served as Co-Director of the Miami-Florida European Union Center of Excellence. Her research focuses on global governance, international relations, and international political economy from a feminist perspective. She is the author of *The global construction of gender: Home-based work in the political economy of the 20th century* (Columbia 1999), the co-editor of *Homeworkers in global perspective* (Routledge 1996), *Gender politics in global governance* (Rowman and Littlefield 1999) and *Diversity and European integration* (Palgrave 2009). Her research also has appeared in various journals, including *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, *International Feminist Journal of Politics*, *International Studies Quarterly*, and *World Development*. Her current work investigates the gendered impacts of agricultural trade liberalisation in Germany, and the effects of the formation of gender expertise on feminist politics. She has received grants from the European Union, the International Studies Association, the Fulbright Commission, and the American Association of University Women.

#### *Publications*

- Prügl, E. forthcoming. *Transforming masculine domination: Agriculture and rural development in the European Union*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.
- Prügl, E. 2010. Feminism and the Postmodern State: Gender Mainstreaming in European Rural Development. *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 35 (2): 447-475.
- Prügl, E. 2009. Does gender mainstreaming work? Feminist Engagements with the German Agriculture. *International Feminist Journal of Politics*. 11 (2): 174-195.

#### **Nitya Rao**

Senior Lecturer, Gender and development

University of East Anglia

n.rao@uea.ac.uk

Nitya Rao holds a PhD in gender and development from the University of East Anglia in the UK. Her present research interests include gendered changes in land and agrarian relations, migration, livelihood and well-being, equity issues in education policies and provisioning, gendered access and mobility, and social relations within environmental and other people's movements. The geographical focus of her work is mainly India and Bangladesh, though she also has interests in the Asia-Pacific region, and more recently in Africa. She is the Book Reviews editor of the *Journal of South Asian Development*.

*Publications*

- Rao, N. 2009. Conflicts and contradictions: land laws in the Santhal Parganas. In *Legal grounds: Natural resources, identity, and the law in Jharkhan*. (Ed.) N. Sundar. New Delhi: Oxford University Press.
- Jackson, C. and N. Rao. 2008. Gender inequality and agrarian change in liberalizing India. In *The gendered impacts of liberalization*. (Ed.) S. Razavi. London: Routledge.
- Rao, N. 2008. "Good women do not inherit land": *Politics of land and gender in India*. New Delhi: Social Science Press.

**Shahra Razavi**

Research Coordinator

United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD)

Razavi@unrisd.org

Shahra Razavi is Senior research coordinator at UNRISD, where she oversees the Institute's Programme on Gender and development. Shahra specialises in the gender dimensions of social development, with a particular focus on livelihoods and social policy. She obtained her Doctorate in agricultural economics at Oxford University in 1992. Her thesis analysed the gender dimensions of agricultural commercialisation in Southeastern Iran. She has conceptualised and coordinated global comparative research projects in a number of areas, including on agrarian change, gender and land rights; gender and social policy; and the political and social economy of care. In 2004-5, she coordinated the preparation of an UNRISD flagship report, *Gender equality: Striving for justice in an unequal world*, the Institute's contribution to the "Beijing +10" process.

*Publications*

- Razavi, S. 2009. *The gendered impacts of liberalization: Towards «Embedded Liberalism»?* London: Routledge.
- Razavi, S. and S. Hassim. 2006. *Gender and social policy in a global context: Uncovering the gendered structure of 'the Social'*. New York: Palgrave.
- Razavi, S. (Ed.). 2003. Special issue: Agrarian change, gender and land rights. *Journal of Agrarian Change*.

**Fenneke Reysoo**

Senior Lecturer, Gender and development

The Graduate Institute of International and Development Studies

fenneke.reysoo@graduateinstitute.ch

A faculty member since 2000, Dr. Reysoo held previous positions at the Universities of Nijmegen, Leiden and Amsterdam (NL), Neuchâtel (CH)

and UAM-Iztapalapa (Mexico, Visiting Professor). She has undertaken issue-oriented interdisciplinary research on “Gender, reproductive rights and population dynamics” in various (Muslim) countries (Morocco, Bangladesh, Mexico, Mali, South Africa). She recently completed a research on “Islamic stakeholders in Burkina Faso: Challenges for international co-operation”, and with Yvan Droz she obtained a fund by the Swiss National Science Foundation to study “Gender, generations and equality in agriculture: Transformations of family configurations and of images of masculinity and femininity in Switzerland”.

#### *Publications*

- Reysoo, F. 2007. Ambivalent developments of female migration: Cases from Senegal and Lebanon. In *Global migration and development*. (Eds.) T. van Naerssen, E. Spaan, A. Zoomers. 253-268. New York: Routledge.
- Reysoo, F. 2005. Reproductive rights violations : A comparison of export-oriented industries in Mexico and Morocco. In *The gender question in globalisation. Changing perspectives and practices*. (Eds.) T. Davids and F. Van Driel. 125-142. London : Ashgate.
- Reysoo, F. et C. Verschuur (Dir.). 2004. *Femmes en mouvement. Genre, migrations et nouvelle division internationale du travail*. Berne: Commission nationale suisse pour l'UNESCO, DDC ; Genève: IUED.

### **Annemarie Sancar**

Gender focal point

Swiss agency for development and cooperation (SDC)

annemarie.sancar@deza.admin.ch

Annemarie Sancar is a social anthropologist, with an expertise on migration and ethnicity. From 1995 to 2003, she was in charge of communications and migration and peace policy in a Swiss feminist NGO. Since 2003, she has been in charge of gender equality for the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC). Aside from her professional activities, she is actively involved in the Green Party, and was elected on the communal council in Bern from 1996 to 2004.

#### *Publications*

- Sancar, A. 2010. Gender-responsive development cooperation. *Widerspruch*. 38: 109-122.
- Sancar, A. 2009. Wirtschaftliches Empowerment für Frauen: Wege aus der Armut. In: *Denknetz Jahrbuch 2009*. 118-126.
- Sancar, A. 2009. Care-Oekonomie – ein neuer Ansatz, um Geschlechterungleichheiten in der Entwicklungszusammenarbeit sichtbar zu machen. In *Care-Ökonomie*.

*Neue Landschaften von feministischen Analysen und Debatten. Heft 30. Olympe – feministische Arbeitshefte zur Politik. 44-51.*

### **Sandra Uwantege Hart**

Student at the Graduate Institute of International and Development Studies  
sandra.hart@graduateinstitute.ch

Sandra Uwantege Hart is currently at IHEID completing her Masters degree in international development studies. Having previously completed a Bachelors degree at Princeton University, she has worked with the United Nations World Food Programme as a fellow and consultant in reporting, public information and donor relations in Nouakchott, Mauritania (2007-2009) and most recently, in Port-au-Prince, Haiti following the January 12, 2010 earthquake through September 2010, as Deputy food cluster coordinator and information manager. She is now Director of social performance management and market research for Fonkoze, a microfinance institution offering financial, health, and education services to women across Haiti. She is also currently completing her MA thesis specialising in gender and development, entitled “Gran Fanm Rete Anlè, Ti Fanm Rete Anba: Discourse and disconnect between Haitian women’s associations and the international humanitarian community in post-earthquake Port-au-Prince, Haiti”.

#### *Publications*

Uwantege Hart , S. 2011. *Challenges and lessons learned in humanitarian response to urban disasters*. Geneva: World Vision International in collaboration with the Graduate Institute for International and Development Studies.

Uwantege Hart , S. 2008. Climate change? We need climate justice. *Next Generation Press*, Nouakchott, Mauritania. 10 March.

Uwantege Hart , S. 2008. The Education for All Fast Track Initiative: School feeding programmes in Mauritania bring universal education a step closer. In *Public Information Handbook, Education for All Fast Track Initiative*. Washington D. C.: World Bank.

### **Christine Verschuur**

Senior lecturer, Gender and development; Head of the Gender and Development Programme

The Graduate Institute of International and Development Studies

christine.verschuur@graduateinstitute.ch

An anthropologist working on gender issues since 1986, Dr. Verschuur

holds a PhD from Paris Sorbonne University. Her doctoral thesis was on rural development in Mozambique following independence in 1975 ; she worked in Ed. Mondiane University in Maputo, as well as in the Mozambique Ministry of rural development for five years where she conducted research on community villages and the transformation of social relations. She has worked on rural development issues and migration issues, with a cross-cutting gender perspective, and on feminist postcolonial theories. She has conducted research with the Institute since 1995, and has been a member of the teaching staff since 2002. During 10 years, she coordinated a research project in seven countries in Latin America, Africa and Eastern Europe with a network of research teams in each of these countries, within UNESCO's Management of Social Transformations (MOST) Programme, on urban popular movements. She is heading the Gender and Development Programme of the Graduate Institute, with the support of the SDC, and she is the editor of the *Cahiers genre et développement* series, which has been published since 2000.

#### *Publications*

Verschuur, C. (Dir.). 2010. *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes, Cahiers Genre et Développement n°7*. Paris: L'Harmattan.

Verschuur, C., 2009. Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot genre dans le développement. *Revue Tiers-Monde*. N°200 : 785-803.

Hainard F. et C. Verschuur. 2005. *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*. Paris, Dakar: Karthala, ENDA.

Meillassoux C. et C. Verschuur. 1985. Les paysans ignorés du Mozambique. *Le Monde diplomatique*. Octobre.

### **Marcela Villarreal**

Director of the Gender, equity and rural employment division

Food and Agricultural Organisation (FAO)

marcela.villarreal@fao.org

Marcela Villarreal is Director of the Gender, equity and rural employment division at FAO. Since she joined the organisation in 1996, she has been Senior officer, socio-cultural research; Chief of the population and development service and Chief of the gender and development service; Director of the gender and population division. Before joining FAO, she worked as Senior officer for UNFPA and the ILO's Regional employment programme in Santiago, Chile. She has worked and published in the areas of

poverty reduction, rural development, employment, social inequality, HIV/AIDS and food security and gender issues, *inter alia*. She has led and/or participated in technical assistance missions to some 40 countries. Throughout 2009, she was Chair of the Reform Support Group. Ms. Villarreal currently serves on various corporate committees such as Chair JAC/MC (Joint Advisory Committee on Medical Coverage), Chair JCC (Joint Commissary Committee) and is the ES Department Representative in the house-wide Reform Support Group.

Ms Villarreal has a PhD in rural sociology from Cornell University and a BA/MA in systems and computing engineering from the University of Los Andes in Bogotá. She is a national of Colombia.

#### *Publications*

- Villarreal, M. 2010. Gender and land rights. Understanding complexities, adjusting policies. In *Economic and social perspectives*. Rome: FAO.
- Jayne, T. S., M. Villarreal, P. Pingali, and G. Hemrich. 2006. HIV/AIDS and the agricultural sector in eastern and southern Africa: anticipating the consequences. In *AIDS, Poverty, and Hunger: Challenges and Responses. Highlights of the International conference on HIV/AIDS and food and nutrition security, Durban, South Africa, April 14-16, 2005*. (Ed.) S. Gillspie. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Villarreal, M. 2006. Changing customary land rights and gender relations in the context of HIV/AIDS in Africa. Colloque international «Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues». Montpellier, France: Institut de recherches pour le développement.

### **Cherryl Walker**

Department Chair, Department of sociology and social anthropology  
University of Stellenbosch  
cjwalker@sun.ac.za

Cherryl Walker is Professor of sociology and Head of Department in the Department of sociology and social anthropology, University of Stellenbosch, South Africa. She has extensive research as well as applied experience in rural development, land reform, and gender studies, spanning the academic, state and NGO sectors. Between 1995 and 2000 she served on South Africa's Commission on Restitution of Land Rights as Regional Land Claims Commissioner for the province of KwaZulu-Natal. Current research interests include land claims, land restitution and land reform in South and southern Africa; women's land rights in Africa; and environmental conservation in the context of environmental and social change. She is



a member of the International Advisory Board of the *Journal of Peasant Studies* and serves on the editorial boards of the journals *Social Dynamics* and *Kronos*. In 2008 she was a member of an Expert Consultative Team as part of the development of a continental Framework and Guidelines for Land Policy in Africa (under the auspices of the UN Economic Commission for Africa).

*Publications*

Bohlin, A., C. Walker, R. Hall and T. Kepe. 2010. *Land, memory, reconstruction and justice. Perspectives on land claims in South Africa*. Athens, OH: Ohio University Press.

Walker, C. 2008. *Landmarked: land claims and land restitution in South Africa*. Johannesburg: Jacana Media and Ohio University Press.

Walker, C. 2003. Piety in the sky? Gender policy and land reform in South Africa. *Journal of Agrarian Change*. 31 (2):113-148.

